Robert Fossaert
(2007)

L'INVENTION DU 21^e SIÈCLE

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole
Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>
Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec,
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

À partir de :

Robert Fossaert (2007)

L'invention du 21^e siècle.

Une édition électronique réalisée du manuscrit de M. Robert Fossaert, Paris.
Fichier Word, 330 pages.

[Autorisation de l'auteur accordée le 20 juillet, 2003 de diffuser cette œuvre dans Les
Classiques des sciences sociales].

Courriel : robert.fossaert@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft
Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 octobre, 2007 à Chicoutimi, Ville de
Saguenay, Québec.

DU MÊME AUTEUR

[L'avenir du capitalisme](#), 1961

[Le contrat socialiste](#), 1969

La société, tome 1 – [Une théorie générale](#), 1977
 tome 2 – [Les structures économiques](#), 1977
 tome 3 – [Les appareils](#), 1978
 tome 4 – [Les classes](#) 1980
 tome 5 – [Les États](#) 1981
 tome 6 – [Les structures idéologiques](#) 1983

“[Les frontières du socialisme](#)” (1979). Un article publié dans la revue DIALECTIQUES, Paris, no. 27, printemps 1979, pp. 5-13.

[La nationalisation des chrysanthèmes](#). Paris Éditions du Seuil, 1985, 187 pp.

[Le monde au 21^e siècle : une théorie des systèmes mondiaux](#). Paris Éditions Fayard, 1991, 424 pp.

Robert Fossaert et Michel-Louis Lévy, [Cent millions de Français contre le chômage](#). Paris : Éditions Stock, 1992, 150 pp.

[L'avenir du socialisme](#). Paris Éditions Stock, 1996, 451 pp

[Civiliser les États-Unis](#). (2003) Essai rédigé en mars-août 2003.

Un sous-ensemble du système mondial : [Le Proche et Moyen-Orient](#). Une analyse réalisée le 11 avril 2004.

[L'Europe ou les Europes ?](#) (2005). Paris : 2005.

L'inventaire du 21^e siècle.

Table des matières

Première partie – Le "milliard d'hommes"

Chapitre 1. – Les inconnues des "milliards d'hommes"

- Une multitude de chocs majeurs
- Les abîmes du savoir social

Chapitre 2. – Masses, classes et poussières

- La révolution informatique va s'amplifier
- La fin du travail ou la faim de travail ?
- L'apothéose des inégalités
- Nouvelles masses et nouvelles poussières
- L'adéquation des pouvoirs aux luttes de classes

ANNEXE – Note pour qui ignorerait Marx ou l'histoire ou les deux

Chapitre 3. – Calmer les idéologies nationales

("Bon siècle, bonne santé et peu d'enfants !")

Chapitre 4. – Toute politique a besoin de véritables sciences sociales

- Les piliers d'un savoir encore maigre
- Juger du savoir à son utilité
- Chiffrer le social pour décrypter la société

Deuxième partie – La révolution financière

Chapitre 5. – La politique économique a besoin de frontières

- Dans l'actuel système mondial propriété et pouvoir sont souvent en conflit
- Les frontières du marché mondial
- Sur quelques leçons à tirer des conflits économiques "frontaliers"

Chapitre 6. – La révolution financière – Première section – La relève de l'or

ANNEXE – [Quarante ans d'essais sur les banques, les bourses et autres aspects de l'appareil financier interne et international \(textes de Robert Fossaert\)](#)

Chapitre 7. – La révolution financière – Deuxième section – La deuxième mort de Bretton-Woods

– [Les Sages et leur stupide "Consensus de Washington"](#)

TABLEAU – [Les sages autorités financières internationales](#)

– [Vers une réforme du pilier international](#)

– [Le soleil financier se lèvera-t-il à l'Est ?](#)

Chapitre 8. – La révolution financière – Troisième section – La prédominance de New-York

– [Le pilier new-yorkais](#)

– [New-York, paradis de la libre entreprise financière ?](#)

Chapitre 9. – La révolution financière – Quatrième section – Quelle révolution financière ?

– [La révolution financière est en cours](#)

– [À moins qu'une révolution anti-financière interrompe sa course](#)

– [Dompter le capital financier pour le domestiquer ?](#)

ANNEXE – [Nationalisations bancaires à la française](#)

Troisième partie – Vers un autre système mondial

Chapitre 10. – Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du nord-est ?

– [Un siècle de guerres non ou mal achevées](#)

– [Une région qui se cherche entre Chine et États-Unis](#)

Chapitre 11. – Comment bloquer la politique suicidaire d'Israël ?

– [Israël enkysté au Proche- et Moyen-Orient](#)

– [Une région volcanique](#)

– [Les avenir d'Israël](#)

– [Une révolution culturelle israélienne ?](#)

– [Aider ou gêner Israël ?](#)

Chapitre 12. – Les grandes guerres du 21^e siècle –
(Pourquoi et comment éviter que les États-Unis s'en mêlent ?)

- [Panorama des guerres actuelles ou potentielles](#)
- [Bombes, missiles et kamikazes](#)
- [Grande Armée ? Légion Étrangère ?](#)
- [Les États-Unis, coupables inconscients](#)
- [Pour un atterrissage en douceur](#)

Chapitre 13. – La longue marche de l'Asie vers le centre du système mondial

- [La Chine fait ses comptes](#)
- [La Chine s'épanouira, mais non sans crises](#)
- [D'autres grimpeurs, en Asie et ailleurs](#)
- [Vers un nouveau système mondial](#)

ANNEXE – [PIB et comparaisons internationales](#)

Chapitre 14. – Paix et guerres entre les Nations-Unies – Première section –
Puissances et impuissances

- [L'empire du Centre ou du Chaos ?](#)
- [Le nouvel Empire du Milieu ?](#)
- [Puissances et impuissances entre Washington et Pékin](#)

Chapitre 15. – Paix et guerres entre les Nations-Unies – Deuxième section –
Difficile naissance d'un nouveau système mondial

- [Le désordre mondial](#)
- [Civiliser bon nombre de puissances durant les prochaines décennies](#)
- [Esquisse du futur système mondial](#)

* * *

PREMIÈRE PARTIE – LE "MILLIARD D'HOMMES"

Chapitre 1

(février 2007)

Les inconnues des "milliards d'hommes"

[Retour à la table des matières](#)

Quand Jules Romains publia, en 1938, son *Verdun*,¹ il fit grand usage du "million d'hommes", cette matière que les États-majors avaient coagulée au long des divers fronts de la guerre de 1914-18. Des années de "guerre d'usure" en arrachèrent des "copeaux" humains par milliers, avant que les pilonnages de Verdun hissent les dégâts jusqu'à la dizaine de milliers de tués par mois, si ce n'est par semaine – et parfois par journée...

En ce temps-là, le "milliard d'hommes" échappait à l'entendement des humains, car le monde en son entier en comptait à peine deux, y compris la très vaste Asie, presque ignorée du "vrai" monde qui était européen (et devenait américain). Un demi-siècle plus tard, l'explosion démographique préoccupait les gouvernants aux populations déjà riches. Le monde se remplissait un peu partout, il apprenait à compter par "milliards d'hommes", les deux milliards et demi de 1950 faisaient place aux six milliards de la fin du siècle. Le gros demi-milliard qui s'est ajouté à ce total entre 2000 et 2007 sera vraisemblablement suivi de trois nouveaux milliards d'ici le milieu du 21^e siècle. Cette année-ci, il mourra environ 60 millions d'humains, mais il en naîtra 135 millions, soit un gain net de 75 millions : une grosse France pour une seule année. Mais sur la lancée actuelle l'écart annuel entre les naissances et les décès va continuer de se réduire, jusqu'à s'annuler ou davantage encore. Les démographes dont l'art s'est affiné tout au long du 20^e siècle s'attendent maintenant à ce que la population mondiale atteigne un plafond de neuf

¹ Seizième volume de son roman-fleuve sur *Les Hommes de Bonne Volonté* (1932-46).

à dix milliards d'ici quelques décennies, sans doute peu après 2050, après un quadruplement en un siècle.

Faisant usage des meilleures estimations prévisionnelles, *l'Inventaire du 21^e siècle* qui est disponible sur le présent site, a consacré un dossier ¹ à ces dernières décennies de l'explosion démographique et à la répartition de leurs résultats entre les diverses régions du système mondial. J'invite le lecteur à s'y reporter, car ces données forment la toile de fond des réflexions qui vont suivre. En effet, les "milliards d'hommes" déjà dénombrés ou prochainement attendus forment des chaînes d'interdépendance d'une longueur et d'un volume tels que d'immenses problèmes parfois insoupçonnés vont se poser dans toutes les sociétés. Les peuples et les gouvernements tarderont et peineront à s'y ouvrir l'esprit. On peut se représenter ce qu'est un État – comme la Chine ou l'Inde – dépassant le "milliard d'hommes" à son échelle propre, mais il faut un réel effort pour s'imaginer ce que deviendra la pauvre et parfois famélique Afrique qui, elle aussi, dépassera bientôt le "milliard d'hommes", sans disposer d'une expérience étatique aisément adaptable à cette échelle. La réflexion doit redoubler pour qui considère la densité de peuplement des diverses régions mondiales. Sans trop de surprise, l'Asie bat presque partout les records, sauf dans sa partie occidentale, c'est-à-dire dans le tumultueux Proche et Moyen-Orient où elle ne dépasse que d'un gros tiers la densité européenne. La surprise devient manifeste lorsque l'on constate que l'Afrique est d'une densité comparable à celle de l'Europe et de 10 % supérieure à celle de l'Amérique latine – où l'Europe a déversé tant des siens et a transplanté tant d'Africains. Mais c'est à propos de l'Amérique du Nord que l'étonnement atteint son maximum, car cette région sept à huit fois moins dense que les diverses Asies et presque moitié moins chargée que l'Afrique, est de loin la moins dense. Son rang change peu quand on défalque le grand nord canadien et les immenses Montagnes Rocheuses (ainsi que les zones semi-désertiques des autres régions du monde), si bien qu'il faut presque ranger cette riche Amérique du nord aux côtés de l'Australie, parmi les États "où il y a beaucoup de place" et qui sont "assez riches" pour accueillir sans trop d'efforts financiers de multiples nouveaux "millions d'hommes". La surprise redouble lorsqu'on cherche où se trouvent les quartiers urbains à très forte densité qui soient organisés et administrés de façon "vivable" : pour le moment quelques villes hollandaises partagent cet honneur avec Singapour, mais non avec Hong-Kong ni avec le Bronx new-yorkais, zones où la densité du peuplement est du même ordre, car la riche Amérique et la Chine encore pauvre y maîtrisent mal le devenir urbain. Sans compter l'épouvantable spectacle qu'offre presque partout la longue litanie des mégalo-poles. Au reste, le problème n'est pas à juger principalement à l'échelle des bidonvilles ou des quartiers urbains un peu plus avenants, car à ce stade, on atteint presque le terminus d'une longue liste de malheurs dont la sur-urbanisation est l'un des aboutissements. En effet, le cœur du problème concerne l'aptitude des divers types de société à faire en sorte que le contrôle des naissances, l'éducation des enfants, la

¹ Voir le dossier n° 1 du tome 2, *Les transformations prévisibles durant le 21^e siècle*.

socialisation des jeunes adultes ; le fonctionnement des principaux autres rouages sociaux et l'évolution des mentalités dont les "milliards d'hommes" de tous âges sont porteurs, deviennent compatibles avec un ordre social qui ne se dégrade pas, et qui, même, continue de progresser cahin-caha vers un certain supplément de bien-être pour la majeure partie de la population mondiale.¹ Bref, il faudrait analyser toutes les sociétés en tous leurs aspects économiques, politiques et culturels, pour se représenter clairement ce à quoi notre monde doit s'attendre du fait de l'inversion démographique annoncée. Je vais effleurer cette tâche immense, en passant en revue, une vaste liste de problèmes qui se rapportent tous au devenir démographique de la planète. Les principales omissions de ce parcours, nullement exhaustif, concerneront les problèmes de la guerre auxquels j'ai déjà consacré trois investigations dont les résultats sont disponibles sur le présent site.²

Une multitude de chocs majeurs

[Retour à la table des matières](#)

Une question sera longuement débattue au cours des prochaines années : celle du ou des "milliards d'hommes" qui viendraient s'ajouter aux 9 à 10 milliards annoncés par les démographes. Le fait est que l'on compte aujourd'hui 35 pays, presque tous situés en Afrique sub-saharienne où les femmes donnent encore naissance à 5 enfants, en moyenne. En se prolongeant, une telle procréation entraînera encore une forte natalité quand ces filles aujourd'hui plus nombreuses que leurs mères seront devenues nubiles, même si toutes appliquent un plus strict contrôle des naissances. De tels exemples se répéteront sans doute pendant quelque temps. Mais ceci ne dément pas l'hypothèse retenue par les démographes, car ils ont en vue une réduction mondiale moyenne des naissances, laquelle continue de s'accélérer. Des baisses massives de la fécondité s'enregistrent dans des pays tels que l'Iran, l'Algérie ou la Turquie où on ne les attendait pas de sitôt. Le Maghreb et une partie du Proche et Moyen-Orient rejoint ainsi les vastes régions d'Amérique latine et d'Asie orientale où la stabilisation démographique est en bonne voie, tandis que les pays d'Europe et d'Amérique du nord où une décrue de la population se dessine parfois, sauf à être masquée par une forte immigration. Ainsi les débats

¹ On ne comprendrait rien à la novation du système mondial capitaliste qui s'opère présentement si l'on oubliait que, nonobstant les inégalités qui continuent de se creuser, le niveau de vie moyen de la population mondiale – qui a nettement augmenté au cours du 20^e siècle – augmentera plus encore au cours du 21^e siècle. *L'Inventaire* précité justifie cette affirmation (dossier n° 3 du tome 2) sur la portée politique de laquelle, je reviendrai dans une note ultérieure.

² Deux essais sont consacrés aux zones les plus menacées (*Comment éviter le suicide d'Israël ?* et *Comment solder un siècle de guerres inabouties dans le nord-est asiatique*), cependant qu'une recherche plus enveloppante a porté sur *Les grandes guerres du 21^e siècle* et a mis en lumière la responsabilité centrale des États-Unis, puissance prépondérante du système mondial actuel qui n'aura pas trop du 21^e siècle tout entier pour apprendre à partager pacifiquement la prééminence avec quelques autres puissances dont l'ascension se poursuivra inéluctablement.

se centreront de plus en plus sur le poids relatif, dans la population mondiale, de certaines régions "retardataires" (africaines notamment). Ces régions souffriront plus longtemps des surcharges liées à leur population exubérante, feront éventuellement peser des menaces plus graves sur leur voisinage et des demandes plus vives sur les ONG et les agences internationales qui leur porteront secours. Bref, le surcroît de difficultés pourra être durable, mais il sera localisé. À l'échelle mondiale, le retournement sera acquis, l'explosion démographique fera place dans un nombre croissant de pays à une stabilisation, voire à une régression démographique, comme il en est déjà maints exemples, du Japon à l'Allemagne.

Peut-être le choc principal tiendra-t-il à l'inégale expansion des classes d'âges différents. Les graphiques qui illustrent les divers types de population se présentent toujours comme des empilements de tranches d'âge, les dernières nées tout en bas et, de proche en proche, les plus âgées jusqu'au sommet. Quand la population se stabilise, les tranches d'âge tendent à devenir égales et, donc, leur graphique devient rectangulaire, mais si le déficit des naissances perdure, les classes les plus jeunes sont moins nombreuses que celles de leurs parents et grands-parents, si bien que le graphique prend peu à peu la forme d'un triangle inversé, c'est-à-dire porté par sa pointe. Tel est le mouvement que l'on peut observer au Japon et qui est déjà bien amorcé en Allemagne ou en Italie, etc.

En 2000, les plus de 60 ans comptaient pour 10 % de la population mondiale, mais leur pourcentage aura plus que doublé en 2050. Dans ce total, l'Inde suivra presque la moyenne mondiale, tandis que le Japon, premier champion du contrôle démographique, qui comptait déjà 23 % de plus de 60 ans en 2000, dépassera les 42 % en 2050. Le mouvement se généralisera peu à peu, la population vieillira en chaque pays, mais avec d'énormes décalages d'une région à l'autre. Ainsi, par exemple extrême, l'Europe qui compte aujourd'hui 16 % de "vieux" (plus de 65 ans) ne sera rejointe par l'Afrique – qui compte, aujourd'hui 3 % de tels "vieux" – que durant le 22^e siècle. En attendant, l'Afrique déborde de "jeunes", c'est-à-dire de moins de 15 ans : d'est en ouest, ils forment presque la majorité de la population (42 à 46 %), tandis qu'au nord et au sud de ce continent leur part est déjà voisine du tiers. Que de massacres sont à craindre, dus aux tourments de ce monde ultra-juvénile, sous-scolarisé et exposé au désœuvrement ! Que d'enfants-soldats seront levés dans cette masse entraînable vers toutes sortes d'aventures. L'un des périls majeurs du 21^e siècle est là, j'y reviendrai.

Le danger devient plus manifeste encore si l'on regarde les principaux agrégats humains, c'est-à-dire les villes, bidonvilles et autres mégalofoles où les hommes sont souvent entassés. En effet, nous vivons actuellement une période où la moitié de la population mondiale devient urbaine, après quoi le déclin relatif des populations rurales va se poursuivre, et sans doute s'accélérer. Le changement est déjà très sensible. Les villes qui assemblaient 29 % de la population mondiale en 1950 et 37 % en 1975, atteignaient les 47 % en 2000 ; elles dépasseront les 60 % avant 2030. À cette dernière date, l'Europe et les Amériques en leur entier

dépasseront les 80 % d'urbains, tandis que l'Asie et l'Afrique auront atteint les 54-55 %, non sans des inégalités régionales encore persistantes. *Stadtluft macht frei*¹ disait-on des communes d'Europe occidentale qui s'émancipèrent des seigneuries rurales aux 10^e-12^e siècles et amorcèrent ainsi une chaîne de transformations politiques dont les républiques bourgeoises*² sont aujourd'hui la lointaine conséquence. Mais rien ne garantit que le difficile affaiblissement des seigneuries latifondiaires du Brésil et d'autres "républiques" latino-américaines, comme des émirats et sultanats asiatiques et des chefferies africaines faiblement agrégées conduira un peu partout à une semblable évolution.³ L'avenir politique des masses urbaines densément juvéniles devra s'inventer.

L'une de ses inventions s'affiche déjà sous la forme d'un exil aventureux et parfois héroïque vers des eldorados lointains. Le temps n'est plus aux grandes migrations de hordes, chassées par des coalitions rivales ou par des empires en formation qui déclenchèrent ce que les médiévistes français appellent "les grandes invasions" alors que leurs collègues allemands, mieux inspirés, désignent ces mêmes poussées comme des *Völkerwanderungen*, des errances de peuples à la recherche de nouveaux sites. Il se pourrait néanmoins qu'on découvre des mouvements de même nature, à regarder de plus près les dernières coulées de peuples qui sont parties des régions soudanaises et sont parfois venues mourir, au 19^e siècle, devant les mitrailleuses d'une armée britannique affermissant son Afrique du sud ou qui résultent, aujourd'hui encore, des turbulences guerrières de toute l'écharpe africaine qui s'étale du Soudan aux Grands Lacs et à la République du Congo (ex-Zaïre) pour atteindre le Liberia ou la Guinée. Toujours est-il que la mise en place des peuples dans un réseau étatique assez stable est loin d'être achevée en Afrique, si bien que – jointe à l'énormité des générations juvéniles – elle laisse présager de rudes tempêtes sur la majeure partie de ce continent ; Les Amériques ont connu d'autres variantes de ces brassages de peuples dans les vastes plaines peu densément peuplées et non contrôlées par les empires qui ont cristallisé jusqu'au 15^e siècle, à l'abri des montagnes du Mexique et des Andes. Leur peuplement s'est profondément modifié, par l'apport des colonies espagnoles, anglaises et autres et surtout par les brassages que ces colons d'abord peu nombreux ont organisé pour peupler d'esclaves africains les plantations des Caraïbes et du sud, puis pour susciter la grande ruée migratoire des 19^e et 20^e siècle qui a déversé des millions de familles venues de toute l'Europe, ruée qui s'enrichit de nouveaux flux d'origine asiatique. Encore faut-il prendre en compte les migrations de voisinage qui drainent beaucoup de Latino-américains vers la frontière mexicaine ou les îles caraïbes, portes d'entrée malcommodes vers les États-Unis. De même les archipels atlantiques de l'Espagne et diverses îles méditerranéennes sont assaillis par des apports croissants d'Africains venus d'un peu partout et cherchant à entrer en Europe, tandis que d'autres flux venant d'Asie

¹ L'air de la ville rend libre.

² Rappel : un astérisque marque les concepts qui sont analysés dans *La Société*.

³ Sans compter les immenses empires de tradition chinoise, anglo-hindoue ou postsoviétique qui incluent une large partie de l'Asie.

s'efforcent de transiter par les Balkans ou la Turquie, etc. À vrai dire, les migrations clandestines qui remplacent désormais les transferts esclavagistes et coloniaux de jadis dessinent des itinéraires complexes et changeants selon les obstacles rencontrés et les espérances très inégales offertes par les pays pris pour cibles. Leur géographie est sensible, en outre, aux commodités éventuelles des transports internationaux, qu'ils soient routiers ou ferroviaires, mais aussi maritimes et aériens. D'autant que l'activité marchande des passeurs de clandestins est inventive, sinon scrupuleuse : ses méthodes relèvent souvent plus du banditisme que de la fraude.

D'une intervention de Michel-Louis Lévy à l'*Université de tous les savoirs* que dirige le philosophe Yves Michaux¹, j'extrais quelques remarques judicieuses : "Le fonctionnement migratoire de la planète est aujourd'hui organisé en vastes systèmes autour des pôles de la mondialisation (Amérique du nord, Europe occidentale, Japon) et de certains États du Moyen-Orient, détenteurs de la rente pétrolière, avec des sous-systèmes de drainage des flux à l'échelle régionale, autour des nouvelles puissances économiques en Asie du sud-est ou vers la République d'Afrique du sud... (Ces) migrations sont aujourd'hui majoritairement motivées par la recherche du travail et l'attrait d'activités moins pesantes et plus rémunératrices." À quoi Lévy n'oublie pas d'ajouter que "les migrants sont aussi sollicités... (par) les mondes des universités et de la formation, des affaires, de l'informatique, de la médecine, du sport, ... (etc.). Pour n'oublier aucune des turbulences massives qui agitent les populations, il évoque également l'exode rural,² les "retours au pays" des retraités ou les mouvements pendulaires entre le domicile et le lieu de travail.

Pendant de longues décennies, la politique de l'immigration restera des plus délicates. L'accueil et le rejet illimités sont également intenables. La Suède et le Canada qui tiennent quasiment portes ouvertes sont protégés par un froid dissuasif pour beaucoup, à quoi le Canada ajoute un accès souvent commode vers les États-Unis. Ces derniers qui sont la cible la plus visée sont équipés d'une législation permissive-répressive gérée par une armée de garde-côtes, une police de l'immigration et une administration locale qui oscille entre la férocité et la complaisance, au gré d'intérêts variables. Sur terre, ils gendarmement leur longue frontière avec le Mexique où ils allongent et rehaussent de temps à autre les "murs" de barbelés ou de gadgets électroniques qui complètent les barrages naturels, il est vrai peu efficaces. Au total, l'accueil légal et l'entrée clandestine donnent chaque année à ce pays un renfort substantiel, abondé de temps à autre par des régularisations d'étrangers en situation irrégulière si bien qu'au total, il demeure le plus gros utilisateurs d'immigrés, en quoi ils prolongent l'histoire de leur peuplement aux 19^e et 20^e siècles. L'Union Européenne qui devient, elle aussi, une destination très prisée serait dans une situation analogue à celle des États-Unis,

¹ Intervention sur *Les populations du monde : de l'explosion à la gestion* présentée en décembre 2006.

² Lequel est aussi très intense au sein des pays – comme la Chine ou l'Inde – qui prennent leur essor industriel.

si elle était suffisamment unie. En fait, il lui faut tenir compte d'héritages coloniaux que les ex-métropoles gèrent différemment, de turbulences que ses agrandissements saccadés ont plusieurs fois renouvelées ¹ et de refus tels celui de l'Angleterre retranchée dans son île. ² En 1990, un traité signé à Schengen avait certes prévu d'unifier l'espace européen pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la gestion des candidats à l'immigration. Visa unique, contrôle par le pays de première arrivée, normes bien établies pour les passages ultérieurs vers d'autres pays de l'Union : tout cela était précisé. Huit ans plus tard, un traité d'Amsterdam complétait celui de Schengen en transférant des États nationaux aux institutions communautaires le soin de réglementer l'immigration. Mais les États, nouveaux venus dans l'Union, les réticences non résorbées des autres États et surtout l'absence d'une administration et d'une police européennes font qu'une réglementation qui se voulait commune s'applique mal.

De ce fait, l'Europe pratique plus que les États-Unis la recherche de freins à l'immigration. Après les hausses de prix pétroliers de 1973-75, elle avait tenté, notamment en Allemagne et en France, d'offrir une "aide au retour" aux immigrés, mais les candidats ont été rares et les fraudeurs ont réduit leur effectif réel. Le bâti d'écluses par accord avec des États d'approche, tel le Maroc ou la Libye, a provoqué maints incidents, parfois mortels et a finalement créé de nouveaux détours : ainsi les barques qui traversaient le détroit de Gibraltar ont été remplacées par des pirogues naviguant vers les Canaries avec des risques aggravés. Et ainsi de suite : les Africains venus du Nigeria ou du Ghana qui tentent de s'installer en Turquie où ils rejoignent des Pakistanais et des Asiatiques venus de plus loin encore subissent un sort comparable, tout comme les Afghans qui se replient vers les républiques d'Asie centrale ou les confins indiens. Etc.

Avec des cibles qui varient peu à peu, mais où la Chine et l'Inde ne figureront pas de sitôt, des marées humaines affluent "vers un avenir meilleur", y atteignent finalement, non sans perdre beaucoup des leurs en chemin, puis en refluent parfois, chassés par la répression ou la nostalgie de leurs origines et finissent, néanmoins, par déposer de nouvelles couches d'arrivants dans les communautés de même provenance, déjà installées dans les pays cibles où s'étoffent, de la sorte, des chapelets diasporiques dont certains fournissent, une ou deux générations plus tard, de nouveaux contingents d'assimilés ou d'intégrés aux peuples établis de longue date dans les pays "d'accueil". Ainsi se poursuit le mouvement brownien des migrants dans un système mondial en effervescence démographique. Il se poursuivra longtemps encore, à la recherche d'un travail, d'une vie meilleurs, d'une société plus pacifique, mais beaucoup moins souvent à la recherche d'une terre nourricière.

¹ Non sans pressions américaines, l'Europe Unie a sauté de 6 membres en 1954 à 27 aujourd'hui, ce qui n'a pas peu compliqué son organisation et inhibé ses velléités d'affranchissement vis-à-vis de l'OTAN américain ; Voir *L'Europe ou les Europes* sur le présent site.

² Le tunnel sous la Manche a été converti de ce fait en un "mur" au pied duquel des clandestins piétinent.

En effet, la famine et la sous-alimentation qui provoquent, certes, des mouvements de population parfois massifs, ne sont néanmoins pas une cause majeure d'émigration lointaine et durable, car les familles et les communautés qui en souffrent, fuient un péril saisonnier ou temporaire, mais gardent une "faim de terre" à satisfaire dans leur région d'origine. L'émigration vers les Europes et les Amériques ne vise pas à de telles satisfactions. L'Afrique subsaharienne est la région du monde où la sous-alimentation se prolonge le plus, car les progrès de la production agricole y sont partiellement effacés par l'énorme surcroît de population. C'est aussi la région où les aléas climatiques provoquent d'occasionnelles famines, rapportées par les télévisions du monde entier. L'émotion populaire incite alors à raviver les programmes onusiens ou nationaux d'aide alimentaire, mais n'encourage guère les actions d'effet plus lent, mais de portée plus durable qui stimuleraient le contrôle des naissances. Cette myopie de l'assistance internationale, jointe aux ravages de guerres tenaces en cette Afrique ¹ aboutit à la persistance de famines et d'une sous-alimentation qui ne peuvent être imputées à une insuffisance intrinsèque des capacités productives mondiales et régionales. Le monde en voie de "surpeuplement" ne périra pas faute de production agricole, comme on le craignait encore au milieu du 20^e siècle. Mais des millions d'hommes périssent et périront faute d'un ordre public stabilisant les populations rurales et favorisant leur productivité. Bref, la famine, c'est le prix du non-État. ²

En effet, les travaux de la FAO ³ ont régulièrement mesuré le recul des effectifs sous-alimentés dans toutes les régions "sous-développées" du monde, en veillant à en apprécier la proportion, laquelle rapporte les disponibilités alimentaires à l'effectif des populations. Leur conclusion, régulièrement renouvelée est qu'"au niveau mondial, on dispose du potentiel de production nécessaire pour satisfaire la demande", affirmation que la FAO projette, sans hésitation jusqu'à l'horizon 2015 / 2030. Les craintes principales se transportent vers la qualité et la quantité des régimes alimentaires. Les troubles sanitaires dus aux excès affecteront bientôt plus d'individus que les insuffisances non encore résorbées par suite d'incapacités étatiques. La même sérénité se dessine pour ce qui est des stocks mondiaux, lesquels semblent de nature à éviter les carêmes et autres ramadans, sacralisés depuis des millénaires par des églises. La seule production qui devient défailante est d'ordre piscicole, car la haute mer est labourée par des navires-usines qui raclent jusqu'aux bas fonds, tandis qu'en toutes régions l'artisanat des pêcheurs locaux se laisse mal discipliner, si bien que les captures annuelles excèdent le croît naturel et mettent en péril la survie de nombreuses espèces. Le développement d'une aquaculture en sites protégés tarde à pallier cette déficience. En sa majeure

¹ La capture de l'aide alimentaire et son détournement vers un trafic marchand est une "arme" fréquemment utilisée dans l'écharpe africaine déjà évoquée.

² J'ai développé ce point de vue dans *L'inventaire du 21^e siècle*, à propos de l'Afrique (tome 1, chapitre 4).

³ *Food and Alimentation Organization*, cette FAO est une agence spécialisée de l'ONU.

partie, l'espace marin n'est soumis à aucun pouvoir autre que celui de traités internationaux, mal obéis par maints États et très mal gardiennés par leurs "polices". Le grand large n'est pas seulement une métaphore applicable aux firmes capitalistes qui s'ébrouent en activités ultralibérales, c'est aussi le site matériel bien défini d'activités où la propriété des moyens de production n'a pas, en face d'elle, de pouvoirs politiques aptes à la contenir.

Dans certaines régions du monde, notamment en Afrique, en Asie du sud-est, la déforestation prend des proportions qui sont jugées dangereuses soit pour des raisons écologiques (espèces ravagées, climats affectés), soit pour des raisons proprement culturelles et politiques (habitat ruiné de certaines microsociétés forestières, expansion d'une agriculture industrielle aux dépens de petites paysanneries, etc.). Cas par cas, la cause est débattue sans que des conclusions bien généralisables puissent être tirées. Les exemples d'exploitation méthodique et pérenne des richesses forestières donnés par la Suède et le Canada ne semblent pas avoir fait l'objet de transpositions nombreuses et pertinentes en d'autres régions, pour d'autres espèces utilisées à des fins plus diverses. Mais, en revanche, les exemples de surexploitation sauvage et mercantile abondent d'autant plus qu'ils concernent des pays pauvres, mal organisés, vulnérables à toutes les corruptions. Il est donc probable qu'en cette matière, comme dans la plupart des cas précédents, le problème tient à l'inexistence ou à la tiédeur du pouvoir politique et à sa fréquente inaptitude à harnacher les firmes géantes.

Avant de quitter les ressources naturelles, une réflexion générale doit être soulignée. Pour qui observe la part des régions dans le commerce mondial de ces ressources, force est de noter que l'Amérique du nord, le Japon et surtout l'Europe s'y taillent la part du lion. C'est dire que les protections et les subventions dont jouissent les productions agricoles et agro-industrielles des pays concernés faussent le commerce mondial sans que les conférences de l'OMC aient pu y porter remède jusqu'ici. Elles ont aussi pour effet d'infléchir ou d'abîmer, voire de tarir diverses productions d'autres continents, au détriment des paysanneries locales et des balances commerciales des États concernés. L'affaire déborde d'ailleurs des productions alimentaires, comme le montre l'exemple du coton où les subventions nord-américaines écrasent les chances de maints pays dont, pourtant, le climat est particulièrement favorable à cette riche plante.

Une autre ressource naturelle, tout à fait vitale est à considérer enfin : c'est l'eau qui sert à tout, la vie des humains, comme la marche de leurs industries et l'irrigation des agricultures comme le fonctionnement des villes et le confort des habitats (du moins quand ils sont bien équipés). Si les taux de consommation par tête, aujourd'hui observés en Amérique du nord et en Europe se généralisaient à toute la population mondiale, l'industrie d'adduction et de purification des eaux devrait devenir l'une des toutes premières branches d'activité à l'échelle planétaire. En fait, elle le deviendra à mesure que la Chine et l'Inde rejoindront les standards occidentaux et seront suivis par un nombre croissant de pays "sous-développés".

Encore faudra-t-il savoir dégager en temps utile de judicieuses priorités en faveur d'une hygiène qui résorbe les risques sanitaires, plus que pour l'usage dispendieux de cette ressource, par exemple dans des applications hautement consommatrices sous certaines latitudes : les terrains de golf de Californie gaspillent la ressource autant que les irrigations mal conçues de terres tropicales arides. À quoi s'ajoutera probablement un tout autre problème qui résultera du réchauffement climatique que la "communauté internationale" n'a pas su enrayer jusqu'ici, guidée qu'elle était par l'égoïsme des puissances les plus riches. Un progressif relèvement du "niveau de la mer" rendra inondables de longs rivages côtiers, souvent très peuplés, notamment au Japon, en Chine, en Inde, comme dans les péninsules et les îles asiatiques et du Pacifique, et les rivières de la Méditerranée et de la Mer Noire, sans compter les basses eaux de la Mer du Nord et de la Baltique et la majeure partie des rivages côtiers et insulaires des Caraïbes et des basses côtes de Nouvelle Angleterre ou du Brésil. Ce tour du monde des inondations n'est pas encore une certitude, mais il présente déjà une haute probabilité, laquelle sera actualisée par les habituels typhons ravageurs du Bengale et leurs cousins ouragans, si féroces dans le Golfe du Mexique, tandis qu'en maints endroits, des villes submergeables, moins exposées que la Nouvelle-Orléans risquent de connaître le sort de cette dernière. Tout l'art des Hollandais bâtisseurs de hautes digues ne suffira pas à maîtriser cette calamité mondiale, si sa probabilité se convertit en certitude, d'autant que maintes terres intérieures, exposées aux fontes de glaciers et aux dérèglements des crues fluviales souffriraient également. Je n'évoque pas cette perspective pour sur-dramatiser les périls menaçant des "milliards d'hommes". Même si elles adviennent avec une "faible intensité", les calamités climatiques doivent être envisagées en sachant bien que la population est particulièrement dense en bordure des fleuves et des mers. Au total, il se pourrait que la grande industrie des eaux ne soit pas au siècle prochain, celle des approvisionnements et des épurations, mais bien celle des protections.

Toutes les activités économiques vont être profondément affectées par l'arrivée, en quelques décennies, de trois ou quatre "milliards d'hommes" supplémentaires, puis par une stagnation démographique suivie par un lent recul de la population mondiale qui pourrait être de l'ordre d'un ou deux "milliards d'hommes" durant les siècles suivants. Mais cette dernière poussée de l'explosion démographique, suivie par une inversion plus ou moins durable ne frappera pas les sociétés actuelles de façon homogène. Les chocs et contre-chocs produiront des impacts locaux parfois très contrastés. C'est pourquoi, il importe d'observer de façon ouverte, mais critique, les politiques démographiques déjà connues – telles celles de l'immigration.

Lorsque Poutine envisage de créer des sortes d'allocations familiales et d'autres aides aux familles en vue d'accroître le nombre de leurs enfants, pour enrayer le déclin démographique que subit une Russie démoralisée par les secousses de l'après-stalinisme, il renouvelle une politique initiée par la France après les massacres guerriers de 1914-18. Ce faisant, il commet une erreur grave, car la

Russie est certes un espace apte à porter un supplément de population, mais la poursuite de son rétablissement économique gagnerait à se doubler d'un rétablissement politico-culturel qui l'ouvrirait à une large immigration de populations d'Asie centrale et du Caucase, partiellement russifiées au temps de l'URSS. On pourrait, à cet égard, prolonger le parallèle avec la France d'après 1918 qui eut été bien inspirée d'appliquer alors, de bonne foi et à grande échelle, un "Algérie, c'est la France", au lieu de s'épuiser quelques décennies plus tard à imposer ce même projet, mais à contre temps du devenir mondial. Or le système mondial actuel est riche de situations non point identiques à celles que je viens d'évoquer, mais où le flux ou le reflux démographiques s'inscriront dans des conjonctures politiques régionales parfois lourdes de tensions belligènes et d'autres fois riches d'opportunités bénéfiques à tous égards. Bref, une saine gestion des péripéties démographiques à venir exigera des gouvernements beaucoup d'audacieuse inventivité et un prudent freinage des excitations nationalistes.

Sous un tout autre angle, on observe depuis quelques décennies l'importance croissante des envois de fonds effectués par les émigrés à destination de leurs familles restées au pays. Ce mouvement, préfiguré par de rares "oncles d'Amérique" dont le décès arrosait des héritiers européens est devenu un flux continu, par exemple des États-Unis vers plusieurs pays d'Amérique latine ou encore de la France vers ses ex-colonies, en particulier du Maghreb. Plus récemment, tandis que perduraient les flux en provenance des États-Unis et d'Europe occidentale ou centrale ¹, l'Europe orientale et l'Asie centrale sont à leur tour devenues d'importants producteurs d'émigrés et, donc, des récepteurs de fonds transmis par ces derniers aux familles. À l'échelle mondiale, le phénomène est d'une ampleur telle que la Banque Mondiale consacre de réels efforts à l'évaluation des sommes ainsi transférées, car leur ampleur rejoint ou dépasse celle des capitaux affectés aux mêmes destinations par les donateurs "d'aide internationale". Malgré leurs efforts, les banques commerciales captent mal ces flux qui transitent souvent par des filières amicales ou parentales, voire frauduleuses, et qui ne se concrétisent pas à leur terminus par des crédits bancaires d'investissement, car les familles destinataires en consomment une bonne part et n'en investissent qu'une petite fraction en habitats modernisés pour la retraite des émigrés, et en petits commerces. C'est seulement à partir du moment où le microcrédit familial ou de voisinage, dûment stimulé par de très modestes banques spécialisées se répand (à partir de l'exemple indien) tandis que de très modestes coopératives se chargent de bâtir des habitations, équipées d'eau courante et du minimum d'électricité que fournissent des pompes alimentées par des cellules voltaïques qu'une chance de développement s'étend aux communautés dépourvues d'émigrés les "approvisionnant". J'insiste sur ces très fragmentaires exemples, car il est évident que les prochains "milliards d'hommes" comprendront une large fraction de miséreux dans des régions encore peu entraînant, si bien qu'une confiance

¹ Ces derniers ont irrigué à la fois les pays méditerranéens d'Europe avant qu'ils entrent dans le Marché Commun (devenu Union Européenne) et les pays balkaniques qui ont récemment commencé d'y entrer.

aveugle dans les capacités d'action et de développement mises en œuvre par les firmes multinationales, les entreprises d'initiative locale et les investissements même les mieux orientés des agences étatiques ne suffiront pas, avant longtemps, à rendre tous les "milliards d'hommes" bénéficiaires d'un progrès, fût-il très inégal.

Chocs multiples ? La puissance relative des économies nationales se modifie à vive allure, tant par l'effet du décollage des vastes États asiatiques que par l'expansion ultra-rapide des firmes multinationales qui, sans perdre leurs racines nationales étendent partout leurs prolongements. Employées ou non, les capacités militaires des États changent si vite que leur hiérarchie en sera bouleversée. Dans ce contexte turbulent, la croissance démographique, de plus en plus inégale, demeure galopante en Afrique et au Proche-Orient, comme en Inde et en Asie du sud-est, alors que des freinages, puis des reculs de population se dessinent dans un nombre croissant de pays, à commencer par l'Europe et les Amériques qui rejoignent la trajectoire esquissée par le Japon, dès le milieu du 20^e siècle. Dynamisme et anémie démographiques s'entremêlent en combinaisons variées, cependant qu'un peu partout l'âge moyen des populations s'allonge, tandis que les proportions respectives des plus jeunes et des plus âgés diaprent diversement ces variantes et que les lignées familiales, diversement tordues, s'entre croisent en figures plus complexes et moins serrées. Souvent même, les repères générationnels imposés par l'histoire globale des sociétés l'emportent sur les liens familiaux.¹ En outre, une émigration déjà énorme se traduit par la formation dans tous les pays de communautés d'étrangers diversement répartis et organisés. Ce monde marbré de minorités, de diasporas et même de touristes peine à comprendre ce qui lui advient, car ses langages usuels, forgés dans le cercle étroit d'entreprises, dans le superficiel des voyages ou dans le brouhaha des médias ne porte pas une culture commune, enrichissable par des savoirs de plus en plus élaborés et irriguée par des appareils étatiques et idéologiques eux-mêmes éclairés par ces savoirs. Là est le problème majeur du 21^e siècle : le monde des sociétés change de plus en plus vite, mais la connaissance qu'il a de lui-même prend un retard croissant.

Les abîmes du savoir social

[Retour à la table des matières](#)

Le système mondial capitaliste s'est transformé au début du 20^e siècle, quand les empires européens se sont vainement entrechoqués. Il a subi une deuxième mue au milieu de ce siècle, quand le duel entre les États-Unis et l'URSS s'est bloqué en un match nul où les ex-puissances européennes et leurs colonies ont souvent fait de la figuration. À la fin du siècle, le match nul s'est dénoué, comme au sumo, par l'effondrement de l'un des lutteurs, si bien qu'un nouvel avatar du monde

¹ L. Chauvel a raison de noter que "les hasards de l'année de naissance marquent le destin des générations", tant leur vie est scandée par les péripéties et les rythmes de la vie sociale. Voir *Le destin des générations : structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, PUF, 1998

capitaliste prend forme, sous un gardiennage américain qui peine à endiguer des mutations économiques, politiques et culturelles partout sensibles. À s'en tenir aux actions des États, aux reviviscences des religions et surtout aux effervescences de l'économie et de la finance, on voit se dessiner des tendances contradictoires, des transformations complexes, des novations et des effondrements dont il est difficile de supputer la résultante à l'échelle du 21^e siècle. L'empilement de nouveaux "milliards d'hommes" qui va se prolonger pendant encore un demi-siècle, alimente de diverses façons ces mouvements profonds des structures sociales, sans qu'on puisse le comparer à cette lave qui fermente au noyau de notre planète et produit d'occasionnelles éruptions volcaniques. Comparaison n'est pas raison, les interactions de "milliards d'hommes" ne ressortissent à aucune géologie, mais relèvent de sciences sociales qui les hiérarchisent d'ailleurs fort mal.

Les réflexions précédentes pourraient être enrichies d'aperçus multiples, tant la gamme des interactions semble inépuisable. Ainsi, après avoir observé à très grands traits les migrations qui sillonnent le système mondial, j'aurais pu évaluer le poids des hommes vivant loin de leur terre natale et supputer sa probable amplification pour constater qu'en France – par exemple – 24 % des enfants d'aujourd'hui ont au moins un grand parent qui naquit loin de ce pays, proportion qui va croître tout au long du siècle et en bien d'autres pays que la France. Ou bien, faisant droit à une phobie parfois excitée à des fins politiques déraisonnables, j'aurais pu comparer les graphiques démographiques des pays européens (qui prennent la forme rectangulaire des populations quasi-stationnaires) avec les graphiques des 25 pays établis du Proche et Moyen-Orient aux rivages atlantiques de la Mauritanie ¹ dont la silhouette est un triangle isocèle couronné d'une mince flèche, comme autant de Monts Saint-Michel, ce qui correspond à une surcharge de classes juvéniles. Ou encore, j'aurais pu noter que dans des pays aussi calmes que la Suède ou la Hollande, la présence, ici, de deux secrétaires d'État "issus de l'immigration" et, là, d'une ministre "noire", perturbe l'ordre public, si l'on en croit une minorité des citoyens de ces contrées fermement démocratiques. Mais il est inutile de s'appesantir sur de telles considérations qui jugent de la "démographie politique" du "milliard d'hommes" par des aspects, certes révélateurs, mais néanmoins marginaux.

Mieux vaut concentrer l'attention sur ce qui transforme la vie quotidienne d'à peu près toute la population mondiale. Certes, ce mouvement n'a pas commencé partout en même temps et progresse de façon inégale. Il gagne à peine les peuples encore écrasés de misère et d'exubérance démographique. Mais les novations déjà accomplies en de multiples domaines, dans un nombre sans cesse croissant de pays et les aspirations qui pointent partout ailleurs soumettent la culture commune*, ² en toutes régions, à des novations et à des torsions dont la relative variété régionale ne peut cacher la fréquence partout répandue, à un décalage générationnel près :

¹ Pays que la phobie précitée rangerait sous la rubrique "musulmans", bien qu'ils soient très divers, y compris du point de vue de leurs pratiques religieuses.

² C'est-à-dire le discours social commun*, concept élaboré au tome 6 de *La Société*.

jamais la quotidienneté ne s'est aussi vite modifiée, jamais les habitudes ancestrales n'ont été soumises à d'aussi rudes épreuves, jamais la sagesse des nations (ou des anciens) n'a subi autant de démentis.

Pour que le lecteur en juge convenablement, je l'invite à se souvenir de ce qu'était le monde "normal" aux yeux de ses grands-parents et arrière-grands-parents, y compris les écarts à la norme qui, sans être ouvertement approuvés, étaient néanmoins connus et tenus pour des exceptions regrettables ou tolérables. En prenant un tel repère, il est facile de percevoir que le monde d'aujourd'hui et de demain est en plein bouleversement pour tous les individus. Je vais négliger maints domaines évidents, tels l'alimentation, l'habillement, l'habitat, l'équipement domestique et multi-médiatique, l'automobile et l'avion, les loisirs et les voyages, etc. pour centrer le regard sur ce qui concerne les lignages de la parenté et de l'alliance, autrement dit sur cette partie des chaînes d'interdépendance entre humains à laquelle Lévy Strauss accorde une importance primordiale.

Le mariage ordinaire fait place à toute une gamme de familles monoparentales, homoparentales, "pacsées" ou "classiques" dont la formalisation (coutumière, civique, religieuse ou autre) n'est plus de règle. Sa durée moyenne est souvent inférieure aux durées de vie normales de couples dont la longévité biologique s'allonge considérablement. De ce fait, les enfants sont pris dans un entrelacs de lignages où la parenté des frères ou sœurs (ou "demis") mêle plus de deux lignes et où les liens de l'alliance, les cousinages de tous degrés, peuvent foisonner en diverses directions. Tandis que les juristes de l'état-civil, de la propriété et de l'héritage s'emploient à démêler ces écheveaux – dont la complexité redouble d'une génération à la suivante, dans des sociétés où quatre, voire cinq générations biologiques pourront survivre "ensemble" – les magistrats et les législateurs sont obligés de dire le droit au regard de situations imprévues. La complexité n'est pas moindre quand on quitte le "nid familial" ou ce qui en tient lieu pour accompagner les enfants dans les premières étapes de leur vie sociale, à commencer par l'école, le village ou le quartier, avant d'aborder les moments ultérieurs de leur socialisation où la parentèle, les loisirs, l'argent, le sexe, les voyages, la poursuite des études, l'accès au travail, etc. sont eux aussi saisis par un tourbillon de nouveautés mêlées à des traditions qui perdurent vaille que vaille. Je ne listerai pas les têtes des chapitres à consacrer à chacun de ces points, pas plus que je n'explorerai les à-côtés des axes principaux, qu'il s'agisse de l'avortement, de l'eugénisme, des modes d'exercice des soins, sans compter les troubles liés – en certaines civilisations – aux mariages forcés plus ou moins juvéniles, aux polygamies, aux infanticides – des filles notamment – aux assassinats "familiaux" pour échapper aux normes de la dot et de son remboursement, aux mutilations sexuelles, etc. Je délaisserai de même les particularités du divorce, du statut des femmes divorcées ou répudiées, du sort des conjoints évincés, etc.

Certes, il faut laver mes remarques de ce qu'elles ont de trop "occidental" (par leur objet ou par le regard jeté vers d'autres civilisations), pour faire place aux

multiples variantes qui, du Japon à l'Inde, à la Chine et au reste de l'Asie viendront en enrichir le répertoire, comme l'Amérique latine oblige déjà à pondérer les usages "américains" tandis que les Afriques quelque peu européanisées par leurs colonisateurs imposent à ceux-ci maints effets en retour. Il serait déraisonnable de préjuger du stock de révolutions culturelles qui viendront interférer avec les mutations économiques et politiques déjà amorcées de par le monde, mais il n'est pas douteux que maints chocs seront rudes, surtout quand des contre-chocs viendront en compliquer les effets. Soit l'exemple de la France heureuse des années 1945-1975 qui convertit presque tous ses paysans en actifs de l'industrie et des villes et qui, trente ans plus tard, assiste aux effets ravageurs de délocalisations industrielles "imprévues" par presque tous ses spécialistes des "sciences sociales". Ainsi, la *France sans paysans*¹ devient une "France sans ouvriers" (au sens usinier et "ouvriériste" du terme). Mais ne peut-on entrevoir, dès aujourd'hui "Une Chine sans paysans", quelque part vers la fin du 21^e siècle ou le début du suivant ? Et se soucie-t-on des autres chocs auxquels sera exposée cette Chine qui, déjà, est labourée par une révolution sans précédent de sa géographie économique ? Or, il n'y a aucune raison de s'en tenir à la Chine, fût-elle en passe de devenir la principale puissance du monde, car c'est l'ensemble du système mondial, enflé de plus de 4 "milliards d'hommes" au cours du 20^e siècle et promis à 3 ou 4 milliards supplémentaires qui est le cadre de vie de nos populations, françaises et autres, déjà promises à une durée de vie qui fera du siècle une mesure banale.

Vastes autant qu'urgentes, de telles questions devraient nous amener à enrichir considérablement nos moyens d'investigation du réel social. Il faudrait, en premier lieu, faire droit à une distinction essentielle pour éviter que trop de bons esprits se perdent en recherches sur le n'importe quoi. Distinction qui invite à séparer aussi nettement que possible la nature, l'homme et la société comme domaines à explorer.

Aucun de ces domaines n'est maîtrisable par une science sûre, comme si un savoir absolu ne pouvait jamais le saisir en son entier, chacun s'ouvre sur un abîme d'ignorance dont chaque gain de savoir révèle l'immensité. Ainsi du réel naturel auquel l'humanité a prêté les propriétés magiques et mythiques dont nos religions, nos philosophies et toutes nos autres sagesse portent trace. De savoir-faire rustiques et autres en réflexions empiriques peu à peu vérifiées, la soupe physico-chimique qu'est la nature assemblée en galaxies où notre planète est logée est devenue concevable comme siège d'une évolution où du minéral, du végétal et de l'animal prolifèrent diversement. Il ne se passe plus d'année que ce que je dis là, dans un langage aussi vieux que moi, ne soit enrichi de concepts nouveaux. Bref, il existe des sciences de la nature, idéologies foisonnantes et finement raffinées, qui néanmoins ne feront jamais taire toutes les idéologies invérifiables d'âge antérieur. Qui plus est, les fronts de recherche les plus avancés se déploient aux frontières d'un inconnu sur lequel elles projettent des lueurs incertaines, comme si "l'origine

¹ Remarquable ouvrage de Gervais, Servolin et Weil publié en 1966.

du monde", le "temps" du "big bang" et l'"espace" (élastique ou non) étaient choses quasi connues. Derechef, je parle un langage vieillissant, alors que des idiomes mathématico-physiques dûment informatisés disent de façon beaucoup plus subtile des choses beaucoup plus justes, sinon toutes vérifiables. Et ainsi de suite *ad vitam aeternam*, la vie étant elle-même une notion que l'on doit reconceptualiser de temps à autre.

Il y a de même un réel humain dont on oublie trop aisément qu'il est d'abord et à jamais un élément du réel naturel, un pur amas de molécules assemblées en organes, eux-mêmes groupés en organismes individuels. Ce réel n'est pas fait d'hommes, mais d'une espèce animale que l'évolution naturelle a singularisée, après qu'elle eût naturellement atteint un degré de complexité supérieur à celui des autres primates. On fait grand cas, non sans raisons, des particularités dont cette espèce a tiré parti : un corps diversement employé et un cerveau complexifié des millénaires durant, un appareillage sensoriel engagé dans une infinie dialectique avec ce cerveau, un ensemble de gestes et de grognements peu à peu affinés beaucoup mieux qu'en d'autres espèces animales. On connaît la suite, du travail et du langage à l'écriture, etc. Mais on la connaît encore mal, car les hordes ou groupes de l'espèce animale-humaine ont sans doute tâtonné, des millénaires durant, pour apprendre à former des liens plus solides ou plus extensibles que ceux des troupes d'autres espèces. Encore quelques millénaires et loin de tout "miracle" chaldéen, perse, grec, chinois ou d'autre farine, des bâtisses, des barques, des armes-outils, des greniers, etc. ont donné un sous-bassement durable à des sociétés plus complexe. Avec Queneau, je dirais volontiers :

*...alors le singe devint homme,
lequel un peu plus tard décomposa l'atome...*

mais les sciences de l'homme doivent se garder de telles plaisanteries, tant le chemin qui a conduit des bandes de l'espèce animale-humaine jusqu'aux sociétés de plus en plus complexes, assemblées en systèmes mondiaux devenant planétaires est coupé de déserts d'ignorances et de montagnes d'incertitudes. Cependant l'abîme propre aux sciences de l'homme n'est pas là. Il tient aux vertus propres du cerveau humain, résumées par le terme vague de "conscience" qui fait que cet "animal" pensant et parlant semble avoir toujours eu réponse à tout. D'aussi loin qu'on en ait trace, des légendes et des fables lui ont permis d'"expliquer" toute chose. Toujours est-il que cette savante ignorance – éventuellement productive de savoirs – se prolongera indéfiniment. Alors que les sciences de la nature (humaine) commencent à dessiner une topographie des circonvolutions cérébrales de leurs connexions neuronales et de leurs chevelures synaptiques, d'autres savoirs poursuivent avec des bonheurs divers leurs investigations psychologiques et en tirent des prolongements pratiques d'ordre pédagogique, psychiatrique, etc... Divers aspects de l'activité sociale, considérés à des échelles telles que les individus singuliers soient pleinement visibles offrent également un terrain de recherches que des "sciences humaines" de plus en plus variées labourent

assidument et font parfois fructifier. Mais il arrive aussi qu'en "humanisant" de la sorte les recherches sur des phénomènes où les humains sont impliqués en quantités telles que chacun d'eux devient invisible, lesdites sciences en viennent à perdre de vue la spécificité sociale de phénomènes tels que le langage, la sexualité, l'apprentissage. Plus exactement la dualité intrinsèque des pratiques d'hominisation-socialisation empêche d'en bien spécialiser l'abord, comme si, par exemple, la psychanalyse – éclairante et efficace dans le colloque singulier d'un individu et de son analyste – pouvait extrapoler ses démarches à l'échelle des politiques nationales ou des conflits internationaux. Disant cela, j'ai en vue les tentatives de rabattre l'étude à visée scientifique des choses sociales, vers des interprétations fondées sur les caractéristiques supposées de la "nature humaine", sur les contraintes réelles ou imaginaires de la "vie humaine" et sur toutes les autres considérations faisant de "l'homme" le prototype du "milliard d'hommes" – ou même du million ou du millier d'hommes.

Car il existe un autre domaine du réel qui, tout en étant totalement plongé dans le réel animal-humain, en déborde néanmoins vers d'autres niveaux d'organisation matérielle qui sont le propre de la société. Il faut une société pour vaincre la pesanteur en découvrant et en appliquant les lois naturelles jusqu'à exploiter des situations d'apesanteur. Il faut une société pour asseoir dans la durée les entrecroisements productifs d'humains en grand nombre dans toute la diversité foisonnante de leurs pratiques. Le réel social est fait, comme le dit fort bien Norbert Elias de toutes les chaînes d'interdépendance entre les hommes, des entrelacs infiniment complexes que nouent ces chaînes. J'ajoute, mais sans m'écarter d'Elias me semble-t-il, que ce réel social est fait des objets "non naturels" et "inhumains" qui se forment de la sorte, en débordant de l'évolution physique des objets du réel naturel et en dépassant la conscience des humains qui se trouvent assemblés, entrelacés, interdépendants dans des chaînes de relations sociales formant la matière sociale proprement dite. Sauf erreur grossière de ma part, il me semble qu'en considérant cette matière que constitue le "milliard d'hommes" on peut utilement transposer la célèbre remarque de Marx : "l'anatomie de l'homme donne la clé de l'anatomie du singe". Autrement dit, le plus développé aide à comprendre ce qui l'a précédé, le plus vaste des agrégats humains – une Chine ou une Inde à un "milliard d'hommes" – aide à comprendre ce que sont ou furent les agrégats de plus en plus modestes, jusqu'à descendre au voisinage des Robinson et Vendredi qui firent rêver les intellectuels du 18^e siècle européen, férus de philosophie sociale, mais en s'arrêtant nettement avant ce stade où l'homme individuel occupe presque tout le terrain, fût-ce sous les espèces d'un héros romanesque.

Laissant aux spécialistes des amas plus proches de Robinson que du "milliard d'hommes", le soin de tracer – s'il en est une – la limite qui séparerait les sociétés rendues pleinement objectives par leur taille (et la complexité corrélative) des pré- ou proto-sociétés dont la taille trop exigüe inhiberait une telle objectivation, je me contente de souligner que toutes les sociétés incluses dans les systèmes mondiaux capitalistes du 17^e siècle à nos jours, et la plupart des sociétés dont l'histoire porte

trace avant cette période ont été des objets relevant pleinement du réel social. J'en viens donc à une seconde distinction qu'il faut appliquer, me semble-t-il à l'accueil fouillis des sciences sociales – et des recherches plus ou moins savantes qui n'ont pas encore clairement assis leur scientificité. En effet, il importe de discerner les sciences qui peuvent embrasser toute la matière sociale, de celles qui ne peuvent en saisir qu'un aspect particulier, aussi important soit-il.

Tout le social se situe *quelque part* et *en un certain temps*, donc l'histoire et la géographie ont vocation à le saisir en son entier, sous leur angle propre. Encore faut-il que le géographe sache localiser la société dans la plénitude de ses attributs, ce dont il n'est pas de véritable exemple à ma connaissance, nonobstant les promesses d'une géopolitique qui sait aussi se faire géo-économie, mais tarde à s'emparer de tout ce qui ferait d'elle une pleine géo-culture (ou géo-idéologie, puisqu'à mes yeux, l'idéologie au sens où Marx, Gramsci et d'autres en ont esquissé le concept correspond en tous points et à tous égards à ce que les définitions les plus extensives de la culture s'efforcent d'envelopper). L'histoire me paraît mieux lotie à cet égard, si je considère l'exemple éminent fourni par les fresques de Braudel, par quoi j'entends non la seule *Méditerranée*, mais la totalité de ses écrits, y compris *Le modèle italien* où l'auteur embrasse quasiment toute la culture de la Renaissance européenne. Au côté de la géographie et de l'histoire, la sociologie pourrait devenir le troisième fleuron de la science apte à envelopper la totalité sociale, si elle remplissait une condition sur laquelle je vais revenir. Mais je souhaite, auparavant m'intéresser aux sciences sociales, assez évoluées, qui ne peuvent, malgré leurs prétentions occasionnelles, se saisir de tout le social en toutes ses dimensions propres : je vise ici les sciences économiques, politiques et, plus ou moins culturelles (= idéologiques).

En effet, je tiens que les objets sociaux dont peut se saisir la science économique ne constituent pas un "morceau" ou un "niveau" de la société qui serait réellement séparable d'autres morceaux ou niveaux, mais qu'elle tend seulement à analyser la totalité sociale sous un angle particulier : celui de la production et de la distribution des subsistances nécessaires pour toute la population et pour toutes ses institutions, quelles qu'elles soient. Rien ne doit lui échapper, car les églises, les stades ou les casernes ont, comme toute autre institution, besoin d'être irrigués par l'économie, mais celle-ci ne peut connaître du social en tous ses aspects. En leur plénitude, la religion, le sport ou l'armée – pour reprendre les exemples précédents – échappent aux théories économiques quelles qu'en soient les contours et les détours. La même totalité sociale peut être saisie en son entier sous l'angle du politique, car elle relève d'un ordre social, infiniment détaillable à mesure que la société s'étend et se complique, mais néanmoins partout opérant, hormis Robinson sur son île. Le fait que "les sciences politiques" n'ont pas encore été orientées et regroupées par une science qui se veut totalisante comme "la science économique", même si diverses théorisations essaient de saisir le ou les

principes communs à toute organisation sociale ¹, n'empêche que celle-ci est devenue saisissable sous l'angle de l'État qui a finalement émergé du semis des chefferies à courte portée, qui n'a pas fini de s'installer (ou de se consolider) partout et qui est érodé depuis quelques décennies par des tentatives d'organisation plus enveloppantes encore, mais dont aucune n'a mûri pleinement, ni au titre des assemblées d'États comme l'ONU, ni à l'échelle des grappes d'entreprises assemblées par les groupes internationaux de firmes (FMN). Le troisième et dernier angle d'attaque de la totalité sociale est idéologique ou culturel. Il permet d'observer toutes les activités et toutes les institutions dans et par lesquelles les hommes se représentent le monde où ils vivent. Comme les hommes ne peuvent pas ne pas penser, ils se représentent nécessairement le monde où ils vivent et la vie qu'ils y mènent. Des appareils idéologiques spécialisés travaillent à l'organisation et à la diffusion de représentations raffinées à des fins particulières ; Mais ces églises, ces écoles, ces théâtres, etc. répugnent à fondre leurs dires (et les pratiques qui les accompagnent) dans une conception totalisante, si bien que les "sciences de l'idéologique ou du culturel" sont généralement obnubilées par l'ineffable singularité de leurs dires spécialisés. Les plus hardies tentent d'assembler des totalités qu'elles dénomment cultures, mais au prix de partages arbitraires auxquels n'échappent que les anthropologies attentives à toute la vie de microsociétés où de rares chamans ou sorciers tiennent lieu d'appareils culturels en voie de spécialisation. Néanmoins, toute société, à toute échelle est productrice et porteuse d'une culture commune, sédimentée des siècles durant et travaillée quotidiennement par chaque humain, du sein de laquelle émergent des appareils spécialisés qui entretiennent leurs domaines respectifs, mais ne peuvent empêcher leur contamination par la culture commune dans laquelle ils essaient le plus souvent de déverser leurs propres dires et pratiques.

Donc, trois éclairages particuliers, – l'économique, le politique et le culturel (ou idéologique) – qui projettent leurs lumières propres sur l'ensemble social et permettent de l'éclairer pleinement. C'est, du moins, ce que tentent de faire les sciences sociales totalisantes – comme l'histoire ou la géographie – quand elles pratiquent ce triple balayage, mais il leur reste, certes, bien des progrès à accomplir pour exploiter pleinement leurs potentialités. La sociologie pourra venir à leur secours, si elle réussit à faire mûrir certaines de ses promesses. En effet, il y a chez Marx, Weber, Gramsci, Elias et quelques autres des pistes et des promesses qui, dûment exploitées, tendent à élargir considérablement la connaissance du réel social. Marx qui s'approprie Ricardo et le meilleur des historiens allemands de son temps, Weber qui range discrètement Marx aux côtés de Tönnies pour discerner les trois types fondamentaux de liaison des groupes sociaux les plus enveloppants, ² Gramsci qui étend l'analyse inspirée de Marx à l'ensemble des

¹ Ces temps-ci, la mode est à la *gouvernance*, mot vague qui habille l'antiétatisme néolibéral d'un voile masquant pudiquement les différences entre les agences nourries par l'impôt, des entreprises en quête de profit, etc.

² À savoir, la *Gemeinschaft* (communauté) et la *Gesellschaft* (société) à quoi Weber adjoint un *Kampf* (lutte) qui est, en réalité le *Klassenkampf* (lutte des classes).

activités idéologiques (de l'Église italienne omniprésente, du parti fasciste naissant et du parti communiste déjà corrompu par le stalinisme), Elias qui soude l'évolution politique et idéologique d'une société, à l'enseignement de la "*civilisation des mœurs*" et d'autres tels Keynes qui feint d'ignorer Marx mais s'en inspire pleinement pour hisser l'analyse de la micro-économie marchande à la macro-économie consciente du rôle économique de l'État à qui je pourrais encore ajouter le Raymond Aron de *Paix et guerre entre les nations* et beaucoup d'autres : tel est le bref et très incomplet palmarès des spécialistes de diverses sciences sociales qui – nonobstant leurs inclinations politiques variées – ont joué un rôle souvent fondateur d'une sociologie véritable. C'est-à-dire d'une science sociale pleinement enveloppante, qui sache utiliser les produits des sciences plus étroites ou plus spécialisées, pour conduire vers une représentation du réel social apte à embrasser jusqu'au système mondial, à traiter du "milliard d'hommes" comme de l'objet central du monde présent.

Certes, l'énorme fatras de disciplines, rarement disciplinées, qui sont des sociologies du n'importe quoi, si ce n'est des psychosociologies de l'à-peu-près, ou des débordements de recherches économiques ou politiques, inconscientes des limitations propres à leurs éclairages particuliers, empêche beaucoup de chercheurs d'apercevoir les énormes potentialités de la lignée "sociologisante" que je viens d'évoquer et donc de réfléchir aux prolongements à donner à cette lignée, voire aux novations à lui adjoindre. Par exemple en incitant la démographie, à enrichir la conception de son objet en passant de la population là-présente à la population-qui-bouge, c'est-à-dire en s'interrogeant sur le peuplement (sans se limiter aux seules migrations qui l'intéressent déjà), puis en poussant ses investigations du peuplement vers le ou les peuple(s) qui se façonne(nt) de la sorte : elle prendrait ainsi une plus large visée historique et culturelle qui serait des plus utiles.

Mais à l'époque où la société mondiale est soumise à l'irruption ultra-rapide de quelques "milliards d'hommes" supplémentaires et où elle est travaillée par la gestation d'un nouveau système international dans lequel la prééminence omnipotente des États-Unis ne pourra pas se maintenir, je pense qu'il conviendrait que les gouvernants (plus éveillés que la moyenne), les institutions scientifiques, universitaires ou non (un tant soit peu créatives), et les centres de réflexion éparés dans les partis, les syndicats, les associations, les sociétés de pensée et les rares médias aptes à regarder l'avenir débroussaillent leurs priorités pour les toutes prochaines années, en se formant une idée claire (quoique forcément approximative) de ce qui adviendra au cours des toutes prochaines décennies, en partant d'un horizon mondial et en descendant le moins possible vers l'horizon étroit (*parochial*) de leurs visées quotidiennes. Quelques "milliards d'hommes" valent bien un peu de réflexion.

Quels souhaits devraient naître de leurs réflexions ? Quelles actions devraient-ils aider à impulser ? Pour m'en tenir ici aux orientations les plus générales, sans en dégager toutes les implications politiques, je dirai :

- que les risques majeurs sont à analyser par priorité pour en différer la concrétisation jusqu'à ce qu'ils s'effacent ou pour en organiser la correction et la compensation ;
- que la plupart des sociétés auront à opérer d'énormes reconversions, à prévoir et à hiérarchiser, faute de pouvoir les prévenir, afin d'en préparer de longue date les remèdes progressifs ;
- qu'avec un dosage de doigté et de fermeté qui sera difficile à concevoir et plus difficile encore à gérer, il faudra heurter de plein front la culture commune de maints pays ;
- et qu'enfin ces orientations ne pourront être explorées correctement sans une mobilisation bien finalisée des sciences sociales les plus prometteuses.

Je vais reprendre ces quatre séries de questions, en les effleurant à peine, car leur élaboration ne peut être attendue d'un essayiste isolé qui n'est ni prophète, ni omniscient.

Première série : les risques majeurs. Le principal est celui des convulsions guerrières qui pourraient scander l'inéluctable transformation du système mondial : j'ai avancé une hypothèse générale dans Les grandes guerres du 21^e siècle ¹ que j'ai quelque peu détaillée pour les deux zones les plus périlleuses à court et moyen terme, en cherchant Comment bloquer la politique suicidaire d'Israël et Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du Nord-Est.

Deuxième série : tout aussi graves, mais plus diffus seront sans doute les risques afférents aux reconversions qui raréfieront le travail paysan, déplaceront plusieurs fois peut être la géographie mondiale de l'industrie et ne créeront pas partout et en temps utile de nouvelles activités gagne-pain. La circulation mondiale des ressources naturelles et des capitaux investissables ne s'adaptera à ces énormes mouvements qu'au prix de réformes dont la plus essentielle me paraît être de Domestiquer le capital financier. ²

Troisième série : les bouleversements mondiaux déjà enregistrés depuis deux ou trois décennies ont provoqué plusieurs chocs culturels majeurs et des bouleversements plus profonds encore sont à attendre pour les toutes prochaines décennies ; partout les cultures communes sont secouées, souvent les idéologies nationales sont exacerbées, la reviviscence de ce qu'il y a de plus archaïque et de plus conservateur dans la plupart des religions est la fréquente conséquence de ces séismes idéologiques ; faute d'avoir su poser, en ce domaine, un diagnostic plus précis, je n'ai pu jusqu'ici, esquisser aucun essai en la matière ; raison de plus pour

¹ Cet essai et les deux suivants sont disponibles sur le présent site.

² Essai, également sur le présent site.

y travailler en prêtant plus d'attention aux "milliards d'hommes" d'aujourd'hui qu'aux "sagesses millénaires".

Quatrième et dernière série : il n'est pas douteux qu'au cours des 22^e ou 23^e siècles les futures péripéties du 21^e siècle étant devenues des "phénomènes historiques" bien refroidis, feront l'objet d'œuvres nombreuses et parfois pertinentes ; on saura, alors, ce qu'on aurait dû et pu faire pour éviter telle ou telle énorme catastrophe ; mais l'art de la prévision et de la prévention est beaucoup plus délicat, si bien qu'il faut souhaiter qu'une part suffisante des autorités évoquées plus haut sachent faire en sorte que :

- les principaux appareils d'État de tous les grands pays du monde actuel soient attentivement examinés et classés, en leurs apparences comme en leurs actions cachées, afin que leurs menaces actuelles ou potentielles soient bien reconnues et constamment divulguées : ceci vaut notamment pour les armées en toutes leurs branches ;
- les grands appareils idéologiques d'activité internationale, coordonnée ou non, et notamment ceux qui fonctionnent comme appareils d'État (voire comme formes gouvernementales) soient observés de même, tout comme les groupes financiers et autres firmes multinationales (FMN) ; que cette attention s'exerce notamment sur ceux de ces appareils et de ces firmes qui pilotent une activité médiatique internationale ;
- les organisations politiques ou politico-idéologiques (qu'elles aient la forme de partis, de syndicats, d'associations, d'agences de presse, etc.) soient soumises à une vigilance dépourvue de monomanie sécuritaire et d'autres phobies, afin d'adjoindre au travail policier qui peut seul en maîtriser les dangers "terroristes" ¹ une calme connaissance de leur efficacité réelle ;
- les critères, verbaux et incertains, qui servent à caractériser les États "démocratiques", "dictatoriaux", le "*nation building*" et les mille autres termes pseudo-savants soient remplacés par des calibrages objectifs, dûment vérifiés et publiés ;
- les gouvernements des États bien organisés (qualité à préciser comme pour le cas précédent), mais de taille petite ou moyenne soient invités à former entre eux des "coopératives" à vocations diverses, dont la plus importante devrait être la capacité à participer à des délibérations internationales pluriannuelles préparant les traités destinés à canaliser et à rythmer les grandes transformations économico-politiques mondiales (géographie industrielle, équilibre des échanges, gestion des monnaies, etc.) pour les rendre prévisibles et gérables dans les pays les plus concernés ;

¹ Ou autrement qualifiés, mais dûment dénoncés par l'ONU ou d'autres instances internationales respectables et non par quelque État isolé.

– les États mal appareillés, faibles ou quasiment fictifs soient publiquement diagnostiqués afin que les aides et contraintes à leur appliquer (et les puissances chargées de gérer contradictoirement celles-ci) fassent l'objet de programmes internationaux dûment vérifiés.

Il est temps, en ce début de 21^e siècle, que les sciences sociales s'emploient par priorité à l'étude des "milliards d'hommes" d'aujourd'hui. Qu'elles façonnent à cette fin autant d'inventaires et de théories qu'il sera besoin (fût-ce en refaçonnant des recherches prometteuses, mais gâtées par une confusion du réel social avec le réel humain). Qu'elles se libèrent des traditions et des routines des disciplines qui se disent "sociales" ou "humaines" en ne mordant guère sur le "milliard d'hommes" (ou ses fractions point minuscules).

Bref, il est temps que les sciences sociales deviennent "milliardaires" et "indisciplinées" pour devenir véritablement sociales et plus assurément scientifiques.

* * *

PREMIÈRE PARTIE – LE "MILLIARD D'HOMMES"

Chapitre 2

(mars-avril 2007)

Masses, classes et poussières

[Retour à la table des matières](#)

La civilisation des loisirs, la société de consommation, le clash des civilisations, le Nord contre le Sud (successeur de l'Est contre l'Ouest) et vingt autres petits moteurs à deux ou trois temps ont été utilisés, de mon vivant, pour "expliquer" le monde tel qu'il va ou, à tout le moins, pour en expliquer un aspect essentiel. Noyées dans cette brume de notions molles, quelques formules tout à fait pertinentes ont dé péri. Ainsi, la révolution industrielle, cette transformation radicale et substantielle des outils et des machines, a été gonflée jusqu'à s'émanciper de l'industrie qu'elle révolutionnait, pour devenir le noyau imaginaire d'une société industrielle, modernisée en tous ses aspects, hormis quelques séquelles d'une société précédente, supposée traditionnelle. Après quoi, la société industrielle moderne a dû céder la place à une société postmoderne plus ravageuse encore, mais dépourvue comme la précédente de repères précis dans l'espace géographique et le temps historique. Au bénéfice de cet escamotage, les médiations essentielles liant l'histoire des moyens de travail au devenir des sociétés réelles, fragmentées par leurs États respectifs et assemblées dans un système mondial riche de conflits interétatiques ont été déformées ou totalement gommées, selon les goûts et les intérêts des savants idéologues, bâtisseurs des formules à la mode. Ainsi, le mode de production capitaliste auquel la révolution industrielle a donné un élan décisif a été estompé, la transformation des classes (laborieuses ou propriétaires) suscitée par les diverses formes de ce mode de production a été perdue de vue, d'autant que le foisonnement des transformations politiques et culturelles induites par cet élan capitaliste a bouleversé toutes les classes sociales,

a transformé l'appareillage des États, a modifié les propensions et les capacités belliqueuses de ceux-ci, jusqu'à les porter à l'échelle planétaire et a produit, de proche en proche, des spasmes mondiaux d'ampleur telle qu'un sociologue inattentif peut aisément n'y rien comprendre.

J'évoque ce triste précédent, pour examiner ce qu'est le véritable successeur de la révolution industrielle – à savoir : la révolution informatique qui débute – et pour entrevoir la chaîne des bouleversements qui va en résulter quant à la structure des sociétés, de leurs États et du système mondial tout entier, sans aventurer de pseudo-conclusions sur les conséquences possibles de cette déferlante qui va changer la vie des "milliards d'hommes" au cours des prochaines décennies, voire des prochains siècles. Pour progresser dans cet énorme labyrinthe, un fil d'Ariane est indispensable. Je ne sais si celui qui m'a servi jusqu'ici ¹ est le plus efficace à cet égard, encore que je ne lui connaisse aucun substitut aujourd'hui disponible, mais je lui reconnais, en tout cas, un mérite vérifiable : c'est qu'il permet de progresser méthodiquement, sans délaisser aucun des problèmes majeurs qui se posent dans notre monde en devenir. Il permet, en partant des aspects économiques des classes sociales dont les luttes sont dorénavant sous-tendues par la révolution informatique, d'examiner ensuite les aspects politico-culturels de ces mêmes luttes et de leurs dérivées. ²

La révolution informatique va s'amplifier

[Retour à la table des matières](#)

Une révolution politique coupe dans le vif d'une société, comme en 1989 ou en 1917. La révolution industrielle n'est pas datable de cette façon. L'histoire des techniques de production a été scandée par des novations occasionnelles, parfois perdues, des diffusions lentes, des réinventions diverses. La révolution technique qui a pris tournure, à partir de l'Angleterre, vers le milieu du 18^e siècle, a mis fin à cette évolution chaotique, en gagnant toute l'Europe occidentale et centrale, avant d'atteindre les États-Unis près d'un siècle plus tard. Elle n'a achevé son tour du monde qu'après la seconde guerre mondiale. Son caractère révolutionnaire a tenu au mariage de la machine et de l'outil, à l'utilisation de nouvelles formes d'énergie et à une novation des moyens de transport terrestre et maritime. Autrement dit, elle a pris son élan grâce à la machine à vapeur, aux métiers à filer et à tisser, aux locomotives mises sur rails et à de nouveaux navires. Mais qui porte le regard des machines et des produits, vers les inventeurs et les propriétaires de ces machines, sur les ouvriers qui les actionnent et sur les marchands qui en diffusent les produits

¹ Notamment dans *La Société* et dans *L'Inventaire du 21^e siècle*, ouvrages reproduits sur le présent site.

² Ce qui permettra de reprendre, le moment venu, la discussion d'une question que les variantes scolastiques des théories inspirées de Marx a souvent présentée comme "la détermination en dernière instance".

peut observer une tout autre révolution. Les ouvriers des arts et métiers ont été noyés dans une masse croissante de travailleurs sans outils propres, la vapeur a remplacé la force humaine en maints domaines, le coût du travail par unité de produit a considérablement baissé, le profit de l'industriel et du marchand s'est enflé d'autant et ainsi de suite. Le mode de production capitaliste qui existait déjà sous des formes marchandes et semi-artisanales ou manufacturières, est devenu pleinement industriel avant de se subordonner le commerce, puis de conquérir la banque. Hormis les crises dues à l'engorgement provisoire des marchés ou à des accidents – comme la guerre de Sécession américaine rompant l'approvisionnement en coton des filatures – cet élan s'est maintenu. De nouvelles machines, de plus en plus complexes et spécialisées, ont été mises en œuvre par de nouvelles catégories de travailleurs qualifiés. La technique s'est convertie en technologie, toujours plus savante et inventive, la main d'œuvre salariée s'est diversifiée, dans les ateliers, les bureaux et les comptoirs marchands. La vapeur a cédé du terrain à de nouvelles sources d'énergie, notamment l'électricité et le pétrole. De nouvelles industries se sont déployées, telles la chimie de synthèse, l'automobile, l'aéronautique, etc. Simultanément, le petit moteur électrique a été greffé sur les outils hérités des métiers artisanaux. Et ainsi de suite : le mode de production capitaliste a enflé ses ateliers en usines, la banque et la bourse qu'il a pénétrées l'ont aidé à surmultiplier son accumulation en grappes de sociétés, qui débordent des frontières et forment des groupes "multinationaux" (FMN). Bref la révolution industrielle s'est déployée en tant que révolution industrielle capitaliste à vocation mondiale.¹

Ce mouvement énorme ne s'est jamais interrompu, nonobstant les crises et les guerres qui l'ont scandé – mais rarement grippé, car ces accidents humainement dramatiques ont néanmoins entraîné des réorientations de la production et des novations technologiques. Aujourd'hui encore, la révolution industrielle se poursuit. Mais, depuis quelques décennies, elle est travaillée, en quelque sorte de l'intérieur, par une nouvelle révolution qui affecte tout à la fois les outils et les machines, les sites de la production et des activités connexes, les besoins de financement, les qualifications requises de la main d'œuvre et, bien évidemment, la gamme des produits, comme la forme et l'étendue de leurs marchés. Ainsi, une nouvelle innervation technologique et capitaliste pénètre les sociétés en leur entier et bouleverse tout le système mondial. Une révolution informatique subvertit la révolution industrielle.

Cette dernière avait été rendue possible par la domestication de formes d'énergie plus efficaces et surtout plus abondantes que le travail humain. Avec la révolution informatique, l'accent se déplace de l'énergie vers l'information qui est son complémentaire. Toute production – et même toute activité – requiert la mise

¹ Au 20^e siècle, l'industrialisation directement impulsée par des d'États a compliqué ce mouvement général par des visées et selon des formules différentes de celles du capitalisme privé (capitalisme d'État, tentatives socialistes, formules mixtes, y compris en matière de production agricole ou minière, etc.).

en œuvre d'une action dûment guidée. Depuis un demi-siècle au moins, des guidages automatiques ont pu être installés sur des machines-outils pour régler leur production répétitive. Ainsi, au cours des années 1950, les tours qui usinaient des pièces mécaniques, après avoir été soigneusement réglés par un ouvrier de haute spécialisation (un "régleur" précisément) ont cédé la place à des tours automatiques où un programme dûment incorporé guidait le travail de l'outil de coupe, pour toute une série de pièces. Cette "automation" relevait encore de l'ère industrielle, mais un perfectionnement radical a pu être opéré sur de telles machines-outils et sur les "chaînes" qui les liaient pour usiner en plusieurs passes des pièces complexes – comme celles d'une boîte de vitesses pour automobile, par exemple – lorsque l'informatique est descendue du laboratoire vers l'usine.

L'informatique a vu le jour, à des fins scientifico-militaires, dans les laboratoires américains où furent préparées les premières bombes "atomiques". À cette fin, les machines à calculer de dernière génération "industrielle" qui fonctionnaient à l'aide de roues dentées et d'autres cliquets, si ce n'est au moyen de cartes perforées, furent remplacées par des calculatrices où toutes les données à brasser, comme les instructions à suivre et les contrôles à opérer à chaque pas furent exprimés en chiffres non pas décimaux, mais binaires.¹ Avec de telles calculatrices (en anglais *computers*) on peut compter n'importe quoi, sans cesse et sans limite de complexité, si des machines *ad hoc*² sont "programmées" de façon à diriger leur travail – et si des manipulateurs dûment formés savent utiliser ces engins et leurs "programmes". Ceux-ci se sont enrichis et diversifiés à mesure que l'ordinateur a pu être adapté à de nouvelles tâches. Ainsi la révolution informatique a fait naître en peu d'années toute une gamme d'ordinateurs énormes ou minuscules, une série innombrable de programmes à finalités très variées et des appareillages dérivés des installations téléphoniques pour interconnecter les ordinateurs et leurs usagers en réseaux (tel *Internet*) tandis que l'éventail des professionnels qualifiés s'est élargi, des bâtisseurs et des gestionnaires de réseaux aux concepteurs de machines et de programmes et aux différents travaux "assistés par ordinateur". Il est inutile de dresser ici un panorama des machines et des hommes ainsi concernés, tant sa composition, son économie et sa géographie se transforment incessamment. L'informatique est partout, chaque lecteur du présent texte en a l'expérience. Je souligne quand même deux points saillants : les pays producteurs de machines et de programmes sont encore minoritaires, mais leur liste ne cesse de s'allonger, si bien que les positions les mieux abritées de la concurrence se limitent à quelques domaines de haute complexité industrielle (le spatial plus que l'aéronautique, la production de téléphones multimédias plus que

¹ Système remplaçant tout chiffre – ou tout autre signe – par une suite de 0 et de 1 qu'une machine peut traduire en impulsion électrique (= 1) dont l'absence = 0.

² La société *Intelligent Business Machines* (IBM) domina d'abord le marché des *computers* (ou *ordinateurs*), mais la miniaturisation de ces appareils, jointe à l'accroissement permanent de leurs capacités "de calcul" a ouvert la voie dès avant 1980 à la prolifération des ordinateurs "de bureau" ou "portables" si bien que la recherche d'un monopole s'est déplacée des ordinateurs vers les "programmes" qui animent ces engins. *Microsoft* a ainsi relayé IBM. Une concurrence sans cesse relancée s'ensuit.

la création de mini-programmes à leur destination, etc.) ; les centres gestionnaires de "portails" et de "moteurs de recherche" polyvalents, occupent des positions de pouvoir dans l'ordre commercial, mais la concurrence peut néanmoins les déloger. En fait, le contrôle de l'ensemble des réseaux ou de vastes pans de ceux-ci, résulte de sournoises batailles où les États, aussi puissants soient-ils, n'ont pas toujours le dernier mot. Sous couvert d'une société privée à qui il a concédé la gestion des noms et adresses des "sites" de toute sorte, le gouvernement américain s'efforce de garder le contrôle de cet ensemble, y compris les centres de routage des flux d'information qui transitent par lignes téléphoniques, câbles optiques terrestres ou sous-marins, relais satellitaires et tous autres véhicules et relais. Mais des États de plus en plus nombreux s'arrogent tout ou partie de ces fonctions et s'efforcent de multiplier les voies d'accès aux réseaux, tout en essayant parfois d'établir un certain contrôle sur l'information qui y circule. Les plus puissants d'entre eux s'efforcent aussi, à l'instar des États-Unis, de garder l'exclusivité de réseaux particuliers, notamment à des fins militaires, en usant de communications "sécurisées", de satellites particuliers, de cryptographies infiniment compliquées, etc. Toutefois des *hackers*¹ ont pris la suite des pirates de haute mer pour s'infiltrer un peu partout (par voie informatique, évidemment) à des fins délictuelles, ludiques ou politiques, si bien que maints services de police ou d'espionnage délivrent, dans ce milieu, de modernes "lettres de course" pour convertir ces pirates en corsaires servant leur "bonne cause". Bref l'informatique dérange les pouvoirs établis, tout en étoffant leurs appareils de surveillance.

Dans le fonctionnement économique des sociétés, l'informatisation des procès de production et d'échange est déjà largement répandue. Elle est l'outil de base des bureaux d'études où la production se prépare, elle est incorporée dans une large partie des machines-outils, des chaînes d'assemblage, des dispositifs de stockage, et de distribution des produits, des services commerciaux de prospection, de vente, de facturation, de comptabilité, etc. Elle déploie à ces fins de nouvelles branches d'activité, telle la robotique qui porte les chaînes de production à un niveau supérieur de complexité ou la logistique qui organise la distribution des produits, de l'usine au client, etc. Toutefois, la conception à frais nouveaux des processus industriels déjà bien établis tarde à se généraliser. La "jeune" aéronautique est plus informatisée que la "vieille" industrie automobile, malgré de récentes novations. À l'instar de l'automobile qui mit longtemps à s'émanciper des formes menuisières et tapissières héritées de la carrosserie et de la charpenterie qui étaient celles des chariots et autres véhicules hippomobiles, de nombreuses productions tardent à s'émanciper des formes qui ont mûri depuis le début de l'âge industriel, si ce n'est auparavant. Des capacités nouvelles commencent à se multiplier du fait de la miniaturisation des ordinateurs "embarqués" dans n'importe quelle machine – comme le moteur électrique s'est greffé sur les outils artisanaux – et des perspectives immenses sont ouvertes par les nano-techniques de toute sorte qui pointent en de multiples domaines et par la création de matériaux nouveaux parfois

¹ Virtuoses de l'informatique.

façonnés "à la molécule près". Les industries de la haute mode ou de la chirurgie la plus savante, premiers utilisateurs de ces nouveautés ne sont que les grossiers précurseurs d'innovations aujourd'hui insoupçonnables. ¹

Cette incubation se prolonge avec des bonheurs divers dans le travail des bureaux où l'ordinateur est omniprésent et joue un rôle de moins en moins décoratif, encore que la bureautique tâtonne à la recherche de ses fins véritables et des utilisations les plus pertinentes pour les moyens qu'elle met en œuvre. Il en va ainsi pour les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés de presse et d'édition, les agences de publicité et pour maints autres services où les traitements massifs sont informatisés (tel celui des chèques bancaires à présenter en compensation), mais où les tâches plus nobles sont souvent encore traitées "à l'ancienne". La maturation de la production multi-médiatique semble plus avancée, tant la pénétration de l'ordinateur dans les canaux déjà ouverts par la presse, le cinéma, la radio, la télévision semble évidente. Mais il semble qu'ici quelque chose résiste à son plein épanouissement, comme si les productions purement idéologiques se laissaient moins bien discipliner que les productions à lourde matérialité. L'obstacle est aussi idéologique, pour ce qui est de la domotique, c'est-à-dire de l'informatisation des tâches domestiques : la progression est manifeste du côté des appareillages hérités de l'ère industrielle (telles les machines à laver le linge ou la vaisselle), mais elle est superficielle pour ce qui est du reste des arts ménagers et elle semble totalement absente (à quelques utopies près) des travaux les plus rebutants, ceux de la guerre infinie contre la poussière, le désordre, les pannes et de la répétition incessante des courses, de la cuisine et des soins aux enfants, etc. Obstacle idéologique ? Il est vraisemblable que le rôle subordonné des femmes et leur confinement domestique, présents dans à peu près toutes les civilisations et fermement entretenus dans la plupart d'entre elles, même les plus avancées, continue d'empêcher les urbanistes, les architectes et les "chefs de famille" de penser à la domotique, comme les industriels pensent aux autres branches de l'informatique, c'est-à-dire en termes d'économie du travail humain. En outre, le capital fixé en immeubles étant ce qu'il est – quant à son coût et à sa durée de vie – aucun bouleversement rapide ne peut être escompté des évolutions propres à ce dernier domaine.

Peut être en va-t-il de même dans les deux autres branches de la vie sociale où la révolution informatique tarde à produire des effets aussi manifestes que dans l'industrie ou dans la guerre, ² à savoir l'administration et l'éducation. Dans

¹ De nouvelles branches industrielles naîtront également pour la production des successeurs des actuels matériaux composites et autres "puces" informatiques, mais aussi pour la récupération des pièces ou des matières premières gaspillées dans la production actuelle d'objets onéreux et jetables.

² Je n'ai pas évoqué l'informatique militaire, car il suffit de réfléchir à l'image quotidienne qu'en donnent les chaînes d'information télévisée, quant aux appareillages et à leurs performances. L'épreuve de vérité de l'informatique militaire n'a pas encore été tranchée : dépréciera-t-elle à jamais le courage des combattants ou obligera-t-elle à tenir les soldats-mercenaires des armées informatisées à l'américaine, aussi loin que possible des situations où le corps-à-corps, la

l'administration comme dans la banque, on a informatisé les tâches répétitives, jusqu'à débroussailler quelque peu le travail des services fiscaux. Mais l'ordinateur tarde à se hisser dans les degrés moyens et supérieurs des hiérarchies ministérielles et dans leurs antennes régionales et locales, peut être parce que les hiérarques n'osent pas laisser voir leur fréquente ignorance de ces outils par trop modernes ¹, mais surtout parce que l'organisation bureaucratique, fermement cloisonnée et étroitement hiérarchisée qui est de règle dans la plupart des appareils d'État interdit une informatisation généralisée : il faudrait mettre bas l'organisation traditionnelle et redistribuer de nouvelle façon des tâches mieux finalisées (et souvent réduites) pour tirer le plein bénéfice de l'informatisation. Autrement dit, il faudrait redistribuer le pouvoir et ouvrir les bureaux aux contrôles "inhumains" que celle-ci autorise. Dans tous les pays où les activités éducatives sont organisées et hiérarchisées sur ce même mode administratif, une réticence identique se fait sentir, le record, en la matière, étant détenu par la France où un ministère central a vue jusqu'au fond de la dernière école de village. Mais au-delà de ce cas aberrant, la plupart des établissements scolaires de tous niveaux souffrent d'une difficulté essentielle à laquelle les écoles et universités autonomes à tous égards commencent seules d'échapper, si elles veulent s'en donner la peine. En effet, l'informatisation, considérée dans la plénitude de ses potentialités requiert une réinvention radicale des fonctions d'enseignement. ² Il ne s'agit pas seulement d'adjoindre à l'écriture, à la lecture et au calcul qui sont – et doivent demeurer – les piliers fondamentaux de toute formation scolaire, une certaine capacité d'utilisation d'un ordinateur banal, car cela est inessentiel. L'essentiel est que les documents, les programmes, les bases de données accessibles par internet (ou d'autres réseaux) offrent la possibilité de repenser, à frais nouveaux, les méthodes et programmes scolaires, les manuels de toute sorte, les procédures d'apprentissage et de vérification de ses acquis, les modalités du travail individuel et, plus encore, de ses formes coopératives ou compétitives, les examens et diplômes et ce pour tous les degrés, de la plus enfantine des garderies à la plus éthérées des institutions supérieures. Autrement dit, une pleine informatisation des tâches éducatives est de nature à dévaluer une bonne part des savoirs et savoir-faire des personnels enseignants, à moins que l'énorme et long travail requis pour l'informatisation de tout l'appareil scolaire soit agencé en utilisant au maximum les enseignants eux-mêmes – et, d'autre façon, leurs élèves. En faire les façonniers de la nouvelle école ferait émerger de nouvelles générations non plus de "maîtres", mais de guides dans un espace informatique qui s'enrichit de mois en mois. Il me paraît évident qu'une telle révolution ne pourrait s'effectuer, par essais et erreurs rectifiées à temps – que par l'action d'équipes autonomes agissant sans tutelle administrative, avec le

grenade-roquette tueuse d'hélicoptères et les autres ressources non informatisables feront la décision ?

¹ La même réticence s'observe dans les directions générales des sociétés importantes où l'informatique est encore traitée comme la comptabilité ou le service juridique et autres activités "auxiliaires". C'est peut être dans les groupes massifs (FMN) que cette timidité disparaît, ne serait-ce que pour bénéficier pleinement des commodités d'action et de contrôle que procure Internet (ou quelque intranet plus spécialisé) lorsque les filiales sont dispersées de par le monde.

² Et des fonctions de recherche scientifique qui leur sont éventuellement associées.

concours des élèves et de représentants de leurs parents.¹ Bref, j'estime que la complète réinvention de l'école sera, me semble-t-il, la principale invention du 21^e siècle. Et sans doute aussi, la plus féconde aventure de ce siècle.

De cette invention, qui sera tâtonnante et dont la qualité et la vitesse seront très inégales d'un pays à l'autre, résultera l'épanouissement variable de la révolution informatique, car en une ou deux générations, les esprits pourront s'être accoutumés de nouvelle manière à utiliser le trésor des savoirs accumulés par les diverses civilisations. Les réseaux improvisés qui se nouent de blog à blog et se gonflent de "tchats" souvent lourds de vains bavardages ont déjà commencé de s'épanouir en liaisons politiques ou en relations savantes, si bien que les formes associatives qu'ils préfigurent pourraient devenir un élément majeur de la vie politique. De ce côté, peut-être, et certainement des formes déjà substantielles de la vie économique et intellectuelle, de nouvelles élites émergeront, de nouvelles conceptions de la production et des entreprises, de nouvelles gestions de l'économie, de nouvelles capacités politiques et d'innombrables novations idéologiques (= culturelles) apparaîtront. Mais, dans un premier temps qui court déjà depuis une dizaine d'années, l'informatisation des sociétés est vécue avec inquiétude par les travailleurs des pays développés qui lui imputent à tort ou à raison une grande part de responsabilité dans les "délocalisations" d'entreprises, cependant que les pays qui sont effectivement "en voie de développement"² mêlent assurément une certaine dose d'informatisation à une modernisation qui relève encore pour l'essentiel des moyens de travail et des rapports de production du capitalisme sauvage des premiers temps de la révolution industrielle capitaliste. Dans ce contexte, les rapports entre l'informatisation et l'emploi font problème, quoique de façon variable et mouvante.

La fin du travail ou la faim de travail ?

[Retour à la table des matières](#)

Sous un titre excessif (*The End of Work*, New-York, 1995) Rifkin a souligné que le travail informatisé de l'ère industrielle requerrait moins de travailleurs, mais en moyenne plus qualifiés. Sa principale conclusion a été qu'il fallait développer les services non marchands destinés aux personnes, au-delà du secteur tertiaire marchand qui assemble, vaille que vaille, le commerce, les prestations de services de toute sorte, les activités intellectuelles et artistiques et toutes les tâches d'enseignement, de santé et des autres soins personnels, à condition que tout ce

¹ Les familles, les collectivités locales, les entreprises et autres activités concernées par les résultats de l'apprentissage scolaire étant associées à cette lourde et lente réforme selon des modalités à inventer.

² Étiquette que les organisations internationales étendent mal à propos, des pays en plein essor à ceux où l'économie stagne et où l'État n'existe guère.

fatras fasse l'objet d'un trafic marchand.¹ Quant au secteur non-marchand, il contient déjà les fonctionnaires, les prêtres, les militaires non-mercenaires et autres actifs nourris par les budgets publics, les aumônes et libéralités. En fait, cette façon de voir amplifie jusqu'à la démesure une transformation qui se poursuit depuis les débuts de la révolution industrielle capitaliste.

Dans les sociétés les plus développées, cette évolution est, en effet, d'une grande amplitude apparente. En France, par exemple, les statistiques des années (1990 – 2005) ont enregistré les évolutions suivantes, pour une population active ayant un emploi, qui est passée, au total, de 23 à 24,7 millions :

– en baisse	l'industrie : de 20 à 14 % du total
	l'agriculture (etc.) : 7 à 4 % –
	la construction : de 8 à 7 % –
– stationnaire	le commerce, avec 13 % du total
– en hausse	les services marchands : de 27 à 34 % du total
	le tertiaire non-marchand : de 25 à 27 % –

Toutefois, la fin du 20^e siècle est marquée, en France comme dans toute l'Union Européenne, par trois tendances conjuguées qui concourent à la déformation de l'emploi pour une population totale vieillissante : certes, la révolution informatique commence de se déployer, mais ses effets se mêlent à ceux de l'unification du marché du travail européen qui commence, elle aussi, à s'accélérer – même si la France n'est pas la plus ouverte à ce changement – et, en troisième lieu, les effets mondiaux de l'essor asiatique deviennent manifestes. Mieux vaut partir d'un échantillon plus vaste qui ne peut être constitué ni par les États-Unis – encore protégés par leur position prééminente – ni par l'ensemble de l'Union Européenne dont les diverses régions sont d'intégration disparate, de par les incorporations successives qui l'ont portée de 6 à 27 États-membres. Le cœur de cette Europe est plus significatif, car le triple effet que l'on vient de noter se fait sentir de façon presque identique dans ses pays les plus industrialisés. Dans les quatre pays principaux (Allemagne, Royaume-Uni, Italie et France, le temps de travail annuel s'est réduit de 22 % depuis 1960, soit environ 450 heures par an. mais les effectifs employés ont augmenté de façon telle que le volume global de travail effectué (lequel se mesure, pays par pays, au nombre total d'heures de travail ouvrées pendant une année donnée, multiplié par lesdits effectifs) a

¹ Le tertiaire est un terme ramasse-tout qui assemble toutes les activités non industrielles (et minières) et non-agricoles (et forestières, piscicoles, etc.). Bref tout sauf l'exploitation de la nature et le travail usinier. La principale utilité politique de ce terme est qu'il dispense d'analyser les modes de production et les rapports de classes dans un ensemble qui absorbe d'ores et déjà plus de 60 % (voire 70 %) de la population active dans les sociétés les plus développées. La confusion est encore épaissie lorsqu'on coupe ce total hautement hétérogène, pour séparer le "marchand" de ce qui ne l'est pas, comme il est montré au texte.

beaucoup moins baissé.¹ L'écart résulte évidemment des gains réalisés par la productivité horaire du travail. La seule vraie difficulté statistique rencontrée par ces calculs tient à la montée du travail à temps partiel qu'il faut convertir, ici, en équivalents temps plein. Or la proportion du temps partiel dans l'effectif total a évolué de façon assez différenciée, de 1977 à 1997. Pour cette dernière année, elle reste faible en Italie (7 % de l'effectif total), assez forte en Allemagne et en France (16 à 17 %) et très forte au Royaume-Uni (près de 25 %). D'ailleurs, ce dernier record est égalé par la Suède, mais nettement dépassé par les Pays Bas où le temps partiel concernait plus de 38 % de la main-d'œuvre, toujours en 1997. Encore faudrait-il pouvoir distinguer entre le temps partiel choisi par les intéressés et celui qui leur est imposé par les employeurs, le fisc ou d'autres considérations.

La leçon à retenir de ces chiffres est que la révolution informatique, jointe à une compétition internationale accrue, ne se traduit pas par la fin du travail, mais déplace nettement les enjeux de la politique économique et de leur accompagnement social. Il n'est pas douteux que les transformations à attendre des toutes prochaines décennies vont accentuer ce déplacement dans les pays déjà développés d'Europe et d'Amérique, le faire apparaître tôt ou tard dans les pays d'Asie où le développement est déjà bien amorcé et compliquera plus encore la situation des pays africains et autres où il tarde à s'élancer. Si bien que pour entrevoir les conséquences sociales et politiques des suites probables de la révolution informatique (et des rattrapages de la révolution industrielle qu'elle stimulera le cas échéant), il faut s'émanciper des statistiques du passé et des projections qu'elles permettent d'aventurer pour analyser, autant que possible, les effets à attendre de ses ressorts sociaux les mieux supputables.

Dans cette perspective, la première question à examiner concerne évidemment le devenir de l'agriculture mondiale et des autres activités – non minières – qui s'appliquent au donné naturel. À l'avenir, l'agriculture ne mobilisera qu'une faible fraction de la population active en Europe, en Amérique du nord et au Japon, même si de nouvelles cultures subventionnées – comme celle du maïs, à convertir en éthanol, carburant de secours – viennent relayer les surprotections qui retardent encore la résorption des paysanneries excédentaires de ces régions ou si, ce qui vaudrait mieux, des efforts politiques les orientent vers la restauration des eaux polluées, la protection de la nature – tant abîmée par leurs "soins" – l'entretien de la biodiversité et la conservation ou le regain des productions animales et végétales de haute qualité gustative, voire l'extension de la pisciculture, sans oublier de fécondes réorientations, comme celles qui ont converti des milliers de paysans alpins en professionnels du tourisme de montagne, hiver comme été. En revanche, les énormes paysanneries qui existent encore dans toute l'Asie et l'Afrique et dans une grande partie de l'Amérique latine ne vont pas être rabotées de sitôt. Évidemment, l'une des conclusions principales d'une récente étude de l'OCDE sur

¹ Les données sont fournies par l'enquête Force de travail produite par Eurostat.

ce sujet ¹ est qu'à long terme la plupart des ménages paysans encore occupés par une agriculture de subsistance (apportant de maigres produits au marché) sont appelés à disparaître. Mais, comme il s'agit là de centaines de millions de ruraux "excédentaires", l'étude invite à bien organiser leur transfert progressif vers des emplois modernes, par une meilleure scolarisation des zones rurales, par de meilleures organisations sanitaires et même par des pensions et d'autres prestations de "sécurité sociale", autant que par un renforcement de leurs droits de propriété et un allègement de leurs taxations. ² Toutefois, cette bnvolence ne peut avoir la mme porte dans des pays o la paysannerie reprsente encore plus de 50 % de l'emploi total (Inde) ou prs de 40 % (Chine) que dans ceux o elle approche de 25 % (Brsil) sinon dj de 10 % (Russie proprement dite, ne pas confondre avec l'Ukraine o les 20 % sont encore atteints). La force des mouvements paysans brsilien ou indien, leurs combats incessants pour une rforme foncire qui rduirait l'effectif des paysans sans terre et les chos encore partiels et filtrs qui donnent penser que la Chine suivra la mme pente : tout cela n'entranera pas la fin rapide de l'agriculture de subsistance, mais ralentira la rsorption massive de l'emploi rural. La "France sans paysans" est devenue un fait accompli en un quart de sicle, environ, aprs avoir t longuement prpare par une industrialisation qui s'est acclre, dans un cadre juridico-politique attentif aux intrts des paysanneries. La Chine ou l'Inde "sans paysans" dont l'lan conomique semble nettement plus rapide, mais dont l'lasticit institutionnelle est assurment bien moindre – se trouveront l'une et l'autre, plusieurs reprises, devant le dangereux carrefour qui conduit soit aux rvoltes rurales, soit une transformation sociale plus encline "l'harmonie sociale" qu'aux meutes rptition. En Inde et en Chine, comme dans toute l'Asie et en Afrique ou en Amrique latine, "la fin du travail" ne s'inscrira l'horizon, que de longues dcennies aprs que la "faim de terre" ait t satisfaite ou aprs que l'attrait des travaux non-ruraux – qui se renforcera sans doute – ait acquis assez de charme pour que les moins-jeunes et les moins-hardis se risquent, eux aussi, vers l'tranget urbaine. L'affaire ne sera pas rgle par "le march", mais par des politiques intelligentes ou rpressives, selon les choix effectus d'un carrefour l'autre. Au reste, il n'est pas impossible que les nouvelles activits dj apparues en Amrique du nord et en Europe occidentale sur les terres dlaisses par l'agriculture, finissent par trouver place ici galement, quitte enrichir leur diversit. Les Californies, les Alpes et les Riviras auront des mules bien au-del des zones asiatiques dj effleures par le tourisme.

Si les scrupules cologistes et environnementalistes qui commencent poindre en Europe et au Japon, voire mme aux tats-Unis, mrissent assez vite, leurs effets pourront se marier avec les efforts que les pays encore traits comme de purs fournisseurs de matires premires dploieront probablement pour contrler la

¹ *Agricultural Policies in Non-OECD Countries*, (mars 2007). Les pays que je vise, de la Chine au Brsil, sont tous inclus dans cette recherche.

² L'OCDE dirige par Guerra, ancien ministre des Finances du Mexique, s'efforce d'humaniser le capitalisme pur et dur qui a longtemps constitu le brviaire de cette organisation.

transformation de celles-ci ¹, si bien que la lente raréfaction des paysans pourrait être partiellement compensée par toutes les actions visant à combattre la déforestation et l'extension des déserts, la dégradation des nappes phréatiques, l'érosion des sols, etc. En outre, il se pourrait que les visées actuelles de l'agriculture intensive, à base de végétaux génétiquement transformés, de cultures sursaturées d'engrais et de terres nappées de protections phytosanitaires soient relayées par des façons culturales enrichies par des biologies plus sages et des techniques moins sauvages. Le dosage du travail et la nature des engins alors utilisés pourraient évoluer d'une façon qui éviterait la quasi-désertification des zones de grande agriculture. Affirmer cela n'est pas écrire un conte de fées : c'est enrichir la liste des orientations qui retiendront – ou non – l'attention de forces politiques suffisantes pour les imposer. Autrement dit, le bâti sagement étalé d'un monde (presque) sans paysans, mais enrichi d'activités rurales nouvelles, devrait être d'une très haute priorité politique.

Sans penser spécialement aux zones rurales, beaucoup d'États sont d'ores et déjà attentifs aux investissements qui préparent l'avenir de leurs économies en favorisant les activités créatrices de produits nouveaux, rentablement exportables et, bien sûr, protégeables par des brevets, des cartels, etc. ² Savoir si ces investissements sont également riches d'emplois potentiels n'est pas la préoccupation première des entreprises privées, multinationales ou non, même si elles bénéficient d'aides publiques, car leur critère premier est la rentabilité potentielle de leurs mises de fonds. Il faut que les gouvernements sachent effectivement favoriser les "investissements riches en emplois" pour que cette priorité aux profits soit correctement équilibrée. Les entreprises publiques sont plus aisément sensibilisables aux emplois potentiels, mais il arrive que certains corps électifs (notamment d'échelle locale) et beaucoup de syndicats accordent à ces derniers une priorité insuffisante, par exemple en privilégiant le maintien à tout prix des emplois existants. Le bon choix des axes revendicatifs et des investissements d'avenir ne peut être réglé par des normes simplistes. La sagesse politique est de l'éclairer autant que possible par des études prévisionnelles également attentives aux perspectives d'emploi et de rentabilité. Mais cela ne correspond pas aux priorités spontanées des entreprises capitalistes, si bien que les États doivent prudemment s'en mêler. Bref, l'avenir est, lui aussi, un enjeu de luttes, tout comme le partage des revenus tirés de la production actuelle. Ces luttes pour le futur devraient notamment se centrer sur la recherche scientifique, le repérage et le développement de leurs applications pratiques et l'établissement en

¹ Par exemple, le sciage des bois "tropicaux" et leur façonnage en contreplaqués, etc., étant bien entendu que la même "reconquête" des richesses locales peut s'appliquer aussi aux richesses minières de toute sorte.

² Les poussées de "patriotisme économique" qui se manifestent en divers États européens, notamment pour la pérennisation d'entreprises dont l'activité sur place est déclarée "stratégique" sont à rapprocher des arguments technico-militaires que les États-Unis adjoignent volontiers à leurs interprétations larges du "dumping" qu'ils combattent au nom du libre-échange – et qui, finalement, ralentissent l'industrialisation d'autres pays commerçant selon les normes de l'OMC...

temps utile de brevets détaillant bien les procédés et les produits – encore virtuels – des dites applications. Les dépenses publiques de "recherche-développement" sont très élevées dans les États les plus développés. En 2005, elles atteignaient, au Japon, près de 3,3 % du PIB et plus de 2,8 % aux États-Unis, alors que l'Europe prend du retard, avec 2,4 % du PIB en Allemagne et 2,2 % à peine en France.¹ La statistique des nouvelles demandes de brevets internationaux confirme l'avance de ces pays, comme de quelques sociétés plus petites, mais industrialisées de vieille date, tels les Pays Bas, la Suisse ou la Suède. Mais quelques États asiatiques, autres que le Japon, sont d'ores et déjà entrés dans cette compétition. Ainsi, la Corée du sud a dépassé la France en 2005 et la Chine, encore talonnée par la Suisse, ne tardera pas à surclasser cette dernière, comme bien d'autres pays.²

Les créations de produits, voire de branches industrielles, qui résulteront d'efforts de recherche-développement s'accompagneront évidemment de nouveaux commerces et de services d'entretien, à la façon de l'automobile dont la diffusion a entraîné toute une cohorte de garagistes, mais aussi d'hôteliers-restaurateurs et de services en tout genre. Les quelques centaines de millions de véhicules automobiles qui s'adjoindront, bien avant la fin du 21^e siècle, au modeste parc automobile actuel de la Chine et de bien d'autres pays asiatiques, puis africains, ne sera pas nécessairement la source principale de créations d'emplois péri-industriels, car d'autres branches restant à créer pourraient se révéler plus fécondes. En outre, rien ne garantit que les excroissances architecturales et urbanistiques dont les États-Unis et l'Europe ont entouré l'essor de la voiture, au 20^e siècle, se répèteront à l'identique, dans l'Asie, puis l'Afrique du 21^e siècle. Rien n'autorise même à penser que les automobiles des lignées actuelles survivront aux péripéties de l'après-pétrole, ni que les équilibres rail-route, train-avion, transports terrestres ou maritimes, laborieusement bricolés au cours des dernières décennies ne seront pas remplacés par d'autres systèmes de transport, équilibrés différemment et, peut-être, de meilleur rendement économique, écologique ou touristique, etc. Mais en tout état de cause, les emplois qui accompagneront cette modernisation se compteront par dizaines ou centaines de millions ou plus encore, y compris les postes de travail qui vont naître d'activités aujourd'hui inexistantes ou embryonnaires. Dans quels domaines ? dans tous ceux qui se profilent déjà dans les artisanats et industries sanitaires,³ comme dans ceux qui ressortissent à ce que l'on désigne aujourd'hui comme des activités culturelles, sportives, touristiques, périscolaires, etc... Quand la France qui est encore, ces temps-ci, l'une des premières destinations touristiques du monde, se sera bien adaptée à l'énorme développement potentiel du tourisme et de tous les accueils et soins qui peuvent

¹ Où leur déclin se poursuit depuis 1993.

² Données pour 2005 de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

³ Médecine et chirurgie, mais aussi prévention et soins spécialisés par tranches d'âge et plus seulement par type d'organe à traiter. Le tout en tenant compte du vieillissement des populations, des labeurs de la biologie moléculaire, des inventions promises par les nanotechnologies, etc. Toutes lignes d'évolution qui peuvent être transposées *mutatis mutandis* à bien d'autres domaines aussi éloignés du sanitaire que le sont l'éducatif, le judiciaire, le psychologique-psychanalytique, etc.

l'accompagner, il ne lui restera plus qu'à mettre un terme aux sottises querelles qui freinent ses exportations muséographiques et autres, pour s'attaquer au gisement d'avenir qu'est l'apprentissage de la langue française et pour comprendre que sa capacité d'offrir de longs séjours gratuits à des universitaires, des savants et des artistes étrangers sera le principal moyen d'élargir son attractivité par une francophonie qui remplacerait ses cocoricos par une acculturation plus substantielle. Naturellement, cet accent mis sur la connaissance approfondie du langage doit s'étendre aux œuvres littéraires, musicales, théâtrales, cinématographiques, médiatiques, etc. où se manifeste ce que les passéistes appellent le "génie français" et qui est en réalité le seul vrai moyen de résister efficacement au triomphe des Hollywood et des Bollywood de toutes provenances – non pour s'isoler de ces derniers – mais pour s'imposer durablement à côté d'eux. Vers 1970, le nombre des enseignants français a dépassé celui des paysans. Il ne serait pas déraisonnable de viser à faire des enseignants, artistes et autres professionnels des professions culturelles, la plus importante – et la plus accueillante – branche d'activité de l'économie française vers la fin du 21^e siècle, ce qui suppose évidemment que les recettes commerciales, fiscales et autres procurées par ces activités soient à l'échelle des professionnels à entretenir. Car, à bien y regarder, la valorisation de la langue et de la culture françaises pourrait être durablement plus féconde, pour la France, que ne l'a été, pour l'Arabie saoudite, l'exploitation de l'énorme richesse pétrolière que les États-Unis auront alors pompée jusqu'à la dernière goutte.

Je viens de centrer l'attention sur une production idéologique qui peut être appelée à un immense avenir, sans craindre exagérément qu'elle soit captée par des FMN qui s'en assureraient l'exclusivité, ni submergée par des importations massives venues d'autres pays.¹ Son succès dépendra avant tout d'un profond enracinement de la langue et de la culture française, ce qui ne peut produire des fruits durables qu'après des décennies d'un travail obstiné. À son tour, cet enracinement ne pourra s'acquérir qu'au prix d'une poursuite obstinée des efforts de recherche fondamentale et de développement des innovations, adossé à une réinvention du système éducatif et conforté par la politique d'accueil déjà évoquée. Tous thèmes qui illustrent une transformation dont le 21^e siècle offrira beaucoup d'exemples, à savoir : le bouleversement des structures de l'emploi héritées de l'histoire.

Pour en juger, il faut quitter l'exemple centré sur la minuscule France, logée dans une Europe qui devient, démographiquement, de plus en plus petite et se hisser derechef à l'échelle des "milliards d'hommes" qui auront faim d'emplois, jusqu'à l'ère hypothétique où le travail rémunérateur perdra éventuellement de son importance vitale. À cette échelle, où le temps doit se mesurer en décennies, si ce

¹ Des firmes multinationales d'origine française pourraient, fort utilement, surmultiplier les efforts des lycées à l'étranger, des "alliances françaises", des faibles exportateurs de livres et de films qui existent aujourd'hui, tout en supportant vaillamment la concurrence de FMN étrangères, mises en appétit par ce "marché".

n'est en siècles, de très grands changements transformeront les populations actives de toutes les régions du monde, à des rythmes différents, certes, et de façon peut être très surprenante pour celles des régions qui seraient le plus marquées par d'éventuelles catastrophes guerrières, par les dégâts majeurs des bouleversements climatiques ou par les épuisements et les découvertes de ressources naturelles. En faisant masse de ces énormes aléas et des perspectives qui se laissent d'ores et déjà entrevoir, on peut estimer que l'agriculture deviendra, dès le 21^e siècle, une industrie à faible main d'œuvre, bordée de toutes parts par de multiples activités néo-rurales, c'est-à-dire sportives, ludiques, touristiques, décoratives et autres. On peut parier, par exemple, qu'en fin de siècle, il y aura plus de *garden-centers* que d'artisans réparateurs de matériel agricole. L'industrie elle-même, aussi riches que soient ses excroissances à venir, n'occupera qu'une fraction minoritaire des actifs, car l'essentiel des nécessités et des opportunités d'emploi se situera dans ce qu'on appelle à tort le tertiaire. Décomposer ce magma déjà très diversifié devrait être l'une des tâches les plus urgentes des sciences sociales, car c'est là que se joueront les grands enjeux politiques qui viendront compléter les traditionnelles péripéties interétatiques et les récentes offensives mondialisantes des FMN ou des ONG. Savoir quelles branches du "tertiaire" pourront effectivement être exploitées par des FMN, à l'instar du cinéma post-hollywoodien, quelles autres branches (ou, pour partie, les mêmes) ne pourront se déployer qu'au prix d'interventions étatiques prolongeant les expériences déjà engagées, tandis que d'autres branches encore mûriront grâce à des associations internationales, sinon mondiales, en matière sanitaire, scolaire, humanitaire ou tout autre : telles sont les questions centrales que l'avenir enrichira d'interrogations nouvelles peut-être plus essentielles encore. Pourquoi "centrales", voire "essentielle" ? parce que c'est sur un terrain transformé par leurs soins que se noueront les luttes de classes – ouvertes ou latentes – qui continueront de dynamiser les sociétés et leur système mondial.

L'apothéose des inégalités

[Retour à la table des matières](#)

D'ores et déjà, on peut juger par le cas des FMN de ce qui opacifie ces luttes.¹ Jusqu'au milieu du 20^e siècle, les luttes les plus élémentaires, celles qui régissent la répartition primaire des revenus, se livraient au sein d'États dont aucun n'était un champ tout à fait clos, mais où les importations de plus-value tirées d'ailleurs étaient régies dans leur grande majorité par des firmes soutenues par la puissance coloniale qu'était leur métropole et, pour partie, par l'administration dépendant de

¹ Une recherche plus complète devrait également s'attacher aux effets majeurs du vieillissement des populations, quant à la nature et à l'ampleur des revenus dérivés que des prélèvements obligatoires, des revenus d'épargne préparés en phase d'activité et des aides et aumônes de toute sorte font transiter vers les éléments inactifs de la population, sans oublier d'y adjoindre les transferts occasionnés par le décalage de l'entrée en activité des jeunes générations, par l'étendue effective du chômage et par les autres infortunes qui détournent de l'activité.

l'État métropolitain, le tout enveloppé dans un "monopole du pavillon" qui réglait la majeure partie des transports de colonies à métropole et retour. Les (rares) banques logées hors l'Europe étaient elles mêmes des filiales de "mères" métropolitaines. Seuls, les États-Unis gambadaient dans une Amérique latine où leur "doctrine de Monroe" raréfiait les incursions économiques européennes, même celles de l'Angleterre dont le "prêt-bail" de 1939-45 finira de ruiner l'ancienne influence. Donc, la répartition primaire des revenus s'effectuait dans le champ politique régi par un État, qu'il soit inclus dans le "camp socialiste" ou qu'il appartienne à l'élite impérialiste du "monde libre", soit une bonne douzaine d'États sur les quarante que comptait l'ONU naissante.

Dès 2000, les 63 000 FMN alors décomptées par la CNUCED ¹ formaient, avec leurs 690 000 filiales, le morceau principal du "marché mondial" où, par leurs soins, la répartition primaire des revenus échappait pour partie au contrôle et à l'influence d'États indépendants dont l'effectif avait lui-même été presque quintuplé par la décolonisation et l'implosion de l'URSS et du système soviétique. L'opacité statistique et fiscale qui plaît aux FMN (y compris aux banques, elles mêmes "mondialisées") empêche d'apprécier de façon un tant soit peu précise et globale l'effet de cette novation (et de tous ses appendices en formes de "paradis" fiscaux, bancaires, boursiers et autres), si bien que, par exemple, on ne peut croire que le PIB mondial soit égal à la somme planétaire des PIB par État, en partie en raison de l'incapacité de maints États de produire des données significatives, mais surtout, à cause de l'épaisse ignorance, quant à ce qui se passe réellement dans chaque FMN, nonobstant les informations qu'elles ont à fournir aux bourses qui cotent leurs titres et aux multiples États où chacune d'elles s'active. Les hardis mineurs de la CNUCED, peu soutenus par des instituts universitaires bâtisseurs d'excavatrices efficaces, creusent péniblement leurs galeries, dans ces mines de désinformation, parfois foudroyées par quelque scandale révélateur de filons substantiels, du moins quand les autorités boursières, judiciaires et fiscales concernées font preuve de curiosité et de méthode. Si bien que faute d'apercevoir, comme auparavant, les effets principaux de la répartition primaire des revenus, pour la partie de plus en plus importante qui n'est pas rendue visible par des statistiques à la mode d'avant les FMN, on ne peut, au mieux, en juger que de façon très indirecte, en s'intéressant aux transferts d'emplois, de pays à pays, et aux niveaux de salaires et de profits en vigueur dans les pays émergents, comme aux transferts de revenus de toute sorte qui remontent des filiales de FMN vers leurs "mères" ² En d'autres termes, le marché mondial opacifie les luttes de classes dans leurs manifestations les plus élémentaires. Il est évident que les immenses efforts accomplis dans les années 1950 par les équipes de Kuznetz, Tinbergen, Meade, Gruson et autres qui ont créé les comptabilités économiques modernes, devraient être repris à frais nouveaux, avec un maximum de concours, étatiques ou non, pour mettre à jour ou refonder entièrement les comptabilités économiques à toutes

¹ Commission des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement.

² Elles-mêmes réparties dans une gamme de pays qui déborde de l'Europe, de l'Amérique du nord et du Japon.

échelles. L'OCDE, la Banque Mondiale, la BRI et quelques autres agences internationales devraient être associées à cet énorme travail, si du moins ces institutions pouvaient être libérées des préconceptions libérales et des autres automatismes qui bouchent leur horizon. Une réelle multi-latéralisation du pouvoir dans les instances internationales favoriserait sans doute cette rénovation, mais il est souhaitable que ces recherches soient entreprises bien avant le centenaire des premières comptabilités nationales.

En laissant de côté, les boucles parfois complexes qui résultent des surprotections agricoles, des fiscalités diversement ajustées et des rentes foncières, minières et pétrolières que s'approprient conflictuellement les propriétaires, les exploitants et les États, et les boucles moins complexes, mais plus diverses en leur infini détail (du petit commerce local à la grande exportation attentive aux fluctuations des monnaies) que suscitent les divers acteurs du capitalisme marchand pour les produits agricoles, artisanaux ou autres, on peut résumer par quelques traits précis – sinon chiffrables dès à présent – les inflexions que provoquent les FMN. Elles fragmentent les collectifs de travail, en dispersant les sites de production et les agences commerciales sur un nombre varié de pays, c'est-à-dire sous des climats fiscaux et monétaires très divers, ainsi que sur des "marchés du travail" aux normes inégalement élastiques. Sauf novations dont il n'existe pas encore de prototypes prometteurs, cette situation fait obstacle à la cohérence syndicale des travailleurs, même dans les pays où, loin d'être pourchassé, le syndicalisme est bien inscrit dans la législation et la pratique locales. Rares sont, par exemple, les entreprises européennes où, d'une filiale à l'autre d'un même groupe, la coopération syndicale devient opérationnelle, sauf en cas de crise extrême, alors que les directives de l'Union Européenne tentent de généraliser les formules de syndicalisme groupal ou de cogestion inscrites dans certaines législations nationales. Entre les pays encore plus différenciés où certaines FMN installent leurs filiales – de la Corée à l'Argentine ou de l'Indonésie au Mexique, la situation est plus complexe encore, car des différentiels fiscaux s'ajoutent aux différentiels salariaux, sans compter les écarts qui séparent les coûts de fournisseurs et de sous-traitants qui opèrent dans les divers pays concernés ou dans des pays tiers. Surplombant le tout, la périodicité parfois très courte des transferts et déménagements d'ateliers ou d'agences vers de nouveaux sites jugés plus convenables, fait que les lignes zigzagantes des affrontements sont brisées et recomposées d'autre manière dans un délai parfois bref.¹ Le résultat est que la frontière entre salaires et profits prend, à l'échelle de chacune des FMN, l'allure d'un lacs de coupures, comme on en voit sur les vieux vases souvent recollés, à ceci près que les propriétaires de chaque vase-FMN n'hésitent pas à le casser pour en recoller les morceaux de façon plus rentable. Une autre frontière tout aussi sinueuse circule du côté des charges fiscales et autres prélèvements obligatoires dont chaque FMN est redevable dans les divers pays où elle opère, sans que cette

¹ Il n'est pas rare que des investissements très lourds et récents n'empêchent pas la fermeture d'une usine – ou, en tout cas, sa cession à de nouveaux propriétaires : Renault en a donné un exemple célèbre à Vilvoorde (Belgique).

seconde coupure soit parallèle à la précédente. Mieux, la stratégie de la firme tend à marier de "bons" (et bas) salaires d'un côté avec de faibles (et distraits) prélèvements d'un autre côté, si bien que, dans le choix des sites où s'établir (ou vers lesquels déménager), une sorte de tension se manifeste entre l'espoir de salaires durablement "raisonnables" et la crainte d'éventuelles réactions fiscales ou autres de l'État local, même si ce dernier ne semble pas animé d'intentions nationalisatrices "à la Chavez". D'où il résulte que la difficile solidarisation internationale des intérêts salariaux s'accompagne d'un déplacement actuel ou potentiel des organisations syndicales loin de l'État d'origine de la FMN vers chacun des sites où elle s'active. On voit, sans trop de surprise, des États en compétition pour attirer chez eux tel investissement d'une FMN, par exemple un Disneyland destiné aux populations d'Europe occidentale, ce qui n'intéressera que les syndicats du pays d'accueil. Mais on voit aussi des FMN prendre la fuite d'un État qui "ne comprend plus" leurs intérêts, tel l'État argentin, harcelé par une nouvelle crise monétaire, si bien que Suez l'a quitté dare-dare quand la hausse des prix de "son" eau est devenue politiquement impraticable. Ou bien encore des FMN – et parfois les mêmes – renégocier généreusement le partage des rentes pétrolières avec un gouvernement bolivien tenté par une nationalisation intégrale. Les forces syndicales et politiques, peu accoutumées aux stratégies internationales, s'y retrouvent mal dans des situations aussi changeantes. La facilité d'approche les incite à faire de "leur" État, c'est-à-dire de celui sur le territoire duquel "leurs" travailleurs et électeurs s'activent, le protecteur "naturel" des intérêts de ceux-ci, ce qui ne va pas sans créer quelques sacs de nœuds.

Néanmoins, la grande majorité des habitants d'un pays tire ses revenus de la production qui s'effectue dans celui-ci et des échanges ordinaires qui l'accompagnent. Les apports tirés des filiales de FMN et les commodités parfois sournoises qu'elles procurent – en matière fiscale notamment – ne concernent qu'une fraction de la population nationale, même dans un pays tel que les États-Unis, la Grande Bretagne et autres puissances dotées d'économies dominantes. Toutefois, il faut adjoindre un codicille à cette remarque : c'est que le revenu national (ou le PIB) calculable à partir des informations disponibles et vérifiables dans un pays donné a de fortes chances d'être supérieur ou inférieur à l'ensemble des revenus distribués dans celui-ci ¹. Inférieur, dans les pays dont la substance est pompée par des échanges inégaux ou des surexploitations rentières, mais ceci concerne des exploitations minières, pétrolières, forestières et autres dont rien ne garantit que les comptabilisations au départ soient homogènes avec les comptabilisations à l'arrivée dans les pays dont des nationaux sont propriétaires, cadres expatriés et autres étrangers opérant dans les susdits pays. À cette autre extrémité se trouvent évidemment des pays où le revenu national réel est supérieur à ce qu'en peuvent recenser les comptabilités économiques, même si elles

¹ Ceci, indépendamment des nuances que les normes de comptabilité nationale obligent à introduire pour tenir compte de la façon dont elles traitent la distinction entre *l'intérieur* et *le national* dans la conception du revenu ou les possessions d'outre mer et autres confettis d'empires et autres éléments qui ne relèvent pas de *l'ordinaire* des échanges internationaux.

s'aventurent dans l'évaluation du commerce intra-FMN et des revenus qui transitent par divers paradis bancaires et / ou fiscaux. Il faut qu'éclate de temps à autre, un scandale boursier ou un procès majeur pour que cet écart se laisse entrevoir dans les meilleures statistiques nationales ou internationales ¹. C'est pourquoi, il ne faut pas essayer de rapprocher les chiffres mirobolants, mais vrais, voire sous-estimés – ou parfois gonflés, pour des raisons de publicité ou de prestige – qui sont affichés de divers côtés, avec les données plus "mesurées" que les statistiques fiscales, les comptes nationaux et certaines enquêtes économico-financières peuvent assembler. Quand le magazine *Forbes* publie sa liste annuelle des milliardaires classés par rang de richesse patrimoniale ou quand *Merrill Lynch* et *Cap Gemini* s'associent pour "recenser le club des millionnaires" (en dollars), il ne faut pas prendre leurs dires pour argent comptant, ni se priver d'en juger. Aux dernières nouvelles, ce club comptait en 2005 près de 9 millions de membres et aurait doublé son effectif durant la décennie précédente. Ces très riches sont évidemment nombreux aux Amériques, en Europe et au Japon, ainsi qu'au Moyen-Orient, mais leur nombre augmente aussi en Corée du sud, en Inde ou en Russie. Il s'en trouverait environ 100 000 en Afrique, c'est-à-dire plus que de chefs d'État et de hauts fonctionnaires. Un jour viendra peut être où de bons et savants esprits sauront établir des liens explicites entre ces *clubmen* et les classes sociales – certainement assez différenciées – dont ils relèvent, mais en attendant que ces lumières s'allument, il faut bien se résigner à revenir aux données statistiques moins féériques qui peuvent s'appliquer non aux milliers de "millionnaires", mais à l'ensemble des "milliards d'hommes" qui – je le rappelle – approchent actuellement des 7 milliards. Qui plus est, ici, où je m'efforce de donner une idée globale des classes-statut – avant d'en venir aux déterminations politiques et culturelles sans lesquelles la représentation des classes est schématique, comme l'est un squelette au regard d'un homme entier et vivant ², il me faut faire usage de données peu raffinées.

Donc, des formules nouvelles se répandent de par le monde, avec la multiplication et l'extension des FMN, comme il a été montré ci-avant. Mais d'autres novations, apparues au 20^e siècle, continuent d'évoluer, de façon d'ailleurs très diverse et elles enrichissent d'autant le schéma classique que Marx a fortement souligné dès le premier siècle de la révolution industrielle. Le mode de production étatique-socialiste expérimenté par l'URSS et ses émules n'a pas totalement disparu après 1990. En certaines républiques naguère soviétiques, ainsi qu'en Corée du nord, en Chine et au Vietnam, ses fortes séquelles tendent à se fondre dans un pur capitalisme d'État. Ce dernier modèle qui a d'abord mûri en Europe occidentale, du

¹ Même quand ces dernières sont enrichies d'enquêtes comme celles que la CNUCED ou le PNUD tentent d'effectuer ou que les grandes banques d'affaires effectuent sans leur donner une publicité "excessive". Si l'on est plus optimiste que moi, on peut imaginer que l'une des inventions vertueuses du 21^e siècle sera la création d'un pouvoir international d'audit des comptes nationaux qui disposera d'antennes bancaires, fiscales et boursières lui permettant de fouiner dans et entre les "nations", avant de valider des comptes nationaux dûment révisés.

² Voir le tome 4 de *La Société*, consacré aux *Classes sociales*.

fait des deux guerres mondiales du 20^e siècle, a subi les assauts répétés du capitalisme bon teint, mais est loin d'y avoir pleinement succombé. Il a reçu le renfort de diverses initiatives prises par des États d'inégale puissance, avant de recueillir les renforts venus du socialisme étatique. Ainsi, le traitement du nucléaire et de diverses autres productions militaires ou spatiales relèvent d'un capitalisme non orthodoxe, tout comme les nationalisations effectuées en Europe et en Amérique latine, comme dans divers pays pétroliers. Un examen détaillé, pays par pays, montrerait qu'il existe des variantes mixtes ou atténuées de ce capitalisme d'État dans maintes régions du monde actuel, encore que de fréquents allers-retours peuvent aussi s'observer : plus on est proche du stratégique ou de la coopération interétatique et plus les formules de capitalisme d'État (par nationalisations ou autrement) semblent durables ; plus on se rapproche du capital financier et plus les retours de flamme du capitalisme pur et dur sont fréquents (sinon irréversibles).

Plus anciennes, les formations nées avant le capitalisme industriel survivent souvent, quoique transformées. La grande propriété foncière, rurale ou urbaine, vit toujours de ses rentes, tandis que la paysannerie exploitante tend à disparaître au profit de sociétés capitalistes de travaux agricoles (et connexes) ou bien de coopératives, lesquelles s'épanouissent lorsqu'elles contrôlent leurs débouchés commerciaux et sont assurées de la discipline de leurs adhérents. Les terres collectivisées avant 1990 tardent parfois à joindre l'un ou l'autre de ces modèles, l'exemple le plus manifeste étant celui de la Chine qui ne sait encore comment se départir de la propriété étatique du sol. Par ailleurs, le capital marchand persiste dans ses formules boutiquières (y compris les bazars, souks, marchés forains et même les colportages) mais subit les assauts répétés du grand magasin et de la vente en ligne, donc le salariat y gagne beaucoup de terrain. Ce gain est moins net quand, aux marges du commerce, la vente se mêle d'activités de production ou d'entretien grâce auxquelles survit une classe artisanale, parfois tournée vers des métiers raffinés ou vers des formes artistiques (*lato sensu*). Pour compléter cette rapide revue, il faut enfin tenir compte de toutes les activités de "services" privées ou publiques où le salariat est de règle, à quelques écarts près. Mais entre les enseignants et le tout venant des fonctionnaires, comme entre les militaires et policiers et d'autres agents publics hautement spécialisés – tels les magistrats, les administrateurs de haut rang ou les corps d'officiers, etc. – le salariat se nimbe de différences statutaires parfois très importantes. Si bien qu'au total, des notions telles que le salariat désignent, en fait, un faisceau de classes et couches sociales assez hétérogènes, d'autant que, dans beaucoup de sociétés, la forme juridique du salariat ne s'arrête pas aux portes de la propriété capitaliste : les cadres dirigeants des FMN sont des "salariés", aussi dorés que soient leurs "parachutes".

Des études détaillées, pays par pays, peuvent tenter d'évaluer tous les cas de figure qui viennent d'être énumérés, et même enrichir leur gamme pour tenir un compte très fin des nuances et particularités que l'histoire locale peut avoir engendrées. Mais les statistiques plus globales permettent aussi d'effectuer un

premier repérage des principaux écarts mondiaux : écarts entre États de développement inégal et écarts internes à chaque État qui traduisent l'inégalité des revenus primaires et des prestations correctrices. En voici un exemple tiré du *Rapport mondial sur le développement humain* établi par le PNUD pour l'année 2005. Le coefficient de Gini qui s'établissait alors, en moyenne mondiale, à 67, ce qui veut dire que l'on vit dans un système mondial très inégalitaire ¹ y était détaillé entre :

- l'Afrique subsaharienne, située au coefficient 72, où l'Afrique du sud se distingue par un niveau proche de 58 qui la rapproche de l'Amérique latine ;
- tandis que ladite Amérique latine (y compris les Caraïbes) se tenait au coefficient 57 et descendait même aux niveaux 54,6 pour le Mexique et 52,2 pour l'Argentine, ce qui atteste du poids encore énorme de la propriété latifondiaire dans beaucoup d'États (spécialement au Brésil. Dans ce dernier, le Gini est encore de 59,3, ce qui n'empêche pas – bien au contraire – le Brésil d'être déjà entré (comme l'Afrique du sud) dans le cercle étroit des États où des FMN ont pris forme et force ;
- de son côté, l'Asie de l'est et du Pacifique se situe à l'étage 52, avec une Chine à 44,7 par persistance d'effets dus à l'égalitarisme communiste de naguère ;
- c'est-à-dire à un niveau globalement proche de celui du gros ensemble formé par l'Europe de l'est, l'Europe centrale et la CEI ² qui présente un Gini de 42,8.
- alors que le reste de l'Europe se joint aux États-Unis, à l'Amérique du nord et au Japon dans la catégorie que l'OCDE appelle traditionnellement les pays à revenus élevés qui sont rangés au niveau 36,8 ;
- tandis que l'Asie du sud, formée essentiellement par les Indes se loge à 33,4, soit à un niveau voisin de celui de la France (32,7) et peu au dessus du record mondial (25) détenu par le paradis de l'égalité que serait la Suède.

On l'aura compris au vu de ce classement hétérogène, la méthodologie du PNUD n'est pas très satisfaisante. Elle dégage bien une impression d'ensemble quant à l'effet conjoint des inégalités internationales de développement économique et des inégalités internes dans la distribution des revenus, mais son

¹ Coefficient statistique qui mesure, pour la population d'un pays ou d'une région, l'écart entre une distribution parfaitement égalitaire du PIB (coefficient 0) et une distribution inégalitaire (: coefficient qui monte vers 1). On rend ce résultat mieux lisible en multipliant par 100 tous les coefficients à comparer.

² La CEI ou Communauté des États Indépendants est l'ex-URSS, tandis que les deux morceaux d'Europe qui lui sont adjoints l'aident à représenter l'ancien "camp socialiste" délesté de ses éléments inclus dans la rubrique précédente.

tableau est brouillé à l'inverse d'une photo : celle-ci est déformée si le photographe a bougé, alors que celui-là est embrumé précisément parce qu'il fixe un quasi instantané d'un film qu'il faut connaître pour juger de l'extrait qu'on en tire.

Un bref rappel historique permet d'y voir plus clair. Partons des États-Unis, leader du capitalisme industriel, puis financier, berceau de la révolution informatique et promoteur de la majorité des FMN. S'il s'était civilisé "à la suédoise", ce pays serait le paradis du progrès économique et social, mais le retard du syndicalisme et des "politiques sociales" en son sein, joint à sa tradition de porte soigneusement entrouverte à l'immigration (et à quelques accueils plus bienveillants) en fait un puissant aspirateur de nouvelles forces de travail, résignées aux bas salaires et aux maigres "aides sociales". Le résultat le plus significatif, mesuré par l'OCDE,¹ est qu'au cours des dernières décennies les inégalités de revenus ont continué de s'y accroître puissamment. En effet, on constate que, de 1990 à 2003, la moitié la plus pauvre de la population totale a vu sa part des revenus bruts, pour employés à plein temps, rester pratiquement stagnante, tandis que, dans la même période, la moitié la plus riche a continué d'accroître sa part du revenu total. Encore faut-il souligner que cette performance s'accuse considérablement si l'on compare les extrêmes (les 10 % les plus riches ou les plus pauvres) et plus encore si l'on prend en compte, pour ces derniers, les emplois à temps partiel, voire non déclarés, cependant que pour les premiers on devrait pouvoir percer les couches d'opacité (évoquées plus haut) dues à l'essor des FMN, aux bienveillances fiscales et aux commodités des paradis bancaires : là se recrute la majeure partie du "club des millionnaires", bref les champions du "rêve américain" si utile pour aspirer continuellement de nouveaux immigrants.

En passant des États-Unis à l'Europe – et même au Japon que les "petits dragons" d'Asie orientale ont presque rejoint – le tableau change, parce que les puissants progrès accomplis depuis 1945 dans ces zones que la guerre avait ruinées, se sont accompagnés de politiques sociales joignant au fordisme américain (qui distribue de hauts salaires aux personnels bien syndiqués des industries les plus performantes) un *welfare* plus généreux que l'américain, en matière d'éducation, de santé, de logement, de retraites et d'aides diverses. Ici, les "bénéfices du communisme" ont joué à plein, tant que la crainte de l'URSS a rendu les classes dominantes locales assez compréhensives à l'égard des besoins populaires. Partie la première, dès les années 1930 et non interrompue par la guerre, la Suède se loge en tête de ce mouvement, mais toute l'Europe occidentale l'a suivie, non sans différences d'un pays à l'autre. Ces différences se sont aiguisées depuis 1990, par enflure de l'Union européenne, dans une conjoncture économique mondiale d'autant moins porteuse que les puissances impérialistes de naguère ont perdu une grande partie des commodités que leurs colonies et leurs supériorités marchandes leur procuraient.

¹ *Society at a glance*, édition 2006, tableau EQ 2- *Earnings inequality*.

Dans beaucoup d'autres régions du monde actuel, les décalages hérités de l'histoire, ont commencé de se réduire, après des décolonisations (mieux réussies en Asie qu'en Afrique), des industrialisations parfois gênées par les États-Unis (maîtres du marché sud-américain et des banques qui sont censées l'irriguer), parfois indirectement poussées par des méthodes étatiques-socialistes (dont le meilleur héritage n'est pas une industrie lourde, parfois médiocre, mais un pilotage étatique éventuellement efficace) et parfois aussi surchargées de propriétés latifondiaires (comme aux Indes, en Asie du sud-est et en Amérique latine ¹). Compte tenu de l'effet inégal de ces divers facteurs et des chocs imputables aux spasmes politiques liés aux décolonisations et aux reconversions du socialisme étatique, ces régions présentent des inégalités majeures qui ne sont pas sans rappeler celles des premières expansions capitalistes du 19^e et du premier 20^e siècle, si bien qu'elles concourent à l'actuelle apothéose des inégalités, aux côtés des effets des FMN (aux deux extrémités de leurs transactions) et aux regains d'exploitation à l'ancienne qui se dessinent en Europe.

Savoir si cette apothéose des inégalités – c'est-à-dire du capitalisme en ce qu'il a d'essentiel – sera pour longtemps une caractéristique du 21^e siècle est une question ouverte. Elle se jouera notamment en Chine où les inégalités internes sont telles que Shanghai et Pékin atteignent déjà des niveaux de "développement humain" ² compris entre ceux du Portugal et de l'Argentine d'aujourd'hui, alors que la province du Sichuan (qui est à peu près dans la moyenne chinoise) dépasse légèrement le niveau de l'Algérie, tandis que la province du Guizhou se situe au dessus de la Namibie (pays qui n'est d'ailleurs pas le plus mal loti de l'Afrique). Que le cheminement soit identique à celui de l'Europe où le principal réducteur d'inégalités a été le syndicalisme ou que "l'harmonie sociale" dont les autorités chinoises font grand cas se concrétise grâce à un ou plusieurs autres leviers est un choix qui résultera de décisions politiques ou, plus vraisemblablement, de tensions sociales qui pourraient devenir explosives. Mais la Chine n'est pas une singularité à cet égard, même si son système de classes (et d'inégalités) va sans doute garder certaines des particularités nées de sa très longue histoire. Il suffit, par exemple, de comparer l'actualité de la Corée du sud à celle du Brésil pour voir que l'apothéose des inégalités semble devoir conduire à des résultats différents d'un pays à l'autre, tant l'héritage politico-culturel de chacun façonne les crises et leurs dénouements.

¹ Bien que cette dernière ait été formellement décolonisée avant l'essor, en son sein, du capitalisme industriel. Mais le contrôle marchand et bancaire exercé par l'Angleterre, puis relayé par les États-Unis valait bien une colonisation en bonne et due forme.

² Voir le rapport 2005 du PNUD.

Nouvelles masses et nouvelles poussières

[Retour à la table des matières](#)

Durant les années 1980 et 1990, le monde changea de texture, cependant que le système mondial se transformait en profondeur. La décennie 1980 sembla entretenir la guerre froide. Les États-Unis faisaient mine de s'équiper pour une "guerre des étoiles" et l'URSS tentait de les en distraire, par une conquête de l'Afghanistan, mais cette prolongation du Grand Jeu masquait mal des changements plus insidieux. Le bloc socialiste s'effritait, l'Europe affermissait quelque peu son union et pesait bon poids dans le marché mondial, l'Amérique latine vacillait de dette en dette, la turbulence africaine redoublait et l'Asie ne semblait bouger que chez les rares imitateurs du Japon, une Corée par-ci, quelques petits tigres par-là. Mais déjà des glissements massifs s'amorçaient. Les réformes initiées par Deng Xiaoping en 1978 ne tiraient l'œil que de rares spécialistes, souvent incrédules. L'Inde continuait de s'extraire laborieusement de son extrême misère. L'Europe heureuse redécouvrait peu à peu le chômage et perdait ses derniers communistes. Leurs survivants italiens se diluaient, leurs survivants français, dotés d'un peu de pouvoir avec Mitterrand, ne tardaient pas à subir le même sort. Dès le début des années 1990, le "modèle japonais" perdait de sa vigueur, tandis que l'ouverture du mur de Berlin annonçait l'effondrement politique complet de l'ex-camp socialiste, en Europe comme en Asie. Après quoi commençait une lente recomposition du système mondial, sous l'impérieuse houlette des États-Unis qui s'imaginaient parfois "seuls maîtres à bord".

Dans ce contexte turbulent, les institutions politiques et les appareils idéologiques étaient eux-mêmes entraînés vers des mutations souvent imprévues, des réveils d'archaïsmes, des explosions soudaines de bulles médiatiques, des crises culturelles ou politiques multiformes. Toutefois, avant de repérer à grands traits ce que devenaient, dans ce contexte, les masses et les classes composant les divers peuples et les poussières groupales ou individuelles qui semblaient s'en détacher, il faut prolonger la perspective globale. En effet, dès la première décennie du 21^e siècle, un nouveau système mondial semble déjà en gestation, tant la suprématie américaine est menacée de divers côtés. La Chine et la majeure partie de l'Asie travaillent d'arrache pied à se moderniser pleinement. La Russie se reconstruit, l'Amérique latine semble s'émanciper. Les promesses sont rares en Afrique, tandis que l'Europe et, d'autre manière, le Japon cherchent à retrouver leur élan. Même si plusieurs décennies, riches de secousses sismiques, devront s'écouler avant que ces divers processus mûrissent en se combinant, les masses, les classes et leurs poussières seront derechef agitées, mais pas toujours, ni même souvent, de façon semblable à ce qui leur est advenu vers les années 1980.

Pour en juger, partons de la classe la mieux organisée de l'époque, celle des ouvriers de l'industrie où deux modèles principaux avaient mûri concurremment au 20^e siècle. L'un dérivait des associations professionnelles dont l'essor avait accompagné la révolution industrielle capitaliste. Sa cristallisation s'était opérée autour du syndicat ou plutôt de l'alliance assez intime entre celui-ci et un parti politique auquel le suffrage "universel" des républiques bourgeoises donnait de l'ampleur. Tout un foisonnement d'organismes welfaristes (santé, familles, jeunes et vieux, etc.) et culturels (musique, sports, presse, édition, etc.) s'était ensuite opéré autour de ce noyau économico-politique. Non sans péripéties et clivages, ce modèle triomphait encore de Glasgow à Helsinki, comme de Bruxelles à Munich et à Vienne. L'autre modèle, plus tard venu, se voulait plus révolutionnaire, avant de tomber sous la coupe du parti soviétique. Tout en étant piloté par un parti plus que par un syndicat, il avait organisé à sa façon le même spectre social, mais ne survivait plus guère qu'en Italie et en France. Ailleurs, des copies fascistes ou populistes en avaient existé quelque temps dans l'Europe du 20^e siècle. Au début du 21^e siècle, ce qui demeurerait, c'était, en toutes ses variantes, vives ou affadies, le premier modèle, souvent baptisé social-démocrate, mais entouré d'une pléiade d'autres groupes et groupuscules hérités des siècles précédents. Les novations principales avaient déplacé son centre de gravité de l'ouvriérisme industriel à la prise en considération de l'ensemble des travailleurs salariés – avec d'inégales difficultés pour ce qui est des employés et des cadres. D'autres formes associatives à dominante syndicale-corporative, mais n'excluant pas l'action politique, avaient pris forme hors le salariat, chez les paysans comme chez les commerçants, artisans, professions libérales, etc. Le tout survivait d'autant mieux que des organismes welfaristes, à gérer directement ou à cogérer, s'étaient multipliés à des fins très diverses, débordant du welfare, vers les sports, les loisirs, les vacances, le tourisme, les arts et spectacles, etc.

Un panorama plus complet devrait inclure les organisations politico-culturelles des classes bourgeoises européennes, y compris les mélanges, liant les bourgeoisies des propriétés usinières, foncières, commerciales ou bancaires. On peut toutefois s'en dispenser, tant cette bonne société étale partout ses cercles et ses clubs, ses académies et ses opéras, etc., sans compter ses fidèles occupant le pouvoir dans les hauts rangs des armées, des administrations, des églises et de bon nombre d'universités et d'autres appareils idéologiques. Tout au plus faut-il souligner que le bas peuple, bien scolarisé et enrichi dans les sociétés fordistes et welfaristes a commencé de s'infiltrer dans quelques hauts lieux culturels et politiques, après avoir étalé ses manifestations populaires à grand renfort de stades, de piscines, de cinémas et de théâtres, sans compter les médias omniprésents dont le contrôle est souvent affairiste et les orientations prépondérantes rarement infidèles à l'ordre établi. On peut juger des avancées populaires, sur le terrain : les plages, les sports d'hiver en sont inondés, les vrais loisirs se prennent au loin, même si l'avion y apporte de semblables envahisseurs.

Le modèle nord-américain où le syndicalisme et surtout le parti furent longtemps combattus avec toute la brutale souplesse qu'autorise le système fédéral des États-Unis, survit lui aussi. À tout prendre, hormis sa phobie du parti proprement dit, il ressemble assez à ce que devient le modèle social-démocrate européen du fait de son évolution récente ou prochaine (recul des nationalisations, abandon de la cogestion, tutelle accrue des organismes welfaristes, etc.). Par contre les autres pays d'Amérique se sont souvent efforcés de suivre l'un ou l'autre des deux principaux modèles européens, y compris leurs variantes fascistes ou populistes, mais avec des décalages dus à la conjoncture mondiale et aux fluctuations d'une répression étatsunienne rarement bénigne : plus le syndicalisme a des coudées franches en Amérique latine, par "mollesse" ou démocratisation réel des gouvernements locaux, et plus il risque d'attirer l'ire américaine, pour cause de communisme, de terrorisme, ou des autres variantes auxquelles un leader prête son nom (Castro, Chavez, etc.).

Malgré de multiples tentatives, parfois impulsées par une Internationale (la communiste en particulier) et souvent nées d'initiatives ou de copies locales, le modèle qui survit en Europe se répand difficilement en Afrique et en Asie, un demi-siècle après les décolonisations qui ont autonomisé tant d'États. Il a "pris", mais sous des formes atténuées, au Japon et chez les petits tigres d'Asie, s'est épanoui dans la riche Singapour, plonge de solides racines en Corée du sud plus qu'à Taïwan et semble devoir faire de même en Malaisie. Il ne s'est étalé "à l'européenne" qu'en Australie et en Nouvelle Zélande et, de façon beaucoup moins profonde, en Inde. Ailleurs, les séquelles du communisme l'entravent encore, à moins que l'hégémonie religieuse d'un islam, d'un bouddhisme ou de quelque autre confession n'occupe sa place dans le champ idéologique.

Pour bien comprendre cette dernière situation, un détour est nécessaire. À mesure que les modèles à base de syndicats et de partis se sont enracinés dans des sociétés, ils en ont modifié l'idéologie commune, en y greffant de nouvelles idées et de nouvelles valeurs. Avec le renfort de la république bourgeoise, la représentation électorale des classes populaires s'y est banalisée, nonobstant le triomphe nazi de 1940. Partout la société civile* ¹, déjà enrichie par la libre création de sociétés anonymes, la liberté de la presse et d'autres réformes libérales, s'est ouverte à une diversité croissante, même si les surveillances policières ou autres n'en sont jamais absentes. ² Ainsi, la domination* politique qui focalise le pouvoir des classes dirigeantes est désormais associée à une hégémonie* libérale, laquelle caractérise l'ordre régnant dans le monde des idées. Étant bien entendu qu'à l'échelle de chaque société dotée d'un État point évanescent, le couple État-

¹ Qui embrasse toutes les institutions non ou peu dépendantes des appareils étatiques, y compris les syndicats de la "fonction publique" et des entreprises publiques. Tous les concepts marqués (*) ici évoqués sont longuement analysés dans les tomes 4 à 6 de *La Société*

² Ainsi par exemple, c'est seulement après 1981 que la France a autorisé les associations d'étrangers sur son territoire.

Société civile, c'est-à-dire la coexistence et la coactivité d'une domination politique et d'une hégémonie culturelle caractérisent la forme de régime* en vigueur.¹

Si le regard recule de trois ou quatre siècles vers l'Europe précapitaliste ou s'il se déplace, dans le monde actuel, de quelques milliers de kilomètres, on se retrouve dans l'un des États – tout à fait majoritaires, aujourd'hui encore – où l'hégémonie idéologique fonctionne d'autre façon et où son mariage avec la domination politique est de toute autre nature, d'ailleurs variable d'une société à l'autre. Je m'en tiens ici à la plupart des États logés entre Kaboul et Tripoli comme entre Ankara et Mogadiscio, c'est-à-dire dans le Proche et Moyen-Orient (PMO) – région de l'actuel système mondial suffisamment riche de caractères propres pour être considérée, dans son ensemble, comme une variante originale dans le monde actuel.² Ici les syndicats sont rares et faibles ou absents, de même que les partis, sauf exceptions tenues en mains par le pouvoir établi. La floraison idéologique est presque toujours courte. Le plus souvent, le pouvoir d'État doit composer avec une hégémonie religieuse souvent complexe, mais puissante. Les seules exceptions véritables concernent des États où une laïcisation a été imposée par l'État, ce qui fut le cas dans la Turquie d'Atatürk, l'Égypte de Nasser, l'Irak et la Syrie dirigés par des partis Baathistes (d'ailleurs rivaux). Ces exceptions n'ont pas mûri. À quelques détails près, elles ont rejoint la situation moyenne de tous les États découpés dans l'ex-empire ottoman, au gré des puissances victorieuses de l'une ou l'autre des deux guerres mondiales du 20^e siècle. Ces États ont ainsi hérité d'un paquet de communautés, (les *milletts* de l'empire turc) dont chacune était soumise à la tutelle d'autorités tribales-religieuses où survivait l'une ou l'autre des multiples confessions nées au fil des siècles dans un PMO très fécond à cet égard, à charge pour les dites autorités de procurer à la Sublime Porte les impôts, les corvées et les recrues que son gouvernement réclamait. L'ordre établi dans les esprits a donc été longuement régi par des clergés dont les rivalités sont, aujourd'hui encore, entretenues par la coexistence de communautés disparates au sein de chaque État. Le résultat est variable, selon qu'un clergé a pleinement conquis le pouvoir d'État (Iran), qu'un pacte d'origine coloniale a prolongé l'autonomie des millets (Liban) ou qu'un État appuyé sur une armée assez solide réussit à se subordonner plus ou moins la ou les confessions et sectes les plus remuantes de son domaine (Turquie, Égypte, etc.). L'Irak avant l'invasion américaine et la Palestine qui a essayé de s'organiser relevaient aussi de ce dernier cas, auquel la Syrie et la Jordanie

¹ Cette situation peut même évoluer "à la suédoise" ou "à la canadienne", si bien qu'une part substantielle des "avancées" acquises par les basses classes du salariat devient "intouchable", c'est-à-dire difficilement réductible. Qui voudrait en juger pourrait comparer les dires du patronat, des ministères, des églises de la Suède, au début des années 1930, avec les modestes reflux que les partis "bourgeois" ont pu imposer à la fin du 20^e siècle, quand la composante social-démocrate de l'opinion a dû leur céder tout ou partie du pouvoir. Étant bien entendu que cette composante a elle-même incorporé dans sa doctrine usuelle un bon nombre d'idées que des adversaires (suédois ou étrangers) se positionnant "plus à gauche" jugent dommageables "pour les travailleurs", voire incompatible avec leur propre variante du "vrai socialisme" : on est, ici, sur le terrain des luttes de classes dans l'idéologie.

² Voir le chapitre 4 de la 1^{re} partie de *L'Inventaire du 21^e siècle*.

d'aujourd'hui sont apparentés. Quant à l'Arabie saoudite et à la plupart des autres émirats, il n'est pas rare qu'une secte y soit utilisée comme police des mœurs et des esprits, doublant l'armée gardienne de l'ordre public. Derrière ces détails – que j'ai d'ailleurs outrageusement simplifiés – se cache une même réalité essentielle : les libertés acquises par les sociétés européennes et américaines sont ici embryonnaires ou pourchassées, la domination politique se soutient d'une hégémonie religieuse le plus souvent à coloration musulmane et le pouvoir établi est menacé d'être emporté par les émotions massives de la rue dès qu'éclate une crise exploitée par les clergés. En fait la plupart des pouvoirs établis au PMO, après avoir combattu le communisme et ses échos nationalistes, se sont employés sans relâche – c'est-à-dire sans attendre que les États-Unis découvrent le "péril terroriste" – à contenir les déviants, bref à enrégimenter l'hégémonie religieuse que les clergés régionaux entretiennent en ses diverses variantes compatibles avec le respect dû aux pouvoirs établis. Opposer cette hégémonie religieuse aux variantes libérales qui ont d'abord prévalu en Europe, ne signifie pas qu'une religion – comme l'islam ou plutôt les islams – serait intrinsèquement perverse, par comparaison avec d'autres religions de meilleure qualité, tel le protestantisme que Max Weber trouve bien accordé à "l'esprit du capitalisme". Je prends ce dernier exemple parce qu'une interprétation trop fréquente de son ouvrage classique¹ pourrait faire croire que "le calvinisme a été une cause matérielle de l'ascension du capitalisme", alors qu'il faut souligner, avec Clifford Geertz, que cette religion "était plutôt un habillage qui permettait de donner un sens (au capitalisme) à l'intérieur d'une spiritualité existante soumise à de fortes tensions"². Les islams du PMO sont moins foisonnants que les protestantismes européens des 16^e et 17^e siècles, mais aucun élan économico-politique comparable à celui de l'Europe d'alors ne les incite à "jouer le jeu" de la modernité, malgré plusieurs tentatives avortées des 19^e et 20^e siècles.

D'ores et déjà on peut pressentir certaines au moins des transformations des relations entre État et Société civile qui vont advenir dans les principaux segments du système mondial actuel. La plus évidente à court terme concerne l'Europe, désormais étendue à près de trente pays membres. Mais avec décalages et variantes, de semblables tendances pourraient également se manifester en Amérique du nord et au Japon, voire même en Amérique latine. D'une part les transferts internes de main d'œuvre industrielle et surtout les délocalisations de filiales de FMN qui s'envolent vers l'Asie – et demain vers l'Afrique subsaharienne ? – fragilisent, en toutes ses variantes, le modèle social-démocrate, si bien que la contagion de "l'Europe heureuse" qui s'était opérée vers l'Irlande et les pays méditerranéens peinera à gagner l'Europe centrale et balkanique. Le risque d'émiettement des États qui ravage l'ex-Yougoslavie et ses voisins pourrait

¹ *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1905). Pour comparer la Hollande du 17^e siècle au PMO d'aujourd'hui, la lecture de *The Dutch Republic – Its Rise, Greatness and Fall – 1477-1806* de Jonathan I. Israël est particulièrement conseillée.

² Voir son intervention au colloque sur *Les sciences sociales en mutation* du Centre d'analyse et d'intervention sociologique (CADIS) Paris, mai 2007.

s'étendre. La pulvérisation des classes industrielles qui sévit depuis plus d'une décennie pourrait aussi gagner plusieurs branches "tertiaires" du salariat, si bien que l'assise welfariste des sociétés en sera fragilisée. Lorsque ce mouvement atteindra son intensité maximale, d'ici deux ou trois décennies peut-être, l'Europe aura été transformée, soit par un réel durcissement des capacités politiques de l'Union européenne (éventuellement délestée de la Grande Bretagne et associée à la Russie), soit par une dilution de cette Union devenue anémique et exposée à un éparpillement régionaliste, si bien que les États les moins inconsistants tenteront d'imiter le modèle étasunien, si du moins la rude montée vers l'après-pétrole n'essouffle pas trop ce dernier. Le durcissement se fera sentir également aux États-Unis, notamment par une moindre admission (ou tolérance) vis-à-vis de l'immigration. Le Japon toujours réticent à cet égard, deviendra peut-être un exemple à suivre, y compris dans la projection vers les îles du sud – et autres zones peu défendues par leur État, de colonies d'un nouveau genre, pour les loisirs des adultes et les soins aux générations plus âgées. Toutefois l'éparpillement le plus problématique se produira dans l'espace mondialisé des FMN qui chevauche les zones les plus actives de la majorité des actuelles régions mondiales. Rien ne garantit que les filiales exilées feront souche dans leurs pays de destination, alors que beaucoup d'entre elles seront vraisemblablement conquises par des FMN locales qui les prendront éventuellement comme bases de départ vers les marchés du "vieux monde industriel", celui d'Europe et des États-Unis, voire du Japon. De la sorte, les cadres et techniciens expatriés par les FMN aujourd'hui prépondérantes ne resteront pas indéfiniment dans les pays du "vieux monde". Le vent du développement mondial pourrait balayer cette poussière de classes allogènes, d'une origine après l'autre. Je ne me risquerai pas à supputer ce que pourraient être, vers le milieu du 21^e siècle les effets politico-culturels de ces bourrasques qui, après avoir frappé le "vieux monde" et, plus ou moins, l'Amérique latine pourraient commencer à secouer la jeune Asie, et peut-être aussi quelques fractions de l'Afrique. Mais je tiens pour vraisemblable que les grands flux migratoires du 21^e siècle ne ressembleront pas à ceux par lesquels l'Europe peupla les Amériques. En revanche, il serait possible qu'avant ces reflux ; les tentatives "globales" de syndicalisation des filiales d'une même FMN prennent ici et là un certain essor, moins par l'action universaliste de l'*International Labour Organization* (ILO) que par une transposition des méthodes mises en œuvre par la III^e Internationale communiste avant sa glaciation stalinienne. Il faut se souvenir, en effet, que la diffusion des formes d'organisation, de propagande et d'action des jeunes partis communistes a souvent été ciblée sur les transports ferroviaires (à employés qualifiés) et maritimes (à équipages cosmopolites) qui ont pu se révéler bons conducteurs de novations. Pris dans leur ensemble, du point de vue des FMN qui les rassemblent, les cadres, ingénieurs, techniciens et autres agents à carrière internationale sont généralement considérés comme des "chiens de berger" appelés à guider et former les contingents massifs de la main-d'œuvre locale, mais les révoltés, d'abord isolés, de ce milieu hétérogène peuvent retrouver les réflexes de leurs loups d'ancêtres. La "technostructure" analysée dans *le Nouvel État Industriel* de Galbraith caractérisait fort bien les régions "fordistes" du monde, mais rien ne

garantit que cette analyse soit transposable dans les "multinationales" où les patriotismes latents sont pluriels et où la culture d'entreprise est à forger, pour tout ce qui déborde du strict fonctionnement technico-hiérarchique.

Au reste, les travailleurs sont aussi exportés en masses considérables, lorsqu'ils quittent la misère de leur contrée natale pour affluer vers quelques zones riches, avides de main-d'œuvre. Ceci concerne notamment les travailleurs assez bien scolarisés qui quittent leur Égypte ou leur Palestine vers les pays arabes pétroliers ou les masses moins bien formées que le Yémen, le Pakistan ou même les Philippines – et, pour un temps, les Coréens ont pu déverser vers les chantiers de toute la péninsule arabique. Ces exemples qui se prolongent ont été rendus bien visibles par les richesses pétrolières d'après 1975. Ils ont des répondants divers en Asie du sud, et pas seulement au départ des Philippines. Ainsi vit-on récemment une abondante main-d'œuvre chinoise, encadrée par des firmes nationales, s'activer en Algérie pour de vastes programmes de construction. Ailleurs, en Asie, d'énormes bouleversements de classes s'accéléreront à mesure que l'industrialisation capitaliste y bourgeoonnera de multiples façons, au lieu de rester cantonnée, comme aujourd'hui, dans les branches où la majeure partie de la main-d'œuvre est encore pauvre en techniciens avertis – ce qui ne durera, certes pas ! Néanmoins, il faudra de longues décennies (cinq ou six, peut être, si ce n'est plus) pour que les centaines de millions de travailleurs (des deux sexes et pas seulement les plus jeunes) quittent les campagnes indiennes, chinoises et autres, les plus "médiévales", pour qu'une bonne partie d'entre eux, trouve une stabilité nouvelle dans les zones en développement de leurs pays respectifs ; et pour qu'ils puissent devenir le puissant ressort, non pas d'une imitation des modèles européens de libéralisation de la société civile, mais bien d'une transposition de celle-ci, par des voies parfois étranges, telles celles qui ont déjà été esquissées par le Japon, longtemps caporalisé, par la Corée transformatrice de sectes bouddhistes ou par Taïwan, inventeur d'un nationalisme puissamment rajeuni.

On doit donc s'attendre à ce que la progressive sédimentation sociale entraînée par les poussées de la révolution industrielle capitaliste, aujourd'hui renouvelée par la révolution informatique, poussées qui ont étalé d'Ottawa à Sao-Paulo et de Détroit à Cracovie des résultats assez analogues, pour ce qui est de la structure des classes sociales, ne se répète pas sans des variantes si diverses qu'il faudra les analyser à frais nouveaux. Là où l'Europe a pu ordonner toute ses populations en classes bien repérables, en ne produisant une poussière de déchets "hors classes" que dans les spasmes initiaux de l'industrialisation (les "vagabonds, le *Lumpenprolétariat*, etc.) ; et en ne recommençant à produire une nouvelle poussière de "déclassés" (SDF, bandes juvéniles, etc.) que sous les atteintes actuelles de la "mondialisation", d'autres configurations vont probablement se multiplier en Asie. Ne serait-ce que par l'effet de l'énorme expansion démographique que l'on sait, les "poussières" à l'européenne ont des chances d'être ici des "masses" en transit plus ou moins durable, comme les Calcutta d'Inde, de Chine et d'ailleurs en laissent apercevoir. En outre, comme aucune relève des aspirateurs à immigrés que furent

les Amériques ne semble devoir se dessiner à bonne échelle démographique, on doit s'attendre à ce que les migrations de la misère et de l'espérance prennent des proportions "massives", dont on commence de prendre la mesure autour de l'Europe. Enfin, des circonstances aggravantes d'ampleur encore inconnue vont plus ou moins surdéterminer ces transformations déjà "massives", qu'elles soient d'origine météorologique, qu'elles ravagent les ressources alimentaires et les disponibilités en eau ou qu'elles soient dues à la multiplication des nouveaux matériaux agressifs et des nouveaux virus que les industries plus avides de profits que créatrices de vigilances ont commencé à produire de façon déjà significative.

Avant que les migrations des peuples autour des empires anciens aient été calmée, par la sédentarisation de l'Asie et de l'Amérique des steppes, ce qui n'est pas encore un processus bien achevé en Afrique subsaharienne, les empires bien assis, notamment le romain et le chinois, ont vécu dans la crainte des invasions barbares ou s'en sont protégés par des murailles, des "évangélisations" et des séductions de peuples vassalisés, ce qui n'a pas empêché d'occasionnels déferlements de Germains ou de Slaves, de Huns ou de Mongols. Il est douteux que les armées mécanisées et leurs armes de destruction massive puissent partout et durablement remplacer efficacement le *limes* ou la grande muraille de Chine. Si bien qu'aux luttes de classes internes aux États bien constitués qui vont se prolonger, avec une nouvelle écume de délinquance pulvérulente, et qu'aux luttes encore indécises qui se produiront sur les passerelles internationales jetées par les FMN dans leurs domaines respectifs pourraient s'adjoindre des conflits d'un nouveau genre du fait de peuples cherchant un exutoire à leur misère. En vue de telles possibilités, l'invention de véritables aides et assistances internationales, débarrassées de leurs relents colonialistes et de leurs alibis humanitaires pourrait bien devenir l'une des nécessités du 21^e siècle.

Cette perspective se combinera peut-être, avec un mouvement international qui se renforce déjà, mais de façon encore élitique, celui de la compétition interuniversitaire. Des universités américaines et anglaises, suivies d'assez loin par d'autres universités européennes, mais aussi des écoles moins savantes mais plus pratiques, tournées vers le commerce, l'informatique, la banque, etc., commencent à rivaliser ouvertement pour attirer l'attention de grandes entreprises ou pour enrôler des élèves fortunés. Certains États les aident plus ou moins. Selon des méthodes et des styles déjà très variés, Internet est mis à contribution pour servir ces ambitions – ou pour les concurrencer. Toutefois la Chine ou l'Inde n'ont pas encore multiplié les offres de ce type, tandis que le Japon a déjà pris cette voie et que la Russie s'y engage derechef, si bien que la suprématie de la langue anglaise n'a pas encore été exposée aux "milliards d'hommes" que le 21^e siècle éduquera. Ici, plusieurs finalités se mêlent à doses qu'il est difficile de départager : efforts étatiques, entreprises commerciales, recherche de collaborateurs émérites ou simple écume informatique d'enseignements supérieurs qui cherchent des voies d'avenir. Toujours est-il que de premiers efforts s'affirment de divers côtés pour vaincre les barrières langagières, par un enseignement méthodique de langues

autres que celles des puissances hier prédominantes. En particulier les langues asiatiques tentent de se faire connaître. La multiplication des machines à traduire – aussi insuffisantes soient elles encore – se mêle à ce mouvement international auquel la multiplication des émetteurs et des chaînes multimédias fournit un renfort plus ambigu encore. À ma connaissance, cette effervescence n'a pas encore débouché sur des résultats manifestes, hormis le renforcement des activités universitaires traditionnelles dans l'ordre international. Pourtant, des ambitions fragmentaires se laissent deviner : capter de nouveaux talents scientifiques et techniques, élargir l'audience et l'influence politico-culturelle des sociétés assez riches pour financer de tels efforts, conquérir une place accrue dans les institutions et services internationaux qui ont proliféré depuis les années 1950 et qui ont des chances de s'accroître considérablement à l'avenir.

De ces tendances complexes et pour partie contradictoires, les résultantes ne s'esquissent pas encore clairement. Je risquerai pourtant quelques hypothèses provisoires. L'une est que les états-majors des FMN trouveront aisément des collaborateurs qualifiés bien ouverts sur le monde en tous aspects. Mes doutes à cet égard concernent le degré d'ouverture des très hautes directions groupales à des étrangers au pays d'origine.¹ L'autre hypothèse est que les hautes administrations étatiques – et sans doute aussi bon nombre d'églises à rayonnement multinational – auront grande difficulté à s'ouvrir à des étrangers, toujours traîtres ou dissidents potentiels. C'est seulement dans certaines activités culturelles, telles que les universités et les médias de toute sorte que le vieil exemple hollywoodien pourra être suivi de plus en plus souvent, si les barrières corporatistes ne sont pas trop soutenues par des nationalismes étatiques. Quoi qu'il en soit, les turbulences internationales qui vont sans doute s'accroître dans tout le champ politico-culturel international rejailliront vers les FMN bien ancrées dans le champ économico-financier. Il n'est pas déraisonnable de penser que, de ce fait, ce que plusieurs des traditions marxophones ont sacralisé comme "détermination en dernière instance" par les rapports de production et d'échange ancrés dans une société donnée – qui extrapole quelques réflexions bien datées de Marx – perdra le peu de crédibilité qui lui reste, ce qui n'empêchera pas, évidemment, les zélotes de quelque nouvelle révolution, découvrant certaines pages des écrits marxophones les plus simplistes, d'entonner derechef cette antienne, avec les résultats infructueux que l'on peut en attendre.

Pour ma part, je considère que les rapports de production et d'échange qui trament l'économie d'une société deviennent d'une importance décisive à tous égards, dès que la famine, la pénurie, la rareté de matières premières "stratégiques" – comme l'est aujourd'hui encore le pétrole – et tous autres manques de portée universelle deviennent durables et profonds. Même noyés sous un épais tapis de relations sociales extra-économiques, ces rapports demeurent contraignants, car en

¹ Hormis les firmes du type EADS (franco-allemande) qui, me semble-t-il, ne se multiplieront que si les États font retour dans la création d'entreprises contrairement aux préjugés néolibéraux.

toute société tous les hommes et toutes les institutions ne peuvent vivre et fonctionner sans les subsistances que l'économie leur procure. Si bien que pour détricoter l'énorme enchevêtrement des relations sociales de toutes sortes, afin de détailler les structures de leurs ensembles et sous-ensembles, l'analyse des rapports de production et d'échange est le meilleur des points de départ, à partir duquel on peut remonter, fil à fil, jusqu'aux sphères les plus éthérées de la société. À ma connaissance, aucun autre point de départ n'offre d'aussi riches possibilités ; mais, à partir de là, le pire des simplismes ne tarde pas à s'établir si l'on saute une maille quelconque dans le détricotage du tissu social. On peut certes établir des raccourcis légitimes et féconds entre des structures sociales bien différenciées, mais à condition que leur connectivité soit connue et que les pertes potentielles que le raccourci provoque soient précautionneusement évaluées. Ainsi par exemple, nul ne doute qu'une entreprise usinière soit un maillon significatif de l'économie capitaliste et que le syndicat qui est lié à une telle entreprise est un appareil politique et même culturel bien spécifiable. Mais, sans perdre de vue cette détermination majeure, on se doit aussi de comprendre ce qu'il advient des entreprises sans syndicat et des syndicats sans entreprises (tels ceux qui peuvent s'inscrire dans divers appareils étatiques ou idéologique). Et ainsi de suite, à l'infini, pour qui veut explorer et comprendre l'énorme objet social qu'est le système mondial des sociétés.

L'adéquation des pouvoirs aux luttes de classes

[Retour à la table des matières](#)

Revenant de cette incidente – qui vise à remettre à sa juste place théorique une "détermination en dernière instance" par trop schématisée et rigidifiée – vers le devenir prochain du monde actuel, je crois pouvoir saisir certaines des transformations essentielles qui sont engagées ou promises aux classes sociales, aux masses plus informes qui les accolent parfois et aux poussières groupales ou individuelles qui s'en détachent, en prêtant attention, simultanément, aux principales transformations décelables par l'instance économique, comme par les instances politique et idéologique (=culturelle) nécessairement applicables au même ensemble social, en l'occurrence l'européen qui sera, ici, ma cible principale. Mais en veillant à justifier tous les "raccourcis" évoqués et à prêter attention à tout ce qui, hors l'Europe, retentit fortement ici ou est lourdement affecté par ce qui est projeté depuis ici.

Un point de départ d'une grande portée pourrait être la "matière imposable", laquelle dépend directement de l'organisation des rapports de production en tant qu'ils donnent prise, État par État à des prélèvements. J'ai en vue non pas la notion courte de matière imposable qui s'applique seulement à ce que le fisc peut taxer pour le compte de l'État et des divers autres niveaux de la puissance publique (*Länder*, régions, etc. jusqu'aux plus petites collectivités locales) mais bien la

notion large qui ajoute à la moisson précédente tous les autres "prélèvements obligatoires" perçus par des voies non fiscales, au profit de destinataires non ou peu étatiques, à des fins et selon des quotités régies par décision étatique (légale ou de niveau inférieur). En effet, ces "prélèvements obligatoires" fournissent la substance de toutes les redistributions opérées dans une société donnée où le modèle syndical et welfariste greffé sur la République bourgeoise – évoqué plus haut – fonctionne régulièrement. Tel est en somme un trait commun à toute l'Europe, nonobstant les différences de taux et de circuits d'un pays à l'autre. C'est cette matière imposable qui nourrit l'appareil d'État, civil et militaire, central et local, pour ses dépenses internes et externes : la paie des fonctionnaires de toutes sortes, l'équipement et le fonctionnement des administrations, les aides et subventions destinées à des entreprises publiques ou privées, les investissements financés par l'État en tous ses niveaux à toutes fins qu'il juge utiles et aussi l'ensemble des aides, allocations, et autres formes de "sécurité sociale" ou de "charité publique" qui sont dirigées par des voies très variées vers des bénéficiaires de classes diverses, salariés ou paysans ¹, médecins aux clients "remboursés par la sécurité sociale", etc. ². Lorsqu'on a en vue ce total, on comprend mieux que les transformations mondiales des toutes dernières décennies ont réduit cette matière imposable par délocalisations de firmes qui paient ailleurs des impôts, par expatriation de cadres et salariés que des FMN utilisent ailleurs, par escapades des dirigeants d'entreprises mondialisées dont les revenus circulent hors la vue du fisc national (et de ses équivalents), par déménagements des riches contribuables qui préfèrent se domicilier sous des climats fiscaux plus cléments que celui de leur "patrie" européenne, etc. Une part de ces flux peut quand même tomber sous la coupe d'un fisc européen, ³ ne serait-ce qu'à l'occasion d'un impôt de bourse ou d'une taxation d'héritiers, etc. Et à l'inverse, des flux provenant d'expatriés américains (ou chinois, etc.) vivant en Europe et plus ou moins fiscalisés sur place peuvent compenser, pour partie, les manques précédents. Mais il n'est pas douteux que, depuis une vingtaine d'années, une perte croissante de matière imposable – qui risque de se prolonger – est venue réduire le régime des moteurs welfaristes et républicains de l'Europe entière, à l'exception, peut être, d'une Irlande par ci par là, qui aurait été plus ou moins bénéficiaire nette de ces divers mouvements.

Autrement dit, la démocratie politique a été potentiellement affaiblie dans toute l'Europe, par amaigrissement des ressources prélevables dont elle se soutenait. Son affaiblissement ne s'est pas manifesté partout avec la même acuité. Les États les plus chanceux comme la Grande-Bretagne et la Norvège ont bénéficié d'une bonanza pétrolière. ⁴ La première a en outre donné l'exemple "blairiste" d'un rapide

¹ Y compris bien évidemment les fonds qui transitent par l'Union Européenne, pour la part qui leur en revient de différentes façons.

² Ici pris comme prototypes des multiples circuits qui irriguent des professions commerciales, artisanales, libérales et autres.

³ Pour simplifier, je n'évoque pas les distorsions résultant des différences fiscales (et autres) et de la concurrence fiscale qui en résulte dans l'Europe "unie".

⁴ La Norvège a refusé d'adhérer à l'Union Européenne (en 1972 et 1994) pour ne pas "gaspiller" cette ressource. Elle a géré celle-ci avec prévoyance, en constituant une solide réserve

alignement "à l'américaine" sur une politique d'immigration et de bas salaires, à demi modérée par la survie partielle du welfare. D'autres pays comme la Suède et les Pays-Bas ont privilégié une méthode transactionnelle, la stimulation du temps partiel plus ou moins volontaire. L'Allemagne a tardé à s'aligner sur l'exemple anglais, de par la vigueur des réactions syndicales, mais s'y est finalement résolue. Toutefois son avance technico-industrielle lui a permis de prolonger ses prouesses à l'exportation, donc d'atténuer ce reflux. Un petit pays comme la Finlande, qui avait développé avant 1990 une fonction d'écluse commerciale "souple" vers l'URSS (en contrepartie d'un respect formel pour la politique extérieure de celle-ci) a remplacé cette "finlandisation" par un extraordinaire élan industriel, à base étroite, certes (Nokia) mais en exploitant habilement l'essor de cette FMN d'origine locale. Et ainsi de suite.

La France est sans doute l'exemple le plus déplorable des deux dernières décennies. Elle a tenté une maladroite nationalisation des banques en 1981, mais n'a pas su s'en servir et a, de la sorte, piteusement donné naissance à quelques fleurons du capitalisme financier mondial, grands exportateurs de matière imposable. Elle a poursuivi sa politique militaire (africaine et onusienne) de "grande puissance", moins inféodée aux États-Unis que celle de sa semi-rivale britannique, sans retrouver la lucidité de l'époque gaulliste pour sortir totalement de l'OTAN. Enfin, elle a continué de nourrir son welfare de rallonges diverses, tout en souffrant d'un chômage croissant, aussi mal géré que ses finances publiques, pour ne pas déplaire à ses chers paysans et à plusieurs corporations du secteur public. Quelques heureuses entreprises, plus ou moins européanisées, dans les industries nucléaire, aéronautique et spatiale, ne lui ont pas apporté un renfort suffisant, si bien qu'au total, en allégeant l'impôt de ses riches contribuables, elle s'est endettée bien au-delà des normes imposées par la Banque Centrale Européenne qu'elle avait aidé à promouvoir. Vu de 2007, ce pays est devenu l'homme malade d'une Europe qu'il avait trop révéree naguère et qu'il décrie par trop présentement. Sa maladie, dont on trouve aussi certains symptômes en d'autres pays européens, se manifeste par la relative décadence de maintes structures locales : anémie d'entreprises moyennes contaminant tout un "bassin d'emploi", voire une région entière ; anémie aussi de communes et de départements ruraux à faible population où la survie onéreuse de médiocres "services publics" est la source de rares emplois ; et surtout accumulation désordonnée de réformes pédagogiques et organisationnelles d'un système scolaire sur-centralisé, produisant trop d'ignorants inaptes à l'emploi. Ce dernier facteur, joint aux effets intrinsèquement bénéfiques d'une émancipation féminine qui a pris un premier élan aboutit à une multiplication des adolescents prolongés à charge de leur famille ou versés dans l'importante catégorie des SDF ¹ à quoi s'ajoutent des divorces plus

financière. La Grande-Bretagne a finalement compensé les rudesses du thatchérisme par un tardif regain de welfare qu'elle aura peine à prolonger quant son après-pétrole commencera.

¹ Sans Domicile Fixe, nouveau nom des chômeurs et des bas salaires, généralement attirés par les villes "où il se passe quelque chose".

fréquents conduisant à l'éviction de maris détrônés de leur primauté "naturelle" et qui souvent gonflent la cohorte des SDF.

D'où une poussière de déchets "hors classes", parfois saupoudrée dans certaines banlieues où des bandes la coagulent autour de petits trafics. Cette lisière ne ressemble pas vraiment aux déclassés des spasmes initiaux de l'industrialisation (vagabonds, "chauffeurs", *Lumpenprolétariat*, etc.). Elle est l'une des marques d'une "mondialisation" subie comme un choc "imprévu" par le vieux monde industriel et impérial et par son voisinage. Ceux des migrants qui affluent vers une telle Europe n'y trouvent pas, comme aux États-Unis, des communautés déjà établies qui parfois les accueillent et des populations bien assises, mais souvent sans compassion, car ils pénètrent (difficilement) dans un espace social que plusieurs décennies d'enrichissement et du welfare ont souvent attendries. D'où une frange de nouveaux conflits sociaux où la défense des immigrés se mêle à des poussées contre ces "voleurs d'emplois", le tout dans un climat parfois raciste ou surdéterminé par des souvenirs de guerres coloniales. L'internationalisme "prolétarien" que l'Internationale communiste tentait parfois de promouvoir, en prolongeant à sa façon des formes de solidarité que les partis et syndicats influencés par la II^e Internationale ¹ avaient initiées dès la fin du 19^e siècle s'est pratiquement évaporé dans les tourments des années 1930 et surtout 1940, nonobstant quelques solidarités antinazies. Mais un nouvel internationalisme, de consistance parlementaire, s'esquisse autour du Parlement européen, sans avoir aucun écho dans les zones urbaines tourmentées, alors que les agitations "révolutionnaires" les plus radicales enregistrées avant comme après le Mai 1968 français ont apporté des soutiens occasionnels aux poussées internationalistes des Brigades rouges et de la *Rote Armée Fraktion*, comme à celle de diverses révoltes irrédentistes ou indépendantistes d'échelle régionale (Irlande, Pays basque, Corse, etc.). Il se pourrait que plusieurs de ces tendances prennent une forme plus durable si les élections au Parlement européen se pérennisent selon des normes uniformisées pour toute l'Union Européenne (U.E.), ce qui aurait chance d'affadir la connotation nationaliste des élus au bénéfice d'affiliations partisans transfrontières.

Cette éventualité est néanmoins d'échelle séculaire plus que décennale : un vrai Parlement votant la loi suprême de l'U.E. et décidant de son budget, en recettes comme en dépenses ne deviendra pas de sitôt le principal pouvoir européen, alors que, de sa pâle apparition à aujourd'hui, il n'a péniblement grimpé que les toutes premières marches du long escalier qui conduira jusqu'à ce rôle éminent depuis son apparition purement décorative dans le bas côté d'institutions européennes, bien tenues en laisse par la coopérative de gouvernements nationaux qu'est l'U.E. L'interrogation sur ce point rejoint une question tout à fait décisive pour la bonne évolution du système mondial, en son entier, au long du 21^e siècle. À savoir : le

¹ Celle des socialistes ou sociaux-démocrates, dont l'existence spasmodique et fluette s'est surtout signalée, en France par la dénomination de la *Section Française de l'Internationale Ouvrière* (SFIO).

traitement des tensions et crises majeures qui déchirent ou menacent les divers quartiers du monde actuel, mais de façon très différente d'un quartier à l'autre, se dessinera et se réalisera d'autant mieux et plus vite, que, d'un quartier à l'autre, un réel pouvoir politique s'établira et s'affermira à l'échelle de tout le quartier (ou sous l'égide de sa principale puissance). L'idée qu'une telle évolution pourrait être générale, simultanée, cohérente et rapide est une pure utopie, mais l'idée qu'une telle perspective puisse servir d'horizon au "développement durable" des économies et au traitement pacifique des tensions politico-culturelles entre les divers quartiers du monde – et entre leurs puissances prédominantes ou principales – est la seule piste satisfaisante pour l'avenir d'un monde chargé de huit ou neuf "milliards d'hommes" ou plus.¹

Concrètement, cette perspective signifie pour l'Europe "malheureuse"² d'aujourd'hui non pas qu'il faille se replier frileusement sous un protectionnisme étatique à l'échelle nationale, car cette perspective ne déboucherait que sur un regain de difficultés, conduisant peut-être à une réactivation des nationalismes belliqueux de naguère. Elle incite plutôt à donner vigueur à l'U.E., en essayant d'avancer au mieux sur chacun des "fronts suivants"³ : rénover les capacités créatives du pouvoir européen (réduire le champ de l'unanimité, centrer la Commission, élargir le rôle du Parlement, résorber progressivement la Politique Agricole Commune ; finaliser correctement ses priorités (grands travaux, ressources ou fiscalité proprement communautaires, investissements en vue d'industries nouvelles sur pistes connues ou recherches nouvelles) ; faciliter l'harmonisation des normes nationales en matière fiscale, judiciaire et de droit du travail, avec priorité à l'élargissement de la matière imposable⁴ et au resserrement des méthodes et critères du welfare. Dans l'ordre international, les fins à viser non pas au gré des opportunités, mais en essayant de créer celles-ci, devraient être de réduire les prises dont les États-Unis peuvent jouer pour orienter les décisions européennes ; de renoncer aux coopérations militaires inutilement dispendieuses (guerres américaines "à l'irakienne", guerres africaines de type néo- (ou post-)colonial, lourdes dépenses d'assistance passant après les dégâts provoqués ou soutenus par les États-Unis (Afghanistan, Irak, Palestine et Liban, etc.). L'horizon, à ce titre, devrait être : faire en sorte que les États européens ne s'engagent dans des opérations et conséquences d'opérations que si leur Union a décidé, dès leur origine, d'y participer, dans quels buts (par quels moyens et sous quels contrôles).

¹ On trouvera en annexe une petite *Note pour les marxophones qui ignoreraient Marx ou l'histoire ou les deux* qui douteraient de "l'orthodoxie" de mes réflexions.

² Son malheur est dérisoire pour qui en juge d'Afrique ou même d'Asie. Mais les peuples n'évaluent leur présent qu'à l'échelle de leur passé et des espérances que ce passé leur a fait concevoir. Ainsi l'Europe "occidentale" est "malheureuse" du déraillement de l'Europe "heureuse" qui s'est accusé depuis 1975 et l'Europe "orientale" est "malheureuse" de n'avoir pas trouvé sans délai la joie de vivre qui était censée l'attendre de l'autre côté du mur de Berlin.

³ L'étude sur *L'Europe ou les Europes* reprise sur le présent site permet d'explicitier ce que les indications suivantes auraient de trop allusif.

⁴ Cette matière n'a pas que les débouchés examinés ci-avant. Elle est aussi la principale source d'investissement productif sur financement étatique ou assisté par l'État.

Une réforme radicale de l'OTAN ou, mieux, sa suppression pure et simple devrait clore cet horizon.

Mais la plus importante des orientations communes à faire mûrir dès que possible entre États européens dans l'enceinte de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et via certains de ses abords directs ou lointains (FMI, CNUCED, etc.) devrait être de scander en petites étapes pluriannuelles (de 5 à 7 ans ?) bien définies et dûment contrôlées, les normes de la libéralisation progressive des échanges internationaux, comme les limites bien sanctionnables des investissements vers les pays émergents et des "délocalisations" autorisables depuis le "vieux monde". Faute d'accord général, ces objectifs devraient être visés par des accords interrégionaux, du genre Europe-Chine, Europe-Inde, Europe-ASEAN, etc. Les bénéfices annexes à rechercher en marge de ces accords (ni protectionnistes, ni libre-échangistes), devraient être d'offrir à chaque région un espace et un laps de temps politiquement gérable pour calmer ses plaies éventuelles (tel le chômage européen d'aujourd'hui), préparer ses offensives et contre-offensives ultérieures en termes de modernisation et de recherche et adapter à sa convenance les transitions vers plus de démocratie et plus de welfare ¹. Plus profondément, de tels accords – enrichis et précisés selon les leçons de l'expérience – aideraient aussi à créer un climat international propice au désamorçage ou au cantonnement d'autres conflits et tensions : crises internationales, poussées belliqueuses, croisades et djihads menaçants. Ou encore, un cran plus bas, drames liés aux évolutions migratoires, météorologiques ou autres.

Évidemment, cet apprentissage empirique d'une coopération internationale libérée des automatismes aveugles du libre-échange (commercial, financier et même culturel) ² et des raideurs vite arbitraires et souvent anti-démocratiques du protectionnisme économique, pourrait, en réussissant pas à pas, s'accompagner d'un apprentissage des différences culturelles et d'une invention d'écluses et d'initiations non-superficielles, pour écarter maints malentendus et favoriser, de génération en génération, non un lissage des esprits, des langues et des cultures, mais une reconnaissance des autres en ce qu'ils ont de plus riche. Le terreau belligène des identités trop affirmées et des altérités trop accusées s'en trouverait sérieusement réduit, mais au rythme convenable : celui des siècles.

¹ De même que la réduction des différentiels fiscaux (destinés à favoriser la compétitivité de tel pays), l'émondage des prestations welfaristes (ayant même finalité) devrait être encadré par un accord intra-européen.

² À l'usage, les bonnes façons et les bons usages internationaux en matière de "libre circulation des idées", d'ingérence "humanitaire" ou autre, de prédication et de propagande internationales, de respect des traditions et cultures les plus diverses et toutes autres manifestations internationales ou, de toute évidence, les rudesses économiques des échanges économiques et les simplismes des progrès démocratiques, ne peuvent résoudre, sans adjuvants spécifiques, les infinies variantes et nuances liées aux diversités culturelles (= idéologiques) de peuples non accoutumés à la fréquentation quasi quotidienne de peuples étrangers à leur histoire propre et à ses tracés culturels.

Il va de soi que les réflexions précédentes souffrent d'un européocentrisme excessif. Donc, d'autres visées conduisant à d'autres priorités, d'ailleurs diverses d'un quartier du monde à l'autre, devraient se manifester. Mais la méthodologie internationale qui vient d'être suggérée peut s'adapter à des rythmes différenciés et à des exigences diversifiées.¹ Partout où une capacité décisionnelle d'échelle étatique, supra-étatique ou de forme coopérative entre États peut mûrir, même lentement, l'adéquation entre la masse des problèmes perceptibles dans un quartier du système mondial et la gamme des solutions mérite d'être recherchée par priorité et a des chances d'aboutir à des progrès durablement prolongeables. Le risque de désordres majeurs peut être raisonnablement minoré et les drames et rugosités de la vie sociale qui produisent localement et temporairement une poussière d'humains en voie de désocialisation peuvent être raisonnablement soignées. Une sorte de paix intérieure peut s'harmoniser plus ou moins avec une paix internationale d'honnête qualité. Une telle expérience a été vécue dans des mondes plus courts et moins denses que notre système mondial actuel, par exemple dans une Chine aux occasionnels siècles de sa splendeur ou dans une Europe devenue industrielle et impériale durant les décennies pacifiques de ses âges d'or ou de ses belles époques, c'est-à-dire entre ses guerres virtuellement suicidaires. La leçon à tirer de ces expériences historiques est qu'il faut beaucoup travailler pour tenter de contenir les peuples voisins, avec une contrainte à dosage aussi modéré que possible et de conduire les paquets de peuples voisins de chaque quartier du monde actuel à une semblable coexistence avec des voisins plus lointains et moins familiers, ce qui devrait être un objectif central du plus possible d'États au 21^e siècle.²

Mais il n'est pas douteux qu'une telle évolution progressive et point trop chaotique ne sera pas d'atteinte facile. Étudiant par ailleurs les risques de guerres mondiales majeures qui pourraient advenir en ce même siècle j'ai notamment mis l'accent sur deux foyers fort inquiétants. Le plus dangereux d'entre eux est composé des États-Unis et de leurs alliés inconditionnels, car cette puissance éminente et émérite devra perdre sa suprématie en ce siècle : j'y reviendrai derechef.³ Le plus poignant est celui d'un peuple juif plus ancien et beaucoup moins nombreux que l'américain, qu'une histoire riche de drames parfois épouvantables a transvasé pour partie dans un État logé dans le quartier le plus volcanique du monde présent, si bien qu'il m'a fallu poser la question : *Comment mettre un terme à la politique suicidaire d'Israël ?* Je l'évoque ici, parce qu'il est le prototype d'un effort auquel un monde en voie d'auto-pacification devra se

¹ Acceptables par tels autres quartiers.

² Un "véritable révolutionnaire" de filiation léniniste ou autre pourra dénoncer ce raisonnement. Les révolutions plus ou moins inspirées par les préceptes de cette école ne me paraissent pas avoir été validées par "des lendemains qui chantent".

³ Ce cas a déjà été évoqué dans *Les grandes guerres du 21^e siècle*, texte reproduit sur le présent site. Voir aussi *L'aterrissage en douceur des États-Unis* à venir prochainement.

résoudre : l'ingérence contraignante visant à prévenir une catastrophe d'échelle mondiale.¹

Car notre monde à neuf "milliards d'hommes" ou plus ne saura pas de sitôt s'autogérer avec des contraintes aussi adoucies que possible. Le "dépérissement de l'État" évoqué par Marx commence à prendre une signification pratique pour ceux des États associés dans l'Union Européenne où la société civile* est puissamment développée et où la domination politique a commencé de se diluer entre beaucoup de collectivités régionales et locales. Mais il ne suffit pas qu'un pouvoir coopératif prenne forme à l'échelle de l'Union, tant que les États indépendants, fondateurs devenus coopérateurs de l'Union, gardent beaucoup d'attributs de leur souveraineté et répugnent à se convertir en une sorte de collectivité régionale de premier rang pour exercer les quelques attributions à garder quelque temps encore. On le voit par cet exemple, l'État peut commencer à dépérir s'il se dilue dans un ensemble plus vaste, doté de pouvoirs restreints, principalement tournés vers le reste du monde, et si, au sein de cette Union nouvelle, le pouvoir se redistribue, à bonne échelle, pour tout ce que la société civile tarderait à conquérir, ce qui durera sans doute longtemps, non sans rechutes populistes, souverainistes ou "plus méchantes" encore.

* * *

¹ Ce texte est disponible sur le présent site.

Annexe

Note pour qui ignorerait Marx ou l'histoire, ou les deux

[Retour à la table des matières](#)

Marx avait trente ans quand éclata la révolution de 1848. Il mourut à Londres en 1883, douze ans après la Commune de Paris, révolution qu'il déconseilla, mais soutint. Après l'échec de celle-ci, il confia à Sorge¹ qui s'exilait aux États-Unis, le secrétariat de l'Association Internationale des Travailleurs qu'il avait aidé à fonder. Durant un siècle imprégné par la Révolution française de 1789 (et ses suites), Marx vécut en Europe occidentale dans les pays les plus marqués par la révolution industrielle. Après l'Université de Berlin, ses études se prolongèrent longuement au *British Museum* londonien.

De deux ans son cadet, Engels dirigea une usine textile, filiale créée en Angleterre par l'entreprise familiale allemande. À l'échelle des années 1850 et 1860, c'était une grande entreprise dont la succursale anglaise employa jusqu'à deux cents salariés. Engels voyagea plus que Marx, y compris aux États-Unis. Il mourut en 1895, après avoir été, avec Marx, le conseiller des groupes qui allaient former le Parti Social-démocrate allemand. Il fut ainsi le témoin attentif des progrès électoraux de ce parti, dans l'empire allemand unifié depuis 1871.

* * *

La culture philosophique de Marx est puissante et radicale. Son matérialisme historique m'a aidé à comprendre le rôle qu'il assigne aux rapports de production et d'échange. Fort intéressé par sa dialectique, mais non-connaisseur de Hegel et hostile à l'égard du *diamat* d'époque stalinienne, je n'ai pas de religion arrêtée à son propos.

La culture historique de Marx est datée : il meurt à l'époque du *Methodenstreit*, avant l'entrée en scène de Sombart et Weber. Plus vaste, sa culture économique

¹ Pour l'anecdote : le petit-fils de Sorge, journaliste allemand en poste au Japon, fut l'un des agents communistes qui firent connaître à Moscou l'imminence de l'offensive allemande contre l'URSS.

s'arrête néanmoins avant que Walras ait commencé, à Lausanne en 1879, les recherches que Pareto prolongera, lesquelles aboutiront à la théorie de l'équilibre économique général – pierre d'angle des écoles néo-classiques – avant de conduire, avec Leontieff et Kusnetz, aux tableaux d'échanges interindustriels, pilier des comptabilités économiques nationales. Les écrits, supposés fondateurs de la sociologie (Weber, Durkheim, etc.) ont presque tous été publiés après sa mort.

Les intérêts propres d'Engels sont axés différemment. Il s'intéresse aux sciences de la nature, ignorées par Marx. Il pratique autant ou plus que lui les écrits politiques et autres qu'inspire l'actualité. Il consacre une grande partie des douze années de sa survie à la mise au point des manuscrits, hérités de Marx, qui deviendront les tomes II et III du *Capital* et *Les théories sur la plus-value*, volume parfois présenté comme tome IV. Kautsky (1854-1938) poursuivra ce travail. Beaucoup de textes de Marx ne seront publiés qu'après 1920, voire plus tard, qu'ils soient – pour l'essentiel – assignés au "jeune Marx" ou assemblés sous le nom de Grundrisse.

* * *

Pour qui lit Marx et Engels sans lunettes staliniennes, ni même léninistes, il est permis de penser que leur conception de la lutte des classes comme "moteur de l'histoire" peut s'enrichir de tous les développements sociaux qui affectent la formation et la répartition du revenu, qui modifient l'appareillage étatique et les formes et méthodes de la domination politique, qui étoffent la société civile d'agencements nouveaux, qui entremêlent l'État et la société civile en configurations multiples dans certaines desquelles les classes tant "inférieures" que "supérieures", acquièrent de nouvelles capacités et se déploient selon de nouveaux axes de lutte. Pour analyser tout cela, le renfort de Gramsci (1891-1937) est particulièrement précieux, car il a été un acteur ou un témoin averti du fascisme, du stalinisme et du nazisme naissant, ce qui l'a conduit à consacrer tous ses soins à l'instance idéologique.

* * *

L'idée romantique révolutionnaire qui représente les luttes de classes comme un film sautant indéfiniment des barricades à la Delacroix ou des révoltes à la Guevara vers des camps à la Pinochet, si ce n'est à la Hitler ou à la Staline, me paraît relever des conceptions du monde façon Disneyland. Les tableaux de ces mêmes luttes qui les perdent de vue lorsqu'aucune "manifestation" ni aucune grève ne se profile à l'horizon me paraissent d'une ignorance plus blâmable encore, car elles empêchent de comprendre les formes latentes, déviées ou déguisées des conflits qui mettent la société "sous tension", comme on dit d'une société où l'électrification est partout répandue. Les conceptions qui nient l'existence des classes sociales et la permanence multiforme de leurs luttes me paraissent déraisonnables, car elles empêchent de comprendre pourquoi et comment les luttes

de classes s'anémient parfois ou sont scandées de pauses, rarement durables et jamais profondes.

* * *

J'invite le lecteur qui voudrait se libérer de son éventuelle inculture à se servir des écrits de Marx comme d'excellents outils, mais datés, c'est-à-dire à toujours interpréter en tenant compte du réel de référence qui leur est implicite.

* * *

PREMIÈRE PARTIE – LE "MILLIARD D'HOMMES"

Chapitre 3

(janvier 2007)

Calmer les idéologies nationales ***("Bon siècle, bonne santé et peu d'enfants !")***

[Retour à la table des matières](#)

Dans mon quartier européen, on se salue, au début de janvier, par un "*Bonne année, bonne santé !*" qui ne convient plus au monde actuel. Il y a cent ans, mes grands-parents vivaient dans une petite ville. L'année était à l'échelle de leurs espoirs et de leurs craintes. Aujourd'hui, pour apaiser les craintes de mes concitoyens et nourrir les espoirs de mes contemporains des diverses générations, il faut sacrément allonger la visée, tant leur monde s'est mis à tanguer. Pensez donc ! Le 20^e siècle a vu l'Europe se suicider à coups de guerres mondiales, tandis que son Afrique s'enfonçait dans la misère et que l'Amérique se gonflait d'une orgueilleuse prééminence. D'ailleurs, je dis l'Amérique, mais je pense à "la vraie", celle du Nord, car en dessous de celle-ci, ce n'est certes pas l'Afrique malgré les millions d'esclaves importés jadis, mais c'est assurément le paradis des inégalités. En Asie, par contre, la misère a commencé de se diluer. Le 20^e siècle a été celui d'une dramatique renaissance de la Chine, d'une plus calme et plus lente envolée de l'Inde, mouvement auquel n'échappent ces temps-ci que le Proche et Moyen-Orient surpeuplé de croyants antagonistes et de pétroliers exportateurs de rentes, tandis que, plus au nord, le grand morceau sibérien de l'ex-URSS se cherche, tout comme le versant européen de cet agglomérat d'espérances, d'exploits et d'échecs. En somme, le 20^e siècle aura été un tourbillon d'empires : les colonies européennes toutes "perdues", la novation révolutionnaire de l'empire russe finalement engluée, l'empire turc en lambeaux, "l'empire des Indes", fleuron de l'Angleterre victorienne, point trop fragmenté et où mûrit un État à l'échelle du nouveau siècle

et l'empire chinois qui n'a finalement cédé aucune des terres jadis conquises. Planant là-dessus, à grand renfort de satellites, de missiles et d'avions, l'empire américain ne se veut pas territorial, mais cherche, de façon chaotique, à semer partout des graines de liberté et de démocratie "génétiquement modifiées" par ses soins. Donc, un monde qui bouge et qui bougera, non d'année en année, mais par bonds plus ou moins décennaux. Pour plus de détail, voir *l'Inventaire du 21^e siècle* sur le présent site, car ici, c'est *l'Invention* de ce même siècle qui est à l'ordre du jour.

D'ailleurs quand pourrait-on "mondialiser" le "*bonne année, bonne santé*" d'usage local ? Non sans quelques retards anglais, auxquels la Chine, l'Inde ¹ ou d'autres ajouteront du leur, quand leur poids mondial se sera affirmé, le système métrique et rationnel promulgué par l'Assemblée Législative française de 1790 a conquis une audience universelle, grâce aux commodités – plus industrielles et scientifiques que financières – qu'il a fournies, au prix de multiples extensions calibrées ou bricolées de temps à autre. Le temps des pendules, partout promu par la marine au long cours des Hollandais et des Anglais a dû recevoir le renfort de transports aériens surmultipliés pour gagner une audience si universelle que les fabricants de logiciels pour ordinateurs ont pu gonfler leur chiffre d'affaires en faisant craindre un "bug de l'an 2000" ² qu'ils déclaraient catastrophique pour les utilisateurs de "vieux" ordinateurs. Mais comment faire pénétrer dans la vie quotidienne de centaines de peuples qui utilisent depuis des millénaires des calendriers distincts, réglés sur la course du soleil, sur les mouvements moins réguliers de la lune ou sur d'autres repères encore ? Marier le *Têt* chinois ou vietnamien, le *Rosh Hashana* hébraïque, l'*Awal muharram* des temps mesurés depuis l'Hégire, le Nouvel An (laborieusement) réglé par la Papauté chrétienne et toutes les autres descriptions calendaires du temps qui passe, alors que, d'un pays à l'autre, les fêtes légales ou religieuses se marient différemment avec les fêtes coutumières qui ont survécu ? et qu'en tous ces pays aucune bulle papale ne peut imposer une mesure commune ? La souveraineté langagière de Babel a beau être diversement grignotée, on est en droit de douter que le 21^e siècle soit celui du calendrier effectivement unifié. J'en reste, donc, à mon "*Bon siècle ! bonne santé !*" auquel je crois universellement utile d'ajouter un "*et peu d'enfants*" car ce siècle sera celui du tournant démographique, c'est-à-dire du remplacement de la vieille sagesse du "*croissez et multipliez*" par l'inéluctable sagesse du "*ne peuplez pas vos sociétés plus que la planète ne le permet et adaptez vos sociétés à cette limite commune*". ³

¹ L'Inde, par exemple, préfère utiliser couramment le *lakh* (qui vaut 10 000) et le *crore* (qui compte pour dix millions).

² Dû aux calendriers automatiques incorporés dans les ordinateurs qui n'auraient pas été aptes à sauter de 1999 à 2000.

³ Les conditions du mariage forcé de l'économie et de l'écologie seront examinées dans un autre chapitre.

Le mythe de Babel évoque le brouhaha des langages qui s'enrichit sans cesse par l'afflux de sons et de signes que des medias foisonnants ne cessent de déverser. Il nous fait entrer, par une voie bruyante et éblouissante, dans un domaine des plus secrets : le discours social commun ¹, lequel est, en somme, le trésor des mots, des gestes, des usages, des coutumes et de toutes les autres pratiques communément répandues dans les groupes et chez les individus qui composent une société. Ce discours social commun se laisse entrevoir par l'une ou l'autre de ses milles facettes. Il est l'art de vivre dans cette société, l'ensemble de son vocabulaire usuel, le répertoire des bonnes (ou mauvaises) manières qui s'y pratiquent, le stock des savoirs communs, le recueil des légendes partout répandues en son sein. Et ainsi de suite à l'infini : dans l'ordre du langage, des gestuelles, des traditions et de mille autres approches, il est l'encyclopédie de tout ce à quoi les Français se reconnaissent, leur discours social commun, lequel "discours" est, par nature, agi autant que parlé. J'ai dit : "les Français", mais il va de soi qu'en toute autre société, un autre discours social, riche et complexe, est le tuf culturel commun d'un autre peuple, pour qui les Français sont des étrangers. Bien évidemment, aucune muraille de Chine ne sépare les cultures communes de peuples que l'histoire a rendus voisins ou a entremêlés de quelque autre façon, mais les différences se multiplient et deviennent de ce fait plus sensible, quand l'autre peuple n'est plus le voisin ou le cousin, mais devient le lointain, si lointain qu'il semble tout-à-fait étrange. Pour redire ceci en termes convenant aux débuts du 21^e siècle vus d'Europe occidentale, le fait que plusieurs États européens aient conquis de vastes empires coloniaux, du 18^e au 20^e siècles, puis soient devenus à l'heure des décolonisations le réceptacle de courants d'immigration, a évidemment élargi le cercle des voisinages donnant aux peuples européens quelque expérience et beaucoup d'illusions sur ces autres peuples qui furent colonisés, ledit acquis ayant ensuite été transformé par les nouveaux contacts avec des éléments immigrés, issus de peuples colonisés. À l'échelle mondiale et en première approximation, ces brèves notations se laissent généraliser ainsi : beaucoup de peuples ont débordé du voisinage vers des formes variées de coexistence, souvent marginale, avec d'autres peuples jadis très lointains. Sur cette lancée, se pose un problème multiforme et très difficile que le 21^e siècle devra traiter partout : celui de la coexistence de nationaux et d'immigrés sur le territoire d'un même État (ou d'une union d'États), coexistence qui est toujours une dynamique, une dialectique de transformations réciproques, lesquelles peuvent être d'une diversité parfois dramatique, souvent conflictuelle, mais aussi finalement intégrative dans les meilleurs cas, diversité que l'on retrouvera dans un autre chapitre. Ici, en effet, j'entends mettre l'accent sur un autre aspect de la coexistence de discours sociaux communs totalement ou partiellement contrastés.

Toujours, les États s'emploient à valoriser leur population vis-à-vis de celles des autres États. Ils concourent ainsi à l'entretien d'une "identité nationale" qu'ils

¹ Pour qui voudrait comprendre ce qu'est, en chaque société, ce discours social si commun qu'il est invisible par ceux qui y sont plongés leur vie durant, je recommande l'étude attentive de *La Société* – tome 6 – *Les structures idéologiques*, texte disponible sur le présent site.

valorisent comme patrie et qu'ils exaltent à grand renfort de gloires passées, de légendes héroïques, d'intérêts vitaux pour toute la nation. En négligeant les nuances auxquelles les diverses sciences sociales attachent grand prix, ces États font de leur population une communauté idéalement homogène qu'ils appellent nation, si bien que leur assemblée mondiale devient, évidemment, celle des Nations Unies. Très généralement, l'exaltation des "identités nationales" est l'aliment le plus commun des patriotismes antagonistes, des altérités ensauvagées jusqu'à convertir l'autre en "ennemi héréditaire". Même dans les régions du monde actuel où les guerres sont raréfiées et où les peuples voisins se connaissent de mieux en mieux, les racines nationalistes les plus dangereuses se réactivent aisément. Ainsi, l'Europe qui s'est délivrée des guerres depuis 1945 a redécouvert, avec surprise, à l'occasion des guerres balkaniques d'après 1990, que les haines nationalistes pouvaient être facilement ravivées quand les États concernés se disloquaient ou reprenaient leurs disputes territoriales. Des peuples aux cultures fortement apparentées, notamment sous l'empire austro-hongrois, puis dans la Yougoslavie ¹ ont ainsi été mêlés, en configurations diverses, aux affrontements d'ethnies albanaises, macédoniennes et autres dont la maturation, au cours des siècles précédents avait été plus fruste, au sein d'un empire turc en déclin. De façon souvent plus grave qu'en Europe, le monde actuel est un conservatoire d'identités nationales (ou infranationales, notamment ethniques ou tribales) que les États bien établis et leurs compétiteurs potentiels ² peuvent raviver. La raréfaction des guerres ne peut résulter que de pressions internationales dûment combinées pour inhiber les tentations guerrières des États bien assis et les velléités belligères d'aspirants à de nouveaux États. ³

Dans ce climat, activement ou potentiellement menaçant, quelques lignes d'action politique propres à calmer les idéologies nationales sont hautement recommandables. ⁴ Elles concernent, en premier lieu les liturgies étatiques et les usages banals qui les prolongent. Les fêtes commémoratives de "grandes victoires", les monuments et bâtiments publics baptisés du nom de ces "hauts faits", les rues et places célébrant de "grands hommes" que d'autres pays considèrent comme des boute-feux de sinistre mémoire, les défilés militaires, etc. peuvent-ils servir à autre chose qu'à "entretenir le flamme" de conflits éventuellement ravivables ? Ou ne faut-il pas considérer les quelques gestes symboliques comme le pèlerinage conjoint des chefs d'État allemand et français à l'ossuaire de Douaumont – cruel souvenir des étripages qui firent plusieurs centaines de milliers de morts autour de Verdun durant la "première guerre mondiale" – comme la promesse d'un nettoyage méthodique des idéologies

¹ Par exemple ceux qui parlent le "serbo-croate", pratiquent des religions souvent proches et portent des espoirs économiques nourris par de semblables migrations vers des emplois étrangers plus rémunérateurs, en Allemagne notamment.

² Partis sécessionnistes et autres forces tentant d'autonomiser un nouvel État.

³ Deux textes publiés ici ont examiné les deux cas principaux du monde actuel : *Comment éviter le suicide d'Israël ?* et *Les grandes guerres du 21^e siècle*.

⁴ Recommandables à qui ? est une question que l'on abordera dans un autre chapitre, consacré aux appareils politiques et autres forces sociales organisées.

nationales, de version allemande ou française ? Promesse que confirme la très laborieuse rédaction d'un manuel d'histoire commun à ces deux pays pour les classes terminales de leurs lycées respectifs ? Promesses dont il faut souhaiter – ou mieux : imposer – la propagation mondiale, au prix d'efforts sans cesse renouvelés pour dévaloriser les exploits jugés, hier, "patriotiques" et pour pacifier les vétérans qui entretiennent le culte des guerres auxquelles ils ont survécu ? Ne faut-il pas espérer qu'entre "anciens ennemis" aujourd'hui liés par des liens vivants qui débordent du commerce des seules marchandises, on puisse agir utilement, ne serait-ce qu'en débaptisant les noms de rue par trop agressifs, en remplaçant les stèles "aux morts pour la patrie" par des monuments prometteurs d'avenirs plus heureux – et ainsi de suite à l'infini. Qu'on puisse en somme arracher d'empoisonnantes mauvaises herbes qui persistent dans le si cher jardin des idéologies nationales ? Une autre occasion de ce faire pourrait être offerte, en tout pays, par les anniversaires à contre-célébrer. Si j'étais américain et néanmoins conscient de l'erreur historique commise par la bande-à-Bush déclenchant, en 2003, l'invasion de l'Irak ¹, j'essaierai d'entraîner mes concitoyens à fêter, peut être de dix en dix ans, l'anniversaire de cette ânerie stratégique, en consacrant cette fête à la prévention des regains de cet errement majeur. ² Mais, comme je suis français, c'est-à-dire citoyen d'un pays jamais avare de cocoricos, je commencerai par balayer devant ma porte, par exemple en réfléchissant à ce que pourrait être, en 2030, pour le bicentenaire de l'invasion de l'Algérie, le grand traité de coopération algéro-français dont les dirigeants parisiens rêvent depuis 1962, mais qu'ils oublient trop souvent de préparer. Non par des repentances dérivées de la croyance catholique en une absolution qui se mérite par une confession sincère, mais bien par des travaux pratiques pour traiter de bonne façon toutes les catégories d'Algériens vivant en France, pour cautériser toutes les plaies infligées à la jeunesse française du temps des "événements d'Algérie", pour éliminer les rancœurs héritées de cette époque. Et surtout pour faire vivre d'année en année une coopération pratique avec l'Algérie elle-même, en répondant aux besoins qu'elle exprime et en offrant aux originaires d'Algérie, en France même, tous les atouts d'une citoyenneté dûment acquise ou d'un statut temporaire bien agencé, par exemple celui d'étudiant, sans négliger l'enseignement de l'arabe dans les lycées français et le recrutement d'une large partie des professeurs d'arabe parmi les citoyens algériens. L'exemple de 1830 pourrait aisément être étendu à bien des épisodes historiques de plus vaste portée, par leur portée durable et souvent mondiale. Je pense notamment aux centennaires des grandes révolutions du 20^e siècle, celle du Mexique (1910), comme celle de Chine (1912) et de Russie (1917) et à tous leurs rebonds. Mais j'étendrai volontiers ce choix de carrefours historiques mondiaux au massacre de Nankin (1931), à la *Kristallnacht* (1938), au massacre de Katyn (1940) et aux autres méfaits guerriers dont maints États (européens ou non) se sont rendus coupables après 1945. Certes, dresser la liste de ces tristes hauts faits ne sera pas facile et leur consacrer un large écho critique,

¹ Voir notamment *Civiliser les États-Unis* que j'ai affiché sur le présent site cette année-là.

² Dont j'ai décrit l'immense portée dans *Les grandes guerres du 21^e siècle*, toujours sur le présent site.

dûment médiatisé, ne se réalisera pas aisément. Mais un seul exemple suffira pour souligner ce que je vise : quand le Japon et la Chine pourront – en 2031, par exemple – débattre loyalement, publiquement et calmement, de la prise de Nankin, les rancœurs récurrentes de bien des pays d'Asie devant la difficulté japonaise d'autocritiquer ces méfaits s'évanouiront enfin, permettant du même coup aux opinions publiques d'envisager sereinement l'idée de coopérations plus intimes entre des pays qui pourraient jouer un rôle majeur dans l'inhibition des grandes guerres du 21^e siècle. ¹ Pour généraliser clairement ma proposition, je soulignerai ceci : ce pourrait être une grande invention du 21^e siècle que de multiplier les manifestations coopératives internationales visant à filtrer les idéologies nationales, pour en éliminer autant que possible les légendes et les oublis néfastes, plutôt que de les laisser fermenter longtemps encore ; ce serait une invention de plus vaste portée que la Croix Rouge du 19^e siècle ou la SDN et l'ONU du 20^e siècle, ou plus exactement un moyen de rénover et d'affiner ces dernières inventions.

Comme il n'est pas de petits moyens au service des grandes causes, l'Union Européenne pourrait fort bien entreprendre une cure de nettoyage idéologique originale, qui serait d'autant plus exemplaire pour le reste du monde, qu'elle durerait longtemps et susciterait d'immenses débats entre ses 27 États membres de 2007 ² Il s'agirait, en somme, d'inviter tous les échelons des pouvoirs d'État, de la commune à l'État lui-même, à concourir pour le plus rapide nettoyage de leur site propre, dans une gamme d'objectifs périodiquement élargie, visant tous à l'assainissement des idéologies nationales. Cet immense exercice de toponymie critique devrait sans doute être limité, en premier lieu, à une période historique définie et point trop proche, pour n'avoir pas à couper dans le vif. Le 19^e siècle serait un bon terrain d'entraînement, car il offrirait, déjà, l'occasion de beaux débats, pour solder la révolution française et les guerres napoléoniennes, avant d'aborder les révolutions ouvrières ou nationalitaires, les péripéties de l'unité italienne ou allemande, etc. Jugerait-on légitime de consacrer une grande gare au souvenir de Waterloo ou à celui d'Austerlitz, d'afficher toutes les gloires militaires de Napoléon sur un Arc de Triomphe, de garder mémoire de tant de rois, d'évêques ou de ministres à l'angle de tant de boulevards, bref de chanter, ici, comme une victoire ou un héros, ce que l'on tient là pour une défaite ou un malandrin ? Et ainsi de suite à l'infini. Nul doute que les cercles rivaux de toponymie se multiplieraient comme des clubs de football ou de cyclisme, mais leurs débats les plus animés aboutiraient, j'en jurerais, à des sortes de traités internationaux – ou à des arbitrages rendus par une Académie Paneuropéenne constituée afin d'épurer les nomenclatures des villes. Car, à tout prendre, n'est-ce pas dans cet esprit que le Conseil de l'Europe a finalement orienté ses délibérations, comme évaluateur du respect des droits de l'homme en tel ou tel pays ? Peu à peu de nouvelles périodes historiques viendraient aussi en examen, tandis que les protestations des victimes

¹ Voir l'essai déjà cité à la note 5 ci-avant.

² Leurs voisins balkaniques immédiats gagneraient en crédibilité européenne, en participant eux aussi à ces exercices.

du colonialisme européen ne manqueraient pas d'inciter à la critique des fieffés colonisateurs : Jules Ferry, père de l'École laïque ou colonisateur de l'Indochine ? Etc.

En s'élargissant, de tels débats politico-idéologiques ne tarderaient pas à mettre en discussion quelques "valeurs universelles" d'une universalité douteuse. Tel serait notamment le cas des Droits de l'Homme, dont la Déclaration adoptée à l'unanimité par l'ONU de 1948 ne peut pas lier les quelques 150 États qui sont entrés dans ce temple de la (future) sagesse politique bien après 1948. Un citoyen d'un pays européen peut considérer que cette Déclaration et les divers additifs que le Conseil de l'Europe a produits depuis lors forment un ensemble raisonnable, même s'il faut encore, de-ci, de-là, gourmander un État polonais ou balkanique pour qu'il finisse de mettre sa législation – et sa jurisprudence – en harmonie avec les principes ainsi sacralisés. Aux marges des lois et des mœurs, on verbalise encore dans tel pays – ou dans telle commune estivale – contre le nudisme ou les seins nus – mais ces écarts se règlent plus aisément que les conflits entre époux relevant de législations différentes, conflits qui deviennent presque inextinguibles lorsque deux civilisations bien différenciées sont concernées, les exemples classiques étant ceux de couples européo-africains (y compris leurs variantes maghrébines). De proche en proche, on découvre que des émeutes éclatent au Nigéria, à l'occasion de l'élection de Miss Monde 2002 et que les plages tunisiennes ou égyptiennes fréquentées par de nombreux touristes européens fonctionnent sous protection de polices vigilantes ayant à gérer des mœurs plus libres que celles du pays environnant, même si elles sont moins tolérantes qu'il ne devient d'usage au nord de la Méditerranée. Le glissement des "droits de l'homme" à l'évolution des mœurs opéré par les exemples précédents ne doit pas tromper : il mesure par un grand écart d'allure non-politique, la véritable question posée par l'universalité attribuée aux "droits de l'homme". L'écart eut été tout aussi grand si les exemples considérés avaient concerné le sort des femmes exposées aux périls de la polygamie, aux méfaits de l'excision, voire à la vente esclavagiste aux maisons de prostitution dont la Thaïlande ne détient pas l'exclusivité. Si l'on veut s'éloigner vraiment des mœurs pour entrer dans le champ manifestement politique, il n'est que de voir combien la peine de mort est difficile à abroger, jusqu'aux États-Unis, et combien la pratique judiciaire peut laisser à désirer en ce riche pays qui est pourtant l'un des plus légalistes de notre monde. Pour qui veut prendre au sérieux l'objectif d'une propagation raisonnable des "droits de l'homme – et de la femme", il importe de faire reconnaître l'ordre probable de leur progression : l'émancipation de la faim, de la surmortalité, du travail s'imposant quasiment à tous ; puis la propagation du contrôle des naissances, la scolarisation des filles, la réduction des travaux ruraux ; après quoi peut s'ouvrir l'espace d'une humanité se libérant, par ses cheminements à elle, des contraintes sociales, enkystées en traditions, qui ne font que redoubler les contraintes nées de la plus brutale nécessité. C'est à ce stade que les pays déjà libérés du plus massif de ces contraintes peuvent essayer avec prudence et philanthropie de mêler à leurs commerces et à leurs autres relations internationales de précautionneuses aides à la

propagation de droits objectivement applicables dans ceux des pays moins développés qu'ils ciblent. Ils y arriveront mieux s'ils offrent des médecins plutôt que d'imposer des missionnaires, s'ils domestiquent les appétits de leurs hommes d'affaires plutôt que de recourir à ces canonnières modernes que sont les "prêts sous conditions" dont la Banque mondiale et ses émules ne se sont pas encore départis. Et ainsi de suite.

Les États et leurs appareils propres ne sont pas les seuls laboureurs des idéologies nationales. De façon ouverte ou indirecte toutes les autres organisations sociales concourent à la conservation et aux transformations de celles-ci qu'il s'agisse des églises, des partis, des syndicats et de tous autres groupements ou associations quels qu'en soient la dénomination et le but.¹ Les partis politiques sont souvent des plus actifs à cet égard, surtout quand leur déploiement est autorisé ou toléré et quand la société considérée traverse une phase d'exaltation nationaliste – dont la coloration et la portée peuvent être des plus variables. Mais ici, je vais surtout insister sur l'exemple des religions car il se manifeste en toutes époques et en tout type de société ayant débordé du stade tribal. Cette omniprésence tient au fait que dans toutes ces sociétés, comme l'a montré Max Weber, une religion portée par une église particulière s'est dégagée de diverses formules primitives, à mesure que l'État s'y est affermi et a duré. Longtemps, la diversité religieuse ne s'est maintenue que dans les vastes empires de longue durée, avant de s'établir, d'autre manière, dans les sociétés modernisées par la filière Réforme – Lumières – Capitalisme – Bureaucratie gouvernementale. D'immenses bibliothèques détaillent les multiples cheminements parcourus jusqu'aux sociétés d'aujourd'hui et il n'est évidemment pas question que je m'y arrête, sauf à souligner un point essentiel. En tout pays, une religion (parfois flanquée de rivales) a été durant des siècles, voire des millénaires, le référentiel principal de l'idéologie en vigueur. Aujourd'hui encore, elle est la toile de fond du discours social commun*, même si ses manifestations les plus élaborées se rencontrent en dégradés variables jusqu'aux noyaux de ses fidèles et de ses desservants. En somme, une religion ou un certain éventail de religions est le marqueur propre de chaque société.

L'appareil ecclésial, diversement agencé, qui entretient cette (ou ces) religion(s) n'est pas toujours la principale source d'influence religieuse. En effet, les catéchismes et les sermons – ou les équivalents de ces productions catholiques en toutes autres religions – sont moins efficaces que les prises directes exercées par un clergé fonctionnant comme appareil d'État et gérant l'état-civil, le droit des familles, les cérémonies qui magnifient les rites de passage, de la naissance au décès, attributions banales auxquelles des interventions plus élitiques adjoignent la direction des âmes, le conseil aux puissants et diverses fonctions que l'on dit, aujourd'hui, gouvernementales ou régaliennes. À la limite, le clergé peut être, comme dans l'Iran actuel, le pourvoyeur constitutionnel des plus hautes fonctions de l'État. Dans les sociétés où aucun clergé n'est hissé à d'aussi hautes fonctions,

¹ J'ai détaillé ce point dans *La société* – tome 3 – *Les Appareils*, ainsi qu'au tome 6 – *Les structures idéologiques*.

ses officiants – aux statuts et aux titres variés – s'accrochent autant qu'il se peut aux missions d'enseignement et à d'autres tâches qui sont, ailleurs, traitées par des services publics. Cette dernière variante prend une grande ampleur dans les pays où – comme au Liban – les multiples communautés ethno-religieuses sont encadrées par leurs prêtres respectifs qui exercent tant de missions de service public, que l'appareil de l'État central en est comme mité : ni l'armée, bordée de milices communautaires, ni la justice à partager avec le droit religieux des affaires familiales ne lui appartiennent pleinement. À l'échelle mondiale, la liste des variantes est longue. Rares sont les sociétés où les églises sont évincées de tout service public. Plus rares encore, celles où la prohibition de toute activité religieuse est entrée en vigueur. Le Mexique et l'Espagne se sont engagées dans cette voie pendant une ou deux décennies au cours de crises où l'église catholique locale était le principal bastion réactionnaire ; la Russie soviétique a tenté, après 1917, une éradication plus complète encore, mais elle en a rabattu dès 1941, pour les besoins de sa "grande guerre patriotique" contre l'assaillant allemand. Les deux sociétés les plus durablement engagées, par approximations successives, dans un cantonnement des appareils ecclésiastiques hors les fonctions étatiques sont, d'une part, la France dont la séparation entre Église et État a si bien fonctionné qu'après quelques décennies d'accoutumance, l'Église catholique en est devenue un ferme soutien (comme le furent, dès 1905, les cultes protestant et hébraïque) et, d'autre part, l'Inde, héritière après 1947 de peuples si variés que leur coexistence pacifique n'a pu être maintenue qu'au prix d'une "sécularisation" de l'État fédéral, interdisant à ses États fédérés de se doter d'une religion d'État, mais leur laissant le soin de régler à leur guise les conditions d'exercice, en leur sein, de la liberté religieuse.

Outre ces diverses adaptations, le 20^e siècle a enregistré deux évolutions assez générales pour qu'on puisse en tirer leçon. D'une part, le reflux de "l'espérance communiste" a révélé la facilité avec laquelle les religions chrétiennes et islamiques ont repris vigueur dans toutes les républiques de l'ex-URSS, comme en Europe orientale. D'autre part, les régions où cette "espérance" s'était plus ou moins mêlée avec les aspirations nationalistes libérées par les diverses étapes de la décolonisation ont été recouvertes par de puissantes résurgences des religions musulmanes et bouddhistes. Du Maroc à l'Égypte et de la Turquie à l'ensemble du Proche-Orient et à l'Asie centrale, les poussées islamistes n'ont été contenues qu'au prix de pressions policières ou militaires redoublées. Du Pakistan à l'Indonésie, zone où vit plus de la moitié des populations islamisées, le rebond religieux a été moins puissant, car l'élan d'économies devenant plus expansives a mieux complété l'usage de la force contre les dérives terroristes de certains courants musulmans. Autrement dit, la religion a fonctionné comme un gaz idéologique qui remplit tout l'espace redevenu disponible, ce qui laisse à deviner la force latente qu'elle possède dans les pays où d'autres forces politico-idéologiques et d'autres élans économiques en distraient une grande part de la population.

Plus profondément, deux traits majeurs du monde actuel continuent d'être mis en lumière dans le Proche et Moyen-Orient où la reviviscence religieuse est la plus

vive et où elle débouche plus souvent qu'ailleurs sur une agitation terroriste dont les particularités concrètes sont trop souvent masquées par référence à un "islamisme" passe-partout. Le premier de ces traits, brutalement souligné par Atatürk ou Nasser et plus finement analysé par Mahathir (Malaisie) et par Lee Yuan Kew (Singapour) revient à noter que les prescriptions coraniques, couvées dans une Arabie médiévale et véhiculées dans leur sens le plus littéral par des prêcheurs souvent formés de bric et de broc, n'ont pas connu les réinterprétations par lesquelles d'autres religions se sont intrinsèquement adaptées au monde moderne, si bien que le prêt à intérêt ou l'émancipation des femmes – pour prendre deux exemples extrêmes – y demeurent impies. Évidemment, les persistances claniques et tribales enrobées par un communautarisme bien clos se mêlent dans cette vaste zone aux limites intrinsèques de la propriété foncière pour inhiber la plupart des novations industrielles, cependant que les souplesses du capital marchand et des professions libérales permettent de masquer ce retard économique majeur sous un vernis de modernité,¹ si bien que l'arriération religieuse et le retard économique se soutiennent réciproquement. Ces traits sont bien visibles dans un Liban qui aurait pu prendre un essor comparable à celui du sud-est asiatique, n'était l'institutionnalisation de ses dix-sept communautés ethno-religieuses distinctes, dans un État lui même enserré dans le Pacte national résultant des interventions européennes des 19^e et 20^e siècles.² D'autant que ce même Liban, détaché d'une Syrie qui ne s'y est jamais résignée est bordé par l'ancienne Palestine mandataire où Israël ne se résout pas à appliquer les résolutions de l'ONU qui ont décidé de la partager entre deux États dotés "de frontières sûres et reconnues", si bien qu'Israël est la cible de toutes les haines régionales. À son tour, Israël s'est transformé, de fait, en un faisceau de communautés où les enclaves juives sont plus souvent sépharades qu'ashkénazes,³ auxquelles s'est ensuite mêlé un fort contingent russo-ukrainien plus ou moins hébraïsé. On est ici dans la région du monde actuel où le risque de guerres à prolongements mondiaux ne cesse de s'envenimer, où les idéologies nationales sont fortement belliqueuses et où les multiples religions de cette région dérivent souvent vers un désir de djihad ou de croisade, diversement justifié et ciblé.

Cette crise multiforme et rebondissante pousse jusqu'à la caricature ce que peut être le retentissement des religions dans les idéologies collectives exacerbées des sociétés profondément perturbées. Au reste, il faut clarifier le vocabulaire. Les alinéas précédents ont utilisés comme de quasi-synonymes les termes : religion, clergé, église, culte, etc. Mais ce que j'avais en vue, ce n'étaient pas les dires religieux, compilations souvent anciennes de récits et de prescriptions, ni les rites et liturgies par lesquels les divers cultes se singularisent, ni même les troupes de

¹ Voir l'essai consacré au *Proche et Moyen-Orient*, repris sur le présent site.

² Ce Pacte partage le pouvoir central entre trois agrégats de ces communautés où perdure une vaste collection de religions héritée de tout ce que la région a pu produire en la matière.

³ Ces dernières ont été formées dans un espace polono-russe, alors que les premières ont pris forme, au fil des siècles, dans tout le Proche et Moyen-Orient et sur le littoral sud de la Méditerranée.

fidèles (inégalement pratiquants) que ce formalisme concerne. L'objet social auquel j'invite à prêter attention, ce sont les églises, en tant qu'appareils idéologiques,¹ y compris les formes embryonnaires ou groupusculaires qu'il peut prendre quand les églises bien établies sont bordées ou envahies par la prolifération de sectes et de noyaux divers.² L'action sociale qui me paraît, ici, centrale est le travail des appareils religieux pour imposer leurs vérités³ à toute la société ambiante, pour y soumettre toutes les autorités étatiques, pour les faire appliquer par toute la population, bref pour les incruster dans le discours social commun. De telles prétentions sont nécessairement affadies quand la pluralité religieuse est bien établie. Elles sont éventuellement réprimées par les États qui ont la force de contenir leurs églises, dès lors que de nouvelles dérives sectaires se dessinent à des fins belliqueuses contre un "ennemi étranger" (rôle souvent dévolu à Israël par le Proche et Moyen-Orient) ; contre une ou plusieurs églises intruses, comme on peut en juger dans divers États ex-soviétiques où l'islam ou l'orthodoxie de rite russe essaie de reconstruire son ancienne primauté ; contre un gouvernement "athée" ou "infidèle", comme il s'en est trouvé beaucoup, du Maroc au Pakistan ou à l'Indonésie, au dire des sectes plus ou moins terroristes dérivées des appareils musulmans locaux ; et ainsi de suite. Même dans les sociétés moins exposées à des conflits majeurs, les appareils ecclésiaux doivent éveiller des prudences, voire des vigilances, lorsqu'ils tentent de garder ou de reconquérir des rôles que d'autres forces sociales leur contestent, par exemple en matière scolaire, judiciaire ou autre. Les prescriptions religieuses de toute sorte insérées de longue date dans l'idéologie commune à toute une société sont respectables si elles prétendent seulement s'appliquer à ceux qui les acceptent ; elles deviennent dangereuses, voire nocives, si elles prétendent s'imposer à d'autres que les fidèles de la religion considérée ou si elles comportent des conséquences pratiques débordant sur la vie propre des "infidèles", que ce soit en matière de mœurs ou de mode, etc.

Les Églises et les États – qui n'ont pas fini de se disputer "le contrôle des âmes" ou "des esprits" – sont loin d'être les seuls laboureurs obstinés du discours social commun. On a déjà entrevu les rôles plus spécialisés que remplissent, à ce titre, la plupart des appareils politiques, à commencer par les partis, syndicats et autres associations. Il en va de même pour les grands appareils idéologiques que sont l'hôpital et l'école, étant bien entendu que chacun de ces mots vise une branche de l'activité sociale dont l'ampleur s'accroît immensément dans les sociétés qui

¹ Voir *La Société* – tome 3 – *Les Appareils*.

² Les analyses de Max Weber sur le prophète, la communauté émotionnelle que celui-ci agrège et les transformations qui convertissent éventuellement cet embryon en une église bien établie éclairent fort bien le fait que toute religion superbement étalée est le produit d'une secte qui a réussi, fût-ce en s'agglutinant à certaines de ses rivales ; le fait aussi que les poussées sectaires continuent d'accompagner l'histoire de chaque église en se cristallisant éventuellement en églises "hérétiques", en confessions dissidentes, en "ordres religieux" à vocations diversifiées, etc.

³ C'est-à-dire les "vérités révélées" par le prophète, au nom du ou des dieux dont il s'est fait l'interprète.

s'enrichissent. À cheval sur le politique et l'idéologique, l'appareil judiciaire pourrait, lui aussi, faire l'objet d'investigations très poussées, car il tend à s'enfler dans les sociétés qui s'enrichissent, moins pour défendre leurs richesses (et leurs riches) que pour démêler les effets inattendus et parfois dolosifs de la complexité croissante des relations sociales qui accompagne cet enrichissement. Et ainsi de suite, tant il est probable que les sociétés du 21^e siècle s'étofferont d'activités multiples et d'appareils nouveaux qui, tous, marqueront de leur empreinte particulière les idéologies nationales. Sans entreprendre, ici, les multiples investigations qui seraient nécessaires ne serait-ce que pour prendre une vue d'ensemble de la forêt de questions dont les sociétés du 21^e siècle auront à connaître à ces divers titres, il est, me semble-t-il, deux propositions de portée générale qui mériteraient d'être prises en considération pour favoriser une évolution heureuse des idéologies nationales aux prises avec des agencements sociaux de plus en plus complexes.

L'une serait d'éveiller tous les citoyens à cette complexité, en instaurant pour les jeunes adultes des deux sexes un service civique encadré par divers corps spécialisés. Ce serait à la fois un excellent moyen d'exposer chaque génération aux risques et périls de la vie sociale et, plus spécialement de l'initier aux inéluctables misères de l'existence – c'est-à-dire aux situations où il faut agir dans la merde, la saïe et toutes autres ordures. Cette démarche tendrait à incorporer dans chaque idéologie nationale un sens précis des *devoirs* du citoyen alors que le développement social continuera de multiplier les *droits* en vigueur. Les formes, la durée, la périodicité d'un tel service civique seraient évidemment à régler, État par État ou à quelque échelon inférieur des États les plus vastes. Mais il serait de la plus haute importance que – hormis les grabataires dûment vérifiés – personne ne puisse échapper à ce devoir civique pour quelque raison que ce soit : le fraude et les autres faux-fuyants devraient donc être sanctionnés de façon symboliquement très lourde, par exemple, par un retrait de la nationalité (et du droit au passeport) d'une durée non négligeable, assorti d'une publicité indélébile, façon Internet.

L'autre proposition tendrait à établir une sorte de passerelle entre tous les citoyens qui ne connaissent pas ou peu les rouages infinis des appareils publics ou privés auxquels ils ont affaire et qui ne comprennent pas ou mal les langages juridiques, techniques et autres dont ces appareils font usage. Ladite passerelle pourrait prendre la forme de bureaux d'accueil, de médiateurs, de centres d'information¹ donnant accès aux "saints des saints" bureaucratiques, aidant à remplir les dossiers requis, veillant à ce qu'ils reçoivent réponse dans un délai précis le tout doublé de moyens de contrôle permettant de déceler les ruses et les ignorances des agents desdits appareils. Des bataillons spécialisés du service civique pourraient aider à remplir ces tâches. Bref, une superbe invention du 21^e siècle serait de rendre l'utilisation des services publics ou des lieux privés

¹ Dépourvus de standards automatiques, donc offrant à tout appelant un répondant humain.

d'assistance et de vente au public, aussi aisé que l'achat d'un pain au boulanger du coin.

La plupart des conflits potentiels et des autres drames politiques que notre monde va déployer se joueront autour du rattrapage, par les miséreux d'hier, des niveaux de vie qui sont, aujourd'hui, ceux des Américains et des Européens. Pour une part que nous tardons à évaluer leur misère a été l'une des causes de notre relative (et inégale) aisance, mais aucune fatalité n'impose d'inverser cette balance inégalitaire. Rien n'oblige à raboter le niveau de vie des Américains – sauf aux extrêmes du gaspillage – pour en finir avec les famines, les épidémies incontrôlables, les Bangladesh chaque année inondables, et autres drames renforçant l'effectif des damnés de la terre. Tout se jouera, tout se joue déjà, dans les capacités de lutte de chaque peuple, dans les tâtonnantes habiletés de la gestion politique, dans les audacieuses explorations idéologiques, bien au-delà de ce dont les sciences aujourd'hui bien calibrées peuvent connaître et dans les initiatives économiques où la réflexion précédera l'appétit de profit, c'est-à-dire où le pilotage politique responsable et les vigilances idoines ¹ borderont, autant que de besoin les ruées aveugles de "l'esprit d'entreprise".

Soupçonner ces réflexions de naïveté ou d'irénisme, c'est ne rien savoir des énormes et inlassables luttes sociales qui sous-tendent l'histoire de toutes les sociétés. Au fil des siècles, les faiseurs de royaumes et d'empires ont inventé des arts de guerroyer et de gouverner dont quelques sous-produits honorent l'humanité, comme ces villes coloniales d'Amérique latine et ces châteaux européens, pour ne rien dire des splendeurs asiatiques que je n'ai pu apprécier directement. Soit, au total, des millénaires et des millions de miséreux pour quelques milliers de kilomètres carrés d'excellence architecturale et artistique. Les révoltes de ces temps-là ont déposé quelques sédiments ambigus, des sociétés "secrètes" teintées de banditisme, des sectes, des guildes, des confréries aux vertus souvent incertaines, etc. Et des espérances fréquemment répétées ou renouvelées dont les religions ont fait leur pain bénit. Venu le temps de la navigation lointaine et des colonies, puis de l'industrie, cette dernière a mêlé ses produits sans cesse multipliés aux savoir faire des arts antérieurs et aux savoir-vivre des puissants de toujours. Les trésors offerts, ici et là, à la vue de tous, les commodités acquises par une fraction élargie des populations industrielles et les services publics étalés par les États riches ont gagné les vastes étendues où le rail et le steamer, suivis par le télégraphe et l'automobile ont pu s'étaler, tandis qu'équipés et portés par leurs soins, les ravages guerriers et les appétits impériaux se sont étendus à la planète entière. Les révoltes de ce nouveau temps ont produit une riche moisson d'espoirs et d'illusions. On a rêvé de sociétés au service de tous, on a esquissé des socialismes, on a seulement réussi à imposer, à doses variées, des coopératives, des

¹ Que ces vigilances soient d'ordre écologique, syndical ou autre, étant bien entendu que les luttes sociales du 21^e siècle donneront à cet "autre" la forme de nouveaux appareils spécialisés dont il est hautement souhaitable qu'ils sachent se coordonner entre eux. Voir *Le Contrat socialiste* (1969) qui est repris sur le présent site.

mutuelles, des syndicats, des partis populaires qui, d'essai en échec et de relance en semi-succès ont permis l'établissement et l'affermissement d'un droit du travail, d'un *welfare state* et d'une gamme confuse d'initiatives plus ou moins "sociales".

C'est à partir de ces acquis – négatifs et positifs – qu'il faut envisager le 21^e siècle, en ne se laissant pas obnubiler par la routinisation des syndicats, par l'affadissement des partis, par l'écho profond de l'échec soviétique, car les tremplins qui ont déjà fonctionné serviront de nouveau, par et pour d'autres, dans de nouvelles conjonctures, cependant que des novations inouïes se feront sentir. En Asie, après la poussée japonaise des années 1950 et 1960, c'est aujourd'hui en Corée du sud que le syndicalisme manifeste ses vertus novatrices, jusqu'à bouleverser un régime politique, qui naquit comme dictature militaire sous tutelle américaine. Quand l'Inde, l'Indonésie ou la Chine connaîtront à leur tour d'inévitables luttes sociales de grande intensité, je ne sais quels échos s'y feront entendre de la "grande révolution culturelle prolétarienne" et des autres drames des dernières décennies, mais je suis persuadé qu'on n'aura plus à craindre les matraquages policiers inhibant la vente de la bonne presse et les distributions de tracts aux portes des usines, car Internet et ses blogs auront rénové cette approche. Je parierai même que les chaînes de blogs, les jeux de sites-écran et les ruses des publicités clandestines inspireront de nouvelles formes de révolte politique ou de réformisme obstiné, de nouveaux types de partis, en même temps que de nouveaux objectifs économiques politiques et idéologiques (= culturels). Si bien que la principale invention du 21^e siècle pourrait bien être non pas les novations dont les prémices viennent d'être évoquées, mais bien la chaîne inouïe des conséquences que déploieront, de proche en proche, les novations évoquées, en se nouant avec bien d'autres créations aujourd'hui insoupçonnables.

Aider de nouvelles nations à mûrir pour les peuples aujourd'hui encore livrés à de médiocres organisations tribales ou claniques, encore prisonnières de religions archaïques. Aider les nations fraîchement formées ou établies de longue date à se déprendre de l'égoïsme collectif, enrobé d'idéologie nationale, dont leurs pouvoirs tirent parti au service d'intérêts particuliers, à s'associer à leurs voisins (et ex-rivales) non pas en alliances agressives, ni en ligues peureuses, mais bien en pouvoirs de niveau supérieur s'adaptant aux tâches d'un système mondial en devenir. Aider la plupart des grandes régions du système mondial à coordonner leurs moyens et leurs besoins, en coalisant leurs unions d'États et leurs très vastes puissances dans un réseau d'agences coopératives. Tisser patiemment entre les régions mondiales ainsi responsabilisées tous les agencements multilatéraux qui seront nécessaires pour juguler les poussées belliqueuses et pour équilibrer dynamiquement les transformations et les novations régionales ; et, par dessus tout, veiller à ce que les maturations culturelles (= idéologiques) qui se dessineront à chaque niveau aident à valoriser les acquis culturels des niveaux inférieurs, tout en favorisant l'incessant tri des scories d'âges antérieurs qui continueraient d'être charriées par les consensus régionaux, les idéologies nationales, les séquelles tribales et autres. Chacune de ces propositions est dérangeante, choquante même et

le restera sans doute longtemps encore car l'ordre et le désordre établis dans l'esprit des humains d'aujourd'hui sont le fruit de quelques dizaines de millénaires de luttes à l'aveuglette dans une nature sauvage, menées par une humanité éparpillée, de quelques dizaines de siècles qui ont produit plus de savoir-faire que d'aménités communes et, dans une partie minoritaire de notre monde actuel, de réflexions et de tentatives un peu plus riches d'espérances. Mais il faut être sourd et aveugle pour ne pas percevoir les promesses novatrices qui fermentent en plusieurs régions de notre monde. D'où cette règle minimale de sagesse : méfions nous de tous les automatismes venus de notre passé, soumettons à réexamen toutes nos certitudes, hâtons nous de réfléchir avant d'agir collectivement, donnons priorité aux prudentes explorations collectives. Faisons en sorte que "mourir pour la patrie" ne soit plus "le plus beau des sorts".

PREMIÈRE PARTIE – LE "MILLIARD D'HOMMES"

Chapitre 4

(janvier 2007)

Toute politique a besoin de *véritables* sciences sociales... ...*lesquelles se jugent à leurs applications*

[Retour à la table des matières](#)

Les sciences de la société font encore triste mine aux côtés des sciences de la nature. Ces dernières se sont épanouies depuis que l'industrie a joint ses curiosités à celles du commerce et aux demandes des armées. Moins dotées d'équipements lourds, d'autres sciences qui concentrent leur attention sur le fonctionnement propre des hommes ont néanmoins amorcé un premier essor, depuis que l'éducation et la santé de tous sont devenues des objectifs largement poursuivis. Mais les sciences sociales peinent encore à se dégager des "humanités" qui ont longtemps constitué leur matrice commune. Dans un ouvrage de 1996, j'ai posé un diagnostic qui demeure pertinent à leur propos.¹ Les inhibitions des sciences sociales résultent de leur pêle-mêle universitaire et de la rareté des résultats qui s'imposent des unes aux autres. Fondamentalement, leurs déviations résultent de leurs vains efforts pour rapporter aux hommes – considérés individuellement, dans la plénitude de leurs facultés – des activités et des institutions sociales qui relèvent toujours d'un réseau de relations entre hommes, objectivant de longues chaînes d'interdépendance. Autrement dit, l'homme leur cache la société.

Néanmoins, dans un système mondial omniprésent, la complexité croissante des activités économiques, politiques ou culturelles de sociétés de plus en plus

¹ Voir *L'avenir du socialisme*, éd. Stock, 1996, notamment les chap. 5 et 6 (pp.70 à 97). Ce texte est disponible sur le présent site.

développées incite les gouvernements et leurs administrations, ainsi que beaucoup d'entreprises et d'associations de toute sorte à se tourner vers les sciences sociales, établies dans les universités et dans de multiples autres agences publiques ou privées, pour éclairer leurs démarches. Seules certaines des religions les plus répandues échappent totalement à cette tendance, quitte à tordre une nouvelle fois leurs "vérités révélées" pour qu'elles ne semblent pas trop étrangères au monde tel qu'il devient. Ainsi, la maturation de sciences sociales de plus en plus scientifiques est un besoin pressant. Elle pourrait devenir l'une des principales inventions du 21^e siècle.

Les piliers d'un savoir encore maigre

[Retour à la table des matières](#)

Pour juger des voies et moyens d'une telle progression, il faut revenir sur le cas des sciences sociales les plus sollicitées, afin d'identifier leurs entraves particulières et de cibler les efforts à privilégier, car le mouvement propre des disciplines universitaires (et connexes) qui s'intéressent de quelque façon à la marche des sociétés est loin d'être toujours orienté par le souci de rendre ces recherches utiles et de les soumettre aux appréciations critiques des institutions sociales qui en sont destinataires. L'histoire, l'économie et la sociologie vont être discutées sous cet angle.

L'histoire est un énorme faisceau d'investigations diversement organisées et orientées qui ne pourra jamais unifier dans une science pleinement constituée tous les travaux qui se réclament d'elle. Ses ancêtres sont des épopées, des récits glorieux, des vies de rois ou de dynasties, tous éléments d'ancrage incertain, hors la mémoire des hommes qui en véhiculent un lointain écho. Elle prend un peu plus de consistance, lorsque des ruines, des monuments ou des documents, établis à des fins diverses, lui servent d'assise ; mieux encore, lorsque des écrits archivés par des palais, des abbayes ou des églises lui offrent une matière moins discontinue, à laquelle les registres fiscaux et les mercuriales des marchés ajoutent d'éventuelles séries. Bientôt, les scribes et les chroniqueurs qui exploitent ces données sont rejoints par des mémorialistes qui élargissent parfois leurs curiosités et par des écrivains qui philosophent sur cette matière. Le temps des historiens approche et les disputes sur ce que doit être l'histoire peuvent commencer. Lorsqu'elles prennent de l'ampleur, une histoire au second degré prend naissance sous forme d'une historiographie critique, grâce à laquelle une histoire scientifique devient concevable. Qui voudrait pénétrer dans le fouillis des conceptions et des méthodes dont les historiens professionnels d'aujourd'hui sont les héritiers trouvera chez Jacques Le Goff un bon guide, attentif à toutes les nuances.¹ Hormis les États soumis à une rude orthodoxie religieuse ou politique, aucune autorité ne peut

¹ Voir son *Histoire et Mémoire*, éd. Gallimard, Paris, 1986.

régender le vrai domaine de l'histoire, car celle-ci n'a aucune limite objective qui soit irréfragable. Par contre, la discussion devient possible s'il faut repérer les travaux historiques utiles, choisir les plus urgents d'entre eux et discerner les obstacles qui bouchent l'horizon des historiens. En effet, l'utilité peut s'apprécier à l'usage qu'en font les autorités de tous ordres, celles du pouvoir d'État et des appareils administratifs, comme celles des institutions de toute sorte qui peuplent la société civile.¹ En outre, cette utilité peut être hiérarchisée selon les bénéfices qu'en tirent lesdites autorités dans l'exercice de leurs responsabilités, étant bien entendu que ces bénéfices sont toujours sujets à contestation, selon les intérêts propres des diverses forces sociales qui pèsent sur elles. Autrement dit, les œuvres historiques sont un enjeu des luttes sociales, un enjeu qui se précise lorsqu'on prête attention aux problèmes que les autorités politiques de tous ordres *ne voient pas ou ne veulent pas voir*, au grand dam de telles ou telles catégories sociales. Cette situation advient quand les historiens professionnels négligent la demande sociale, quand les autorités étatiques, universitaires et autres qui régissent et financent leurs recherches ignorent ou dédaignent cette demande et quand les institutions qui sont ou devraient être médiatrices de cette demande², manquent à leur mission. Je répète ces assertions en les éclairant d'autre manière : les historiens professionnels qui détournent leur attention de questions dont l'étude éclairerait les décisions politiques des divers niveaux n'exercent pas pleinement leurs responsabilités au regard de la demande sociale.

Encore faut-il que ces historiens puissent disposer des données nécessaires à leurs travaux. La discussion de ce point ne se réduit pas, comme on le pense trop souvent, à une bonne distribution des crédits et subventions pour les besoins de l'archéologie et de la muséographie, pour l'entretien et la disposition des archives, pour la collecte des fonds documentaires privés, pour l'équipement matériel des centres de recherche, des chaires universitaires, etc., pour le recrutement à bonne date de professionnels bien formés, pour les missions d'études, pour les colloques savants³, etc. En s'intéressant plus loin, aux données démographiques, économiques et autres, on aura l'occasion de constater que divers agencements administratifs peuvent gêner – ou favoriser – la recherche historique, comme bien d'autres sciences sociales. Le fait que ces observations soient illustrées par des exemples français ne doit pas tromper : il en va souvent de même en d'autres pays.

Les économistes partagent parfois avec les historiens les gloires éphémères que leur procurent certaines philosophies de l'histoire érigées en normes du savoir. Ainsi l'URSS et ses émules ont bâti autour de Marx une sorte de culte qui a

¹ Les États et les sociétés civiles sont examinés dans le tome 5 de *La Société*.

² C'est-à-dire les appareils politiques et idéologiques de toutes finalités (partis, syndicats, associations, sociétés savantes, organes d'information, etc.)

³ À propos desquels on doit noter que de sévères précautions sont nécessaires pour éviter la transformation de ces colloques en un carrousel touristique international, étant bien entendu que des vigilances de même nature doivent s'appliquer à toutes les rubriques précitées, tant leurs dépenses sont d'une élasticité infinie.

quasiment étouffé la voix de cet éminent savant : la redécouverte de Marx et, surtout, la prolongation de ses recherches pour tout ce qui advint de par le monde depuis 1883 pourrait être une des nouveautés majeures du 21^e siècle. Après des dithyrambes beaucoup plus modérés, la même réhabilitation pourrait revaloriser les travaux de Keynes. En revanche, aucun retour en grâce n'est à escompter pour les économistes néolibéraux dont l'autorité, synthétisée par le "consensus de Washington" a fait du FMI et de la Banque Mondiale les bourreaux de l'Amérique latine et de l'Asie orientale durant les deux dernières décennies du 20^e siècle. ¹ Ici, la question n'est pas de rappeler les raisons pour lesquelles le parti communiste, plusieurs des partis socialistes ou bon nombre d'entreprises financières de classe internationale ont soutenu tel ou tel de ces engouements, mais bien de comprendre de quelle façon et dans quelles limites des économistes aussi pertinents que Keynes ou Marx ont pu et pourront aider au progrès des sciences économiques.

Ces disciplines, longtemps perdues dans le tout venant des formations académiques n'ont recueilli une attention plus soutenue qu'après la crise économique générale, suivie par une guerre mondiale, puis par la reconstruction de l'Europe qui ont occupé l'ensemble des décennies 1930 et 1940, dans ce qui était le centre du système mondial capitaliste de l'époque, tandis que s'y affirmait la prééminence américaine. Les États et leurs administrations, ainsi que beaucoup d'organisations politiques, syndicales et autres ont alors découvert combien le fonctionnement des économies capitalistes était fragile et combien il importait de développer les recherches permettant de prévenir et de corriger leurs spasmes. Les efforts anciens et fragmentaires par lesquels avaient été bâties quelques représentations objectives des économies réelles (indices, cotations boursières, marchés organisés, administrations financières parfois modernisées, géographie des ressources naturelles et des échanges commerciaux, etc.) ont été stimulés. Les synthèses esquissées sur l'initiative de la Société des Nations, au cours des années 1930 ont été développées de façon plus méthodique, notamment en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France. Ainsi sont nées les "comptabilités économiques nationales" grâce auxquelles une image détaillée du fonctionnement de toute l'économie nationale a pu être établie chaque année. Cet effort a été coordonné, pour les besoins du plan Marshall et de la reconstruction européenne, par une organisation internationale, ancêtre de l'actuelle OCDE. ² À partir de là, les recherches ont foisonné pour adjoindre aux données marchandes des données financières compatibles avec elles, pour assurer une représentation détaillée des échanges internationaux de biens et de services, puis pour étendre cette représentation aux crédits et transferts financiers de toute sorte. Parallèlement à cette prolifération internationale, les efforts se sont poursuivis pour analyser clairement, pays par pays, les activités industrielles, agricoles et de toutes autres branches, y compris le bâtiment et les travaux publics, après quoi les investigations ont pénétré dans les domaines couverts par les recettes et dépenses publiques, par

¹ Leurs contre-performances sont discutées dans "*Dompter le capital financier*", essai présenté sur le présent site.

² L'OCDE est l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique.

les transferts sociaux, etc. Toutes ces recherches d'une extraordinaire complexité, sont devenues peu à peu des routines "comptables" pour les administrations, les entreprises (ou plutôt leurs organisations professionnelles), les instituts statistiques, les centres de recherche, etc. De proche en proche, l'objet d'étude des sciences sociales a été modélisé en une maquette chiffrée offrant une prise plus aisée à beaucoup d'investigations et une base globale de référence pour les enquêtes socio-économiques qui ont pu se multiplier en toutes directions. De même que les sciences naturelles d'ordre physique ou géographique peuvent travailler avec toutes sortes d'outils sur la matière réelle qu'elles veulent connaître de mieux en mieux, de même, cette modélisation des économies nationales et de leurs échanges a donné aux sciences économiques une prise de bonne qualité sur la matière réelle – toujours fluide, multiforme et sans cesse perfectionnable – sur laquelle elles travaillent. Si bien que diverses sciences sociales éloignées des recherches proprement économiques ont souvent adossé leurs recherches propres aux comptes globaux des économistes. Le PIB global ou par tête, référence diversement usitée (et pas toujours à bon escient) est ainsi entré dans le langage courant. À vrai dire, les modèles réduits des économies nationales et de leurs échanges sont aujourd'hui encore de grossières approximations. Leurs agrégats et leurs moyennes, aussi révélateurs soient-ils, masquent néanmoins des réalités essentielles, telles les luttes sociales régissant le niveau des revenus à l'intérieur d'un pays comme entre États, les transferts rentiers qui résultent des échanges internationaux inégaux¹ ou le pompage de profits qui accompagne sournoisement le fonctionnement des principales banques et bourses, américaines notamment. Même les agences financières internationales comme le FMI ou la Banque Mondiale n'échappent pas à cette opacité : qui dira, par exemple, comment et vers quoi se sont évaporés les crédits massifs octroyés à la Russie, jusqu'à son krach de 1998 ?

L'histoire s'affermir en multipliant les repérages objectifs. Elle peint des tableaux de la vie sociale sous forme de mosaïques où les cailloux et les pierres bien réels l'emportent de plus en plus sur le ciment littéraire qui les assemble. Elle cherche ces matériaux en prêtant attention aux curiosités qui mûrissent dans la société. Au mieux de sa forme, elle dresse d'immenses fresques à la Braudel, ce qui rapproche son champ de vision du seul objet social réel qui est le système mondial en vigueur dans le temps considéré. L'espace-temps qui encadre les dynamismes qu'elle choisit d'observer se plie aux découpages des géographes, même si ses étapes temporelles relèvent trop souvent encore des aléas de périodisations subjectives. Bref, les sciences historiques se valorisent en respectant de mieux en mieux la plénitude du réel social. Les sciences économiques essaient de faire de même, en respectant ce que l'histoire et la géographie économiques peuvent leur apporter et en faisant grand usage des documentations sérielles que les entreprises, beaucoup d'administrations et bon nombre d'institutions marchandes ou financières produisent à foison. De ce côté-là, leur principal

¹ Notamment quand ces deux formes centrales des luttes de classes sont noyées dans les brumes comptables des FMN (firmes multinationales) qui révèlent d'elles-mêmes ce qu'elles ne peuvent cacher.

handicap tient au secret des affaires et aux discrétions des États, depuis que le chiffrage des choses sociales se multiplie de toutes parts. À cette abondante production de "petits cailloux", les sciences économiques adjoignent un bâti de modèles dont les plus vastes sont, pour le moment, de l'ordre des comptabilités nationales, bien que de premières esquisses de l'économie mondiale commencent à être élaborées. Toutefois cette façon – si j'ose dire – de cartographier le relief économique des sociétés et, potentiellement, du système mondial en son entier a eu une conséquence fâcheuse qui est loin d'être correctement corrigée; C'est que la modélisation et le chiffrage du n'importe quoi se répand dans diverses disciplines qui se disent sociologiques, sans faire progresser pour autant "la cartographie, la stratigraphie et la tectonique des plaques" du réel social, mais en favorisant l'importation d'un défaut méthodologique qui est apparu dans les sciences économiques – et qui y sévit encore – à savoir : le dérapage économétrique, la croyance aux vertus intrinsèques des équations, le remplacement par leurs soins des concepts dûment élaborés et des théories les assemblant de façon cohérente.

En tout cas, "économétrisée" ou nourrie d'autres façons,¹ la recherche sociologique devient vite dérapante. Elle embourbe ces disciplines dans un marécage illimité : celui des études, d'allure scientifique, qui se mêlent aux bons vieux débats philosophiques des "humanités" de naguère. Seules les sociologies bordées par des méthodologies rigoureuses et bien fondées échappent à cette dérive. Les "pères fondateurs" que les sociologues professionnels, qualifiés et performants, reconnaissent comme tels – même s'ils trient ce panthéon selon des critères qui leur sont personnels – se sont tous efforcé d'abriter leurs travaux et leurs disciples de ce piège en élaborant des méthodologies effectivement attentives aux réalités sociales. Les "faits sociaux totaux" chers à Durkheim participaient de ce souci, tout comme les *Idealtypen* et la théorie des "groupements" formulée par Max Weber, mais le silence que chacun de ces deux-là a obstinément gardé sur les travaux de l'autre atteste que l'objectivation sociologique est une entreprise délicate. Parsons qui a construit un modèle AGIL qu'il croyait démonstratif autant que sophistiqué a eu son heure de gloire dans un temps où la pensée américaine était censée triompher en tous domaines, mais Raymond Aron, éminent professeur français ne l'a pas vraiment pris au sérieux, alors qu'il faisait grand cas des deux précédents. Et ainsi de suite : je n'entends pas détailler ici la longue liste des sociologues pertinents qui ont surmonté de quelque façon le risque de s'embourber et ont produit des travaux éclairants.²

L'obstacle insurmontable qu'il faut néanmoins surmonter pour faire progresser une science sociologique en prise sur le réel social tient évidemment à l'omniprésence de l'homme en société. L'une des échappatoires est de ne jamais

¹ Notamment au moyen d'enquêtes et de sondages où l'on prête plus d'attention à la taille et à la sélection des échantillons qu'à l'élaboration théorique des questions à poser et de leurs assemblages.

² Par amitié pour ces deux hommes fort dissemblables, envers qui je reconnais une dette intellectuelle, je citerai néanmoins Henri Lefebvre et Alain Touraine.

perdre de vue que l'homme singulier est une abstraction vide de sens social, que toute société est faite de masses d'hommes diversement "groupés" (Weber) ou "reliés" (Elias). L'autre est de contrôler la "liberté des interprétations" que Max Weber juge inévitable, mais dont il s'émancipe lui-même – tout comme son disciple, Raymond Aron – en tirant argument, cas par cas, des particularités essentielles de l'objet social qu'il étudie : par exemple la religion chez Weber ou la guerre chez Aron. Il est sans doute d'autres voies utiles, telle l'attention centrée sur la naissance des mouvements sociaux, comme l'a fait Touraine. Pour ma part, je tiens que la façon la plus fructueuse d'objectiver le réel social pour le rendre intelligible est d'user d'une méthode qui a mûri dans la lignée de Marx, que ce soit chez les philosophes (rivaux) que furent Althusser et Lefebvre ou chez les historiens (convergents, mais de générations différentes) que furent Gramsci et Elias. Avec Althusser, je pense que le seul objet social réel, c'est le système mondial considéré dans sa totalité, c'est-à-dire dans les limites de l'espace terrestre qu'il occupe effectivement et dans la longue durée de son efficace présence. Mais je dois à Lefebvre – dont toutes les œuvres pourraient s'intituler *Introduction à* (ceci ou à cela) – de toujours prêter attention aux surgissements sociaux nouveaux, pour en reconstituer la genèse et en percevoir autant que possible la dynamique. Enfin, j'ai trouvé chez Gramsci, mieux qu'ailleurs, une façon d'explicitier (ou d'enrichir) ce que Marx appelle la superstructure, sans rien perdre des analyses fondamentales que ce dernier a consacrées à l'infrastructure ; et chez Elias – autre témoin d'une césure historique majeure ¹ – un respect intellectuel illimité, pour l'évolution porteuse d'un devenir humain qui est une dimension du devenir terrestre. ² J'appelle *macrosociologie* ³ la recherche qui prend comme point de départ la totalité sociale constituée par le système mondial en vigueur et qui s'emploie à donner de cette totalité une représentation systématique en utilisant tous les travaux pertinents des diverses sciences sociales (matures ou en devenir) qui permettent de comprendre tant la structure économique de cette totalité que sa structure politique et sa structure idéologique (ou culturelle) sans imaginer que les structures ainsi repérées soient des objets réellement distincts, alors que ce sont trois aspects d'une seule et même totalité, mais trois aspects qui sont les plus simples possibles, en ce sens que chacun d'eux peut condenser les apports d'un très grand nombre de sciences sociales, mais qu'on ne peut se dispenser d'aucun d'eux, car cela reviendrait à "voir" de biais et partiellement le réel social. Par itérations successives, cette soumission de la totalité sociale à trois instances – entendues au sens de procédures spécialisées – permet de dégager progressivement une série de types distincts pour caractériser les "chaînes d'interdépendance entre les hommes" (Elias) qui structurent l'économique, le politique et l'idéologique, non sans

¹ Pour Gramsci, la césure fut non pas la révolution russe qui l'enthousiasma, mais la dérive stalinienne dont il perçut vite, du fond de sa prison, la dramatique déchirure qu'elle provoquerait ; pour Elias, la coupure fut, comme pour beaucoup d'autres "Juifs de savoir" (Milner), l'avènement du nazisme allemand.

² Ce qui éloigne infiniment des naïvetés de la *Dialectique de la Nature* due au brave Engels.

³ Pour plus de précisions, voir sur le présent site, le volume intitulé *Macrosociologie* et surtout les six tomes de *La Société*.

d'intimes rapports entre elles. Elle permet également de comprendre la formation, la déformation et le remplacement de chacune des structures ainsi identifiées et des totalités qu'elles composent, au fil du développement social. Mais il devrait aller sans dire que l'immense programme qui vient d'être schématisé en peu de lignes ne peut être accompli par un individu isolé, ni même par une institution spécialisée, riche d'agents très qualifiés, parce qu'il dessine une perspective sur une matière sociale doublement mouvante : une matière qui ne cesse de se transformer, car telle est sa nature propre, mais aussi et surtout une matière que le lent travail des sciences sociales spécialisées (ou en voie de laborieuse spécialisation) tarde inévitablement à maîtriser. La science sociale court derrière un réel plus mobile qu'elle et d'une variété toujours supérieure à ce que les disciplines qui composent cette science arrivent à en concevoir. La société n'est pas inconnaissable, mais les conditions d'une connaissance totale sont à jamais hors de portée.¹

Juger du savoir à son utilité

[Retour à la table des matières](#)

Cette épaisseur de l'ignorance sociale qui accompagne l'extension des connaissances sur les sociétés et leur devenir ne doit pas provoquer une sorte d'angoisse métaphysique – n'en déplaie aux prophètes, prêtres et autres diseurs de bonne aventure – car les progrès du savoir et de l'action ont été stimulés, d'étape en étape, par les progrès que les nouvelles connaissances, chèrement et laborieusement conquises ont permis de réaliser. Dans le devenir infini de la matière sociale, du progrès a pu s'insinuer, des avènements ont pu être projetés et parfois maîtrisés, la fatalité de l'ignorance et de l'errance a pu être canalisée. Imputer ces bénéfices à d'heureux hasards de l'évolution ou à d'obstinés efforts de recherche et d'action est un débat parfois obscur, mais de siècle en siècle, la part due à ces efforts n'a cessé de s'accroître. Or, en tous leurs aspects ces efforts sont la substance même de la politique, au sens le plus large du terme, politique d'apprentissage et de découverte, d'expérimentation et de théorisation, de

¹ L'observation des sciences de la nature qui ont, sur celles de la société, la triple supériorité de travailler sur une matière en évolution plus lente, d'avoir entrepris ce travail avec des siècles, voire des millénaires, d'avance et de pouvoir opérer sur et dans cette matière "en extériorité", c'est-à-dire en la piégeant de diverses façons, montre que ces sciences des choses de la nature, aussi fécondes soient elles, n'aboutissent jamais qu'à ouvrir des clairières dans une forêt touffue. Jamais les nouvelles clairières, nées de "grandes découvertes", jamais les élargissements immenses que la conjonction de clairières ouvertes séparément et que l'on croyait très distinctes, n'aboutissent à une limite absolue, à une connaissance complète d'une part quelconque du donné naturel. Bien au contraire, chaque "grande découverte" élargit notre ignorance, c'est-à-dire le soupçon que nous pouvons en avoir. Mais ce que l'on sait n'est pas peu, d'immenses applications peuvent en être tirées et "ce peu" ne cesse de s'étendre en ouvrant à l'humanité de nouvelles frontières et de nouvelles perspectives. Si, du moins, cette humanité – qui est la matière première du réel social – en sait suffisamment sur ce réel-là pour ne pas mettre en péril les sciences qui l'explorent et si elle réussit, *volens nolens*, à faire évoluer ses institutions d'une façon convenable.

rectification et d'innovation. Mais aussi politique guidée, bien ou mal – mais plutôt bien que mal, quand un certain cumul de progrès l'atteste – par les autorités des États, c'est-à-dire de leurs appareils et par celles des appareils extra-étatiques, qui orientent toutes les sociétés civiles ¹, de la plus modeste des familles à la plus vaste des entreprises, comme des associations les plus menues et fugaces aux syndicats et partis les plus massifs et durables, etc. C'est pourquoi il importe de comprendre en quoi et pourquoi toute politique a besoin de véritables sciences sociales, lesquelles sont à juger selon leurs applications.

Au stade actuel de développement des sciences sociales, il faut jeter un regard bienveillant, mais critique, sur les meilleurs de leurs ancêtres. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il faut favoriser la maturation scientifique des pseudosciences sociales qui prolifèrent dans les sociétés les plus riches. Marx et Engels ont jugé très sévèrement les *Kameralwissenschaften* de leur temps. C'était l'époque où l'Allemagne, en marche vers son unification et en pleine croissance capitaliste multipliait les *Wissenschaften* de toutes sortes. Ces savoirs étaient définis par leur objet, qu'il soit esprit (*Geist*), économie (*Wirtschaft*) ou de quelque autre variante qualifiée par un enseignement universitaire. Les savoirs requis par l'activité administrative, désignés comme *Kameralwissenschaften* relevaient de ce mouvement, un peu à la manière du fourre-tout que la France, envieuse de l'Allemagne, créera en 1871 à l'enseignement des *Sciences Politiques*, berceau de notre actuelle énarchie. Marx qui avait des exigences scientifiques plus strictes et Engels qui l'admirait et avait une plume plus caustique ont aisément dénoncé tout ce que ces dernières *Wissenschaften* avaient de superficiel et de traditionnel dans leur souci de répondre aux besoins d'une bureaucratie d'État qui prenait de l'ampleur et de la vigueur. Quelques décennies plus tard, Weber saura évaluer cette même bureaucratie à sa juste valeur qui tient au fonctionnement courant de l'appareil d'État et non au progrès intrinsèque de la connaissance scientifique. Nos sciences sociales d'aujourd'hui peuvent être évaluées de même, encore que les nourritures destinées aux bureaucraties publiques et à tous les autres appareils étatiques ou idéologiques aient été enrichies des progrès accomplis depuis bientôt deux siècles. Progrès réels ou imaginaires, tant il est vrai que les enseignements, aussi raffinés soient-ils, sont tributaires des sciences ou pseudosciences qui les façonnent. Ainsi, par exemple majeur, la mode néolibérale qui a ravagé les sciences économiques par ricochet de l'antisoviétisme de la guerre froide et par les mirages que la croissance des "trente glorieuses" a pu créer, a contaminé maints appareils d'État avant de s'épanouir dans le "consensus de Washington" déjà évoqué. ²

¹ Pour mémoire : États et sociétés civiles sont analysés par les tomes 5 et 6 de *La Société*.

² Les "trente glorieuses" années d'expansion économique occidentale (1945-1975) sont imputables pour l'essentiel aux initiatives étatiques, du plan Marshall aux nationalisations européennes d'après-guerre, et aux politiques d'équipement public et d'intégration européenne qui en ont pris le relais, tout en diffusant largement les transferts sociaux, puissants soutiens de la consommation. Toutes orientations dues, avant tout, à des politiques étatiques et à des actions administratives souvent pertinentes, mais modérément libérales. Puis vinrent Reagan, Thatcher, etc. et leurs cohortes de "savants" économistes et de puissants banquiers.

Dans un temps où les transformations accélérées du système mondial modifient les rapports de force entre États, dispersent les firmes multinationales qui naissent de partout, bouleversent l'échelle des productions et des niveaux de vie des diverses régions du monde et jettent le trouble dans maintes idéologies traditionnelles ou récentes – y compris celles qui comportent un honnête degré de scientificité ou qui y aspirent – l'examen des moyens visant à rendre les sciences sociales de plus en plus utiles aux décideurs politiques de tous niveaux, doit être déployé dans plusieurs directions. Sa première préoccupation doit être de recueillir systématiquement les "faits sociaux" bien calibrés qui sont les sous-produits des appareils administratifs et idéologiques en voie d'informatisation. L'exemple de l'appareil judiciaire français est significatif à cet égard. Dans ce pays légaliste, chantre des droits de l'homme et volontiers donneur de leçons de démocratie, la Justice se remet difficilement de longues années de négligence : première informatisation ratée par sa bureaucratie centrale, retard des recrutements à tous niveaux, aggravé par de fréquentes réformes procédurières non assorties des moyens requis pour leur application, insuffisant développement quantitatif et qualitatif des professions connexes (police judiciaire, prisons, services sociaux de réinsertion, etc.). Elle opère selon une géographie des tribunaux qui partage avec la répartition des diocèses et paroisses catholiques le triste privilège d'avoir suivi de très loin l'évolution industrielle et urbaine des 19^e et 20^e siècles. Au jour le jour, elle agit selon les normes d'une hiérarchie centrale et locale où des magistrats sont censés maîtriser toutes les fonctions à remplir, fussent-elles aussi étrangères à leur savoir-faire que la gestion des immeubles, des budgets...ou de l'informatique. Les réorganisations radicales qui cheminent lentement dans ce corps offrent donc l'occasion d'accompagner une hausse des effectifs et une modernisation des méthodes par une informatisation attentive aux sous-produits documentaires et statistiques qu'elle pourrait procurer. Ainsi, dans un pays qui dispute volontiers de sa Justice pourrait-on enfin apprendre de façon précise quels sont les déséquilibres géographiques de l'institution, les désordres de sa gestion des personnels (magistrats compris), les raisons bien détaillées de ses lenteurs réelles ou supposées et de ses coûts inégaux d'un ressort à l'autre, en même temps que les défaillances exactes de ses prisons ou des professions annexes qui sont censées servir d'intermédiaires entre les juges et les justiciables. Une ou deux décennies d'un tel traitement transformerait une fonction sociale majeure, encore empêtrée dans des séquelles d'Ancien Régime, en un appareil moderne, apte à soigner autant qu'à punir et à prévenir plus qu'à sanctionner. J'ai quelque peu insisté sur cet exemple, parce qu'il ne peut sembler singulier que pour qui se perd dans son détail circonstanciel et national. Tous les appareils de tous les États un tant soit peu développés peuvent devenir producteurs de très abondants matériaux, affinés autant que de besoin, pour éclairer les décisions politiques réglant leurs moyens et leurs réformes et pour permettre aux assemblées délibératives de juger à bon escient des services et des gênes qu'en subissent les populations. La démocratie ne peut qu'y gagner.

Un autre exemple montrera que l'ankylose bureaucratique et le goût des méthodes surannées peuvent être envenimés par des préjugés politiques d'apparence fort louable. La France – encore elle – a placé en tête de ses lois des principes qui ont aidé de fait à révolutionner l'Europe du 19^e siècle. L'égalité devant la loi est de ceux-là. Elle prohibe les discriminations fondées sur la race, la religion, le sexe, etc. Les conséquences tirées de ces normes vertueuses sont parfois d'une profonde sottise. Ainsi, les débats de ce temps portant sur l'immigration (clandestine ou non), sur le statut des étrangers vivant en France et sur maintes questions connexes embrouillent les options politiques avec une vigueur qui tient certes à tout un remugle de préjugés et de rancœurs, mais qui est dramatiquement aggravé par une ignorance principielle. Quand de hauts fonctionnaires très qualifiés mènent bataille pour que l'ascendance des citoyens français d'origine étrangère et celle des autres étrangers vivant dans ce pays continuent d'être ignorées par les statistiques globales (recensement, état-civil, etc.) et soient traitées avec une extrême circonspection par les enquêtes statistiques aux fins plus spécialisées (criminalité, emploi, scolarité, etc.), ils commettent une erreur politique autant que professionnelle. La décision politique d'un ministre ou d'un maire, tout comme la réflexion d'un député ou d'un militant ont besoin d'être éclairées par des données fiables. Les vertueux principes constitutionnels finissent par se convertir en routines bureaucratiques quand le travail d'adaptation des principes aux réalités est durablement interrompu par une sacralisation mal comprise. Il est vrai que les concepts enveloppants dont les sciences sociales font usage (nation, ethnie, tribu, peuple, peuplade, etc.) ne sont pas délimités par des références communément acceptées et bordées de limites objectives formalisées par le droit, comme c'est le cas pour la nationalité.¹ Mais ces ensembles flous – qui varient très lentement, sauf accident majeur – ont néanmoins des caractéristiques objectivement repérables. Ce devrait être une tâche majeure des sciences anthropologiques concernées de lister et de hiérarchiser ces caractéristiques afin que les enquêtes et les statistiques puissent en faire usage. En attendant un tel consensus, une enquête socio-démographique bien conduite et plusieurs fois recoupée permettrait de pallier à ce déficit scientifique afin que les décideurs politiques concernés puissent être éclairés par de bonnes statistiques proto-scientifiques et que les débats et les décisions soient davantage abrités des fluctuations d'humeur et d'opinion venant se surimposer aux inévitables fluctuations des caractéristiques d'un ensemble flou.

Un premier objectif doit être d'étendre et d'améliorer la production de faits sociaux, c'est-à-dire de données² représentatives de chaînes d'interrelations dont une science sociale peut faire sa pâture, pour l'assembler avec d'autres chaînes, en séries temporelles ou en configurations spatiales ou, mieux encore, en structures sociales d'un plus grand degré de complexité. Cet objectif signifie concrètement qu'il convient de veiller à ce que tout appareil d'État se mette à produire de telles

¹ Laquelle s'acquiert par une procédure administrative étroitement réglementée – et curieusement nommée *naturalisation*.

² Chiffrées ou organisées de quelque autre façon bien adaptée à son objet.

données, pour retracer sous le plus d'aspects possibles, les moyens et les effets de ses activités, sans être inhibé par ses défauts d'organisation ou par des normes de discrétion, voire de secret. De veiller également à ce que les appareils idéologiques – qu'ils aient la forme d'administrations, d'entreprises, d'associations, agissent de même ou soient incités à le faire. Autrement dit, le secret des affaires, la discrétion des administrations, le silence des autres institutions sociales sont à combattre ou, pour dire la même chose sous un autre angle, le domaine réservé (ou "privé", "confidentiel", etc.) des institutions sociales est à rogner par des normes légales ou coutumières donnant priorité au besoin qu'a la société de se connaître elle-même pour "naviguer" de façon moins hasardeuse. Comme l'absolue transparence ainsi posée comme objectif est inatteignable ¹, il faut déployer le maximum d'efforts pour contourner les obstacles, c'est-à-dire pour substituer aux données "non publiables" des catégories plus enveloppantes, à l'exemple des statisticiens et des enquêteurs qui ne peuvent rendre publiques que des données agglomérées à une certaine échelle. Mais ces subterfuges et les secrets qu'ils masquent méritent d'être réexaminés périodiquement pour réduire le champ toujours renaissant de l'occultation délibérée ou par ignorance. Le secret des archives – qu'elles soient d'hier, de l'an dernier ou "de la dernière guerre" – est une maladie du développement social.

Je le souligne, cette poussée vers l'explicitation des activités et de leurs résultats ne doit pas concerner les seuls États, mais doit s'étendre à toutes les institutions des sociétés civiles, sans s'arrêter respectueusement à l'approche des frontières politiques. ² Elle implique donc que des appareils producteurs de statistiques voient le jour à l'échelle internationale, comme à l'échelle des États, sans jouir d'aucune exclusivité à l'une ou l'autre de ces échelles, afin d'éviter les normes univoques, les secrets d'État et autres opacifiants. À l'échelle des États, la préférence devrait aller à des agences autonomes plutôt qu'à des appareils d'État ³, tandis qu'à l'échelle internationale où cette autonomie est un peu plus facile à établir du fait de la pluralité des États concernés (donc, des contributions

¹ De par l'effet de contraintes traditionnelles qui semblent "naturelles", de précautions convenant aux pouvoirs établis et d'opacités dues au désordres des bureaucraties et autres modes d'organisation.

² Par exemple les ONG (organisations non gouvernementales) qui sont soit des associations transfrontières soit des excroissances "discrètes" d'États, d'entreprises et de divers types d'appareils idéologiques ; ou les FMN (firmes multinationales) industrielles, financières ou autres qui sont des entreprises actives loin de leur pays d'origine ; et tous autres acteurs "du grand large".

³ Ainsi, en France, un Institut, de qualité technique internationalement reconnue – l'INSEE ou Institut National de la Statistique et des Études Économiques – n'en présente pas moins trois défauts : c'est une administration dépendant du gouvernement d'où d'éventuels doutes sur la fiabilité de ses dires, c'est une administration qui ne peut fonctionner comme faiseur de statistiques à toutes fins utiles sans un aval étatique et c'est un institut qui use de la matière première qu'il produit pour se mêler d'études économiques ou autres qui "concurrent" les universités et les autres entités scientifiquement qualifiées, mais techniquement dépourvues d'un même outillage.

financières décisives)¹. Mais il suffit qu'un État exerce une prépondérance manifeste dans une Agence internationale pour que les représentations du monde qui en émanent soient marquées par des biais parfois dramatique : à preuve, l'ère du "consensus de Washington" dont la Banque Mondiale et le FMI ne se sont pas encore remis. D'autres cas d'insuffisance – d'ailleurs très variés – s'observent dans les appareils internationaux qui se révèlent incapables de détailler un tant soit peu une représentation scientifique du système mondial qu'elles ont à observer, notamment sous l'angle du travail (OIT) ou du commerce (OMC), etc. En fait, la statistique est un combat contre l'ignorance, laquelle est entretenue par l'insuffisant effort de recherche des sociétés, par la "pudeur" égoïste où se complaisent les plus riches d'entre elles et par la persistance des croyances mythico-religieuses enracinées dans les sociétés les moins évoluées. Parmi les méthodes qui permettent d'orienter de nouvelles recherches de façon à faire reculer ces blocages, l'une est de tenter de bien finaliser les travaux scientifiques : de faire de l'histoire, mais en sachant de quoi et pourquoi ? de faire de l'économie, mais en sachant pour qui ? de faire de la sociologie, mais en sachant à quelle fin et pour quelle urgence ? et ainsi de suite. Sans oublier, le nouveau qui commence à pointer dans le développement social, par exemple relatif aux pays les plus développés d'aujourd'hui, en prêtant attention au recul du besoin social de travail (et de travailleurs), à la prochaine multiplication des États à population stagnante ou déclinante, aux effets familiaux et domestiques de l'allongement de la durée de vie humaine, aux effets multiples de la "rurbanisation"² Encore faut-il se garder de croire que ces mêmes questions se poseront avec le même poids dans les régions du monde les moins développées d'aujourd'hui où vivent cependant les quatre cinquièmes de l'humanité actuelle. Ici, par exemple, la "rurbanisation" peut apparaître comme une rêverie américaine ou européenne alors que la plus oppressante des questions est la formation de mégalo-poles où sont assemblés des dizaines de millions d'habitants, formation qui dure déjà depuis un demi-siècle au moins et qui se prolongera longtemps encore, mais où les plus simples aménités de la vie urbaine (l'eau potable et courante, les transports, la police des rues et marchés, etc.) sont des luxes rares et où l'art d'organiser la vie de la cité doit souvent s'inventer dans des sociétés qui n'ont pas hérité d'une tradition urbaine.

Ainsi, en visant à élargir l'activité des sciences sociales (actuelles ou potentielles) afin de mieux éclairer la majeure partie des décisions politiques de toute sorte, doit-on se garder de croire qu'il s'agit simplement de produire partout des savoirs sociaux semblables à ceux que l'Europe et l'Amérique ont commencé de construire massivement depuis peu de siècles. On doit au contraire aider à exploiter les ressources d'autres civilisations qui, comme l'indienne ou la chinoise,

¹ D'où la qualité – parfois agaçante pour les États-Unis et d'autres États puissants – des travaux produits par certaines agences de l'ONU, telles le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) ou la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour la Coopération et le Développement).

² C'est-à-dire de l'étalement des modes de vie sur des espaces où l'urbain et le rural (non ou peu agricole) s'entremêlent.

ont longtemps su organiser (et développer plus ou moins) des populations parfois massives et favoriser l'établissement par toutes ces sociétés (dotées ou non de hautes civilisations traditionnelles) de savoirs utiles pour elles, selon des priorités fixées par elles et en usant de méthodologies ajustées à leurs ressources humaines et financières. Il est probable que les sciences de la nature élaborées ou enrichies par ces quatre cinquièmes de l'humanité ne différeront guère de celles dont l'Occident poursuivra la constitution, encore que soient possibles des surprises qui ne seront pas toutes de détail. Mais il est invraisemblable que le bon foisonnement des disciplines sociologiques ou anthropologiques doive s'effectuer sur les mêmes lignes qu'ici et il est hautement vraisemblable que les bonnes sciences économiques et politiques convenant à l'Asie et à l'Afrique ne seront pas toutes cousines de leurs homologues euro-américaines, car les pays qu'elles ont à analyser pour en orienter le développement sont radicalement différents de ceux qui ont été le tuf des sciences occidentales : différents par l'effet de leur longue subordination marchande, politique et financière, différents par le poids relatif des masses humaines qu'elles ont à nourrir, instruire et occuper, différents, enfin, par les rythmes neufs qui, seuls, résorberont leurs décalages et par les mobilisations économiques et politiques requises à cette fin. Par conséquent, il importe de relativiser les sciences sociales de facture occidentale.

Chiffrer le social pour décrypter la société

[Retour à la table des matières](#)

Pour prolonger cette réflexion, je vais évoquer deux exemples tirés des sciences économiques euro-américaines, afin de montrer ce que pourrait signifier leur enracinement à de nouvelles profondeurs. Premier exemple : les débats fiscaux dont les compétitions électorales usent volontiers. Ces vaines confrontations sont lourdes de malentendus et de dissimulations, parce qu'elles portent généralement sur des impôts choisis à dessein dans la masse énorme et complexe des prélèvements obligatoires de toute sorte, en oubliant, par surcroît, les exemptions, rabais et tarifs spéciaux appliqués à des catégories particulières (l'agriculture, par exemple ou bien les acquéreurs d'un logement neuf), à des régions choisies (comme les DOM-TOM¹), etc. Sans compter les "niches fiscales" qui exonèrent d'impôt ou de droits de succession certains investissements sélectionnés pour des raisons qui ne sont pas toutes avouables, et aussi les retards de paiement non ou mal sanctionnés et les "transactions" administratives qui peuvent intervenir, à la discrétion d'un ministre des Finances, par exemple en cas "d'omission" des droits de douane. Un Conseil des Impôts est censé surveiller tout ce dispositif pour informer le Parlement, mais il faut être un lecteur averti de ses tardives observations pour découvrir, par exemple, que les citoyens les plus imposés sont généralement ceux "qui ne paient pas d'impôt" sur le revenu ou la

¹ Départements (DOM) et Territoires d'Outre Mer (TOM).

fortune, mais qui supportent sur tous leurs achats une taxe à la valeur ajoutée et sur leurs approvisionnements en produits pétroliers ¹ une autre taxe, cousine de la précédente, mais beaucoup plus élevée. Ce trait isolé qui annule pratiquement toutes les tentatives de progressivité de l'impôt selon les niveaux du revenu ou de la fortune pourrait devenir beaucoup plus significatif, s'il était publié, chaque année, un relevé ultra-détaillé des prélèvements de toute sorte ventilés par catégories sociales. Comme ces dernières qui évoquent fâcheusement les classes sociales de sulfureuse mémoire ne sont pas du goût des administrations, il suffirait que les revenus ² par ménage ou par individu soient classés en tranches fines pour qu'une certaine idée des dites classes sociales se laisse entrevoir ainsi que leurs "luttres fiscales" dont les barèmes globaux effectivement appliqués sont la résultante.

Un second indicateur économique pourrait être plus riche encore. *L'Inventaire du 21^e siècle* a consacré une grande place ³ aux efforts visant à rendre comparables, d'un pays à l'autre, les niveaux de la richesse produite annuellement, ladite richesse étant assimilée à ce que les comptabilités nationales appellent le PIB ou Produit Intérieur Brut. Des efforts complexes permettent d'éliminer une grande partie des distorsions de prix d'un pays à l'autre. En effet, ceux-ci s'écartent, en tous sens, du taux de change exprimant le rapport entre la monnaie nationale et le \$ américain pris pour étalon. L'objectif visé par les statisticiens est d'aboutir à un PIB-PPA qui mesure le PIB par tête du pays concerné en Parité de Pouvoir d'Achat avec le \$. Il établit, en substance, que le pouvoir d'achat moyen, par habitant du pays X atteint un certain % du pouvoir d'achat moyen d'un Américain. Dans l'Union Européenne (UE) où vingt-sept pays relèvent aujourd'hui d'une économie qui devient (plus ou moins vite) commune, mais où la même monnaie (l'euro) ne sert que dans une partie de la zone, les calculs en PPA deviennent plus raffinés, car ils tentent de prendre pour étalon une monnaie composite significative de l'ensemble. De nouveaux raffinements visant à entremêler de mieux en mieux les fluctuations des prix nationaux et celles des taux de change, en se référant non pas au seul \$ ou au seul €, mais aux principales monnaies usitées dans le commerce international, sont en cours et seront sans doute productifs. Le socle d'un modèle international de très grande signification est donc en train de s'édifier. Déjà, avec l'aide de l'OCDE, la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil et quelques autres pays majeurs sont en voie de raccordement à ce modèle, comme le Japon, la Corée du sud et d'autres pays l'ont été depuis des années. Il est donc loisible de s'interroger sur les applications nouvelles qu'il serait souhaitable de préparer pour asseoir une meilleure représentation de l'économie mondiale : non plus une représentation centrée sur les seules données marchandes, mais sur une représentation assise au plus près des niveaux de vie et des autres tenseurs économiques des luttes de classes.

¹ Pour l'auto qui souvent les conduit au travail et pour le chauffage domestique.

² Et, pour ce qu'on en sait, les fortunes.

³ Voir, au tome 2, la seconde annexe du dossier n° 3.

Les commentaires sur la signification potentielle de véritables statistiques fiscales, dans un pays comme la France et sur de solides interconnexions des comptabilités économiques des principales nations du monde peuvent, en effet, être prolongés par quelques observations fondamentales. Il est temps de faire droit aux critiques des écologistes qui jugent qu'une partie des richesses produites le sont par épuisement de ressources naturelles non renouvelables, sans que la production de ressources de remplacement soit engagée à bonne date. De faire droit également aux critiques des économistes qui refusent de considérer que les travaux de reconstruction et les primes d'assurance se compensent en réparation des dégâts dus aux catastrophes naturelles, aux faits de guerre et aux accidents de toutes origines, car ce mélange de pertes en capital fixe et de pseudo gains en production courante obscurcissent dramatiquement les réalités économiques. Elles sont déformées comme les prises en compte de plus-values immobilières ou boursières qui attestent de dépréciations monétaires, d'anticipations hasardeuses sur des gains à venir et de jeux spéculatifs dont l'effet combiné est de déplacer la richesse des uns vers les autres, c'est-à-dire entre classes diversement armées. Ce premier paquet de questions qui mêle l'écologique, le financier, les risques naturels, les accidents industriels, urbains et domestiques et les jeux spéculatifs est à démêler par des comptes pertinents, en capital, en PIB et peut-être selon des catégories nouvelles, afin que les politiques économiques en soient éclairées, dans leurs évaluations comme dans leurs initiatives, le tout se jouant à l'échelle de chaque économie nationale. Mais un deuxième paquet, d'étude plus complexe, que l'on a pu entrevoir à propos des PIB-PPA tient aux échanges économiques internationaux et à tous les transferts de richesse financière, de ressources naturelles et de déchets qui occasionnent des dommages sur sites lointains ou à échéances décalées. Je ne prétends pas décrire en quelques phrases ce second paquet, car sa complexité dépasse de beaucoup celle du précédent, cependant que les activités-à-l'aveugle, les brumes délibérément provoquées, les manœuvres dolosives et les brutaux rapports de force conjuguent ici leurs effets. Raison de plus pour en organiser et en développer systématiquement l'inventaire, en apprenant à imputer à chaque société les évaluations actives et passives qui peuvent être établies, par approximations successives, pour chacun des éléments discernables dans ce second paquet. Ainsi les débats incertains et les surenchères douteuses qui encombrant les discussions sur l'échange inégal, le pillage des nations pauvres, l'impérialisme des pays riches ou – avec quelques bémols – les avantages comparatifs dans le commerce international, les rentes de situation, les "heureuses combinaisons de facteurs de production" et toutes les autres rubriques qui encombrant les négociations internationales, aux côtés des droits de douane supposés abusifs, des subventions budgétaires prétendument indues et de toutes autres interventions étatiques (y compris les belliqueux embargos) pourraient faire l'objet de clarifications raisonnables, pour aider à la résorption de maints conflits internationaux latents ou déclarés.

De tels exercices, patiemment pilotés par des organisations internationales de bonne qualité – du genre de celles qui ont déjà été citées – mais aussi par des

institutions universitaires ou des ONG fiables (comme *Transparency International*) – tendraient sans doute à souligner que la richesse des pays riches s'accroît pour partie aux dépens de pays moins développés, mais ils clarifieraient sans doute les formes et les degrés de ces distorsions avec des résultats de plus en plus nuancés où les privilèges que s'octroient les classes riches de maints pays pauvres ou très pauvres pourraient être jugés plus dangereux que les avantages acquis par certains pays riches ou très riches. Le soupçon qui pèse aujourd'hui, sans doute à bon droit, sur les pays dont la richesse résulte essentiellement de rentes naturelles (consolidées par des marchés spéculatifs) comme l'Arabie saoudite ou sur ceux dont la prééminence industrielle et financière semble bien avérée, comme les États-Unis ou la Suisse, serait enrichi, me semble-t-il, par de nouveaux soupçons parfois plus graves pouvant s'appliquer à des pays aux politiques internes particulièrement dommageables, par surexploitation des femmes et des enfants, par stérilisation guerrière, religieuse ou autre d'une trop grande part des ressources "nationales" ou par maladroites et défaillances majeures dans le fonctionnement des activités sanitaires, éducatives et autres. Le handicap exact, imputable à des pénuries ou à des accidents naturels (sécheresses, grands froids ou chaleurs excessives, accidents climatiques fréquents, etc.) pourrait, en étant correctement évalué, révéler des lacunes sociales cachées derrière la pseudo-évidence de ces alibis. À l'inverse, l'impéritie d'un Soudan incapable de mettre en valeur des terres hautement fertiles ou le racisme d'une immense Australie délibérément fermée à la plupart des immigrants asiatiques pourraient apparaître comme des causes majeurs de sous-développement ou de mal-développement. Autrement dit, j'ai le sentiment qu'une exploration méticuleusement "chiffrée" des effets nationaux et internationaux de luttes de classes prises en compte dans toutes leurs déterminations économiques pourrait être de nature à expliciter maints conflits jugés de façon par trop schématique et à éclairer utilement maintes décisions politiques. Bref, l'échelle des dégâts imputables à l'exploitation économique, à la domination politique ou à l'hégémonie idéologique pourrait s'en trouver révisée et affinée.

En mettant l'accent sur le *chiffage* des faits sociaux pour mieux *décrypter* ce que les sciences sociales peuvent saisir (ou approcher) du réel social, j'entends attirer l'attention sur une novation qui n'a pas encore conquis toutes les sciences de la société, loin s'en faut : la riche utilisation des données *numérisées* que les techniques informatiques autorisent désormais. Cette *numérisation* peut s'appliquer à n'importe quel objet et conduire à des traitements informatiques infiniment variés, qui pour la plupart n'ont aucun rapport avec l'arithmétique, la comptabilité et les autres disciplines où le chiffre est roi. Le fait que les sciences économiques – déjà accoutumées aux manipulations statistiques – oublient trop souvent de conceptualiser clairement les données qu'elles économétrisent à tout va, ne doit pas faire illusion. *Bien chiffrer le réel social afin de mieux le déchiffrer* peut signifier dans ce cas qu'un reflux est sans doute nécessaire, pour penser avant de construire des équations. Le chiffage du réel social, c'est son appropriation par n'importe quelle technique permettant d'exploiter informatiquement les données ainsi

acquises, suivant la théorisation aussi rigoureuse que possible qui convient à son objet particulier.

Au 18^e siècle, les beaux esprits d'Europe se mirent à *naturaliser*. Armés des optiques nouvelles que Huyghens et ses émules avaient appris à tailler et à polir, ils observèrent tout ce qui sollicitait leur regard. Linné, Buffon et d'autres dressèrent des nomenclatures des objets naturels, qu'ils soient animaux, végétaux ou minéraux. Quand, un siècle plus tard, Darwin esquaissa une théorie de l'évolution qui n'a pas encore fini de révolutionner la représentation des espèces animales,¹ il devint clair qu'une avancée décisive s'accomplissait dans les sciences de la nature où déjà la physique, la chimie et d'autres faisceaux de disciplines scientifiques avaient commencé de foisonner. Les sciences de la société n'ont pas encore passé ce cap, malgré de multiples progrès régionaux. Mais elles peuvent disposer maintenant d'outils informatiques qui leur en donnent virtuellement la capacité. Au 18^e siècle, les nouvelles découvertes ont souvent conduit à la construction de machines destinées à amuser les salons. Joseph Needham, historien éminent des sciences chinoises, si riches de savoirs et si pauvres d'applications "industrielles" jusqu'à l'intrusion massive des puissances européennes, donne à penser que l'enrichissement des connaissances n'a pas de débouchés pratiques s'il n'est pas entraîné par une demande sociale suffisamment forte, ce qui revient à dire qu'avant la révolution industrielle européenne, des découvertes comme celles des Chinois ne pouvaient déboucher tout au plus que sur des armements et des architectures, à quoi s'ajoutaient évidemment les emplois ludiques destinés aux théâtres et aux palais. La révolution informatique qui s'étale depuis un demi-siècle à peine a déjà fait accomplir des bonds à beaucoup de sciences de la nature, mais elle a à peine effleuré les sciences de la société.² De Hollywood à Tokyo, les industries des spectacles et des jeux en font grand usage, mais les percées manifestes ne débordent pas encore de la statistique, de l'infographie (ou d'autres applications de la cartographie) et des disciplines d'observation satellitaire chères aux militaires américains. La raison principale de ce "retard à l'allumage" me paraît tenir à notre faible connaissance du réel social, dans ce qu'il a de plus structurel. J'ai déjà noté que des termes tels que nations, provinces, peuples, ethnies, tribus, etc.³ n'ont pas de signification claire et "mesurable". Il en va de même pour la plupart des mots qui sont censés désigner les choses de la société, même lorsqu'ils sont aussi banals que "familles, villages ou villes", aussi chargés d'affects que "crises, guerres ou révolutions", aussi tristement riches d'avenir que "famines, massacres ou ethnocides", aussi chargés de sens fluctuants que "langue, dialecte ou patois", aussi riches d'espairs et d'illusions que "liberté, démocratie ou socialisme", et je pourrais continuer à faire défiler quasiment l'entier dictionnaire des sciences sociales. Je doute que de sages colloques puissent signer les multiples traités de paix interdisciplinaires, qui fixeraient, pour les choses de la société, des

¹ Y compris l'espèce humaine qui répugne souvent encore à considérer sa dimension animale.

² Du côté des sciences de l'homme ; elle semble surtout se signaler jusqu'à présent par des appareillages, hormis les percées de la biochimie humaine.

³ Termes aussi fréquents que : arbres, forêts, espèces animales, etc.

nomenclatures scientifiques (périodiquement révisables et complétables), car ces méthodes de chimistes ou de biologistes ne peuvent s'appliquer loin des "sciences dures". Mais je souhaite que des disciplines de plus en plus nombreuses sachent élever le niveau de leurs exigences, par exemple en adossant leurs dires sociologiques sur Marx ou Weber (et autres savants aussi rigoureux), en réclamant des historiens des vues panoramiques détaillées à la Braudel, en incitant les économistes à tirer leurs "preuves" non de "théorèmes" économétriques aléatoires, mais de références multiples à ce que les autres sciences sociales ont pu établir quant à leur domaine d'étude, et ainsi de suite. Un discours d'une quelconque science sociale qui ne peut préciser en quelle période et sur quelle aire ce dont elle traite se situe, qui ne peut raccorder ce découpage spatio-temporel à des repérages bien établis en termes historiques et géographiques, qui ne peut expliciter les autres conditions et limites de validité s'appliquant à l'objet considéré, etc. devrait être considéré comme une recherche molle, un discours sans autorité. De proche en proche, ce genre d'exigences devrait s'enrichir et se préciser. Les autorités de toute sorte qui font usage des travaux des sciences sociales pour les besoins de leurs appareils, dans l'État comme dans la société civile, devraient réclamer le respect de telles normes, cependant qu'à l'inverse les disciplines scientifiques productrices de travaux mieux normés devraient distinguer entre les appareils qui font bon usage de leurs travaux et ceux qui font métier de leur ignorance. Les références politiques à une "démocratie" ou à une "nation" totalement indéfinies devraient être dénoncées comme des tromperies, et ainsi de suite. Autrement dit pour améliorer les performances des décideurs de toute sorte, il faudrait que les sciences sociales s'efforcent de prévenir leurs besoins réels et dénoncent leurs vaticinations arbitraires, cependant que lesdits décideurs devraient réclamer à corps et à cri des recherches répondant à leurs besoins, comme les ingénieurs d'études répondent aux demandes des industries. Le brouhaha des jugements contradictoires, des demandes insatisfaites et des décisions déclarées a-scientifiques s'enflerait pendant toute une période, mais des progrès manifestes naîtraient peu à peu dans ce magma. Lequel ne tuerait pas la décision que l'urgence impose de prendre à l'aveuglette, faute de recherches déjà éclairantes. Il ne supprimerait pas davantage la recherche fondamentale, c'est-à-dire sans finalités existantes ou repérables à courte vue, car celle-ci continuerait nécessairement d'accompagner l'enseignement des jeunes générations, le bouillonnement intellectuel des universités et des hautes écoles et les initiatives irrépressibles des novateurs réels ou imaginaires. Le temps aidant, ce qui serait mis en péril, c'est la professionnalisation de recherches du n'importe-quoi, concrétisée par des travaux ou l'à-peu-près le dispute à l'inanité.

Sans doute faut-il changer de perspective pour bien juger des rénovations scientifiques que j'appelle de mes vœux. Considérons la classe ouvrière d'Europe occidentale, au milieu du 19^e siècle. L'élite en était composée par des mécaniciens dégagés des métiers artisanaux, tels les conducteurs de locomotives et les manipulateurs des autres engins et machines-outils qui se multipliaient dans plusieurs industries. Un siècle plus tard, cette élite ouvrière contenait certes encore maints nouveaux mécaniciens, de l'automobile à l'avion, mais elle débordait en bon

nombre vers des industries dérivées de la chimie et d'autres sciences naturelles riches d'applications : l'ouvrier d'excellence était désormais un technicien, sa culture de base s'enrichissait de savoirs débordant de diverses façons de ce que l'école primaire avait pu enseigner à son prédécesseur, cent ans plus tôt. Un nouveau bond d'un siècle met aujourd'hui en lumière plusieurs changements majeurs : l'ouvrier d'excellence est devenu un ingénieur de par sa scolarité et son expérience ; il commence à bien concevoir le positionnement social où le capitalisme moderne le range, en son propre pays comme dans les trajectoires que "sa" FMN lui fait parcourir ; son savoir principal mêle l'informatique, à doses croissantes, avec des connaissances tirées des sciences de la nature, mais aussi de certaines des sciences de la société ; ses liens avec les strates plus anciennes du salariat banal sont distendus, mais il les redécouvre en partie dans les contacts de travail que ses missions à l'étranger lui font nouer avec les mains-d'œuvre locales. Hormis ceux de ses ex-compagnons d'études qui se sont liés à quelque clan proche de l'état-major local et mondial de sa FMN – ceux qu'il perd de vue, parce qu'ils "font carrière" – il est lui-même désarçonné, hors son milieu d'origine, loin des transformations qui se vivent, au pays, sur le mode d'un reflux vers le salariat banal, et dans une position étrangère sans doute assez confortable, mais dont la durabilité est plus que douteuse : son successeur ne sera pas de sa descendance, ni même de sa nationalité, mais a de fortes chances d'être promu sur place. Ne suffit-il pas de relire les lignes qui précèdent pour voir poindre, presque à chaque mot, des champs d'études rétrospectives ou actuelles (c'est-à-dire diversement historiques) qui relèvent de multiples sciences sociales existantes ou naissantes, mais souvent balbutiantes ? De sciences qui, toutes, gagneraient à s'enraciner profondément dans l'histoire des structures sociales, dans la géographie des civilisations plus encore que des courants d'échanges, dans l'économie de l'inégal développement, dans la sociologie des relations transnationales, dans les étrangetés filtrables par l'anthropologie culturelle la plus attentive aux mouvements à long terme des modes de vie, des mœurs, des langues et des arts, surtout lorsque ces mouvements se compliquent de multiples contacts étrangers (et étrangers) ?

Il ne serait pas raisonnable de risquer, ici, des hypothèses quant aux rythmes des novations scientifiques qui naîtront de l'accélération historique des transformations sociales et de la mondialisation des champs de vie – et de visée – que cet exemple sommaire fait apercevoir. Mais il est légitime de supposer que le 21^e siècle a toutes chances d'être un temps de grandes mutations des savoirs, un temps où les vieilles sociétés développées et cultivées d'Europe et d'Amérique seront secouées par la perte de leur prépondérance et par la découverte de leur modeste poids relatif dans les affaires mondiales, cependant que les jeunes (et souvent très vieilles) sociétés d'Asie, profondément labourées depuis le 19^e siècle, verront monter d'étranges moissons nouvelles d'hommes et de savoirs. Ce n'est donc pas le moment de "s'abandonner aux douces espérances de l'avenir" comme le faisait Condorcet avant que sa Révolution le conduise à la mort, mais c'est plus que jamais le moment de renouveler la dialectique de Marx qui sut toujours marier un principe d'action transformatrice des choses sociales avec un principe

d'intelligibilité de celle-ci : révolutionner la société, mais aussi s'employer à bien la comprendre sans céder à quelque impatience révolutionnaire infondée. Condorcet, puis Marx, furent suivis de bien d'autres révolutionnaires, impatients comme Lénine ou Mao, mais réfléchis comme Gramsci qui fit sien un adage aussi doux-amer que celui de Condorcet.¹ La sagesse, aujourd'hui, n'est-elle pas – si j'ose dire – de rallumer les Lumières, contre le positivisme plat de disciplines sans ambitions, de scientifier de plus en plus les sciences du social, d'en faire bon et plein usage dans toute la mesure du possible, sans jamais s'enfermer dans le "possibilisme" frileux où la social-démocratie européenne s'est engourdie, ni non plus caresser l'illusion qu'en toutes circonstances, le savoir précèdera les grands spasmes de la société.

* * *

¹ Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté.

DEUXIÈME PARTIE – LA RÉVOLUTION FINANCIÈRE

Chapitre 5

(septembre 2006)

La politique économique a besoin de frontières

[Retour à la table des matières](#)

Un bref coup d'œil historique suffira pour vérifier que les sociétés les plus expansives du système mondial capitaliste* ¹ ont grandi à l'abri de frontières économiques, c'est-à-dire d'obstacles, de nature variée, entravant la circulation des marchandises d'un pays à l'autre. Dans le premier de ces systèmes qui fleurit en Europe occidentale, puis aux États-Unis, du milieu du 18^e siècle aux révolutions des années 1910, l'Europe se couvrit de frontières linéaires, créées par la Révolution française, exportées par les armées napoléoniennes et souvent imitées. Lesdites frontières remplacèrent les limites domaniales (surchargées de liens patrimoniaux ou dynastiques) dans le fouillis desquelles les États souverains d'Ancien Régime avaient à démêler leurs limites propres. Le capitalisme industriel s'installa dans des États enclos par ces nouvelles frontières qui devinrent douanières et fiscales autant que militaires et judiciaires. ² Durant les dernières décennies du 19^e siècle, les pays plus avancés, tels l'Angleterre, la France, etc. commencèrent à baisser leurs barrières douanières, mais la France se reprit dès que les blés d'Amérique menacèrent sa paysannerie. L'Allemagne, tard venue, tâta prudemment d'un libre-échange débordant de son *Zollverein*. L'autre puissance dont l'élan s'accéléra en fin de siècle – les États-Unis – n'eut pas à choisir entre protectionnisme et libre-échange, car son marché propre était immense au regard de ses capacités de production, tandis que l'Atlantique la protégeait de l'industrie

¹ Les termes suivis d'un astérisque (*) sont étudiés dans *L'Inventaire du 21^e siècle*, dans *La Société* et dans les autres écrits reproduits sur le présent site.

² Michel Foucher – *Fronts et frontières* – Fayard, 1988.

européenne, nonobstant le télégraphe et le steamer. Le reste du monde était alors formé, pour l'essentiel, de chasses gardées coloniales.

Le deuxième système mondial naquit des révolutions et de la guerre "mondiale-européenne" des années 1910 et s'évanouit dans les derniers sursauts de la deuxième guerre mondiale. Après 1920, l'élan des reconstructions et des industries nouvelles n'avait pas suffi pour rattraper le niveau du commerce international de 1913, quand se déclencha la crise des années 1930. La priorité donnée par l'Allemagne et le Japon à leur armement et les réarmements qui en résultèrent à leur entour accentuèrent l'introversion des économies industrielles. Le protectionnisme devint le lot commun.

Des années 1940 aux 1990, dans le troisième système mondial capitaliste – où étaient enkystées les énormes enclaves de l'URSS, de la Chine et de leurs satellites – le protectionnisme s'atténua peu à peu en Europe et aux Amériques, cependant que l'Asie et la pauvre Afrique, partout décolonisées mais rarement industrialisées, demeuraient marginales sur le marché mondial. À l'extrême fin de cette période le niveau des échanges internationaux dépassa celui d'avant 1914. L'expansion fut plus nette en matière financière, après que les hausses de prix pétroliers de 1973-75 aient solvabilisé quelques anciennes colonies. Même le Japon, tard venu à l'essor industriel, participa à la prolifération bancaire (plus que boursière). Mais les survivances de l'ère coloniale, les commodités industrielles du protectionnisme et beaucoup des traditions bancaires freinaient encore les échanges mondiaux, hormis les branches industrielles nées au 20^e siècle (automobile, aviation, téléphone, radio, cinéma, etc.) et les zones politiquement agencées de façon à rendre l'échange plus ou moins libre, en Europe principalement.

Quand l'implosion du communisme soviétique inaugura, à la fin des années 1980, le quatrième système mondial capitaliste où nous vivons aujourd'hui encore, la "mondialisation" annoncée de longue date par *Le Capital* de Marx s'épanouit, à la grande surprise des populations habituées à leur chez-soi national (ou de plus courte portée). L'accumulation du capital est par nature illimitée, il faut des barrières bien entretenues par des pouvoirs politiques, suffisamment déterminés, pour réussir à la contenir. La disparition des enclaves communistes s'adjoignit à celle des empires coloniaux et conforta l'abaissement des barrières (douanières et non-douanières) pour ouvrir virtuellement toutes les portes du marché mondial. Les principales firmes du capitalisme industriel qui avaient déjà formé à l'échelle nationale des oligopoles ¹, avaient également commencé de projeter, hors leur territoire d'origine, des filiales spécialisées dans la vente de leurs exportations. Les plus puissantes d'entre elles (celles de l'industrie automobile notamment) avaient même établi sur leurs principaux débouchés extérieurs des filiales locales pour y assembler des éléments fabriqués dans leurs pays d'origine et des parties finies sur place. D'où l'usage qui s'est établi de nommer firmes multinationales (FMN) ces

¹ C'est-à-dire des situations où très peu d'entreprises, hautement concentrées contrôlent la totalité du marché national, pour leurs produits.

entreprises à géographie dispersée et variable. Outre l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, le Japon, tardivement suivi par la Corée du Sud avaient ainsi organisé, de par le monde, l'avant-garde de la "mondialisation industrielle". Selon des rythmes différenciés par leur histoire propre, de nouveaux pays entrent de plus en plus nombreux, dans ce jeu mondial. La Russie pétrolière, les "petits tigres" imitant le Japon, l'Inde et la Chine, les quatre éclaireurs de l'Asie du Sud-est (Malaisie, Thaïlande, Vietnam et Indonésie) et les deux ou trois locomotives d'Amérique latine (Mexique, Argentine et Brésil) forment aujourd'hui les principaux contingents nouveaux de cette expansion industrielle qui continuera de s'étendre. De leur côté les FMN financières ont à peu près couvert le même espace, mais avec des résultats de qualité variable qui seront examinés ultérieurement.

Chacun des États bordés de frontières linéaires constitue un marché national au sein duquel le capitalisme peut prospérer. Un droit et une justice adaptés à ses besoins, un impôt rognant peu les profits et les patrimoines, une dépense publique stimulant "la bonne marche des affaires", une police garante de l'ordre public permettent aux entreprises de s'ébrouer sur ce marché. Les douanes gardent ses frontières, même quand les tarifs sont baissés "à l'anglaise" ¹ et leur zèle redouble s'il est jugé prudent de protéger "à la française" les propriétaires ruraux et les fermiers. Et ainsi de suite, tant les tarifs se compliquent à mesure que les échanges internationaux s'intensifient. D'où la jonglerie des traités de commerce, des contingentements, des zones franches (= hors douane), des subventions publiques et des droits de douane. Au reste ; les limites étatiques ne sont pas les seules frontières sur lesquelles la politique économique des États peut prendre appui. Elle peut également jouer des protections indirectes qui résultent des statuts de certaines professions réservées aux nationaux, voire aux titulaires de certains diplômes nationaux ou de certains mérites reconnus par l'État (fonction publique, offices ministériels, diverses professions libérales, anciens combattants, etc.). Ici, la frontière n'entoure plus un territoire, mais des groupes d'habitants. Des remparts analogues peuvent être érigés pour des raisons extra-économiques – ou présentées comme telles – qu'il s'agisse d'ordre public, de santé et d'hygiène, ou de maintes autres fonctions sociales que le pouvoir d'État exerce "par nature" ou s'approprie pour des raisons diverses. Cette appropriation peut même se confondre avec une classique "propriété de moyens de production et d'échange" quand l'État hérite d'une production de services façonnée avant l'ère capitaliste (hospices, écoles, postes, etc.), s'enrichit de "services sociaux" plus modernes, étale des "services publics" qu'il gère lui-même, à moins qu'il ne laisse ce soin aux échelons locaux de son appareil, etc. D'un pays et d'une époque à l'autre l'appellation de ces "services" peut être d'une extrême variété, et la frontière en est rarement linéaire, car des associations privées ou des sociétés commerciales peuvent intervenir dans plusieurs des domaines concernés. À l'inverse, les incursions de l'État (ou de ses échelons inférieurs) dans l'exercice de productions et d'échanges économiques que des entreprises capitalistes considèrent (ou revendiquent) comme leurs, se sont

¹ Pour laisser passer des produits alimentaires à bas prix, ce qui permet de maintenir les salaires à un bas niveau.

considérablement étendues au long du 20^e siècle, dans des conditions à observer de près, tant les luttes entre le pouvoir et la propriété y ont été particulièrement vives. Étant bien entendu que le pouvoir* et la propriété* sont, ici, deux mots-clés, dont il faut respecter la pleine valeur théorique. Le pouvoir est d'État, en toutes ses subdivisions et la propriété concerne essentiellement les "moyens de production et d'échange", quelles que soient ses excroissances (souvent mêlées de séquelles d'anciennes organisations sociales).

Dans l'actuel système mondial, propriété et pouvoir sont souvent en conflit

[Retour à la table des matières](#)

Les unions douanières (dont l'Europe Unie est le plus vaste exemple) et les zones de libre-échange dont le nombre s'allonge chaque année, abaissent ou déplacent les frontières politiques. Autrement dit, les États perdent leurs capacités douanières et affaiblissent leurs moyens d'action fiscale, sauf dans le cas où ces mêmes capacités sont réorganisées et gérées de bonne façon aux limites de leur zone commune ou de leur union. Ainsi s'établissent des "marchés communs" plus vastes que les marchés nationaux et souvent plus ouverts qu'eux à tous les courants d'air venus du grand large, c'est-à-dire du marché mondial en formation.

L'installation de ce dernier est loin d'être terminée. Même les plus libre-échangistes des États conservent ou renforcent leurs capacités politiques dans des domaines (dits "de souveraineté") qui concernent leur ordre public interne, la "défense de leurs intérêts nationaux" ¹ et, de façon parfois plus voilée, l'exercice de leur diplomatie internationale. Les FMN qui s'installent, branche par branche, dans les zones de libre-échange, les unions douanières et les marchés nationaux, afin d'y étendre leurs activités rentables doivent donc composer avec des frontières, anciennes ou nouvelles qui sont plus ou moins poreuses.

L'État (central ou non) est de longue date un constructeur d'équipements publics : routes et ports, ponts et arsenaux, forêts et canaux, etc. Pour élargir sa ressource, il crée des monopoles fiscaux (mines de sel, manufactures de tabac et de cartes à jouer, etc.). D'autres ateliers tournés vers le luxe princier complètent sa panoplie. L'extension des villes et les besoins de l'administration élargissent ce champ d'action. Les services publics se multiplient, d'autant que les guerres du 20^e siècle nécessitent l'approvisionnement d'énormes armées, le transport des troupes

¹ Qui peut être réduite s'ils adhèrent à une alliance militaire permanente, comme l'OTAN, mais qui peuvent aussi être renforcées par des législations exprimant un "patriotisme économique". Les États-Unis refusant à une société originaire des Émirats Arabes Unis le droit d'exploiter leurs principaux ports ou bien les pays européens se demandant si Gazprom et d'autres sociétés russes peuvent monopoliser les gazoducs qui les approvisionnent ont illustré, en 2006, ce néoprotectionnisme.

et des armes et même des importations vitales pour le ravitaillement des populations, etc.

À l'approche de la seconde guerre mondiale et à l'exemple de l'URSS, des industries nouvelles sont créées ou acquises par expropriation d'entreprises existantes. Ces "nationalisations" sont fréquentes, jusqu'aux années 1950, en France et en Angleterre, ainsi qu'en Allemagne et en Autriche ¹, etc. À cette même époque, l'extension du "camp socialiste" multiplie les entreprises publiques "à la russe", dans toute l'Europe orientale, comme en Chine et en divers autres pays. Un reflux se dessine ensuite et, malgré un ressaut nationalisateur en France (1982), il prend son plein élan après l'effondrement de l'URSS. Toutefois plusieurs pays décolonisés après 1960 s'engagent sur la voie inaugurée dès 1938 par le Mexique : ils nationalisent les mines et les gisements pétroliers de leur territoire, ce qui élargit considérablement les capacités d'États qui, en tout pays, appliquent un droit minier leur permettant de contrôler la gestion de ces ressources naturelles et de s'approprier (fiscalement ou d'autre manière) une part de la rente que procure leur exploitation marchande.

La floraison d'entreprises publiques n'a cessé de s'épanouir pour deux raisons très contrastées. D'une part, les industries nouvelles de portée mondiale (nucléaire, espace, aéronautique, etc.) ont forcément retenu l'attention des États les plus puissants qui ont créé des entreprises publiques *ad hoc* ou ont à tout le moins bordé la gestion privée de telles entreprises de tout un lacs d'aides, de contrôles et de prohibitions ². D'autre part, l'extension des œuvres charitables et caritatives des siècles passés à des populations tout entières, s'est déployée en une large gamme de prestations. Le *welfare State* a débordé de la santé et de la natalité vers le logement. Il a épanoui les services de sports, de loisirs et d'autres vacances, nés dès les années 1930 à la faveur des "congrés payés". Les prestations destinées aux chômeurs, aux scolaires et aux retraités se sont élargies elles aussi. Et, jusqu'à nouvel ordre, il n'est pas d'année où quelque pays occidental n'élargisse cette gamme de "prestations sociales".

Dès que leur niveau de développement le permet, les diverses régions du monde tracent chacune leur itinéraire particulier dans cet ensemble, selon les attentes des populations et les orientations politiques de leurs États, si bien qu'en ce début du 21^e siècle, le système mondial offre déjà une riche diaprure de "services publics", de "prestations sociales", d'"entreprises nationalisées" et d'autres catégories encore où s'expriment la prégnance de la propriété étatique dans tous les pays et les luttes, très diversifiées d'un pays à l'autre, qui manifestent les offensives et contre-offensives de la propriété capitaliste (libre-échangiste et potentiellement tendue vers un "tout au marché") et des immixtions étatiques dans l'aire détenue par cette propriété ou sur ses marges.

¹ Toutes les industries "trustées" par le gouvernement allemand (les Hermann Goering Werke) ont ainsi été saisies.

² Relevant d'un "patriotisme économique" avant la lettre.

Les frontières du marché mondial

[Retour à la table des matières](#)

Les appellations variées en usage dans les différents pays pour désigner les propriétés relevant de l'État, de ses divers appareils ou de ses fractions territoriales ne se laissent typifier en catégories homogènes qu'au prix d'une investigation détaillée de leurs arrière-plans politiques et de leurs connotations juridiques. Qui plus est, les organisations internationales qui, telle l'OCDE,¹ ont esquissé ce travail véhiculent souvent des préjugés "pro-marché" et "anti-État" qui gauchissent leurs travaux. Les historiens et les sociologues de l'économie doivent explorer ce domaine, pour chaque pays et chaque période en évitant de tels biais. L'idéal – nulle part atteint à ma connaissance – serait même qu'ils produisent, cas par cas, des sortes de "sociographies" qui étaleraient sur de multiples niveaux, allant de la pleine propriété étatique à la plus indirecte des interventions publiques et couvrant autant que de besoin les aires territoriales concernées, du local au national et au "plus-que-national" (façon Union européenne ou autre). De telles "sociographies" complèteraient utilement les "comptes sociaux" qui détaillent une partie des comptabilités économiques nationales, car elles corrigeraient leurs défaillances.² Mais surtout, elles esquisseraient une "cartographie" des tensions et des conflits qui résultent des inflexions opposées au libre-échange marchand par les États jouant pleinement de leur pouvoir.

Faute de tels repérages, pour comprendre où en est l'avancée du marché mondial et pour juger du degré d'autonomie conservé par chaque État (ou chaque union d'États³) je dois me contenter, ici, de noter à très grands traits, les frontières principales où se joue le réglage conflictuel des variables économiques.

Au premier rang figurent, évidemment, les frontières politiques des États, éventuellement surclassées par les frontières d'unions et autres zones internationales. À l'intérieur de ces compartiments majeurs, les frontières des régions politico-administratives se démultiplient selon le type et le degré de fractionnement retenu par l'État local. En outre, la gamme des pouvoirs étatiques délégués à ces diverses fractions est une variable importante, quand leurs autorités jouissent d'une suffisante autonomie et quand elles sont propriétaires,

¹ Organisation pour la Coopération et le Développement Économique.

² Par exemple pour les immixtions étatiques sans contrevaletur monétaire immédiatement évaluable, ce qui est notamment le cas des prestations sociales à échéance future et incertaine (p.ex. primes au mariage, à la naissance, retraites, etc.).

³ En son stade actuel, l'Europe fait un usage médiocre de sa marge d'autonomie – qu'elle ne travaille pas à élargir – si bien qu'elle est un facteur d'affaiblissement des actions antimondialistes de ses pays membres. Voir l'essai de septembre-décembre 2004 sur L'Europe ou les Europes, publié sur le présent site.

copropriétaires ¹ ou titulaires d'autres droits partiellement équivalents à une propriété, selon les contorsions propres au droit national. Les mêmes compartiments politico-administratifs ou d'autres ² incluent, à diverses échelles, des fondations, des associations à statuts divers, des sociétés de droit privé, bordées de contraintes réglementaires spéciales (par exemple une limitation des bénéfices qu'elles peuvent distribuer, ce qui les fait classer dans une catégorie dite "à but non lucratif" ou encore des sociétés à statut légal particulier ³ et enfin des personnes morales de droit public créées de bric et de broc, notamment pour gérer les diverses prestations sociales servies à des entreprises (contrats subventionnés divers : jeunes, ex-chômeurs, handicapés, etc.) et surtout à des familles (santé, charge d'enfants, vieillesse, etc. ;) et à des catégories professionnelles (chômeurs, paysans ⁴, artisans, etc.).

Toutes ces frontières sommairement listées font l'objet de combats incessants. Hormis les circonstances guerrières où les frontières politiques des États sont brutalement remises en cause, il est aussi des guerres subreptices qui jouent de la corruption plus que de la canonnière pour rectifier un tracé gênant, par exemple pour soutenir une compagnie pétrolière privée qu'un État protège au nom de ses "intérêts nationaux". Les confins du Nigeria et du Cameroun ont illustré ce point en 2006. Dans les régions où le rapport des forces internationales gêne les incursions militaires, les frontières étatiques peuvent être contestées par les organisations du commerce international et par maintes autres institutions internationales, comme l'OCDE, les banques régionales de développement, etc. qui s'obstinent à ouvrir l'accès à tous les marchés nationaux pour un maximum de produits et de "services". ⁵ Néanmoins cette poussée obsédante qui ferait du monde entier un marché unique (*a real level field*) cesse d'intéresser les États les plus puissants quand elle s'attaque à leurs domaines réservés, notamment à ceux des industries militaires et des innovations scientifiques et techniques (atome, espace et autres secteurs dont la gamme se modifie peu à peu). Ici, de nouveaux garde-

¹ Avec de multiples sous-frontières, selon qu'il s'agit de copropriétés entre autorités publiques seules, ou de mixtes avec des compagnies privées ("sociétés d'économie mixte"). Un autre dégradé s'observe pour maints "services publics" où les entreprises qui les fournissent peuvent relever des cas précédents, mais comprendre aussi toute une gamme d'entreprises privées sous contrats spéciaux (concession, bail emphytéotique, obligations contractuelles particulières, etc.).

² Découpés par des voies constitutionnelles, légales, administratives, associatives ou autres.

³ Tel est fréquemment le cas des entreprises qui construisent et gèrent des "logements sociaux" et autres county houses.

⁴ La Politique Agricole Commune (PAC) de l'Union européenne mériterait une étude détaillée de ses méthodes et effets, d'un pays à l'autre tant le contraste est grand entre des Pays Bas et un Danemark, champions d'une coopération de forme syndicale et une France où le refus des disciplines professionnelles se marie bruyamment d'appels au secours (publics) dès que la conjoncture devient défavorable pour un quelconque produit ; ceci sans oublier la Pologne jamais kolkhozifiée et autres Roumanie – Bulgarie qui entreront de biais dans l'Union Européenne (et dans la PAC) en janvier 2007.

⁵ Notamment les "services financiers", étendard sous lequel les banques et les bourses se pressent en rangs serrés. Je rappelle que les "services" de cette espèce seront examinés ailleurs.

frontières entrent en jeu, soit sous la forme d'agences internationales spécialisées ¹, soit par le jeu de Compagnies privées, propriétaires de brevets valides. D'où des conflits sournois, lorsque des transactions directes ou des achats en bourse s'efforcent de contourner ces blocages.

Souvent, les conflits deviennent plus fragmentaires lorsqu'ils portent sur l'étendue de la propriété étatique, sur les gênes ainsi infligées à "l'initiative privée" et sur les précautions qui doivent entourer les éventuelles rectifications de frontières. Ainsi, on se bat sur la "nécessité" de nationaliser ou de dénationaliser telle firme ou telle branche d'industrie, voire d'éradiquer l'ensemble des entreprises étatiques. La lutte s'envenime quand l'évolution des contextes en transforme les données.

De leur côté, les conflits entourant les propriétés publiques ou mixtes et les associations et autres institutions juridiques (d'échelle nationale, locale ou fonctionnelle) qui relèvent principalement des interventions "welfaristes" de la puissance publique, (notamment des redistributions opérées à partir de "cotisations sociales" et de subventions budgétaires ou au moyen de dégrèvements fiscaux) se livrent presque toujours en ordre dispersé. Ici, une association marchande jure que les soins hospitaliers, les maisons de retraite ou les pompes funèbres devraient relever de la compétence exclusive du "secteur privé". Ailleurs, les unions du bâtiment, des transports routiers ou des libres enseignants jurent que la construction, le transport scolaire ou l'école à ses divers niveaux sont, par essence, des "services privés". Ailleurs encore, des syndicats financiers affirment que l'épargne populaire n'a pas besoin de caisses spéciales, que les risques individuels et familiaux ne peuvent être mieux couverts que par des contrats privés d'assurance, que les péripéties de la vie étudiante, professionnelle, sportive ou ce que l'on voudra peuvent toujours être couvertes par des crédits bancaires *ad hoc*. Et ainsi de suite, jusqu'à réduire les interventions "sociales" de l'État et de ses faux nez de toute sorte avec une vigueur égale à celle que l'on doit consacrer à l'éradication des propriétés publiques.

Ces raisonnements réactionnaires étaient erronés, mais les péripéties dramatiques et l'échec final du communisme de type soviétique ont semblé les valider. De leur côté, les résultats positifs de l'Europe keynésienne et "welfariste" des années 1950-75 ont été dénigrés à mesure que les performances américaines se renforçaient, malgré les cahots conjoncturels. Le néo-libéralisme économique, adossé aux théories économiques dominantes, est devenu la religion souveraine des institutions financières internationales. Ce "consensus de Washington", relayé par la plupart des banquiers centraux d'Europe et d'Amérique, a contaminé la plupart des gouvernements. Il fallait avoir mauvais esprit pour constater que la réforme du FMI, après l'abandon de la garantie-or donné par les États-Unis a fait

¹ L'AIEA pour le nucléaire ; plus sournoisement l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) pour bloquer ou ralentir la production de médicaments hors brevet (les "génériques"), la FAO (*Food and Agriculture Organisation*) pour libérer et répandre les semences OGM, etc.

des banques américaines le pivot d'un système financier mondial dont les États-Unis usent et abusent pour conforter leur prédominance et leur genre de vie.

Maintenant que la Russie reprend son souffle, que les pays asiatiques sont de plus en plus nombreux à s'élancer "à la coréenne", que l'immense Inde accélère peu à peu sa croissance et surtout que l'énorme Chine jouit depuis le début des années 1980 d'une croissance ultra-rapide, le "consensus de Washington" se lézarde, comme on en jugera en étudiant les résultats acquis et les perspectives désormais ouvertes, y compris à la Banque mondiale et au FMI et sans doute même dans le fonctionnement – américain ou non – du système financier international. De ce côté, en effet, des transformations du système mondial aussi profondes que celles qui résultèrent de l'effondrement du mur de Berlin, semblent s'esquisser.¹

Sur quelques leçons à tirer des conflits économiques "frontaliers"

[Retour à la table des matières](#)

Les novations financières qui semblent s'esquisser ne se propageront pas de façon fulgurante, car nous sommes ici à une telle profondeur structurelle qu'il vaut mieux raisonner – comme pour le mur de Berlin – selon une échelle pluri-décennale. Et, suivant toujours ce même précédent, il ne faut pas rêver à une reprise spontanée des "trente glorieuses" européennes, à leur contagion mondiale en douceur, ni à une rénovation spontanée d'un mode de production étatique-socialiste* enfin admirable. L'histoire n'est pas un conte de fées.

Pour contribuer à une reviviscence utile des meilleures esquisses du 20^e siècle, il faudra creuser à plusieurs reprises leur analyse critique, sous de multiples angles. Je commencerai, ici, ce travail en soulignant celles des questions que l'évolution des frontières du marché mondial, depuis les années 1950 jusqu'à nos jours, a cernées de critiques justifiées, notamment en Europe qui a été, jusqu'ici leur principal champ d'expérimentation, mais en veillant, toutefois, à sortir ces critiques de leur contexte initial pour les situer autant que possible dans l'optique "mondialisante" qui est, aujourd'hui, nécessaire.

Abus de diverses prestations sociales (santé, soins, repos), y compris l'assistance aux chômeurs, les subventions correctrices de "calamités agricoles", etc. ; travail parfois médiocre, absentéisme et congés abusifs des agents employés par les organismes sociaux concernés, comme par les salariés des entreprises publiques et par les fonctionnaires publics ; abus du droit de grève par ces diverses catégories de salariés ("prenant leur public en otages") ; etc. : la liste des variantes peut être enrichie selon les diverses procédures d'allocation des prestations et selon les statuts des personnels concernés.

¹ Voir, sur le présent site, la note d'octobre 2006 intitulée *Dompter le capital financier* où la fin du "consensus de Washington" est analysée.

Pour une part, il s'agit là d'errements dont le secteur privé n'est pas indemne, même s'il les corrige plus brutalement, notamment dans les périodes de chômage élevé. Pour le reste, il s'agit d'actions opérées au bénéfice d'une protection statutaire ou syndicale renforcée, du fait que l'État est généralement tenu à une meilleure application des lois qu'il promulgue. Là derrière se profilent des questions délicates, sur la qualité des contrôles effectués dans, par et sur les administrations, les entreprises et les associations concernées et des questions plus délicates encore qui concernent les rapports entre ces institutions et les syndicats et autres institutions représentatives de leurs personnels. Ces questions se traitent d'autant mieux que chaque autorité (nationale, locale ou d'autre échelon) trouve en face d'elle un syndicalisme unifié. *A contrario* la pluralité des syndicats (et équivalents) expose à des surenchères et à d'autres manœuvres. Ainsi, le renforcement et l'unification tendancielle des appareils syndicaux de tous niveaux et de toutes tendances et l'inclusion dans leurs confédérations unifiées de la plupart des associations adventices doit être une priorité majeure pour toutes les parties intéressées, fût-ce de loin, et notamment pour les faiseurs de lois et règlements ou de statuts collectifs.

Encore faut-il que ces conditions soient remplies durablement et de bonne foi pour que leurs bienfaits collectifs deviennent des valeurs communes surclassant, dans les mentalités publiques, les irritations individuelles ou groupales qu'une exacte application des droits et devoirs de chacun peut susciter. Montesquieu le soulignait déjà, la vertu sied à la République, mais le républicanisme ne se construit qu'à l'expérience. Inventer ou réinventer l'unité syndicale sera un grand chantier du 21^e siècle. Encore faudra-t-il n'omettre aucun des niveaux où le débat doit se tenir et se conclure, de l'atelier à la FMN, de la Commune à l'État national et, par delà celui-ci, à l'échelle des unions et autres coopératives d'États comme au niveau des institutions internationales de toute envergure.

Les désordres publics imputables aux entreprises et aux services dépendant de l'État, aux agences qui détaillent son pouvoir et aux associations qui le complètent ou suppléent à ses manques sont pour partie justiciables des remarques précédentes, mais ils posent aussi un problème de plus vaste échelle. Des lois occasionnelles, des statuts traditionnels et des contrats et conventions à longue durée deviennent des outils insuffisants et même fragiles lorsque les transformations liées à l'évolution du système mondial sont le perturbateur principal. D'où cette nécessité qui devrait devenir la règle d'or des relations sociales dans les décennies à venir : elles doivent être bordées par des prévisions à aussi long terme que possible, concrétisées par des engagements pluriannuels et truffées de précautions enrichissant la gamme des *built-in stabilizers*. Je vais préciser ces trois termes (prévisions longues, normes pluriannuelles et "stabilisateurs incorporés"), en prenant la liberté de les concrétiser comme si un schéma unique devait les englober tous de façon cohérente. La réalité sociale sera évidemment plus diverse, plus hétéroclite et plus "bricolée". Mais un schéma

idéalement simplifié permet de prendre une vue d'ensemble des objectifs à atteindre et une bonne mesure des retards, décalages et errements de la pratique réelle.

Supposons donc que, dans les prochaines années, l'OMC qui trébuche à la recherche d'un bon ordre du jour pour sa conférence mondiale, depuis sa tentative de Seattle (1999), en vienne à la raison et décide de répartir ses adhérents dans une dizaine de conférences spéciales préparatoires. Plusieurs d'entre elles couvriraient plus ou moins l'une des régions mondiales aujourd'hui discernables,¹ les autres assembleraient des pays préférant se regrouper selon des critères non géographiques pour défendre des intérêts liés à leurs niveaux de développement propres ou à leurs particularités structurelles, etc. L'OMC serait ainsi le théâtre de multiples conférences pour assembler les groupes spécialisés, puis exprimer leurs desiderata à moyen et long terme. Les États-Unis, le Japon ou les puissances européennes ne figureraient que dans leur conférence géographique propre, sauf à disposer ailleurs d'alliés locaux.

La confrontation des programmes élaborés par les conférences spécialisées devrait aboutir non pas à une quelconque réforme à durée illimitée et de portée mondiale, mais à un tableau des engagements croisés résultant pour cinq (ou dix) ans de cette confrontation. Avec des vérifications intermédiaires (tous les deux ans, par exemple) et des conférences spéciales et générales renouvelées de cinq en cinq ans pour ajuster les engagements antérieurs et en arrêter de nouveaux, l'OMC qui aurait également à encadrer et arbitrer les négociations modifiant le nombre et le contenu des commissions spécialisées, deviendrait ainsi le producteur permanent de programmes détaillant les prochaines étapes de la "mondialisation".

Ainsi, des prévisions à aussi long terme que possible, concrétisées par des engagements pluriannuels, verraient le jour, offrant aux États nationaux et aux unions et autres coopératives d'États le moyen de cadrer leurs propres politiques, de "voir venir" les risques et les chances de délocalisation d'entreprises, d'apprécier les limites dans lesquelles les libertés d'action sur un marché devenant mondial pourraient se déployer – ou être contenues –, bref de majorer leurs chances de mener des politiques efficaces. Dans l'éventualité où des crises majeures, d'ordre économique ou financier se produiraient, le nouveau dispositif de l'OMC dûment renforcé par un FMI et une Banque Mondiale qui auraient, eux aussi, appris à juger de l'avenir avec des lunettes à foyer variable pourraient aider à corriger vite les écarts provoqués par ces crises.

Qui plus est, ces organisations mondiales, ainsi que les États les plus diligents pourraient veiller à incorporer dans leurs politiques à moyen terme ce que j'appelle des *built-in stabilizers* – mais en déplaçant la signification que Galbraith attachait à cette excellente formule.² Lui visait essentiellement les mécanismes de

¹ Voir les chapitres 3 à 6 de *L'Inventaire du 21^e siècle* (tome 1).

² Voir John Kenneth Galbraith – *Le Nouvel État Industriel*, éd. française, Gallimard, 1968.

redistribution du revenu national (en gros : les prestations sociales) grâce auxquels les dépressions cycliques étaient en partie corrigées – les prestations réduisant les pertes de revenus – ce qui limitait les risques de crise profonde. La nouvelle mission de l'OMC éclairée par maintes autres organisations internationales, pourrait minorer de même les risques de dégâts cumulatifs associés à tel ou tel aspect de la croissance mondiale, en aidant à repérer et à appliquer des mécanismes contra-cycliques d'un type nouveau, par exemple en favorisant les stockages préventifs (d'énergie, de matières premières, de denrées alimentaires, etc.) ou en combattant les spéculations les plus dangereuses.¹

Présentées sur un mode imaginaire, les développements ci-avant anticipent sur tout le brouhaha de réformes, de tâtonnements et d'échecs qui va accompagner les suites de la croissance économique mondiale, non pour présenter une gamme idéale de réformes à viser, mais pour permettre de réfléchir ambitieusement à tout ce qu'il faudrait faire pour "libérer l'avenir". Encore aurais-je pu charger davantage le tableau en imaginant les cheminements – qu'il faudra bien trouver – pour briser les égoïsmes pro-paysans (ou donnés comme tels) des États-Unis, de l'Europe (ô PAC !) et du Japon, pour réduire les ruses de la finance, pour repérer les coalitions de FMN, etc. En revanche, je n'évoque pas les problèmes "théologiques" relatifs aux perturbations supposées que les entreprises ayant un ou plusieurs actionnaires étatiques feraient subir à la libre concurrence marchande, car ces débats se résolvent dès que l'on abandonne l'idée que la propriété étatique d'entreprises est à bannir ou à raréfier. Ce tabou écarté, il reste ceci : il appartient aux États concernés de régler leurs normes d'actionnariat, d'accès aux marchés, d'utilisation des banques et des bourses selon leurs convenances politiques, dûment explicitées par conventions, traités et autres instruments internationaux.

Il est inutile d'évoquer les lourdeurs additionnelles qui encombreront inévitablement la "gestion" des frontières du marché mondial, pour concevoir que la "libération" de l'avenir sera une longue chaîne de durs combats.

C'est pourquoi j'ai mis l'accent, ici, sur ce fait central : dans le système mondial actuel, la politique économique a plus que jamais **besoin de frontières**. Les multiples changements d'échelle² qui déplacent et déforment les centres de pouvoir doivent être bien compris, non pour plaider en faveur d'une impossible immutabilité des États existants, mais pour repérer les bons niveaux auxquels ces centres doivent être déplacés, revalorisés et multipliés. Déplacés à un niveau supranational et souvent international pour donner à toutes les forces sociales concernées par les transformations mondialisantes, des points d'application pour leurs pressions. L'exemple de l'OMC et de ce qui l'entoure, évoqué ci-avant, illustre ce point, comme aurait pu l'illustrer une reprise des conclusions établies, à

¹ Je reviendrai sur ces dernières en examinant, dans une autre note, les mécanismes financiers de la croissance économique en voie de mondialisation.

² Voir le chapitre premier de *L'Inventaire du 21^e siècle* (Tome 1).

une autre échelle, à propos de *L'Europe ou les Europes*.¹ Déplacés, mais aussi revalorisés, ce qui doit être le cas de tous les États : non pour sanctifier leurs agencements des 19^e et 20^e siècles, mais pour les ajuster aux tâches mondialistes, coopératives-supranationales, nationales et décentralisatrices qui doivent être les leurs dans leur environnement régional et mondial actuel. Ce qui peut conduire à des propositions surprenantes – d'apparence supra-colonialistes dans le cas dramatique de l'actuelle Afrique subsaharienne² – et à bien des réformes utiles, voire indispensables en d'autres régions du monde. Car l'État normalement appareillé, correctement géré et dûment harcelé par de multiples contre-pouvoirs* est l'une des meilleurs inventions politiques des 19^e et 20^e siècles, nonobstant les épouvantables déviations et perversions de certains des types d'État.* Mais aucun État ne peut être durablement bénéfique s'il ne s'adapte pas, de façon continue aux besoins changeants des populations, dans un monde changeant.

D'où la nécessaire multiplication et démultiplication des centres de pouvoir, c'est-à-dire des démembrements du pouvoir d'État qu'il est souhaitable de poursuivre sur un élan pris de longue date par les États-Unis (dont l'histoire fut longtemps celle d'une coagulation d'États juxtaposés), plus tard rejoints par l'Europe et d'autres régions.

Au reste, 200 États pour 9 milliards d'humains, n'est-ce pas un peu court ?

¹ Voir l'essai de ce titre, septembre-décembre 2004, sur le présent site.

² Voir *L'Inventaire du 21^e siècle*, tome 1, chap. 6.

DEUXIÈME PARTIE – LA RÉVOLUTION FINANCIÈRE

Chapitre 6

(juin 2007) ¹

La révolution financière

Première section

La relève de l'or

[Retour à la table des matières](#)

Les transformations du système financier mondial, en ce début de 21^e siècle, sont mieux intelligibles si on les met en perspective, par exemple à partir de la Banque d'Amsterdam qui préfigura, dès le 17^e siècle, l'actuelle Banque Centrale Européenne (BCE), avant de céder la prééminence à la Banque d'Angleterre qui devint au 19^e siècle une sorte d'avant-coureur du Fonds Monétaire International (FMI). Au 17^e siècle, la très riche Banque d'Amsterdam exerçait de multiples métiers : gardiennage des stocks précieux de ses fondateurs et d'autres marchands, monnayage de l'or, étalonnage des pièces, tenue de comptes, règlement de lettres de change, pesée périodique des sacs et bourses sous sa garde, etc. Les sacs de cuir contenant les pièces de toute sorte, de chaque client, étaient pesés sous un contrôle rigoureux qui permettait de traduire les diversités d'alliage et de frappe en une monnaie de compte – le florin – si bien que les lettres de change libellées en florins et gagées sur les réserves de chacun étaient le plus sûr des moyens de paiement

¹ Une première version de ce texte a été postée en octobre 2006.

international.¹ Les pièces monnayées pour le compte des princes circulaient également, qu'elles soient d'or ou d'argent. Un billon plus médiocre les démultipliait, pour servir de "petite monnaie". Les règlements les plus importants furent de plus en plus souvent effectués avec des "billets" de toute sorte. La "lettre de change" qui servait de monnaie aux marchands bien famés devint d'usage plus commun à mesure que le commerce s'étoffait. Mais l'innovation décisive fut l'émission de "billets" en représentation de l'or détenu par des banquiers, lesquels en vinrent peu à peu à émettre plus de "billets" qu'ils ne détenaient d'or. Les accidents et les scandales dus à des "taux de couverture"² insuffisants pour les billets mis en circulation furent finalement éliminés par la spécialisation de banques centrales – dont la Banque d'Angleterre devint le modèle, sans en être le prototype. Ces banques centrales offraient aux banques commerciales ordinaires d'escompter les traites tirées sur elles ;³ Naturellement, les banques centrales prirent des précautions avant d'escompter les divers "papiers" que les banques ordinaires leur présentaient, par exemple en requérant l'aval de marchands ou d'autres personnes à solvabilité reconnue. Le rôle des banques centrales fût couronné, tôt ou tard, par l'État dans lequel chacune d'elles opérait lorsqu'il leur accorda le privilège exclusif d'émettre des "billets de banque" ce qui facilita le reflux des monnaies métalliques vers des gardiennages bancaires. Au 20^e siècle, la thésaurisation de l'or – ou de l'argent – dans les coffres bancaires ou ailleurs perdit toute signification monétaire, à mesure que les États concernés "démonétisèrent" ces pièces, autrement dit en bannirent l'usage dans les transactions courantes.

Au 20^e siècle, donc, la banque devint un élément familier dans beaucoup de sociétés, même si le public ne distingue pas toujours les banques de plein exercice, des quasi-banques qui existent à leurs côtés (établissements financiers à vocation étroite tel le crédit automobile, le crédit immobilier, les caisses d'épargne, les bureaux de change, etc. Les différences entre toutes ces variantes résultent généralement des normes réglementaires en vigueur dans chaque pays.⁴ Il est même des pays où les boutiques de banque ressemblent un peu à ces drugstores "où l'on trouve de tout" : des assurances, des circuits touristiques, des offres immobilières, des voyages aériens, etc. Mais aussi d'autres pays où le changeur de monnaies, le prêteur plus ou moins usurier, le microcrédit de village ou de rue

¹ Lucien Gillard, *La Banque d'Amsterdam et le florin européen au temps de la République néerlandaise (1610-1820)*, Éd. de l'EHESS, Paris 2004.

² Des billets mis en circulation, par l'or stocké en banque.

³ C'est-à-dire les lettres de change, billets à ordre et autres virements que ces banques avaient à payer, à telle date, selon les instructions données (sous l'une ou l'autre de ces formes, en toutes leurs variantes) par les clients ayant ouvert un compte chez elles ou ayant reçu d'elles une "ouverture de crédit".

⁴ Cette simplification et d'autres qui vont suivre ont été expliquées et justifiées dans *Le monde des banques et des bourses* – voir Hérodote, n° 101, 2^e trim. 2003. L'annexe 1 ci-après récapitule, avec cet article, les divers textes que j'ai consacrés aux banques et au capital financier en général, au cours des quarante dernières années. Le lecteur qui se référera à ces essais, pour la plupart repris sur le présent site, y trouvera maints compléments utiles à la présente recherche.

n'ont pas pignon sur rue. Oublions tous ces écarts pour centrer l'attention sur la banque proprement dite, celle où l'on reçoit les dépôts monétaires de particuliers, d'entreprises et d'institutions de toute sorte, où l'on effectue le service de caisse de ces déposants (la banque paie les chèques et virements que l'on tire sur elle) et où on consacre le solde des dépôts disponibles (en attente d'emploi par leur titulaire) à financer diverses sortes de crédits aux particuliers, aux entreprises, etc.

Si l'on omet le service de caisse où l'argent ne fait qu'entrer et sortir (*je reçois ton salaire et je paie tes factures*, etc.) la banque se réduit à la conversion de dépôts en crédits, en gérant les uns et les autres de façon à demeurer solvable et rentable. Cette conversion peut résulter de la transformation directe des dépôts reçus par telle banque en crédits qu'elle sélectionne et gère elle-même ou elle peut s'effectuer par des opérations boursières. Les bourses ont longtemps vécu aux côtés des banques, dans l'Amsterdam du 17^e siècle comme en bien d'autres lieux. Les mêmes marchands, rejoints par bien d'autres propriétaires fortunés – et par tout un menu fretin d'agents plus ou moins spécialisés et de spéculateurs diversement avisés – y achètent et revendent selon diverses formules des marchandises représentées par des titres conventionnels (stocks de matières premières, de produits alimentaires et de marchandises fort diverses : fourrures, barils de poisson ou de pétrole, diamants ou métaux, etc. à l'infini ¹). Les villes marchandes et surtout les États se sont tardivement employés à réglementer ces bourses pour en réduire les errements et en canaliser les trafics, non sans lever au passage quelques impôts. L'activité boursière s'est fortement développée à mesure que les États, avides de ressources nouvelles, y ont vendu des "titres de rente" à durée limitée ou perpétuels, titres acquis moyennant le versement d'un certain capital – inscrits sur "le grand livre de la rente" ou sacralisés de façon analogue – en échange de quoi le "rentier" reçoit périodiquement telle somme annuelle pendant la durée convenue. Quant aux rentes "perpétuelles", elles ont été éteintes par l'effet de guerres, de révolutions, etc., à moins que l'État débiteur n'ait accepté de les recevoir en paiement de dettes à son égard (impôts, conversions en nouvelles rentes, etc.). Le grand bond en avant des "valeurs" – c'est-à-dire des titres procurant un revenu financier – est intervenu plus tard, à mesure que les États ont libéralisé la création de "sociétés par actions" groupant en une unité juridique un ensemble d'associés apporteurs de capitaux représentés par leurs "actions" respectives. En fait, les lois et la pratique ont diversifié ces sociétés et les "titres" qu'elles émettent, la différence principale concernant les "actions" qui attestent d'une qualité de copropriétaire destinataire d'une fraction du bénéfice de la société (le "dividende") et les "obligations" qui sont une reconnaissance de dette de la société envers les prêteurs qui lui ont apporté des capitaux en vue d'un remboursement progressif – dûment défini – assorti d'un intérêt convenu dès l'origine ² Rentes, actions et

¹ La toute dernière invention semble être celle des "droits à polluer" que les entreprises industrielles légalement contraintes à réduire leurs activités dolosives peuvent acquérir – en payant à des pays étrangers quasiment dépourvus d'industrie – leurs promesses de ne pas utiliser les capacités d'émissions polluantes que des accords internationaux leur reconnaissent.

² À quoi s'ajoutent d'éventuelles rallonges définies par des "warrants" et autres "certificats".

obligations sont les "titres" de base dans toutes les "bourses de valeurs". Mais sur cette base que de châteaux de cartes ont été bâtis vers la fin du 20^e siècle !

La base est d'ailleurs élargie par l'activité propre des banques en matière d'épargne. À proprement parler l'épargne désigne la partie du revenu des particuliers ou des sociétés qui n'est pas encore dépensée en produits de consommation, ni investie en biens et en stocks de travaux en cours et de produits destinés à ces fins. Par un abus de langage, on parle aussi parfois de l'épargne des États et des administrations (locales ou autonomes) qui en dépendent, mais comme il s'agit là d'institutions nourries par l'impôt, les fonds disponibles et leur destination finale dépendent de décisions politiques, même si leur utilisation est éventuellement créatrice de capital productif. Longtemps, l'épargne a donc été l'affaire de "rentiers", propriétaires fonciers, marchands ou industriels fortunés, pour qui le notaire était, plus que le banquier, un conseiller, voire un intermédiaire largement utilisé. C'est seulement vers la fin du 19^e siècle que, pays par pays, l'extension des banques de dépôt et des bourses a déplacé cette façon de faire, d'autant que le salariat, débordant des premières classes ouvrières industrielles, a permis aux banques de gagner de nouvelles clientèles que le 20^e siècle a enflées considérablement, dans les sociétés développées, s'entend. Dans ce contexte, la publicité des placements boursiers, longtemps assurée par les agents de change et autres professionnels (parfois douteux, comme les placiers et remisiers) est devenue une activité proprement bancaire, d'autant que les banques elles-mêmes sont devenues des émetteurs d'actions nouvelles, des introducteurs de sociétés en bourse, voire des fabricants de sociétés *ad hoc*. Au milieu du 20^e siècle, les sociétés assemblant des paquets d'actions et d'obligations diverses ont ainsi été constituées et leurs "parts" cotées en bourse, sont devenues un placement sécurisant pour la "petite épargne", celle, précisément, des déposants en banque qui ne laissent pas s'accumuler sur leur compte bancaire des "épargnes oisives". Les dites sociétés ont pris le nom de "sociétés d'investissement" ou de "fonds de placement" non sans décliner ces termes de maintes façons pour se différencier les unes des autres. Les relations entre les sociétés de banque et les entreprises déjà spécialisées dans la gestion de portefeuilles boursiers – tels les agents de change – mais aussi les relations entre les banques et les compagnies d'assurances de toute sorte qui s'étaient déployées par ailleurs ¹, ont présenté de fortes variations d'un pays et d'une époque à l'autre, selon les législations nationales, mais dans la plupart des cas des réglementations plutôt exigeantes ont régi toutes ces sociétés financières pour la protection de leurs clientèles respectives.

À mesure que le 20^e siècle s'écoulait, une complication supplémentaire est apparue, par imitation d'une innovation déjà répandue aux États-Unis depuis le début du siècle. Des groupes de sociétés ont été formés – à l'initiative de "sociétés-mères" qui sont devenues les "holdings" de multiples filiales et sous-filiales, parfois liées aux filiales d'autres groupes et qui débordèrent des frontières

¹ Les réserves constituées par ces compagnies pour couvrir les risques assurés ont peu à peu mêlé à des "immeubles de rapport" des portefeuilles boursiers substantiels.

nationales à mesure que leur industrie et leur commerce s'étaient étalées au loin. De ce fait, ces groupes sont souvent désignés aujourd'hui comme des firmes multinationales (FMN) et leurs entrelacs avec des banques et d'autres sociétés financières sont des plus variés, sans qu'on puisse préjuger de qui contrôle qui, de l'industriel, du marchand ou du financier.

Les États ont donc établis des législations variables pour régir les sociétés, contrôler les banques (mission souvent confiée à la banque centrale) et surveiller les opérations boursières (par le moyen d'agences *ad hoc*). L'extrême diversité, d'un pays à l'autre, des contrôles effectifs ne doit pas être sous-estimée, pas plus que la variété des "titres" émis par les États, leurs collectivités locales et leurs agences pour relayer les "rentes" tombées en désuétude. Le terme de "bons" (bons du Trésor, bons municipaux, etc.) est souvent appliqué à ces nouveaux titres, mais il est trompeur, car l'habitude s'est répandue un peu partout d'appeler "bons" des titres de toute sorte proposés par une grande variété d'émetteurs, plus souvent privés que publics. Le vocabulaire anglo-saxon a multiplié les appellations de ces nouveaux titres, d'autant qu'il s'en crée chaque année de nouvelles variétés, tant que l'ingénierie financière n'est bridée par aucun règlement. Un nombre croissant de ces "bons" matérialisent les châteaux de cartes déjà évoqués – et que l'on retrouvera bientôt. Mais, auparavant, il faut rendre à tout seigneur tout honneur : les banques sont devenues depuis peu – et pour leur compte propre – de puissants émetteurs de titres nouveaux à ne pas confondre avec les susdits châteaux de cartes, encore que...

Ces titres nouveaux résultent du fait que les banques élargissent leur clientèle au delà des capacités de prêt que leur donnent les dépôts qu'elles recueillent, sans recourir pour autant à des émissions d'actions ou d'obligations pour leur compte propre, ni emprunter sur un "marché monétaire" généralement surveillé de près par la banque centrale. Cet élargissement s'obtient en suppléant leur fonction d'intermédiation ("*je gage mes crédits sur mes dépôts*") par une fonction de titrisation qui devient fort inventive ("*je vends en bourse des titres que j'émetts, en garantie desquels j'engage non point ma responsabilité propre, mais bien des paquets de prêts que j'ai accordés à ma clientèle*"). Les paquets de créances ainsi transférés aux acquéreurs des nouveaux titres peuvent être d'excellente qualité, s'ils "matérialisent" des prêts consentis à des entreprises de premier plan ou des hypothèques accordées par des acquéreurs d'immeubles bien situés, etc. Certes la banque se défait, sur les acquéreurs des nouveaux titres, du risque que les bénéficiaires des prêts bancaires ainsi représentés (et transmis) ne puissent faire face à leurs échéances, mais ce risque est mineur, si le paquet est effectivement de premier choix et homogène. Mais si le paquet est formé de créances hypothécaires de troisième choix et que le marché immobilier s'effondre – comme c'est aujourd'hui le cas aux États-Unis – la banque prêteuse sortira indemne de cette mésaventure, mais non l'acquéreur des créances dûment "titrisées".

Ce déplorable exemple donne une première idée de ce qui pourrait se produire avec les nouveaux "bons" (*bonds, warrants, certificates, equities, debt securities, corporate bonds, options* et autres *trackers* aux noms infiniment variables) qui sont abondamment offerts par les *hedge funds*, aujourd'hui en vedette. Mais il est bien d'autres périls qui peuvent être déclenchés par cette fabrique de châteaux de cartes, comme on pourra en juger après avoir visité cette entreprise.

Première étape : les titres vendus par ces firmes sont "fabriqués" par leurs soins ou assemblés à partir de "pièces" diverses d'origine bancaire ou boursière. Même si l'expression "produits dérivés" est d'usage fréquent, ces *derivatives* sont en fait des titres représentatifs d'autres titres, le tout garni d'enjolivures variables. Beaucoup d'éléments proviennent de banques qui ont appris à compléter leurs crédits usuels par des annexes adaptées aux besoins de certains de leurs clients. Ce fut notamment le cas des crédits libellés en monnaie étrangère auxquels des garanties étaient mêlées, pour abriter l'emprunteur des variations de change jusqu'au remboursement final de ces avances, ce qui revient à découper ce crédit en deux contrats au moins : celui de prêt et celui d'achat (ou de vente) à terme des devises concernées. Un tel mélange d'actes au comptant et à terme peut être enrichi de diverses façons, par exemple pour couvrir par assurance les risques spécifiques de l'opération ou pour prévenir telles autres difficultés d'ores et déjà envisageables. Pour les achats et ventes de titres cotés en bourse de semblables variantes existent de longue date, notamment pour "reporter" des opérations à terme vers de nouvelles échéances. Les *derivatives* à la mode du 20^e siècle finissant ne se bornent pas à ces opérations simplistes, effectuées par des firmes ayant pignon sur rue (en tant que banque, compagnie d'assurance, agent de change, etc.) sur des marchés dûment réglementés et surveillés. Elles bâtissent de nouveaux assemblages financiers, assortis de conditions multiples ou enrichis de clauses hypothétiques, voire de trafics quasiment illicites, si ce n'est franchement illégaux, le tout se déployant entre plusieurs pays, notamment à l'abri de paradis fiscaux et bancaires. Par exemple simplifié, il peut s'agir d'échanges de monnaies étrangères (*swaps*) comme il s'en pratique entre banques centrales pour renforcer les réserves de celle dont la devise est menacée, mais en assortissant ces promesses de prêts, de références à des opérations boursières, commerciales, bancaires ou autres, le tout enjolivé de conditions et précautions variables. Ou bien d'achats massifs de titres (ou d'options sur titres, ou de warrants donnant droit à en souscrire, etc.) à condition que leur cours atteigne tel niveau (bas ou haut), le tout gagé sur d'énormes prêts bancaires. Au lieu de spéculer ainsi sur des titres singuliers, des opérations de même allure (ou plus complexe) peuvent être assises sur des indices boursiers mesurant la fluctuation globale de telle catégorie de titres ou l'évolution de telle devise. Mais rien ne cantonne les *hedge funds* dans le raffinement d'opérations bancaires ou boursières, ils peuvent tout aussi bien "travailler" sur le cuivre, le bœuf et le pétrole, toutes matières qui ont des marchés spécialisés, sur la cocaïne et l'opium, matières plus délicates sans marché officiel et où des rivaux musclés assurent le gardiennage ou sur le hors-tout-marché qu'est la prise de contrôle d'entreprises ou de groupes (FMN) d'ordre industriel, commercial,

financier ou médiatique, ce qui ne va pas sans problèmes à retrouver plus loin ; Et ainsi de suite, à l'infini, tant l'invention des spéculateurs qui sont (ou se croient) bien informés peut être ingénieuse.

Seconde étape. Pour se livrer rentablement à de tels jeux de hasard (ou de hasard soigneusement infléchi), il faut disposer de ressources, d'informations et d'opérateurs habiles. Ces éléments sont assemblés dans des sociétés (sans statut type, c'est-à-dire bâties cas par cas), que l'on dit *hedge funds* parce qu'elles veillent à se protéger (*hedging*) par une extrême discrétion, par le choix d'opérations très rentables (l'idéal étant le "débit d'initié"), ou par le montage d'opérations très complexes, si possible avec des "portes de sortie" avant qu'elles tournent mal, mais en ayant soin d'en jouer de façon très massive si elles tournent bien, grâce à "l'effet de levier" que d'énormes prêts bancaires (ou autres) donnent à des mises initiales qui ne sont jamais minces. Les cibles concrètes de ces opérations importent peu si elles sont rentables, car l'immobilier, l'industriel, les devises étrangères, les matières premières ou toute autre réalité qui gage les "titres" visés sont le plus souvent indifférents à s'en emparer : la vraie cible est toujours un certain potentiel de rentabilité "matérialisé" par des titres donnés. Les associés fondateurs d'un *hedge fund* sont des particuliers (ou des sociétés) fortunés. Leur part peut s'évaluer en millions de \$. Le ticket d'entrée d'associés additionnels recrutés après un succès notoire peut être plus cher encore, mais il vient un moment où la notoriété des *hedge funds* suscite des vocations dans des milieux plus "modestes", avec des mises déjà moins substantielles. D'autant que certaines banques d'affaires, américaines ou non, sont éventuellement fondatrices de nouveaux *hedge funds* vers lesquels elles rabattent une partie de leurs riches clientèles. Les fondateurs de tels fonds se réservent statutairement une part substantielle des bénéfices réalisés, ce qui n'empêche pas les parts ordinaires d'être de bon rapport, au regard des autres titres boursiers. Ces parts, rarement cotées en bourse, car la cotation est synonyme de contrôles – aussi insuffisants soient-ils – circulent néanmoins vers le public des épargnants alléchés par ce bel appât : elles sont vendues par les banques, mais *over the counter*, c'est-à-dire au comptoir de la banque, sans détour boursier, à quoi s'ajoutent les *brokerages* (sociétés de vente de titres) et la gamme des intermédiaires et rabatteurs qui opèrent sous des enseignes diverses.

Les *hedge funds* sont donc une catégorie nouvelle d'institutions financières ; mais une catégorie sans statut propre et sans surveillant spécialisé. Les archéologues des choses financières croient avoir découvert un premier *hedge fund* aux États-Unis vers 1949, mais ces entreprises n'ont affleuré dans l'actualité qu'à la faveur de leurs premiers échecs majeurs. L'exemple le plus manifeste a été donné, en 1998, par le LTCM¹ qui a dû emprunter, du jour au lendemain, trois milliards et demi de \$ pour faire face à ses échéances. Le *Federal Reserve Board* de New York (élément prépondérant de la banque centrale américaine) a dû organiser une quête téléphonique nocturne pour assembler cette somme, faute de quoi une partie

¹ Long Term Capital Management

non négligeable du jeu de quilles bancaires des États-Unis et d'ailleurs aurait pu se trouver en péril, la défaillance de l'un provoquant la défaillance de l'autre et ainsi de suite ; dans l'enchevêtrement des opérations hors bilan liant les banques ¹ C'est ce qu'on appelle le "risque systémique" à retrouver plus loin, mais en l'espèce, d'avoir frôlé ce risque n'a pas suffi pour provoquer une révision des *hedge funds* et, sans doute, une réglementation spéciale destinée à les encadrer et à les contrôler, sinon à les interdire. Le plus admirable est que le LTCM défaillant avait pour conseillers deux économistes américains décorés, par aberration, d'un Prix Nobel d'Économie pour leurs excellents travaux relatifs aux opérations boursières.

Un numéro de la *Revue de Stabilité Financière*, publié en mai 2007 par la Banque de France, a rapporté les opinions d'une vingtaine de grands banquiers et d'éminents chefs d'entreprise, pour la plupart européens, sur les *hedge funds*, leurs utilités et leurs défauts (mineurs), pour conclure unanimement – à de menues nuances près – que cette précieuse novation n'a nul besoin d'être caparaçonnée de normes réglementaires, ni encagée par des contrôleurs spécialisés. Je recommande vivement sa lecture aux lecteurs du présent essai, car ce numéro admirable n'attendra pas la fin du 21^e siècle pour devenir l'un des immortels sommets que la sottise bancaire atteint parfois, pour le malheur de quelques millions de gens "qui ne comprennent rien à ces choses là". Naturellement les honorables co-auteurs de ce petit chef-d'œuvre notent bien, de ci de là, quelques défauts et défaillances des jeunes *hedge funds* : leur manque de transparence, la discrétion excessive des "investisseurs professionnels" que sont leurs fondateurs, le défaut de statistiques significatives, etc. Les plus hardis vont même jusqu'à souhaiter qu'un système de surveillance soit mis en place pour les observer sans devenir inquisitoriaux pour autant. Les plus techniciens, informés des travaux que la Commission Corrigan avait entrepris à la Banque des Règlements Internationaux (BRI) pour imposer aux banques qui prêtent des sommes énormes à ces fonds, des ratios prudentiels complétant ceux que la Commission Cooke a imposés aux banques en 1980 ² s'est rendue aux conclusions du Club de Bâle dont elle émane. Conclusions que je traduis à ma façon : il serait impossible de fixer des limites précises et vérifiables à ces fonds agiles et protéiformes (et bons clients des banques) ; tout au plus peut-on les inviter à s'équiper de modèles informatiques suffisamment raffinés pour contrôler constamment, mais par eux-mêmes, les risques encourus à toutes échéances, afin de les compenser judicieusement. C'est à ce propos que les audacieux de la *Revue de Stabilité Financière* émettent un discret doute sur les défaillances éventuelles de ces modèles d'autorégulation. Ce "risque de modèle" ne manque pas de piquant, car si de tels modèles existent, pourquoi ne pas les confier à un corps de contrôle contraint à la discrétion ? Et si ces modèles n'existent pas,

¹ Je rappelle que l'annexe ci-jointe détaille les articles dans lesquels les opérations évoquées ici ont été analysées.

² En principe les banques commerciales doivent avoir des capitaux propres au moins égaux à 8 % du total de leurs prêts. Cette limite est quelque peu détaillée par catégorie de prêts, mais aussi assouplie dans son calcul pour ce qui est des emprunteurs gourmands, tels ceux qui financent leur logement avec de gros prêts de longue durée.

comment en juger, avant qu'une éventuelle saisie judiciaire ne révèle trop tardivement leur absence ?

Les banquiers et autres dirigeants fort avisés dont je viens de résumer les vues de façon peut être schématique et sans faire preuve d'indulgence excessive à leur égard ne sont évidemment pas des ignorants, ni même de rusés compères. Ils croient – ou en tout cas, ils font mine de croire – que la parfaite liberté d'action dont jouissent les *hedge funds* a des vertus auro-régulatrices. Que l'agitation incessante de ces fonds ne fausse pas les divers marchés qu'ils fréquentent, mais au contraire aide à les dynamiser par des transactions qui révèlent le véritable prix des choses, valeurs, titres ou autres cibles ; mais aide aussi à les stabiliser car un afflux constant de demandes jouant en tous sens, y compris contre la conjoncture attendue par une majorité, empêche finalement les écarts aberrants. Et qu'au reste, les dits fonds sont soigneusement contrôlés – sans doute par leurs gestionnaires qui n'ont pas de vocation suicidaire, mais surtout par les banques vigilantes et bien informées qui leur consentent de lourdes avances ¹ ; et encore par ceux des collatéraux ² qui en ont la capacité. Car ici, comme dans tout casino, il y a des gogos et des joueurs invétérés. Et, à l'autre bout dans les populations concernées, il y a des salariés dont les "fonds de pension" ou les "fonds d'épargne salariale" peuvent être mis en péril, dont les ateliers sont exposés à des délocalisations accélérées pour cause de rentabilité insuffisante, sans oublier les cadres et dirigeants d'entreprise dont la situation est fragilisée par l'irruption sournoise d'actionnaires nouveaux qui se faufilent sous les barrières prudentielles dressées par des bourses pourtant bien organisées. ³ Toutes catégories qui sont simultanément desservies lorsqu'un "fonds vautour" s'empare de leurs firmes pour en revendre les meilleurs morceaux à la casse.

En effet, il faut bien comprendre que les *hedge funds* si rentables pour leurs promoteurs et leurs banquiers – et quelque peu pour les acquéreurs de leurs parts –

¹ UBS (Union de banques suisses) née après l'effondrement du LTCM, en 1998, parce que deux grandes banques suisses – très actives à New-York et de par le monde – furent contraintes de fusionner parce que l'une d'elles, trop engagée dans ce hedge fund avait dû mettre la main à la poche, avant de se cacher derrière sa consœur helvète : les banquiers n'aiment pas perdre la face. Néanmoins, en mai 2007, un grand chambardement de la direction générale et de l'organigramme de la jeune UBS dut intervenir pour prévenir une catastrophe menaçant au moins l'un des hedge fonds créés par cette banque avisée.

² Les paris des hedge funds sont souvent "complexes et structurés" comme le répètent volontiers plusieurs des auteurs de la Revue en discussion, ce qui revient à dire (sans entrer dans le détail d'architectures très diverses) que chaque opération singulière adjoint aux parties principales (le fonds acheteur ou vendeur et sa contrepartie directe) des excroissances et des connexités qui multiplient plus ou moins les parties complémentaires qui participent, en diverses positions collatérales, à l'opération considérée (garants, donneurs de caution ou d'aval, prometteurs d'hypothèques, souscripteurs de renforts sous conditions définies ou sous options, etc.), ce qui peut faire au total beaucoup d'agents attentifs à leurs intérêts propres. Mais on peut douter que tous soient d'égale qualification et que, notamment, les acheteurs de parts *over the counter* soient bien armés pour se défendre alors qu'ils sont sous-informés.

³ Par exemple lorsque plusieurs fonds coopèrent pour acquérir le contrôle d'une firme cotée.

sont l'étage ultime ¹ des clubs de joueurs fortunés qui se servent des banques (vendeuses de parts *over the counter* ou prêteuses de fonds) et des bourses de toutes sortes ainsi que de toutes autres opportunités d'achat de valeurs quelconques, comme s'ils vivaient dans un casino mondial où les mieux informés et les plus habiles peuvent prendre d'énormes paris, selon des règles qu'ils fixent eux-mêmes et en cachant bien leur jeu. En somme, on arrive ici au paradis de la libre entreprise, aux abords du pur marché ultralibéral, hormis les jours sombres où les LTCM, éclairés par les "meilleurs économistes", doivent lancer un SOS avant de s'abandonner au naufrage. Sur les hauteurs sans frontières et sans États où les *hedge funds* croient pouvoir gambader en toute liberté, ce sont en réalité des formes extrêmes du capitalisme financier, opérant aux dépens de toutes les sociétés qu'ils surplombent, formes extrêmes que Marx et d'autres ont devinées de longue date, tant la dialectique du capital – qu'ils commençaient à déchiffrer – leur semblait en porter la promesse. Vues sous l'angle du capitalisme industriel, ces formes extrêmes sont celles qui se déploient sous nos yeux à l'enseigne d'une "mondialisation" qui redessine la géopolitique mondiale et redistribue les usines et les travailleurs. Vues sous l'angle du capitalisme financier, ² cette même dynamique atteint sous nos yeux, une étape où les richesses du monde entier deviennent le terrain de jeux de spéculateurs internationaux.

Ce capitalisme financier est, aujourd'hui, le principal excitant économique, capable d'ensauvager tous les pays capitalistes développés. L'une des grandes inventions du 21^e siècle sera de le dompter, afin de pouvoir le domestiquer à son tour. Marx n'a pas bien compris l'évolution de la monnaie et le rôle des banques centrales ³ parce que la Banque et la Monnaie étaient encore trop proches du modèle hollandais du 17^e siècle, alors que la Banque d'Angleterre, devenue prééminente, travaillait encore à bâtir un nouvel équilibre de la monnaie et du crédit. Il a été enrichi, sur ce point, par Hilferding, ⁴ puis par de nombreux travaux dont ceux d'Aglietta ⁵. Le capital financier est constitué par deux éléments, d'ailleurs intimement apparentés. D'un côté, il désigne, cette partie de l'appareil bancaire qui s'est spécialisée dans l'assemblage de capitaux au service des "grandes affaires" et dans l'approvisionnement des bourses en titres divers, sans oublier les "marchés libres" où les *hedge funds* s'ébrouent. D'un autre côté, il incorpore ou entraîne lesdites "grandes affaires", lesquelles sont pour l'essentiel des firmes multinationales (FMN), actives sur de nombreux segments du marché mondial, mais il inclue également des sociétés patrimoniales (tels certains "fonds de placement") ou familiales (tels les amas de sociétés entretissées de "pactes d'actionnaires", de participations croisées et d'autres liens discrets). Cette bipartition descriptive n'a pas grande signification, car le grouillement de sociétés

¹ Ou le paquet d'étages, car il existe aussi des "fonds de fonds", *sic itur ad astra*.

² Qui a toujours quelque retard sur le capitalisme marchand qui fut la matrice des empires coloniaux et sur le capitalisme industriel qui est la pépinière de FMN géantes.

³ Voir *La Société*, tome 2, notamment à propos du réseau M/C.

⁴ Rudolf Hilferding – *Das Finanzkapital*- 1910 ; éd. française, Éd. Minuit, 1970.

⁵ Michel Aglietta – *Régulation et crises du capitalisme*, 1997, Éd. Odile Jacob.

qu'elle essaie d'envelopper ne cesse de se modifier, sous des statuts variables et dans des groupes hiérarchisés qui évoluent un peu moins vite. En fait, on est plus près des réalités économiques essentielles, si l'on considère que le "capital financier" désigne – en chaque société et, surtout, à l'échelle mondiale – les couches supérieures du mode de production capitaliste-monopoliste* couches supérieures tant par leur richesse que par leurs fonctions bancaires, boursières et financières et par leurs liens avec les institutions publiques – nationales et internationales – qui organisent, gèrent ou contrôlent les pays où les FMN prolifèrent.

En somme, le capital financier interconnecte le "monde des affaires" des pays les plus divers, y compris les gouvernements des pays développés ou "en voie de développement" avec les agences internationales – spécialisées dans les domaines monétaires et financiers – qui rassemblent les États de tous niveaux de développement (les groupes financiers n'apparaissant que dans les coulisses de ces institutions – ou à leur tête). On ne simplifie donc pas trop la réalité mondiale du capital financier en disant qu'à l'échelle mondiale il repose sur deux piliers : d'une part, les organisations internationales comme le FMI, la Banque Mondiale, la BRI et bien d'autres établissements plus spécialisés et d'autre part les grandes "places" boursières et bancaires dont New-York est aujourd'hui la principale – de fort loin mais pas éternellement.¹ L'étude de ces deux piliers sera donc notre prochain objet.

¹ Pour accompagner la série de notes qui débute ici, il est recommandé de lire le Dossier 4 – *Le siècle du déclin relatif de New-York* – du Tome 2 de l'**Inventaire du 21^e siècle** (et les autres notes auquel ce dossier renvoie), tous textes reproduits sur le présent site.

Annexe

Quarante ans d'essais sur les banques, les bourses et autres aspects de l'appareil financier interne et international (Textes de Robert Fossaert)

[Retour à la table des matières](#)

- 1966** *L'industrie des banquiers* Éd. Seuil (sous le pseudonyme de Jacques Lavrillère).
Les banques françaises depuis 1945. La transformation des dépôts à vue en financements à moyen et long terme. La guerre des banques d'affaires.
- 1969** *Le Contrat socialiste*. Éd. Seuil
Le désordre monétaire international (p. 34 sq.) – Pour la nationalisation des "nationalisés" (p. 211 sq.)
- 1977** *La Société – Tome 2 – Les structures économiques*. Éd. Seuil.
Notamment : §§ 74 à 77 – Les formes successives du système monnaie / crédit (M/C 1 à M/C 5)
- 1985** *La nationalisation des chrysanthèmes*, Éd. Seuil
Les nationalisations bancaires françaises de 1982, observées depuis l'une d'entre elles.
- 1991** *Le monde au 21^e siècle*, Éd. Fayard
Notamment : §§ 54 à 56 – Les banques et le FMI jusqu'en 1970 – Le désordre monétaire international après 1970 – Les crises bancaires et boursières après 1982.
- 1996** *L'avenir du socialisme*, Éd. Stock
Notamment : Chap. 19 – Maîtriser la monnaie : le cancer financier – taxer ou contrôler les changes – rénover le FMI et démolir la Banque mondiale –

fermer les paradis et tarir les produits dérivés – encadrer les banques commerciales – (mettre) la banque au service de l'économie.

2003 *Le monde des banques et des bourses*, Hérodote, 2003. (Sous la signature du Groupe bancaire 2002 qui fut constitué et animé par R. F.)
Notamment : le passage de l'intermédiation à la titrisation ; le gonflement des opérations trans-frontières ; l'Asie se met à son compte.

2005 *Inventaire du 21^e siècle – Tome 2 – Les principales transformations prévisibles*. Éd. électronique. Les Classiques des Sciences sociales.
<http://classiques.uqac.ca/>
Dossier n° 4 : Le siècle du déclin relatif de New-York – Banques et bourses au 21^e siècle.

* * *

DEUXIÈME PARTIE – LA RÉVOLUTION FINANCIÈRE

Chapitre 7

(juin 2007) ¹

La révolution financière

Deuxième section

La deuxième mort de Bretton-Woods

[Retour à la table des matières](#)

Deux guerres mondiales et une crise économique profonde ayant mis à mal beaucoup de monnaies, les Alliés organisèrent une conférence qui définit un Fonds Monétaire International (FMI) pour chapeauter leurs banques centrales respectives, à quoi ils ajoutèrent une Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). Ces Accords signés à Bretton Woods en juillet 1944 furent ensuite imposés aux États vaincus, tandis que les deux nouvelles institutions étaient incorporées dans l'Organisation des Nations-Unies. En fait l'ONU n'eut jamais aucune prise sur les deux nouvelles institutions qui vécurent, moururent et ressuscitèrent par les soins des principales puissances financières de chaque époque. Adornées d'excroissances diverses, les institutions de Bretton-Woods, constituant, en principe, le pilier central du système financier international. On jugera dans la troisième partie, du rôle plus central encore qu'exerce la finance new-yorkaise.

¹ Une première version de ce texte a été postée en octobre 2006.

Les Sages et leur stupide "Consensus de Washington"

[Retour à la table des matières](#)

La mission officielle de la BIRD (rebaptisée *Banque Mondiale*) et de son groupe de filiales est de soutenir le développement de l'économie. Celle du FMI est d'aider à la stabilisation des taux de change entre les monnaies encore nombreuses qui ont cours de par le monde. Un tableau complet des institutions financières internationales devrait inclure les banques qui ont été créées en ordre dispersé, pour renforcer (ou suppléer) l'action de la Banque Mondiale dans diverses régions du monde. La dernière née est la BERD, *Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement* qui a vu le jour après l'implosion de l'URSS et l'explosion de son "camp socialiste". Elle a pris forme, malgré l'extrême réticence des États-Unis qui en sont finalement devenus le principal actionnaire (avec 10 % du capital), mais elle n'a pu jouer un grand rôle, en raison des errements de la reconversion capitaliste des économies concernées. Pour centrer la présente recherche sur ce qui est d'importance tout-à-fait mondiale, je vais négliger la BERD et les autres banques "régionales-contininentales" bien qu'elles aient presque toutes besoin d'être révisées et dynamisées.

Le FMI fut transformé de fond en comble par les péripéties des années 1970 : deux hausses énormes des prix pétroliers et un quasi-épuisement des réserves d'or du Trésor américain provoquèrent la "première mort de Bretton-Woods". Les hausses de 1973 et 1975, appliquées par l'OPEP, multiplièrent les demandes de secours au FMI. Son directeur général – le Hollandais Witteveen qui était un véritable sage – en profita pour favoriser deux novations : la création des "facilités pétrolières", c'est-à-dire de crédits rapides et assouplis à destination des États asphyxiés par les coûts pétroliers ; et l'octroi de "droits de tirage" spéciaux (DTS), c'est-à-dire de facultés d'emprunt supplémentaires ouvertes à tous les États-membres du FMI à proportion de leur part dans ce Fonds. ¹ Beaucoup de politiques et d'économistes croient, aujourd'hui encore, que les hausses "sauvages" de l'OPEP furent la cause principale du ralentissement de la croissance mondiale, notamment en Europe. Pour l'essentiel, ils ont tort, mais les Witteveen furent rares dans les gouvernements d'Europe et d'autres continents.

La réforme du FMI, débattue pendant quelques années, pour ranimer cette organisation virtuellement défunte, fut finalement ratifiée par un G7 des grandes puissances (Jamaïque, janvier 1976). Selon le souhait des États-Unis – qui venaient d'abandonner leur garantie-or aux dollars détenus par les banques centrales étrangères ² – les taux de change se mirent à fluctuer au gré du marché, à charge pour le FMI d'aider les États qui se trouveraient contraints de dévaluer leur monnaie. Le

¹ Un plus grand progrès aurait été accompli si les dotations en DTS avaient été modulées sur les besoins objectifs des pays à développer. Mais cette (délicate) innovation fut rejetée.

² Garantie de conversion des dollars au taux de 35 \$ l'once d'or.

recours aux changes flottants permit l'épanouissement d'une autre novation. Les comptes bancaires en devises étrangères qui étaient rares jusque là se multiplièrent rapidement car de nombreuses banques se précipitèrent vers les pays pétroliers – en particulier ceux du Proche et Moyen-Orient – pour y collecter les masses de \$ en attente d'emploi. En contrepartie, l'offre bancaire de crédits en \$ s'élargit partout, sauf réglementations contraignantes. L'Amérique latine en souscrivit volontiers, pour équilibrer ses budgets plus que pour investir, d'autant que ces crédits étaient initialement peu chers. Il en alla de même en diverses régions asiatiques. Toutefois les États-Unis qui laissaient s'accroître leur déficit budgétaire causé par la guerre du Vietnam dérapèrent. Après avoir fui Saïgon (1975), ils tardèrent encore à redresser cette situation, si bien que leur inflation interne devint dangereuse pour leurs exportations. C'est alors que Volcker conquiert sa réputation. La banque centrale américaine (FRB) qu'il dirigeait releva massivement ses taux d'intérêt.

[Retour à la table des matières](#)

LES SAGES AUTORITÉS FINANCIÈRES INTERNATIONALES	
Sont rangées ci-dessous, par ordre d'importance dans le présent système mondial. Pour chacune d'elles sont cités le Présidents ou le Directeur Général qui les a effectivement dirigées depuis 1975.	
FEDERAL RESERVE BANK SYSTEM (OF THE U.S.A.)	
1970-1978	– Arthur Burns (*)
1979-1987	– Paul Volcker
1987-2006	– Alan Greenspan
2006 ...	– Ben Bernanke
(*) En 1978-79 la présidence fut occupée par William Miller dont Carter fit bientôt son <i>Secretary of the Treasury</i>	
FEDERAL RESERVE BANK OF NEW-YORK	
1975-1979	Paul Volcker
1980-1985	Anthony Solomon

1985-1993 – Gerald Corrigan	
(suite)	FEDERAL RESERVE BANK OF NEW-YORK
1993-2003 – William McDonough	
2003-... – Timothy Greithner	
BANQUE MONDIALE (Ex-B.I.R.D.)	
1968-1981	– Robert McNamara
1981-1986	– Alden W. Clausen
1986-1991	– Barber Conable
1991-1995	– Lewis Preston
1995-2005	– James Wolfensohn
2005-2007	– Paul Wolfowitz
2007-...	– Robert Zoellick
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)	
1973-1978	– Johannes Witteven
1978-1987	– Jacques de la Rosière
1987-2000	– Michel Camdessus (*)
2000-2004	– Horst Kohler
2004-2007	– Rodrigo de Rato (**)
<p>(*) J'ai pratiqué Camdessus, en 1982-1984, époque où, Directeur du Trésor, au Ministère français des Finances, il assistait son ministre, Jacques Delors, dans la nationalisation des banques qui venait d'être votée. J'ai rendu compte d'une partie de cette expérience dans <i>La nationalisation des chrysanthèmes</i>, ouvrage reproduit sur le présent site</p> <p>(**) Le socialiste français Dominique Strauss-Kahn est candidat à la succession de de Rato, démissionnaire.</p>	

L'inflation fut maîtrisée, le budget fut rééquilibré sans grandes hausses d'impôt, vive Volcker ! Mais dans les pays fortement endettés en \$, les répercussions de ces hausses de taux, si utiles aux États-Unis, se traduisirent par un énorme relèvement des annuités dues sur les emprunts en \$. Presque toute l'Amérique latine afflua au FMI pour recevoir de nouvelles "aides", c'est-à-dire des prêts qui allongèrent la durée des précédents. Mexique en tête, la production des pays latino-américains mit dix ans pour absorber la hausse du coût de l'endettement et la perte de ressources provoquée par les dévaluations de leurs monnaies et pour retrouver leur niveau de PIB de 1982. Vive Volcker !

Avec d'autres détours et variantes, des crises analogues se renouvelèrent, notamment au Mexique en 1994-95, en Asie du nord-est et du sud-est (1997), en Russie (1998), au Brésil (1999), en Turquie et en Argentine (2001-02). Les États les plus atteints contaminèrent leurs partenaires commerciaux. Le gouvernement américain et son FRB ne furent pas à l'origine de chacune de ces crises,¹ mais le FMI qu'ils pilotent² en fut l'inflexible aggravateur de par les exigences qu'il imposa à ses emprunteurs.

Le passage aux changes flottants et l'énorme enflure des prêts internationaux qu'il a fallu monter pour "aider" les multiples victimes des crises d'après 1980 ont profondément modifié le rôle des institutions de Bretton-Woods. En effet, les nouveaux crédits ont dû être complétés avec des concours extérieurs, car le FMI ne disposait plus de ressources suffisantes. Quant les "aides" (décaissées ou promises) doivent se compter, pour certains pays, par dizaines de milliards de \$, leur total cumulé impose l'adjonction aux moyens propres (directs ou indirects) du FMI³ de renforts venus d'autres institutions publiques (notamment la Banque Mondiale et, selon l'occasion, les banques "régionales-continetales") et surtout des grandes banques commerciales de Wall Street et de leurs suiveurs européens ou japonais. Au début des années 1980, beaucoup de banques commerciales de taille plus modeste que les mastodontes américains voulurent se joindre à l'octroi de crédits bancaires au Mexique et à d'autres États d'Amérique latine, tant ces opérations étaient rentables.⁴ Mais le grand nombre de ces banques moyennes gêna les

¹ Leur principale décision financière parfaitement égoïste interviendra en 1987. En 1985, le Japon, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis avaient convenu de contenir leurs taux de change respectifs dans d'étroites "fourchettes". Mais ces "accords du Plaza" ne survécurent pas à la crise boursière qui frappa New-York, en 1987. Greenspan, fraîchement promu à la succession de Volcker, corrigea rapidement cet effondrement des cours en accordant aux banques de Wall Street de vastes crédits à bon taux, pour leur permettre d'acheter massivement des titres et de renflouer leurs cours.

² Quelle que soit la nationalité du Directeur général, lequel est toujours un Européen.

³ Pour mémoire, il faut noter que, bien avant les années 1980, le FMI avait dû convenir, avec les banques centrales des Dix pays les plus riches du monde, des *Accords Généraux d'Emprunt*, mobilisables en cas de besoin, formule plusieurs fois enrichie de partenaires nouveaux et de quotités accrues.

⁴ Généralement, ces crédits sont assortis d'intérêts modulés selon les taux du marché monétaire international à 3 ou 6 mois (Libor) et sont donc révisés selon l'évolution de ces taux Libor. Mais comme ils sont accordés à des pays périlleux (à preuve, leurs appels à l'aide du FMI !) leur intérêt

renégociations quand les pays "aidés", écrasés par le fardeau de leur dette, durent en contracter de nouvelles, avec le concours du Trésor américain qui inventa, pour l'occasion, des bons pouvant servir à la garantie des banques (les "bons Brady"). Dans ce contexte, le menu fretin bancaire finit par se retirer. Bientôt, les gros wagons de crédits fournis par la haute banque (principalement américaine) furent assemblés par le FMI en trains dont il prétend être la locomotive, qu'il orne de son drapeau international et dont il surveille la bonne marche.

Sitôt leurs réserves de change reconstituées par une telle "aide", les pays naguère en crise voient affluer derechef d'importants volumes de capitaux privés, *hot money* attirée par les taux élevés de leurs marchés monétaires respectifs et par les rendements de leurs bourses restaurées. Mais à la première alerte, ces capitaux non consolidés en investissements productifs (c'est-à-dire en capital fixe) sont suivis de reflux massifs et rapides. Seuls y ont échappé les rares pays qui, à l'exemple du Chili, s'étaient dotés d'un puissant freinage réglementaire des mouvements de capitaux.¹ Ainsi les pays "aidés" sont souvent entrés dans une série de crises récurrentes, d'allure variable, mais unifiées par la petite locomotive FMI : crises budgétaires, allègement des impôts pour attirer les firmes étrangères et baisser les prix à l'exportation, crises boursières et financières par reflux de *hot money*, etc. Pour tous les pays concernés, le FMI a été incapable de définir les bons taux de change à viser, les moyens de les atteindre et les précautions à prendre pour s'y tenir.

L'économiste américain, John Williamson, rédigea en 1989, le répertoire des prescriptions économiques recommandées par le FMI (et ses lourds wagons) aux pays dont l'économie est en difficulté. Ce texte inofficiel, mais baptisé "consensus de Washington" devint pour un temps le catéchisme de la saine doctrine, à l'époque où le Français Camdessus "dirigeait" le FMI, mais il correspondait tout aussi bien à la saine doctrine de son prédécesseur, de la Rosière, qui était en poste au FMI quand les premiers ravages majeurs de la crise latino-américaine se firent sentir, en 1982. La même sagesse s'affichait sur toutes les faces du pilier international du capital financier et elle continua de le faire jusqu'à la fin du siècle. Les banquiers de Wall Street chantèrent presque en chœur la même antienne, qu'il

est majoré, "par précaution", d'un *spread*, c'est-à-dire d'un supplément qui étale leur taux. Qui l'étale jusqu'où ? Un prêt à dix ans dont le taux normal serait, par exemple, de 6 ou de 9 % selon le cours du Libor à sa création et compte tenu de la "petite marge pour couvrir ses frais" que prend la banque émettrice, pourra se trouver majoré de 90 à 400 points de base selon les circonstances. Points de base ? Chaque 1 % du taux réellement appliqué compte pour cent points, donc avec les données prises pour exemple, le taux effectif final passerait de 6 % à 6,90 % ou 10 %, à moins que, partant de 9 %, il n'atteigne, selon le *spread* retenu, de 9,9 % à 13 %. J'ajoute que les *spreads* pris comme exemples sont loin d'être les plus lourds que les pays impécunieux se soient vu infliger. Williamson, rédacteur du "Consensus de Washington" qu'on retrouvera plus loin, n'avait aucune objection au *spread* de 2 000 points de base prévu pour un prêt "du FMI" au Brésil (cité par *Crises de la dette : prévention et résolution*, rapport du Conseil d'Analyse et de Prévision, près le Premier Ministre, Paris 2001).

¹ Dont on trouvera des exemples dans le texte précité.

est d'ailleurs facile de résumer, car le credo de Williamson aligne toutes les thèses et hypothèses chères aux théories néo-classiques de l'équilibre économique et aux doctrines néo-libérales de la politique économique : privatisations et propriété privée ; déréglementation et liberté du commerce ; libéralisation des investissements internationaux et des marchés financiers ; imposition à bas taux s'appliquant à tous, discipline budgétaire et – hommage du vice à la vertu – utilisation des dépenses publiques pour stimuler la croissance et en répartir équitablement les revenus ; avec l'espoir qu'un taux de change stable et compétitif résultera de la sage application de toutes ces recommandations.

On était aussi loin de Marx et Keynes que peut l'être un banquier new-yorkais de haut vol. On était plus loin encore de la politique économique efficace et utile, mais il fallut une seconde décennie de crises financières, ravageant l'Asie après l'Amérique latine, pour que certains des sages de la haute banque commencent à s'apercevoir que le "consensus" manquait de sens.

Vers une réforme du pilier international

[Retour à la table des matières](#)

Wolfensohn qui présida la Banque Mondiale de 1995 à 2005 s'assagit à l'usage. Il lui fallut quelques années pour découvrir que sa Banque couvrait une marchandise douteuse. Son indignation s'afficha lorsqu'il comprit que les *spreads*¹ énormes qui majoraient le coût des crédits alloués aux pays "aidés", ne servaient jamais à constituer des provisions pour couvrir le "risque pays". En effet quand la monnaie de ces pays succombait sous le poids d'une dette trop onéreuse, le FMI et les banques qu'il entraînait derrière lui (ou l'inverse...) réclamaient des emprunteurs défaillants le paiement intégral de leurs arriérés, principal et intérêts, d'où le cycle infernal des nouveaux emprunts plus chers pour rembourser le solde dû sur des emprunts antérieurs déjà trop chers. Sa Banque qui était partie prenante dans les très grosses "aides" des années 1980 et suivantes, n'échappait à ces turpitudes que dans la mesure où les concours provenaient de ses filiales à vocation plus charitable. L'indignation morale de Wolfensohn prit un tour plus vigoureux dans les écrits de Joseph Stiglitz qui fut, un temps, son proche collaborateur. En effet, cet économiste de Yale, titulaire d'un prix Nobel d'Économie², était le *Senior Economy Director* de la Banque Mondiale après avoir été l'un des conseillers économiques de Clinton. Démissionné de la Banque Mondiale en 2002, car il dérangeait par trop la haute banque new-yorkaise, il publia un *Globalization and its Discontents*³ où le démontage théorique des "aides" et la dénonciation politique

¹ Michel Foucher - *Fronts et frontières* – Fayard, 1988.

² C'est l'un des Nobel les plus mérités, chose rare en Économie.

³ Edition américaine chez WW Norton (2002). Edition française : *La grande désillusion* – Fayard. Stiglitz vient de récidiver avec "Un autre monde, contre le fanatisme du marché" (2005, même édit.).

de leurs ravages est détaillée par un témoin central des "crises asiatiques" des années 1990, celles-là mêmes que Camdessus, alors directeur Général du FMI, soignait en allant contraindre Suharto à de lourds engagements ¹ au nom du "consensus de Washington"... L'avenir et le passé se croisaient ainsi.

Des faits fort têtus incitaient, en effet, à reconsidérer la "vraie doctrine". Les principaux endettés de toute la planète, ragaillardis par une conjoncture favorable qui valorisait leur pétrole et maintes autres ressources naturelles et qui favorisait les exportations en provenance d'Asie ou d'Amérique latine, se désendettaient massivement. L'Argentine, naguère au bord de la faillite, le Brésil – le plus gros consommateur de crédits "FMI" – la Russie, riche de son pétrole et dix autres pays réduisaient ou annulaient leurs dettes. Le FMI n'est pas seul en cause, car le Club de Paris où se négocient les réorganisations des dettes entre États voyait la Russie, comme l'Algérie et d'autres apurer les comptes surveillés par lui. Cette vague générale n'est pas encore tarie et elle n'a pas permis d'effacer totalement les dettes des pays "aidés", mais il faudrait peu d'années supplémentaires d'une même conjoncture, pour que les seuls pays restant débiteurs soient les vrais pauvres – les Mali plutôt que les Nigeria – et non les "appauvris" par une "aide généreuse". Car, il faut le souligner, cette sortie du borbier de la dette ne doit rien au "consensus de Washington". L'autre fait dérangeant vient d'Asie et date de plusieurs années déjà, mais il a fallu tout ce temps pour que la "sottise consensuelle de Washington" laisse filtrer cette vérité : ce n'est pas en s'alignant sur les normes du capitalisme américain, ni même sur les structures déjà plus souples des divers autres capitalismes occidentaux, que l'Asie est sortie de l'ornière. Elle le doit à son extraordinaire taux d'épargne, ² à son énergie au travail et aux structures économiques qui ont valorisé ces deux traits : un rôle massif de la propriété étatique (ou publique) de moyens de production et une politique économique assez fermement pilotée par l'État. Stiglitz a raison de dénoncer le "fanatisme du marché". Même la Russie commence à se redresser grâce à ce qu'elle a gardé de collectif : pas seulement le pétrole, mais aussi plusieurs industries majeures. Dans cette perspective, qui observe de près la lignée des tigres et dragons qui ont révolutionné l'économie asiatique, du Japon à la Corée, puis à Singapour, à la Malaisie, à la Thaïlande et jusqu'à l'Indonésie sait que, pour une bonne part, ces performances sont dues à leur capitalisme d'État*. Si bien que l'élán chinois que beaucoup commencent à peine à découvrir, alors qu'il dure depuis près de trente ans, s'inscrit dans cette lignée, mais comme une meute de tigres (1 milliard 300 millions d'habitants s'arrachant à deux siècles d'épreuves), guidée par un gouvernement qui fait bon usage du capitalisme d'État en quoi son économie étatique-socialiste* de naguère se convertit sans trop de cahots. Et celui qui regarde le Vietnam peut voir un même élán se dessiner pour les mêmes raisons

¹ Non tenus, pour une large part, heureusement pour l'Indonésie.

² Qui fait baver d'envie les banques occidentales, spécialement aux États-Unis où l'épargne nette des ménages est quasiment nulle, car elle est absorbée par le remboursement des dettes contractées par les ménages, eux-mêmes environnés d'institutions bancaires et publicitaires fortement incitatives.

dans l'un des pays les plus miséreux de la planète, malgré le surcroît de misère qu'y a produit non une "aide type FMI", mais bien trois décennies de guerres barbares, à la française, puis à l'américaine. À titre de contre-épreuve, on peut s'interroger sur les chances de développement de l'Irak et de l'Afghanistan où des guerres semblables sont censées préparer une démocratisation du Grand Moyen-Orient qui, pour le moment, n'échappe pas au fanatisme du marché.

Dans une telle situation, il n'est pas surprenant que les organisations internationales – financières ou non – qui s'intéressent, par fonction, aux performances de l'économie commencent à se dégager des rêveries néo-libérales dont le "consensus de Washington" n'est qu'une illustration caricaturale. Le FMI qui perd de son influence perd aussi de ses ressources, car il vit des prêts qu'il distribue ou façonne et des autres produits financiers que lui procurent les dépôts (obligatoires) des États qui sont ses adhérents (forcés). Il semble qu'en son sein, on ait commencé de calculer combien d'années aussi "catastrophiques" que 2004-05 il pourrait supporter avant d'être obligé de réduire son personnel et son train de vie. On y réfléchit aussi – sous une forte incitation américaine – sur la façon d'élargir la place faite à la Chine, à la Corée et à d'autres tigres, mais sans leur donner "trop de pouvoir" et sans trop déranger les fondateurs américains et européens. L'introduction du Japon dans ce cénacle s'était effectuée par lentes étapes, en un temps où ce pays, tenu en laisse par les États-Unis, était encore timide et prudent. Mais l'Inde, la Chine et les autres futurs grands peuvent négocier et sont ombrageux, comme on en jugera plus avant. Nul doute que le FMI de 2009 ne célébrera pas solennellement le vingtième anniversaire du "consensus de Washington".

Avant de passer à la Banque Mondiale et pour respirer un air moins monétaire, il faut rendre hommage à la CNUCED. En effet, cette Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement Économique n'est jamais tombée dans l'absolutisme néolibéral. Sans élever la voix avec l'autorité d'un Stiglitz, elle a maintes fois soupesé les bienfaits et méfaits des principales politiques internationales. Son rapport sur l'année 2005, publié en juin 2006, devrait retenir l'attention de tous les économistes désireux de détailler leurs recherches et leurs perspectives, car c'est un texte de première qualité, mesurant assez bien les vertus et les limites respectives du capitalisme monopoliste* et du capitalisme d'État*, c'est-à-dire, en termes plus journalistiques, du marché et de l'État.

À la Banque Mondiale, Wolfowitz voulait faire régner une nouvelle vertu. Son prédécesseur (Wolfensohn) avait déjà dénoncé la corruption comme un cancer qui ronge les chances de développement des pays "aidés". Lui voulait aller jusqu'à suspendre les aides décidées par la banque au cas où les chefs d'État, les ministres, les hauts fonctionnaires et les autres opérateurs en détourneraient une grande part. Il estimait que, selon les pays, de 10 à 25 % des fonds apportés par la Banque sont détournés de leur destination et il proposait d'endiguer ce pillage par un système de contrôles et de sanctions dont l'Assemblée Générale de la Banque devait arrêter les

principes. Mais cette Assemblée a été (diplomatiquement) houleuse en septembre 2006. Les dérangés ne plaident pas coupable, mais développent d'intéressantes contre-maîtrises. L'une est de soupçonner Wolfowitz de poursuivre la croisade "démocratisante" ouverte par la guerre d'Irak,¹ l'autre est d'inviter à centrer le débat sur le développement des pays à aider. Aucune proposition majeure n'a été formulée à ce dernier titre, mais divers travers de la Banque déjà dénoncés par Wolfensohn ont été attaqués derechef : surcoût des dossiers par un usage abusif des cabinets américains de consultants, utilisation trop fréquente de grandes entreprises occidentales (au lieu de stimuler l'essor d'entreprises locales), projets pharaoniques sans grande utilité pour le développement local, etc. Les États corrompus seront peut être observés d'un peu plus près, mais il reste à définir des "critères clairs et objectifs" pour évaluer leurs défaillances et à fixer des méthodes pertinentes pour en tirer des conséquences qui, elles-mêmes, devront être bien calibrées.

Il se pourrait que la Banque Mondiale soit finalement soumise à une tout autre investigation, parallèle à celle qui vient d'être très discrètement engagée pour réformer le FMI. En effet, le président de *JP Morgan Chase International* et quatre autres banquiers ont constitué une commission qui étudiera le financement futur du FMI, avec le concours de sages hautement qualifiés dont Greenspan, ex-président du FRB et Trichet, actuel président de la Banque Centrale Européenne. Cette Commission va évidemment essayer d'éviter que le FMI devienne un simple "organisme technique d'appoint"² et il ne serait pas surprenant que ses investigations débordent vers la Banque Mondiale. Il y va, en effet, d'un important élément, très rentable, du chiffre d'affaires de la haute banque (les "gros wagons" que l'on sait, et la garantie que le FMI leur procure). Mais on pourrait également s'y souvenir que Reagan, fraîchement élu, chargea son fidèle Clausen (président de la californienne *Bank of America*) de diriger la Banque Mondiale, avec mission d'en faire un soutien de la vraie banque, celle qui est privée et rentable. Sa mission s'enlisa, mais on pourrait essayer d'en ranimer la flamme, non ?

Désormais, l'interrogation sur le rôle du FMI et de la Banque Mondiale s'étend à plusieurs agences spécialisées de l'ONU. À sa manière le Bureau International du travail (BIT) imite la CNUCED en s'interrogeant sur les conséquences de la "mondialisation" en matière d'emploi. Quoique polie, sa réponse est nette : il faut que les institutions internationales et les États s'en occupent davantage.³ L'interrogation est plus urgente dans l'OCDE (Organisation Européenne pour la Coopération et le Développement) où un ancien ministre des finances mexicain

¹ Ambassadeur des États-Unis en divers pays, dont l'Indonésie à l'époque de sa "crise monétaire", ce théoricien du néo-conservatisme cher à Bush, est devenu l'adjoint de Rumsfeld dans le gouvernement américain où il a été un chaud partisan des guerres d'Afghanistan puis d'Irak, avant d'être "promu" à la Banque Mondiale, quand Rumsfeld perdit son poste.

² La formule est de Michel Aglietta (*Le Monde* du 19/09/2006).

³ En somme, la politique économique a besoin de frontières comme le souligne l'une des notes du présent volume.

(Jose Angel Gurria) a succédé, en 2005, au canadien Donald Johnston, comme Secrétaire Général : c'est la première fois que cette responsabilité échoit à un représentant d'un pays non membre du riche G7. L'une des constatations que souligne sa nomination est que la démocratie n'est pas une condition nécessaire au développement, comme l'exemple du Mexique lui-même l'a longuement attesté. La question est de savoir si cette agence, née américano-européenne dans le sillage du plan Marshall, va savoir intégrer la Chine et l'Inde aux côtés du Japon qui y figure déjà et s'ouvrir au Brésil et à la Russie, c'est-à-dire à des pays émergents ou réémergents dont les structures économiques et financières ne répondent pas aux canons du capitalisme occidental, alors que, depuis sa naissance, l'OCDE s'est faite le chantre de ce "modèle".

Enfin, la réflexion pourrait s'étendre à la Banque des Règlements Internationaux (BRI) qui naquit au début des années 1930 pour faciliter le règlement des dettes de guerre et des réparations qui envenimaient les relations entre les États-Unis, la France, l'Allemagne et divers autres pays européens. En effet, cette BRI (BIS en anglais) a survécu comme contrôleur de l'homogénéité des statistiques bancaires, tout en hébergeant les réunions du "Club de Bâle" où les gouverneurs des principales banques centrales élaborent de nouvelles normes pour canaliser les impétueuses créations du capital financier. Elle est en somme le gendarme commun aux grandes banques centrales – essentiellement d'Europe et d'Amérique – alors que le FMI est censé servir de caisse mutuelle de garantie, pour ce qui est des réserves en devises d'à peu près toutes les banques centrales.

Le soleil financier se lèvera-t-il à l'Est ?

[Retour à la table des matières](#)

Le système mondial arrive à un tournant pour ce qui est du système monétaire et financier qui l'irrigue. La relève de l'or est chose faite dans la plupart des pays, car presque tous se sont convertis à la monnaie de papier et (bientôt) aux cartes plastiques. Comme on va en juger ci-après, elle est également proche au FMI, ce dernier temple de l'or monétaire. La Banque mondiale, sinon toutes ses filiales, semble à l'agonie, car sa façon de financer le développement des pays les moins développés ne correspond plus aux visées de "donateurs" qui ne furent jamais généreux et moins encore aux besoins des pays à "aider". Bref la deuxième mort de Bretton-Woods est proche, quels que soient les démêlés internationaux qui vont encore nous séparer de la deuxième rénovation des accords de 1944 – ou de leur remplacement par des institutions conçues à frais nouveaux.

Plusieurs des symptômes annonciateurs de ce bouleversement ont déjà été aperçus dans les pages précédentes, mais pour prendre une vue d'ensemble des changements à venir et de leurs orientations possibles (aussi contradictoires soient-elles), il est indispensable de déplacer le regard. Bretton-Woods a soldé la guerre

mondiale qui s'achevait, il y a soixante ans, dans un monde où trônait l'Amérique du nord, bientôt rejointe par ses alliés et ses vaincus d'Europe occidentale et du Japon. Mais ce vaste centre du système mondial a commencé de perdre sa prééminence, tandis que se multiplient, en Asie, les montées en puissance de pays, souvent héritiers de traditions historiques beaucoup plus anciennes. La Chine est désormais en tête de ce continent, si bien qu'il faut observer la façon dont elle s'adapte au système monétaire et financier de fabrication occidentale, selon ses besoins propres. Non que la Chine soit inexpérimentée à cet égard, car ses surgeons de Hong Kong et Taïwan ont apparemment occidentalisé de longue date leurs banques et leurs bourses. Ni non plus que la Chine continentale d'aujourd'hui soit héritière de systèmes performants plus anciens, car s'il subsiste encore chez elle – comme dans plusieurs pays d'Asie du Sud-est où des marchands chinois sont installés de longue date – des modes de crédit et de paiement propres à ce vieux capital marchand, ce n'est pas vers une amplification de ces archaïsmes qu'elle est tournée.

Une épidémie monétaire a débuté en Thaïlande en juillet 1997 et aussitôt contaminé l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines, pour atteindre un peu plus tard la Corée, Taïwan, Singapour et Hong Kong. Elle n'a pas touché la Chine continentale, mais a redoublé la vigilance de celle-ci. À des degrés divers, les pays affectés par cette crise – due pour l'essentiel aux fuites de *hot money* – avaient adopté les façons occidentales d'agencer leurs banques et leurs bourses, même si leurs niveaux de développement économique étaient souvent très inférieurs à ceux du centre capitaliste. Mais ces modes financiers étaient si chaudement recommandés par un FMI, alors encoconné dans le "consensus de Washington", que cet Est asiatique croyait accélérer sa modernisation en les adoptant. Le seul méfiant fut le gouvernement malais de Mahathir qui cibra bien sa contre-offensive anti-spéculation. Le pays le plus naïf fut l'Indonésie, géant mou, consolidé par un anticommunisme de guerre froide qui en fit un "fidèle allié" des États-Unis.¹ Là fut battu le record régional : sa monnaie perdit 75 % de sa valeur vis-à-vis du \$. Quant à la Chine, elle prolongea le système protecteur qui lui était propre : elle maintint l'accrochage de sa monnaie au \$ par des interventions étatiques occasionnelles qui empêchaient le *renminbi yuan*² de s'écarter de la parité officielle. Comme la balance commerciale des États-Unis avec la Chine était excédentaire, il en résulta deux conséquences : d'une part la Chine accumula d'énormes réserves de change – qui sont aujourd'hui de l'ordre de 1 200 milliards de \$ – et les plaça en bons du Trésor américain ; d'autre part, elle fut bientôt accusée par les États-Unis, parfois suivis par d'autres pays, de "manipuler" sa monnaie par ces "interventions étatiques, au lieu de laisser le cours de son yuan fluctuer sur un "libre marché" et d'être de ce fait le principal responsable du déficit

¹ Dont l'ambassadeur à Djakarta était alors, Wolfowitz qui dirigea la Banque Mondiale, dix ans plus tard, comme l'on sait.

² *Renminbi* veut dire : monnaie du peuple. *Yuan* est son unité de mesure. L'expression ressemble à la *livre sterling* qui désigne la monnaie britannique, alors que la *livre* (£) est son unité de mesure.

commercial américain. Comme les États Unis souffrent simultanément de multiples déficits (du budget, car la guerre d'Irak est mal financée ; de l'épargne nationale, car les ménages américains lourdement endettés ne produisent presque plus d'épargne, etc.) la mise en cause de la Chine n'est pas sérieuse.

Néanmoins le grand banquier new-yorkais dont Bush a fait son *U.S. Treasury Secretary*, c'est-à-dire son ministre du Trésor, mène campagne contre la non-flexibilité du yuan. Une petite dose de flexibilité a été créée en 2005, lorsque Pékin élargit quelque peu la marge de fluctuation du yuan vis-à-vis du \$ et elle vient d'être élargie, en 2007, lorsque l'accrochage de cette monnaie au seul \$ a été remplacé par une référence à tout un "panier de devises", adjoignant au \$ et à l'euro (€), le yen et le won (sud-coréen). Ces monnaies des quatre principaux partenaires commerciaux de la Chine sont pondérées, précisément, selon leur poids dans les échanges chinois. D'autres partenaires importants (tels Singapour, la Grande-Bretagne, la Malaisie, la Russie, l'Australie, la Thaïlande et le Canada ¹) viendront enrichir le panier de référence, sans élargir pour autant la marge de fluctuation autorisée pour le yuan ; Visiblement l'objectif chinois est de placer son énorme économie nationale à l'abri des secousses monétaire et de laisser son yuan fluctuer selon ses intérêts propres. La série des crises latino-américaines inaugurée par le Mexique en 1982 a pu être "résolue" à la Volcker, pour le plus grand bien des États-Unis et au prix d'une décennie perdue pour toute l'Amérique latine. La série des crises asiatiques ouverte à Bangkok quinze ans plus tard a d'abord pris même allure, mais malgré les "exploits" de Camdessus en Indonésie, il fallut bientôt changer de registre. L'insolent Mahathir et surtout la puissante Chine ne se sont pas laissés faire. Paulson, parfois accompagné d'imposantes délégations bancaires a rendu visite à Pékin à Wu Yi, la vice-premier ministre du gouvernement chinois ou a reçu, à Washington, cette même dirigeante, les discussions ont été aussi cordiales qu'infructueuses : il voulait un maximum de flexibilité du yuan, à aussi bref délai que possible ; elle laissait espérer de menus élargissements occasionnels des marges de fluctuation, mais sans hâte, comme il conviendrait aux équilibres économiques chinois.

En fait, le même mélange d'audace et de temporisation se manifeste bien au delà de la gestion des changes. Le nettoyage des crédits "non productifs" hérités de l'ère maoïste et des rallonges qui ont permis de différer jusqu'à la fin du 20^e siècle la fermeture ou la reconversion des grandes entreprises déficitaires a été lent et précautionneux. Bien qu'il ne soit pas tout à fait achevé, il a validé le pari de Zhu Rongji et de son successeur : la croissance accélérée de l'économie chinoise réduit de plus en plus la place des soldes restant à nettoyer, la montagne des années 1980 est devenue une simple colline et sera bientôt arasée. Qu'importe si des milliards

¹ L'ordre des pays cités peut sembler hasardeux ou même ironique, alors qu'il est celui qu'utilisait Zhou Xiaoshan, Président de la banque centrale chinoise en ouvrant cette perspective. En fait, il range les pays par ordre d'importance commerciale décroissante, du point de vue chinois. Il est temps de s'habituer à un nouvel ordre mondial où Singapour pèserait (parfois) plus lourd que la glorieuse Grande-Bretagne.

de yuan ont du être transvasés du budget national ou des réserves de change, vers cette tâche immense, car cela n'a nullement cassé la croissance générale de l'économie et a finalement coûté moins cher que l'indemnisation des chômeurs supplémentaires que la grande industrie aurait déversés dans les villes du nord-est et de la côte ! Ou – pire encore – que le coût direct et indirect des répressions qu'une action "plus ferme" aurait occasionnées ! Si par surcroît, il se vérifiait que la contribution des capitaux étrangers, repreneurs d'éléments reconvertis n'atteignait même pas 10 % du coût total à la fin de 2005, ne faudrait-il pas considérer que ce résultat participe du dosage prudent du capital étranger dans l'économie nationale, lorsqu'il n'est pas apporteur de technologies nouvelles ou de débouchés vers le marché international ?

Toujours est-il que l'ouverture de l'appareil financier chinois aux apports étrangers s'effectue avec circonspection, surtout si l'on excepte les apports, plus anciens de la diaspora chinoise, puis des Taïwanais qui ont transité plus tôt par Singapour et surtout Hong Kong. Les banques étrangères n'ont accès qu'à quelques grandes villes dont la liste s'allonge lentement et elles ne peuvent pas (encore) déborder vers la province environnante. Aussi majestueuses soient-elles à New-York et sur quelques autres places, ces banques ne peuvent déployer tous leurs savoir faire. Elles doivent opérer en devises étrangères et commencent seulement à le faire en yuan à Shanghai et Shenzhen, villes boursières où elles peuvent en outre vendre et acheter des titres. Les sociétés cotées émettent généralement deux sortes d'actions (ou d'autres valeurs), offertes en parallèle, l'une à la clientèle chinoise (actions A), l'autre à la clientèle étrangère (actions B). Certes, les banques internationales espèrent que l'adhésion longuement négociée de la Chine à l'OMC obligera ce pays à s'ouvrir pleinement aux opérations bancaires et boursières dont elles jouent couramment. Il se pourrait néanmoins que leur déception soit durable, car les avancées à tout petits pas effectuées durant les six premières années qui ont suivi cette adhésion de 2001 n'augurent pas de bouleversements massifs et soudains. Par exemple, c'est seulement en 2007, que quelques banques ont été autorisées à offrir à leurs clients chinois, dans quelques villes comme Pékin ou Shanghai ¹ des cartes (débit et crédit) accédant à leurs comptes en yuan. Parmi les nombreuses raisons pratiques qui concourent à cette démarche très prudente, il y a notamment le fait que la Chine ne dispose pas encore d'une législation visant expressément les faillites d'entreprises ou les transferts de propriété données en gage. Les votes qui se préparent à ces deux titres appelleront probablement des retouches successives et n'acquerront une pleine portée pratique qu'au moment où les juges et les avocats chinois auront appris à s'en servir, ce qui suppose notamment un fort développement de l'appareil judiciaire et un difficile apprentissage de l'application souveraine de la "chose jugée", dans un pays immense non entraîné à ces divers égards. Je gagerais volontiers que le

¹ Où les étrangers afflueront en 2008 pour des Jeux Olympiques et en 2012 pour une Foire internationale, sans compter le développement du tourisme qui pourrait éventuellement élargir les besoins : mais pourquoi les étrangers porteurs de cartes ne paieraient-ils en leur propre monnaie ?

développement du crédit hypothécaire – donc la possible exécution du gage – prendra, à tout le moins, des décennies, dans ce pays où, trente ans après la dissolution des collectifs ruraux par l'effet des premières réformes de Deng Xiaoping, la propriété paysanne et les droits (et devoirs) de ses "acquéreurs" administratifs urbains est quasiment un désert juridico-judiciaire, à peine tacheté de quelques oasis réglementaires décidées en opportunité. La banque internationale qui déploie volontiers ses rouleaux compresseurs devra apprendre fort patiemment que la Chine est un immense chantier où beaucoup reste à construire, à côté des routes, des usines et des bâtisses, dans l'ordre du droit, de l'administration et des idées. Les banquiers américains qui s'imaginent apporteurs de la bonne "gouvernance" des sociétés financières et autres sont aussi naïfs que les militaires de même origine qui croient apporter la démocratie dans leurs fourgons.

Fort heureusement, les banquiers ne peuvent opérer en force que si le pays d'accueil y met du sien. Les États-Unis seraient bien avisés de s'adapter aux rythmes chinois. De comprendre qu'une rapide copie de leurs us et coutumes financiers mettrait la société chinoise en péril, sans procurer à ce pays d'autres avantages que quelques zones industrielles, touristiques ou autres de grande "modernité", mais qui laisseraient plus d'un milliard de Chinois patauger dans leur misère actuelle. Une rapide soumission du yuan aux fluctuations marchandes ferait des bourses chinoises un paradis de la *hot money* ravageuse, c'est-à-dire un nouveau casino pour spéculateurs avisés. Il entraînerait aussi le pompage des épargnes massives des ménages chinois, vers les banques et bourses internationales, et affaiblirait les budgets publics chinois, c'est-à-dire la principale source d'investissements modernisateurs dont dispose ce pays.

La Chine s'approche d'un carrefour décisif. Rien dans sa théorie de l'harmonieuse stabilité, ni dans la structure de son parti dirigeant, ni même dans son héritage politico-théorique qu'elle n'a pas clairement trié ne me permet d'apercevoir quelle voie elle prendra. Sauf erreur ou illusion de ma part, je suis donc réduit à émettre une opinion fondée uniquement sur les repérages objectifs que mes recherches macrosociologiques – forcément générales et lacunaires – me permettent d'utiliser. De ce point de vue, le carrefour que la Chine va aborder m'apparaît aussi comme un carrefour d'importance mondiale : ce n'est pas l'avenir d'un pays qui est en cause, c'est – par-delà l'inévitable écho que la Chine éveille dans presque toute l'Asie – le devenir du système mondial tout entier qui va être affecté par les choix (ou les non-choix) de Pékin. Si la Chine poursuit sur sa lancée actuelle, en prolongeant son essor industriel et marchand sans l'exposer aux périls qu'une rapide inondation par le capital financier provoquerait assurément, elle fera mûrir une structure économique originale, dans l'espace encore inexploré que le 20^e siècle a ouvert entre un capitalisme monopoliste ravageur d'États – et, donc, de peuples – et un capitalisme d'État marié à un socialisme qui n'a pas encore débordé utilement des formules redistributives qu'il a inventées et des formules

démocratiques qu'il a héritées du 19^e siècle.¹ Si, à l'inverse, la Chine s'ouvre béante au capitalisme financier, déjà profondément enraciné en Amérique et en Europe – et sans doute aussi au Japon – le triomphe mondial de ses formules deviendra quasiment inévitable, au grand dam des peuples – et de ceux des États qui ne se contentent pas de garder ceux-ci. Dans le premier cas, la révolution financière pourra devenir une nouvelle formule enrichissant les esquisses démocrates et socialistes des 19^e et 20^e siècles. Dans le second cas, cette révolution financière s'emparera de l'économie mondiale comme un cancer propage ses métastases dans tout l'organisme qu'il corrompt, c'est-à-dire dans tout le système mondial qui s'est façonné depuis la fin de la guerre froide.

On vient d'entrevoir certains des écarts entre ces deux variantes de révolution financière radicalement opposées quant à leurs conséquences, en examinant rapidement certains aspects au moins du fonctionnement bancaire, financier, et budgétaire de la Chine, mais pour bien juger de leur portée, il faut se hisser à l'échelle du système mondial tout entier. Sous cet angle, les novations qui se dessinent au FMI et à la Banque Mondiale méritent d'être examinées derechef pour bien en apercevoir la portée globale.

Au FMI, la faillite menace. L'assistance technique que cette institution est censée déployer pour stabiliser les monnaies occupait 429 personnes en 2006 et 444 en 2007 (y compris les *external technical assistance resources*², les perspectives budgétaires sont déplorables. Le total des dépenses a doublé depuis dix ans et il atteint maintenant près d'un milliard de \$ par an. Mais la "petite locomotive n'a plus assez de charbon" faute de gros wagons bien rentables à tirer. Pour faire face à un déficit annuel qui pourrait atteindre près de 400 millions de \$ en 2010, des experts, internes ou non, conseillent de vendre une partie des stocks d'or que les pays adhérents lui ont apportés. La vente de 400 tonnes – sur les plus de 3 000 tonnes d'or détenues par le Fonds – effectuée à un rythme prudent pour ne pas désorganiser le marché de l'or-métal et complétée par une gestion plus inventive des ressources courantes de trésorerie permettrait "d'assurer l'avenir" pour quelques années au moins. Cette vente ne gênerait en rien le fonctionnement monétaire mondial, elle confirmerait simplement que la relève de l'or peut gagner jusqu'au trésor mondial. Mais différents pays rechignent devant cette perspective. Les États-Unis sont plus que réticents, mais aussi très silencieux. Les pays nordiques voudraient que le produit des ventes d'or vienne renforcer l'aide aux pays sous-développés. La France qui se fit longtemps le héraut du franc-or – encore chanté par Giscard d'Estaing³ ne s'est pas encore prononcée ; l'Allemagne

¹ Pour être plus complet, il faudrait mêler à cette interrogation une autre question, celle de la guerre et de la paix qui se jouera principalement entre les États-Unis et la Chine, comme on pourra en juger au prochain chapitre.

² Les concours externes d'assistance technique – qui semblent s'être un peu enflés en 2007, peut être pour alléger – d'apparence – le budget d'assistance technique propre au FMI.

³ Qui, en 1976, fit traiter les DTS de Witteveen comme des prêts remboursables et non comme des créations additionnelles de liquidités, ce qu'ils furent néanmoins, en fait.

pourrait être réservée, elle aussi. Bref les grands argentiers des grandes puissances gardent un grand respect pour un métal précieux qui ne sert aucunement à gager les monnaies de l'ère informatique. Mieux, la BRI ¹ qui tenait tous ses comptes en francs-or, mais de type suisse, a décidé dès 2003 de remplacer cette monnaie intemporelle par le panier de monnaies multiples qui sert à comptabiliser les DTS.

La relève de l'or dûment acquise, la "petite locomotive" sur une voie de garage, le FMI en crise budgétaire, les symptômes s'accumulent : il faudra refonder le gardiennage international des monnaies en redéfinissant la mission et les moyens d'action du FMI – ou de son successeur. Mais les discussions déjà engagées sur ce point butent sur un obstacle majeur : il faudra donner plus d'autorité aux pays asiatiques, à commencer par la Chine, qui tiennent une place croissante dans le commerce mondial et donc dans la circulation réelle des monnaies, mais il faudra du même coup réduire l'autorité des pays américains et européens fondateurs du FMI car ils y tiennent une place désormais excessive. Les diplomates sauront sans doute proposer des formules qui étaleront ces cruelles réformes, des "marches d'escalier" ou un "plan incliné" à révision périodique pouvant retarder une révision trop abrupte. Mais les "nouveaux grands" souvent impatientés par le dédain qui les accueillait quand ils étaient encore petits feront assurément de grands efforts pour peser bon poids et pour continuer d'accroître leur influence au cours des toutes prochaines décennies. Les débats pourraient traîner longuement, sauf si des crises monétaires (et boursières) rendaient inéluctables des solutions urgentes. Or, de l'Afrique surpeuplée et misérable aux États-Unis surendettés et pléthoriques – sauf en épargne – les aléas qui peuvent se produire seront graves et répétitifs.

En outre, la Banque Mondiale – et tout son groupe de filiales – devront, eux aussi, être remis en moule. Le nœud de problèmes à traiter par une réforme de ce groupe sera complexe. Selon que l'on met l'accent sur l'aide aux régions arriérées ou sur la recherche d'un développement durable, sensible aux enjeux écologiques, mais aussi, selon que l'on prête l'oreille aux héritiers du "consensus de Washington" qui demeurent nombreux et puissants à Washington même et dans la banque new-yorkaise ou que l'on cherche à décentraliser les modes d'action et, peut-être de financement, à employer dans les différentes régions mondiales-contininentales, l'optique peut être des plus variables. Il se pourrait aussi que la maturation, puis la mise en œuvre des réformes concernant le FMI interfère avec les débats relatifs à la Banque Mondiale, notamment pour ce qui est du partage du pouvoir après cette "deuxième mort de Bretton-Woods". Je n'essaierai pas de choisir entre ces hypothèses, tirées de l'air du temps, car les questions ne se laissent jamais réduire à une donnée synthétique forte, sur les sommets où d'excellents diplomates naviguent entre les exigences contradictoires de leurs alliés et adversaires. D'autant que des problèmes restés jusqu'ici souterrains pourraient fort bien jaillir en surface, notamment celui du *money glut* par lequel je vais commencer.

¹ Dont a vu plus haut qu'elle avait été créée en 1930 pour le règlement des dettes de guerre.

Cette "surabondance de monnaie" semble devoir relayer la grande phobie anti-inflationniste que Milton Friedman (décédé en 2006) a fait régner dans les banques centrales, tandis que ses élèves de Chicago contribuaient de plusieurs façons à ce qui devint le "consensus de Washington" déjà nommé. Aujourd'hui les "grands argentiers" – comme disent les journalistes qui veulent flatter les gouverneurs de banques centrales – ne savent plus à quel saint se vouer. Bernanke, fraîchement nommé à la tête du FRB, s'efforce de croire (et de faire croire) que les énormes déficits américains sont, en réalité, des réponses des banques et bourses américaines pour satisfaire une demande étrangère de titres du Trésor américain (et d'autres valeurs en \$), laquelle est provoquée par les énormes épargnes d'Asie – et bientôt de quelques autres pays émergents qui ont pratiquement fini de rembourser leurs dettes au FMI, à la Banque Mondiale, etc. ¹. Pour être sûr d'être bien compris, je traduis cette sottise en termes plus simples : les États-Unis doivent s'endetter pour fournir aux pays plus pauvres qu'eux, les titres que réclame leur épargne surabondante. En fait, les "argentiers" ne savent plus comment contenir l'expansion de la masse monétaire. Les États-Unis l'ont longtemps mesurée en ajoutant aux comptes disponibles (dits M1), les comptes quasi liquides, tels un compte d'épargne, (soit M2) et les valeurs aisément négociables (le tout formant M3). Le temps n'est plus aux savantes disputes sur le sexe des anges monétaires : fallait-il mesurer la croissance de la monnaie nationale avec M1 ou avec M3 ? Cette dernière idée a encore cours chez Trichet – l'argentier de la Banque Centrale Européenne ² – bien qu'il doive faire face à l'évolution du crédit (et donc de la monnaie unique qu'est l'euro) dans les 12 pays concernés, alors que chacun de ces pays reste doté d'une banque nationale autonome sur laquelle son autorité et même ses pouvoirs de contrôle sont chichement mesurés. Mais elle n'a plus cours chez Bernanke, ni même chez son prédécesseur Greenspan et elle a de même été abandonnée par la Banque d'Angleterre. Et ainsi de suite : la sagesse des argentiers est devenue fluctuante, elle pourrait même refluer vers M3 ou s'accrocher à quelque autre grigri, mais sans bien savoir pourquoi.

En réalité, la surabondance monétaire dans le monde actuel est un fait bien établi. Les statisticiens qui essaient de la mesurer arrivent à des taux de création monétaire élevés, de l'ordre de 7,5 %, voire 9 % par an, si ce n'est plus. Rapprochés des taux d'expansion économique des principales régions du monde – qui pourtant sont eux-mêmes en forte hausse par rapport à ceux des décennies précédentes – ces taux pourraient, en effet, paraître très inflationnistes, car le financement courant de la production, de l'investissement et du solde des échanges extérieurs n'exige pas un tel "graissage" de la machine économique. Mais les "argentiers" et beaucoup d'autres économistes – de la banque, de l'université ou d'autres paroisses – ne savent pas à quoi s'en tenir. Les divagations de Bernanke

¹ La thèse de Bernanke a été détaillée dans une conférence du 10 mars 2005, devant l'Association des Économistes à Richmond, Virginie.

² Lointain, mais fidèle héritier de Poincaré, Rueff et Giscard d'Estaing, c'est-à-dire des nostalgiques du franc Germinal.

rappelées plus haut n'ont rien d'exceptionnel à cet égard.¹ Je ne prétends pas apporter ici une réponse exacte et précise à la question du *money glut*, mais je crois pouvoir indiquer les pistes de recherche à emprunter pour la résoudre, fût-ce en évoquant des problèmes "inconvenants".² Il me semble, en effet, que pour comprendre les rapports entre crédit, monnaie, banques, bourses, échanges et placements internationaux, etc., il faudrait disposer de séries statistiques supplémentaires, à produire par une coopération bien agencée de banques centrales, toutes pilotées en l'espèce par une BRI, chargée de missions explicites que tous les gouvernements de puissances importantes³ auraient définies et soutiendraient durablement par une législation *ad hoc* et par le concours loyal de leurs administrations concernées. Cette vaste mobilisation serait requise, parce qu'une bonne part des explications à rechercher se niche dans les failles et fissures d'entre les nations, si ce n'est dans les gouffres qui sont ouverts entre elles.

À supposer qu'un effort répété soit consacré à l'affinement des statistiques monétaires et financières déjà existantes – par exemple en confiant à la BRI le soin de compiler toutes celles qu'elle réclamerait et en confiant à cette institution techniquement pertinente et politiquement respectée⁴ le soin de les tester et de les faire redresser autant que de besoin – les travaux à entreprendre devraient mesurer les contributions des *hedge funds* à la création (ou à "l'induction") de monnaie additionnelle, par tous les tours et retours de leurs opérations, en cours comme à terme ; cibler également les opérations monétaires et financières logées en quelque paradis bancaire ou / et fiscal que ce soit ou transitant fût-ce de façon apparemment fugace d'un îlot à l'autre ; cibler enfin les transferts de fonds publics ou autres de l'aide internationale (ou sous tout autre label) afin de vérifier en chaque cas, que les sommes issues de tel pays se retrouvent poids pour poids dans les sommes statistifiées par les pays de destination. Des opérations de contrôle fiscal, de recherche policière et d'enquêtes par services spéciaux devraient être diligentées, en outre – sans doute par une filiale spéciale de la BRI, assurée de renforts pertinents et de protections précises – pour déjouer les fraudes

¹ Simplement, il essaie de défendre l'idée que les États-Unis n'ont pas d'effort douloureux à fournir pour résorber leurs déficits (commerciaux, budgétaires et financiers). Paulson, discutant avec Mme Wu a vainement tenté de la convaincre que son devoir – pour alléger ces déficits – était de calmer les excédents chinois en réévaluant son yuan, ce qui, par ricochet, conduirait à une réduction des épargnes "excessives" des Chinois.

² Plus sérieux que Bernanke, mais viscéralement hostiles aux propositions "indécentes" que je vais avancer, les banquiers "sérieux" mettent l'actuel excès de liquidité au compte de trois facteurs qu'ils ne hiérarchisent pas : le déficit américain, la politique chinoise et les ruses et tâtonnements japonais pour sortir de leur décennie de crises : on retrouvera ce dernier point dans la prochaine partie.

³ C'est-à-dire de tous les actuels "déclarants" à la BRI, plus les 5 à 6 pays que l'OCDE s'apprête à accueillir "un de ces jours", en même temps que la Chine, plus une douzaine d'autres pays encore, retenus en raison de leurs contributions significatives aux mouvements internationaux de monnaies.

⁴ Notamment depuis qu'elle a eu le bon goût de publier sur www.bis.org en mai et septembre 1997, une analyse précise de ses opérations entre les banques centrales de 1930 à 1945, assortie de tableaux statistiques détaillées.

soupçonnées par les investigations précédentes, et, plus encore, pour détecter les circuits occultes du crime, de la drogue, des affaires véreuses et des honnêtes dissimulations fiscales, toutes tâches qui devraient inclure l'identification et la capture des monnaies et valeurs "atypiques" comme la valise de \$ (de £ ou d'€ etc.), le camion de cocaïne ou le tanker de pétrole etc. Car il en va du domaine visé comme des valeurs boursières : aucune frontière étanche ne sépare les "titres-papier" des titres-marchandises".

À qui objecterait que la CIA, missionnée par le seul gouvernement américain guerroyant à sa façon contre le "terrorisme international" a déjà pris l'habitude de surveiller toutes les transactions interbancaires opérées par Swift ¹ – ce qui lui a valu de vives critiques des banques de multiples pays et des reproches de principe de la CNIL française, ² il faut évidemment répondre que (1) une décision internationale en bonne et due forme (par l'ONU ou par un traité *ad hoc*) doit fonder la ou les institutions de contrôle ici requises ; (2) que les moyens et méthodes mis en œuvre doivent être régis par une (ou plusieurs) agences, nées de cette décision ; (3) que les travaux ainsi entrepris doivent être soumis à un contrôle administrativo-financier défini de même source ; et (4) que les crimes et délits ainsi détectés doivent être sanctionnés selon les vues des actes fondateurs, par une ou des juridictions internationales prédéfinies, lesquelles devraient être compétentes également pour sanctionner les éventuels abus des agents du contrôle administrativo-financier. Autrement dit on touche à un point fondamental : l'hostilité absolue des grandes banques (le "pilier new-yorkais"), du gouvernement américain et de leurs alliés et associés d'un peu partout, atteste que les réformes financières requérant un tel contrôle, internationalement agencé, sont essentielles ; elles constituent **une part substantielle de la révolution financière** que j'appelle de mes vœux.

S'engager dans les recherches qui viennent d'être évoquées – et les affiner autant que de besoin, devrait être le souci des États, des banques centrales et des organisations internationales (émules de la BRI), mais je crains qu'il faille attendre de nouvelles catastrophes économico-financières pour que leur vigilance se hisse à ce niveau. Mais les forces politiques et autres que les progrès de la mondialisation en tant que générateur mondial de pagailles et d'inquiétudes devraient en rappeler l'exigence autant que nécessaire. Au reste, on reviendra sur ce point décisif, dans la quatrième partie de la présente note.

À plus proche échéance, des transformations déjà prometteuses du système financier international pourraient certes intervenir. Dès la crise de 1997, le Japon

¹ Swift est la *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*, née dès avant internet et plusieurs fois modernisée, pour bénéficier des progrès de l'informatique et des avancées de l'art cryptographique grâce auquel elle protège la confidentialité des opérations effectuées par son entremise.

² Cette Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés doit protéger les citoyens français des incursions informatiques illégales.

avait caressé l'idée d'un FMI asiatique ou est-asiatique et il se pourrait qu'à la faveur des crises qui mûrissent déjà au FMI et à la Banque Mondiale, comme dans leur environnement institutionnel, la Chine, par trop irritée des leçons de Paulson, en vienne, elle aussi, à de tels projets. Le remplacement du réseau des accords de *swaps* entre bon nombre des banques centrales de l'Est asiatique par un tel Fonds, si possible mieux organisé que l'actuel FMI, pourrait être utile pour guider et coordonner les réformes financières de pays riches d'avenir, mais encore dotés d'appareils bancaires (et même boursiers) non conformes aux modèles occidentaux. Pour les aider à se protéger des risques spéculatifs majeurs – qui les menaceront de plus en plus s'ils cèdent aux pressions américaines et autres – sans gêne pour les échanges internationaux utiles, il serait souhaitable, en effet, que les résistances aux réformes trop rapides et les tentatives de réformes d'origine propre soient coordonnées et orientées par une réflexion collective. L'avantage serait plus substantiel encore si la réforme s'appliquait dans le même temps à la Banque Asiatique de Développement, afin d'en faire un puissant transformateur d'épargnes régionales en prêts à long terme destinés à la fois aux grands projets d'intérêt régional majeur et aux actions propres aux pays aujourd'hui moins dynamiques, en Asie du Sud et du Sud-est.

Une semblable revitalisation des Banques régionales de Développement serait bienvenue en Amérique latine ; de même qu'une création au Proche et Moyen-Orient et une révision d'ensemble en Europe. En Amérique latine où le projet d'une Banque du sud, nourrie par la rente pétrolière vénézuélienne, risque d'avorter sous les pressions diverses que le style et les visées de Chavez pourraient accumuler, une émancipation de l'actuelle Banque Américaine de Développement de la tutelle étasunienne, pourrait être acquise avec l'aide du Venezuela sans doute, mais aussi avec le concours des puissances asiatiques qui sont récemment devenues le principal débouché des matières premières sud-américaines, en attendant que le commerce Sud-sud s'étoffe d'une gamme plus large de produits. Au PMO, haut lieu de la richesse pétrolière et de la misère populaire, les guerres à répétition qui s'y produisent et qui ravagent un nombre croissant d'appareils d'État ont toutes chances de s'envenimer gravement à mesure que la surchauffe démographique se renforcera. C'est seulement par une réorientation d'une large partie des rentes pétrolières, tant qu'il en reste, au bénéfice des masses régionales qu'une évolution moins dramatique peut devenir concevable. Quelques émirats du Golfe commencent à pointer dans cette direction, mais par des réalisations plus pharaoniques que pertinentes. La clé pourrait être de constituer une Banque Régionale de Développement, d'y associer Arabes et Persans – avec peut être le renfort des Turcs et des Pakistanais – de la nourrir d'un maximum d'apports "rentiers" et de diriger ses premiers efforts vers l'installation définitive des Palestiniens éparpillés dans la région ¹, la multiplication des activités génératrices d'emploi régionaux et l'élargissement des échanges commerciaux et culturels, autant que possible abrités des zélotes ultra-musulmans. En Europe, enfin, une ou

¹ Afin de calmer l'épineuse question du droit au retour sinon de l'éteindre miraculeusement.

plutôt deux Banques pourraient être utilement stimulées ou renouvelées. D'une part la Banque Centrale Européenne, afin de la rendre effectivement "centrale" (par accouplement à un gouverneur, forcément monétariste, d'un "gouvernement", nécessairement pluriel, mais aussi, par renforcement progressif de ses capacités concrètes vis-à-vis des ex-Banques centrales nationales). Et, d'autre part, une réorientation radicale de la Banque Européenne d'Investissement, née comme satellite de la Communauté européenne, mais qui s'est mise à gambader au loin, dans diverses provinces (supposées juteuses) des ex-empires coloniaux européens et qui s'est liée par des connivences croissantes avec les grandes banques privées, comme si le rêve de Reagan et Clausen devait devenir, ici, une réalité.¹ On le voit, l'évolution de l'Union Européenne, la diversité probablement croissante de ses cercles de coopération renforcée et l'évolution souhaitable de ses rapports avec la puissance russe renaissante vont être intimement mêlés à ces évolutions bancaires éventuelles. L'affaire se jouera par la coopération de Berlin et Paris, le cantonnement des réticences et refus de Londres et la qualité des évolutions de Moscou.

Ces dernières réflexions ne nous éloignent aucunement des affaires financières. Bien au contraire, elles touchent à l'essentiel, qui est le bâti de nouvelles configurations de puissances dans un système mondial dont le centre actuel s'affaiblit. On en jugera de façon plus complète dans un prochain chapitre qui sera tourné vers les questions de la guerre et de la paix dans le nouveau système mondial en gestation. Mais, auparavant, il est indispensable de poursuivre le tour d'horizon financier mondial. Rien n'est encore acquis, mais le sol s'est ameubli autour du pilier international du capital financier, celui derrière lequel la haute banque américaine et ses émules se cachent pour élargir leur clientèle et sa rentabilité dans le monde. Sa rentabilité, grâce à la garantie que le FMI donnait à ses gros wagons d'"aide" et au soutien que fournissait la Banque Mondiale quand elle acceptait de se mêler aux trains ainsi formés, voire quand elle leur ouvrait la voie "à la Clausen", ce qui est plus rare. Leur clientèle, parce que la libre circulation des capitaux donne plein accès aux marchés monétaires et financiers des pays étrangers, lesquels procurent de joyeux *spreads*. Quand ces pays sont conduits aux crises dues aux frayeurs spéculatives de la *hot money* et à l'exiguïté de leurs réserves de change, ces distorsions sont finalement bienvenues pour les prêteurs potentiels qui voient s'ouvrir ou s'élargir un débouché protégé par le FMI, c'est-à-dire un pays "souverain" à "aider". Mais, depuis les crises prétendument asiatiques des dernières années 1990, ces perspectives se sont pratiquement effacées. Il est souhaitable d'effondrer ce pilier international de facture ancienne, en aidant les pays (enfin souverains) à contrôler les afflux spéculatifs de capitaux flottants, à encager ces capitaux pour régulariser leurs flux de sortie, de façon à ne pas assécher les réserves de change. Plusieurs techniques déjà éprouvées sont disponibles à cette fin et il s'en inventera de nouvelles dès que la glaciation de la *hot money* sera de règle. Une telle vigilance n'exclura nullement l'apport de

¹ Je rappelle que Reagan souhaitait que son ami Clausen fasse de la Banque Mondiale un soutien et un renfort des grandes banques privées.

capitaux extérieurs vers des investissements en capital fixe et même vers des placements boursiers, dès lors que ces derniers seront bordés de garde-fous empêchant les apporteurs de s'abandonner à de folles paniques. Les réformes envisagées ci-avant tendent toutes à favoriser un afflux utile et bien gérable de capitaux substantiels. Mais leur signification et même leur possibilité dépendent de l'autre pilier du capital financier, celui dont les banques et bourses de New-York forment l'armature.

DEUXIÈME PARTIE – LA RÉVOLUTION FINANCIÈRE

Chapitre 8

(juin 2007)¹

La révolution financière

Troisième section

La prédominance de New-York

[Retour à la table des matières](#)

Tant qu'elles s'en tiennent, par choix ou par imposition réglementaire, à la collecte de dépôts qu'elles convertissent en prêts, les banques commerciales – et leurs sous-variantes – sont les modestes serviteurs du capital financier. Via le marché monétaire, elles lui apportent l'excédent de leurs dépôts sur leurs prêts et elles enrichissent la gamme des titres dont il peut jouer quand elles recourent aux techniques de titrisation (qui transfèrent le risque inhérent à leurs crédits vers les acheteurs des titres en question). En outre, elles collectent des placements², lorsqu'elles vendent des titres provenant des bourses dont les banques d'affaires sont d'importants fournisseurs. Enfin, elles dirigent leurs clients vers ces mêmes banques, dès qu'un développement commercial rapide ou la succession des patrons vieilliss ou encore une innovation prometteuse (etc.) requièrent des interventions plus complexes que celles dont elles ont l'habitude. Aucune frontière tirée au cordeau ne sépare d'ailleurs les banques commerciales du capital financier, car

¹ Une première version de ce texte a été postée en octobre 2006.

² Les placements désignent tous les fonds déposés en banque à titre d'épargne, selon quelque formule que ce soit, à quoi ladite banque ajoute cette épargne inconsciente (des déposants) qu'est le solde provisoirement inactif de leurs dépôts. À l'échelle du déposant, ces soldes peuvent être minuscules et brefs, mais à l'échelle de la banque, ils font masse.

certaines de ces banques s'aventurent sur les terrains plus spécialisés où la haute banque s'épanouit, tandis que, par ailleurs, maintes banques commerciales sont, en fait, les filiales d'un groupe bancaire de haute voltige. Ultérieurement, d'autres précisions deviendront nécessaires, pour justifier la séparation de la banque commerciale banale, d'avec la haute banque "d'affaires" (ou d'autres appellations), mais, auparavant, il faut examiner de plus près les banques "plus que commerciales" – et pas toujours d'allure bancaire – bref ! il faut entrer dans le domaine de la haute banque. On en jugera d'autant mieux qu'on les examinera dans leur actuel promontoire, qui est la place de New-York.

Le pilier new-yorkais

[Retour à la table des matières](#)

La tâche première des "banques d'affaires" est d'aider à la croissance des firmes clientes, par des augmentations de capital, associées à une introduction en bourse ou à une émission de titres (actions, obligations, etc.) effectuée en bourse pour des sociétés déjà cotées.¹ Une autre méthode est leur fusion avec une ou plusieurs entreprises d'activité analogue (ou, symétriquement, par absorption dans une telle entreprise). Ces opérations requièrent une connaissance détaillée des firmes à rapprocher et de leur actionnariat (familial, boursier ou mixte) de façon à régler, chemin faisant, les opérations connexes telles que la relève des dirigeants, l'éventuel règlement de successions, l'embauche de nouveaux cadres dirigeants, etc. La complexité de ces opérations s'accroît considérablement lorsque tout ou partie des firmes à rapprocher forment déjà des "groupes" importants, voire des firmes multinationales (FMN) relevant pour partie de législations diverses. Un cran de plus dans l'échelle des difficultés est franchi lorsque lesdites firmes sont des banques et d'autres sociétés financières, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de "banques d'affaires" ou bien d'entreprises (nationales ou étrangères) en voie de privatisation ou, à l'inverse, menacées de nationalisation. Depuis 1990, chacun de ces cas de figure pourrait être illustré d'exemples tout à fait notoires où l'acier, le pétrole, l'aluminium, le cuivre, mais aussi l'automobile, les chantiers navals, l'aéronautique, les télécommunications, l'informatique et internet, le cinéma et la musique, etc. figureraient en bon nombre. Avant 1990, de tels exemples avaient déjà pointé, quand la conjoncture y aidait, mais leur nombre et leur taille étaient plus réduits, tandis que le nombre des pays concernés était nettement plus court.

Les "valeurs" ou "titres" qui font l'objet de transactions boursières² sont d'une grande variété et leur liste ne cesse de s'allonger bien au delà des rentes, actions, obligations, bons (aux qualificatifs divers) et autres parts (de fonds communs), etc.

¹ Les sociétés inscrites en bourse figurent sur la cote (= le relevé) des valeurs "cotées", avec le prix des dernières transactions opérées sur chacun de leurs titres, (= leurs cotations).

² Les professionnels disent aussi "le papier", même si les transactions informatisées ont déjà éliminé la plupart des supports en papier.

La mode s'en mêle, par exemple lorsque les "bons du Trésor" français sont relayés par des "obligations renouvelables du Trésor". Parmi les nouveautés, l'une des plus proliférantes est celle des "produits dérivés" qui greffent sur des prêts bancaires classiques des rajouts et des boucles qui permettent aux débiteurs (ou aux crédateurs) de modifier le contrat original selon leurs desiderata : allonger la durée, changer de devise, modifier l'échéancier, etc. La gamme des variantes ne cesse de s'allonger, car la banque est inventive. D'autres créances circulantes poussent comme champignons après l'averse ; elles résultent de l'activité des *hedge funds*, des *private equity* et d'autres entités qu'il convient d'assembler à l'enseigne des fonds spéculatifs ¹.

BLACKSTONE

UN FONDS DE REVENU OBÈSE

Deux cadres de la banque Lehman Brothers (Peterson et Schwarzman) créent en 1985 une *private equity firm* au capital de 400 000 \$. Ils se livrent, avec talent et chance aux divers types d'opérations dont les fonds spéculatifs sont coutumiers. Aucune information n'est disponible sur leurs éventuels *insider tradings* (délits d'initiés) et autres pratiques "marginales".

En 2006, le profit de Blackstone a été de 2,66 milliards de \$, tirés des entreprises acquises par le fonds, lesquelles emploient 375 000 salariés, pour un chiffre d'affaires voisin de 83 milliards. En juin 2007, Blackstone a introduit en bourse (sur le *New York Stock Exchange*), 12,3 % de son capital. Il lève ainsi 33,5 milliards, soit douze fois son bénéfice de l'année 2006. Sa "part" est donc cotée à 31 \$ pièce.

Les banques new-yorkaises qui ont réalisé cette introduction recevront seulement 3,6 % de Commission (sur les capitaux levés), alors que le taux moyen pour ce genre d'opération est actuellement de 6,2 %, (contre 3,2 % en Europe). Blackstone se range ainsi à un rang élevé de la finance new-yorkaise et s'apprête à déborder sur le vaste monde. Dès avant son entrée en bourse, ce fonds a fait l'objet d'une promesse chinoise d'investissement, à hauteur de 3 milliards de \$, qui sera concrétisée dès que la Compagnie Financière que prépare Pékin pour diversifier l'emploi de ses réserves en \$ aura été mise en place. Toutefois la presse chinoise laisse filtrer des doutes sur cette opération. Au Sénat américain, les doutes sont différents. Blackstone dont les bénéfices étaient jusqu'ici taxés à 15 %, comme il convient (?) à une *private equity firm*, doit-elle passer maintenant au taux de 35 % le *corporate rate* (= impôt sur les sociétés) ? Le débat est ouvert.

Source : Agence Bloomberg

Les gérants de fonds spéculatifs de tout acabit et les fournisseurs de "produits dérivés" de toute sorte se considèrent comme des prestataires de services qui pratiquent l'ingénierie financière la plus inventive qui soit, pour permettre à leurs clients d'enrichir et développer au mieux leurs activités. Les banques d'affaires

¹ Leurs désignations juridiques sont variables et fluctuantes, car ces entités ne naissent pas d'un "contrat de société" selon des statuts type requis par des autorités réglementaires, mais se forment selon les commodités que le droit américain – ou celui d'autres pays férus de souplesse, tels les Pays-Bas – offrent aux contrats dits de *partnership*, si bien que je vais suivre ici l'usage de la Banque des Règlements internationaux qui range le tout sous la rubrique des **fonds spéculatifs**.

new-yorkaises ne sont pas loin de partager leur conception, car les fonds spéculatifs constituent pour elles une clientèle plus rentable encore que les pays en péril financier qu'il faut aider sous l'étendard du FMI (comme l'on sait), plus rentables aussi que les opérations boursières concernant les FMN et autres entreprises ayant pignon sur rue, sans compter les *endowments*¹, les autres gestions des fortune dont elles sont les *trustees* et d'autres activités lucratives, tels le placement des bons du Trésor américain (si "demandés" jusqu'en Chine et au Japon, si l'on en croit Bernanke) et les bons des États, comtés et villes des États-Unis même qui se vendent bien, grâce à des exemptions d'impôt.

Les fonds spéculatifs, ces tard venus sur le marché, sont particulièrement intéressants. Ils empruntent des sommes énormes pour démultiplier leurs tactiques visant à prendre le contrôle d'une société (*leveraged buyouts* ou LBO).² Mais ils ne sont pas les seuls fabricants de "produits dérivés" car les banques s'en chargent volontiers. Leur volume s'enfle extraordinairement. La BRI suit de près leur enflure, tant elle craint que les banques soient submergées par ces engagements qui *n'apparaissent pas dans leurs bilans*. Ils n'y apparaissent pas parce que la quotité et l'échéance finale de chacun de ces engagements restent inconnues jusqu'à leur pleine maturité, alors que ce "papier" change souvent de mains et de conditions. La BRI fait donc pression sur les banques pour les forcer à établir des prévisions hypothétiques, détaillées par échéances possibles. Elle s'efforce aussi d'en mesurer le poids global. À la fin de l'année 2006, la valeur *nominale* totale³ atteignait plus de 400 000 milliards de \$, mais elle se réduisait en "valeur brute de marché" à un peu moins de 10 000 milliards de \$.⁴ On peut néanmoins se faire une idée des risques systémiques produits par ces enflures, si on les compare aux actifs inscrits dans les bilans des plus grandes banques mondiales, exercice pour lequel il vaut mieux compter en *trillion* de \$, tant le milliard – que les Américains appellent *billion* – est peu de chose.⁵ Donc, les actifs gérés par les dix plus grandes banques mondiales, selon leurs comptes pour l'exercice 2006, atteignent au total (pour ces dix-là) près de 18 trillions, le record de l'année étant détenu par l'*Union de*

¹ Fonds confiés à une banque de confiance (le *trustee*) pour financer une activité définie, par exemple les annuités à servir à des héritiers ou les missions dont est chargée une Fondation. Ainsi les Ford, les Carnegie et des quantités de donateurs moins connus ont-ils placé leur héritage à l'abri des droits de succession.

² L'expression LBO peut aussi désigner des offres publiques d'achat en bourse, des reprises d'une firme en faillite par son personnel qui s'endette à cette fin et diverses autres opérations.

³ Des "dérivés connus" via les banques déclarantes à la BRI, mais il en est bien d'autres.

⁴ Les rapports semestriels de la BRI sur le OTC derivatives market et sur les hedge funds tentent de définir les diverses classes d'opérations concernant ce marché et d'évaluer leurs volumes, tel que peuvent l'apercevoir les banques déclarantes à la BRI. Visiblement, l'objet à mesurer reste mal défini et fuyant. Les OTC sont des dunes mouvantes, dans un océan d'approximations et de cachotteries. Les OTC désignent les titres (non cotés en bourse et, donc, non soumis aux règlements et contrôles boursiers) que les banques vendent *Over The Counter*, c'est-à-dire directement à leur comptoir.

⁵ Soit dit au passage ; le trillion américain vaut mille milliards de milliards (ou billions) soit dix puissance 12, alors que le trillion, fidèle à son étymologie, vaut un milliards de milliards, soit dix puissance 18.

Banques Suisses – qui est une banque plus new-yorkaise que zurichoise – laquelle affiche 1,96 trillion d'actifs.

Tous les titres boursiers ou OTC font l'objet de spéculations d'autant plus rentables qu'elles sont hasardeuses (et réussies). D'où leur attrait pour les banques d'affaires qui se croient les mieux informées et leur attrait plus grand encore pour les fonds spéculatifs. Il existe de multiples "fonds" boursiers qui permettent à leurs souscripteurs de diversifier les risques sur lesquels ils misent.¹ Chaque fonds spéculatif, cible ses achats sur peu de titres et démultiplie ses souscriptions par d'énormes crédits bancaires. Mais il est déjà arrivé plusieurs fois que les pertes enregistrées par de tels fonds (LTCM, Amaranth, etc.) excèdent de beaucoup leurs ressources, si bien que les banques concernées – ou les Trésors publics gérant les devises prises pour cibles ou les FMN dont les actions et autres titres ont été ciblés – sont menacées de perdre du jour au lendemain des milliards de \$. À la vue de tels gouffres "systémiques" le FRB new-yorkais a dû plusieurs fois intervenir pour obliger les banques de son ressort à se cotiser pour combler sans délai le trou potentiel, quitte à retrouver tout ou partie de leurs cotisations si les valeurs visées par le fonds spéculatif se ragaillardissent.

Rares sont les banques d'affaires qui s'aventurent trop loin dans les fonds spéculatifs, mais il reste que ces banques en tâtent plus ou moins, pour elles-mêmes ou pour le compte des riches clients ou des *trust funds* qu'elles gèrent. Une autre cible enviée par ces banques – et par les Compagnies d'assurances qui leur sont souvent apparentées – concerne les fonds de pension dans lesquels les retenues sur salaires et les versements complémentaires des firmes sont logés en vue d'être rentabilisés en bourse, avant de servir au paiement des pensions de retraite.²

Les grands groupes bancaires de New-York ne détaillent pas volontiers leurs sources de revenus, mais les scandales ne sont pas rares sur cette place, si bien qu'en ajoutant leurs révélations aux données publiées par la presse spécialisée, on peut se faire une idée de leur nature qui est qualitativement précise, sinon chiffrée avec rigueur. Le point central est de se représenter chacun de ces groupes comme un amas de sociétés, mères ou filiales, juridiquement domiciliées sur place ou frileusement nichées dans des paradis lointains, qui exercent coopérativement de multiples métiers financiers ou connexes. Dans la banque ainsi comprise on dispose d'une information détaillée sur les firmes, les familles et les individus avec lesquels "on fait affaire". On stocke cette information et on l'enrichit lors des opérations nouvelles ou par des enquêtes diligentées quand besoin est. On est ainsi armés pour toutes sortes d'opérations : fusion d'entreprises et autres extensions ou scissions de groupes industriels et autres ; gestion des fortunes privées des

¹ Car tous les placements boursiers sont des prises de risques.

² Tout se passe pour le mieux tant que l'entreprise ne périlite pas, que la bourse "se tient bien" et que les gestionnaires du fonds (ou la banque qui les relaie) évitent les erreurs de placement et résistent aux malversations.

individus ou des familles propriétaires (ou ex-propriétaires) de ces groupes ; augmentations de capital et autres apports massifs de fonds à moyen ou long terme à telle ou telle filiale de ces groupes ; introduction en bourse des plus neuves d'entre elles ; gestion de toutes leurs variétés de titres nouvellement émis et de toutes opérations connexes, ajustement de la trésorerie des filiales, dans les devises requises ; fourniture des "produits dérivés" requis pour réaliser, parfaire ou blinder telles de ces opérations ; établissement de filiales judicieusement dispersées, sur le territoire américain ou non ; ¹ approvisionnement des *brokers* et autres courtiers indépendants en titres à vendre dans le grand public ; informations différenciées à diffuser auprès des opérateurs boursiers, des médias, etc. ; gestion des tâches d'audit spécialisé et de contrôle "indépendant" imposées par la législation en vigueur ; opérations plus subtiles de "gestion boursière" (soutenir ou effondrer les cours de certains titres, ameubler le terrain en vue de fusions) etc.

Chacun des postes de cette énumération qui pourrait être prolongée, procure des ressources diversement baptisées, des agios bancaires, des rémunérations pour conseil et réalisation et maints autres *fees* ², des plus-values sur cessions opérées, des pourcentages sur fusions opérées, des profits boursiers des frais de consultation (juridiques, fiscales, techniques, etc.), des ristournes sur opérations d'audit ou de contrôle réalisées par des agents "réellement" indépendants, des prises de participation sur des opérations prometteuses, etc. À ce dernier titre le summum est sans doute de préparer et d'accompagner des activités de longue durée requérant des financements massifs (création de compagnies pétrolières ou minières, fourniture "d'aides" de style FMI à des pays "risqués". Etc.

L'agence Bloomberg a publié la liste des 20 groupes bancaires dont les activités boursières ont été les plus rentables pour l'année 2005. Parmi ces banques qui sont toutes présentes à New York, une bonne moitié sont américaines d'origine et elles figurent notamment parmi les cinq premiers bénéficiaires de la *fee bonanza* de cette année-là. ³ Vient en tête le Citygroup avec 4,4 milliards de \$. En 5^e position, Merrill Lynch engrange encore 3,4 milliards de \$. Les groupes d'origine européenne sont sept au total, le premier d'entre eux étant l'Union de Banques Suisses (UBS, 3,2 Md \$), suivi par la première des banques d'origine allemande (Deutsche Bank, 2,6 Md \$). Il faut sauter au 11^e rang pour trouver la BNP Paribas (0,9 Md \$). La première des anglaises (HSBC 0,9 Md \$) est au 14^e rang, la première des japonaises au 16^e rang. Au reste, la nationalité d'origine n'a souvent qu'une signification limitée, car toutes ces banques sont multinationales quant à leur actionnariat, sinon pour leurs directions.

¹ Pour jouer des facilités (fiscales et autres) qu'offrent certains des États (de l'ensemble États-Unis), le Delaware par exemple, mais aussi Hawaï ou l'Alaska, et certains des territoires sous gestion américaine (Porto-Rico, archipels du Pacifique, etc.), sans compter les places *off shore*, c'est-à-dire les divers paradis bancaires et fiscaux.

² Rémunérations, par exemple pour apport d'affaire, pour action d'intermédiaire, pour arbitrage, pour montage d'opération, etc. *ad libitum*.

³ Surabondance de rémunérations, non compris les agios et autres recettes bancaires ordinaires.

New-York, paradis de la libre entreprise financière ?

[Retour à la table des matières](#)

Les groupes bancaires new-yorkais pratiquent une vertu à leur mesure. Il leur arrive d'ignorer certaines prescriptions légales, par exemple celles qui visent, en Europe, les "délits d'initiés", car comment empêcher les cadres des divers départements et filiales d'un énorme groupe bancaire de se parler les uns aux autres et de se souvenir de ce qu'ils ont entendu "de bonne source" ? En fait, les barrières réputées infranchissables – qui avaient été érigées après la crise de 1929 et rénovées ou rehaussées de temps à autre – ont presque toutes été supprimées depuis Reagan. Les diverses vagues de libéralisation auxquelles les États-Unis se sont abandonnés ont évidemment été un réel succès, puisque la santé financière de New-York est florissante, si l'on en juge par les actifs et les résultats des banques (sinon par l'état du budget national, de la balance commerciale et de celle des changes) ! Les règles de prudence ou de contrôle qui restent en vigueur, légalement ou statutairement (en bourse, par exemple), ne sont pas toujours reconnues comme de légitimes protections, accordées à divers intérêts que les banques et les bourses mettraient en péril. Elles passent souvent pour des réglementations bornées ou imprudemment généralisées, voire des normes rendues archaïques par les innovations modernisatrices de la place financière la plus active du monde ? Voyez par exemple le triste rôle de la *Regulation Q* que le FRB s'obstinait à appliquer longtemps après la crise et la guerre qui lui avaient donné naissance : elle interdisait aux banques américaines de recevoir des dépôts en monnaies étrangères, alors que les eurodollars et les pétrodollars, enflés par les hausses de prix pétroliers de 1973, s'entassaient dans les banques européennes. Il fallut pourtant attendre 1975, pour que la banque centrale new-yorkaise annule cette règle qui obligeait les établissements américains à multiplier les filiales étrangères, pour récolter leur part de cette nouvelle manne. Peut-être ont-elles pris, alors, l'habitude des paradis accueillants pour y loger des filiales abritées des règles désuètes, mais à qui la faute ? En 2007, encore, tandis que certains banquiers new-yorkais qui se croient plus réfléchis que d'autres se demandent s'il faudrait museler les fonds spéculatifs, les empêcher de s'attaquer aux fonds de pension, augmenter les capitaux propres des banques qui prennent trop de risques en prêtant à ces fonds, encadrer les LBO, etc., le sage Bernanke, successeur de l'inoubliable Greenspan à la tête du FRB new-yorkais, s'est rendu à la raison des vrais banquiers, en déclarant qu'en matière de *hedge funds* (fonds spéculatifs), il fallait s'en tenir à une *light regulation*, à une réglementation aussi légère que possible. Néanmoins, la commission des Finances de la Chambre des Communes britannique semble s'éloigner de cette saine orthodoxie : à la suite d'une longue et rude audition, elle a conduit le directeur général de la BPVCA à la démission¹.

¹ La *British Private Equity and Venture Capital Association* est le lobby représentatif des fonds spéculatifs les plus nobles d'allure, qu'ils soient tournés vers la création d'entreprises nouvelles

J'arrête là ces détails d'une actualité printanière qui deviendra chaude pour les fonds spéculatifs, tant les dommages qu'ils infligent aux entreprises productives, démembrées, délocalisées ou surexploitées irritent les opinions européennes, bien au delà des salariés concernés, des syndicats et des partis de gauche. Le nord-est étatsunien, berceau des armées suréquipées et victorieuses de la Deuxième Guerre Mondiale – qui n'a pas reçu, comme la côte Pacifique, le renfort d'entreprises nouvelles, est, lui aussi, en train de s'envenimer à l'européenne.

Une autre série de réformes, tournée vers la bourse plus que vers la banque s'est profilée derechef à l'occasion du procès Enron. L'effondrement de cette entreprise, en 2001, avait révélé son architecture frauduleuse. Elle achetait et vendait (au comptant et surtout à terme et à crédit) de l'énergie sous toutes ses formes (électricité, pétrole, etc.) et dissimulait ses contrats perdants dans des filiales *ad hoc*, domiciliées en divers paradis et maquillées en activités rentables. On parle donc, une nouvelle fois, de muscler les agences de cotation,¹ et de rétablir certaines des barrières "infranchissables" pour éliminer les délits d'initiés et les autres connivences frauduleuses des filiales et autres affidés des groupes bancaires. Néanmoins, le *New-York Stock Exchange* poursuit, avec l'active complicité de la SEC – la *Securities and Exchange Commission* qui est, en somme, l'administration chargée du contrôle des bourses – la dilution progressive des normes qui furent resserrées après le scandale de 2001. De nouveau, les contrôles trop précis des "titres" cotés en bourse, des banques qui les préparent et les propulsent et des *brokers* et autres professionnels qui les vendent au détail sont allégés, motif pris de la gêne qu'ils font subir aux industries financières et des clientèles étrangères qu'ils écarteraient des bourses new-yorkaises. Le détail de ces émouvants plaidoyers emplit la presse financière. Un rapport, établi à la demande du maire de New-York – Michael Bloomberg, qui est aussi le patron d'une agence financière notoire – affirme que les règles aujourd'hui en vigueur mettent en péril la place de New-York. Certes, les 109 milliards de \$ gagnés en bourse, en 2005, par les banques d'affaires new-yorkaises², se comparent avantageusement avec les 98 milliards de \$ gagnés sur les bourses européennes et les 37 milliards tirés des bourses asiatiques ; Mais la tendance deviendrait inquiétante : les activités boursières de l'Europe et même de l'Asie seraient menaçantes à terme.

De plus vaste portée encore sont les projets qui visent les fraudeurs du fisc et même les béances réglementaires dans lesquelles ils s'engouffrent, notamment par le détour des paradis fiscaux ou l'usage abusif des écrans qui sont censés protéger

(où ils risquent leur *venture capital*) ou qu'ils soient formés de très honorables financiers fortunés qui s'associent (dans quelque *Private Equity*) pour faire des affaires.

¹ Ces agences attribuent une cotation (rating) aux banques, aux États emprunteurs et à tous autres assoiffés de crédit qui viennent s'abreuver aux États-Unis. Mais, ces derniers mois, l'agence *Moody's Investor Service* a révisé en baisse les ratings de 44 banques.

² Dont : 69 millions en ventes et autres transactions et 40 milliards en prestations de services, en tant qu'*investment bankers*.

les bénéfices des filiales et sous-filiales d'une "double imposition" au niveau de leur société mère. Alors qu'une relève présidentielle s'annonce pour la fin 2008, ces projets pourraient prendre de l'ampleur.

Avant de m'incliner devant de si touchants arguments, j'entends néanmoins faire droit à d'autres considérations. En effet, les questions relatives aux fonds spéculatifs, aux agences de rating, aux rôles accumulés par les groupes bancaires, aux détournements de matière imposable et autres turpitudes facilitées par les divers paradis ne sont pas des problèmes purement américains, ni même des problèmes purement financiers, que la prééminence multiforme des États-Unis rendrait plus ou moins mondiaux. Ce sont, en réalité, les principales questions économiques dont va dépendre le fonctionnement de toutes les régions du monde actuel, s'il n'y est pas porté des remèdes tout-à-fait radicaux, voire révolutionnaires. On en jugera de façon précise dans la prochaine partie de la présente étude, mais auparavant une dernière vérification est nécessaire, avant de quitter New York : qu'est-ce qui fait de cette place financière ¹, le centre mondial des transactions financières, c'est-à-dire la capitale du capital financier.

Le système bancaire international est une machine à transférer des capitaux d'un pays à l'autre. Les créances internationales qui sont principalement des prêts consentis d'un pays à l'autre (le prêteur relevant d'un pays donné et l'emprunteur d'un autre pays, ceci quelle que soit la nationalité de l'un et de l'autre) ont grimpé, en près de trente ans, de 0,684 trillion de \$ à la fin 1977 à 23 trillions de \$ à la mi-2006. ² À la fin de la décennie 1970, ces créances équivalaient à 10 % du PIB mondial ³ ; à la fin de la décennie 1990, ils atteignaient déjà 28 % dudit PIB et à la mi-2006, ils étaient évalués à 48 %. En fait ces opérations – ici converties en \$ – ont été effectuées en monnaies plus diverses : la part du \$ longtemps de l'ordre de 75-80 % du total est descendue au voisinage de 50 %, cependant que l'€ s'est hissé à 27 %, le solde étant libellé, pour l'essentiel, en £ et en yens. Avant longtemps, le yuan chinois prendra une part significative de cet ensemble, peut-être suivi par la roupie indienne. Le rapprochement entre cette PIB mondiale et le total des cotations boursières a une signification financière, plus qu'économique, en raison de l'écart entre la valeur réelle de la PIB et la mousse de créances financières qu'y adjoint l'activité bancaire. À plus forte raison, les cotations boursières, fluctuantes

¹ Dans le jargon bancaire, une place financière désigne une ville où sont assemblées de multiples banques et une ou plusieurs bourses. C'est, en somme le successeur actuel des grandes foires médiévales, mais un successeur permanent et sédentaire, enflé d'afflux multiples (filiales de banques étrangères, autres grandes sociétés financières, telles les compagnies d'assurances, entreprises connexes d'ordre juridique, informatiques, médiatique, publicitaires, etc.).

² Les chiffres cités émanent des banques déclarantes à la BRI. Celle-ci les convertit en \$ courants et vérifie l'assemblage des données émanant de divers pays. D'où le décalage des statistiques publiées.

³ J'ai dit ailleurs les réserves que m'inspire cette production intérieure brute du monde entier qui se calcule par addition des PIB calculés ou estimés pour l'ensemble des "nations", sans démêler les superpositions économiques nouées un peu partout.

par nature sont une image diversement déformée de la partie de l'économie réelle qui se mire en bourse. On retrouvera ce point dans la prochaine partie.

Toujours est-il que l'activité bancaire et boursière s'est fortement développée et continue de galoper. D'où d'énormes concentrations dans le monde des banques, comme dans celui des bourses. Au fil des pages précédentes on a rencontré plusieurs des groupes les plus concentrés, tous présents à New-York et dotés chacun, d'un réseau plus ou moins mondial de filiales et d'autres affiliés. Il n'est pas très utile d'en mémoriser la liste, car le Citygroup, l'Union de Banques suisses (UBS), la Royal Bank of Scotland et tous autres changent parfois de nom, au gré des acquisitions réalisées et voient bouger leur rang statistique, selon les performances des unes et des autres. Même les indications relatives à leur nationalité apparente ou supposée sont peu significatives, tant l'actionnariat réel peut être fluctuant comme une marée boursière et, parfois, semi-clandestin quand des "fonds vautour" et d'autres spéculateurs préparent un coup sours. Au sommet de chacun de ces groupes, un groupuscule de "sociétés mères" travaille sans cesse à maintenir le contrôle exercé par un paquet de dirigeants qui coopèrent tant qu'aucune crise successorale ne les oblige à réviser, au sabre sabordage, la hiérarchie établie entre eux.

On l'a déjà noté, les groupes géants qui s'activent à New-York comprennent des entités d'origine européenne ou japonaise, si bien que les grandes manœuvres qui se multiplient à leur propos – ou par montée en puissance de nouveaux groupes jusque là peu actifs à Manhattan – affectent évidemment la place de New-York. Là est, présentement, la capitale du monde financier, le principal réservoir de banques d'affaires capables de monter les opérations les plus complexes, le haut lieu où deux bourses (le NYSE et le NASDAQ)¹ sont capables d'absorber chaque jour les plus vastes augmentations de capital et les autres opérations boursières) des compagnies les plus gourmandes et de leurs actionnaires respectifs. Et ainsi de suite : les banques et bourses new-yorkaises servent de pompe aspirante et foulante à la majeure partie du capital financier mondial en quête de rentabilité.

Les autres places boursières qui existent de par le monde sont toutes fascinées par les évolutions new-yorkaises. Les indices – comme le Dow Jones – qui mesurent en permanence ces évolutions sont suivies de fort près, tout comme les indicateurs relatifs à l'économie nord-américaine ou les actualités internationales qui pourraient induire des comportements infléchissant le Dow Jones – ou ses cousins. Néanmoins, les banques et les bourses bien implantées en d'autres régions du monde se défendent plus ou moins contre cette fascination new-yorkaise. En matière bancaire, de grandes concentrations, recherchées et parfois réussies, sont

¹ Le NASDAQ est la *National Association of Securities Dealers Automated Quotation*. Seconde bourse de valeurs, elle s'est établie à côté de l'ancêtre NYSE, pour faire place aux jeunes sociétés de l'informatique et d'autres modernités. Comme toutes les autres bourses, ces deux new-yorkaises sont des sociétés privées soumises à un contrôle étatique plus ou moins serré. Aux États-Unis ce contrôle est exercé par la SEC (*Securities and Exchange Commission*).

loin d'être toujours le fruit d'initiatives américaines. Initiés par des banques déjà grandes, qui s'activaient principalement en Angleterre, en Allemagne ou en France, etc. ces opérations suivies de près par les États européens – qui s'en mêlent volontiers, au gré de leurs propres intérêts – des groupes bancaires européens se construisent et se mêlent plus ou moins aux groupes d'origine américaine. Ici également, la situation présente ne durera pas, car il faudra des années encore avant qu'une sorte d'équilibre oligopolistique se stabilise dans le monde bancaire. Cette stabilité imparfaite ne dessinera pas des frontières simples épousant celles d'États et de paquets d'État, car les vainqueurs de cette compétition continueront de s'activer dans le monde entier – sauf obstacles politiques insurmontables – en superposant leurs réseaux respectifs et en spécialisant plus ou moins leurs concurrences. Pour illustrer ce point je prends un exemple récent : en janvier 2007, le Citigroup américain a décidé de fermer 270 des 320 succursales de sa filiale CFJ ¹ car une nouvelle loi japonaise sur le crédit à la consommation (en fait, contre le surendettement) dégrade leurs perspectives de rentabilité.

Le Japon est d'ailleurs coutumier de telles batailles visant à protéger son autonomie relative. Quand il lui fallut en 1988 appliquer les "ratios Cooke" qu'il avait accepté au Club de Bâle ², il prolongea sa bataille pour une interprétation plus souple des normes à respecter, d'autant que pendant sa "décennie nostalgique", il ramena le taux de beaucoup de ses crédits à 0 % (je dis bien : zéro pour cent) afin de faciliter le rétablissement de ses banques gorgées de crédits non ou mal recouvrables ³. Ceci contribua à l'élaboration de nouveaux ratios (dits Bâle II) où les modèles d'auto-contrôle propres à chaque banque deviennent la principale référence. En somme la guérison des banques japonaises et "l'impossible" contrôle précis des fonds spéculatifs américains se conjuguèrent en faveur de cette "solution" expédiente. Le Japon se singularise également dans la grande poussée de concentration des bourses de valeur ; Le mouvement a pris tournure en Europe, quand les bourses de Paris, Lisbonne, Bruxelles et Amsterdam ont créé un réseau coopératif dit Euronext, lequel s'est adjoint le marché londonien des produits dérivés, le *Liffe*. Un petit concurrent européen s'est bientôt formé autour de la Baltique, ⁴ mais Londres et Francfort ont tardé à faire leur choix. Vue de la mi-2007, la situation est la suivante : Londres – qui rêve toujours de dépasser New-York, mais en est loin – va satelliser Milan, tandis que Francfort reste isolé (tout comme Zurich). Quant au réseau Euronext, il est passé sous le contrôle du NYSE (*New York Stock Exchange*). Mais la bourse de Tokyo, dont l'activité propre dépasse nettement celle du NASDAQ) reste jusqu'ici fièrement indépendante. L'Europe boursière s'est mariée à la bourse américaine. La bourse japonaise

¹ Le CFI est le *CitiFinancial Japan*. Sont fermés également 100 de ses 800 distributeurs de billets.

² Règles imposant à chaque banque de disposer de capitaux propres au moins égaux à 8 % de leurs prêts, le tout assorti de normes interprétatives complexes, mais au départ plutôt serrées.

³ Le parallèle avec le traitement des "créances douteuses" chinoises vaut d'être observé. En Asie, il est sage que l'État aide les banques à ne pas perdre la face.

⁴ Avec les bourses de Stockholm, Helsinki, Copenhague, Tallinn, Riga, Vilnius et Reykjavik.

demeure isolée, quoique très influente dans beaucoup de bourses asiatiques. Le sort de celles-ci s'éclaircira prochainement lorsque la bourse chinoise prendra une tournure plus précise. Aujourd'hui, la Chine a accru son influence dans les bourses de Singapour et Hong-Kong (cette dernière est désormais contrôlée par la République populaire, mais avec un statut inchangé). À ces deux écluses financières fréquemment empruntées par les capitaux de la diaspora chinoise, Pékin a d'abord adjoint une bourse propre à Shenzhen, ensuite doublée par Shanghai où, malgré des débuts tâtonnants, un grand essor semble se dessiner.

Au total, la prédominance américaine semble solidement établie. Pour qui s'en tient aux données bancaires et boursières, elle semble même se renforcer par le jeu des concentrations bancaires et des rapprochements boursiers. Le pilier new-yorkais du système financier mondial n'est pas menacé comme l'autre pilier, symbolisé par le couple FMI + Banque Mondiale, hérité des accords de Bretton-Woods. La fermeté du \$ dans un monde où le commerce américain est surclassé de tous côtés et où les armées américaines sont enlisées partout où elles opèrent semble tenir, pour l'essentiel à la robustesse des banques et bourses pilotées depuis New-York. *Dollar as good as gold*¹ disait-on avant la "relève de l'or". La "deuxième mort de Bretton-Woods" n'a pas modifié ce dicton, semble-t-il.

Mais c'est seulement en creusant sous l'écume boursière et l'écorce bancaire, pour atteindre l'économie réelle que l'on aperçoit les fêlures et crevasses du capital financier dont la portée ne peut apparaître pleinement que si l'on observe leur signification à l'échelle non plus de Manhattan ou "des milieux d'affaires", mais bien à la dimension du monde entier et non plus à l'échelle de l'actualité récente ou prochaine, mais bien dans le devenir du système mondial tout entier. D'un système mondial que le capital financier révolutionne – sans que l'on sache déjà de quels fruits cette révolution porte le risque et la promesse.

¹ Le dollar vaut de l'or.

DEUXIÈME PARTIE – LA RÉVOLUTION FINANCIÈRE

Chapitre 9

(juin-août 2007) ¹

La révolution financière

Quatrième section

Quelle révolution financière ?

[Retour à la table des matières](#)

L'ensemble de banques, de bourses et d'institutions connexes qui s'est formé en Europe, depuis les cités italiennes du 14^e siècle jusqu'aux banques "à l'anglaise" du 19^e siècle constitue un système financier que les puissances impériales ont exporté, vaille que vaille, dans leurs domaines respectifs. C'est pourtant aux États-Unis, vite émancipés de la tutelle anglaise et bientôt riches d'une industrie qui s'est épanouie dans un immense espace protégé par deux océans, que le système financier importé d'Europe s'est "perfectionné" tout en s'enflant. D'où l'actuelle prédominance de la place financière d'échelle mondiale qu'est devenue New-York. D'où, également, l'illusion que ce système financier rayonnera dans le monde entier. Le doute tient au fait qu'au début du 21^e siècle, les banques d'État ou contrôlées par l'État ² qui avaient totalement disparu des États-Unis et de Grande-Bretagne, comme de la France ³ et du Canada jouent ailleurs un rôle important.

¹ Une première version de ce texte a été postée en octobre 2006.

² Les chiffres cités sont extraits d'un rapport de synthèse publié par l'OCDE en 2002, sur "*La Chine dans l'économie mondiale*". La p. 24 de ce texte détaille les sources utilisées.

³ Encore que les auteurs tiennent mal compte de la Caisse des Dépôts et de quelques autres "séquelles".

L'Italie (où elles représentaient 17 % du capital du système bancaire), la Russie (38 %) et l'Allemagne (47 %) étaient loin d'avoir arasé leurs banques publiques. En Amérique latine, la place de celles-ci était encore substantielle, notamment au Mexique (28 %), en Argentine (30 %) et surtout au Brésil (47 %). En Asie, les "tigres" capitalistes les plus anciens ressemblent aux États-Unis (Hong-Kong et Singapour notamment) et la Malaisie se rapproche d'eux, alors que les Philippines et la Thaïlande se situent entre 20 et 30 % et que les géants asiatiques gardent un très puissant réseau de banques publiques (Inde, 82 % ; Indonésie, 85 % ; Chine, 99 %). Le Japon, pour sa part n'avait plus que 15 % des capitaux bancaires sous contrôle étatique, toujours en 2002.

Ces résultats discordants sont difficiles à interpréter en 2006-2007, parce que l'on approche d'un probable point d'inflexion du système financier mondial. L'avenir du système bancaire pourrait être effectivement préfiguré par les États-Unis d'aujourd'hui, mais un tout autre avenir pourrait aussi se dessiner soit par l'effet des crises financières et économiques qui pourraient bientôt mûrir en son sein, soit, de façon plus complexe, par l'effet combiné des révisions prudentielles et des réformes plus audacieuses qui pourraient être entreprises pour prévenir cette évolution dérangeante ou pour en réparer les dégâts sans provoquer une rechute. Dans le premier cas, l'actuelle révolution financière se poursuivra avec la fatalité insidieuse dont la révolution industrielle capitaliste a déjà fait preuve, avant d'être stimulée par la révolution informatique récemment engagée. Dans le second cas, les contradictions qui secouent d'ores et déjà le système mondial, en presque toutes ses régions, seront enflammées plus encore par les progrès ravageurs du présent système financier, si bien que la révolution financière qui s'annonce dérapera vers une révolution pleinement politique et culturelle, telle que l'organisation mondiale en sortira bouleversée.¹ Le troisième cas – qui fait peut-être une confiance excessive aux forces politiques qui essaient de comprendre quelque chose aux luttes de classes des presque "neuf milliards d'"hommes" d'aujourd'hui et aux tenants et aboutissants de certains de leurs États pourrait se solder lentement et sinueusement par de nouvelles poussées de "réformisme" enrichissant ou rénovant celles que les tentatives de réponse révolutionnaire – ou de prévention de celles-ci – ont produit au long du 20^e siècle. Pour bien juger de ces trois variantes majeures de la révolution financière qui est d'ores et déjà commencée, il faut creuser jusqu'à leurs communes racines, avant d'explorer de façon précise, les conditions qui conduiront à l'une ou l'autre variante et les caractères distinctifs que celles-ci pourront prendre.

¹ D'autant que d'éventuelles explosions guerrières – dont on discutera au prochain chapitre – pourraient interférer avec les spasmes du système financier.

La révolution financière est en cours

[Retour à la table des matières](#)

Sous nos yeux, de nouvelles bourses émergent d'un système financier plus actif que jamais. Leur mondialisation en est déjà aux alliances et aux fusions transcontinentales qui étendent leur champ d'action aux deux Amériques et à l'Europe entière, y compris la Russie, qui s'apprêtent à envahir toute l'Asie, du Proche-Orient à l'Indonésie et qui s'étaleraient également en Afrique, s'il y avait là de quoi les occuper. Les banques d'affaires (à l'ancienne) et les nouvelles venues que l'on commence à désigner comme banques d'investissement¹ se chargent d'approvisionner ces méga-bourses, tandis que le tout-venant des banques et banquettes de toute sorte et leur nuage d'électrons financiers mineurs les prolonge jusqu'au fond des plus petits supermarchés. Nouveaux réseaux, nouveaux outils de mieux en mieux informatisés, nouvelles formules pour se mettre à la portée de toutes les bourses – ou presque – mais de toutes les bourses de consommateurs, s'entend, car à l'étage noble, tout là haut, les vraies bourses de valeurs sont encore inaccessibles aux pas-assez-fortunés, mais ça viendra, il existe bien des "dixièmes" de billets dans toutes les grandes loteries, ici ce sera plutôt des "dix millièmes" de parts dans quelque fonds de pension. Bref, la révolution financière est en marche. Aspirées et bousculées par ce nouveau système financier, les entreprises de toutes tailles qui ont pris forme depuis les débuts de la révolution industrielle, sont prises en nombre croissant dans le tourbillon des fusions et acquisitions. De nouvelles générations de chefs d'entreprises, surfinancés par les nouvelles banques, s'installent aux commandes du capitalisme infra-financier, ce fatras d'usines géantes, d'ateliers de toutes tailles, de commerces mondialement connus et de petites boutiques.

À l'échelle mondiale, ces fusions et acquisitions sont estimées à plus de 2 500 milliards de \$ pour le 1^{er} semestre 2007, en hausse de 53 % par rapport à 2006. Les États-Unis mènent la danse, mais l'Europe les talonne d'assez près. Les acheteurs principaux sont des fonds spéculatifs en cours d'anoblissement par introduction en bourse, les cibles de choix sont de grandes industries (ATT, Aventis, etc.), comme des banques bien grasses (ABN-AMRO, etc.). À l'échelle française, on compte déjà quelques 1 500 entreprises – et non des moindres – prises dans les filets du "capital-investissement".² Ces faits, joints aux tendances soulignées par les trois parties précédentes de la présente étude sont si frappants qu'ils risquent de conduire à des conclusions trop rapides, comme la presse financière d'Europe et

¹ Car les désigner comme *fonds spéculatifs* fait mauvais effet, maintenant que les plus riches d'entre elles sont glorieusement cotées en bourse, à commencer par New-York.

² À quoi s'ajoutent évidemment les firmes multinationales (FMN) d'origine française ou venue d'ailleurs qui poursuivent par leurs moyens propres la gestion – locale ou "délocalisante" – de leurs troupeaux de filiales.

d'Amérique en donne d'abondants exemples. Pour ne pas s'abandonner à cette pente, il est indispensable de remonter jusqu'à la source capitaliste des transformations en cours, pour bien comprendre ce qui se passe, en termes de reproduction élargie du capital, ce puissant moteur mis en lumière par Marx (après Ricardo). Il est d'ailleurs piquant d'observer comment le vocabulaire de ces auteurs férus de valeur – et spécialement de valeur travail – réémerge sous les plumes de journalistes ou d'universitaires qui ignorent à peu près tout de ces auteurs.

L'idée mise à la mode, ces temps-ci, par les "milieux financiers" et leurs agences publicitaires, idée diversement commentée dans les milieux politiques et syndicaux est que les entreprises doivent produire de la valeur pour l'actionnaire. Les industriels et les banquiers du passé savaient déjà que leur capital doit rapporter. Ils ont discipliné peu à peu leurs gêneurs. Les propriétaires fonciers et les paysans hostiles aux importations des blés, viandes et autres aliments bon marché qui permettent d'abaisser les salaires ont été anesthésiés par un mélange de haute technicité, d'importations barrées d'écluses et d'exportations diversement soutenues. Leurs rentes foncières ont ainsi été réduites bien au dessous de ce que les "milliards d'hommes" qu'il faut nourrir auraient pu prélever, si les règles du jeu capitaliste ne les avaient pas contenues en temps utile. Les autres preneurs de rentes foncières ont été calmés d'autre manière : si leurs rentes sont minières, pétrolières, etc. l'industrie qui exploite la ressource naturelle a composé avec les États locaux, d'une façon qui sert bien ses intérêts, nonobstant les fluctuations de l'économie consommatrice et des politiques étatiques, le tout offrant d'ailleurs aux industriels et à leurs banquiers plus d'occasions de spéculer rentablement que de périodes délicates où les raretés et les surcoûts imposent un effort politique renforcé pour que les consommateurs finals absorbent les chocs : ici également la rente a été domestiquée. Elle le serait de même si la rente immobilière que stimule la concentration urbaine de bien des "milliards d'hommes" n'était érodée de diverses façons : des bidonvilles pour les pauvres et autres sous-développés ; du confortable onéreux pour les bons et beaux quartiers, ce qui convient tout-à-fait à l'industrie du bâtiment et des travaux publics et a donné naissance à une industrie nouvelle (la gestion d'immeubles) qui partage avec les propriétaires d'immeubles (compagnies ou particuliers) la rente que lui apportent les locataires du patrimoine, etc. Il reste pourtant une difficulté : dans un petit nombre de pays enrichis d'Europe plus qu'aux Amériques ¹, des politiques du logement social ont imposé un recours à l'impôt pour soutenir la rente immobilière ou lieu de la laminer. ² Au total, donc, les rentes foncières (pour une bonne part accaparées par le capital industriel ou financier) ne gênent pas les profits et souvent les nourrissent.

¹ Soit, au total, à peine un demi-"milliard d'hommes", un petit vingtième de la population mondiale.

² Le mécanisme est variable selon les modalités politiques retenues. Mais que l'on subventionne les locataires, qu'on leur fournisse des logements à loyers très modérés (par rapport au marché local), qu'on les aide à acquérir la propriété de leur habitat, etc. dans tous les cas, on consolide la rente immobilière des uns et des autres, y compris sur le marché "libre" (= non-aidé, non-"social", etc.) où la "concurrence" d'un secteur "social" soutient les niveaux des loyers marchands.

Hormis les productions où les surcoûts dus aux rentiers sont ainsi minorés ou captés, les autres branches de l'économie réelle participent toutes à la production de profits. La poursuite de la révolution industrielle accroît l'efficacité du capital fixé en installations, en machines, en capacités de stockage et de livraison. La révolution informatique lui apporte une contribution rapidement croissante, au point d'occuper dans les services les plus modernes ou les plus immatériels, une grande part des forces de travail actives. Il n'y a qu'aux marges de cette énorme machinerie productive que des variantes se présentent parfois, soit qu'une poussière d'artisans et d'ateliers survit encore à grand renfort d'aides ou d'exonérations fiscales, aux côtés d'un commerce de détail qui résiste à l'industrialisation façon supermarché ; soit qu'à l'inverse d'autres artisanats et commerces sophistiqués réussissent à vendre très cher leurs produits ou leurs services à la faveur de protections légales, statutaires et autres ou à l'abri de corporations solidement retranchées dans leurs chambres de commerce, leurs ordres professionnels, leurs guildes et autres abris ; soit enfin que grâce à des politiques délibérées (du type *Small Business Administration*) des secteurs entiers de petite production marchande tardent à subir le sort commun de la production capitaliste. L'extrême diversité de ces zones marginales – dont j'ai beaucoup simplifié l'inventaire – assemble des activités pour lesquelles l'impôt est mis à contribution, ce qui rogne d'autant les profits réalisés ailleurs, dans la production pleinement capitaliste.

Mais l'impôt comme ennemi du profit ¹ se manifeste plus nettement encore lorsqu'on prend en considération les dépenses publiques (mêlées ou non à d'autres ressources) qui "se perdent" dans les sables infinis des services publics et des prestations sociales. Ces derniers mots sont d'ailleurs difficiles à traduire d'une langue à l'autre (c'est-à-dire d'un État à l'autre), car l'héritage historique et les luttes du présent les chargent de contenus divers. En fait, il s'agit ici des tâches qu'accomplit l'État (y compris l'ensemble de ses agences locales ou spécialisées, voire rendues autonomes) pour offrir gratuitement ou à prix réduit des prestations de toute nature à l'ensemble de la population de cet État ou à des fractions bien définies de celle-ci. On retrouve, ici, la frontière budgétaire des luttes de classes, mais c'est une frontière multiple tant il est de budgets centraux, locaux ou spéciaux à distinguer. ²

Il faut mettre à part tous les impôts (et autres prélèvements obligatoires) et toutes les rentes qui obèrent le revenu national pour arriver aux revenus

¹ Non l'ennemi absolu : il faut de l'impôt pour assurer la sécurité du capital et l'on peut débattre à l'infini de la frontière qui devrait séparer les prélèvements (fiscaux et autres) utiles à cette fin majeure, des contributions inutiles à des degrés divers : une grande partie des luttes de classes se livre sur cette frontière "budgétaire".

² Les budgets spéciaux sont ceux des agences et institutions autonomes (vis-à-vis de l'État central) et ceux d'institutions d'échelle nationale, non fondues dans le budget de l'État (par exemple les diverses branches de la Sécurité sociale, les caisses d'assurance-chômage, etc.).

directement issus de la production capitaliste sous toutes ses formes. Mais il est difficile de séparer d'un trait indiscutable ces divers éléments dont la répartition se joue sur les multiples fronts "budgétaires" ou "rentiers" des luttes de classes. Un seul exemple majeur suffit à le montrer : tous les revenus de transferts, regroupables sous le nom de sécurité sociale ¹ sont ressentis par les chefs d'entreprises capitalistes comme une variante des impôts *annuels*, alors qu'ils sont traités par les économistes les plus avertis, comme une sorte de salaire indirect étalé *sur toute une vie* ² tandis qu'ils sont interprétés par la plupart des syndicalistes comme l'effet d'une redistribution politique non assimilable au salaire. Chacune de ces trois représentations simplifiées doit évidemment être enrichie de nuances multiples pour coller de plus près au "monde vécu" des classes concernées, mais aucune n'est inexacte, ni exacte. Il faut se placer à un autre niveau d'analyse, plus global et plus abstrait pour concevoir que les revenus tirés de la production réelle se partagent entre salaires et profits, après prélèvement des rentes et des impôts, puis affiner ce découpage premier pour tenir compte des captures de rentes qui grossissent les profits et des redistributions budgétaires (fonctionnelles ou welfaristes ³) qui abondent les salaires et les autres revenus dérivés allant aux classes populaires ou non ⁴.

Après avoir tenu compte de ces diverses distinctions, on peut s'approcher enfin de "la production de valeur pour l'actionnaire", c'est-à-dire du partage de la plus-value capitaliste qui se concrétise en profits de toute sorte. Mais il est utile de bien distinguer les critères de ce partage, même si le capitalisme moderne entremêle à sa façon les fonctions ainsi distinguées. Il faut faire sa part au commerce qui conduit les produits achevés jusqu'à leur utilisateur final, c'est-à-dire leur acheteur, ce qui couvre la dernière étape soigneusement étudiée par Marx : celle de la réalisation de la valeur. Avant cette vente en fin de circuit, la valeur incorporée dans la marchandise demeure une virtualité. ⁵ Une autre partie prenante perçoit sa quote-part du profit tout au long du processus de production et parfois même avant sa mise en route : le banquier. L'entreprise capitaliste travaille souvent à crédit, sauf lorsque ses fondateurs l'ont dotée d'un "fonds de roulement" suffisant pour payer les salaires et les fournisseurs jusqu'au moment où le produit peut se réaliser

¹ Ou sous tel autre concept englobant, devenu usuel dans le pays considéré.

² Voir notamment Michel Aglietta – Régulation et crises du capitalisme, Éd. Odile Jacob, 1997.

³ Je résume par le mot welfaristes tout ce qui se partage dans la population et par le mot fonctionnelles tout ce qui relève des missions propres à la domination étatique (fonctionnaires, armée, police, etc.).

⁴ C'est selon l'ampleur et la dispersion des dépenses publiques (scolaires, sécuritaires et autres), ce qui dépend du système législatif et budgétaire en vigueur, État par État.

⁵ Les produits qui ne se vendent pas normalement ne réalisent qu'une partie de leur valeur potentielle, comme articles d'occasion ou de seconde main, à moins qu'ils ne finissent en déchets, en rebut, à la casse, etc. Les jeux différentiels de prix auxquels se livre le commerce (nouveauautés, gros et détail, remises, surremises, soldes, etc.) ne doivent pas masquer l'essentiel : la valeur produite se réalise ou non, la valeur réelle se reconnaît au résultat moyen des réalisations sur un laps de temps défini (l'exercice scandé par les bilans, les périodes plus longues définies par des plans de production, des périodes plus courtes résultant des rythmes marchands, par exemple les modes saisonnières, etc.)

(= se vendre) sur le marché. Naturellement la production est un flux continu, mais les besoins de financement se manifestent tout particulièrement au démarrage d'une entreprise ou de nouvelles "séries" et plus encore d'extension en extension cependant que la croissance du "chiffre d'affaires" alimente la trésorerie de l'entreprise par un *cash flow* – c'est-à-dire un flux de recettes ¹. Mais il reste qu'au total l'ensemble des disponibilités financières dues au fonds de roulement et au *cash flow* courant n'est pas continuellement égal aux dépenses à régler, si bien que le recours au banquier est indispensable. Globalement le besoin de crédit augmente à mesure que la production globale d'un pays s'accroît. Plus la machine économique prend de l'ampleur, plus ses besoins de graissage se font sentir. L'intérêt bancaire rémunère ce genre de graissage et, pour partie, les besoins additionnels qui apparaissent lors des créations de firmes nouvelles ou des extensions de firmes anciennes. Tel est le rôle de la banque commerciale ordinaire, avant qu'elle soit éventuellement noyée dans le capital financier moderne : j'y reviendrai plus loin.

Toujours est-il que la plus-value capitaliste qui se concrétise en profit doit se partager entre le bénéfice commercial, l'intérêt bancaire et le profit "industriel" pour satisfaire les exigences de tous les capitalistes engagés dans le processus de production. À partir de là – et sans oublier aucune des précisions précédentes, on peut descendre vers les analyses beaucoup plus superficielles où se situent les avocats de "la valeur à créer pour l'actionnaire". On quitte ainsi la société réelle, avec la plénitude de ses déterminations toujours complexes – et que j'ai beaucoup simplifiées ci-avant ² – pour entrer dans l'entreprise capitaliste, observée de trop près, avec un regard myope. On peut alors réduire l'économie à deux groupes de personnages : les actionnaires et les autres. Les jours de grande offensive, on distingue parmi ces "autres" des patrons (trop payés pour ce qu'ils rapportent à l'actionnaire), des cadres (souvent assoupis dans leurs routines), des publicitaires et autres novateurs (dont la créativité est spasmodique), etc. Tous personnels indispensables ou jetables selon leur efficacité périodiquement vérifiée : précisément par les "retours sur capital", c'est-à-dire les profits qui sont effectivement distribués. Quant aux actionnaires au bénéfice desquels il faut songer sans cesse, on accepte, certes, d'assembler sous ce nom le tout-venant des actionnaires et assimilés ³, mais la quintessence de "l'actionnariat" est ailleurs, chez les gérants de fonds qui découvrent les bonnes affaires à capter, dégraisser, sur-rentabiliser et revendre éventuellement, quand la bête fatigue ; et chez ceux des banquiers qui sont de bon conseil et se montrent des prêteurs compréhensifs chez lesquels on peut acquérir un levier efficace. Tels sont les véritables actionnaires,

¹ Une analyse plus complète devrait tenir compte du crédit inter-entreprises, c'est-à-dire des délais de paiement que les entreprises s'accordent tout au long de la chaîne de production et de vente, des matières premières aux produits finis sans oublier les stocks.

² Pour en juger, on peut se reporter à *La Société*, notamment au tome 2 sur *Les structures économiques*. Ouvrages disponibles sur le présent site.

³ Les porteurs d'actions au sens juridique du terme (dans le cas d'une société anonyme ou d'un groupe de telles sociétés), mais aussi les autres apporteurs de capitaux à valoriser, qu'ils soient organisés selon d'autres formes juridiques.

les nouveaux dynamiseurs du capitalisme, les créateurs du véritable capital financier.

Afin de les cerner de façon plus précise, on doit se demander quels sont leurs ennemis prioritaires. Compte tenu des "progrès" accomplis depuis les années 1990, les vieux pontifes de la haute banque (new-yorkaise ou autre) n'occupent plus ce rang, car ils se sont ouverts aux produits dérivés, aux LBO ¹, aux fonds spéculatifs de tout acabit. Ils sont en train d'accueillir dans leurs cercles et clubs et d'introduire en bourse les gérants des nouveaux "fonds", on trouvera bientôt ceux-ci à la tête des groupes financiers les plus réputés. Les ennemis se trouvent maintenant du côté de l'État, non point dans ses sommets où l'on trouve de plus en plus d'oreilles amicales, mais bien dans les lourds bastions des appareils d'État où la lettre des lois et règlements importe plus que la novation en cours. Dans ces administrations du "travail" et d'autres inventions des générations naguère effrayées par le communisme, le socialisme et le syndicalisme. Dans ces agences censées contrôler les bourses, les banques, les associations de comptables spécialisés, de juristes avertis, de fiscalistes novateurs, de publicitaires efficaces, alors que les harnais qu'on impose à ces professionnels hautement qualifiés provoquent des regains de corruption. Dans ces tribunaux anglais ou même américains où les acquisitions et fusions menées de façon "trop cavalière" provoquent encore des freinages sur plaintes d'actionnaires-à-l'ancienne qui se croient lésés parce qu'ils sont minoritaires, alors qu'on travaille pour eux. Dans ces institutions internationales, même, qui rechignent encore devant le libre exercice des métiers financiers dans tous les pays, aussi petits soient-ils, qui se méfient des liaisons internationales instantanées que les techniques informatiques autorisent, qui froncent le nez devant les nouvelles dispersions internationales des firmes novatrices, toujours attentives à l'optimisation de leurs coûts et de leurs profits. Isolé ou agrégé en institutions internationales, l'État qui légifère ou laisse ses magistrats juger à leur guise entrave trop souvent la libre inventivité des contrats, s'élève inutilement des rares écarts qui peuvent se produire. Oui, l'État est l'ennemi dans ou derrière lequel se cachent les forces du passé, les représentations populaires sans vision longue, les apporteurs de béquilles sécuritaires aux paresseux qu'il convertit en fainéants, etc.

Écoutez Francisco Gonzales Rodriguez ², dans un Forum de 2007 organisé par l'OCDE sur le thème *Innovation, Croissance et Équité* ³ où plusieurs intervenants s'inquiétaient du manque de transparence qui entoure les nouveaux "produits" du capital financier : "*It's too late to go back*", il est trop tard pour faire marche

¹ LBO signifie *leveraged buyout* c'est-à-dire rachat (buyout) avec un crédit à fort effet de levier (*leveraged*), le levier étant le crédit bancaire qui multiplie la mise de fonds de l'acheteur.

² Chairman and Chief Executive Officer (soit à peu près l'équivalent d'un PDG à la française) de la Compagnie espagnole BBVA (Banque de Bilbao et de la Viscaye) qui est devenue un groupe bancaire à grand rayonnement international.

³ L'Équité en question n'est pas ce qu'un vain peuple pense, c'est tout simplement la *private equity*, l'un des noms préférés par les entreprises du nouveau capital financier.

arrière. La révolution financière est en marche. Suivons Francisco Gonzalez, il nous conduit jusqu'en Chine. En effet, son *Banco do Bilbao* vient d'acquérir 5 % de la *China Citic Bank*, à un prix très élevé, car il entend être l'un des premiers à prendre pied sur l'énorme marché chinois dont il ne doute pas que ce sera le grand champ d'expansion du capital financier. Son opinion est partagée, mais prudemment, par quelques unes des grandes banques new-yorkaises qui ont ouvert des bureaux depuis plusieurs années déjà, dans une ou plusieurs des grandes villes chinoises et qui s'apprêtent à exercer sous leur propre enseigne une partie de leur métier de banquier à Pékin et Shanghai où cela est désormais autorisé et ont décidé, en outre, de prendre de petites participations dans celles des banques chinoises où leur entrée est permise. Les tournures restrictives que je viens d'employer font allusion à diverses décisions politiques qui limitent l'accès des capitaux étrangers à certains types de banques ou à certaines villes et provinces à moins qu'elles ne plafonnent les participations à 20 ou 25 % du capital. Le tout est d'interprétation difficile, car ces ouvertures et ces blocages ne composent pas pour l'instant le tableau d'une politique à longue visée. Les banques occidentales ne semblent pas pouvoir trouver ici un libre champ d'action, comme celui dont elles jouissent à Singapour ou à Hong Kong. Elles doivent plutôt s'attendre à une évolution lente et précautionneuse, comme celle qui spécialise les titres réservés aux "investisseurs" étrangers, parallèlement aux titres mis à la disposition des Chinois. Elles peuvent aussi s'attendre à des précautions contre la *hot money* plus rudes que celles de Singapour et Kuala Lumpur et des refroidissements soudains des bulles boursières par de rapides et fortes hausses des impôts de bourse comme celles qui ont calmé l'emballement de Shanghai en mai-juin 2007. Bref, la conversion de la Chine aux nouvelles méthodes du capital financier n'est ni proche, ni même certaine, quelles que soient les premières tentatives chinoises pour jouer ce jeu-là en Amérique et en Europe.¹ Comme d'autres banques aujourd'hui pléthoriques s'aventurent également loin de leurs bases,² sans que leurs orientations soient d'ores et déjà précises, il serait déraisonnable de souscrire à l'opinion de Francisco Gonzalez : la révolution financière est certes en marche, de l'Amérique au Japon, mais sa contagion mondiale n'est pas encore acquise, d'autant que derrière les jeux du nouveau capital financier, de très lourds enjeux économiques et politiques sont visiblement en cause. La révolution financière pourrait prendre une allure très différente de celle que New-York escompte.

¹ L'acquisition d'une partie du fonds Blackstone évoquée dans la 3^e partie est l'une de ces tentatives. La décision chinoise de créer une Compagnie Financière dotée de 200 ou 300 milliards de \$ extraits des réserves abondantes de la Banque centrale chinoise laisse préfigurer d'autres incursions de ce genre, pour rentabiliser ces réserves plus que le fait leur actuelle conversion en bons du Trésor américain. Mais la création, par ailleurs, d'un Fonds de Développement Chine-Afrique doté, pour 3 ans de 5 milliards de \$ et les projets encore vagues d'un éventuel FMI asiatique donnent à penser que la Chine veut être présente, à sa manière, sur tous les compartiments du système financier mondial.

² Par exemple celles de Dubaï qui devient le principal centre financier d'une région où, de 2002 à 2006, 1,5 trillion de \$ ont été gagnés par les six pays arabes du Golfe.

À moins qu'une révolution anti-financière interrompe sa course

[Retour à la table des matières](#)

Notre monde va bien, si l'on en croit Cap Gemini et Merrill Lynch.¹ Les millionnaires en \$ sont plus nombreux chaque année. En 2006, leur effectif s'est accru de 8,3 %. Ils sont toutefois surclassés par les ultra-riches lesquels possèdent plus de 30 millions de \$ par tête, car cette élite a cru de 11,3 % cette même année. En son ensemble, elle possède plus de 13 trillions de \$. Les propagateurs du capital financier et les propagandistes de ses vertus soulignent que ces progressions substantielles s'observent presque partout dans le monde. Le record est détenu par l'Inde où les ultra-riches ont accru leur effectif de plus de 20 %. Les Amériques font modeste figure là-dedans, avec un gain à peine supérieur à 10 % pour celle du Sud et d'un point plus faible pour celle du Nord. Prise dans son ensemble, l'Asie gagne 8,6 % d'ultra-riches (mais seulement 7,8 % en Chine)². Vient ensuite la piteuse Europe où le progrès de 2006 est seulement de 6,4 %. Ces chiffres sont significatifs, non par leur valeur propre, car ils ne peuvent s'appuyer sur les multiples recoupements qui conviennent aux statistiques sérieuses, mais bien parce qu'ils donnent à penser : l'inégalité s'épanouit dans notre monde.

De ce fait, le monde bancaire et boursier est riche d'un potentiel de crises qui se manifeste fréquemment par des spasmes localisés dans ses centres principaux, New-York venant en premier lieu et qui pourraient effondrer le système financier mondial en son entier, s'il réussit à conquérir toute l'Asie, comme il s'y emploie activement. Quelques futuristes américains spéculant sur le calendrier du rattrapage et du dépassement des États-Unis par la Chine ont commencé de réfléchir aux conséquences de ce qu'ils imaginent souvent comme une course, en fixant l'attention sur la matière première des banques : quel sera le volume global des dépôts et des placements à attendre dans les pays asiatiques aux diverses échéances visées ? Au reste, il ne faut pas se bloquer sur le cas chinois, mais se souvenir que tous les États asiatiques à expansion rapide ont pris leur élan, souvent après de dures guerres, sous un régime militaire-nationalitaire* (Corée, Taïwan, Thaïlande, Indonésie, etc.) et que les États plus développés comme le Japon ou la Malaisie demeurent marqués par les séquelles de ce type de domination* politique. La Chine dont le cheminement maoïste a d'abord été différent, s'est rapprochée structurellement et idéologiquement de ce modèle, tout comme la Russie le fait pour sa part, après des zigzags qui ont été différents. D'où le "retard" supposé du système financier chinois.

¹ Une éminente société de conseil informatique d'origine européenne, et une grande banque américaine ont coopéré pour dénombrer l'effectif des très riches.

² La grande croissance des ultra-riches s'observe, outre l'Inde, de Singapour (+ 21,2 %) à Hong Kong (+ 12,2 %),

Pour clarifier la réflexion, il vaut sans doute mieux la centrer sur l'actuel système monétaire et financier bâti par l'Europe et les États-Unis, mais en se gardant bien de croire que les péripéties des crises potentielles se laisseront cantonner dans ces seules régions.

La défaillance de deux fonds spéculatifs de Bear Stearns fait craindre une contagion

Les montages financiers par endettement, utilisés massivement par les "hedge funds", se retournent maintenant contre eux, creusant de lourdes pertes, Wall Street tremble. L'effet domino lié aux déboires de deux fonds spéculatifs (*hedge funds*) de la banque d'investissement Bear Stearns devient réalité. Caliber, un fonds britannique de 908 millions de dollars a annoncé qu'il mettait la clé sous la porte. Quatre jours plus tôt, son homologue Queen's Walk fermait après avoir essuyé une perte de 91 millions de dollars. "*Des faillites seront annoncées chaque jour cet été*", s'inquiète un banquier d'affaires.

Ces fonds font les frais du retournement du marché immobilier américain. Ils ont investi dans des [paquets de] titres de crédits [hypothécaires] accordés aux populations américaines les plus modestes (*subprime mortgage*). De nombreux ménages concernés étant aujourd'hui en défaut de paiement, la valeur de leurs titres a dévié (de près de 30 % depuis le début de 2007). Résultat, les montages financiers utilisés qui permettaient de décupler les profits des fonds spéculatifs se retournent aujourd'hui contre eux, en creusant les pertes et provoquant des banqueroutes.

La déroute des hedge funds a des effets collatéraux. Pour acheter leurs [paquets de titres] les fonds ont emprunté massivement, jusqu'à dix fois leur mise en capital. En voyant poindre les difficultés [des débiteurs de ces fonds], les banques tentent de sauver ce qui peut encore l'être. Merrill Lynch, l'un des 15 créanciers des fonds de Bear Stearns, a ainsi vendu pour près de 800 millions de dollars d'obligations détenues par le fonds. Pour éviter la panique Bear Stearns a accordé un crédit de 1,6 milliard de dollars à son premier fonds et tente d'"ordonner calmement" le départ des banques du second.

Le marché des *subprime mortgage*, estimé 450 milliards de dollars en 2007, devrait faire d'autres victimes.

La crise pourrait s'étendre notamment à des activités où le recours à l'endettement est systématique comme le rachat de sociétés par des fonds.

Claire Gatinoi (extraits) *Le Monde* 30 juin 2007.

Une fois de plus Wall Street geint, nonobstant la brillante introduction en bourse de Blackstone, autre fond dont les spéculations se sont – jusqu'ici – tournées vers des cibles moins fragiles. Malgré les cloisons pare-feu que le système financier à l'américaine multiplie pour fragmenter ses risques financiers et malgré les produits dérivés toujours plus sophistiqués dans l'art de transférer les risques que les fonds spéculatifs – bien conseillés par leurs banquier – ne cessent d'inventer, des cloisons s'effondrent, des maillons se déchirent, la cuirasse des spéculateurs devient plus chère à entretenir et peut perdre son efficacité. Le risque

systémique, autrement dit l'effondrement du château de cartes bâti par des bourses, des banques et d'autres fonds devient menaçant.

Une fois de plus, la Banque des Règlements Internationaux crie casse-cou dans son rapport annuel de 2007.¹ Comme il convient à une institution internationale de banquiers, le raisonnement s'arrête aux bords du système financier. Passer du risque systémique qu'encourt ce dernier, aux risques intrinsèques du capitalisme serait indécent. Mais, en d'autres enceintes, on est moins pudique. Le fait est que les firmes multinationales (FMN) auxquelles la CNUCED et le PNUD s'intéressent de près manifestent des inquiétudes quant aux risques d'amplification des fluctuations conjoncturelles (c'est-à-dire aux risques de crises cycliques de l'économie mondiale) dont lesdites FMN pourraient être les victimes ou les propagateurs, si ce n'est les causes. Un colloque de l'OCDE, déjà cité (cf. notes 19 et 20)² est plus net encore. Jacques Terray, Vice-Président de *Transparency International* y souligne que les mouvements illimités des capitaux dans le monde entier, sans régulation et avec tant de produits financiers divers peuvent exercer une puissante influence, n'importe où dans le monde. Après avoir blâmé les trafics et l'usage croissant des paradis fiscaux, il *conclut* que "*people perception of globalisation will inevitably be negative*". John Monks qui est le secrétaire général de la Confédération Européenne des syndicats est plus net encore. Il pense que l'ingénierie financière [actuelle] relève d'un modèle dangereux, elle ne crée pas de valeur, mais elle la gaspille. En effet, ce que les gérants de *hedge funds* et autres locomotives du capital financier appellent "création de valeur pour l'actionnaire" n'est autre que la distribution de dividendes accrus et la formation de plus-values boursières pour ladite action, ce qui ne peut s'obtenir qu'en écrasant les salaires, en raflant les potentiels bénéficiaires d'autres firmes et en vendant à bon prix des éléments (ou la totalité) du capital fixe des sociétés diversement capturées. Le capital financier ne crée pas un supplément net de capital productif, il détourne des épargnes de l'investissement en capital fixe additionnel et il dilapide du capital fixe déjà installé. Le lecteur curieux d'observer le détail de ces ravages en trouvera un étonnant exemple dans un livre récent de Noël Goutard, lequel fut longtemps le directeur général de la Compagnie des Compteurs Schlumberger et Valeo.³

¹ Cette BRI écrit, (p. 9 de son rapport pour 2007) que pour répondre aux novations en cours, les *supervisory authorities* – banques centrales, agences de contrôle des bourses, etc. – ont plusieurs fois pressé (*repeatedly urged*) les banques d'investissement de resserrer les conditions des crédits qu'elles accordent à leurs clients, en particulier aux *hedge funds* et aux *private equity firms* et de surveiller (*monitor*) de façon plus rigoureuse les risques pris [par ces opérateurs] avec leurs contreparties (*counterparty exposure*)

² Voir les chapitres 3 à 6 de *L'Inventaire du 21^e siècle* (tome 1) et Voir John Kenneth Galbraith – *Le Nouvel État Industriel*, éd. française, Gallimard, 1968.

³ *L'outsider. Chronique d'un patron hors norme* – Paris, 2005, Ed. Village mondial. Une recherche synthétisant un échantillon plus large a été publiée par Michel Villette et Catherine Vuillermot, sous le titre *Portrait de l'homme d'affaires en prédateur* – Éd. La Découverte, Paris 2005.

L'un des résultats les plus courants du nouveau capital financier est le pillage légal de firmes capturées à la faveur de leurs faiblesses passagères ou par d'autres moyens. Cette nouveauté se marie avec d'autres traits des économies capitalistes, tels l'endettement massif des ménages, bien au delà des acquisitions de biens durables ¹ ou l'extrême diffusion de la propriété du logement familial à l'aide d'un crédit hypothécaire. Salariés ou non, les surendettés de cette sorte sont vulnérables devant les fluctuations des prix et des coûts du crédit. Leur vulnérabilité s'approfondit lorsque les assurances (maladie, accident du travail, etc.), les pensions de retraites et d'autres prestations "sociales" sont gérées par des compagnies ou des fonds qui ont – ou qui prennent – la liberté de placer leurs ressources en attente d'emploi dans des investissements boursiers ou de *hedge funds* destinés à élargir leur volume. Cette solidarité par le détour de la bourse et d'autres types de placements financiers enrichit assurément les professionnels du capital financier, mais ne profite aux assurés et pensionnés eux-mêmes que si, par chance, les rentabilités recherchées se concrétisent en ressources disponibles au jour de la maladie ou de l'accident, et durant les années d'étude des enfants ou les très longues et très lointaines années de la retraite. Les défaillances subies à ces divers titres se multiplient à mesure que le capital financier gagne du terrain sur les techniques d'assurance sociale.

En termes économiques les risques principaux que le capital financier fait courir aux salariés de tous rangs, y compris la plupart des cadres supérieurs, est de contenir ou réduire les salaires, de comprimer les effectifs en résorbant les emplois "excessifs" et, de façon plus générale de durcir la "relation d'exploitation" qui est l'une des constantes structurelles du mode de production capitaliste* en toutes ses variantes. La presse spécialisée commence même à établir le décompte des PDG et autres dirigeants d'entreprises de grande taille évincés – avec ou sans "parachute doré" – après un LBO (cf. note 19) réussi par quelque fonds qualifié de "vautour". Mais il va de soi que les suppressions d'emploi sont beaucoup plus nombreuses et nettement plus pénibles à mesure qu'on descend dans les profondeurs du salariat. D'autant qu'il faut juger de cette fâcheuse situation sans perdre de vue les ravages que le capital financier provoque, directement ou non, même s'il n'en est pas toujours le seul moteur. On a vu, en effet, que son principal ennemi c'est l'État qui prétend imposer sa législation aux libres contrats, qui tend à multiplier les organes de contrôle et qui, horreur suprême, est avide d'impôts et autres cotisations obligatoires. Non contentes d'être souvent une bonne école d'évasion fiscale, les banques et autres agences du capital financier privent ainsi les budgets étatiques et ceux des institutions d'aide ou de sécurité sociale d'une part non négligeable de leurs ressources. Le surprofit bouffe l'impôt et tant pis pour les chances de reconversion, de secours et de "flexisécurité". Livré à ses propres élans, le capital financier est de nature à exacerber les luttes de classes de tous niveaux que produit le capitalisme. ² En faisant mine de dynamiser les entreprises capitalistes, il aboutit potentiellement à dynamiter le capitalisme.

¹ Dans un contexte de stimulation des besoins et de disponibilité immédiate d'un abondant crédit.

² Le tome 4 de *La Société*, sur *Les classes* détaille ces réflexions.

Toutefois cette structure économique est bien enrobée d'idéologies qui lui sont favorables et elle est protégée de près par ceux des appareils étatiques qui échappent aux critiques des survalorisateurs du capital. En outre, les divers États pénétrés par le capital financier ou sensibles à ses charmes potentiels trouvent un puissant renfort dans les erreurs et crimes dus à bon nombre des grandes poussées anticapitalistes du 20^e siècle. Pour ces raisons qui se détaillent de mille manières, pays par pays et période par période, la conversion de la révolution financière en révolution anti-financière ne peut pas être considérée comme un objectif d'atteinte facile. Pour qui regarde le monde tel qu'il est aujourd'hui (2007), les chances sont minces, pour une telle révolution politique qui extirperait le capital financier des structures sociales en vigueur, malgré les forces politico-idéologiques qui les confortent. Toujours vues d'aujourd'hui, il n'est que deux hypothèses rendant ce projet pensable. L'une est que l'immense Asie ne se laisse pas avaler tout rond par les appareils financiers qui déjà ont commencé de la grignoter, mais qu'en son sein, des forces politiques déjà établies au pouvoir ou aptes à s'en saisir sachent canaliser, réorienter ou remplacer le système financier aujourd'hui piloté par le capital financier. L'autre est que quelque crise majeure ébranle tout le système capitaliste, sans qu'on puisse préjuger du terrain économique, politique et culturel où un bouleversement égal aux grandes crises du 20^e siècle pourrait se déclencher.¹

Encore faut-il bien s'entendre sur la portée théorique du terme révolution. La révolution financière, ici en discussion, gagne du terrain à partir des systèmes financiers² des sociétés occidentales les plus développées et les plus riches. De là, elle contamine plus ou moins – *et plus ou moins vite* – une part croissante du système mondial. Si elle y réussit, elle deviendra une caractéristique structurelle durable de l'économie mondiale, comme l'est devenue la révolution industrielle et comme le devient de façon déjà claire la révolution informatique. Mais il faut tout l'appétit et toute l'ignorance d'un banquier pour penser que ce résultat est d'ores et déjà inéluctable, pour ce qui concerne la révolution financière : c'est une révolution parce qu'elle pourrait bouleverser toute les structures économiques, mais ce n'est encore qu'une révolution naissante dont l'avenir ne dépend pas encore de son propre élan. En effet, comme pour toutes les transformations advenues dans le système financier des sociétés, sa stabilisation et sa généralisation dépendra des États, jusqu'à ce qu'un certain seuil ait été nettement dépassé. S'il ne tenait qu'aux États-Unis, ce seuil est d'ores et déjà atteint – ou presque. Mais à l'échelle mondiale rares sont les États qui sont aussi convaincus que la Grande-Bretagne – ou les Pays Bas et quelques autres – que l'Amérique du nord est dans le vrai. Il

¹ Les crises à dominante guerrière des années 1910 et 1940, les crises économiques des années 1930 ne sont pas seules à considérer, car ce serait privilégier une vision occidentale de l'histoire mondiale. Le Mexicain (1910, 1938), le Japonais (1905, 1945), le Chinois (1910, 1930, 1948, 1966-68), le Russe (1917, 1930, 1990) et bien d'autres citoyens du monde actuel peuvent s'armer de repères plus variés, sans oublier que l'histoire à venir n'est écrite nulle part.

² *La Société* les étudie dans leur généralité historique dans le tome rappelé à la note 29.

faudra certainement quelques décennies avant que la conviction d'une large majorité des États soit fermement acquise. Mais il se pourrait qu'en peu d'années, les inquiétudes, les réticences et les refus d'aujourd'hui fassent avorter cette révolution ou – variante que l'on retrouvera plus avant – qu'elle soit canalisée, ébarbée ou domptée de quelque autre façon. Si bien qu'à l'échelle du 21^e siècle, nul ne sait encore si le fourmillement des "produits dérivés" et la contagion des "*hedge funds*" vont s'amplifier, s'éteindre ou se réduire à peu de choses. D'autant que d'énormes accidents politiques mondiaux vont plus ou moins transformer la trajectoire du capital financier, comme les deux guerres mondiales du 20^e siècle ont transformé les banques.¹

La révolution financière ? grande et néfaste invention du 21^e siècle ? ou bien reprise à frais nouveaux d'élans révolutionnaires jusqu'ici avortés ? ou bien chapitre nouveau du lent empilement de réformes par lesquelles les sociétés progressent cahin-caha ? L'avenir est ouvert.

Pour revenir au présent, je dois noter que la prise de conscience des risques accrus provoquée par le capital financier est gênée de diverses façons. Aux États-Unis, l'afflux d'immigrants chassés par les misères de leurs pays d'origine empêche de ressentir les nouveautés qu'impose le capital financier, d'autant que la dureté de la vie et le chacun pour soi n'ont pas été profondément affectés, en ce pays, par les aménagements de l'entreprise et de la cité dont l'Europe a souvent bénéficié au fil du 20^e siècle. En Europe même, indépendamment des écarts manifestes que le fascisme et le communisme – en leurs diverses variantes – ont imprimé dans les cultures nationales, une frayeur nouvelle s'est emparée des esprits à mesure que le vaste monde extra-européen, libéré de ses couleurs coloniales, est peu à peu devenu l'énorme réservoir d'un capitalisme émergent. La crainte est d'autant plus ressentie qu'il s'agit d'un pays déjà riche. Néanmoins, la "mondialisation", immense représentation idéologique aux contours imprécis pénètre de plus en plus les esprits et devient la (supposée) responsable des maux nouveaux qu'inspirent ses menaces. Sous le ciel noir de la "mondialisation" les méfaits du capital financier demeurent mal visibles et sont trop souvent jugés secondaires. Mieux, les innovations financières qu'il véhicule passent parfois pour d'utiles défenses contre les concurrences "anormales" des continents sous-développés. À la limite, le capital financier qui est le principal auxiliaire des FMN pour mondialiser leur organisation interne et leur marché de plus en plus dispersé et qui est aussi l'arme privilégiée des banques occidentales pour conquérir l'Asie, apparaît trop souvent comme un protecteur potentiel de la vieille Europe – surtout s'il sait corriger ses aspects "occasionnellement" scandaleux. D'autres nuances, d'ailleurs très variables, se manifestent au Japon, en Russie et chez quelques autres nouveaux venus au capitalisme, en tête desquels peuvent figurer des tigres ou dragons asiatiques, tels

¹ Disparition du franc Germinal et autres monnaies "gagées" sur un métal précieux, disparition du crédit "causé" (où des prouesses étaient requises pour vérifier à tout moment qu'un crédit en cours "représentait" bien une marchandise dûment vérifiable), abolition des techniques liant la durée stipulée pour un crédit à celle des ressources mobilisées pour le "nourrir", etc.

la Corée ou Singapour, comme certains pays latino-américains dont les classes dirigeantes croient voguer vers le bon port, tels le Mexique ou l'Argentine. Donc, dans l'état présent des idées et des forces sociales, il faut absolument regarder de très près le comment et le pourquoi d'actions qui viseraient non point à tuer le capital financier, mais à le dompter pour le domestiquer.. Le capital financier, c'est *le mur de l'argent*, contre lequel s'écrasent les gouvernements trop faibles, mais ce n'est pas un obstacle insurmontable.

Dompter le capital financier, pour le domestiquer ?

[Retour à la table des matières](#)

Rohatyn dont Clinton fit son ambassadeur à Paris est un banquier new-yorkais pas très orthodoxe. L'affaire Enron et les maigres efforts pour redresser le NYSE lui ont inspiré des réflexions sévères sur ceux qui mettent le capitalisme en péril.¹ Ses remarques esquissent, en fait, les premiers pas à accomplir pour domestiquer le capital financier. Je les traduis ici dans mon langage en les prolongeant quelque peu. Le mélange des fonctions d'introduction de titres en bourse avec les fonctions d'information du grand public risque de conduire à divers dérapages, si une seule entité les organise, même sous forme de départements distincts ou de filiales spécialisées au sein d'un même groupe bancaire. Le risque s'aggrave si les audits internes et les contrôles externes – imposés par la loi et les statuts boursiers – sont plus ou moins confondus. Rohatyn ajoute, mais sans insister autant qu'il conviendrait, que la banque qui aide son client à loger dans quelque paradis sans contrôle, ses participations douteuses et les pertes virtuellement acquises, se fait complice d'une escroquerie (à la Enron). Il aurait dû adjoindre à ce panorama, le cas des banques offrant de gros crédits de *leverage* à un fonds spéculatif, insister davantage sur la responsabilité des banques qui logent en divers paradis certaines filiales spécialisées dans l'évasion fiscale, les trafics sur devises ou parfois même dans le blanchiment d'argent. Et compléter le tableau par l'évocation des interférences multiples entre la production ou le négoce des produits dérivés et plusieurs des fonctions précédentes.

En juin 2007, soit cinq ans après les déclarations scandalisées de Rohatyn, le *New York Times* se fâche davantage. Il a plus d'une fois critiqué les écarts bancaires et boursiers de la place de New-York, notamment lorsque la *Securities and Exchange Commission*² a jeté par dessus bord la plupart des modestes corrections qu'elle avait imposée à la suite du scandale Enron. Il réclame désormais une réforme bien coordonnée, pour ces fonds, comme il en existe déjà une pour les activités bancaires proprement dites. Il demande une limitation des prêts hypothécaires pour les adapter aux capacités financières des emprunteurs,

¹ NYSE = *New-York Stock Exchange*. Voir notamment : *Le monde des banques et des bourses*, Hérodote, n°109.

² L'autorité de contrôle boursier.

une réglementation sévère pour les *hedge funds* qui acceptent de recevoir (et de placer) les capitaux des fonds de pension et même pour ceux qui empruntent des capitaux excessifs pour leurs *leveraged buyouts*. Mais, comme il convient à un grand journal américain, il compte sur la coopération des pouvoirs publics et des associations professionnelles pour mettre au point de telles mesures, sans gêner le dynamisme des compagnies financières.

C'est pourtant en Europe que l'inquiétude devient plus politique. L'Allemagne qui travaille à étoffer sa propre bourse, souhaite que la transparence des *hedge funds* soit accrue et leur surveillance renforcée. La Grande-Bretagne vient de condamner à près d'un million de \$ d'amende un fonds que son *Financial Services Authority*¹ a surpris en infraction avec les règlements boursiers. Plus significatives encore sont les réactions de la BCE (Banque Centrale Européenne) qui réclame une surveillance mondiale, exercée de façon coordonnée par les instances de régulation financière de tous pays. La BRI (Bâle) qui est une telle instance à compétence internationale, exprime avec force des craintes qu'elle n'a pas encore traduites en propositions, car elle ne peut connaître des bourses que par le détour des banques qu'elle supervise. Ses limites tiennent à ceci : les banques qui aiment bien les crédits de *leverage*² qu'elles accordent rentablement aux fonds spéculatifs peuvent-elles accepter de se couper un bras, en limitant ces crédits, pour éviter une maladie, mortelle pour leur espèce (bancaire), mais non pour chaque banque individuelle – sauf pandémie systémique ?

En fait, au delà des exemples évoqués, les réformes souhaitables doivent toucher à maints aspects du système financier occidental, s'il s'agit d'assurer sa survie. Selon les conjonctures politiques et les tendances propres aux divers pays, elles pourraient être orientées de diverses façons. Ici, j'essaie de cataloguer toutes les urgences, sachant qu'elles ne seront pas toutes traitées de même, ni en même temps. Mais qui peut le plus peut le moins. Les rubriques du catalogue devraient être :

- de réviser la réglementation des banques ;
- de s'attaquer spécialement aux "produits dérivés" ;
- de vérifier et, s'il le faut, reconstruire les digues entre la banque et l'assurance ;
- de régler, au passage, le sort des "fonds spéculatifs" ;
- notamment pour protéger les fonds de pension ;
- et, finalement, de réajuster les normes fiscales du secteur financier tout entier.

En ce qui concerne la réglementation et la surveillance des banques, la BRI sait que faire, il lui manque seulement le ferme renfort politique d'États décidés à se

¹ Assez semblable à l'"Autorité" qui a remplacé l'ancienne Commission des Opérations de Bourse en France.

² Les fonds, prenant appui sur leurs capitaux propres démultiplient leurs capacités d'achat-revente, grâce aux effets de levier (*leverage*) que leur fournissent les crédits bancaires.

faire obéir par les gouverneurs de leur banque centrale, plutôt que de s'incliner devant la "sagesse" du club de Bâle où ces gouverneurs se réunissent chaque mois, au sein même de la BRI. Quant aux "produits dérivés", ces champignons bénéfiques qui peuvent devenir hallucinogènes, il s'agit de s'attaquer à un domaine bancaire d'importance croissante où le tri sera délicat. Un exportateur prend volontiers une couverture à terme pour la fraction de son prix de vente qui écherra plus tard, afin de couvrir le risque de variation du taux de change entre la monnaie qu'il veut recevoir et celle avec laquelle le client le payera. Cette couverture l'abrite du risque de change, moyennant un prix donné. La banque fait mine de prendre ce risque, mais elle s'empresse de revendre sa créance (à terme, en telle devise) à qui veut bien la lui acheter à bon prix. Et ainsi de suite, avec une chaîne de passe-à-ton-voisin qui peut s'allonger jusqu'au règlement final. Cette série bénéfique vit donc pendant un temps durant lequel elle peut être "tricotée" avec d'autres séries couvrant d'autres risques pour d'autres durées et pour d'autres couvertures que celles des changes (p. ex des risques assurantiels sur les marchandises en transit, etc.). Quand les produits (financiers) dérivés-de-n'importe-quoi, pour n'importe-quelle-raison qui se vendent et revendent de banque-à-client (ou de banque-à-banque) se multiplient à l'infini, ¹ cette croissance champignonesque hallucine les banques "productrices" de ces champignons tant leur tas devient rentable. Elles les rentabilisent plus encore en les liant en "paquets financiers" ² qu'elles cèdent en bourse ou *over the counter*. ³ Tout supprimer de cette masse serait sot, tout accepter est potentiellement mortel. Il faut donc tailler dans le vif. Plusieurs méthodes sont envisageables à cette fin. Il est probable que leur choix variera par pays et par périodes. Pour ma part, je soutiendrai volontiers une solution universalisable qui prolongerait les efforts malheureux du Comité Corrigan de la BRI. ⁴ Il s'agirait de créer une filiale spécialisée de la BRI qui aurait pour mission de faire fonctionner les modèles de prévision des risques à tous termes, qu'utilise (?) chaque banque émettrice ou porteuse de "produits dérivés" et ce pour toutes les banques "déclarantes" à la BRI, afin de juger de leur validité et de leur cohérence de banque à banque, ce qui permettrait à la BRI dûment éclairée, de remplacer ses actuels cris d'alarme à la cantonade, par des normes précises, des interdictions formelles et, autant que de besoin, des sanctions à forte valeur éducative. Les hallucinations produites par l'ingénierie financière pourraient être prévenues de la sorte.

Contrairement à l'usage qui séparait souvent les fonctions de la banque et celles de l'assurance, l'évolution libérale-mêle-tout des dernières décennies a laissé les compagnies d'assurances (et parfois les mutuelles) dériver dans le sillage de

¹ Aucune contrainte physique ne limite cette production sans machines et sans matières premières, que l'ingénierie bancaire peut indéfiniment enrichir de torsions et contorsions nouvelles.

² C'est-à-dire en émettant des bonds et autres titres.

³ C'est-à-dire sans un contrôle externe semblable à celui que subissent les bourses opérant sur les mêmes titres.

⁴ Lequel a tenté d'imposer pour les produits dérivés, des ratios de couverture par les fonds propres, à la façon des ratios établis par le Comité Cooke pour le tout-venant des crédits.

banques dont le souci premier n'est pas la qualité des garanties offertes et la juste modération des primes, mais bien la disposition plus ou moins spéculative des réserves constituées pour faire face aux risques assurés. Sur ce terrain, les banques sont concurrencées par les *private equity* et autres *hedge funds* qui s'ouvrent volontiers aux capitaux "mis en réserves" afin d'élargir leur masse de manœuvre et l'assise qu'elles offrent aux crédits de *leverage*.¹ Entre les compagnies d'assurances et les banques, une véritable muraille de Chine serait indispensable. Mais le risque est grand de voir "l'ingénierie" financière inventer des ruses nouvelles permettant de contourner (à coups de dérivés, notamment) les barrages partiels qui seraient opposés aux fonds spéculatifs.² Que ces fonds soient aujourd'hui plus de 7 000 – il en naît de nouveaux chaque mois – et qu'ils aient mis la main sur près de 8 000 entreprises rien qu'en Europe, obligerait assurément à offrir à ces "sociétés de capital-investissement" une porte de sortie vers l'actif des banques d'affaires – dûment réglementées – ou plutôt une chatière qu'on ne franchirait pas sans redressement fiscal. La sagesse serait d'éradiquer tous les *hedge funds* et autres *private equity* s'ils n'étaient pas soumis à des contrôles plus rigoureux encore que ceux auxquels les banques, les assurances et les bourses doivent se plier. En effet, lesdits fonds jouissent parfois de fiscalités laxistes comme aux États-Unis ; ils savent fuir vers des "paradis" accueillants ; et ils cultivent l'allergie fiscale des banques d'affaires et des riches et super-riches, si bien qu'aucune réforme fiscale sérieuse ne devrait les oublier, pas plus que leurs complices bancaires, étant bien entendu que le détail d'une telle réforme serait à ajuster nationalement – ou à l'échelle de l'Europe-à-euro, si celle-ci engageait enfin la lutte contre le dumping fiscal intra-européen. Par ailleurs, il faut que des décisions politiques majeures viennent séparer les systèmes de pension fondés sur une solidarité inter-générationnelle³ de ceux qui tentent d'établir une solidarité entre des populations plus courtes (dans un groupe d'entreprises notamment) et de ceux qui relèvent à proprement parler de l'assurance marchande (en garantissant une rente fixe ou variable à tel âge, moyennant tel échéancier de versements fixes ou indexés).

Plus d'un financier sera choqué par les suggestions ci-avant car elles font toutes un appel accru à l'ennemi suprême du capital financier, le pouvoir d'État, agissant isolément ou sous couvert d'organismes internationaux qui sont, en réalité, des coopératives d'États. Au risque de choquer plus encore, je vais pourtant insister sur le rôle du pouvoir politique vis-à-vis du capital financier.

¹ Rétablir une muraille de Chine entre l'assurantiel et le bancaire est d'autant plus nécessaire que le contrat d'assurance, cet ancien luxe des classes riches, se vulgarise massivement chez les ménages propriétaires d'un logement et d'automobile(s).

² Soit dit au passage, les mesures visant les dérivés et les *hedge funds* réduiraient considérablement les effectifs bancaires surpayés qui peuplent les "salles de marché" des grandes banques. Les syndicats qui verseraient des larmes à ce propos seraient stupides.

³ Cotisations obligatoires des travailleurs actifs, drainées par un circuit public ou réglementairement régi, vers des distributions de pensions aux personnes d'âge.

L'enjeu central est de savoir qui commande ? Qui, de l'État qui tente d'entretenir, en la calmant parfois, mais aussi en la stimulant, une croissance économique dont le succès tient précisément au bon usage politique de structures qui ont été modernisées depuis un demi-siècle dans des sociétés habituées de très longue date à son pilotage ? Ou bien le marché "libéral", guidé par des banques, certes capables de s'orienter dans des situations économiques complexes, mais incapables de prendre comme objectif premier le bénéfice collectif d'une croissance bien conduite ? Le capital financier sera partout affaibli et deviendra davantage domptable, si cette interrogation majeure reçoit une réponse conforme au catalogue ci-avant. Ou, si l'on préfère cet autre mode de raisonnement, tiré de l'expérience asiatique telle qu'elle vient de s'exprimer à Singapour, dans un colloque réuni en juin 2007 à l'occasion du dixième anniversaire de la crise "asiatique".

Mme Lim Hwee Hua qui est ministre des Finances de cet État riche et inventif estime que la principale leçon à retenir de la crise de 1997 est la nécessité de maintenir à un très haut niveau de qualité le dispositif institutionnel, la "gouvernance" et la transparence du système financier.¹ Elle ajoute que ce sont des conditions requises (*prerequisites*) pour bâtir le système financier robuste et stable qui permettra aux pays de bénéficier de la "*financial globalization*" tout en minorant (*mitigating*) les risques de volatilité des capitaux. Elle vise évidemment la *hot money* qui déclencha, à partir de la Thaïlande, la panique de juillet 1997. Joseph Stiglitz² qui participait au colloque a appuyé cette thèse, en soulignant qu'en matière financière une surveillance réglementaire (*regulatory oversight*) est essentielle et que le règne du droit (*rule of law*) est crucial, non sans rappeler à quel point les flux de capitaux peuvent produire des *boom-bust cycles* (emballlements et effondrements cycliques) particulièrement violents. Selon lui, les leçons de 1997 qui n'ont pas été complètement comprises concernent les dangers de l'ouverture des pays en voie de développement à la "*short term "hot" money*" (c'est-à-dire aux capitaux flottants) et plus encore au besoin d'une institution financière internationale qui sache dessiner des "*rules of the road*" (des règles du jeu) qui confortent la stabilité globale et promeuvent la croissance économique dans les pays en voie de développement. Cette philosophie plus "chinoise" qu'"américaine" s'écarte de la soi-disant "saine orthodoxie bancaire", sans pour autant fournir de réponse anticipée à la question financière majeure pour le 21^e siècle : la Chine s'ouvrira-t-elle peu à peu, mais sans conditions ni écluses, à la "mondialisation" financière souhaitée par New-York et ses émules ? Ou saura-t-elle maintenir ou créer des contrôles, des barrages et même des prohibitions semblables à ceux qui pourraient résulter des réformes ici envisagées ?

¹ Cette citation comme les suivantes sont tirées du *Quotidien du Peuple* (*People's Daily Online*) du 20 juillet 2007 qui rend compte du colloque sous le titre : *Asia needs continuing financial reforms*.

² Que j'ai largement utilisé dans la seconde partie de la présente étude.

C'est seulement en séparant radicalement les banques commerciales et autres caisses de dépôts et d'épargne, des banques d'affaires tournées vers les bourses, que l'on peut commencer à curer les marécages où s'ébrouent les grands et petits caïmans du capital financier "modernisé" par les fonds spéculatifs. Dans le même mouvement, cette séparation d'entités à rendre distinctes, doit s'accompagner d'une réorganisation des métiers d'audit, de contrôle et de vente de titres hors bourse (*brokers*, agents de change, *over the counter*, etc.). Sortir ces métiers des groupes bancaires, remuscler leurs statuts et responsabiliser leurs agents est tout à fait nécessaire, afin de faire d'eux des officiers ministériels (des professions jurées, etc.) et non des employés de banque soumis à une hiérarchie.

Un autre nettoyage connexe serait bénéfique pour la santé de l'économie. Il consisterait dans l'élimination des *stock options* et autres détours boursiers abondant la rémunération des patrons et cadres, si ce n'est celle d'une fraction des salariés banals. Mieux, il conviendrait de combattre le trop fréquent laxisme des conseils d'administration des banques et des bourses, comme des FMN¹ en imposant légalement des procédures de fixation des rémunérations des PDG et autres dirigeants de groupes de sociétés, afin que leurs conseils d'administration de tous niveaux aient à les approuver, année par année, en pleine connaissance de cause. Une publicité détaillée des dispositions ainsi prises serait de la plus haute utilité économique, financière et, pour tout dire, politique.

L'État est dans son rôle lorsqu'il réglemente les activités de banque, de bourse, d'assurance et les autres mécanismes monétaires et financiers. Il est également dans son rôle lorsqu'il décide de créer ou de favoriser tels établissements publics à vocation financière (Caisses d'Épargne, Banque Nationale d'Investissement, quelle qu'en soit l'appellation). Il est encore dans son rôle lorsqu'il décide de "nationaliser" (c'est-à-dire de placer des établissements privés, sous sa tutelle directe). De telles orientations ne peuvent être rejetées selon quelque *a priori*, tel le primat du marché, la nécessité de la libre entreprise financière, etc. La seule question qui se pose est d'opportunité politique, dans les limites constitutionnelles et légales propres à une société donnée.² Ou plus exactement, elles peuvent être rejetées, si elles violent un traité ou un accord international liant le pays considéré. Mais les zones douteuses sont vastes et nombreuses dans l'ordre international. Quand par exemple l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) s'emploie à "libérer" les échanges internationaux de biens et de services, les services financiers sont-ils concernés en leur totalité et sous tous leurs aspects : banque, bourse et autres ? Quand les vertus de ces mêmes services sont exaltées par le FMI, la Banque Mondiale et d'autres institutions internationales, faut-il prohiber, pour autant, les activités des banques publiques dont un pays est doté, par exemple en

¹ Il faut se souvenir que beaucoup de bourses sont des sociétés commerciales purement privées – ou qui, du moins, voudraient l'être, alors qu'elles devraient toutes être dotées de statuts obligatoires et soumises à des contrôles publics, lourds de sanctions potentielles.

² Sous cet angle, on trouvera en annexe une brève note où j'analyse les *nationalisations bancaires à la française*.

raison de ses capitaux "non-concurrentiels" ou des (supposées) faveurs fiscales dont l'État propriétaire ou tuteur ferait bénéficier "ses" banques ? Etc. Les débats européens et même mondiaux de la seconde moitié du 20^e siècle ont retourné en tous sens ces argumentaires en toutes leurs variantes, sans jamais aboutir à des solutions de principe.

L'existence des centres *off shore* – nom que les États-Unis et bien d'autres pays préfèrent à celui de "paradis" – pose un problème qui déborde apparemment sur les champs de compétence de plusieurs États. Mais avant de se laisser arrêter par cette considération, il faut prendre une vue globale de toutes ces excroissances des pays riches. En effet, ces centres "*off shore*" sont un véritable cancer de l'économie mondiale. Leurs métastases se nomment trafics de drogues, commerce (étatique ou non) des armes neuves ou de seconde main, trafics de devises et de fausse monnaie, prostitution et criminalité internationales, opérations clandestines des pouvoirs politiques et de certains de leurs contre-pouvoirs ("terroristes" ou autres), réseaux de fraude, d'immigration clandestine, etc., commerces sous embargo, gratifications occultes associées à diverses branches des échanges internationaux, fraudes fiscales massives, etc.). Tenter un inventaire descriptif, c'est comme de pêcher l'anguille à la main, tant les matières et les circuits se transforment¹, tandis que les cécités étatiques se modifient elles aussi. Néanmoins des coups de semonce sont occasionnellement tirés par les États qu'une opportunité politique rend vertueux. La Grande-Bretagne a quelque peu rogné les marges de jeu de ses menus paradis domestiques dont l'alibi est la pérennité de leur statut médiéval (Îles de Man et Anglo-Normandes). La France semble avoir essayé de nettoyer le condominium caraïbe de Saint-Martin et semble également avoir assagi Monaco. Les États-Unis, grands exportateurs de sièges sociaux vers les paradis de toutes régions, ont néanmoins imposé, en 2005, de "dures sanctions" au système bancaire de l'île indépendante de Nioué (État du Pacifique, non membre de l'ONU, peuplé d'environ 2 100 habitants). Mais ces courageux exemples, quelque peu imités ici ou là, tardent à s'étendre. Les paradis prolifèrent par la multiplication des firmes multinationales (FMN) ou des sociétés de moindre envergure qui usent de leurs facilités. Les États créateurs ou protecteurs, les FMN utilisatrices et les banques intermédiaires sont les trois niveaux à viser pour désinfecter le monde des paradis. Certes, l'élimination de ces bastions avancés du capital financier ne sera pas facile. Mais des gouvernements tenaces mettant à profit les scandales diplomatiques, les gênes politiques et les entraves policières que ces bas-fonds géopolitiques suscitent de façon continue pourraient être puissamment renforcés, s'ils faisaient usage de moyens bancaires et surtout de pressions à travers les banques : dénonciations, taxations, fiscalité lourde pour toute transaction (fût-elle informatique et instantanée) allant vers ou provenant d'un de ces lieux, surtout si les dénonciations

¹ Exemples : la "prohibition américaine" des années 1920 fit la fortune de Saint Pierre et Miquelon, mais ne dura pas assez longtemps pour que ces îles obtiennent de leur tuteur français un statut "paradisique" analogue à ceux que les îles Caraïbes, relais de trafics de drogue ont pu obtenir de leurs tuteurs anglais (les Caïmans), américain (Porto Rico), et même hollandais et français (Saint Martin/ Sankt Marteen)

et les taxations ciblent les hautes banques dont ces paradis sont les faux nez. Les États-Unis pourraient être les derniers à se joindre à de telles campagnes, mais la question de savoir qui, de l'Eurogroupe, de la Chine, de la Russie, de l'Inde ou du Japon sera le premier à "ouvrir le feu" contre ces repères se résoudra sans doute bien avant la fin du 21^e siècle. La principale solution escomptable est l'élimination des filiales exotiques de grandes banques que les principales puissances soumettraient à plus de vertu ou, au minimum, de transparence.

C'est dans les domaines financiers internationaux les plus délicats que des accords internationaux sont intervenus, souvent en crise, et ont pris vigueur en raison de leur utilité intrinsèque et de leur surveillance bien organisée. Ainsi, lorsqu'après l'accroissement des opérations financières internationales nourri par les pétrodollars d'après 1973-75¹, de premiers scandales bancaires ont éclaté, notamment entre le Luxembourg et le Vatican, les gouverneurs de banque centrale, assemblés au Club de Bâle, ont chargé la BRI de faire respecter deux principes. Toute banque exerçant (par elle-même ou par une filiale) une activité dans un pays étranger, est responsable de la *solvabilité* de son agence ou de sa filiale. Mais tout pays d'accueil est responsable de la *liquidité* des banques nationales ou étrangères opérant sur son territoire. La liquidité concerne l'approvisionnement en monnaie via le marché monétaire local, la solvabilité est relative aux risques pris par chaque banque. Faire face à ses dettes ? c'est affaire de solvabilité. Pouvoir acheter la monnaie locale pour compléter les dépôts reçus et nourrir son activité locale, c'est affaire de liquidité.

Le principe de *transparence* proposé plus haut s'ajouterait aux principes de solvabilité et de liquidité. Il stipulerait que toute banque mise en cause dans le pays où elle exerce devrait pouvoir répondre de la régularité et de la licéité des opérations qu'elle initie ou qui transitent par elle. À cette fin, elle devrait donc pouvoir exiger de ses correspondants étrangers toutes informations requises sur le donneur d'ordre (y compris ses associés et autres commettants) et sur l'ordre reçu. Le club de Bâle aurait à affiner cette proposition pour la rendre compatible avec "le secret des affaires", tout en éclairant la banque de transit – soumise à l'obligation de transparence – sur les ignorances qui la rendraient impliqué dans un crime ou un délit. Si la BRI tardait à être missionnée par le club qu'elle domicilie², la Banque centrale Européenne (BCE) pourrait être un bon tremplin de départ. Elle détaillerait les règles relatives aux informations que doivent recevoir les banques centrales des 12 pays membres de l'Eurogroupe – tous pays n'ayant plus d'autre monnaie que l'euro – et les informerait sur les recours qu'elles peuvent exercer contre des banques extérieures à ce groupe, faute de recevoir d'elles les informations requises. Ainsi l'anonymat des banques installées dans des "paradis"

¹ Plusieurs des textes classés par l'annexe à la première partie ci-avant détaillent les faits que je vais rappeler sommairement.

² La BRI semble avoir déjà fait quelques pas dans la direction que je crois souhaitable : voir *Home-host information sharing for effective Basel II implementation*, sur <http://www.bis.org/publ/bcbs125.htm>.

et de leurs clients pourrait être résorbé, pour le plus grand bien des enquêtes économiques, financières, judiciaires, fiscales et autres initiées au sein de l'Eurogroupe. Mais pour résister aux banques américaines et autres qui rechigneraient à cette recherche de transparence, il faudrait évidemment que le gouverneur et le conseil de direction de la BCE ¹ reçoivent le soutien politique – et, s'il le faut, les instructions d'un Eurogroupe devenu conscient des responsabilités politiques que ce même traité lui a assignées. Au reste, cet Eurogroupe devrait aussi veiller à ce que la BCE soit bonne accompagnatrice des décisions que les autorités de l'Union Européenne prendront pour régulariser les délais de transferts intra-européens, harmoniser certaines interventions (hypothèques, crédits à la consommation, etc.) et pour protéger les ménages européens contre les risques de surendettement. Et ainsi de suite, pour toutes les offensives contre les routines bancaires ou les poussées du capital financier, par lesquelles les autorités européennes répondraient à de nouveaux besoins ou à de nouvelles crises.

Mais l'urgence se déplacera bientôt hors d'Europe, c'est-à-dire à l'échelle mondiale. Déjà l'affaiblissement du pilier international du système financier mondial est évident. La valse des directeurs généraux de la Banque Mondiale (Zoellick remplaçant Wolfowitz, deux ans après sa nomination) s'explique sans doute par les spasmes ultimes de la Présidence américaine de Bush junior, encore que l'avenir de cette institution soit opaque. Mais la succession des démissions (pour "convenances personnelles") de Camdessus en 2000, de Kohler en 2004 et de de Rato en 2007 ne laisse aucun doute. Ce n'est pas que ce poste réservé à l'Europe par un accord tacite pris dès la conférence de Bretton Woods manque de candidats, mais bien que le rôle du FMI et la composition de ses organes dirigeants sont en balance. Avant de quitter les lieux de Rato avait d'ailleurs posé un diagnostic pertinent, quoiqu'incomplet. ² Toute la communauté internationale doit pouvoir s'exprimer au FMI, si bien qu'il lui paraissait être temps d'y modifier la distribution des droits de vote, afin que les pays émergents aient voix au chapitre. "En particulier" – je le cite – "un poids accru doit être donné à l'Asie". ³ Le temps n'est plus où les États-Unis, ayant tardé à redresser leur barre, pouvaient, en 1982, décider de mesures drastiques les favorisant, sans se soucier de leurs conséquences internationales. Aujourd'hui, leurs vis-à-vis ne sont plus un Mexique réticent mais faible et une Amérique latine accoutumée à la soumission, mais bien un ensemble asiatique où les pays fiers de leurs performances ne se laisseront pas mener par le bout du nez, alors qu'ils célèbrent leur redressement dix ans après la crise de 1997. Sans préjuger des glissades du calendrier et des manœuvres par lesquelles les États-Unis s'efforceront de limiter les décisions déplaisantes pour eux mêmes, on peut néanmoins entrevoir les choix auxquels ils devront sans doute se rallier, pour

¹ Aujourd'hui obsédés par les seuls critères anti-inflationnistes du traité de Maastricht.

² Pour reprendre sa carrière politique dans son pays d'origine, comme l'avait fait Koehler avant lui.

³ Rodrigo de Rato – "What the IMF can do". Article du *New-York Times* repris dans l'I.H.T. du 10/09/2006.

ne pas étendre à l'Asie presque entière la fâcheuse opinion que leurs techniques de démocratisation du Moyen-Orient et de démantèlement de "l'axe du mal" leur ont déjà acquise. Le FMI deviendra une institution partiellement désoccidentalisée par une rapide série d'étapes et rien ne garantit qu'elle sera, à l'avenir, un fidèle gardien de l'orthodoxie financière telle qu'on l'entend à New-York.

Bref, la révolution financière à l'américaine ne va pas s'épanouir mondialement. Il faudrait plus d'erreurs et de crises qu'il ne s'en est produit au cours des deux dernières décennies et sans doute aussi le douloureux renfort d'une crise économique de grande ampleur ou la multiplication des dérapages guerriers, pour que cette révolution financière à l'américaine se transforme en une révolution beaucoup plus novatrice, par l'effet d'une série de spasmes politiques. Mais il se pourrait néanmoins qu'elle se fractionne en une chaîne de réformes suivant plus ou moins les chemins que j'ai essayé de baliser ci-avant. Qui vivra verra. Pas moi.

Aussi, pour donner au lecteur une clé tout à fait centrale pour juger de ce que l'événement révélera au cours des toutes prochaines décennies, je lui offre celle-ci : ce dont le 21^e siècle aura le plus besoin, jusqu'à ce que quelques "milliards d'hommes" aujourd'hui miséreux entrent dans un avenir plus heureux, c'est un flux aussi massif et aussi régulier que possible de capital investissable, c'est-à-dire d'épargne se dirigeant (ou canalisée) vers un développement durable de l'économie réelle, non vers l'épanouissement des casinos mondiaux que deviennent les bourses irriguées par l'actuel capital financier. Du capital investissable, bien investi par une économie plus méfiante que jamais envers la finance et plus attentive que jamais au bon emploi des ressources naturelles d'une planète déjà surexploitée.¹

* * *

¹ D'autres conditions, étrangères à l'économie, sont également requises pour accompagner cette priorité à l'investissement dans l'économie réelle, notamment pour éveiller l'esprit de tous, pour faire taire les zélotes de religions médiévales et pour contenir les solutions expéditives (d'ordre militaire plus que policier) qui créent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

Annexe

Nationalisations bancaires à la française

[Retour à la table des matières](#)

En 1945, les principales banques françaises furent nationalisées. Dans le climat politique de la Libération, le Parlement fraîchement restauré vota aisément cette réforme proposée par le gouvernement, alors dirigé par de Gaulle. Ce dernier entendait abriter l'État des pressions bancaires qui avaient abattu un gouvernement, au milieu des années 1920. À l'époque, un "mur d'argent" (coalition parlementaire soutenue par les "milieux d'affaires" et les partis de droite) permit à la Banque de France de refuser au gouvernement Herriot – élu en 1924 grâce au "cartel des Gauches" – les avances de trésorerie qui lui étaient nécessaires. En 1936, un gouvernement de "Front Populaire" nationalisa cette Banque de France, en mettant fin au pouvoir de ses 200 principaux actionnaires privés. La loi de 1945 devait parfaire cette transformation qui abriterait le pouvoir d'État des basses réactions de "l'Intendance".¹ L'utilité des nationalisations de 1945 ne déborda guère de cette visée initiale. La reconstruction de l'économie dévastée par la guerre fut facilitée par la canalisation de l'aide Marshall sous la houlette du Trésor², par le drainage vers ce dernier des ressources des caisses publiques de toute sorte (y compris les caisses d'épargne, les chèques postaux, etc.) et par les précautions qui permirent de financer les investissements des entreprises industrielles, elles aussi nationalisées vers 1945 (électricité, gaz, aviation, automobile, etc.) ou créées par la suite (nucléaire, etc.).³

¹ Dans sa vision nationale-militaire du monde, le général De Gaulle assimilait à l'Intendance qui est un service auxiliaire de l'armée, l'ensemble de l'économie à tenir au service de la Nation et de son État.

² Principale direction du Ministère des Finances de l'époque.

³ Il y aurait beaucoup à dire sur les rapports du ministère des Finances avec les Compagnies d'assurances nationalisées en 1945 ou les Groupements d'emprunt ensuite formés pour garantir un accès boursier prioritaire à certaines industries (à commencer par le charbon et l'acier, futurs piliers du plan Schuman), sans compter le traitement outrageux de l'épargne longtemps rongée par l'inflation.

J'ai détaillé ces réflexions dans *L'industrie des banquiers* (Paris, 1966) où je rapporte notamment une contre-offensive, inspirée par François Bloch-Lainé – longtemps directeur du Trésor en cette période – contre les banques commerciales, privées ou nationalisées, qui se battaient déjà pour capter à leurs fins (boursières) les dépôts des caisses d'épargne grâce auxquels le financement d'équipements publics et la construction de logements sociaux purent être développés. Cette querelle dure encore, à l'échelle européenne.

* * *

En 1982, une nouvelle vague de nationalisations fut effectuée. J'en étais partisan, dans des conditions et pour des fins que j'ai évoquées dans *Le Contrat socialiste*, Paris, 1969 et j'y fus mêlé dans un contexte que j'aurais pu détailler en quatre parties : 1 – L'impréparation ; 2 – La mise en œuvre et le sabotage ; 3 – L'exécution sur le terrain ; 4 – Pourquoi et comment faire mieux ?

1. – *L'impréparation*. Mitterrand qui ne connaissait guère les choses de l'économie et s'y intéressait fort peu était néanmoins un ferme partisan de ces nationalisations, mais "pour voir" si ça l'aiderait à se subordonner, puis à éliminer le parti communiste et si ça élargirait les services rendus au pouvoir d'État par les nationalisations de 1945. Ses proches conseillers n'avaient pas une idée claire de l'agencement réel des pouvoirs au sein de l'appareil financier national et international, c'est-à-dire des clans, cliques et cercles qui l'orientaient en France même – par exemple du côté de l'Inspection des Finances ou de l'APB ¹ et de bien d'autres côtés encore – et qui l'enserreraient et l'appâteraient par le jeu international des affaires. ². Dans ce contexte, la sélection des dirigeants des banques à nationaliser a été préparée de façon plus bricolée encore que l'établissement par un parti de sa liste de candidats aux élections législatives ou par un gouvernement de sa nouvelle promotion de préfets. En outre, aucune concertation pratique n'a été organisée entre les nationalisateurs-à-venir, malgré les efforts incoordonnés de quelques éléments (du parti socialiste notamment), éléments d'ailleurs tenus en suspicion par la présidence de la République et d'autres rouages politico-gouvernementaux. Au premier rang de ces derniers, il faut ranger la direction du Trésor de l'époque et son inspirateur principal qui est l'Inspection des Finances. Aucun travail préparatoire sérieux n'a été entrepris, non plus, au Commissariat du Plan, à l'INSEE et dans les cabinets des principaux ministères concernés, pendant la longue gestation des nationalisations bancaires et autres (soit de mai 1981 à février 1982). Qui plus est, la direction du Trésor était alors peuplée d'anti-nationalisateurs tandis qu'au cabinet du ministre des Finances, les partisans des nationalisations étaient rarissimes et marginalisés.

¹ Association Professionnelle des Banques

² Voir par exemple les jongleries des banques d'affaires sitôt avant et juste après l'entrée en vigueur des lois de nationalisation, du côté de ce qui est devenu Paribas.

2. – *Mise en œuvre et sabotage.* Sitôt les dirigeants désignés en conseil des Ministres, les banques nationalisées de 1982 ont rejoint celles de 1945 sous la tutelle de la direction du Trésor du ministère des Finances. Le ministre des Finances de l'époque était Jacques Delors qui deviendra ensuite président de la Commission Économique Européenne où sa contribution proprement bancaire sera de piloter patiemment l'adoption d'une Banque Centrale Européenne (BCE) limitée aux seuls pays acceptant de remplacer leur monnaie nationale par un euro commun, ce qui en écartera des opposants, au premier rang desquels la Grande-Bretagne. Cette démarche mûrira en un réel progrès quand l'autonomie de la BCE sera complétée par sa soumission à un pouvoir politique *ad hoc* (comme il est de règle pour toutes les banques centrales de quelque importance), ce qui permettra de réduire à une commune discipline les banques centrales nationales, aujourd'hui "incorporées" dans cette BCE.

Monnaie unique sans tuteur politique et banque centrale sans pouvoir autre que de gérer l'euro, en se souciant du seul risque inflationniste : tel est le résultat médiocre d'une demi-réforme. Mais la performance – encore future et hypothétique – excède de beaucoup celle des nationalisations françaises de 1982 que Delors eut à piloter.

Il est vrai qu'il était ouvertement opposé à ces nationalisations, ce qui ne le conduisit pourtant pas à démissionner ou à faire taire ses convictions pour mettre son savoir-faire au service desdites nationalisations. "Je suis contre, mais je reste" ne pouvait "s'expliquer" que par un alibi plutôt jésuitique : "c'est pour mieux servir la France que ces nationalisations mettent en péril". À l'heure du péril effectif, bientôt scandé par deux dévaluations du franc, Mitterrand s'aligna sur les thèses de Delors.

Dans le travail quotidien du "contrôle" (ou de "l'impulsion") des banques nationalisées, le principal collaborateur de Delors fut Michel Camdessus, directeur du Trésor, plus tard nommé gouverneur de la Banque de France, avant de devenir directeur général du FMI. Joseph Stiglitz a raconté ce que furent ses contre-exploits au FMI.¹ Pour ce qui est des nationalisations bancaires françaises, Camdessus opposait à toute objection un "Mon ministre a toujours raison". Lorsqu'il n'eut plus de ministre derrière qui se cacher, il se révéla, un fidèle du "consensus de Washington". À Paris, sa démarche cauteleuse appliqua, avant la lettre, cette pure doctrine néolibérale. Un Président qui jouait des nationalisations bancaires "pour voir" un Ministre qui n'y croyait pas, un directeur du Trésor qui s'appliquait à n'en rien tirer d'utile : tel fut la très cartésienne mise en œuvre des nationalisations bancaires de 1982.

3. – *Sur le terrain*, l'application fut à la hauteur de ces grandes ambitions. Homme du nord, je fus chargé de "nationaliser" une banque de cette région, ce que

¹ Voir notamment : *Globalization and its discontents*, W.W. Norton, 2002, version française : *La grande illusion*, Fayard, 2002.

j'acceptai sans illusion, mais il fallait bien "y aller" puisque j'avais plaidé pour cette réforme et que je n'étais pas ignorant du métier de banquier. J'ai décrit dans *La nationalisation des chrysanthèmes*, Paris, 1985, ce que fut cette triste bataille, dans une vieille région industrielle qui aurait eu grand besoin d'être re-dynamisée par une nationalisation offensivement audacieuse et dans une banque mal extraite du 19^e siècle et à demi paralysée par la grande guerre de Suez contre Paribas dont elle fut l'un des enjeux.¹ Même si, à titre personnel, j'eusse préféré participer à une équipe travaillant à une réelle préparation et à un bon guidage de nationalisations ambitieuses.

4. – *Pourquoi et comment faire mieux ?* Trouver le bon mode d'emploi de l'appareil financier continue de m'apparaître comme une question pertinente – mieux : de tout premier ordre – dans un monde à neuf "milliards d'hommes" dont la moitié est misérable et qui devrait user de tous ses moyens pour produire de la richesse supplémentaire et non des suppléments de spéculateurs enrichis.

En visant, ici, à centrer l'attention sur l'une des clés de la révolution nécessaire à cette fin qui est la domestication du capital financier, je prolonge mon sillon avec une obstination de paysan flamand.

* * *

¹ J'ai évoqué ce conflit suicidaire dans *L'industrie des banquiers*.

TROISIÈME PARTIE— VERS UN AUTRE SYSTÈME MONDIAL

Chapitre 10

(novembre 2006)

Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du Nord-est

[Retour à la table des matières](#)

L'A.N.E., c'est-à-dire l'Asie du Nord-est est devenue le carrefour de quatre puissances mondiales : l'énorme Chine continentale, l'archipel japonais qui est dix fois moins peuplé qu'elle mais presque aussi riche, la Russie (sibérienne) et les États-Unis, aujourd'hui omniprésents. La mer de Chine septentrionale que borde cette région contient également deux "petits dragons" aux performances surprenantes, la Corée du sud et la province chinoise, insulaire et dissidente, de Taïwan, (respectivement 1/2 et 1/4 du Japon, environ, en termes démographiques et économiques). À quoi il faut ajouter la petite Corée du nord, fleuron de ce que les États-Unis de l'ère bushienne appellent "l'axe du mal", mais qui, néanmoins n'égale pas Taïwan. Il reste à considérer la vaste et vide Mongolie (2 millions d'habitants) qui est le principal tampon territorial entre la Chine et la Russie. À elle seule, la Chine est six à sept fois plus peuplée que l'ensemble des autres contrées de cette région, mais son immensité fait d'elle une partie prenante dans la plupart des autres régions asiatiques. Néanmoins, l'ANE est celle qui la plus préoccupe le plus, parce que, de Pékin à Shanghai, ses centres vitaux y sont logés, tandis que les principales tensions internationales où elle est impliquée se sont nouées dans cette région.

Ces tensions ont été façonnées tout au long du siècle précédent, quand les dernières vagues de l'impérialisme européen ont couvert cette zone, puis au cours des guerres mondiales du 20^e siècle, sans oublier la guerre froide. Plus récemment ; de nouvelles complications se sont adjointes à ce lourd héritage, si

bien que, sans être une zone volcanique comme le Proche et Moyen-Orient, l'A.N.E. est quand même une marmite où bouillonnent d'anciennes rancœurs, mêlées de récriminations rafraîchies, le tout recoupé par divers conflits d'intérêts actuels. Bref, c'est la matrice potentielle d'une ou plusieurs guerre(s) mondiale(s).

Un siècle de guerres non ou mal achevées

[Retour à la table des matières](#)

Dès le début du 20^e siècle, le Japon, rénové politiquement depuis "l'ère Meiji" (1868), fit sentir ses nouvelles forces industrielles et militaires. Il participa au corps expéditionnaire à Pékin, en 1901, aux côtés des puissances européennes et des États-Unis. Il vainquit la Russie par une éclatante victoire navale (1905). Tout en concourant de la sorte à l'agonie de l'empire chinois (achevée par la révolution de 1911 que mena le Juomintang de Sun Yatsen) et au déclenchement de la première révolution russe (1905), il bâtit sur le continent ses premières possessions coloniales à Taïwan et, bientôt, en Corée, puis en Mandchourie. Il participa vaguement à la première guerre mondiale, aux côtés des "Alliés", puis à la fondation de la Société des Nations, ce qui ne l'empêcha pas de convertir sa Mandchourie en un Mandchoukouo satellite, puis, à partir de 1931, de grignoter la nouvelle république chinoise jusqu'à occuper tout son littoral et à s'assujettir les deux tiers de sa population. À l'approche de la seconde guerre mondiale, le Japon adhéra au pacte anti-communiste germano-italien et, après avoir détruit l'essentiel de la flotte américaine (Pearl Harbour, 1941), il conquiert une grande part du sud-est asiatique jusqu'à Singapour et aux Indes Néerlandaises (future Indonésie), non sans pousser également jusqu'en Birmanie.

Cet étalement impérial du Japon fut effacé quand les États-Unis, laborieux artisans d'une reconquête des archipels du Pacifique et l'URSS, tardif vainqueur des armées japonaises du Mandchoukouo, enregistrèrent, en 1945, la capitulation d'un Empire du soleil levant assommé par les bombardements nucléaires de Hiroshima et Nagasaki. Des millions de Japonais (militaires, fonctionnaires et colons) quittèrent l'Asie occupée pour regagner un pays en ruine et fort exigu. Le contrôle des naissances rationna le croît démographique, si bien qu'un demi-siècle plus tard le Japon est devenu un pays grisonnant. Sa reconstruction fut rapidement suivie d'une nouvelle expansion, économique cette fois, qui fit du Japon, en moins de vingt ans, la troisième puissance économique du monde. Mais une puissance tenue en laisse par les États-Unis qui logèrent en plusieurs bases, sur son territoire, 45 000 soldats et dotèrent le pays d'une Constitution pacifiste et démocratique. Régionalement, la guerre froide avec l'URSS fut des plus chaudes. De 1950 à 1953, elle tua deux millions de Coréens et consolida la partition de leur pays en deux républiques correspondant à peu près aux zones d'occupation respectives de l'URSS et des États-Unis qui avaient été définies par les accords de Potsdam (1945). La Corée du Sud devint une sorte de protectorat américain, où séjournent,

aujourd'hui encore, 38 000 soldats américains, tandis que le Nord devenait un État de type étatique-socialiste* au régime très "stalinien". Dès 1980, le Sud prit un élan économique "à la japonaise", alors que le Nord s'empêtrait dans une économie peu souple et une politique aventureuse. Bien avant sa propre implosion, l'URSS perdit son influence au Nord où elle fut plus ou moins relayée par la Chine.

Cette dernière connut de multiples péripéties internes, entre la victoire du parti communiste de Mao Zedong, en 1949, qui fit refluer le Kuomintang et les restes de son armée vers Taïwan (décolonisée du Japon) et la lancée, après 1978, d'une politique dynamique initiée par Deng Xiaoping. Pendant cette période tumultueuse, un événement de grande portée régionale et mondiale survint quand les États-Unis et la Chine réussirent à formaliser, en 1972, un *modus vivendi* négocié notamment par Kissinger (sous la présidence de Nixon). La Chine permit aux États-Unis d'observer, de chez elle, les activités spatiales de l'URSS, et reçut, en contrepartie une reconnaissance explicite de l'appartenance de Taïwan à sa zone de souveraineté politique.¹ L'intervention américaine dans un Vietnam assisté par la Chine et l'URSS se prolongea trois ans encore, tandis que, de leur côté, les États-Unis ne purent faire ratifier par le Sénat leur accord avec la Chine maoïste qu'au prix d'un *Taiwan Relations Act* qui le vidait virtuellement de sa substance. Non sans oscillations depuis cette loi de 1979, les présidents successifs des États-Unis ont répété que Taïwan est chinoise, mais que cette île doit être abritée du pouvoir militaire de Pékin. Quelques années plus tard, la Grande-Bretagne tint son engagement de restituer à la Chine sa pleine souveraineté sur Hong Kong, moyennant la garantie que le régime politique de cette ex-colonie garderait pendant 50 ans l'essentiel de ses particularités semi-démocratiques. Le transfert est intervenu en 1997. Sa première décennie d'application s'est déroulée presque sans incident.

Le rapide panorama historique qui vient d'être esquissé serait gravement incomplet s'il n'évoquait pas les changements politiques les plus manifestes qui sont intervenus au sein de plusieurs des États régionaux. Ainsi, l'URSS a disparu, mais son ossature russe, affaiblie pendant une dizaine d'années, n'en a pas moins retrouvé presque toute sa vigueur, grâce notamment à l'exploitation des ressources pétrolières que Moscou a souvent récupérées après la foire d'empoigne des années 1990 et que la hausse des prix du brut a rendues plus significatives, d'autant que, régionalement, Sakhaline est devenue un important centre de production et qu'un oléoduc est en construction, vers l'est sibérien, depuis l'Asie centrale. Au Japon et en Corée du Sud, les novations politiques sont plus contrastées : le premier a perdu de son élan pendant plus de dix ans et n'a retrouvé qu'en 2005-06 sa vigueur d'antan, au prix de quelques réformes politiques majeures, tandis que la seconde, après une brève crise monétaire, s'est élancée de plus belle et a amorcé une

¹ Par ailleurs, la République de Chine (= le Kuomintang de Taïwan) dût abandonner son siège aux Nations-Unis, ce qui permit à la République populaire de Chine (= le régime maoïste) de remplacer le précédent à l'ONU, notamment au Conseil de Sécurité dont la Chine est, de fondation, un membre permanent, titulaire d'un droit de veto.

transformation politique profonde ; c'était, hier une "démocratie" encadrée de fort près par l'armée ; grâce à la puissance de ses syndicats, c'est devenu une démocratie parlementaire de bon aloi. Mais c'est évidemment en Chine que les transformations internes ont été les plus importantes. Les secousses de l'époque maoïste avaient coûté fort cher en vies humaines, mais elles avaient aussi assoupli et fragmenté un héritage idéologique millénaire ; les nets succès des réformes promulguées par Deng Xiaoping et ses successeurs ont bouleversé l'économie chinoise, en lui faisant battre, trois décennies durant, les records mondiaux de la croissance.

Néanmoins, l'Asie du nord-est, ainsi secouée et transformée tout au long du 20^e siècle n'a presque rien perdu des révolutions et des tensions, potentiellement belligères que ce siècle lui a léguées et que plusieurs États sont en mesure d'activer irrémédiablement par certaines des politiques qu'ils visent ou sont tentés de viser.

Depuis quelques années déjà, la Corée du Nord semble jouer les boute-feux. Sans attendre que Bush l'ait rangée sur son axe du mal, ce pays a en effet enfreint plus que de raison les normes du bon voisinage comme celles de l'espionnage courtois. Des enlèvements opérés au Japon, des accostages de chalutiers pêcheurs de renseignements, des émissions (substantielles ?) de faux dollars et divers trafics militaires ont précédé son classement au rang des méchants. Le sort réservé par les États-Unis, en 2003, à l'Irak qui la voisinait sur le banc d'infamie a durci son attitude. Des essais de fusée à moyenne portée et des efforts hautement proclamés pour enrichir sa production d'uranium jusqu'à disposer de quoi fabriquer un explosif nucléaire ¹ ont alors fait suite aux négociations ouvertes depuis 1994 par l'administration Clinton, en vue d'équilibrer un abandon de l'enrichissement d'uranium par des fournitures successives de pétrole, puis d'une centrale nucléaire non-enrichissante. À partir de 2004, la Chine a essayé de calmer le jeu en organisant une négociation-à-six ² pour raviver ou remplacer les promesses de l'ère Clinton, mais ces débats intermittents semblent avoir échoué, si bien qu'en 2006, après de nouveaux lâchers de fusées, la Corée du Nord a fait éclater, en octobre, ce qu'elle a présenté comme une bombe nucléaire, mais que divers observateurs présentent plutôt comme une explosion "de laboratoire", celle d'un "pétard" qui n'est pas encore apte à équiper l'ogive d'une fusée. Quoi qu'il en soit, les États-Unis et le Japon font mine de considérer l'alerte comme très sérieuse et la Chine a redoublé ses pressions sur Pyong Yang pour rouvrir les négociations-à-six, alors que Washington et le Japon semblent tenir à une prise de sanctions par le Conseil de Sécurité, ce dont ne veulent ni Moscou, ni Pékin.

Cette gesticulation drapait une situation coréenne réellement très dangereuse. La Corée du Nord est une dictature militaire héritée d'un régime étatique-socialiste

¹ À moins qu'il n'ait été acheté au réseau pakistanais auquel Bush a donné l'absolution en 2005.

² Les 2 Corées, le Japon, la Russie, les États-Unis et la Chine.

aux abois, mais qui pourrait, plus longuement qu'une Albanie et plus médiocrement que Cuba, survivre des années encore, avec une économie peu efficace, rongée par l'effort d'équipement militaire et une population dont la survie n'est assurée que par une aide (en aliments et combustible) dont la Chine est le principal pourvoyeur depuis plus de dix ans. L'espoir que "le soleil allait se lever" sur ce malheureux pays exprimé en 1998 par la Corée du Sud (sa *Sunshine Policy*) s'est dissipé, en raison des réticences nippon-américaines (et, peut-être, chinoises) ainsi que des craintes éprouvées par Séoul au vu des onéreuses difficultés de la réunification allemande. L'idée, parfois évoquée aux États-Unis que la Chine pourrait user et abuser de son influence pour contraindre la Corée du Nord à rentrer dans le rang des nations bien élevées ou même pour inciter à une rapide réunification des deux Corées (malgré les cicatrices d'une très dure guerre de 1950 à 1953) n'est pas facile à mettre en œuvre, car une Corée agrandie et héritière de l'expérience nucléaire de Pyongyang n'a rien de séduisant pour le Japon et peut-être même pour la Chine. Il faudrait sans doute que les États-Unis soient prêts à effacer les menaces associées à leur dénonciation de "l'axe du mal" et à reprendre les aides alimentaires et énergétiques promises par l'administration Clinton en 1994, pour que la négociation-à-six puisse finalement aboutir à une réunification échelonnée et bordée de ce qu'il faudrait d'aides et de contrôles. Mais l'A.N.E. est si riche d'autres tensions pouvant interférer avec celles-ci qu'un rebond de la "crise nord-coréenne", voire son instrumentalisation au service d'autres fins régionales ou mondiales reste à craindre pour longtemps peut-être.

En reprenant un à un les États de la région, on afficherait un luxe de détails, parfois plus riche encore que celui qui vient d'être consacré à la Corée du Nord, mais il peut suffire de rappeler sommairement les traits saillants de chaque cas particulier, si l'on veut accéder rapidement au niveau essentiel, celui où les situations singulières des États se nouent en configurations régionales, mieux à même d'éclairer les périls qui caractérisent cette zone.

La Corée du Sud installe sa jeune démocratie parlementaire, discute plus librement de ses liens avec les États-Unis et partage avec l'autre Corée et la Chine ¹ une profonde méfiance à l'égard du Japon ex-colonisateur et conquérant brutal. Le Japon, de son côté, refuse tout *mea culpa* pour ses actions du 20^e siècle, mais n'oublie pas les massacres nucléaires qu'il a subis en 1945. Depuis lors, il n'a jamais démenti sa fidélité formelle à l'alliance américaine, même si les bases américaines près de Tokyo et surtout à Okinawa irritent de plus en plus sa population. Mais il a mis à profit toutes les occasions d'aider modérément les États-Unis, moyennant de nouveaux degrés de liberté : on en verra les derniers exemples à propos de la guerre d'Irak et des "grandes manœuvres" autour de Taïwan. Cette dernière province est déchirée, depuis dix-quinze ans entre un Kuomintang évincé du pouvoir local, mais fidèle à l'unité de la Chine qui est sa raison d'être et un parti plus moderniste qui caresse des rêves d'indépendance.

¹ Ainsi qu'avec plusieurs pays du sud et sud-est asiatique.

Toutefois l'intensité croissante des liens économiques et financiers avec la Chine continentale modère mieux cet indépendantisme que les occasionnelles pressions militaires exercées par la marine et l'armée chinoises.

Pour sa part, la Chine semble d'une grande circonspection – traversée parfois de gestes plus guerriers.¹ Sa priorité évidente est la poursuite de son essor économique avec toutes les manifestations commerciales mondiales qui l'accompagnent et bientôt sans doute, avec des prolongements financiers qui déjà se dessinent (notamment par des prises de participation, annonciatrices d'une nouvelle génération de FMN). La modernisation des armées et la montée en puissance des capacités militaires ne sont certes pas en reste, mais sont encore loin d'atteindre un rythme comparable à celui de l'essor économique. Au cours des toutes dernières années, les manifestations extérieures de l'essor chinois ont surtout été d'ordre diplomatique et de finalité commercialo-financière, en ciblant principalement l'Amérique latine et l'Afrique ainsi que les régions pétrolières. Sous ces divers angles, il est clair que l'Asie du Nord-est n'est pas le théâtre privilégié de la Chine, hormis deux aspects précis : ne rien lâcher pour ce qui concerne Taïwan et demeurer vigilant vis-à-vis d'un Japon qui ne fut pas loin de s'assujettir la Chine au cours des années 1931-45.

Le panorama régional peut négliger la Mongolie, sauf improbable regain des tensions de la guerre froide, mais il ne peut omettre la Russie qui n'a pas encore retrouvé toute sa vigueur, mais a déjà renforcé ses positions en Asie du nord-est. En effet, la primauté pétrolière de sa reviviscence se manifeste, ici, par une mise en exploitation des gisements de Sakhaline – île vainement réclamée par le Japon – et par le choix stratégique d'un oléoduc reliant l'Asie centrale au Pacifique et non à la seule Chine, pourtant plus proche et gros débouché. La Russie ne veut pas se lier à un client privilégié pour les quelques décennies de haute rentabilité pétrolière. Mais cela ne l'empêche pas d'entretenir avec la Chine une coopération politique servante de leurs intérêts communs. L'organisation dite de Shanghai concerne l'Asie centrale plus que le nord-est, mais elle pourrait fort bien conduire la Russie à renforcer les efforts chinois jusqu'ici concrétisés par les rencontres "ASEAN 3".²

Ce dernier exemple souligne combien la situation asiatique s'est modifiée depuis la fin de la guerre froide. En 1974, la Chine, captée par Kissinger avait quasiment rejoint le camp américain, même si elle demeurait formellement "hostile" à l'Inde et "liée" au Pakistan. Redistribuées pour cette région des Indes, les cartes le sont aussi pour l'A.N.E. La méfiance entre Russie et Chine est au plus bas, depuis les divergences de l'époque Khrouchtchev, tandis que la méfiance réciproque entre Japon et Chine a perdu peu de sa vigueur, car les opportunités

¹ Comme si des luttes de tendance au sein de la direction du parti se soldaient parfois par des actions militaires qui touchèrent jadis l'URSS et le Vietnam et qui, depuis l'ère Deng Xiaoping, s'en tiennent à des démonstrations plus formelles (batteries de fusées côtières, tir "expérimental" par dessus Taïwan, etc.).

² Voir *L'Inventaire du 21^e siècle*, tome 1, chapitre 5, reproduit sur le présent site.

commerciales que le Japon a pu saisir en Chine, ne l'empêchent pas de craindre les effets futurs de l'essor chinois. Derrière l'extrême vigilance japonaise à l'égard des Corées (spécialement du Nord) et derrière le soutien modérément dosé aux États-Unis pour ce qui est de Taïwan, c'est en effet l'ombre de la Chine future que le Japon entrevoit avec crainte. Au reste, les rapports entre Taïwan et le Japon sont à décrypter prudemment. Prenant prétexte des missiles chinois qui menaceraient spécialement l'île de Taïwan, située à 260 km au large du continent et des manœuvres navales de la marine chinoise dans le détroit de Formose ¹, le Japon a accepté d'inclure ledit détroit parmi les zones où sa propre marine – légalement contrainte à s'en tenir aux postures défensives – pourrait le cas échéant avoir à intervenir, aux côtés de la marine américaine, pour défendre Taïwan d'une attaque par la Chine de Pékin. Vue pour compte japonais, cette prise de position signifie que Tokyo a mis à profit une gesticulation américaine – destinée à satisfaire les clans réactionnaires du parti républicain (au pouvoir à Washington) ² – pour élargir le rayon d'opérations de sa marine. Mais cela ne signifie pas que le Japon se soit engagé à suivre aveuglément les futures initiatives américaines concernant Taïwan, à supposer que l'agressivité de la droite républicaine (qui n'est pas sans alliés démocrates) trouve l'occasion de s'exprimer.

Une région qui se cherche entre Chine et États-Unis

[Retour à la table des matières](#)

Pour entrevoir l'ensemble des politiques futures de Washington autour de la mer de Chine septentrionale, il faudrait évidemment assembler tous leurs éléments vraisemblables à l'égard d'une Chine qui a de réelles chances de monter en puissance au cours des prochaines décennies et donc de concurrencer sous maints aspects les actuelles primautés américaines. Ici, à l'échelle plus réduite du nord-est asiatique, on peut seulement supputer ces relations futures en partant des occasions de conflits propres à l'Asie du nord-est.

Les risques de conflits territoriaux semblent, ici, assez modérés. La revendication japonaise sur Sakhaline n'empêchera pas le Japon de consommer le pétrole et le gaz de cette provenance, si bien qu'il faudrait qu'un conflit, né ailleurs, s'enfle considérablement pour qu'un théâtre d'opérations s'ouvre de ce côté. Sous un autre angle, on peut en dire autant de la partition coréenne. Lorsqu'au début des années 1990, la Chine et l'URSS ont reconnu formellement la frontière entre le nord et le sud, tracée par l'armistice de PanMunJon en 1953, ils ont éliminé un prétexte à une éventuelle extension d'un conflit entre les deux Corées. La *Sunshine policy* de Séoul a virtuellement minoré ce risque, mais elle est en panne. Si elle

¹ Formose a été longtemps usité, en Europe, pour désigner Taïwan. Les géographes utilisent encore la désignation "détroit de Formose" pour dénoter l'espace entre Taïwan et le continent.

² Ces mêmes clans ont été à l'origine du *Taiwan Relations Act* – déjà évoqué – imposé en 1979 à Nixon et Kissinger pour entériner leurs accords avec la Chine.

reprend vigueur après qu'un éventuel accord ait calmé l'agitation nord-coréenne, ce péril s'atténuera plus encore. Mais il faut aussi tenir compte d'une perspective déjà envisagée par la Corée du Nord, à savoir : qu'elle accepterait, le cas échéant, le maintien sur le territoire réuni des troupes américaines qui séjournent au sud, sans discontinuité, depuis 1953. En effet, la Corée du Sud est une zone de contact virtuel entre les armées chinoise et américaine et une réunification qui ne calmerait pas cette survivance de la guerre froide aurait pour effet d'élargir cette zone et de l'étendre jusqu'à la frontière russe (qui borde la Corée du Nord sur une vingtaine de kilomètres). Une autre zone de contacts – non plus terrestres, mais aéro-navals – pourrait s'établir entre Américains et Chinois, si Taïwan optant pour une indépendance dont la Chine ne veut pas adjoignait aux manœuvres de porte-avions américains dans le détroit qui sont réactivées chaque fois que la tension monte entre l'île formosane et le continent, des bases maritimes et aériennes installées à Taïwan même : le risque d'accrochages en haute mer deviendrait alors un risque d'attaques pleinement territorialisées. Bien évidemment les crises militaires qui pourraient s'ouvrir à propos de la Corée ou de Taïwan auraient toutes chances d'entraîner le Japon, car le traité d'amitié et les protocoles annexes qui le lient aux États-Unis ne pourraient être dénoncés ou désobéis qu'au prix d'un revirement japonais qu'aucun signe prémonitoire n'a jamais annoncé depuis 1945, nonobstant les réactions aux bases américaines qui ont parfois tourné à l'émeute, à Okinawa notamment. À s'en tenir là, on pourrait donc être enclin à penser que les futures tensions entre les États-Unis et la Chine – dont la probabilité est loin d'être négligeable – risquent de trouver ici un terrain où la "montée aux extrêmes" serait aisément atteinte, même si le conflit avait débuté ailleurs.

Mais nous sommes aussi dans une région où les risques de guerre "clauswitzienne" sont d'ores et déjà enveloppés par les contraintes nouvelles qui naissent de l'armement nucléaire. Savoir si ces contraintes aggraveront ou inhiberont un éventuel conflit est une question centrale pour le 21^e siècle. Actuellement trois des quatre puissances majeures, actives dans la région, disposent, en pleine souveraineté d'un arsenal nucléaire hérité de la guerre froide, ce qui est le cas, non seulement des États-Unis et de la Russie, mais aussi de la Chine, plus tard venue et moins fortement équipée, qui veille et veillera néanmoins à disposer de moyens suffisants.¹ Le cas du Japon est plus complexe. Le traité de San Francisco (1945) et sa propre constitution² lui interdisent de s'équiper en armes nucléaires et d'abriter de telles armes sur son territoire. Toutefois, on peut être sûr qu'au prix de contorsions juridiques et de protocoles secrets, les bases américaines à Okinawa et ailleurs dans l'archipel japonais et certains au moins des navires militaires américains stationnés dans les ports japonais ou y faisant escale

¹ Y compris en missiles, sous-marins, etc. à longue portée. Le calme relatif des États-Unis donne à penser que, pour le moment, les capacités chinoises ne sont pas encore jugées "très dangereuses" pour le territoire américain, mais en tout cas, la présence stratégique chinoise couvre tout le nord-est asiatique.

² Rédigée par l'occupant américain, mais validée, à l'usage, par maintes délibérations du parlement nippon.

enfreignent cette prohibition. Qui plus est, on peut être assuré que le Japon possède pleinement la capacité d'assembler des ogives nucléaires, des missiles pour les emporter et des repérages satellitaires pour les guider. Il dispose peut-être aussi du stock de matériaux fissiles requis pour armer tout ce système. En tout cas, je suis enclin à penser que les accidents pas trop rares qui ont scandé le fonctionnement de ses centrales nucléaires de production ou de recherche sont un indice significatif à cet égard. Et empilant mes hypothèses invérifiées, j'ajoute qu'à mon sens l'équipement nucléaire virtuel du Japon est totalement connu des services américains et peut-être parfois aidé ou "gardé" par leurs soins. En termes diplomatiques, communément usités dans les chancelleries, cela s'énonce par périphrases : le Japon est "au bord" de l'équipement nucléaire à des fins militaires, etc. Néanmoins, des considérations de politique intérieure imposent de masquer ce probable état de fait et des prudences de politique internationale inclinent le Japon, agresseur des années 1930 et 1940, à se draper diplomatiquement dans un pacifisme tenace. Celui, par exemple qui lui a fait présenter sa participation, depuis 2003, à la "grande coalition" bushienne en Irak, comme une participation purement humanitaire à la reconstruction de ce malheureux pays. Une chronologie détaillée des "assouplissements" et des "élargissements" des équipements et des rayons d'action de l'armée "défensive" du Japon, montrerait aisément que le Japon répond volontiers aux demandes d'aide qui lui viennent du Pentagone par des demandes d'allongement de la laisse par laquelle les États-Unis le tiennent. Toujours allongée, mais jamais rompue, cette laisse est d'ailleurs de moins en moins contraignante : de la guerre de Corée à la guerre d'Irak, le gardien américain s'est fait obéir, mais de moins en moins. Quelque part à l'horizon du 21^e siècle, la pleine autonomisation du Japon s'inscrit assurément. Elle sera d'autant plus rapide et aisée que des solutions coopératives régionales s'offriront où le Japon aurait convenance à prendre toute sa place.

Pour juger des chances qui s'offriront à de telles coopérations "pacifiantes" ou, à tout le moins, "sécurisantes", il est indispensable d'observer ou plutôt de supputer l'évolution probable des intérêts propres aux États-Unis d'une part et à la Chine d'autre part. Le cas de cette dernière est le plus simple, parce que cet ex-"empire du milieu" n'est plus un empire, au sens que ce terme peut prendre dans l'actuel système mondial ; et qu'elle n'est plus au "milieu" des systèmes mondiaux de son temps, comme elle l'était avant le 19^e siècle, mais qu'elle est en somme, au milieu d'un monde où l'avion relie tous les grands aéroports en moins de 24 heures et où les fusées intercontinentales mettent toutes les puissances importantes, en mesure de se détruire les unes les autres. Bref, la Chine est stratégiquement redevenue une puissance comme les autres, à son degré de puissance près. Mais, précisément, ce degré qui était tombé très bas au cours du 20^e siècle est en train de remonter, très vite à l'échelle des siècles précédents, mais pas assez vite pour surclasser sans grands délais les autres puissances d'aujourd'hui. Régionalement, elle est encore surclassée par le Japon, sous maints respects. Mondialement, elle est faible vis-à-vis des États-Unis – et beaucoup plus faiblement ancrée que ces derniers dans la plupart des régions du monde. Ainsi, par exemple, la minuscule France, à

l'extrême-occident de l'Eurasie, est pour un temps encore, plus riche qu'elle en termes économiques et mieux entraînée qu'elle pour ce qui est de valoriser ses richesses culturelles. Tout cela va changer, mais graduellement ; par étapes de durée inégale selon les qualités à considérer.

Donc, pour s'en tenir aux deux ou trois prochaines décennies où la Chine sera une puissance qui redevient candidate à la prééminence mondiale et où les États-Unis se découvriront peu à peu en perte d'influence relative, mais sans décliner rapidement et – comme il est inévitable – en ne prenant qu'avec retard une claire conscience politique de leur dépassement – qui ne sera pas forcément un déclin absolu – il est loisible de s'interroger sur ce que pourrait être l'optimum régional de la Chine, tel que ses dirigeants actuels et leurs tout prochains successeurs peuvent se le représenter. La réponse est simple : si Taïwan échappe durablement aux tentations d'indépendance, si elle reste arrimée à la Chine historique, les autres problèmes régionaux pourront se régler sans trop de difficulté, sauf provocations délibérées de la partie américaine – ou d'une direction chinoise devenue aventuriste. Cette perspective est, en somme celle que vise le Kuomintang, depuis qu'il a abandonné l'espoir – tout-à-fait illusoire – de reprendre le contrôle des provinces continentales. Il semble qu'elle soit également en train de devenir celle du parti anti-Kuomintang qui gouverne présentement à Taïpeh. Il est probable, enfin, que la diversification politique de cette île qui est à attendre des prochaines décennies a de fortes chances de confirmer ce truisme : Taïwan, c'est la Chine. Les seules difficultés objectives qui semblent de nature à démentir ce pronostic optimiste seraient soit celles qui naîtraient d'offensives délibérées et répétées des États-Unis pour rompre ce lien, soit d'accidents économiques majeurs épuisant l'intérêt de Taïwan pour les transactions avec le continent, soit, enfin, de maladresses politiques d'une Chine qui chercherait à imposer à la population taïwanaise l'abandon du mode de vie qui est le sien, pour lui imposer un collier économique, un carcan politique et une orthodoxie idéologique probablement insupportables. Bref, Taïwan pourrait se sentir à l'aise dans un statut transposant durablement celui de Hong Kong – et qui, peut-être pourrait aider les dirigeants chinois, souvent férus d'expérimentation sociale *in concreto*, à concevoir les voies et moyens d'un assouplissement démocratique des Dix-Huit provinces historiques et des territoires périphériques, du Tibet au Xinjiang.

Le reste des adaptations régionales pourrait être "négociable", c'est-à-dire ajustable aux aspirations locales et aux contraintes régionales, dans chaque cas particulier. Ainsi, la réunification ou non des Corée, et ses éventuels délais ne risqueraient pas, me semble-t-il, de dégénérer en *casus belli*, même si les intéressés avaient convenance à maintenir, pour un temps, un contingent américain dans ce pays. De même l'émancipation accélérée – et bientôt totale du Japon – ne devrait pas indisposer la Chine, que ce pays reste ou non officiellement dénucléarisé, s'il cessait d'être l'allié inconditionnel des États-Unis, leur associé ou leur relais militaire. Ici, également, des garanties de longue durée seraient mieux qu'acceptables, si elles devaient donner au Japon le sentiment qu'il gardera sa

pleine indépendance vis-à-vis de la Chine, tout en offrant aux États-Unis, pour un temps, la garantie qu'aucune nouvelle laisse tenue par la Chine ne remplacera celle qu'ils ont longtemps tenue en main.

Pour garantir la durée et les bénéfices d'une telle stabilisation globale de l'Asie du nord-est dans l'ordre diplomatico-militaire, il serait sans doute opportun d'instituer un système collectif de sécurité, adaptant au cas d'espèce, les principes et les méthodes du *Conseil Européen pour la Sécurité et la Coopération*¹ avec le concours éventuel d'autres États asiatiques. Plus ambitieuses seraient les idées de *Fonds Monétaire Asiatique* et de *Conseil de Sécurité* régional, etc.

Bien évidemment, ces développements hypothétiques qui découlent d'une réflexion sur l'optimum est-asiatique souhaitable ou acceptable par la Chine conduisent à des résultats d'allure utopique, parce qu'il n'y a aucune raison de penser, aujourd'hui, que les aménagements souhaités par les États-Unis se marieraient aisément avec les variantes précédentes ; En effet, que peut souhaiter ce dernier pays, hormis le maintien d'un statu quo qui lui est favorable, du moins dans les conditions présentes ? Une alliance renforcée avec le Japon pourrait lui plaire si elle prolongeait le projet de Commandement régional intégré que le Pentagone a déjà évoqué pour coordonner l'emploi de ses troupes installées dans la région avec les 225 000 hommes de l'armée "défensive" japonaise et, mieux encore, pour leur adjoindre l'armée sud-coréenne. Une bonne dose d'interopérabilité appliquée à cet ensemble et quelques ajustements des champs d'action ouverts à ses troupes permettrait, par exemple, de "se porter au secours" de Taïwan, dès que la Chine semblerait menaçante. La casuistique d'une solidarité asiatique permettrait de ne pas mettre les troupes américaines trop en avant, de façon à leur permettre de "respecter" les engagements pris envers Pékin en 1974, tout en bloquant les initiatives pan-nationalistes chinoises. Mieux, un éventuel renforcement du ou des partis autonomistes de Taïwan pourrait permettre de conforter un nouveau gouvernement local par une aide militaire d'abord déguisée (utilisation de "facilités portuaires" par les navires "asiatiques" patrouillant le détroit, etc.). Un pas supplémentaire serait accompli en logeant sur quelques sites de Taïwan (comme de Corée ou du Japon (à Okinawa, notamment) des échelons avancés du bouclier antimissile dont les États-Unis rêveront longtemps encore, lesdites installations pouvant aussi offrir d'utiles emprises "défensives" à des batteries de missiles-antimissiles faisant face à celles que la Chine continentale a disposées sur son littoral. Et ainsi de suite : dans l'hypothèse nullement improbable où il se trouvera aux États-Unis (et pas seulement au Pentagone) des partisans de l'encerclement d'une Chine montant en puissance, le dosage des installations et des opérations pourrait être progressivement enrichi sur tout le théâtre nord-est asiatique, parallèlement à d'autres théâtres. La Chine ne manquerait pas de réagir à

¹ CSCE à ne pas confondre avec l'OSCE qui a pris sa suite : voir Maurice Bertrand – *De l'Europe apaisée à l'Europe pacifiante*, Hérodote, n° 108, 1^{er} trim. 2003.

de tels déploiements par une vigilance accrue ¹ contribuant à la classique escalade des accrochages et autres incidents qui peut servir de prétexte à un conflit élargi. L'issue dépendrait alors de la situation des forces et des intérêts américains dans les diverses régions du monde et, plus précisément, des réactions des principales puissances. Plus les États-Unis seraient soutenus par le Japon, la Grande-Bretagne, l'Australie, etc. plus le risque de guerre mondiale deviendrait éclatant. Mais plus – à défaut d'Europe unie – l'Allemagne, la France, l'Inde, le Brésil et la Russie refuseraient cet enchaînement guerrier, et plus le cantonnement ou la résorption du conflit deviendra probable.

Dans cette dernière hypothèse, la Russie pourrait être décisive. Elle est l'une des raisons principales dont le Japon peut exciper pour justifier sa montée vers l'équipement nucléaire. Héritée de la guerre froide et nourrie de souvenirs plus anciens dans un Japon qui tire encore fierté de sa première victoire contre une puissance européenne, cette tendance japonaise pourrait bien devenir la clé du système politico-militaire régional. Les États-Unis le savent déjà, qui font de grands efforts pour que le complexe de soumission et d'alliance qu'ils ont imposé au Japon depuis les années 1950 ne perde de sa vigueur du côté soumission qu'en se renforçant en termes d'alliance, c'est-à-dire en renforçant autant que de besoin les raisons non contraignantes qu'a le Japon de demeurer leur fidèle allié. Il serait donc très indiqué que la Chine et la Russie qui ont amorcé une coopération (libre de toute contrainte post-stalinienne) sachent offrir au Japon des chances d'épanouissement pacifique pour atténuer le risque de pérennisation d'une alliance nippo-américaine. L'intérêt économique du Japon a de quoi se satisfaire en Chine, mais c'est là une situation banale dont profitent toutes les puissances capitalistes, au gré de leurs habiletés marchandes. La Chine et la Russie pourraient offrir de concert de larges perspectives supplémentaires à un Japon qui souhaite entrer au Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui est tenté par de vastes initiatives financières, ² qui désire prendre la tête de certaines coopérations techniques internationales (en matière scientifique et technique, notamment dans l'espace et le nucléaire), qui serait un partenaire de tout premier plan dans la conversion de "l'ASEAN + 3" en une zone dynamisante, etc. Dans cette perspective, il conviendrait sans doute de favoriser la formation de firmes multinationales (FMN) associant intérêts privés – et publics – des divers États régionaux. À la limite, une prise de position conjointe de la Russie et de la Chine en faveur d'un plein accès du Japon au nucléaire militaire pourrait être décisif. Il n'accroîtrait en rien les risques de la Chine et de la Russie et il rendrait inutile la garantie (toujours douteuse) que le parapluie nucléaire américain est censé offrir à l'archipel japonais. Bref, je soutiendrai volontiers que celui qui – des États-Unis ou de la Chine – aidera le

¹ Supérieure à celle qui obligea, en 2001, un avion militaire américain non respectueux de sa frontière à se poser, avion qui ne fut restitué aux États-Unis qu'en pièces détachées, après de longues tractations.

² Muscler la Banque de Développement Asiatique qu'il préside, donner le jour à un FMI asiatique, progresser vers une défense commune des principales monnaies asiatiques, dynamiser le marché financier de Tokyo.

Japon à devenir une puissance nucléaire souveraine deviendra peut-être son meilleur allié ; et que, si cette transformation était due au couple Russie-Chine, elle réduirait considérablement les risques de guerre mondiale éclatant au nord-est asiatique, durant les prochaines décennies.

Savoir ce que ces risques deviendront vers la fin du 21^e siècle et ensuite, dans un monde où la puissance chinoise aura rejoint ou dépassé celle des États-Unis, est une autre question que les générations suivantes auront à traiter. Moins le 21^e siècle aura comporté de guerres mondiales, mieux elles y arriveront.

TROISIÈME PARTIE – VERS UN AUTRE SYSTÈME MONDIAL

Chapitre 11

(août 2006 ; version révisée en septembre 2007)

Comment bloquer la politique suicidaire d'Israël

[Retour à la table des matières](#)

Le suicide d'Israël est inéluctable si ce pays poursuit sur sa lancée des années 1948-2007. Sa disparition adviendra au plus tard durant les années 2050-2060. Elle résultera de la conjonction de trois transformations mondiales dont les prodromes sont déjà visibles : l'érosion du primat absolu des États-Unis, les convulsions du Proche- et Moyen-Orient aux approches de l'après-pétrole et l'inaptitude d'Israël à se faire agréer dans cette région du monde.

La disparition de cet État ne sera pas un événement isolé, ni le fruit d'une crise brève, ce sera un aspect d'un drame régional – voire mondial – aux péripéties multiples. Sauf réorientation politique radicale, Israël ne pourra pas survivre à cette crise qui sera, pour une grande part, son suicide, étant donnée sa part propre de responsabilité. Les politiques des pays qui chercheraient à garantir la survie de l'État d'Israël devront être de plus en plus contraignantes, d'année en année, tant leurs chances de succès se réduiront à mesure que la crise régionale finira de mûrir.

Pour soutenir ce sombre diagnostic, je vais m'appuyer sur les résultats des travaux ¹ que j'ai consacrés à l'évolution du système mondial actuel, sans répéter le détail des justifications qu'ils ont produites.

¹ Le plus récent est **L'Inventaire du 21^e siècle** – tome 1 – La dynamique du système mondial (3 Mo) ; tome 2 – Les principales transformations prévisibles (1,5 Mo) – consultable et téléchargeable sur mon site (<http://www.macrosociologie.com>) et sur le site de l'Université de

Israël enkysté au Proche- et Moyen-Orient

[Retour à la table des matières](#)

L'État d'Israël est en guerre depuis sa création par l'ONU en 1948. Une énorme bibliothèque – souvent plus journalistique qu'historiographique – décrit les diverses vagues d'immigration juive, avant comme après 1948, les escarmouches d'avant 1948, les grands épisodes proprement guerriers qui ont commencé dès le vote de l'ONU, les actes terroristes et les attentats ciblés qui ont scandé leurs intervalles, les intifadas qui se sont succédées peu d'années après qu'une organisation semi-étatique propre aux Palestiniens ait vu le jour pour l'application des accords d'Oslo (1993) et les évacuations, incursions et ré-occupations opérées par l'armée israélienne sur les territoires palestiniens ou en reflux de ceux-ci. Les interférences régionales les plus importantes sont, elles aussi, bien documentées, de la campagne de Suez (1956) à la destruction de la centrale nucléaire Osirak (1981) et aux négociations de Camp David (2000) etc. Seules restent dans la pénombre les conditions dans lesquelles se sont formées les diverses vagues de réfugiés palestiniens et l'évaluation des pertes de toute sorte infligées à ou par Israël.

Il n'existe à peu près aucun accord entre Israéliens, Palestiniens et autres Arabes quant aux responsabilités des uns et des autres dans chacun de ces épisodes, dans leurs enchaînements temporels et dans les multiples complications adventices qui les ont envenimés. Entre Oslo et Camp David, j'ai commis l'erreur de croire qu'il se trouverait du côté palestinien comme du côté israélien des forces suffisantes pour bâtir entre leurs camps respectifs un accord applicable. Je ne le crois plus et je n'aperçois, dans l'avenir prévisible ou supputable, aucune chance de renouvellement pour cette espérance irénique. Les guerres où Israël est impliqué resteront inabouties, sauf novation radicale à voir plus loin. Presque tous les peuples du Proche- et Moyen-Orient (PMO) sont hostiles à Israël, perçu comme un greffon occidental, imposé par des méthodes coloniales et devenu l'avant-poste de son protecteur américain.

Tous les États de la région blâment Israël dès que de nouvelles actions de cet État suscitent d'énormes émotions populaires. Néanmoins, la dure leçon des guerres que beaucoup de ces États ont lancées contre Israël a assagi plusieurs d'entre eux. La Jordanie s'est jointe à l'Égypte et à la Syrie pour la principale de ces guerres (1967) avant de mater les réfugiés palestiniens, installés sur son territoire ("septembre noir" de 1970). L'Égypte qu'une volte face avait détachée de l'URSS a parachevé son virage par une démarche audacieuse de Sadate, venu à la Knesset pour offrir la paix. Les États-Unis, promoteurs ou soutiens de cette reconversion,

ont aidé à l'élaboration d'un traité de paix (1979) qui a rendu à l'Égypte le contrôle du canal de Suez et de l'ensemble du Sinaï, y compris son gisement pétrolier et ont complété ces restitutions par une aide abondante qui ne s'est pas démentie depuis lors. Une même paix, accompagnée d'une même aide, a été signée par la Jordanie. Mais après que les armes se soient tues, les signes de bon voisinage économique, politique et culturel affichés entre Israël et l'Égypte ont été rares et fragiles – et à peine plus significatifs pour ce qui est de la Jordanie. La Syrie, elle aussi battue en 1967, a perdu le contrôle du Golan – et donc des sources du Jourdain – sans se rallier à de telles "paix froides". Le Liban a été pris, de 1975 à 1990 dans un labyrinthe de guerres civiles, envenimées de toutes parts. Une incursion israélienne (1982) a donné à certaines milices maronites l'occasion de massacrer beaucoup des combattants palestiniens qui contrôlaient les camps installés sur son territoire. Ainsi s'est achevée la phase où Israël s'opposait principalement aux armées des États voisins, mais a aussitôt commencé une phase où les luttes armées contre Israël ¹ ont été le fait d'organisations palestiniennes.

Repliée à Tunis, la direction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), privée du contrôle des camps jordaniens – sinon des camps libanais qu'elle a bientôt réorganisés – s'est appuyée sur les camps syriens, d'ailleurs surveillés de près par le gouvernement local, et surtout sur les populations de Cisjordanie et de Gaza, ralliées à sa cause, mais organisées par divers partis et dotées de milices diverses et parfois rivales. Elle a d'abord poursuivi ses campagnes d'attentats visant à effrayer Israël ou à alerter l'opinion internationale (JO de Munich, 1972 ; capture du paquebot A. Lauro, 1985 ; etc.) auxquelles Israël a répliqué (parfois préventivement) par des attentats ciblés. Puis le lent cheminement de négociations discrètes entre le gouvernement israélien et l'OLP a conduit, via Madrid et Oslo à l'installation d'une Autorité Palestinienne (1993) sur une partie substantielle de la Cisjordanie et sur la bande de Gaza. Toutefois ces deux territoires non jointifs ont été découpés en zones diverses, dont certaines, les frontalières notamment, sont restées sous contrôle israélien. Des luttes incessantes, d'ampleur variée mais souvent croissante, ont opposé Palestiniens et Israéliens. De toutes leurs péripéties, souvent épouvantables, les plus lourdes de conséquences politiques ont été la destruction par Israël de beaucoup d'éléments de l'appareil d'État, toujours embryonnaire que les Palestiniens ont construit (avec un financement européen et arabe), destruction répétée aujourd'hui encore. Sous cette pression, la haine populaire contre Israël n'a cessé de s'accroître, tandis que s'éloignait l'espoir de soumettre les Palestiniens à la tutelle de cet État, pour eux étranger. Pendant quelques années, Israël a caressé l'espoir que des forces palestiniennes pourraient

¹ Qu'elles soient le fait de groupes politiques ou d'agences de l'Autorité para-étatique évoquée ci-après et qu'elles soient ou non aidées en sous main par des États tels la Syrie, l'Irak, l'Iran, etc., ces luttes ont été rangées par Israël, les États-Unis et maints autres États occidentaux sous la rubrique d'un "terrorisme" diversement qualifié, alors que les États régionaux ont généralement traité leurs participants palestiniens comme des "patriotes", des "combattants", voire des "martyrs". Rares ont été les analystes qui ont interprété ces luttes comme des guerres "du faible contre le fort", ce qu'elles sont pourtant.

maîtriser les "ultras" du "terrorisme" fût-ce au prix d'un nouveau "septembre noir". Cet espoir déçu, il a choisi de construire un mur entre le territoire qu'il juge sien et celui qu'il est prêt à abandonner, non point à un État palestinien souverain, mais à une Autorité aux frontières, aux finances et aux échanges internationaux toujours contrôlés par ses soins vigilants. Esquissé de façon unilatérale, dès 2003, ce mur continue d'être édifié spasmodiquement. Les missiles tirés par le Hezbollah libanais sur le tiers nord d'Israël, durant la guerre d'août 2006 ¹, attestent que cette nouvelle ligne Maginot ne servira à rien, si ce n'est à emmêler un peu plus la longue chaîne des guerres inabouties où Israël se débat.

Une région volcanique

[Retour à la table des matières](#)

Voici donc Israël isolé dans une région hostile et qui assure, vaille que vaille, le contrôle militaire de toute l'ancienne Palestine mandataire, sans avoir trouvé le moyen d'en conquérir le contrôle politique, ni d'en partager la souveraineté avec les populations arabes qui la peuplaient avant sa création. Les essais visant à marbrer le territoire palestinien tout entier par un semis de colonies juives ont été nombreux. Souvent impulsée par le gouvernement israélien, cette colonisation a été stoppée en 2004, par l'évacuation délibérée des principales incrustations dans la bande de Gaza, mais le grignotage se poursuit néanmoins, à Gaza comme en Cisjordanie. Les forces politico-religieuses qui souhaitent poursuivre cette poussée vers un Grand Israël ne se tiennent pas pour battues, tandis que les projets d'évacuation (très partielle) des colonies sises en Cisjordanie préparés par les vainqueurs des élections israéliennes de 2005 se trouvent bloqués par les contrecoups de la guerre de 2006 contre le Hezbollah libanais. Le blocage est plus évident encore pour ce qui est de la coexistence de deux États sur le territoire de l'ancienne Palestine.

Donc, Israël n'est pas seulement isolé, mais il est aussi bloqué dans une impasse qu'il a aidé à construire depuis 1948. Dès lors, que va-t-il advenir ? Aucune attaque militaire majeure émanant d'un ou plusieurs États voisins ne semble à craindre à brève échéance, ni même sur une durée plus lointaine – disons : de l'ordre d'une ou deux décennies. La qualité des services de renseignement, la supériorité stratégique et technique de l'armée, le soutien apparemment pérenne des États-Unis et la garantie en dernier ressort qu'Israël tire de son armement nucléaire peuvent, lui donner l'assurance qu'il demeurera pour un temps encore, en position prépondérante dans le PMO. L'offensive d'août 2006 a quelque peu dévalorisé cette posture, par faiblesse du renseignement, illusions sur la précision des bombardements aériens et médiocrité des troupes au corps à corps

¹ Ladite guerre menée par Israël contre la milice du Hezbollah – sans doute soutenu par la Syrie et l'Iran – s'est traduite, pour l'essentiel par d'énormes dégâts infligés à un Liban trop faible et divisé pour se charger lui-même "d'éradiquer" cette milice "terroriste".

terrestre, mais plusieurs de ces insuffisances sont réparables. Israël vaincu, peut encore se croire invincible.

Mais en sera-t-il de même au cours du proche avenir ? Non pas du proche avenir, comme l'entendent la plupart des dirigeants politiques, que leur horizon soit borné par les prochaines élections majeures ou par les espérances de succession dynastique. Mais bien le proche avenir que des prévisions bien fondées permettent d'apercevoir à l'horizon des prochaines décennies. Israël contrôle près de 11 millions d'habitants dont 85 % sur son territoire internationalement reconnu. Ce dernier contenait d'ailleurs 4/5 de Juifs et 1/5 d'Arabes. De façon plus fine, on pourrait d'ailleurs décompter les Druzes parmi les Arabes et détailler les minorités exotiques qui n'ont pas fini de se fondre dans la masse des sépharades ou des ashkénazes (Éthiopiens, Yéménites et les Russes, venus nombreux surtout après 1990). Cet ensemble hétérogène va se gonfler considérablement. Sauf novation, son total sera proche de 17 millions en 2025 et supérieur à 22 millions en 2050, mais avec des proportions bien modifiées. Les Arabes de Cisjordanie, de Gaza et du territoire israélien proprement dit formaient 48 % du total général de 2005. En 2050, leur poids dépassera les 60 % de ce même ensemble. Noyés dans une population encore exubérante et des plus juvéniles ¹, les Juifs d'Israël devront également compter avec l'extrême ampleur de la population régionale. En effet, le PMO de 2005, étalé de la Turquie au Yémen et de l'Iran à l'Égypte, comptait un peu moins de 400 millions d'habitants, mais il en contiendra plus de 500 millions en 2025 et près de 700 millions en 2050.

Les prévisions démographiques de l'ONU ² dont les données précédentes sont tirées doivent être prises en compte, non comme une mesure exacte de la future démographie régionale, mais comme un élément qualifiant l'avenir d'Israël. Craint des États voisins, détesté par la grande majorité des peuples qui les habitent, rongé par des attentats et des révoltes de toute sorte, Israël sera inévitablement exposé à deux séries de circonstances aggravantes. La première tient à la surabondance croissante d'une jeunesse souvent mal scolarisée et dont une nette majorité afflue vers les bidonvilles et les taudis urbains à la recherche d'une activité rare et d'une pitance médiocre, dans des agglomérations où le taux de chômage serait énorme si l'on savait le mesurer. Dans cette masse vite traversée par les émotions les plus diverses, il ne faut pas beaucoup d'aumônes (coraniques ou autres) pour lever une milice et l'équiper de kalachnikovs. Pendant la guerre de 1980-88, la jeunesse que les mollahs iraniens envoyèrent se faire hacher menu, par des troupes irakiennes mieux équipées et plus aguerries n'est que l'exemple extrême d'une mobilisation, arrosée d'un peu de rente pétrolière, que le régime de Khomeyni put opérer pour contenir l'agression de Saddam Hussein, alors soutenu par les États-Unis et la France. Fortement amplifiée, cette misère juvénile sera pour longtemps l'un des ressorts des luttes guerrières, des révoltes partisans et de toutes les autres luttes sociales, dans l'ensemble du PMO.

¹ Plus de 50 % de 15 ans.

² Tendances moyennes, bien vérifiées au cours du dernier demi-siècle.

Le second facteur aggravant tient à l'activité des États-Unis dont Israël est perçu dans tout le PMO, comme le protégé, l'allié inconditionnel ou l'avant-garde, selon les circonstances. Les échecs américains, de la Somalie à l'Afghanistan, la destruction de l'Irak qui fait suite à leur agression de 2003, les menaces qu'ils font peser sur l'Iran et le soutien méfiant qu'ils accordent à l'Arabie saoudite sont les manifestations les plus voyantes d'une intrusion obstinément répétée dans toute la région. La démocratisation à leur manière qu'ils promettent à tout le PMO a fort peu de chances de progresser sur cette lancée. La série des interventions politiques et militaires qu'ils entreprennent ou poursuivent a toutes chances de se prolonger, de diverses manières, ne serait-ce qu'en raison du trésor pétrolier que contient cette région. En effet, les hydrocarbures qui en sont la principale richesse deviendront l'enjeu de tensions, voire de conflits ouverts, jusqu'à leur tarissement au cours des prochaines décennies.

Partagée entre les sociétés internationales et les États locaux qui les taxent et qui sont parfois devenus, en titre ou en réalité, les propriétaires-exploitants des gisements, la rente pétrolière continuera d'être très disputée entre États et compagnies. La marchandise pétrolière et gazière sera plus disputée encore, tant les clients sont nombreux pour cette région qui détient, aujourd'hui, 62 % des réserves mondiales de pétrole "conventionnel", ¹ une part moindre des réserves de gaz naturel et une part apparemment négligeable des ressources "non-conventionnelles". Toute cette turbulence, enrichie de crises temporaires et de conflits récurrents, passera sans doute par des phases distinctes, peu différentes de celles qui peuvent être anticipées à l'échelle mondiale : une correction saccadée de la crise, génératrice des hauts prix actuels, qui pourrait céder la place, vers 2035-40 à une nouvelle vague de hausses accompagnée d'une rétrogradation du pétrole "conventionnel" dans l'échelle des sources d'énergie, après quoi ledit pétrole et le gaz liquéfié pourraient être, en 2050-60, de plus en plus réservés à quelques utilisations non ou mal adaptables aux énergies de remplacement. Certes, les hypothèses ci-avant sont hautement spéculatives, tant il est d'éléments qui pourraient les accélérer, les décaler ou les transformer. Mais cela importe peu, car en tout état de cause, les richesses pétrolières deviendront un enjeu de plus en plus essentiel pour le PMO qui en est riche, puis en sera inéluctablement privé, alors que les attentes des populations régionales ne cesseront de s'accroître par l'effet d'une démographie exubérante, d'une misère en probable voie d'approfondissement et d'une prise de conscience de plus en plus générale de la précarité de cette richesse.

En somme, le déficit économique principal du PMO apparaît ici de façon éclatante : cette région est riche des deux facteurs principaux de la croissance économique, mais elle ne sait pas les marier ; riche d'un potentiel de rente pétrolière qui pourrait être largement converti en capital investissable **ici**, mais qui

¹ Non compris les asphaltes et bitumes dont l'onéreuse exploitation va se développer ailleurs.

va s'employer ou se dilapider **ailleurs** ; riche d'un potentiel de main-d'œuvre aisément formable ; mais pauvre en industries ! Pour quelques décennies, l'avenir du PMO sera plus pétrolier que son passé, ce qui contraindra les États-Unis à intervenir de plus en plus, jusqu'à ce que leur accoutumance à l'après-pétrole se soit établie.

Les avenir d'Israël.

[Retour à la table des matières](#)

Donc, il est hautement probable qu'Israël sera mêlé à la plupart des nouveaux conflits régionaux, en tout cas éclaboussé par plusieurs d'entre eux ; et, assurément démonisé de diverses façons à l'occasion de ces tumultes. Ceci, indépendamment des colères, des attentats et des haines que pourront provoquer ses actions visant à discipliner les habitants non (ou peu) israéliens de la zone qu'il contrôle. Ce serait un exercice fort hypothétique que de concrétiser ce jugement central par tout un jeu d'exemples. Je me contenterai d'examiner un cas, hélas très plausible, même s'il se situe aux épouvantables limites du possible.

En 1979, les États-Unis ont perdu le Shah qu'ils avaient établi sur le trône après l'éviction de Mossadegh, nationalisateur du pétrole. La République islamique, alors fondée par Khomeyni et encadrée par le clergé chiite entend rendre à l'Iran le statut de "grande puissance" qui fut le sien à diverses étapes de l'histoire perse. Cette orientation s'est traduite au cours des dernières décennies par l'établissement d'une armée moderne, la poursuite d'une industrialisation non négligeable et l'octroi d'un soutien substantiel à diverses organisations chiites d'Irak (après l'agression américaine) ou du Liban, notamment au Hezbollah qui a su résister à l'offensive israélienne d'août 2006. Mais il faut revenir en novembre 1979, pour bien comprendre l'actuelle politique américaine.

En effet, à cette date, les États-Unis, soutiens du Shah, avaient subi un affront "impardonnable" ¹ de par la capture de tout le personnel de leur ambassade à Téhéran. Les captifs n'ont été libérés qu'en janvier 1981, lors de la prise de pouvoir de Reagan qui avait accepté presque toutes les conditions iraniennes. Depuis lors, les États-Unis tiennent l'Iran pour un *rogue State* (un État voyou) que Bush n'a pas manqué de loger, en 2000, sur son "axe du mal". Ils cherchent à obtenir une décision onusienne qui permettrait, à tout le moins, de soumettre l'Iran à des sanctions économiques, s'il n'interrompt pas ses travaux d'enrichissement de l'uranium, lesquels préludent à une probable production d'armes nucléaires pour équiper les fusées à moyenne portée que ce pays possède déjà. Plusieurs des membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU sont réticents ou opposés à une telle décision. En 2001, la possession d'armes de destruction massive par l'Irak

¹ Presque comparable à l'effondrement des tours du *World Trade Center*, en septembre 2001.

avait été lourdement évoquée par les États-Unis pour justifier leur agression contre ce pays. Cet argument fallacieux pèse sur le débat onusien. En outre, le traité de non-prolifération nucléaire autorise expressément l'enrichissement d'uranium dans les centrales nucléaires soumises au contrôle de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique. Enfin, le débat est obscurci par deux autres données : d'une part, Israël, aidé par la France, puis par les États-Unis dispose d'un arsenal nucléaire inavoué, mais substantiel ; d'autre part, en 2005, les États-Unis ont officiellement pardonné au Pakistan d'avoir construit "clandestinement" un début d'arsenal nucléaire. Les balances dans lesquelles Israël, l'Iran et le Pakistan, sont pesés quant à la légitimité de leur armement nucléaire, sont donc truquées, quand les États-Unis les utilisent. Bref, je tiens pour probable que l'Iran poursuivra sa production d'uranium enrichi, ne serait-ce que pour allonger la durée d'utilisation et la rentabilité de son trésor pétrolier, en développant sa production nucléaire d'électricité ; et qu'il se dotera d'un certain armement nucléaire.

Quand tel sera bien le cas, (vers 2015 ou peu après, me semble-t-il), une dissuasion réciproque pourra s'établir entre Téhéran et Tel-Aviv. Mais, avant d'en arriver là, les États-Unis résisteront mal à la tentation d'agresser l'Iran pour détruire tout ou partie de ses centrales nucléaires, à moins qu'ils ne décident Israël à frapper un coup préventif, comme il le fit en décembre 1981, quand son aviation détruisit la centrale irakienne d'Osirak. Si les coups sont portés par les États-Unis, sans implication visible d'Israël, ce dernier subira une aggravation probable de son statut régional actuel, mais non une aggravation irrémédiable. Si, par contre, Israël est directement impliqué, il sera exposé à des tirs de missiles plus puissants que ceux dont le Hezbollah a pu faire usage. On peut douter qu'en ce cas l'affaire se limiterait à quelques échanges de salves, car maintes actions adventices qui n'émaneraient pas toutes du Liban et de Palestine viendraient probablement s'y greffer. Bref Israël serait exposé à de graves dégâts et pourrait se trouver entraîné de proche en proche dans une guerre plus que régionale qui pourrait le conduire à utiliser, en dernier recours, son armement nucléaire. D'autres cheminements peuvent conduire à ce même recours, telle une agression déclenchée par l'Iran ou par une coalition plus large incluant certains de ses voisins, ou encore, une série de conflits pétroliers aboutissant, de proche en proche, à un démembrement de l'Arabie saoudite ou, à l'inverse, au rassemblement de ses zones pétrolifères avec celles d'Irak, d'Iran et des émirats du Golfe dans une sorte de Fédération Pétrolière Arabe. Toutes ces variantes – et bien d'autres – susciteraient une probable intervention américaine, mais aussi des réactions de la part des pays voisins et des clients majeurs du PMO, traditionnels comme le Japon et l'Europe ou nouveaux venus, comme l'Inde et la Chine. Bref, le PMO peut devenir le détonateur d'une guerre mondiale, mais il peut aussi, sur sa propre lancée, conduire à des guerres où le maintien sur place du peuple israélien deviendrait intenable. Dans ces situations, le désespoir d'Israël pourrait aboutir au scandale majeur que serait l'utilisation d'armes nucléaires par ce pays.

Ce sont ces diverses éventualités, en toutes leurs variantes, que je résume d'un mot : le suicide d'Israël. En explorant la dynamique probable du système mondial actuel ¹ j'ai été conduit à la conclusion que les impasses dramatiques où Israël pourrait se trouver ne relèvent pas d'une hypothèse marginale, mais ont une probabilité significative qui croît à mesure que s'allonge la durée des conflits avec les Palestiniens et qui croîtra plus fortement encore à mesure que les troubles de la transition vers l'après-pétrole ² entreront dans leur phase la plus aigüe. Si bien qu'à mon sens le suicide d'Israël peut provenir tant de son obstination à maintenir sa ligne politico-stratégique que de la cécité des amis d'Israël qui ne sauraient l'écarter à temps de cette ligne, fût-ce en l'y contraignant.

Une révolution culturelle israélienne ?

[Retour à la table des matières](#)

Le seul remède anti-suicide qu'Israël puisse mettre en œuvre avec de bonnes chances de réussite tient dans une formule simple, mais d'une application si délicate qu'un pays n'ayant pas comme lui la mémoire des souffrances, le respect des intellectuels et l'habileté manœuvrière des marchands peinerait à la mettre en œuvre. Il s'agirait, pour Israël, de travailler méthodiquement à se faire agréer au sein du PMO, en bâtissant obstinément des relations de bon voisinage avec tous les États voisins. Il s'agirait en somme, d'opérer une véritable révolution culturelle pour découvrir et enseigner les voies et moyens d'une coexistence pacifique avec les peuples arabes, perses, turcs et autres dont toutes les diaprures étaient présentes dans le PMO bien avant que les premières colonies juives viennent y rejoindre les très maigres communautés paléo-juives héritières de la Jérusalem antique.

En explicitant cette proposition, je vais omettre d'évoquer les précautions qu'Israël jugera nécessaire de prendre avant d'abaisser sa garde, sauf à souligner que le temps est compté. Quant aux trois phases que je vais distinguer, je souligne qu'elles sont présentées pour plus de clarté, mais ne préjugent pas du travail préparatoire que devraient accomplir les diplomates et autres spécialistes.

Par une démarche radicalement nouvelle – par exemple un geste inspiré de Sadate se rendant à la Knesset en 1982 – le Premier ministre israélien pourrait déclencher la novation souhaitable en présentant devant le Parlement beyrouthin, ses excuses au peuple libanais tout entier ; en offrant la caution d'Israël aux emprunts à long terme que le gouvernement libanais contractera pour financer la reconstruction des biens publics et privés détruits en 2006 ; et en annonçant le retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens, dans un délai maximum

¹ Voir note 1 ci-avant.

² Aujourd'hui limités à des hausses de prix saccadées, à une vive compétition pour l'accès aux ressources et à un regain de "nationalisations" des gisements nationaux point trop difficile à capturer.

de *x* semaines, le temps que soient prises les précautions qui garantiront la sécurité d'Israël et de tous les peuples et États frontaliers. Israël se replierait alors dans les limites définies par la conférence de Genève, en juin 2004.¹ Outre les précautions envisagées par cet accord, Israël demanderait au Secrétaire Général de l'ONU de former très vite une force internationale de contrôle du respect de cet accord.² Enfin, dès le discours de Beyrouth, Israël annoncerait qu'au plus tard dans le mois suivant l'installation de cette force internationale, tous les prisonniers palestiniens qu'il détient auront été libérés et annoncerait son intention d'interrompre toutes les incursions en territoire palestinien.³

En une seconde phase, à clore dans les 18 à 24 mois, Israël prendrait toutes dispositions utiles pour donner à ses habitants non-juifs, une pleine et entière citoyenneté israélienne (y compris en ce qui concerne les recrutements publics, la conscription militaire, etc.). Sans renier son histoire, il cesserait de se présenter comme un pur État national juif et confierait à une administration publique – et à elle seule – la gestion de l'état-civil et de la nationalité. Il envelopperait également l'aliyah traditionnelle par un droit explicite de la naturalisation et par une sévère délimitation des "double nationalité".⁴ De même, le financement public des écoles religieuses de toute sorte serait supprimé dès que les capacités d'accueil de l'enseignement public auraient été portées au niveau nécessaire, soit au plus tard dans les trois à cinq ans.

Dans une troisième phase, enfin, qui pourrait d'ailleurs débiter assez vite, dès que le positionnement régional d'Israël se serait stabilisé – et au plus tard dans les cinq ans suivants l'application de l'accord de Genève – une série d'initiatives préparées de longue date entreraient en vigueur. Par conversion de l'UNWRA⁵ et avec le concours d'une fondation créée par Israël pour recueillir les fonds provenant de la diaspora juive et des ONG, une Agence pour les Réfugiés Palestiniens (co-dirigée par Israël, la Palestine et une tierce partie choisie par leur commun accord, la Malaisie, par exemple) s'emploierait à reclasser définitivement tous les réfugiés immatriculés par l'UNWRA, en leur offrant : soit un retour sur le territoire israélien dans la limite d'un quota annuel défini ; soit une installation définitive sur le territoire où est situé leur camp, avec aide à l'adaptation et

¹ Conférence organisée par des personnalités palestiniennes et israéliennes qui complétèrent les accords esquissés à Camp David, en décembre 2000, par Clinton, Barak et Arafat, mais que ce dernier rejeta.

² L'idée serait que sous l'autorité d'États tels que le couple Inde-Japon, cette force appelée à surveiller les frontières israélo-palestinienne resterait en place pour au moins cinq ans, renouvelables. Une autre variante serait d'étendre la mission de la FINUL. Etc.

³ Incursions terrestres, maritimes ou aériennes, capture d'individus, assassinats ciblés, etc.

⁴ En cas de menace majeure portant sur une ou plusieurs communautés de la diaspora juive, la Knesset garderait le pouvoir d'établir par une majorité qualifiée (2/3 par exemple) et pour une durée déterminée, mais renouvelable si besoin était, une procédure ultra-simplifiée d'accueil en Israël et d'admission dans sa nationalité.

⁵ *United Nations Relief and Works Agency* créée dès 1948 pour l'accueil des réfugiés palestiniens dont elle gère les camps à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie et en Jordanie.

acquisition de la nationalité locale ; soit une émigration vers tel pays d'accueil (du PMO ou d'autres régions) dans la limite d'un quota annuel défini) ; soit enfin une indemnisation forfaitaire et définitive, sans assignation de destination, mais avec l'octroi d'une nationalité négociée par l'Agence. Un tribunal établi auprès de celle-ci, dans chaque pays doté de camps serait juge des litiges éventuels et les appels seraient tranchés par un tribunal central installé au siège de l'Agence. Par subventions et par collectes, Israël s'engagerait à financer ou à cautionner des financements pour l'Agence de façon telle que le reclassement définitif des réfugiés palestiniens soit réalisé en moins d'une décennie.

Dès le début de la troisième phase, parallèlement au reclassement des réfugiés, Israël s'emploierait en collaboration avec les pays intéressés – et selon des modalités convenues avec eux – à créer et à animer diverses autres Agences d'intérêt commun dont le premier exemple devrait être une *Agence de l'Eau* (pour les pays de l'ancienne Palestine mandataire et ceux de leurs voisins qui souhaiteraient s'associer à cette Agence ¹ pour tout ou partie de leur territoire). L'approvisionnement urbain, l'irrigation, le traitement des eaux usées et telles autres fonctions convenant aux parties, telle la gestion d'installations de dessalement de l'eau de mer pour accroître la ressource), seraient assurés par l'Agence de l'Eau dont les services seraient facturés selon un barème rationnellement défini. Toutefois, Israël qui a capturé la majeure partie des eaux du Jourdain et des nappes phréatiques palestiniennes, verserait pendant *n* années une subvention annuelle en dédommagement de ses pompages excessifs. En cas de litige, la Cour Internationale de La Haye serait compétente.

Parmi les autres Agences à créer au PMO, après celle de l'*Eau*, devrait figurer celle du *Logement*, tant la misère accumulée dans les bidonvilles est potentiellement explosive. Le PMO qui a rénové l'art de construire des palais et qui a édifié suffisamment de mosquées pour s'offrir une pause, devrait tourner ses efforts vers l'habitat. Il est temps qu'il acclimate sur ses terres arides les fraîches villas du M'Zab saharien et qu'il imite Kuala-Lumpur et Singapour, dans l'art de construire et de gérer de vastes cités. Pour ce faire, il s'agirait non pas d'irriguer les Bechtel et les Bouygues, mais de développer une industrie régionale de la construction, animée par des architectes, des entrepreneurs et des dizaines de milliers de travailleurs tirés du chômage urbain.

Pour le *Logement*, comme pour l'*Eau* – et les autres Agences qui leur seraient éventuellement adjointes – les efforts budgétaires des États destinataires devraient être abondés par une *Agence pétrolière arabe* qui recueillerait les subventions à provenir des États pétroliers du PMO et des Compagnies exploitant leur pétrole et leur gaz. Collectées sur une base volontaire, ces fonds pourraient aussi résulter des accords et traités qui régleront ceux des conflits régionaux (de caractère militaire

¹ La Syrie, privée d'une part de son approvisionnement du fait de l'annexion du Golan par Israël en serait membre de plein droit, dès qu'elle l'accepterait, c'est-à-dire sans attendre qu'un traité de paix ait été convenu avec Israël.

ou non) qui seront arbitrés ou dénoués par une intervention internationale. Les sommes ainsi recueillies seraient utilisées par l'Agence pour financer une ou plusieurs Banques de Développement du PMO ou pour abonder le financement bancaire de travaux d'intérêt collectif. L'idée stratégique serait de drainer un maximum de rente pétrolière vers des investissements générateurs d'emplois durables dans la région. Les précautions tactiques seraient de limiter à un taux très bas les frais de fonctionnement de l'Agence pétrolière et de favoriser son intervention envers et contre toutes les parties impliquées régionalement dans la montée vers l'après-pétrole.

Il serait certes facile d'imaginer toutes les difficultés qui pourraient entraver ou dévier l'application d'une telle politique, si Israël, devenu conscient de son intérêt à long terme décidait de la mettre en œuvre et s'y tenait obstinément, non sans saisir les autres opportunités qui ne manqueront pas de s'offrir au cours des prochaines décennies pour s'affirmer comme bon voisin, actif et inventif. Mais aussi comme voisin prêchant d'exemple quand il s'agirait de calmer les autorités religieuses jouant les boute-feux, les groupes juvéniles et autres va-t-en guerre de toute sorte, etc., sans oublier les prébendiers de la rente pétrolière. D'une révolution idéologique qui le secouerait assurément, Israël tirerait finalement un mérite historique : celui d'ancrer la diaspora juive, grâce à un État indépendant, non clérical, et solidement assis qui se substituerait à l'ancrage (objectif, mais potentiellement versatile) qui lui est actuellement fourni par la principale puissance capitaliste du système mondial temporairement en vigueur.

L'hypothèse de travail qui vient d'être présentée – pour permettre la survie de l'État d'Israël et, du même coup, pour concourir à une pacification régionale – peut sans aucun doute être enrichie, voire concurrencée, par d'autres initiatives dont il est facile de dresser une liste imaginaire, qu'il s'agisse d'actions prolongeant l'extraordinaire élan des Émirats Arabes Unis dans des voies débordant de beaucoup leurs prouesses capitalistes-marchandes ; de vastes projets politiques visant à nettoyer radicalement les archaïsmes dynastiques et religieux de la péninsule arabique ; ou même d'initiatives anticipant audacieusement sur les effets régionaux de l'après-pétrole. Mais aucun pouvoir d'État, bien établi et puissamment motivé, n'est semble-t-il apte à promouvoir de telles initiatives, à les guider en mobilisant la plupart des vraies puissances régionales, à commencer par l'Égypte, la Turquie et Iran, ni à canaliser les interférences américaines et autres. Paradoxalement, Israël est l'État le mieux à même de faire novation, car son expérience étatique est d'une grande modernité – nonobstant les archaïsmes religieux qui l'engluent – tandis que sa motivation collective peut être des plus puissantes, car il s'agit de sa survie en tant qu'État.

Aider ou gêner Israël ?

[Retour à la table des matières](#)

Qui peut aider Israël à opérer une révolution culturelle comme celle qui vient d'être suggérée ? Qui peut, à l'inverse, bloquer une telle révolution ?

Au sein même d'Israël, des voix se font entendre, de temps à autre, pour suggérer des réorientations radicales. Écrivant ceci, je trouve dans le *Herald Tribune*¹ un article d'un ancien officier israélien qui estime qu'il est temps qu'Israël se décide à devenir un État du PMO, c'est-à-dire d'une région de culture arabe. Il propose, à cette fin, que l'arabe ne soit pas seulement reconnu comme langue officielle par l'État – ce qu'il est – mais qu'il devienne une langue obligatoirement enseignée et que les bureaux, les tribunaux, les services publics en fassent effectivement usage, jusqu'à inclure à tous les niveaux de ces institutions des arabophones qualifiés – comme il est d'usage au Liban voisin. La proposition me semble tout à fait pertinente, mais je la crois d'effet trop lent. Je crains en effet que la lente absorption d'une culture arabe qui résulterait d'une pratique courante de cette langue, ne puisse produire des effets pleinement utiles que d'ici trois ou quatre générations, alors que l'urgence qui presse Israël se mesure en années plutôt qu'en décennies.

Au reste, les voix qui se font entendre en Israël et dans la diaspora n'expriment pas une véritable crainte, même lorsqu'elles sont inquiètes. Le plus souvent, un certain mépris des Arabes, une confiance à peine ébréchée dans la supériorité et le savoir-faire de l'armée et une tranquille croyance dans le soutien américain sont les composantes principales d'une opinion publique où les critiques – point trop rares – sont souvent myopes. Aujourd'hui, elles soulignent les défaillances militaires de 2006 ; hier, elles mettaient en doute les capacités d'un nouveau gouvernement où les généraux sont rares ; avant-hier, elles se dispersaient entre l'appel à une colonisation accélérée et l'espoir d'une paix confortant le statu quo. Rien de cela n'est à l'échelle des tempêtes qui montent à l'horizon. Il est vrai que les grands retournements d'opinion – les "révolutions culturelles" – éclatent souvent à l'improviste, comme un mai 1968 français. Mais je crois qu'il est temps que les esprits déjà éclairés ou profondément inquiets donnent de la voix, sans attendre l'éveil général d'une opinion qui, d'ailleurs, pourrait basculer vers des vues plus bellicistes encore que celles des dernières années.

Je doute également que des opinions pertinentes mûrissent dans les communautés diasporiques, hormis quelques rares cercles mieux avertis ou plus réfléchis. L'existence d'Israël y est souvent perçue comme une sorte d'assurance

¹ Avi Azrieli – *Talking to the neighbors – It's time Israel embraced the Mideast* – I.H.T. du 31 août 2006.

contre de nouvelles catastrophes, même si elles devaient être moins monstrueuses que l'extermination massive réalisée ou provoquée par l'Allemagne nazie dans presque toute l'Europe ¹, si bien que l'idée de critiquer Israël sur autre chose que des affaires particulières ou des péripéties de second ordre est très généralement bloquée par une exigence morale, un commun devoir envers les morts des décennies 1930 et 1940. Je crains que cette vision moralisatrice contribue à l'aveuglement de communautés qui vivent loin du PMO, maintenant que les réactions des États arabes à la création d'Israël et aux défaites qui l'ont suivie ont entraîné l'éviction de presque toutes les communautés diasporiques de cette région. Je forme, certes, le souhait que la diaspora juive s'alarme en temps utile, qu'au lieu de raréfier ses visites familiales et touristiques en Israël quand "ça va mal là-bas", elle s'interroge sérieusement sur le "pourquoi ça va de plus en plus mal là-bas" ? Mais il faudra sans doute que les interrogations de l'opinion israélienne finalement nourries par la situation locale entrent en résonance avec les inquiétudes politiques de leurs pays d'adoption pour que ces communautés en viennent à des craintes utiles. Pourvu qu'on s'y souvienne à temps que les catastrophes sont des avalanches que l'on peut encore arrêter à leur début, mais difficilement par la suite : en 1932, plutôt qu'en 1942.

Israël ne vit pas quelque nouveau 1932 ou, en tout cas, n'en a pas conscience, parce que l'ombre tutélaire des États-Unis ² l'abrite. Mais c'est là un jugement myope. À supposer qu'aucune inflexion politique n'intervienne de sitôt aux États-Unis, Israël doit quand même se demander ce que deviendra l'intérêt de cette puissance pour le PMO, quand – après avoir peut être redoublé à mesure que le pétrole se raréfiera – il sera orienté par la dure désintoxication de l'après-pétrole. Israël n'est pas un Canada adossé à un puissant voisin, ni une puissance qui soit, par elle-même, en position d'élever la voix dans un système mondial que la Chine, l'Inde, le Japon, les États-Unis et l'Europe – si elle est suffisamment unie et organisée – apprendront à piloter plus ou moins de concert. Le PMO pèsera peu dans ce système-là, sauf si quelques puissances régionales sont en position de l'orienter dans ce nouveau contexte. L'Iran semble s'y préparer, la Turquie aussi. L'Égypte et un Irak peut-être restauré pourront être de la partie. Israël – s'il a survécu jusque là – ne pourra s'y mêler en tant que satellite lointain de la planète nord-américaine. Pour qu'il pèse bon poids dans le PMO de la seconde moitié du 21^e siècle, il faudra qu'il ait réussi à s'ancrer solidement dans cette région, qu'il y

¹ Mon inculture biblique m'empêche d'utiliser le terme "Shoah" parce que je n'en comprends pas le sens et les connotations. En outre, je pense que le crime germano-européen des années 1930 et 1940 est mal analysé quand on oublie les massacres de tziganes et d'homosexuels qui l'ont accompagné ; quand on ne le situe pas dans la chaîne des massacres qui se sont succédé au 20^e siècle, du fait de l'industrialisation de la guerre, de la conscription généralisée sur fond d'exaltation nationaliste et du surcroît de barbarie stimulé par la révolution bolchevique ; quand on omet, enfin, les éclairages qu'un comparatisme attentif à l'échelle démographique, spatiale et temporelle tirerait de massacres commis sous d'autres cieus et en d'autres siècles ou millénaires.

² La plus importante des communautés diasporiques vit aux États-Unis. Les Juifs américains sont plus nombreux que les Juifs israéliens. Il est permis de penser que, dans le reste de la diaspora, un éventuel refuge américain a plus d'attrait qu'un potentiel refuge israélien.

ait trouvé des alliés, à tout le moins des amis, et pas d'ennemis surpuissants. La liste des États du PMO sur lesquels il pourrait s'appuyer est aujourd'hui complètement vide. Il est grand temps qu'Israël entreprenne de s'ancrer là où l'histoire l'a placé.

Mais son choix ne sera guère aidé par les États-Unis. Si Israël "embrassait le PMO", il se heurterait à une réticence, voire à une hostilité de son principal allié d'aujourd'hui. Pour la vaincre, deux voies lui sont ouvertes qui pourraient d'ailleurs se recouper d'ici une bonne dizaine d'années. Ou bien, il convaincrerait les États-Unis que leur ambitieuse façon de réformer le PMO est inepte – ce dont, d'ailleurs les populations régionales se chargent fort bien – et il tenterait de les entraîner dans son nouveau sillage, ce qui ouvrirait des perspectives régionales fort intéressantes, mais que je ne projette pas d'explorer ici. Ou bien il s'emploierait à surmonter les réticences américaines en s'appuyant sur certains au moins des États européens (et d'autres régions) et en recherchant l'appui des communautés juives des États-Unis, lesquelles auraient sans doute besoin d'être travaillées à cette fin. Le virage d'Israël serait peut-être plus facile à prendre, si les orientations catastrophiques de l'administration Bush ¹ étaient démenties par de nouvelles élections et si un désengagement hors des principaux bourbiers militaires du PMO devenait pensable.

Mais il se pourrait aussi que l'État d'Israël, seul partisan ultime de sa propre survie ait à se débattre contre les réserves de son "grand frère" américain, contre les réticences de communautés diasporiques difficiles à arracher de leur erre actuelle et contre les fortes minorités politiques et surtout religieuses qui, en son sein, se crisperaient en défense du statu quo, si bien que les alliés utiles d'un gouvernement israélien engagé dans une survie audacieuse devraient être trouvés dans diverses parties de la "communauté internationale" où il s'en trouverait assurément. Mais assez ? et assez vite ?

Au total, je soutiens qu'Israël approche d'un carrefour décisif – probablement même vital. S'il poursuit sur sa lancée actuelle, dans le sillage de l'Amérique, en attendant que celle-ci se soit embourbée au PMO jusqu'à l'écœurement ou qu'elle ait asséché le pétrole régional (avec l'aide du monde entier), il a de fortes chances de ne pas survivre aux spasmes régionaux des prochaines décennies. Mais s'il fait volte face et s'efforce de s'enraciner réellement dans le PMO, en termes économiques, politiques et culturels, en cessant d'y entretenir une inimitié générale – et souvent même une haine mortifère – il pourrait assurer sa survie en tant qu'État. Et si, par surcroît, il réussissait à obtenir un honnête soutien de la part des États-Unis après les avoir aidés à se libérer de leurs guerres bushiennes, ses chances de devenir l'une des puissances régionales se concrétiseraient finalement.

¹ C'est-à-dire dont Bush est, tout au plus, le porte-étendard.

TROISIÈME PARTIE– VERS UN AUTRE SYSTÈME MONDIAL

Chapitre 12

(décembre 2006)

Les grandes guerres du 21^e siècle *(Pourquoi et comment éviter que les États-Unis s'en mêlent ?)*

[Retour à la table des matières](#)

Dans ma Flandre natale, on avait une longue habitude des guerres qui se hissèrent des seigneuries aux villes, puis aux provinces, avant de se laisser envelopper par des nations, mais qui, toujours, ravagèrent le plat pays et ruinèrent parfois les villes. Les armées des États-nations de facture récente furent particulièrement ravageuses durant le 20^e siècle. Ypres devint, pour un temps, le haut lieu d'une nouvelle arme, le gaz de combat qui provoquait l'effroyable ypérite. La fois d'après, Dunkerque s'effondra bruyamment autour de moi, au cours d'une brève bataille qui préluda à l'absolue défaite de la France que de Gaulle déguisa plus tard en victoire. La lointaine Stalingrad offrit bientôt un exemple de meilleur aloi, puis Hiroshima détrôna à tout jamais Ypres dont l'arme nouvelle ne tuait les hommes que par dizaines, sans bien trier entre les tranchées ennemies et amies. Depuis lors, un fait inouï est advenu dans cette région – et dans beaucoup de ses voisines à quelques centaines de kilomètres à la ronde – aucune armée n'y a plus traîné ses chausses, aucune arme nouvelle n'y a fait ses preuves. Pour un peu, on y oublierait la guerre, n'étaient les États locaux – spécialement l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne – qui continuent de lever des troupes pour "pacifier" des zones lointaines ou pour y "défendre des intérêts nationaux" de qualité souvent douteuse.

Dans le système mondial plusieurs fois transformé où j'ai vécu, les guerres n'ont pas manqué, mais leurs axes, leurs enjeux et leurs méthodes se sont plusieurs fois modifiés. Le 20^e siècle a été scandé par deux guerres mondiales d'origine

européenne. La première s'est achevée vers 1920, par la montée en puissance des États-Unis et par le déploiement, en Russie, d'une révolution qui devint contagieuse sinon exemplaire. La seconde mit fin à l'ancienne prééminence de quelques puissances européennes, consacra la nouvelle suprématie américaine, mais engendra également une longue guerre froide polarisée par les États-Unis, champions d'un capitalisme expansif, et la Russie, habillée en URSS, qui coalisa vaille que vaille les États que les traités de paix plaçaient sous sa tutelle et ceux que des révolutions locales adjoignaient à son "camp socialiste". Dans le monde ainsi réagencé de vastes changements déploieront peu à peu leurs conséquences. L'affaiblissement de l'Europe encouragea bientôt une décolonisation de l'Asie, puis de l'Afrique, qui ne s'acheva qu'au milieu des années 1970. L'arme nucléaire empêcha les États-Unis et l'URSS de s'affronter militairement, puis offrit à la Chine l'occasion de dénouer son alliance avec la Russie. Le tout s'accompagna d'une floraison de guerres périphériques en Corée, au Vietnam, etc. Enfin, la médiocrité des performances économiques et politiques de l'URSS affaiblit son contrôle sur ses voisins européens et finit par ronger sa cohérence propre. Ainsi, les années 1989-91 virent apparaître un nouveau système mondial où la suprématie des États-Unis devint mondiale.

Tel est, en somme, le bilan d'entrée du 21^e siècle, pour qui veut l'examiner sous l'angle de son potentiel guerrier. Bilan que le rapport 2005 du *Human Security Center* de l'Université de Vancouver (Canada) qui dénombre les victimes sur les champs de bataille du 20^e siècle assortirait d'une note d'espoir, puisqu'il souligne le net déclin de ces tueries depuis les années 1970, mais il faut déchanter : certes les guerres coloniales sont quasiment achevées et les guerres inter-états se sont raréfiées, mais les conflits rangés sous la rubrique des guerres civiles se sont multipliés, quel que soit leur habillage ethnique, terroriste, mafieux, religieux ou autre. Mieux vaut changer d'éclairage pour apercevoir les risques de guerre majeure, en observant, cas par cas, les tensions révélées par les dynamiques régionales étudiées par ailleurs, les conflits dont ces tensions portent la menace ou, à l'inverse, les transformations pacifiantes qu'elles pourraient produire.¹ Ensuite, il sera temps de s'interroger sur la portée générale des armements (nucléaire ou autre) et sur le rôle actuel ou potentiel des armées. Au terme de cet itinéraire complexe, la réflexion pourra enfin s'orienter vers les capacités belligères ou pacifiantes que les transformations attendues ou provocables du système mondial lui-même pourront induire dans l'ordre militaire. La guerre est, en effet, un fait social total, à condition d'appliquer cette formule durkheimienne à la totalité des sociétés co-présentes dans le système mondial qui les intègre.

¹ Voir le tome premier de *L'inventaire du 21^e siècle* qui est disponible sur le présent site.

Panorama des guerres actuelles ou potentielles

[Retour à la table des matières](#)

En 2006, la priorité revient assurément au Proche et Moyen-Orient (PMO) où Israël est en guerre quasi permanente depuis sa création en 1948, où l'Afghanistan a connu peu d'années paisibles depuis l'intervention russe de 1980 et où la Syrie et l'Iran se sentent menacés par les États-Unis, le tout risquant de déborder, au nord, vers l'Asie centrale détachée de l'URSS et à l'ouest, vers les pays de l'autre rive de la Mer Rouge, sans compter les nuages annonciateurs de l'après-pétrole qui, déjà, s'accumulent à l'horizon.

J'ai détaillé la menace pesant sur l'existence même de l'État d'Israël dans une étude particulière ¹ où les vulnérabilités croissantes de ce pays se dessinent nettement. Sauf à imaginer que l'alliance américaine lui procurera une garantie pérenne, à jamais renforcée par l'équipement nucléaire dont il est seul à disposer au PMO, les chances de stabilisation de cet État (enclin à l'attaque préemptive) diminuent à mesure que la supériorité démographique de tous les autres États de la région s'amplifie, tandis que la quantité de pétrole vendable au reste du monde par le PMO se réduit d'année en année. Tel est le ressort principal d'une crise qu'Israël envenime par ce qu'il croit être sa légitime défense. Sauf novation, la seule politique qui permettrait à ce pays de survivre comme tel tout au long du 21^e siècle serait d'inverser sa démarche du dernier demi-siècle, pour travailler d'arrache-pied à se faire accepter par tous ses voisins proches et moins proches.

Justifier cette conclusion oblige à visiter tout le borbier régional dont la malheureuse Cisjordanie et la misérable bande de Gaza ne sont que de tristes échantillons. L'Irak attaqué par les États-Unis en 2003 achève l'année 2006, après avoir perdu bon nombre de ses services publics et un gros tiers de son PIB annuel. Il titube au bord d'une guerre civile à fronts multiples qui pourrait déborder vers la Syrie et l'Iran, sans compter divers autres voisins, tel le Liban, soumis en août 2006 à une agression israélienne qui a détruit, en trois semaines, beaucoup de ses immeubles et de ses équipements publics. L'Iran auquel les États-Unis n'ont jamais pardonné l'affront qu'il leur infligea en 1979 ², s'attend depuis des années à une attaque semblable à celle qui a visé l'Irak. Le prétexte en a été rajeuni depuis que ce pays affiche sa volonté de se doter d'un équipement nucléaire. À plus court terme, il joue pleinement des solidarités qu'il a ravivées avec la majorité chiite d'Irak, nonobstant les pénibles souvenirs de la guerre que l'Irak lui fit subir en

¹ Voir sur le présent site : *Comment éviter le suicide d'Israël*.

² Le Shah restauré en 1953, quand fut chassé Mossadegh, nationalisateur du pétrole iranien, fut à son tour renversé en 1979 par une "révolution khomeyniste" dont les ultras retinrent en otages, pendant plus d'un an, tous les personnels de l'ambassade américaine à Téhéran et divulguèrent les archives de la CIA locale.

1980-88. Mais les États-Unis peinent à trouver des alliés pour les accompagner dans cette nouvelle aventure et des alibis pour la justifier devant l'opinion arabe et internationale, d'autant que la Russie voisine et la Chine, grande cliente du pétrole iranien, ne manifestent aucune inquiétude à l'idée que l'Iran devienne une puissance nucléaire.

D'année en année, le PMO est de plus en plus volcanique. La destruction de l'appareil d'État embryonnaire de la Palestine, l'arasement de l'appareil d'État irakien, à commencer par ses branches militaire et policière, le handicap infligé à un appareil d'État libanais qui n'était déjà pas des plus cohérents sont les conséquences, délibérées ou non, des offensives américaines et israéliennes, mais ne sont assurément pas les promesses d'un rapide rétablissement de l'ordre. À supposer que les émirats du Golfe persique dont plusieurs ont commencé d'investir leurs rentes pétrolières en activités durables continuent d'évoluer de la sorte, on doit craindre que l'Arabie saoudite – amas de tribus mal coagulées par un État médiocre où la rente amenuise l'impôt et où une milice cléricale surclasse la police – perde le peu de cohérence qu'elle a acquise. Privée de rente pétrolière suffisante pour calmer ses prébendiers, l'Arabie risque d'exploser entre un intégrisme wahhabite expansif, un commerce centré sur le pèlerinage de La Mecque, une projection djihadique d'équipées à la Ben Laden, et une diaspora nostalgique des rentes passées. Quand ceci adviendra, vers le milieu du siècle, le miséreux Yémen et la Jordanie aux ambitions dynastiques encore vives ne seront pas seuls à guigner les dépouilles de l'Arabie, car les États survivant aux tensions évoquées plus haut participeront à la curée dans la mesure de leurs forces, tandis que les géants régionaux d'Égypte, de Turquie et d'Iran tenteront d'encadrer le devenir régional, si les puissances mondiales de l'époque leur en laissent la possibilité. Bref, le PMO demeurera pour plusieurs décennies la matrice de guerres à rebondissements complexes dont certaines pourraient déraper vers une grande guerre mondiale.

Quoique récurrentes, les guerres d'Afghanistan n'ont pas la même portée potentielle. Elles peuvent se nourrir de la culture du pavot qui est parfois de grande ampleur. Elles peuvent aussi réactiver les énergies régionales-tribales qui ont été colorées d'idéologies diverses par les coups d'État révolutionnaires d'avant 1980, par les subversions pakistano-américaines d'après 1980, par les enracinements religieux ou djihadiques des talibans d'après 1988 et par toutes les incursions ultérieures. Il est probable, en effet, que les interventions militaires et financières des États-Unis et de l'Europe, ne déboucheront ni sur un État significatif, ni sur des enjeux entraînant les républiques d'Asie centrale, ni sur des engagements majeurs du Pakistan. L'Asie centrale sera soumise aux vigilances de la Russie et de la Chine, aujourd'hui liées par "l'organisation de coopération de Shanghai" qui mûrit depuis 2001 et a des chances sérieuses de se transformer en une alliance précise que l'on retrouvera plus loin. Certes soucieux de l'Afghanistan, le Pakistan a néanmoins d'autres intérêts propres : ses travailleurs émigrés le rendront attentif aux évolutions de l'Arabie et des émirats du Golfe, ses traditions l'inclinent à suivre de près les transformations des Indes. De l'autre côté du PMO volcanique

persistent les drames propres à une Afrique où les désordres tribaux sont encore de règle. L'immense Soudan ne semble pas apte à pacifier de sitôt ses tribus hétérogènes du sud et de l'ouest et à leur épargner les massacres et les rapines. L'immense et désertique Tchad qui survit grâce aux aides militaires françaises et à un peu de rente pétrolière n'est pas en mesure de former un État bien assis. L'Éthiopie qui a une tradition étatique un peu mieux fondée ne peut néanmoins assurer la cohérence de ses vastes périphéries où le désordre est récurrent, tant du côté de la Somalie que de l'Érythrée. Bref les sources du Nil et les plaines qui les entourent risquent, hélas ! de subir des misères longuement renouvelées, génératrices de guerres énormes, mais sans débouchés politiques durables. J'ai dit ailleurs quelles interventions me semblent nécessaires pour accélérer les coagulations étatiques souhaitables.¹ Non sans quelques variantes, il en va de même pour l'énorme Congo (ex-Zaïre) et ses voisins occidentaux et orientaux. L'Afrique risque de produire de multiples guerres locales ou régionales, dont aucune ne deviendra mondiale, faute d'entraîner les puissances prépondérantes du système mondial, ce qui n'empêchera pas ces "petites" guerres de produire des massacres semblables à ceux dont l'Afrique décolonisée a souffert depuis les années 1980. Autrement dit, l'une des inventions majeures d'un 21^e siècle, attentif au bâti d'États solides devrait trouver en Afrique son principal point d'application. Mais les promesses d'une telle invention ne se laissent entrevoir qu'aux extrêmes sud et nord de ce continent.

L'Asie contient un second foyer potentiel de guerres mondiales autour de la Mer de Chine septentrionale. Presque contemporaine de la création d'Israël, la guerre de Corée serait oubliée, n'était la coexistence de deux États coréens dont l'un distend ses liens avec les États-Unis, tandis que l'autre est classé par ces derniers sur "l'axe du mal". Le Japon semble partager les craintes des États-Unis à l'égard de cette Corée du nord. De son côté, la Chine s'emploie à calmer les tensions que cette Corée ravive en essayant de devenir une puissance nucléaire. L'inquiétude chinoise est autre. Pékin soupçonne les États-Unis de duplicité, car ils ont reconnu en 1975 que Taïwan est une province chinoise, mais poursuivent néanmoins leur aide militaire à cette île dont ils soutiennent les velléités d'indépendance. La Russie, dernière des puissances importantes de l'Asie du nord-est, est peu mêlée à ces deux conflits, et elle garde ses distances avec le Japon, qui n'a jamais accepté l'annexion de Sakhaline effectuée en 1945, tout en vendant audit Japon du pétrole extrait de cette île. Les interférences de ces divers conflits sont compliquées par la montée en puissance de la Chine et donc par la perspective d'un difficile rééquilibrage de ses rapports avec les États-Unis. Le regain de vigueur du Japon et la convalescence de la Russie vont interférer avec cette perspective. J'ai donc consacré une étude spéciale à cette zone qui pourrait devenir la matrice d'une grande guerre mondiale.² La pluralité des puissances nucléaires dans cette région, accrue par la probable accession du Japon à cet armement, oblige à s'interroger sur

¹ Voir *l'Inventaire du 21^e siècle*, Tome 1, chapitre 4 : *L'Afrique en gésine*.

² Voir *Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du nord-est*, étude disponible sur le présent site.

les chances d'une dissuasion réciproque entre plus de deux puissances. De ce point de vue, j'explore dans l'étude précitée l'hypothèse que l'établissement de relations non hiérarchiques entre la Chine et les États-Unis, puis avec leurs principaux compétiteurs, n'est pas une totale utopie. Des dizaines de millions de morts ou le bâti d'un autre cœur du système mondial : telle pourrait être l'alternative qui sera tranchée ici.

Parmi les incidentes de ce drame central, il faut prendre en compte les relations futures du Japon avec l'Asie du sud-est où, après l'échec, en 1945, de sa *Zone de Coprosperité Asiatique* d'ossature militaire, il a réussi, à partir des années 1960, à diffuser une certaine coprosperité marchande. Son anémie d'après 1980 a brouillé ce succès, mais le Japon aujourd'hui revivifié tentera sans doute de poursuivre sur cette lancée. Il se trouvera ainsi au contact de marchands et de banquiers chinois et indiens dont les incursions économiques s'ajouteront à celles grâce auxquelles la Corée du Sud, Taïwan, la Malaisie et la Thaïlande ont pris de l'élan. Quand le Vietnam et peut-être les Philippines auront rejoint cette dynamique, la région centrée sur Singapour, deviendra l'un des hauts lieux du 21^e siècle, mais peut-être aussi le théâtre de conflits variés, à moins que "*l'ASEAN + 3*" continue de calmer ces conflits¹. Le sens et le volume des migrations internationales, l'éventuel saupoudrage de diasporas nouvelles, ajoutées à celles des Chinois et des Philippins et surtout, l'émergence dans tout ce réseau d'îles et de presqu'îles, d'une puissance qui s'affirmerait plus impérieuse que les autres pourrait toutefois démentir cette hypothèse optimiste, à moins que la Chine, l'Inde et le Japon découvrent le moyen de piloter coopérativement cette région où ils prédomineront vraisemblablement.

Une autre zone asiatique à considérer est celle des Indes et de leur périphérie. De la partition de 1947 aux toutes dernières années, l'Inde et le Pakistan se sont livré quatre guerres et n'ont jamais cessé de s'affronter par guérillas interposées, notamment au Cachemire. Pour sa part, l'Inde a également provoqué ou subi plusieurs conflits frontaliers sur les confins chinois et aux limites du Bangladesh, tout en étant soumise aux contrecoups des révoltes tamoules du Sri Lanka. Ces tumultes ont des chances de perdurer. Le statut nucléaire reconnu au Pakistan – sur lequel, je reviendrai plus loin – ouvre néanmoins l'éventualité d'une dissuasion réciproque avec l'Inde qui écartera probablement la perspective d'une guerre frontale entre ces deux pays, mais ne pacifiera le Cachemire que si les deux pays conviennent d'un arrangement acceptable par les populations locales. Toutefois, la fragilité de l'État pakistanais et les soubresauts qu'il pourrait connaître du fait des guerres du PMO (y compris celle d'Afghanistan et celles qui adviendront dans la zone arabe) ne permettent pas de poser une hypothèse fermement optimiste à ce propos. On peut craindre par ailleurs, que le Népal et surtout le Sri Lanka tardent à se pacifier.

¹ On trouvera des précisions sur cette organisation – qui promet une zone de libre-échange, mais produit surtout une forme de coopération économique-politique, dans *l'Inventaire du 21^e siècle*, tome 1, chapitre 6.

En quittant l'Asie par le nord-est, on rencontre une dernière zone de conflits – ouverts ou potentiels – où se manifestent les divers stades de la décomposition de l'URSS et même de la Russie proprement dite. En Asie centrale, les républiques découpées à l'époque stalinienne dans l'ex-Turkestan russe, semblent pouvoir survivre, car elles ont hérité, non point de frontières "naturelles", ni de découpages "ethniques" qui garantiraient leur cohérence, mais bien d'États assez appareillés et de classes dirigeantes toutes faites. En effet, celles-ci ont perduré au prix de quelques arrangements avec les survivants des élites religieuses, par suite d'arbitrages parfois brutaux entre les divers clans de "cadres" soviétiques. Depuis quinze ans, elles trouvent leur assise dans l'exploitation de ressources locales (agricoles plus qu'industrielles, pétrole, base spatiale, etc.) et parfois dans la location aux États-Unis de bases d'où mener la guerre d'Afghanistan. Mais rien ne garantit leur stabilité à long terme, si elles cessent d'être étayées et contenues par la Chine et la Russie. Or cet adossement pourrait faiblir, notamment si les Ouïgours du Xinjiang ne trouvent pas leur compte dans l'essor chinois ou si les troubles caucasiens se généralisent, à partir de l'abcès tchéchène, sans compter les contagions "pétrolières" qui pourraient provenir des républiques transcaucasiennes, mal remises de leurs guerres récentes (Arménie-Azerbaïdjan) ou de leurs dissensions présentes (Géorgie).¹ La décomposition de la République yougoslave et les complications occasionnées par les Albanais vivant en son sein ou à son voisinage préfigurent, peut-être, une évolution à laquelle la Russie tente d'échapper. En Europe, les États-Unis soumis à la concurrence mal finalisée des puissances européennes ont aidé à calmer les tensions balkaniques, d'autant qu'ils craignaient qu'une aide "djihadique" aux musulmans de Bosnie y fasse mûrir une sorte d'abcès afghan. Ils s'aventurent aussi en essayant de détacher l'Ukraine de la Russie, comme si un tel "refoulement" devait parachever leur victoire dans la guerre froide.

Enfin, les États-Unis ne risquent-ils pas d'être entraînés, aux Amériques même, par de nouveaux conflits ? Leurs interventions *covert or overt*² d'après 1945 (Guatemala, Chili, Panama, Grenade) pourraient aisément être suivies d'opérations multiples dans les Caraïbes ou dans l'isthme central et plus encore, dans les zones pétrolières de l'hémisphère sud ou dans les pays "en proie" à une révolution qu'ils jugeraient "contagieuse". La succession de Fidel Castro, l'éviction de Hugo Chavez sont des prototypes possibles. À l'inverse, une opération visant à débarrasser la Colombie des paramilitaires dont le foisonnement a été favorisé au nom de la "guerre contre la drogue" ne serait pas inimaginable s'il fallait satisfaire un Congrès devenu sage. On peut même concevoir qu'au moment où les affres de l'après-pétrole deviendraient insupportables, faute de précautions suffisantes, la capture de ce qu'il resterait de gisements pétroliers au Mexique, au Venezuela, en Équateur et ailleurs, devienne une aventure tentante. Mais on peut douter que ces

¹ Ce pays est menacé par l'indépendantisme de républiques autonomes enkystées en son sein et, plus encore, par les efforts américains visant à prendre pied localement et par les pressions russes qui répondent à ces efforts.

² À visage découvert ou clandestinement.

entreprises aillent très loin, non par crainte d'une "doctrine de Monroe inversée", soutenue (à l'ONU notamment) par une Europe ou une Chine devenues justicières, ni même en raison des solidarités latino-américaines qu'elles pourraient souder, mais bien parce que le jeu n'en vaudrait pas la chandelle. Hormis quelques courtes foudrues, les États-Unis hésiteront beaucoup avant de mettre leur *backyard* à feu et à sang, dans le monde qui vient, monde où l'actuelle dissymétrie entre les puissances va se réduire, où les ennemis potentiels seront de moins en moins désarmés et où les "fidèles alliés" et autres "amis" deviendront de plus en plus circonspects. Telle est du moins la perspective qui va se dessiner, me semble-t-il, à mesure que les transformations détaillées ou supputées jusqu'ici se réaliseront.¹ Encore faut-il vérifier si ce pronostic (optimiste à moyen-long terme, sinon pour la prochaine décennie) ne sera pas démenti par l'évolution des capacités militaires des États-Unis et des autres puissances, ni par le frileux rassemblement de trop d'États sous l'aigle américain. Car on peut craindre les "Grandes Armées" que les émules des Perses de haute époque ou des Français napoléonisés peuvent rassembler contre les Grèce ou les Russie d'aujourd'hui.

Bombes, missiles et kamikazes

[Retour à la table des matières](#)

Depuis un an, le tableau militaire mondial du 21^e siècle est devenu un peu plus prometteur. En effet "l'empire du chaos" – excellente formule d'Alain Joxe – semble pouvoir reculer, au bénéfice de la dissuasion.² Au prix de massacres répétés qui pourraient dériver vers une guerre civile de longue haleine, d'autant plus féroce qu'elle prendrait souvent l'allure d'une guérilla urbaine, l'Irak est en passe de bloquer l'offensive américaine contre "l'axe du mal". Les projets d'attaque de l'Iran et même de la Corée du nord sont rentrés dans les cartons d'un Pentagone dont Rumsfeld et Wolfowitz ont été évincés. La pacification du Proche et Moyen-Orient est loin d'être acquise pour la Palestine, Israël et le Liban, mais l'empilement des conflits semble pouvoir s'arrêter là pour un temps. Néanmoins, les questions militaires mises en relief depuis la fin de la guerre froide demeurent entières : l'armement nucléaire va-t-il continuer de se banaliser ? la dissuasion dont il peut être crédité va-t-elle s'étendre de ce fait ? d'autres armements et d'autres façons de guerroyer vont-ils annuler cette évolution ? et le recul des armées nationales va-t-il se poursuivre au bénéfice de formations nouvelles dont le contrôle politique devient incertain ?

Pour ce qui est du nucléaire, la liste des États concernés semble devoir s'allonger. Non parce que les renonçants, plus ou moins volontaires (Brésil, Argentine, Indonésie, Égypte, Union sud-africaine) changeraient d'avis : au

¹ Voir les deux tomes de *L'Inventaire du 21^e siècle* disponibles sur le présent site.

² Voir le *Dossier n° 5* du Tome 2 de *L'inventaire du 21^e siècle*, qui est disponible sur le présent site.

contraire leur effectif s'est accru de la Libye et de trois pays ex-soviétiques (Biélorussie, Ukraine et Kazakstan), virtuellement rejoints par les autres républiques d'Asie centrale qu'un pacte, patronné par la Chine et la Russie, vient de constituer en zone dénucléarisée. Mais bien par l'effet des *rogue States* classés sur "l'axe du mal". En 2006, la Corée du Nord a fait éclater une bombe expérimentale, mais elle ne semble pas disposer d'engins miniaturisés. De son côté, l'Iran fait grand bruit de ses équipements d'enrichissement de l'uranium et de sa volonté d'acquérir la pleine maîtrise du nucléaire militaire. Il faudra quelques années encore pour que la Corée du Nord affermisse son statut de neuvième puissance nucléaire ¹ et moins, sans doute, pour que l'Iran prenne place au dixième rang. Toutefois, des négociations répétées, assorties de menaces et de compensations diverses viendront sans doute étaler ces deux mouvements. Mais le fait est que la Chine et la Russie ne manifestent aucune inquiétude particulière à la perspective d'un équipement iranien. Le cas de la Corée est plus complexe, car la perspective d'une unification des deux Corées, fût-elle lointaine, en modifie les données. Le Japon qui ne craint pas vraiment la Corée du Nord, voit d'un plus mauvais œil l'idée d'une Corée unifiée et nucléarisée. La démarche chinoise pourrait être affectée, elle aussi. Mais surtout les perspectives de cette Asie du nord-est seront profondément marquées par l'attitude des États-Unis, vis-à-vis de Taïwan, des Corées et du Japon. Dans l'essai auquel renvoie la note 5 ci-avant, je crois avoir montré que, pour l'essentiel, le sort de la paix dans cette région se jouera autour de l'armement nucléaire d'un Japon s'affranchissant des entraves qui lui ont été imposées depuis 1945. À l'horizon de la prochaine décennie où ces diverses potentialités se déploieront, on pourrait même s'attendre à ce que d'autres nouveaux venus s'installent sur la scène nucléaire. Peut-être la Suède, la Suisse ou le Canada qui en ont la capacité financière et technique ; plus probablement encore l'Allemagne, sauf le cas difficilement concevable aujourd'hui, où la France et l'Allemagne réussiraient à inventer un condominium militaro-nucléaire, éventuellement assorti de prolongements vers l'Angleterre (si celle-ci détachait les liens spéciaux qui la lient aux États-Unis) ou, à l'inverse, vers la Russie, après que celle-ci ait fini de "mettre de l'ordre dans sa maison", notamment en l'équipant d'institutions politico-culturelles donnant pleine confiance à ses partenaires. Il ne faut pas s'étonner de voir apparaître de telles perspectives, ni écarter sans réflexion maintes autres variantes, car le 21^e siècle sera assurément nucléaire par besoin d'énergie, par rééquilibrage des puissances et par dynamisme industriel. La question n'est plus d'empêcher cette évolution, ce que les promoteurs du Traité de Non-prolifération n'ont pas su faire, faute d'une réduction drastique des stocks américains et russes dès les années 1990. L'idée d'une capacité minimale de dissuasion qui avait germé en Inde comme en Suède s'est heurtée à l'orgueil des puissances – y compris les petits nucléaires d'Angleterre et de France. La perspective la moins déraisonnable que l'on puisse désormais viser est celle d'une capacité minimale de dissuasion à **n** participants, c'est-à-dire celle d'équilibres régionaux correctement emboîtés, sans prévalence d'une puissance solitaire et, s'il

¹ Derrière les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, plus Israël, l'Inde et le Pakistan.

se peut, sans cristallisation de deux ou trois "alliances" aptes à se jalouser mondialement. Aussi difficile soit-elle à concevoir et à gérer, une telle perspective est moins périlleuse, même pour les grandes puissances d'aujourd'hui et de demain, qu'une dérive chaotique vers de réelles guerres nucléaires.

Au reste, l'armement nucléaire qui est en constant "perfectionnement" chez les principales puissances ¹ laisse néanmoins celles-ci presque impuissantes lorsqu'il faut combattre des tribus africaines armées de machettes (Liberia), des nations féroceement accrochées à leurs pays (Vietnam) ou des peuples et peuplades dont la "pacification" relève de méthodes plus policières que militaires, impliquant une bonne connaissance des langues et cultures locales (Somalie, Irak, etc.). Mais les armées hautement industrialisées répugnent à ces basses besognes. Leurs dirigeants militaires et politiques ont d'autres soucis, surtout lorsqu'ils enveloppent l'ennemi dans des concepts presque sans signification territoriale (guerres contre la drogue ou, pire, guerres contre "le terrorisme mondial"). L'étanchéité des frontières revient paradoxalement à la mode, dans un monde où les transports internationaux foisonnent, au risque de voir importer des "armes de destruction massive" à des fins terroristes. Le fantasme suprême se fixe aujourd'hui sur les missiles à moyenne et longue portée, ces nouveaux chevaux de l'Apocalypse. S'en protéger par des "boucliers anti-missiles" est une illusion répandue par Reagan, dont la "guerre des étoiles" n'a jamais trouvé d'armements efficaces pour parer à coup sûr la plongée de missiles balistiques. Multiplier les boucliers de ce genre à l'échelle de régions particulières n'est guère plus efficace, quoi qu'en pense Israël dont le mur cisjordanien ne peut arrêter les menus missiles artisanaux pas plus que les missiles *Patriot* fournis par les États-Unis n'ont pu contrer pleinement les missiles Scud, de fabrication russe, tirés par l'Irak en 1991. Néanmoins, les états-majors s'obstinent, car les boucliers, majeurs ou mineurs, servent de prétexte à l'établissement de nouvelles bases polyvalentes et au bâti "d'alliances" pour les gérer. Les États-Unis plus que d'autres pays cultivent désormais cette formule qui permet d'ajouter à leurs réseaux de bases terrestres, navales et aériennes, des assises nouvelles pour téléguider les satellites d'exploitation commerciale et déployer du même coup, des instruments de mesure et d'écoute qui épaississent le lacis des stations militaires connectées à celles de leurs fidèles alliés anglais, australiens et autres.

Cependant, les pays détenteurs de missiles aptes à frapper loin sont de plus en plus nombreux et ils sont rejoints par des utilisateurs d'avions sans pilote, ces drones qui ne sont plus des jouets d'enfant, mais des armes de terrain. Du missile portable qui est une sorte de grenade très efficace contre les tanks et contre les avions et hélicoptères volant à basse altitude, aux missiles guidés, la panoplie s'enrichit fréquemment. Elle atteint ses sommets de portée et de précision avec les missiles de croisière et, plus encore avec les missiles balistiques intercontinentaux

¹ Consolidation des capacités de première frappe et de riposte, miniaturisation en armes nouvelles, dopage nucléaire d'obus et de bombes, notamment pour la destruction de bunkers enfouis, etc.

porteurs de plusieurs ogives nucléaires. Parer cette arme que des leurres et d'autres ruses rendent imparable est évidemment le souci suprême des États-Unis et de la Russie, mais la Chine, le Japon et l'Europe sont sans doute déjà ciblés par de tels engins ou le seront avant longtemps, comme toutes les autres puissances se hissant vers leur niveau. On peut juger cette situation épouvantable, en raison des craintes que provoque l'hypothèse de certains peuples (ou dirigeants) supposés enclins au suicide collectif, mais on peut tout aussi bien la juger riche des possibilités nouvelles qu'une dissuasion en voie d'extension, si ce n'est en voie de quasi généralisation pourrait déployer avant la fin du 21^e siècle.

Néanmoins, le repérage des guerres à venir – et le prolongement des guerres en cours – oblige à redescendre vers d'autres échelles d'observation. Israël ne craint pas les fusées intercontinentales, mais tente de se protéger contre toutes les armes à courte et moyenne portée, y compris celle qui l'inquiète le plus : le néo-kamikaze, auteur d'un attentat suicide. Le nom *kamikaze* s'est répandu lorsqu'en 1944-45, le Japon qui perdait la guerre navale du Pacifique, a mis en œuvre toutes ses ressources culturelles et militaires pour envoyer à la mort une génération d'apprentis pilotes dont l'avion devenait une bombe plongeant sur un navire ennemi. Les kamikazes du Proche et Moyen-Orient sont des individus, certes encouragés par la culture locale, mais motivés par un puissant esprit de revanche ou de lutte et leur action requiert une organisation plus délicate qu'un vol sur la pleine mer, donc une organisation terrestre et ramifiée qui donne prise aux contrôles policiers préventifs ou de terrain. La rareté des kamikazes en Irak et leurs regains dans toute l'ex-Palestine mandataire attestent d'une différence de nature : Israël ne maîtrisera jamais cette guerre des faibles contre sa force, fût-ce à grand renfort d'"assassinats (plus ou moins) ciblés" s'il n'effectue pas la révolution culturelle suggérée dans l'étude "anti-suicidaire" qui lui est consacrée (voir note 2 ci-avant).

La valeur des territoires change du tout au tout dans les guerres majeures d'aujourd'hui et de demain. Non point celle des territoires imaginaires, comme celui où est censé se livrer une "guerre contre la drogue" qui rappelle la guerre contre l'alcool à laquelle les États-Unis se livrèrent vainement, durant les années 1920. Ni celle des territoires à conquérir pour arrondir un domaine monarchique ou un empire colonial, car les annexions de ce genre sont désormais désuètes, hormis les États en gestation, encore abondants en Afrique. Mais plutôt celle des territoires transnationaux enrichis et vulnérabilisés par l'essor du commerce mondial. Les réseaux d'oléoducs et de gazoducs qui foisonnent à partir de la mer Caspienne, qui sillonnent l'Asie comme les voies ferrées transcontinentales structurèrent l'Amérique du nord au 19^e siècle et qui plongent sous la mer du Nord pour parachever leur trame européenne vont encore gagner d'autres régions en s'étirant au sud de l'Asie et de l'Amérique. L'Afrique n'aura sans doute pas le temps de bénéficier d'un tel maillage avant que son pétrole soit épuisé, mais celui-ci nourrit un autre espace international requérant un fort gardiennage : celui des canaux, détroits et défilés qui pourraient devenir des cibles pour attentats

terroristes ou pour blocus moins clandestins. Ces mêmes voies sont traversées par des flottes marchandes exposées à des regains de piraterie, notamment dans le détroit de Malacca. En un sens, les énormes porte-conteneurs qui font la navette de l'Asie à l'Europe et à l'Amérique renouvellent, par leur masse imposante ¹ ce que les Vénitiens réalisèrent avec leurs convois de galères marchandes protégées par de légères galères de guerre. Quelques leçons se dégagent de ce parallèle : il faut l'accord et le soutien de toutes les souverainetés établies au long des parcours les plus risqués pour que la navigation soit calme et rentable et ce résultat suppose que les autorités des divers sites y trouvent leur compte, que les lois et coutumes du cru soient connues et respectées. Bref que le transterritorial et l'international respectent les peuples locaux et leurs institutions. La vitesse qui est aujourd'hui de règle n'y change rien : la soudaineté et la violence des attaques finissent toujours par équilibrer la mobilité et la protection des cibles.

Grande Armée ? Légion Étrangère ?

[Retour à la table des matières](#)

L'OTAN, création éminente de la guerre froide, lui survit depuis 1990 et tente de se transformer en quelque chose qui ne réussit pas à prendre tournure. L'OTAN première manière ne livra jamais bataille ouverte. L'OTAN survivante guerroye loin de l'Atlantique nord qui la vit naître, mais ne réussit pas à monopoliser les guerres des "bons" contre "l'axe du mal" et les autres trublions réels ou supposés du système mondial actuel. Son pilote américain la transformerait volontiers en une *Légion Étrangère* projetable en n'importe quelle région du monde, mais les refus et les passivités de certains de ses "adhérents" et "partenaires" et l'hostilité polie ou explicite de beaucoup de ses non-membres obligent son promoteur à façonner, cas par cas, des *coalitions of the willings* où les volontaires coalisés forment des ensembles plus hétéroclites que la *Grande Armée* avec laquelle Napoléon fit un célèbre aller-retour de Paris à Moscou. Rien n'est acquis dans ce bricolage international, car les guerres enchevêtrées qui en sont l'objet – ou le prétexte – ont des enjeux politiques qui dépassent de très loin les considérations militaires auxquelles les états-majors américains aimeraient les réduire. En définitive, ce qui se cherche à tâtons, c'est la structure globale d'un système mondial en mutation accélérée.

Dans l'essai intitulé *L'Europe ou les Europes* ² j'ai détaillé la première vie de l'OTAN. Née pour organiser le soutien des États-Unis et du Canada aux pays européens effrayés par l'URSS et son "camp socialiste", ³ l'OTAN est restée l'arme

¹ Éventuellement protégée par des forces navales américaines, britanniques, allemandes et françaises à partir de bases régionales comme Djibouti ou sous couvert de l'OTAN, etc.

² Essai de 2003 téléchargeable sur le présent site.

³ Sans prendre formellement le risque d'exposer le territoire nord-américain à une frappe nucléaire russe, si des armes de ce type devaient être employées en Europe même.

au pied devant toutes les crises du camp oriental, notamment lors des révoltes polonaise et hongroise de 1956 et durant le "printemps de Prague" de 1968, mais elle a intégré les armées d'Europe occidentale dans une organisation unifiée sous commandement américain, par la coordination des budgets militaires et l'adoption de procédures et d'armes identiques. Seules les troupes coloniales des États ouest-européens et leurs survivances d'après la décolonisation sont demeurées hors cette organisation intégrée, championne de "l'interopérabilité" des moyens militaires. Parallèlement, le commerce international de ces pays a été expurgé des exportations de matériel "sensible" vers le "camp socialiste". Enfin, l'OTAN a aussi servi de couverture à des actions politiques, souvent sournoises, visant à protéger lesdits États des "mauvaises" majorités parlementaires où figureraient "trop" de communistes ou de neutralistes. Les réticences exprimées par certains États n'ont pris un peu d'ampleur que du côté de la France devenue "gaulliste" en 1958.

La mauvaise volonté française a reçu divers soutiens après la destruction du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS et de son "camp européen". Diverses tentatives, appuyées par l'Allemagne et quelques autres pays ont essayé de donner vie à une armée européenne ou à un commandement politico-militaire européen poliment incorporé dans l'OTAN. Mais les tergiversations françaises, les concours britanniques rares et ambigus, les participations allemandes toujours limitées par un refus de porter atteinte au "parapluie" américain et les variations politiques de ces pays (comme des autres États de l'Europe naguère occidentale) ont donné du champ aux contre-manœuvres américaines. D'autant que les États dégagés du "camp socialiste" ou dissidents de l'URSS se sont très généralement jetés vers les États-Unis pour se protéger d'éventuels retours de flamme de la Russie. Quelques projets proprement européens ont vu le jour dans le domaine des armements (avions, missiles, navires spécialisés, etc.) et ont même esquissé en matière aérospatiale une réelle concurrence au monopole du contrôle aéro-satellitaire visé par les États-Unis (Arianespace, Galileo, etc.) Toujours est-il que l'armée européenne autonome est une espérance pour certains et une utopie pour d'autres. La plupart des États européens peu engagés dans le reste du monde s'assoupissent volontiers dans la niche otanienne.

Au cours des années 1990, la confusion a été grande. L'Europe, sans guerres internationales depuis quarante-cinq ans redécouvrit, à travers l'enchevêtrement des guerres balkaniques, la vigueur et la cruauté des conflits nationalitaires. Tandis que la Yougoslavie fédérale se découpait en États-nations aux contours taillés avec acharnement, l'Albanie implosait puis se reconstituait, non sans interférences avec les luttes des minorités albanaises qui tentaient de s'émanciper de la Serbie et de la Macédoine. En configurations diverses, l'ONU, l'Union Européenne, plusieurs États de cette Union dont la France et l'Allemagne, mais aussi les États-Unis et l'OTAN refusèrent ou acceptèrent d'intervenir, de concert ou à des fins diverses. Quand le siècle s'acheva, la remise en ordre de cette région demeurait inaboutie et ses perspectives n'étaient pas toutes clarifiées. Dans ce brouillard sanglant,

l'OTAN ne put s'affirmer comme acteur important, du fait des hésitations américaines et des contradictions européennes. En 1999, tandis que la campagne aérienne pour évincer l'armée serbe du Kosovo battait son plein, son *Initiative pour le Sud-est européen* fut une pure gesticulation.

Durant cette même décennie 1990, une nouvelle guerre éclata au fond du golfe Persique. L'Irak envahit et annexa le Koweït, peut-être pour se payer des services rendus aux États-Unis par les années de lutte contre l'Iran (1980-88), mais ces derniers, missionnés par l'ONU, rassemblèrent une énorme coalition pour libérer le Koweït et battre l'Irak. Il ne fut guère question d'entraîner l'OTAN dans cette action tout-à-fait extérieure à l'Europe et qui ne devait rien aux manœuvres d'une URSS, alors déliquescence. Les Alliés qui s'associèrent aux États-Unis furent nombreux et hétéroclites pour exécuter, en février-mars 1991, l'opération que les Américains appelèrent *Tempête du désert*. Plus de 500 000 Américains et de 100 000 Saoudiens, 35 000 Égyptiens et 65 000 Arabes de divers États du Golfe furent rejoints par 36 000 Britanniques et 19 000 Français. Vingt-sept autres pays adjoignirent à cela des renforts décomptés avec bienveillance : ainsi, la Turquie procura 95 000 hommes, mais se contenta de les déployer sur sa frontière avec l'Irak, alors que la plupart des autres Alliés n'apportèrent que des centaines ou de petits milliers d'hommes. À cela s'ajoutèrent des contributions financières dont la plus généreuse fut celle du Japon (13 milliards de \$) Cette immense armada suréquipée écrasa l'armée irakienne en peu de semaines, mais s'abstint d'occuper le pays vaincu.

Quand s'acheva le 20^e siècle, l'OTAN essaya de faire bonne figure. Elle créa en 1997 un *Conseil de partenariat euro-atlantique* en direction des "partenaires" nouveaux, venus d'Europe de l'est, en attendant qu'ils deviennent "membres" à part entière. En 2002, elle créa un *Conseil OTAN-Russie* pour apaiser les craintes russes qui, néanmoins, s'accrochèrent à mesure que les États de l'ancien pacte de Varsovie furent intégrés à l'OTAN, avant d'y être suivis par les trois républiques baltes détachées de l'URSS. Quand l'Ukraine oscilla au bord de l'adhésion en 2004-05 et que, presque aussitôt, la Géorgie sembla se laisser charmer par les mêmes sirènes, la coupe déborda. Nonobstant le *Partenariat pour la Paix* établi entre Washington et Moscou en septembre 2000 et les divers concours américains qui concrétisent ce Partenariat pour financer des destructions de mines terrestres, des transferts d'armes nucléaires des ex-républiques soviétiques vers la seule Russie et des transports de matériaux fissiles excédentaires vers les États-Unis, la Russie se rebiffa. Le président ukrainien pro-OTAN élu en 2004 se heurta à une vive résistance politique interne à laquelle la Russie n'est pas étrangère. Les manœuvres conjointes otano-ukrainiennes, coopérativement organisées en Crimée (où la Russie garde le contrôle de la grande base navale de Sébastopol) furent chahutées. Les amorces de coopération esquissées par l'OTAN en direction de la Biélorussie furent coincées en 2005. Bref, les États-Unis découvrirent que la Russie est prête à défendre sa zone d'influence, son "étranger proche", c'est-à-dire les conquêtes de la Grande Catherine au 18^e siècle et celles des tsars suivants, dans les steppes et au

delà du Caucase. Les souvenirs de la "Grande guerre patriotique" de 1941-45 refont surface : il n'est pas dit que l'avance extrême des armées allemandes, finalement bloquées à Stalingrad, serait suivie quelques décennies plus tard, par l'avance extrême d'un OTAN plus tenace. Mais cette opinion particulièrement sensible chez les Russes installés en Ukraine (dont ils forment au moins la moitié de la population), décrit une frontière internationalement reconnue et définitive.¹ Comme pour les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale, déjà évoquées à propos des intérêts conjoints de la Chine et de la Russie, on est ici dans une zone potentiellement conflictuelle.

C'est d'ailleurs en Asie centrale et au Proche et Moyen-Orient que se situent les principaux engagements des États-Unis après les attentats qu'ils subirent en septembre 2001 : nouvelle guerre d'Afghanistan et ses suites toujours brûlantes ; nouvelle guerre d'Irak commencée en 2003 et dont l'issue, apparemment peu glorieuse, reste à trouver. Le premier de ces conflits écrasa les talibans propulsés vers le pouvoir, dix ans plus tôt, par une aide pakistano-américaine substantielle.² L'Europe finança la reconstruction d'un Afghanistan fort mal en point, mais elle dut bientôt apporter un concours militaire pour policer cette région. Avec d'autres figures que dans les Balkans, un second ballet fut dansé par l'ONU, les États-Unis, certains pays européens et l'OTAN. Les sornioiseries ou les incapacités du Pakistan et l'énorme regain de la culture du pavot se mêlent, aujourd'hui encore, à l'activisme des talibans pour entretenir une situation confuse où Kaboul n'a presque aucune prise sur la moitié de ses provinces. Le second conflit d'Irak, conduit par une armée américaine nettement moins substantielle que celle qui intervint lors de la présente guerre du Golfe,³ renforça cette dernière par des contingents multiples où la Grande-Bretagne (ex-mandataire de la Société des Nations en cette région) fit seule un apport substantiel. Pour le reste, les "coalisés volontaires" résultèrent de choix politiques divers : des pays européens qui désapprouvaient les refus allemand et français de laisser engager l'OTAN et quelques rares "pays musulmans" désirant prouver que l'islam n'était pas en cause, le tout accompagné de partenaires plus variés dont le principal fut le Japon, qui saisit cette occasion pour exporter une part de son armée défensive vers un théâtre d'opération où elle se cantonna dans des missions pacifiques. Arrivée en 2003, cette Grande Coalition souffrit d'entrée de jeu de l'abstention turque qui ferma l'une des voies d'accès terrestre. Mais la puissance américaine déferla sur un Irak mal remis de sa guerre

¹ À ces propos teintés par les propagandes électorales d'Ukraine ou de Géorgie, on peut adjoindre les termes plus diplomatiques employés, dans le même temps, par Ivanov, ministre des Affaires Étrangères de Russie : "Nos partenaires au Conseil OTAN-Russie doivent nous montrer qu'ils prennent au sérieux nos préoccupations relatives à nos frontières" Ou encore : "L'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN serait un glissement de terrain d'ampleur colossale" (*a colossal geopolitical shift* dit la version anglaise). (septembre et octobre 2006).

² Elle-même consécutive à une invasion soviétique effectuée, en 1980.

³ Rumsfeld, installé au Pentagone par Bush en 2000 modifia considérablement la panoplie américaine : toujours plus d'avions et de missiles modernisés, mais des armées terrestres allégées et rapides. En outre, il fit le pari que ses soldats libérant l'Irak de la dictature de Saddam Hussein et du parti Baas seraient accueillis en libérateurs.

précédente. La promenade militaire initiale ne tarda pas à tourner au chaos, faute de moyens politiques, policiers et administratifs pour remettre le pays en ordre et en marche. Les clivages religieux, les tensions ethniques, les rapines tribales et, bientôt, les révoltes politiques se mêlèrent dans presque toutes les provinces (hormis les Kurdes du nord) à des interventions discrètes, mais substantielles des pays voisins. Dès 2005, la coalition se délitait, à la fin de 2006, il n'y reste plus, pour l'essentiel, que des Britanniques et des Américains fort pressés de partir, tandis qu'une constitution et un parlement point trop mal élus ne peuvent soutenir un gouvernement de coalition sans visée commune, adossé à une administration déchiquetée. La guerre d'Irak s'achèvera on ne sait quand, ni comment. Quant aux tentatives, plusieurs fois répétées pour y entraîner l'OTAN, elles se sont chaque fois engluées. Pour l'essentiel, les États européens – autres que l'Angleterre – qui ne se sont vu offrir aucune prise réelle sur les décisions politico-militaires de 2001 à 2006 ont tergiversé plus encore que dans l'affaire afghane, au point que leurs "caveats" ont réduit un peu plus la liberté de manœuvre du commandement américain.¹

Les États-Unis ne pourront pas choisir de sitôt entre la ferme conversion de l'OTAN en *Légion étrangère* à leur service et l'organisation de *Coalitions* spécialisées cas par cas. La première voie les tente, des échos fréquents, venus de Washington, évoquent l'étrange liste des États qui pourraient ou devraient être adjoints à l'OTAN, au delà des républiques ex-soviétiques dont la séduction serait à poursuivre : les États balkaniques, en tête desquels la Serbie semble être désormais rangée ; et les amis fidèles – ou supposés tels – que sont, pour les États-Unis, Israël, l'Australie et le Japon. À l'horizon de ces rêveries on voit se profiler une réforme de l'OTAN qui gommerait ses références géographiques initiales pour mondialiser son profil en tant que *Légion Étrangère*.

Les perspectives esquissées depuis l'Europe ne sont pas moins confuses. Il est vrai que "l'Europe de la défense" s'essouffle faute de capacités de financement"² et de choix politiques clairs, que les succès d'Arianespace sont contrebalancés par les graves difficultés des nouveaux Airbus ; que le Galileo (rival du GPS américain) est retardé par des désaccords où le stratégique se mêle au financier ; que les liens avec la Russie deviennent problématiques.³ Tout aussi problématique est le sort d'une armée européenne (dans ou hors, voire contre l'OTAN) dont il existe de-ci de-là divers embryons ou séquelles : la brigade franco-allemande ; un état-major fantôme à Bruxelles ; un accord anglo-français de mise en commun des porte-

¹ Dans le jargon juridico-militaire de l'OTAN, un *caveat* désigne une mise en garde, un mode d'emploi limitatif, bref une restriction à ce que le commandement peut faire avec les troupes et les matériels relevant de tel pays "membre" ou "partenaire". Un *caveat* est à l'*interopérabilité*, ce qu'un frein est au moteur d'un véhicule.

² *Le Monde*, 14 novembre 2006.

³ La Pologne essaie vainement d'opposer un "OTAN de l'énergie" au projet d'oléoduc sous la Baltique que dirige l'ex-chancelier Schröder en association avec le fournisseur russe. L'établissement de liens économiques plus diversifiés et plus larges entre l'Union européenne et la Russie se heurte de son côté à une opposition polonaise.

avons ; des engagements plusieurs fois renouvelés, mais à géographie variable, visant à réserver aux industries européennes d'armement une meilleure part des budgets militaires européens ; et d'occasionnelles nouveautés, telle cette gendarmerie européenne esquissée à Nordwijk (Pays-Bas, 2004) et dotée d'un commandement à Vicence (Italie, 2006) ¹ ; etc. L'année 2006 s'achève avec un projet d'armée européenne indépendante de l'OTAN avancé par le leader parlementaire des Sociaux-démocrates allemands, mais aussitôt rejeté par le Président polonais. Ce n'est ni le premier, ni le dernier projet de ce genre, mais ni son contenu, ni son contexte ne lui permettront de surmonter victorieusement l'hostilité américaine (enrobée dans un refus otanien) à toute proposition émancipant l'Europe.

Les États-Unis, coupables inconscients

[Retour à la table des matières](#)

L'impression générale qui se dégage des pages précédentes, comme de beaucoup des textes du présent volume, est que les États-Unis seraient les principaux responsables des guerres récentes et les probables déclencheurs des grandes guerres futures. Au temps de la guerre froide, l'URSS partageait ou accaparait ce triste rôle, mais son rabougrissement en une Russie peu présente sur la scène internationale, laisse toute la place aux États-Unis. Même en amont des guerres ouvertes, on les devine piaffant d'impatience devant une Amérique latine qui tourne mal, on les voit brutalement hyperactifs dans tout le Proche et Moyen-Orient, on les sent aux aguets autour de la Chine et des débris de l'URSS qu'ils n'ont pas encore récupérés, on les voit se rapprocher de l'Inde et se renforcer dans toute l'Asie du sud, y compris l'Insulinde. Il faut faire un détour par l'Afrique pour les supposer moins présents en apercevant une Angleterre et surtout une France encore mêlées à diverses "petites" guerres. Si l'on passe par la stratosphère pour terminer cette revue sommaire, on y constate une écrasante présence des États-Unis, lesquels viennent de préciser, en octobre 2006, une *national space policy* où ils déclarent leur hostilité à tout traité, présent ou passé, qui réduirait leur liberté d'action dans cet espace nullement national. ² Tous les autres acteurs semblent réduits aux seconds rôles ou à la figuration sur une scène mondiale où la vedette américaine tient une place énorme avec son réseau de surveillance aéro-satellitaire, ses flottes présentes dans tous les océans, ses bases terrestres également omniprésentes, hormis l'Asie russe et chinoise aux marges desquelles elles viennent se loger. À ces accessoires de scène par trop visibles, la CIA ajoute, de

¹ Elle associe présentement la *Guardia civil* espagnole, l'*Arma dei carabinieri* italienne, la *Maréchaussée royale* hollandaise, la *Guardia national* portugaise et la *Gendarmerie nationale* française. Les 800 hommes dont elle dispose seront étoffés de renforts, selon les besoins et les apports de nouveaux adhérents.

² Le *New York Times* appelle cela "*a macho space policy*" et en souligne les périls pour les USA eux-mêmes.

façon souvent plus discrète, sa toile d'araignée quasiment mondiale tandis que sa cousine aux grandes oreilles, la NSA ¹ (assistée par les principaux États britanniques) dispose de bases multiples en d'autres régions, de l'Europe au Japon.

Pour corriger cette image simpliste, il faut se souvenir que les États-Unis, tardivement contaminés par la fièvre impérialiste du 19^e siècle européen, n'ont guère guerroyé après avoir achevé (en 1812-15) leur émancipation d'avec l'Angleterre et avoir massacré beaucoup d'Indiens. Que, depuis l'indépendance, leur territoire n'a jamais été occupé par une armée étrangère. Que les deux guerres mondiales du 20^e siècle qu'ils n'ont pas provoquées, les ont trouvés aux rangs des vainqueurs – et même au tout premier rang en 1945. Leur entrée en lice ne peut être réduite aux sauvetages de la démocratie qu'une pieuse légende glorifie, mais jamais jusqu'alors, ils ne se sont élancés sur les traces des conquérants irrépressibles, qu'ils soient "révolutionnaires" comme Napoléon, "nationalitaires" comme Bismarck, ou "hyper-impérialistes" comme Hitler. Leur dernier grand vaincu a été le Japon, tardivement lancé dans un bâti d'empire à l'anglaise ou à la française. Toutes ces occurrences sans chevalier blanc doivent être décrites avec des nuances de gris et même de noir, mais parmi les puissances évoquées, les États-Unis relèvent d'un gris très pâle.

Leur rôle a changé après 1945 où ils ont partagé avec la Russie soviétique toutes les noirceurs de la guerre froide et des soubresauts qui l'ont suivie pendant plus d'une décennie. Puis il s'est modifié du tout au tout au début du 21^e siècle. Non point du fait de l'accession à la Présidence, en 2000, du Républicain Bush Jr, plus inculte encore que Reagan de glorieuse mémoire, mais par la réponse que son entourage et les forces qui l'inspirent l'ont conduit à donner à l'attentat de septembre 2001. Ici, je vais traduire les réflexions qu'Arthur Schlesinger Jr ² a consacrées au tournant stratégique alors amorcé ³. Il caractérise la politique initiée sous Truman, dès le début de la guerre froide, comme une combinaison d'encerclement (*containment*) et de dissuasion (*deterrence*) qui est devenue le principe d'une politique bipartisane sous la présidence d'Eisenhower et a été ensuite soutenue par tous les Présidents, de Kennedy à Clinton. "*Pendant les longues années de la guerre froide, la guerre préventive était impensable (unmentionable). Ses avocats étaient considérés comme des cinglés (loonies).*" Le Président Bush Jr a remplacé cette politique "*qui visait à assurer la paix en prévenant les conflits (prevention of war) par une politique qui vise à assurer la paix par une guerre préventive*".

Pour qui ne partage pas les illusions et les simplismes des néoconservateurs aux vues desquels Bush Jr s'est ainsi rallié, l'erreur stratégique était évidente. La

¹ National Security Agency, agence écoutant – dit-elle – 18 milliards de communications par an.

² Schlesinger Jr, né en 1917, est un historien qui a servi dans l'Administration Kennedy. Son père Arthur Schlesinger Sr (1888-1965) fut un influent professeur à Harvard.

³ Le texte cité est un compte-rendu publié par Schlesinger dans *The New York Review of Books*, vol. 50, n° 16, du 23 octobre 2003.

vraie difficulté était – et demeure – d'en repérer les racines et les remèdes, ce que Schlesinger ne réalise que très imparfaitement, parce qu'il ne déborde pas des visées diplomatico-militaires dont il a l'expérience et ne trouve pas dans l'histoire – américaine ou mondiale – dont il est spécialiste de nouvelles avenues où s'engager. Ni lui, ni la plupart des intellectuels américains, ni la quasi totalité des élites politico-culturelles de ce pays ne peuvent pousser plus avant leurs réflexions sur un pays où ils sont immergés, car aucune force politique, syndicale, religieuse ou autre de quelque importance ne peut les aider à prendre vis-à-vis de l'ordre social existant une distance critique qui mettrait en doute les idées communément reçues sur les mérites des États-Unis, sur les qualités de leurs institutions démocratiques, sur les labeurs obstinées et souvent inventifs de tous ceux qui s'activent en ce pays – y compris les nouveaux venus que l'immigration apporte sans cesse – sur les fréquentes générosités du peuple américain, sur les services qu'il a rendus aux Européens empêtrés dans leurs guerres et à maints autres peuples, sur la confiance qu'ils ont très souvent en leur Dieu, y compris dans ce temps où les croyants des religions du Livre biblique font place peu à peu à des fidèles d'autres confessions.

J'arrête là cette esquisse rudimentaire de l'idéologie américaine ¹, pour en souligner la portée. Elle est le discours commun – riche de variantes et nuances – par lequel les Américains et les immigrés qui s'insèrent parmi eux communient dans un stock de valeurs partagées, dans un éventail de certitudes et de motivations. C'est-à-dire dans une représentation du monde qui ne peut représenter le monde dans sa réalité mondiale, mais qui retrace seulement ce qu'on en voit communément quand on est américain. Évidemment, les peuples qui vivent ailleurs baignent dans d'autres représentations du monde qui peuvent avoir, parfois, des traits communs avec celle des Américains, mais qui en diffèrent toujours – et parfois du tout au tout. Si bien que, par exemple, quand une troupe américaine doit policer un quartier de Bagdad, l'incompréhension réciproque est de règle. Toutes ces idéologies diversement détaillées selon les peuples ont une qualité commune : ce ne sont pas des discours de vérité, des représentations rationnelles ou scientifiques, mais des amas de savoirs empiriques, de normes traditionnelles ou légales, de "vérités révélées" dont quelque clergé se fait gardien, de rêveries singulières, etc.

C'est dans cette brume épaisse que divers appareils spécialisés – inégalement développés et diversement orientés, d'un pays à l'autre, tentent de dégager une éclaircie, qu'il s'agisse d'une clairière scientifique, d'un champ d'action technique ou de cent autres investigations qui se veulent utiles au peuple à desservir ². Ainsi, par exemple majeur pour le monde actuel, c'est dans le brouillard de l'idéologie américaine que les pouvoirs établis aux États-Unis se représentent les "intérêts nationaux" de leur peuple, les "intérêts vitaux" de leur nation, les "priorités internationales" en vertu desquelles l'État doit orienter ses activités.

¹ Sur *Les structures idéologiques*, je renvoie au tome 6 de *La Société*, ouvrage disponible sur le présent site.

² Ou, s'il est fermement asservi, à ses diverses classes de dirigeants.

Les institutions politiques américaines sont suffisamment démocratiques, les medias américains suffisamment pluriels et contradictoires, les débats politiques suffisamment transparents pour qu'on puisse se faire une idée plus claire qu'en bien d'autres pays de la façon dont les "intérêts vitaux" américains sont formés, exprimés et défendus. En effet, dans le brouhaha politique et médiatique incessant de cette société, les intérêts particuliers des entreprises, des églises, des syndicats, des professionnels de toute sorte, des familles de tout acabit, etc. se laissent apercevoir : ils sont rapportés ou sondés, ils se cristallisent en appareils spécialisés, ils s'expriment par divers votes, etc. Tout cela n'est pas dépourvu d'ignorance et d'opacité et les filtres qui totalisent les comportements, les opinions, les votations, etc. ne sont pas omniprésents ni d'égale qualité. Les pouvoirs politiques n'opèrent pas à l'aveuglette, ni par caprice, ils s'orientent dans ce dédale d'informations, en vertu de leurs capacités institutionnelles, de leurs limites culturelles propres et des partis, *lobbies*, *think tanks* et autres relais spécialisés qui les approvisionnent. Ainsi, le Président en exercice aux États-Unis ¹ extirpe de l'idéologie américaine une idée des "intérêts vitaux" de son pays et de la bonne façon de les servir dans une situation donnée dont il a une représentation "qui vaut ce qu'elle vaut".

Quand une douzaine de "terroristes" – saoudiens pour la plupart – s'arment de Boeings pour effondrer les deux plus hautes tours de New-York, de quels "intérêts vitaux" le Président en exercice et les mini-groupes dirigeants qui l'entourent se sentent-ils responsables ? Au delà de l'émotion surmédiatisée qu'ont à gérer les divers échelons d'un pouvoir d'État fort décentralisé, les appareils d'espionnage et de police, les faiseurs d'opinion et les autres appareils pertinents pour s'exprimer, quelles idées globales des "intérêts vitaux" à servir voit-on se dégager ? Bien évidemment, sont mis à contribution des intérêts politiques (diplomatiques, militaires et autres), des intérêts économiques (financiers, industriels et autres) et des intérêts culturels (patriotiques, religieux, propagandistes et autres). Le tout se laisse synthétiser en quelques formules qui apparaissent pertinentes puisque "l'idéologie américaine" se reconnaît en elles.

Autrement dit, le pouvoir mobilise des intérêts communément répandus (mon pétrole, mes voyages en avion, ma sécurité dans mes aéroports, etc.) pour remonter jusqu'aux racines des "intérêts vitaux" à défendre d'urgence : les compagnies pétrolières du Proche et Moyen-Orient, les nids de frelons-talibans à finir d'exterminer, les candidats à l'armement nucléaire à museler et tous les États étrangers qui, s'ils ne comprennent pas l'urgence de la situation, risquent de nous trahir – à l'allemande ou à la française. Nos amis se comptent aisément, ils nous apportent un concours immédiat et inconditionnel (ou paraissant tel). Pas question de perdre du temps avec les douteuses procédures de l'ONU, pas question d'échapper au fardeau de notre destinée. En se protégeant vigoureusement et

¹ Dont on connaît assez bien la machine-à-gouverner qui l'entoure et assez mal la personnalité propre, comme la qualité et le poids de ses plus proches conseillers.

offensivement, l'Amérique vole une fois de plus au secours de la liberté et de la démocratie, aujourd'hui menacées par le terrorisme.

Traduit en actes cette réaction quasi viscérale se réduit à ceci : nous, Américains, nous avons construit le meilleur pays du monde actuel, nous devons **le défendre tel qu'il est** ou, s'il se peut, l'améliorer chemin faisant (en matière politico-militaire notamment) et faire bénéficier les États amis – ou les États que nous aurons à soumettre d'abord – de réformes dont nous connaissons la recette : **celle des institutions efficaces et excellentes qui nous ont si bien réussi jusqu'ici**. Bref, nous devons protéger **le système mondial tel qu'il existe, sauf à l'améliorer à notre manière**. Nos succès l'attestent, cette façon de procéder est juste et pertinente. Nos principaux ennemis de la dernière guerre mondiale, celle qui s'acheva en 1945, nous sont reconnaissants de l'aide que nous avons procurée à l'Italie, y compris pour la sauver du communisme, de la démocratie que nous avons reconstruite en Allemagne, de l'essor économique que nous avons stimulé au Japon et en Corée (du Sud) tout en y enracinant la démocratie. Les peuples aujourd'hui soumis à "l'axe du mal" finiront, eux aussi par nous être reconnaissants pour la liberté que nous leur apporterons.

Ce discours accompagnant la réorientation politico-militaire initiée en 2001-03 explique en quoi les États-Unis sont dangereux dans le monde actuel. Pour aller droit à l'essentiel, on peut négliger les vices secondaires et les sornioiseries de détail qui accompagnent la mise en œuvre de leur beau programme, on peut en juger comme s'il traduisait des projets de bonne foi, des orientations en tous points généreuses et un réel souci de corriger les éventuelles bavures que la mise en mouvement d'une énorme armée peut entraîner. En effet, **la pleine application d'une telle politique, lavée de toutes ses impuretés potentielles, conduira nécessairement à de nouvelles guerres mondiales**. Les États-Unis doivent protéger les ressources qui leur sont indispensables, y compris les mines et gisements que leurs entreprises "ont mis en valeur". Les surtaxer ou les nationaliser peut devenir un *casus belli* et il en ira de même pour les autres entraves à leurs activités économiques internationales, s'ils n'y ont pas consenti explicitement et si, à l'usage, leur Congrès s'abstient de juger un tel consentement dommageable pour le peuple américain. Ils doivent entretenir les bases et les points d'appui qu'ils ont créés dans beaucoup de régions pour y maintenir la paix et y prévenir de nouveaux désordres. Une campagne locale visant à les évincer pourrait devenir un *casus belli*, surtout si d'autres puissances avaient l'ambition de les y remplacer, non pour relayer leur effort pacifique, mais pour y poursuivre d'autres fins. Les États-Unis sont les gardiens d'une paix mondiale qui est bonne, puisqu'ils y prospèrent à leur manière et sont prêts à communiquer leur savoir-faire aux États qui voudraient les imiter. Mais pas pour faire de la banque d'une façon qui gênerait leurs bourses et leurs banques, pour produire des films qu'une fiscalité ou une censure mal venues protégeraient de la légitime concurrence hollywoodienne, ni pour laisser proliférer des médias de type Al Jazira qui développeraient leur propagande belliciste, ni non plus pour cantonner nos

touristes, nos reporters et nos ONG, alors qu'une pleine transparence doit garantir la qualité de la vie sociale et la loyauté démocratique – ou démocratisable – des pouvoirs établis dans chaque État. Les États-Unis sont évidemment prêts à supporter transitoirement de tels travers, le temps que la sagesse infuse dans les esprits prévenus contre eux, le temps aussi qu'ils réussissent à vaincre les préventions avec l'aide de leurs médias, de leurs églises, de leurs institutions de bienfaisance et s'il le faut absolument de leurs armées. Bref, le système mondial ne doit pas être désorganisé, car il est bon dans son principe capitaliste à notre façon, démocratique selon nos usages et fidèle à Dieu – ou à ceux de ses cousins dont le culte nous paraît admissible, voire imitable.

Pour un atterrissage en douceur

[Retour à la table des matières](#)

Voici donc un État qui est devenu le plus puissant et le plus riche du monde actuel, sans conquérir d'autres peuples, ni annexer d'autres territoires – hormis quelques erreurs de jeunesse. Une économie qui absorbe une grande part des ressources naturelles de la planète, mais croit les payer bon prix. Une société qui est la véritable Jérusalem de la diaspora juive comme de bien d'autres immigrants, attirés par centaines de milliers chaque année. Un marché qui dispose de banques et de bourses aspirant et foulant la majeure partie des capitaux en quête d'emploi de par le monde. Une contrée qui est la plus créative de savoirs et de techniques, comme d'œuvres populaires et de gadgets. Un peuple (composite, mais plutôt assimilateur) qui répand presque partout ses marchandises, ses idées et ses occasionnelles générosités. Et pourtant, le gouvernement assez démocratiquement élu de ce pays de cocagne croit devoir répondre aux attentats qui l'atteignent et aux autres maux qui le menacent par l'attaque "préventive" de divers États supposés complices desdits attentats, si ce n'est des trafics d'armes et de drogues. Cette erreur stratégique, peut-être passagère et correctible,¹ n'est que l'écume d'une menace beaucoup plus vaste et profonde. En effet, les transformations massives du système mondial actuel – à savoir : l'enflure démographique qui se prolonge, les puissances qui prennent vigueur dans plusieurs régions très peuplées, les performances économiques de plusieurs d'entre elles, les potentiels militaires dont ces résultats portent la promesse, etc. – sont souvent interprétées, déjà, et le seront de plus en plus, comme des menaces actuelles ou potentielles pour les "intérêts vitaux" de "l'Amérique" et donc du "monde libre" ou de la "démocratie". Autant que de besoin, l'idéologie américaine actualisera ces formules un peu trop usitées naguère, mais il y a peu de chances que, malgré les courageux efforts de divers groupes marginaux et les occasionnelles lueurs projetées par quelque événement, cette idéologie puisse assimiler une donnée essentielle des prochaines décennies : **les transformations du système mondial saperont l'actuelle prééminence**

¹ Encore que ses victimes proche et moyen-orientales pourraient être difficiles à apaiser.

américaine, les États-Unis devront s'adapter à un système différent, évoluant vers une pluralité de grandes puissances dont aucune ne pourra hériter de leur primauté actuelle. L'histoire des gloires passées sera d'un faible secours pour éclairer cette évolution, car celle-ci sera marquée par une novation déjà acquise : contrairement aux siècles passés où la planète était couverte de systèmes mondiaux distincts, non ou peu communicants, dans lesquels plusieurs puissances ont pu se considérer comme un "Empire du Milieu", chacune dans son système mondial particulier, la planète est désormais couverte par un système mondial unique dont l'intrication se resserre d'année en année. Il faudra faire place à une puissante Chine sans empire, à une Inde non enkystée dans l'empire anglais, à un Japon réussissant à loger sa prospérité dans une Asie ouverte, sans doute aussi à une Europe qui sera une coopérative d'anciennes primautés, peut-être même à quelque Brésil, lointain héritier d'une *Hispanidad* qui l'ignorait, et pourquoi pas ? à diverses résurgences d'ampleur plus modeste, de la Russie retrouvant ses esprits à la Perse aussi "éternelle" que la Grèce, etc.

Chemin faisant, la gésine de ce nouveau système mondial dérangera tant d'"intérêts vitaux" américains, que le risque est grand de voir les États-Unis déraiper derechef, comme en 2001-03, à moins qu'ils ne se trouvent entraînés vers (ou par) quelque autre aventure à contre courant. C'est pourquoi, en réfléchissant aux "grandes guerres" du 21^e siècle, j'ai jugé nécessaire de mettre l'accent sur les responsabilités potentielles de ce pays prééminent. **Les intérêts propres à l'État le plus puissant peuvent être la principale source de guerres à rayonnement mondial.**

Ceci posé, il faut considérer également que la guerre a été jusqu'ici congénitale à toutes les sociétés humaines et que ses variations principales ont été liées à la structure propre des systèmes mondiaux incluant ces sociétés. Or il se trouve que le système mondial actuel va léguer à son successeur deux particularités radicalement nouvelles : d'une part, ce monde est, pour le moment, soumis à l'évidente primauté d'une puissance unique dont la prééminence est pour un temps incontestable ; d'autre part, ce monde a hérité, de son prédécesseur immédiat, d'une arme nucléaire dont l'expérience a montré qu'elle pouvait servir soit à des destructions plus radicales que jamais, soit à une dissuasion réciproque entre des puissances majeures qui avaient tout ce qu'il fallait d'"intérêts vitaux" contradictoires pour se livrer à un énorme conflit – qu'elles ont pourtant "refroidi" en un infini chapelet d'assez "petites guerres". Dès lors, la question se pose de concevoir quelles pourraient être pour les prochaines décennies du 21^e siècle, les politiques qui éviteraient les "grandes guerres" mondiales impliquant les États-Unis et minimiseraient l'ampleur et le nombre des "petites guerres" entre États de moindre envergure. Ici, où je considère uniquement les "grandes guerres", je vais négliger ces "petites guerres" sur lesquelles divers aperçus ont été donnés ci-

avant.¹ S'agissant donc des "grandes guerres" impliquant les États-Unis, la sagesse politique peut s'exprimer en quelques formules :

1. – Ne pas s'associer aux politiques paranoïaques des États-Unis.² Ne pas refuser les contrôles d'identité auxquels Washington entend soumettre tout voyageur vers ses rivages, mais ne pas hésiter, non plus, à dissuader lesdits voyageurs de se rendre aux États-Unis et à soumettre les voyageurs américains à d'aussi laborieux contrôles. Bref, ramener les États-Unis à la raison, ce qui n'interdit nullement une coopération policière bien contrôlée pour repérer les véritables liaisons terroristes "internationales". Agir de même pour les autres manifestations ultra-peureuses des autorités américaines.

2. – Ne pas s'associer aux désordres juridiques que les États-Unis tolèrent ou organisent. Ne pas prendre Guantanamo pour la capitale d'un État de droit. Ne pas accepter le transit et l'hébergement de prisonniers récoltés par des agences américaines hors conventions de Genève.

3. – Ne pas s'abandonner aux automatismes d'alliances défuntes ou en déshérence. En Europe, tendre à la dissolution de l'OTAN ou, à tout le moins, à son entière européanisation, éventuellement accompagnée d'un fractionnement en trois alliances militaires : l'une pour les inconditionnels des "liens spéciaux" avec les États-Unis ; l'autre pour les États encore frileux, récemment "venus du froid" – c'est-à-dire du "camp socialiste" ; la troisième, enfin, pour les États européens aptes à coopérer pour une action politico-militaire dont ils seront seuls à décider. En attendant que de telles novations – ou leur équivalent – soient possibles, empêcher toute dérive de l'OTAN vers un rôle de Légion Étrangère au service des États-Unis et vers une ouverture à tous les États situés autour de la Russie et de la Chine, comme dans le reste de l'Asie.

4. – S'efforcer d'entraîner la Russie vers une coopération politico-militaire avec l'Europe (du 3^e groupe ci-avant ou de ce qui pourra en tenir lieu), parallèle à la coopération sino-russe à favoriser pour ce qui est de l'Asie.

5. – Favoriser l'émancipation du Japon hors la tutelle des États-Unis. Soutenir de même l'affirmation politico-militaire de l'Inde. Concourir à l'établissement, en diverses zones, de "mesures de coopération et de confiance", analogues à celles qui ont rendu de bons services en Europe après le traité d'Helsinki (1975).³

¹ Voir *L'Inventaire du 21^e siècle*, notamment les chapitres 3 à 6 du tome 1. Sur les "petites guerres", je recommande vivement l'étude d'Alain Joxe publiée dans le cahier du *Cirpes* en novembre 2006, article où, à l'occasion des dernières actions d'Israël en Palestine et au Liban, il s'interroge sur "*L'unilatéralisme impérial et les guerres asymétriques*". Voir : <http://www.cirpes.net>.

² Paranoïa soulignée par Brzezinski en octobre 2003. Zbigniew Brzezinski a été le principal conseiller de politique internationale du Président Carter. Contrairement à son "patron", ce fut essentiellement un "faucon", mais non un zélateur du "néo-conservatisme".

³ En tenant compte des observations formulées par Maurice Bertrand dans *De l'Europe apaisée à l'Europe pacifiante*, Hérodote, n° 108, 1^{er} trim., 2003.

6. – Favoriser l'entrée de l'Allemagne, du Japon et de l'Inde au Conseil de Sécurité des Nations Unies ¹, avec statut de membre permanent doté d'un droit de veto. Ultérieurement, c'est-à-dire après une suffisante évolution du Brésil, de l'Afrique du sud et d'autres pays, faire participer ceux-ci au dit Conseil. Mettre un terme aux activités du G7, G8 et autres avatars d'un pseudo-directoire international sans statut ni légitimité ; rabattre ses "ordres du jour" vers le Conseil de Sécurité. Réformer l'exercice du droit de veto, de façon telle que ni les États-Unis, ni quelque autre État ne puisse l'exercer solitairement. ²

7. – Susciter la formation de Conseils de sécurité à l'échelle des grandes régions du monde (par exemple : 1 ou 2 pour l'Europe, 2 ou 3 pour l'Asie continentale, 1 pour l'Asie insulaire du sud-est, 1 pour l'Amérique latine) et faire de l'actuel Conseil de Sécurité une instance d'appel desdits conseils régionaux).

8. – Mettre à profit les réformes des principales agences de l'ONU pour en éliminer les prépondérances unilatérales (ou presque) qu'y exercent aujourd'hui les États-Unis, par exemple à la Banque Mondiale ou au FMI.

Naturellement, ces perspectives seront diversement débattues et combattues. Si elles se concrétisent, ce sera sans doute avec maintes variantes. Mais en attendant qu'elles voient le jour, elles laissent entrevoir les axes des politiques internationales qui seraient souhaitables un peu partout pour entraver le dérapage belliqueux des "intérêts vitaux" américains et, sans doute aussi pour calmer maints autres conflits potentiels. Derrière tous ces cas particuliers un même principe général devrait être valorisé : pas d'automatisme des alliances et des "amitiés traditionnelles" entre États ; pas d'engagement militaire sans une délibération publique préalable des gouvernements et des organes législatifs dont ils relèvent.

¹ Les tentatives de réforme dudit Conseil ont toutes avorté, fondamentalement du fait des États-Unis, gardien jaloux d'une prééminence qu'ils défendront tant que faire se pourra. Mais, précisément, les crises envisagées par la présente note se joueront toutes *on the brink*, c'est-à-dire au bord de la guerre mondiale, situation où les États-Unis devront constater la montée en puissance des États mentionnés. Faute de pouvoir réduire cette poussée, c'est-à-dire faute d'une suffisante alliance internationale répressive, ils devront se résigner à des réformes successives du Conseil de Sécurité. C'est cet (épouvantable) jeu de guerre ou paix qui, seul, conduira à l'institutionnalisation progressive de nouveaux rapports de force, de par le monde. La réforme du Conseil me paraît pouvoir être le résultat de ces crises successives. Les étapes produiront des voiles diplomatiques habillant pudiquement le grignotage de la surpuissance américaine, puisqu'aucune "bonne guerre" n'aura pu trancher en leur faveur. Au reste, l'une des étapes de cette reculade qui occupera une grande partie du 21^e siècle pourrait être une réforme générale des Nations-Unies, accompagnée de beaux discours sur l'indéfectible continuité des efforts américains (et autres) pour la paix des nations et la prospérité des peuples.

² Autrement dit, selon l'effectif global du Conseil de Sécurité, porter à 2, puis 3, le nombre des États requis pour que leur veto collectif soit valide.

L'objectif n'est pas d'isoler ou de brimer les États-Unis, mais de les aider à civiliser toujours mieux leur peuple et leur gouvernement.¹ De les aider, en somme, à orienter leur politique mondiale de façon telle qu'ils réalisent un objectif qu'ils ne cessent de recommander quand une de leurs institutions est prise dans les turbulences d'une crise : assurer un *soft landing*, un atterrissage en douceur, depuis leur sommet actuel, jusqu'au plateau pluraliste où se rangeront les puissances du prochain système mondial. Ce qui, je le souligne, ne fera pas d'eux une société pauvre.

¹ Voir *Civiliser les États-Unis*, sur le présent site.

TROISIÈME PARTIE– VERS UN AUTRE SYSTÈME MONDIAL

Chapitre 13

(avril-mai 2007)

La longue marche de l'Asie vers le centre du système mondial

[Retour à la table des matières](#)

Évidemment, le 21^e siècle sera celui d'une remontée de l'Asie – et spécialement de la Chine – vers la position centrale qu'elle a souvent occupée au cours des siècles. On peut craindre que les États-Unis, actuel tenant du titre, fassent barrage par tous les moyens directs et indirects dont ils disposent, tandis que le challenger réagirait par des moyens semblables ou originaux. Partant de cette hypothèse, aujourd'hui vraisemblable, j'ai déjà consacré une étude aux *Grandes guerres du 21^e siècle*¹, en recherchant *pourquoi et comment éviter que les États-Unis s'en mêlent* ? Cette question est importante, mais incomplète. Elle est tournée vers les multiples potentiels de guerre dont le système mondial actuel est surchargé et centrée sur la façon dont les États-Unis pourraient en jouer pour contenir la Chine tout en servant localement leurs divers intérêts propres.

Comme la Chine actuelle est loin de pouvoir rivaliser avec les États-Unis en matière militaire – et en bien d'autres domaines – l'étude précitée n'a pas détaillé les actions ou réactions que la Chine pourrait opposer aux États-Unis à mesure qu'elle prendra de la vigueur. Qui plus est, elle n'a pas non plus supputé les visées et les tentations propres aux États-Unis, à mesure que l'ascension chinoise se confirmera. J'entends donc compléter cette esquisse préliminaire, par deux études dont la première commence ici. Elle mettra l'accent sur la montée en puissance de la Chine. Ultérieurement, il s'agira d'observer la façon dont les États-Unis

¹ Étude reproduite sur le présent site.

pourraient se comporter vis-à-vis de la Chine, à mesure que l'ombre lointaine de la puissance chinoise à venir – qui tracasse déjà certains des pouvoirs étatsuniens – se concrétisera effectivement. Je me propose, en somme, de disjoindre pour la commodité de l'analyse, les deux branches de la contradiction sino-américaine du 21^e siècle.

Ce faisant, je n'oublierai pas que d'autres puissances, pour la plupart asiatiques, participent, elles aussi, au grignotage de la primauté américaine ; que rien ne garantit que la Chine les surclassera toutes ; ni que les États-Unis, en leur consistance présente ou en quelque nouvel avatar plus vigoureux encore, ne réussiront pas à prolonger, sinon à pérenniser leur actuelle prééminence. Bref, les deux études annoncées porteront en fait sur le devenir du système mondial et de son centrage au cours du 21^e siècle.

Si elle se voulait tout-à-fait systématique, une telle recherche déborderait beaucoup de mes capacités solitaires. En fait, je centrerai mon travail sur les pentes du 21^e siècle que les deux volumes de *L'Inventaire* déjà publiés sur le présent site ont mises en lumière. Pour filer cette métaphore montagnarde, je dirai qu'ici je m'intéresserai d'abord aux *grimpeurs*, c'est-à-dire aux puissances qui se hissent, en même temps que la Chine, vers des niveaux supérieurs du système mondial, et je réserverai l'étude à venir aux puissances qui, comme les États-Unis, reculeront plus ou moins dans les classements mondiaux. ¹

La Chine fait ses comptes

[Retour à la table des matières](#)

Nul ne doute que la Chine soit engagée dans un puissant développement économique. Les exemples répétés de Hong-Kong et de Singapour, puis de Taïwan et de la Corée du sud – ces "dragons" de culture chinoise ² – faisant suite à l'expansion prodigieuse du Japon au sortir des ruines de la guerre et précédant l'élan manifesté par les "tigres" de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande – nourrissent cette conviction. L'afflux des capitaux étrangers confirme que cet élan durera.

En dressant, il y a deux ans, un *Inventaire du 21^e siècle*, j'ai néanmoins repris des résultats (établis par Angus Maddison) qui semblent minorer la vigueur de

¹ Je n'opposerai pas une image unique à celle des *grimpeurs*, car il faut s'attendre à ce que des États réussissent à s'accrocher, de façon quasi-stationnaire, au niveau déjà atteint – comme une Suisse assise sur sa montagne de banques et d'industries – alors que d'autres dégringoleront – comme une Argentine, dixième puissance économique mondiale au début du 20^e siècle.

² La distinction entre Tigres et Dragons évoquée ici, n'est pas d'usage général. Elle tient compte d'un écart dans le degré de pénétration de la culture chinoise qui doit plus à l'histoire de longue période qu'aux réalités sociales du présent.

l'élan déjà pris, car cet auteur juge que le PIB par tête (en \$ internationaux) allait croître, en moyenne annuelle, de 5,5 % entre 1995 et 2015, avant de se hisser au voisinage de 7 % l'an, de 2015 à 2030. Comme Maddison est l'un des meilleurs experts mondiaux – non de la Chine, mais des comptabilités économiques nationales – et que ses chiffres d'allure modeste, sont tirés du panorama historique et prospectif du développement économique mondial, qu'il a dressé après plusieurs décennies passées au service de l'OCDE,¹ il faut bien comprendre sa démarche avant de s'en écarter.

En fait, le déficit principal dont a souffert Maddison tient aux faiblesses de l'appareil statistique chinois, lesquelles sont en cours de résorption, mais ne pourront être toutes corrigées rapidement, parce que la statistique est un sous-produit de maintes autres activités étatiques. On dispose désormais d'études chinoises bien détaillées, qui permettent de comprendre ce qui freine encore la production de comptes économiques nationaux pleinement comparables à ceux des grands pays industriels. Le NBS (ou *National Bureau of Statistics*) n'est pas le producteur principal des comptes chinois, car il existe des Bureaux de la Statistique dans toutes les provinces, comme dans les régions et les municipalités autonomes. Le Bureau National qui inventorie directement les résultats relatifs aux activités des entreprises et des appareils d'échelle nationale, doit les coordonner avec les résultats régionaux et fixer les normes partout applicables. Des erreurs de collecte et des écarts méthodologiques s'ajoutent à d'éventuelles dissimulations déformant des comptes régionaux, tandis que l'insuffisante centralisation des appareils fiscaux et bancaires et de diverses autres administrations, ne permet pas au BNS de recouper aisément tout ce qu'il doit assembler. D'enquête générale en recensement global, le progrès des Comptes nationaux est tangible. Il permet d'homogénéiser peu à peu les séries historiques et d'adosser la coordination des nouveaux résultats annuels à des séries relativement fiables. Mais comme ce travail s'effectue dans une société en surchauffe permanente, depuis le début des années 1980, le bâti d'une honnête fiabilité est une entreprise héroïque qui n'atteindra pas de sitôt une suffisante maturation.

Les éléments assemblés vaille que vaille sur le PIB (et autres agrégats) entre 1952 et 1977 n'ont pu être retravaillés qu'au cours des années 1978-1984, c'est-à-dire au début de l'ère Deng Xiaoping. Puis la série historique ainsi façonnée a été prolongée d'année en année, non sans d'énormes enquêtes, comme celle de 1991-92 sur les activités tertiaires, qui a fait rehausser de 7 à 9 % environ, les résultats établis auparavant. En 1995, le NBS a entrepris une autre enquête pour recadrer tous les résultats afférents aux années 1978 à 1990, afin de consolider la série historique. Après quoi, la périodicité des changements de base qui était de dix ans,

¹ L'OCDE est l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique, qui rassemble la plupart des États actuels et qui, depuis quelques années, a commencé de s'émanciper d'une trop stricte fidélité aux États-Unis.

a été ramenée à cinq ans. Ainsi 2005 va devenir l'année de base pour toute la période 2006-2010 et ainsi de suite.¹

Les performances économiques chinoises se situent quelque part entre les 5,5 % par an et par tête, jusqu'en 2015, devenant 7 % entre 2015 et 2030 que Maddison a supputés, et les 9 à 10 %, voire 11 %, qu'affichent désormais les statisticiens chinois, repris par l'OCDE, comme par la Banque Asiatique de Développement. Je tiendrais volontiers que, lorsque les comptes chinois auront été alignés sur les standards OCDE, les résultats affichés pour 2015-2030 seront proches des données établies par Maddison, d'autant que d'ici là plusieurs accidents conjoncturels auront sans doute secoué l'économie mondiale. En tout cas, si l'on se propose d'évaluer – ou plutôt d'apprécier – l'écart entre la Chine et les États-Unis quant à leurs capacités respectives, il faut centrer la réflexion sur ce que la Chine peine encore à mesurer, voire à apercevoir, dans son propre développement.

L'immense Chine est très inégalement maillée d'administrations fiscales, de banques et autres caisses financières. Ses comptes sont difficiles à recouper depuis plusieurs sources. Les stratégies d'entreprises mêlent des dissimulations semblables à celles du capital marchand de toute époque avec des sornioiseries héritées du socialisme étatique de naguère (lequel survit largement). À cela commencent à s'ajouter les habillages financiers qui accompagnent trop souvent la prolifération des banques et des bourses et les turpitudes "paradisiales" dont les firmes multinationales (FMN) sont coutumières. Par ailleurs, la vaste fraction de la PIB qui provient des campagnes est encore mal connue. Enfin, aucune taxe transversale (du type TVA) ne vient insérer les diverses formes du commerce dans un maillage qui soutiendrait leur vertu. De leur côté, les administrations et tous les appareils qui ne sont pas tournés vers une production directe commencent seulement à découvrir leur rôle économique. Quand l'assignation à toutes ces entités des parts qui leur reviennent dans la production, l'investissement, l'impôt, l'épargne, etc. sera bien éclaircie, il restera à s'assurer que les prix intérieurs² (y compris sous forme d'intérêts, de loyers, etc.) sont très correctement mesurés et agrégés pour tout l'espace chinois, de Hong-Kong aux provinces les plus reculées. Alors, les PIB globaux et par tête pourront être comparés de façon tout-à-fait significative avec ceux des États-Unis (et des autres pays membres de l'OCDE). Il ne restera plus qu'à résoudre les inévitables difficultés de fabrication des PPA internationaux et les très capricieuses difficultés de conversion monétaire entre des États-Unis qui jonglent diversement avec leur \$ (tant que les normes du FMI lui en laisseront toute latitude) et une Chine qui n'abandonnera pas de sitôt sa vigilante gestion du yuan sur le marché des devises.

¹ D'autres précisions sur les travaux effectués ou projetés par le NBS sont données dans l'annexe ci-après.

² Qu'il faut connaître pour passer des PIB en valeur (à prix courants) vers les PIB en valeur (à prix constants).

Autrement dit, pendant les prochaines décennies, il faudra user avec une extrême prudence de tous les indicateurs globaux, pour comparer les deux pays. Les comparaisons basées sur le PIB réel total ¹ seront sans doute invoquées pour mesurer les capacités respectives des deux pays, mais il faudra les nuancer selon le domaine visé. Ainsi les prix internationaux devront être utilisés pour les équipements importés, mais non pour l'immense majorité des productions locales utilisant peu de ressources importées. Un seul exemple permet de comprendre cette nuance : tant que la Chine importera ses matériels militaires les plus sophistiqués, ses dépenses seront "aux prix internationaux" (occidentaux, japonais, russes ou autres), mais lorsqu'elle aura suffisamment sophistiqué ses propres capacités de production, les dépenses pour de tels matériels seront de plus en plus "en prix intérieurs chinois". Si, par ailleurs, la comparaison doit porter sur les niveaux de vie des deux pays, il faudra évidemment passer aux PIB par tête, mais en se souvenant que la politique limitant la descendance à un enfant par famille n'a pas empêché toute naissance d'enfants non déclarés aux autorités. ² Tant que les statistiques démographiques n'auront pas été lavées des "erreurs et omissions" dues à ce fait, il faudra donc se méfier des PIB par tête.

Si la qualité technique des comptes chinois demeure inférieure à celle des comptes OCDE, le trajet accompli au cours des toutes dernières décennies est d'une ampleur manifeste. À suivre Maddison, la Chine produisait déjà en 1995 un peu plus de la moitié du PIB global des États-Unis. Selon ses hypothèses prévisionnelles, l'égalité serait en vue vers 2015, puis vers 2030, la Chine dépasserait de 60 % environ le niveau global du PIB américain, soit cinquante ans après les réformes initiées par Deng Xiaoping. Les dernières données publiées par l'OCDE s'inscrivent sur cette trajectoire. Les données bien avérées qui apparaissent dans les statistiques de plusieurs pays confirment pleinement ce jugement, en matière de commerce international, à l'importation comme à l'exportation. Elles trouvent leur conclusion dans la puissante ruée des capitaux de multiples pays vers des investissements en Chine, lesquels sont aujourd'hui encore des investissements industriels plus que financiers. Toutefois le rapide essor des jeunes bourses de Shanghai et Shenzhen et le ragaillardissement de celle de Hong-Kong donnent à penser que la Chine ne tardera plus à être exposée aux appétits de profits financiers à court terme.

La croissance mondiale de l'économie atteint des niveaux qu'elle n'avait plus connu depuis les années 1960 et les dépasse même. Les principaux moteurs de la production mondiale ne sont plus situés, comme à cette époque, en Amérique du nord, en Europe de l'ouest et au Japon, "troisième grand". Désormais les élans

¹ Évalué en dollars internationaux PPA, comme il est montré en annexe. L'équipe de l'OCDE spécialisée dans l'étude des comptes chinois estime – contrairement à moi – que les résultats de la présente période pourraient être plus élevés encore que les chiffres aujourd'hui affichés.

² Celles-ci peuvent désormais être autorisées, moyennant une forte taxe spéciale, mais les campagnes les plus traditionnelles qui sont aussi les plus pauvres se rangent malaisément à ces normes.

principaux proviennent d'Asie, tout spécialement d'une Chine que certains aux États-Unis craignent comme un compétiteur direct de leur actuelle prééminence. Il est vrai que, vues de Chine, les premières années du 21^e siècle sont une véritable épopée, scandée en 2007 par la mise en service d'une voie ferrée entre Pékin et Lhassa, en 2008 par l'achèvement de la mise en eau du barrage des Trois Gorges, travaux gigantesques auxquels succéderont bientôt les Jeux Olympiques de Pékin et la Foire Internationale de Shanghai (2012) où la Chine étalera ses merveilles, des plus antiques aux plus modernes, sans compter ses multiples projets ambitieux. En somme, ce pays se hissera en majesté sur le socle de ses succès déjà acquis. De façon moins emphatique, on peut aussi juger de l'image que la Chine entend offrir au monde, en observant les efforts idéologico-policiers qu'elle a entrepris pour "civiliser" Pékin en vue des J.O., notamment en soignant la propreté des rues et en "faisant la guerre au crachat" qui est geste commun dans les lieux publics. Ou, dans un tout autre registre, en soulignant l'ambition affichée par Macao – qui est "rentré" en Chine en même temps que Hong-Kong – de dépasser durablement Las Vegas dans son "industrie" traditionnelle, celle des jeux de casino. Certes, l'arasement des vieux quartiers de Pékin illustre les dégâts (écologiques et autres) que la modernisation accélérée produit et la gloire marchande de Macao ouvre une petite fenêtre sur les immenses problèmes d'éthique politique que la société et l'État chinois auront à traiter. À titre provisoire, il vaut mieux conclure sur le fait que, d'une décennie à l'autre, la Chine s'efforcera de gravir plusieurs marches dans la voie tracée par Deng Xiaoping : les années 2010 auront été celles du rattrapage – global et grossier – des États-Unis, la décennie 2020 pourrait être celle d'un franc dépassement – toujours en PIB global – et la décennie 2030 verrait la Chine accéder à la zone des comparaisons devenant significatives en termes de PIB par tête. Celle aussi où, à en croire l'*Asian Development Bank*, la consommation des ménages dépasserait l'exportation et l'investissement, comme levier de la croissance économique chinoise.

La Chine s'épanouira, mais non sans crises.

[Retour à la table des matières](#)

La Chine a gagné une place de premier plan dans le commerce mondial. D'abord cantonnés dans des productions qui réclament plus de main d'œuvre que de techniques avancées (jouet, chaussure, textile, habillement, mobilier, etc.), ces progrès sont devenus manifestes lorsqu'ils ont débouché sur des fabrications raffinées (électronique, informatique, etc.) ou, plus exactement lorsqu'ils ont dépassé le stade des pièces et accessoires (puces, écrans, etc.) pour atteindre celui des assemblages composites (ordinateurs, automobiles, etc.) sinon, déjà, celui des innovations majeures. La Chine a construit beaucoup de centrales thermiques ou nucléaires et prévoit d'en ajouter trois ou quatre douzaines, rien que pour le nucléaire, d'ici 2020. Mais ces achats s'assortissent désormais de transferts de technologies qui présagent d'une industrie nucléaire nationale. L'immense barrage

des Trois Gorges est loin d'épuiser le potentiel d'équipement hydro-électrique du pays, mais il est certain que la Chine adjoindra à son savoir-faire-béton, un savoir-faire-turbine. La liste des industries comme l'automobile, les constructions ferroviaires et bien d'autres où l'importation de produits sophistiqués se doublera de transferts de technologie imposés aux vendeurs va s'allonger. Ainsi, par exemple, l'amélioration de la qualité des voitures produites par des entreprises chinoises est désormais stimulée par l'établissement d'une licence d'exportation qui réserve aux bons produits chinois l'accès au marché mondial, aux côtés des modèles assemblés en Chine, par les FMN de l'automobile. Autrement dit, ce pays vise aussi à construire par lui-même une large partie du milliard d'automobiles qu'il atteindra d'ici 2030. L'aéronautique suivra une évolution comparable, tant par les efforts propres et les acquisitions de brevets qui devraient permettre de produire de nouveaux jets chinois vers 2020, que par les coopérations, avec la Russie notamment, qui concernent la production militaire. Avant longtemps, l'astronautique – où la Chine a déjà acquis quelques capacités – connaîtra une même évolution. Chemin faisant, ces probables modernisations des deux prochaines décennies s'accompagneront d'innovations chinoises. Par exemple par conversion du charbon en un combustible nettement moins polluant que dans l'usage qu'en font, aujourd'hui, les centrales thermiques. Mais sans doute aussi dans divers autres domaines pouvant aller jusqu'à l'astronautique et au spatial. D'ici peu d'années, on discernera plus clairement les futurs domaines d'excellence que les industries déjà établies, les instituts techniques qui se multiplient et les universités scientifiques qui s'étoffent auront commencé à faire mûrir. Bref, la Chine incite les entreprises nationales ou multinationales installées sur son territoire à "viser haut", à tendre vers des productions de qualité, à se hisser aux meilleurs rangs de la compétition internationale. Elle y parviendra, en quelques décennies, si ses universités et ses centres de recherche se déploient bien, si son positionnement dans les échanges internationaux s'accorde avec le statut qu'elle vise et si aucun embargo, ni aucun blocus à motivation politico-militaire ne vient l'entraver.

En affermissant son assise de grande puissance industrielle, activement mêlée aux grands courants du commerce international, la Chine s'expose à des difficultés, d'ordre interne ou non, dont son économie pourrait souffrir. L'actuel mélange d'un capitalisme fougueux, (importé par une poussière de PME ¹ ou d'affairistes et par des multinationales souvent très puissantes) avec de vastes séquelles d'un socialisme étatique dont la réforme est très inégalement engagée – ni même envisagée – expose ce pays à des accidents de nature et d'échelle très variées. L'accaparement de biens d'État que facilite l'insuffisant contrôle bancaire et l'étalement sur cinq niveaux de la puissance publique peut bafouer les communautés rurales, notamment dans les zones hyperactives et accompagner des spéculations immobilières ou boursières, des détournements de fonds publics, des crédits bancaires mal gagés et irremboursables, etc. Par ailleurs, les exportateurs

¹ Abréviation française pour désigner les **P**etites et **M**oyennes **E**ntreprises

américains et européens, mettent en lumière la difficile protection de la "propriété intellectuelle" dûment brevetée, dans un pays qui découvre cette notion à mesure qu'il s'ouvre au commerce mondial. Les piratages et contrefaçons sont légion, mais difficiles à poursuivre dans l'état présent d'un système législatif et d'un appareil judiciaire qui les visent peu à peu. Néanmoins les saisies et destructions de tels produits illicites se multiplient par les soins d'une police qui n'attend pas qu'une décision de justice l'en ait chargée, dès lors que les autorités locales la mettent en mouvement. La difficulté redouble quand la libre circulation de produits et services intellectuels ou multimédiatiques, posée en principe commercial, se heurte à la politique culturelle d'un pays qui n'entend pas s'ouvrir inconsidérément à tout ce que la presse, la librairie, le cinéma et internet peuvent véhiculer. Un riche terrain s'ouvre ainsi à des fraudes et contrebandes qui ne sont pas sans rappeler les trafics qui firent la richesse de Venise, Genève et Amsterdam, dans l'Europe du 18^e siècle. Dans un autre registre, élargi par le développement boursier du pays, une affaire type est celle du "scandale de Shanghai où, en 2006, l'équivalent d'un milliard de \$, a été détourné d'un fonds de sécurité sociale. Le responsable du Bureau Fédéral d'Audit annonce un redoublement des contrôles visant à résorber de telles rapines, comme à assurer la transparence des transactions boursières.

Dans la presse internationale plus qu'en Chine même, les activités boursières ont commencé de relayer les dysfonctionnements bancaires qui ont longtemps été supposés périlleux pour toute l'économie chinoise. Il est vrai que les grandes banques spécialisées, créées par la Banque Centrale, durant les années 1980 ont fini le 20^e siècle, lourdement chargées d'un stock croissant de créances irrécouvrables qui auraient entraîné leur faillite si elles avaient dû fonctionner "à l'occidentale". Mais en juger de la sorte, c'est ne rien comprendre à la transition lente et prudente, par laquelle les dirigeants chinois, au premier rang desquels Zhu Rongji, ont entrepris de démêler les institutions et les activités de la banque centrale d'avec celles de banques devenant commerciales, comme de disjoindre les financements budgétaires des recours au crédit ou même de maintenir en survie des entreprises étatiques parfois énormes, pour offrir à quelques centaines de milliers de salariés une sorte de sécurité sociale. Ces exercices ultra-périlleux ont donné à la Chine la possibilité de sortir du socialisme étatique sans subir l'équivalent d'une "décennie Yeltsine", riche de cadres locaux et d'affairistes étrangers accaparant les "meilleurs morceaux" de l'économie chinoise au prix d'un chômage énorme. Leur pari risqué, mis en œuvre d'une façon de moins en moins improvisée, a été de profiter de l'exceptionnelle croissance des exportations, des investissements étrangers et d'une production nationale dûment encouragée, pour supporter cette fluxion bancaire et la réduire peu à peu. En 2007, les quatre banques précédemment spécialisées (Agriculture, Construction, Industrie et Commerce, Import / Export), assainies par des concours de la banque centrale et par des sociétés de défaisance aidant à reconverter les entreprises étatiques enflées de crédits, ont si bien progressé dans la voie de l'apurement des bilans qu'elles ont toutes réussi à lever, dans les bourses chinoises, quelques dizaines de milliards de \$, par introduction de leurs propres actions, ou par augmentations de capital. À

leur entour de multiples nouvelles banques sont apparues depuis le début du 21^e siècle et les banques internationales, déjà autorisées à ouvrir dans les principales villes des filiales opérant en \$ et autres devises, voient leur champ d'action s'élargir peu à peu vers de nouvelles aires géographiques et, qui plus est, vers des opérations en yuan, ce qui les fait entrer sur le marché monétaire chinois.¹

Le "péril bancaire" chinois, si souvent évoqué, a pour compagnon la "surchauffe" de l'économie. Ni l'un ni l'autre ne sont des risques imaginaires, mais tous deux sont à relativiser, en les interprétant en fonction de l'histoire effective des dernières décennies en Chine – on l'a vu pour la "fluxion de crédit" – et en demeurant attentif aux développements en flèche qui ont pu caractériser diverses novations (par exemple dans la Hollande et l'Angleterre du 17^e siècle) et maintes reconstructions (dont celle du Japon après 1945). Depuis 1955 la Corée du Sud a mêlé ces deux sources d'élan national, avec le succès et les effets d'entraînement que l'on sait. La seule véritable surprise venue de Chine continentale, est, qu'après sa mise en route par Deng Xiaoping – au moyen d'une demi-douzaine de zones économiques spéciales – elle a réussi à entraîner presque toute son énorme masse à un rythme comparable à celui des petits Tigres et Dragons, encore que l'Ouest du pays ait tardé à se mettre en branle. Savoir de combien la croissance chinoise a dépassé celle de ses voisins de l'Asie dynamique est une question à laquelle les hésitations, déjà rencontrées, sur ce que la Chine peut voir et laisser voir d'elle-même dans ses comptes nationaux ne permet pas de répondre de façon assurée. Mais il reste que la durée multi-décennale d'une progression exceptionnelle ne trompe pas : l'économie de la Chine est en surchauffe.

Sans inquiétude particulière, son gouvernement travaille depuis peu d'années à calmer cet élan excessif, nourri par des apports de capitaux extérieurs, par des investissements publics décidés à tous les niveaux du pouvoir, bien au delà des grands travaux pharaoniques, et par des investissements privés qui mêlent les créateurs de firmes et de commerces aux promoteurs immobiliers spéculant hardiment sur la demande à venir. Le freinage se fera peut-être sentir, du côté des grands travaux en ne renouvelant pas au même niveau les initiatives publiques en matière de rénovations urbaines et de créations d'équipements lourds. Mais ici la difficulté est politique : il s'agit de tenir en laisse les provinces, les villes autonomes et les agences spéciales qui sont toutes piaffantes – et ce dans un pays qui, nonobstant l'ère Mao et la réputation du socialisme étatique, ne s'est pas départi d'une profonde décentralisation traditionnelle, mâtinée d'enquêtes et d'injonctions par les envoyés "du Palais", c'est-à-dire, aujourd'hui, "du centre". Du côté des investissements étrangers, de premiers frémissements sont également observables, tant par l'alignement du statut fiscal des firmes (étrangères ou non) que par d'occasionnelles manifestations de "patriotisme économique" où le respect de pactes d'associés (entre investisseurs étrangers et partenaires chinois) devient défavorable aux premiers, si on en juge par leurs plaintes – qui toutefois n'ont pas

¹ Un chapitre spécial permettra de juger des perspectives ouvertes aux politiques bancaires et boursières des principales puissances dont la Chine.

encore atteint un niveau judiciaire ou diplomatique. Il se pourrait d'ailleurs que l'activité fébrile des jeunes bourses chinoises soit une caisse de résonance pour ces troubles point inhabituels dans la vie des affaires.

Le freinage principal ne peut provenir que d'une modération des dépenses publiques, c'est-à-dire de la discipline respectée par (ou imposée à) la vaste collection des décideurs décentralisés autonomes, y compris en les incitant à se libérer des patriotismes provinciaux qui les font concourir entre eux par de belles initiatives, tandis qu'ils aident à entretenir une sorte de protectionnisme local qui les dispense de se fournir à meilleur compte dans les provinces voisines. Mais le centre pourrait tout aussi bien avoir besoin d'eux pour contenir une crise économique majeure et pour en atténuer les conséquences, car c'est – me semble-t-il – de ce côté que se trouve le risque principal encouru par la Chine. Elle est déjà suffisamment pénétrée par le capitalisme pour être pleinement exposée à ses crises majeures, venues des États-Unis, d'Europe et d'autres régions encore, sans oublier les crises à la source desquelles pourrait se trouver son capitalisme local. Tant que le gouvernement chinois n'aura pas perdu le contrôle des leviers principaux qu'il détient, sur et dans l'économie nationale, son exposition principale aux risques de crise viendra de son commerce extérieur, de ses filiales de FMN importées et des banques et bourses pénétrées par des intérêts étrangers, tandis que ses capacités de défense, liées à la dose d'influence centrale qui vient d'être évoquée pourraient s'appuyer sur deux réserves profondes, sinon également durables : d'une part l'activation par les dépenses et le crédit public d'une partie (aussi bien choisie et dosée que possible) de l'énorme stock d'équipements publics que la modernisation chinoise peut durablement requérir et, d'autre part, la stimulation de la consommation intérieure par un peuple encore miséreux dans sa masse, mais porté à l'important effort d'épargne auquel les populations à dominante paysanne pauvre se soumettent traditionnellement dans toute l'Asie. Néanmoins, ce risque existe, il est congénital au capitalisme. Quand il éclatera, l'habileté de la politique économique chinoise sera mise à l'épreuve. Pour minorer ce risque, il serait souhaitable que la Chine conserve durablement une suffisante capacité de contrôle central sur son économie, ce qui peut s'obtenir de différentes façons et en différents dosages selon les évolutions futures du système mondial et, en Chine même, des propriétés publiques, de banques bien pilotées et des modulations fiscales.

D'autres crises, héritées plus qu'importées, menacent à relativement court terme sa croissance propre et seront aggravées par la poursuite de sa surchauffe : il s'agit de celles que les écologistes dénoncent sans bien les hiérarchiser. Que la Chine satisfasse ses besoins d'énergie par l'installation de centrales nucléaires ou de barrages "dévastant" de vastes zones n'est pas ici en cause, car ces choix sont présentement parmi les moins irrationnels qui soient. De même l'extrême richesse en réserves houillères dont elle est dotée et l'emploi qu'elle fait du charbon ne peuvent être condamnés, surtout si – ce qu'elle a à peine commencé – la Chine s'emploie aussi vite et ingénieusement que possible à centrer l'emploi du charbon

sur des usages et des mécanismes dûment modernisés. Le temps n'est plus où l'Angleterre put inaugurer la révolution industrielle capitaliste grâce ses richesses minières, en inventant par la même occasion un smog que les vents chassaient de son archipel échancré. La masse territoriale chinoise n'offre pas un tel alibi, même si beaucoup de ses centrales sont installées sur le littoral. Plus généralement, on ne peut approuver les commentaires vindicatifs qui accompagnent la publication des statistiques mondiales sur la pollution atmosphérique en soulignant que la Chine devient "plus polluante encore" que les États-Unis, car ce vieux pays industriel, inventeur de trop rares technologies anti-pollution, use de toute son influence politique pour faire ignorer le protocole de Tokyo et les autres initiatives internationales visant à combattre les pollutions de toute sorte. Ceci dûment souligné, il reste que la Chine charbonnière, en plein élan d'industrialisation ne peut prendre son retard pour excuse, alors que le réchauffement climatique mondial dessine des menaces de plus en plus sensibles. Elle devra nécessairement contribuer aux restrictions et réorientations inéluctables des toutes prochaines décennies, ce qui pourrait finalement lui donner un avantage économique vis-à-vis des pays d'industrialisation plus ancienne, si elle accroît la part de ses équipements économes en énergie, alors que l'assemblage de son capital fixe est à peine commencé. Mais elle ne s'apprête pas à développer une industrie et une société propres, lorsqu'elle diligente son équipement automobile-à-l'essence, multiplie les liaisons aériennes-au-kérosène et construit des kilomètres carrés d'usines, de bureaux et d'habitations que son climat, joint à sa jeune richesse, l'incite à équiper d'un chauffage et d'une climatisation d'ancien modèle. Une puissante croisade écologique lui est d'autant plus nécessaire qu'elle gaspille depuis deux décennies trop de ses espaces naturels et beaucoup de ses ressources en eau. Durant les années 1960, l'une des graves erreurs du maoïsme fut de dénoncer les politiques de limitation des naissances que les Congrès démographiques mondiaux appelaient déjà de leurs vœux. Il fallut encore vingt ans pour qu'elle se rende à cette raison. Il est hautement souhaitable que sa modération écologique mûrisse plus vite que sa sagesse démographique.

Quant à sa sagesse sociale, elle semble bénéficier d'une nouvelle germination. Le temps n'est plus où les recettes simples et expéditives du socialisme étatique de style maoïste dirigeaient la Chine, d'une guerre révolutionnaire et nationaliste finalement menée à bien à des réformes qui, pour l'essentiel, partagèrent la misère entre tous. Ni aux saccades du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle prolétarienne où furent perdus les maigres progrès acquis après 1949. Maintenant que la relance d'une économie ouverte au capitalisme international a produit les succès que l'on sait, la misère s'efface, mais non pour tous. Parfois même sa vigueur s'accroît. Néanmoins l'ensemble de la société est en mouvement et la très inégale répartition des bienfaits de la croissance, caractéristique des démarrages capitalistes, se fait pleinement sentir. D'un fin lacs géographique de tensions sociales fort différenciées, naissent beaucoup d'espérances et bon nombre de révoltes qui visent des appareils étatiques et des entreprises, mais de façon fragmentaire. Des interrogations plus globales se font néanmoins entendre.

Avec les réserves qu'appelle le critère monétaire simpliste dont elle fait usage, la Banque Mondiale estime que 10 % des Chinois vivent encore en dessous d'un seuil de pauvreté qu'elle fixe à 1 \$ par jour et par personne. Ce nombre de pauvres serait très inférieur à celui de 1990, mais il continuerait de recevoir des renforts dans les campagnes reculées, comme dans les masses migrant vers les zones urbaines les plus actives. La pauvreté menace aussi les personnes âgées dont le poids démographique ne cesse d'augmenter, cependant que les pensions d'entreprise ou de collectivités sont vulnérables, voire défailtantes, et que "l'enfant unique" réduit les chances d'aide familiale. Vers 2040, ce péril atteindrait son maximum. Du côté des actifs, une autre tendance se fait jour : les inégalités de revenus entre urbains et ruraux qui étaient encore faibles en 1990 ont doublé de 1995 à 2005. On sait combien les expansions capitalistes distendent l'échelle des salaires et enflent les niveaux des profits et des surprofits. Or ce processus n'est amorcé en Chine que depuis deux décennies et n'est guère atténué par un revenu indirect (d'assistance sociale) en matière de pensions et de santé, voire même d'éducation secondaire et supérieure. Au nom de "l'harmonie sociale" dont il se veut le gardien, le gouvernement a esquissé des interventions ou des projets sur tous ces points, en donnant apparemment priorité au relèvement des revenus paysans, au freinage des très hauts salaires, à la taxation des profits élevés et à l'élargissement progressif des services publics d'éducation et de santé. Mais les moyens financiers qu'il semble affecter à ces fins ne garantissent pas des résultats rapides et généraux. C'est donc d'en bas que viennent des réactions significatives, qu'il s'agisse d'émeutes contre les confiscations de terre à diverses fins ou de poussées salariales qui deviennent sensibles dans les zones les plus touchées par la surchauffe économique générale. À Shenzhen, ville pionnière de l'ère Deng Xiaoping, les recrutements deviennent difficiles, les salaires sont élevés, le marché de l'habitat est tendu. À Shanghai, ville tardivement libérée des restrictions de l'époque maoïste qui n'a pu s'élancer que dix ans après Shenzhen, mais a vite retrouvé son dynamisme ancien, on en vient à bloquer les projets nouveaux, d'ordre industriel ou immobilier, tant les prix et les coûts se sont tendus, y compris pour ce qui est des travailleurs qualifiés qui pourtant y affluent. Des forces embryonnaires pointent de divers côtés, des grèves "à la coréenne" ¹ sont parfois signalées, les manifestations plus ouvertes ne sont plus réprimées brutalement, ni bannies de la presse. On a même vu, depuis 2006, des syndicats apparaître dans les sites de diverses multinationales venues d'Amérique et peu réputées pour l'accueil des organisations de travailleurs (Wal-Mart, McDonald's, Pizza Hut., etc.). À Pékin, la Fédération Panchinoise des Syndicats a soutenu, voire impulsé ces créations. C'est pourtant encore une fédération syndicale telle qu'on les concevait dans les sociétés communistes de naguère, mais on a vu en maints pays d'Europe et

¹ En Corée du Sud où le syndicalisme est aujourd'hui épanoui, les arrêts de travail, sous la dictature militaire des années 1960-70, ont souvent pris la forme d'une poursuite effective du travail, par des salariés qui s'ornaient d'un brassard rouge et n'en venaient qu'exceptionnellement à un arrêt effectif. Les grèves ainsi "mimées" ont néanmoins aidé à l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail.

d'Asie de telles organisations briser tout ou partie des liens qui l'attachaient au pouvoir d'État ou au parti dominant celui-ci. En Chine, le ver est dans le fruit.

Mais rien n'indique encore que le (relatif) déploiement de la société civile* favorisé par l'expansion de l'économie, l'importation de FMN et une certaine ouverture aux médias étrangers, le tout sur fond d'internet, ouvert à tous vents, malgré diverses tentatives de blocage ou de canalisation, s'accompagnera de sitôt d'une égale évolution de l'État en tous ses rouages. Certes, des progrès manifestes s'accomplissent. Ainsi quand l'*Agence Chine Nouvelle* annonce que tous les interrogatoires de police doivent être filmés en vidéo, tandis que le Chef du Parquet Chinois indique que des interrogatoires violents sont à l'origine d'une trentaine d'erreurs judiciaires chaque année, une réforme des appareils judiciaires et policiers se profile assurément. Elle ne supprimera pas de sitôt les tortures et les brutalités moindres dont la police était coutumière, mais l'exemple de pays comme la France qui peinent encore à appliquer la même obligation prudente d'une vidéo des interrogatoires montre qu'il s'agit là d'une atteinte essentielle au "travail" traditionnel des polices sous maints climats. En outre, la Chine semble vouloir raréfier la peine de mort dont elle use plus que les États-Unis. Sa loi requiert désormais l'accord de la cour pénale nationale avant l'exécution de condamnations prononcées à l'échelon provincial. Quand, par ailleurs, la Chine s'apprête à réformer son droit des patentes et brevets pour se conformer aux normes de l'OMC¹ qui combat les atteintes à la propriété commerciale, cependant que la réunion annuelle de l'Assemblée Nationale Populaire de la République chinoise, écarte une nouvelle fois, comme elle l'a fait depuis des années, une réforme qui donnerait aux paysans un droit de pleine propriété sur les terres qu'ils détiennent depuis 1980, à titre de location héréditaire, plusieurs leçons sont à tirer de cette coïncidence. L'inégal traitement du droit commercial et du droit de propriété atteste que l'OMC compte plus que la paysannerie dans l'essor chinois. Mais le blocage sur la propriété foncière souligne aussi la convergence des motivations hétéroclites de théoriciens nostalgiques de la propriété collective, d'administrateurs régionaux avides de terrains récupérables sans expropriation, ni indemnisation arbitrée par la justice et de dirigeants centraux hésitant devant ce qui freinerait la libre projection spatiale de leurs projets d'avenir. Là-dessous, une autre donnée se confirme elle aussi : la Chine vit sous un régime politique où l'on débat fermement et où les travaux de l'Assemblée Nationale, sinon ceux des Conseils ministériels, deviennent visibles via les medias. L'ajustement de l'appareil d'État, en ses cinq niveaux territoriaux et pour la plupart de ses activités civiles, semble être la préoccupation centrale des gouvernants chinois, d'une façon qui est d'ailleurs indissociablement mêlée aux visées majeures de la politique intérieure : poursuivre la croissance en tempérant sa surchauffe et renforcer continuellement "l'harmonie sociale".

¹ Organisation Mondiale du Commerce

Mais celle-ci est une formule vague qui fait écho aux meilleures doctrines de l'empire ancien, plus qu'aux thèses héritées de Mao Zedong ou à celles de Hu Yaobang, éphémère secrétaire général du PC chinois, d'inclination réformatrice, mais qui fut écarté du pouvoir en juin 1989, en raison de ses "faiblesses" devant les manifestants de la place Tien An Men. Formule vague, parce que tout en inspirant les commentaires des journaux et des médias, elle ne s'aventure pas vers les véritables débats qu'explorent sur internet, des intellectuels, des universitaires et même des officiers en retraite au sujet de la "démocratie socialiste" et de la "réforme du système politique". Les plus hardis invitent la Chine à imiter la Suisse, pays où les travailleurs sont respectés et où le gouvernement est de style démocratique. Pour sa part, le président Hu Jintao a réaffirmé que "l'harmonie sociale" devait être sauvegardée par une action persévérante en vue de réduire les inégalités et par un combat redoublé contre la corruption qui touche certains appareils centraux et provinciaux. Les recettes de l'harmonie seraient une meilleure distribution des revenus et une action décidée et continue contre les affairistes et profiteurs qui lèsent les intérêts du peuple. Mais peut-on attendre une telle action d'une organisation unique, qui garde le nom et le protocole centralisé du parti communiste, mais qui inclut désormais des cadres et patrons de l'économie privée aux côtés de cadres et agents des fonctions publiques et même de rares ouvriers et paysans non encore transformés en permanents du parti ? L'exemple du Mexique où un Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) de composition analogue a pu gouverner, pratiquement seul, des années 1920 aux années 1990, tout en devenant nettement moins réactionnaire et oppressif que maints autres gouvernements d'Amérique latine montre que la gageure peut être tenue. Mais elle sera exposée à de rudes tensions dans un pays immense, en plein essor économique, où le moteur capitaliste, puissant producteur de richesses et d'inégalités, tourne à plein régime. Les discours sur "l'harmonie sociale" n'étouffent pas les luttes de classes. L'avenir n'est nulle part écrit, mais il est probable que la Chine devra évoluer vers une souplesse croissante, faute de quoi des explosions moins "bien élevées" que celle des étudiants de Tien An Men et moins aisément confinables que celle-ci viendront amplifier les quelques milliers "d'incidents graves" et d'émeutes rurales que la Chine enregistre chaque année. Pour éviter ces périls, la Chine devrait apprendre l'art des compromis syndicaux, des débats politiques ouverts et se souvenir qu'en toutes les nations industrielles des élections suffisamment contradictoires et respectées noient dans des flots de salive des tensions qui, ailleurs se règlent dans le sang. L'affaire est d'autant plus importante que la Chine est une sorte de modèle pour l'Asie, car sa culture a fécondé beaucoup des nations voisines, tout comme sa langue a servi de matrice à certaines au moins de leurs langues usuelles. Autrement dit, elle n'en impose pas seulement par sa masse, mais aussi par l'inévitable reviviscence culturelle que sa richesse en devenir va faire surgir. Elle partage ce rôle avec l'Inde, fondatrice et héritière d'une autre civilisation millénaire et, elle aussi, engagée dans une longue marche vers la modernité et la puissance. Son évolution n'est pas qu'une affaire chinoise, c'est une transformation de portée pleinement asiatique, c'est-à-dire mondiale.

À la fin de l'année 2006, un documentaire présenté en vingt-quatre soirées consécutives par la principale chaîne de la télévision chinoise a été consacré aux neuf pays qui sont devenus de grandes puissances mondiales au cours des derniers siècles. Ce panorama, étalé de l'Espagne du 16^e siècle jusqu'aux États-Unis d'aujourd'hui, a été préparé par une équipe d'universitaires chinois. On dit même qu'il illustrerait un rapport présenté auparavant à la direction du parti communiste. Cette émission qui a connu un grand succès d'audience a notamment souligné la volonté de défendre l'unité nationale affichée par Lincoln, fût-ce au prix d'une guerre civile ; ou encore, les réformes de Roosevelt dont le *New Deal* a élargi le rôle du gouvernement, vis-à-vis du marché, allusions transparentes à Taïwan ou au rôle maintenu pour l'État central, dans l'économie nationale. La visée d'ensemble serait d'éveiller, chez les Chinois une plus grande attention au rôle croissant de leur pays dans le monde actuel, ce qui correspond, en effet, aux actions mises en œuvre par leur gouvernement, désormais plus attentif aux travaux de l'ONU et d'autres organisations internationales, mais aussi aux stratégies déployées par leurs entreprises qui prennent rang parmi les FMN les plus actives¹, et peut-être même par des projets politico-culturels ambitieux : on pourra en juger par l'image que la Chine donnera d'elle-même lors de la Foire Internationale de Pékin, en 2012. Savoir ce que sera la dimension et l'orientation des forces militaires chinoises – question qui stimule la vigilance et peut-être aussi l'imagination des États-Unis, mais pas d'eux seuls – sera aussi un problème majeur des prochaines décennies, que l'on retrouvera dans un prochain chapitre.

D'autres grimpeurs, en Asie et ailleurs

[Retour à la table des matières](#)

Hormis le Proche et Moyen-Orient, la Sibérie russe et le Japon qui boitille encore vers un regain d'activité, la majeure partie de l'Asie est entrée, depuis vingt ans, mais en ordre dispersé², dans une période de forte croissance. En moyenne, elle atteint désormais près d'un doublement de la production tous les dix ans. La Chine n'est donc pas une exception, mais seulement la tête du peloton – ou plutôt l'un des principaux moteurs de cet élan continental. L'Inde la suit d'assez près, mais selon une trajectoire bien différente. Certes, le nord et l'ouest des Indes ont été le siège de plusieurs empires installés au long de l'Indus et du Gange, cependant que des États épars et parfois refoulés par ces empires ont occupé le sud du continent. Mais c'est seulement à partir du 17^e siècle que le plus habile des colonisateurs installés sur les marges de cet ensemble l'a assemblé tout entier, sans réduire son disparate, mais en l'arrondissant, du Cachemire à Ceylan et à la Birmanie. Quand cet énorme empire des Indes britanniques s'est disloqué en 1949,

¹ En 2000, le répertoire du magazine *Fortune* comptait cinq groupes chinois parmi les 500 plus grandes entreprises mondiales. En 2005, on en comptait déjà une quinzaine et l'extraversion chinoise se poursuivra.

² Du fait notamment des crises monétaires de 1996-97.

L'Angleterre lui a laissé en héritage une forte armée partagée entre ses successeurs, une économie et une monnaie déjà quelque peu modernisées et une langue qui est demeurée l'idiome principal de la vie politique et même culturelle, sinon de la vie quotidienne des peuples. Non sans guerres et troubles régionaux, le principal État issu de la Partition – c'est-à-dire l'Inde *stricto sensu* – a réussi à traverser ses premières décennies d'indépendance, en maîtrisant les famines dont souffrait sa population sur-expansive, en élargissant peu à peu sa production et en affirmant son rôle international. Au début des années 1980, quand la Chine voisine entrait dans l'ère Deng Xiaoping, la République Indienne – où allait s'achever le "règne" démocratique de la "dynastie" Nehru – amorçait une libéralisation de son économie jusqu'alors "administrée", si bien que sa croissance s'accélérait, tandis que l'économie voisine commençait à réparer les dégâts de l'époque maoïste. Depuis lors, l'Inde où le ralentissement démographique est insuffisant, a finalement dépassé le total de la population chinoise. Quant au rattrapage du PIB réel global des États-Unis, les perspectives communément admises aujourd'hui le situent vers le milieu du 21^e siècle.

Tout comme la Chine, l'Inde est devenue un très important acheteur de pétrole et d'autres matières premières. Elle s'intéresse aux pays encore mal exploités, tels le Soudan ou même l'Iran. Elle négocie l'installation d'un gazoduc vers ce dernier et l'Asie centrale à travers le Pakistan – ce qui ne plaît guère aux États-Unis – et s'est associée à plusieurs grands contrats internationaux de la Chine. Elle a également commencé d'exporter certaines FMN très ambitieuses, comme le sidérurgiste Mittal et diverses sociétés du groupe Tata, sans compter les prestataires de services informatiques, très développés à Bangolore, et qui commencent à projeter des annexes en pays voisins. Longtemps réticente, l'Inde accepte désormais l'installation de firmes étrangères sur son territoire, telle la *General Motors*, mais elle est encore loin loin de pratiquer une politique de la porte ouverte. Par une initiative singulière, mais peut être prometteuse, un conglomérat des Émirats Arabes Unis s'est associé avec des promoteurs immobiliers indiens en vue de financer la construction de deux villes nouvelles. La banque américaine Goldman Sachs estime que l'Inde compte déjà dix des trente villes mondiales à croissance ultra-rapide, mais elle n'évoque pas les immenses bidonvilles dont le "nettoyage" autour de New Delhi, Bombay, Calcutta et autres cités, est une tâche à reprendre sans cesse et souvent menée de façon parfois brutale, sans cesse reprise. Apparemment, l'élan des bâtisseurs semble plus vif en Chine, peut-être parce qu'aucune propriété privée ne l'entrave.

Les relations entre la Chine et l'Inde ont beaucoup perdu de leurs raideurs passées. Les bons rapports de la Chine et du Pakistan, hérités de la guerre froide, ont perdu de leur vigueur depuis que les États-Unis ont, en somme, sanctionné le nucléaire "clandestin" du Pakistan, par une pleine reconnaissance du statut ouvertement acquis par l'Inde en ce domaine, sans que la Chine en prenne ombrage. Le port financé par la Chine à Gwadar, dans la province pakistanaise du Baloutchistan, n'a guère d'activité, bien que les échanges sino-pakistanaïsoient en

expansion rapide, mais par d'autres voies. Entre la Chine et l'Inde, le commerce s'est développé plus encore et les anciennes tensions diplomatiques ont été quasiment résorbées, qu'il s'agisse de la présence du dalaï-lama tibétain dans le nord-ouest indien ou de la frontière du nord-est entre ces deux pays, du côté du Sikkim. Les visites croisées des chefs d'État sont devenues fréquentes. Des firmes indiennes s'installent à Shanghai, des projets – ou de bonnes intentions – ont esquissé un mariage du *software* indien et du *hardware* chinois, dans une industrie informatique pleinement asiatique. Aucun des deux pays ne manifeste plus d'inquiétude à l'occasion des lancements de missiles de l'un ou de l'autre, depuis que les contacts politiques et militaires de haut niveau se sont établis entre les deux États. Bref, les ricochets de la guerre froide se dissipent et une bonne mais prudente entente s'est établie. Test de succès parallèles, les étudiants indiens inscrits dans des universités américaines sont encore les plus nombreux – en provenance d'un pays asiatique – mais les étudiants chinois les rejoignent et tous deux dépassent désormais les étudiants coréens ou japonais.

La Banque Asiatique de Développement (ADB) – qui est une banque continentale, de même vocation que la Banque Mondiale – souligne que la forte croissance du PIB continental en 2006 (+8,3 %) a été tirée par deux locomotives, la Chine (+10,7 %) et l'Inde (+9,2 %) qui, à elles deux ont fourni 70 % du résultat global. L'Indonésie dont l'exploit est presque égal à celui de l'Inde, mais plus irrégulier que celui-ci, est suivie de près par le Vietnam (+8,5 %) désormais engagé dans un effort "à la chinoise". C'est donc bien l'Asie toute entière ¹ qui est concernée. La position chinoise s'y affirme nettement, car les FDI ² reçus par l'Inde sont nettement inférieurs à ceux qu'elle reçoit. Fermement liée à l'ASEAN ³, la Chine s'apprête à signer avec celle-ci un large accord commercial, tandis que l'ASEAN + 3 (qui adjoint à la première le Japon, la Corée du Sud et la Chine) se prépare même à remplacer le réseau des accords de swaps signés entre les banques centrales après les crises monétaires de 1997-98, par un fonds commun où sera placée une large partie des réserves de change de tous les pays concernés. Déjà, en 2000, le Japon avait proposé la constitution d'une sorte de FMI asiatique, mais cette offre s'était ensablée. Elle renaît, en 2007, sur l'initiative d'une Chine qui a accumulé dans l'intervalle des réserves supérieures à mille milliards de \$.

La Chine et l'Inde sont les deux *grimpeurs* émérites qui tendent à rejoindre, puis à dépasser le niveau réel du PIB américain. Mais il est, de par le monde, d'autres compétiteurs qui n'atteindront pas tous ce niveau, mais dont les probables évolutions au cours du 21^e siècle modifieront considérablement le classement des puissances économiques dans le système mondial. En Asie même, en écartant la Corée qui approche déjà du peloton de tête et qui le rejoindra assurément en une ou deux décennies, si elle finit par réunir (ou confédérer) son Nord et son Sud,

¹ Hormis le Moyen-Orient, la Sibérie et le Japon, comme il a été noté plus haut.

² Ces FDI (*foreign direct investments*) désignent les investissements étrangers opérés sans détour boursier.

³ L'ASEAN est l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique.

quelques pays, comme l'Indonésie, la Turquie, la Thaïlande, l'Iran et le Pakistan ont des chances de s'en approcher ; Mais, comme ils sont loin d'inclure plus d'un "milliard d'hommes", leur exploit global sera forcément plus modeste, sans compter les blocages économiques ou politiques que certains d'entre eux pourraient subir.

Une performance plus remarquable pourrait être attendue d'un Brésil accélérant son élan des dernières années et entraînant une part utile de l'Amérique latine – en particulier le Vénézuéla, riche de ressources pétrolières de longue durée. À suivre l'évolution des projets régionaux d'interconnexion des réseaux gaziers et pétroliers et d'assemblage d'une Banque du Sud qui sont esquissés, en 2007, on entrevoit l'élan qui pourrait porter le Brésil – neuvième puissance économique, logée entre l'Italie et la Russie, dans l'échelle mondiale des PIB. Mais pour réussir durablement un tel exploit, qui l'amènerait à dépasser plusieurs des pays d'Europe occidentale pour se rapprocher du Japon, il faut supposer que cet immense cœur de l'Amérique australe se libérerait des faiblesses intimes qui l'ont jusqu'ici condamné à se soumettre, plus encore que le Mexique, aux influences et aux pressions nord-américaines. Une pleine expansion de son immense richesse potentielle serait, en effet, une invention majeure du 21^e siècle ou des débuts du siècle suivant, qui scellerait une novation tricontinentale du monde entier. Les États-Unis en seraient dérangés plus qu'ils ne l'ont été par la lointaine Russie "rouge" ou qu'ils commencent à l'être par la nouvelle Chine, jadis "rouge" elle aussi.

À vues humaines, l'Afrique du 21^e siècle ne leur réserve pas de semblables surprises, tant ses rares grandes puissances, telles l'Égypte, l'Algérie ou le Nigeria sont loin de pouvoir réaliser de sitôt de très grandes novations. L'Afrique du sud qui les surclasse toutes trois – et qui occupe une position notoire, au 20^e rang des États classés par la Banque Mondiale – a déjà surmonté plusieurs des drames culturels et politiques qui inhibent encore la plupart de ses voisins. Elle dispose, en outre, de ressources naturelles de meilleure qualité et d'une industrie qui a dépassé le stade embryonnaire. Mais de là à parcourir deux ou trois siècles de modernisation en quelques décennies, il faudrait d'immenses remue-ménages "à la chinoise" dont on n'a aperçu jusqu'ici que de menus symptômes, épars et fragiles. L'activation commerciale qu'elle subit – tout comme l'Amérique latine – du fait de la Chine et de ses voisins semble plus prometteuse que le trafic néo-colonial où elle était cantonnée depuis sa décolonisation ; pourtant ses éventuels effets bénéfiques requerront du temps.

La liste des *grimpeurs* vers le niveau américain – et au delà – se limiterait donc à la Chine et à l'Inde, si la course asiatico-américaine qui est d'ores et déjà engagée, ne réveillait pas certains compétiteurs potentiels, aujourd'hui assoupis de différentes façons. À savoir : le Japon qui se réveille d'une longue crise ; l'Europe dont la construction politique, à peine commencée, pourrait éventuellement prendre tournure ; et, enfin, la Russie, à peu près dépouillée de son manteau soviétique. Trois ex-*grimpeurs* qui n'auraient pas à "repartir de zéro".

Depuis le début des années 1990, le Japon stagne : l'éclatement d'une bulle boursière, l'ensablement de plusieurs plans de relance, la dissipation d'une poussée inflationniste, le net ralentissement des FMN d'origine locale, tout s'est conjugué pour briser l'élan antérieur. Autour du Japon, les tensions entre les puissances du nord-asiatique se sont poursuivies, en boucle, sans qu'aucune se dénoue vraiment. Les États-Unis, hier leaders dans cette zone, n'y ont remporté aucun succès notoire.¹ Finalement, le Japon y a conquis quelques degrés de liberté militaire et il a bénéficié de quelques ricochets de l'essor chinois, tout en opérant quelques réformes, notamment dans son appareil financier, si bien que, depuis 2004-05, il donne l'impression de reprendre vigueur, en esquissant un rapprochement avec l'Inde et en amorçant un dialogue politique courtois avec la Chine. Il se pourrait donc qu'il retrouve son plein dynamisme, mais après avoir languï pendant deux décennies, délai suffisant pour que sa jeune génération s'écarte des disciplines traditionnelles : retrouver son rang de "troisième grand" sera très difficile, sinon impossible.

L'Europe patine, elle aussi, depuis 1990, mais de tout autre façon. Elle n'effectue pas un quasi-surplace comme le Japon, mais souffre, au contraire, d'une expansion mal orientée. L'expansion l'a portée jusqu'à vingt-sept États membres, alors que sa liste d'attente comprend les Balkans en voie de pulvérisation politique et la Turquie en avant-garde d'un cortège disparate d'aspirants auquel les États-Unis aimeraient adjoindre l'Ukraine, voire la Géorgie. En effet, le pilote nord-américain, usant souvent du détour de l'OTAN, s'est efforcé avec succès de noyer l'Union Européenne (UE) sous un maximum de nouveaux venus récemment sortis de l'orbite soviétique. Seule l'implosion de la Yougoslavie est venue freiner cette manœuvre dont le succès le plus dommageable a été d'inhiber la maturation politique de l'UE. Celle-ci est, en fait, une zone de libre-échange qui serait pleinement ouverte sur le marché mondial, n'était la Politique Agricole Commune qui dilapide une large part de son budget propre. La création de l'euro renforcerait cette tendance si tous les États de l'UE s'y ralliaient, car la Banque Centrale Européenne qui est censée encadrer cette zone monétaire n'est soumise à aucune autorité politique – à la différence des Banques Centrales des États-Unis, de Grande-Bretagne et des principales autres puissances du monde actuel. Pour se fidéliser l'Europe, les États-Unis l'ont empêchée de prendre une forme politique commune et autonome et ils continuent de l'empêcher d'acquérir une force militaire commune, en gardant la haute main sur leur OTAN. Bref l'Union Européenne est un géant empêtré dans ses "liens amicaux" avec les États-Unis.

Le cas de la Russie est plus simple. Vaincue de la guerre froide, déchirée par plusieurs de ses peuples allogènes et pillée par beaucoup de ses cadres "soviétiques", la Fédération de Russie demeure soumise à de rudes pressions américaines et n'a pas encore trouvé d'alliés potentiels, au sein de l'Europe, malgré de vagues tentatives allemandes et françaises. Les liens qu'elle a noués derechef

¹ Voir *Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du nord-est ?* sur le présent site.

avec la Chine se réduisent à des ventes d'armes et de pétrole et à une surveillance vigilante de leurs confins d'Asie centrale. Bref, la Russie est isolée, sa population continue de décroître, seules ses richesses minières et pétrolières lui procurent le moyen de revitaliser son État. Il faudra sans doute une ou deux décennies encore pour que la prolongation éventuelle de cette orientation récente lui permette de prendre un nouveau départ.

Vers un nouveau système mondial

[Retour à la table des matières](#)

Depuis les débuts de la révolution industrielle capitaliste, quatre systèmes mondiaux se sont succédé. À partir du 18^e siècle anglais, le premier s'est lentement extrait du monde marchand qu'avaient bâti les puissances européennes, fondatrices d'empires coloniaux. Ce système original a foisonné dans toute l'Europe et à partir d'elle, jusqu'au suicide collectif des puissances (impériales et impérialistes) que fut la première guerre mondiale, celle que l'Europe date de 1914-18.¹ Le second monde capitaliste a été une ère de guerres ouvertes en 1914 et relancée à partir de 1939-40. Ses novations principales ont été l'écho mondial de la révolution communiste russe et la montée en puissance des États-Unis d'Amérique. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, la ruine des puissances européennes et le rapide démembrement de leurs empires coloniaux ont conduit à un troisième système mondial qui a couvert la planète entière d'environ 200 États formellement souverains, mais inégalement indépendants. Une guerre froide opposant l'URSS (et ses rares alliés) à la majeure partie des autres États a sous-tendu l'organisation de ce troisième monde dont la dominante capitaliste s'est à tel point renforcée que l'URSS a perdu en quelques décennies ses alliés, puis ses subordonnés. En octobre 1989, son dernier rempart, le mur de Berlin s'est effondré. Ainsi, un premier système capitaliste industriel a duré deux siècles environ, puis a été remplacé par un second et un troisième mondes qui n'ont pas survécu plus de quelques décennies. Leurs scansions ont été déterminées, principalement, par des guerres et des révolutions, nées des crises économiques les plus exacerbées et des rivalités militaires des puissances principales.

Le quatrième système capitaliste, dans lequel nous vivons depuis les années 1990 va bientôt boucler sa seconde décennie et il se prolongera vraisemblablement pendant quelques décennies encore. En effet, les tensions économiques et les crispations guerrières qui le traversent visiblement ne semblent pas conduire, à brève échéance, vers un effondrement révolutionnaire ou militaire de son architecture présente. Aussi faut-il prêter attention, tout à la fois, aux évolutions profondes qui se laissent présager et aux freinages spontanés comme aux choix politiques qui semblent canaliser ces changements.

¹ En fait, les révolutions russe (1905), mexicaine (1911) et chinoise (1911) ont inauguré cette transition qui s'est achevée au début des années 1920, avec l'effacement de l'empire ottoman.

L'étape dans laquelle nous sommes aujourd'hui engagés s'achèvera probablement vers 2015. À ce moment, en effet, les cicatrices de l'échec américain en Irak seront sans doute effacées, sans que de nouvelles blessures guerrières au retentissement mondial aient grande chance de leur faire suite – même au Proche et Moyen-Orient où les désordres politiques aggravés par les États-Unis vont s'envenimer de plus en plus à mesure que s'épuisera l'énorme richesse pétrolière régionale. On peut douter que l'Iran soit assailli, tout comme la Corée du nord à l'autre bout de l'Asie. Un dérapage de Taïwan vers une indépendance formelle est plus improbable encore, car il ne lui procurerait aucun avantage. Dès le printemps 2005, Kissinger jugeait que "*conflict is not an option*". Une nouvelle guerre froide où la Chine remplacerait l'URSS serait inefficace, vu les orientations et les prudences présentes de cette puissance renaissante et les risques d'incompréhension de la part des alliés actuels ou potentiels des États-Unis. L'assainissement monétaire et budgétaire des États-Unis qui sera bientôt inéluctable pour éloigner le risque de crise économique et pour bien négocier le virage vers "l'après pétrole" calmeront sans doute cet État par trop impétueux, du moins jusque vers 2015, époque où la Chine aura vraisemblablement porté son PIB global à un niveau équivalent à celui des États-Unis. Alors viendra le temps où l'examen des orientations militaires de la Chine se fera vétilleux, où ses relations de bon ou mauvais voisinage avec l'Inde et ses autres principaux voisins asiatiques seront suivies de fort près, et où les attitudes potentielles du Japon, de la Russie et peut-être même de l'Europe seront soupesées. Mais la période ainsi ouverte aura également d'autres centres d'intérêt. Beaucoup d'États auront à juger si la solidité politique et culturelle de la Chine s'est renforcée autant que sa vigueur économique, si des lézardes s'y dessinent, si "l'harmonie sociale" y aura été consolidée par d'habiles politiques ou si l'enrichissement médiatique, associatif et syndical de la société civile chinoise aura permis d'amorcer une réforme du régime politique dans cet immense État. À quoi s'ajouteront bien d'autres ajustements accomplis ou projetés dans maintes autres régions du monde, si bien qu'au total, la perspective d'une nouvelle guerre froide, polarisée par les États-Unis et la Chine ne peut être tenue pour inéluctable.

Une quinzaine d'années plus tard, la Chine de 2030 pourrait avoir dépassé de 60 % ou plus, le PIB global des États-Unis, ce qui ne réduirait pas encore de façon très sensible l'écart entre son PIB par tête et celui des États-Unis, d'autant que, d'ici là, quelques élans novateurs pourraient s'être manifestés en Amérique du nord ou dans les cantons les plus américanisés (ou américanophiles) d'un système mondial en mutation, cependant qu'en Chine même le recul de la pauvreté pourrait absorber une part significativement accrue de la production nationale et des importations destinées aux masses populaires. Le continent asiatique sera certes devenu le principal champ de préoccupations des États-Unis. Sera-t-il possible d'y trouver des appuis durables pour contenir la Chine, à la manière d'un Kissinger disloquant l'alliance russo-chinoise, pour se sortir du guêpier vietnamien ? Quels alliés et à quel prix ? Retourner la Russie contre la Chine, mais comment ? Renouveler et enrichir l'alliance avec le Japon, mais en ayant nécessairement à reconnaître la

pleine autonomie nucléaire de ce pays, sans réussir pour autant à empêcher la réintégration de Taïwan dans la République chinoise ? Réveiller les méfiances de l'Inde envers la Chine, mais comment fidéliser ce "non-aligné" plutôt philo-soviétique de jadis ? Même la Corée, sans doute réunifiée d'ici là, pourrait prétendre à une certaine autonomie nucléaire, en ayant hérité des tentatives nord-coréennes. Autrement dit, il est vraisemblable que l'Asie du 21^e siècle adjoindra à la Chine, à la Russie, au Pakistan et à l'Inde, déjà rangés au rang des puissances nucléaires (de taille ; certes variable) deux ou trois autres États asiatiques.¹

Ce cheminement très périlleux pourrait peut-être conduire à une rénovation radicale du traité fondateur de l'Agence Internationale de l'Énergie nucléaire, notamment si les États-Unis et la Chine conjoignaient leurs efforts à cette fin. En tout cas, il est vraisemblable qu'un réseau complexe de dissuasions mutuelles (et plurielles) sera l'issue la plus probable de cette évolution. Laquelle s'accompagnera d'une large réorganisation (peut-être par étapes) des institutions internationales, autour du Conseil de Sécurité ou du G8, si ce n'est d'une création nouvelle. Réorganisation qui pourrait probablement s'amorcer dès avant 2015 par une remise à niveau d'organisations financières (FMI, Banque Mondiale, plusieurs des Banques continentales, etc.) qui sont désormais inadaptées aux évolutions économiques et financières du système mondial.

Vers 2050, on sera entré dans un monde si différent de l'actuel qu'il ne serait pas surprenant – qu'avec ou sans de dramatiques convulsions guerrières ou autres – le quatrième système mondial, né en 1989-91, soit à considérer comme clos. On pourrait en juger, de façon fort hypothétique, mais pourtant significative, en prolongeant jusqu'au milieu du 21^e siècle, les tendances que j'ai jusqu'ici utilisées, en m'aidant peut-être trop prudemment des spéculations de Maddinson, mais je m'abstiendrai de pousser ce genre de calcul au delà de 2030², car la portée d'un demi-siècle d'innovations techniques, de bouleversements de la géographie économique mondiale, de guerres éventuelles (mondiales ou non), de crises économiques et financières, voire même de catastrophes naturelles ne peut être chiffrée et mêlée significativement à de très puissantes courbes de croissance économique. Un chapitre ultérieur soumettra à un contre-examen celui qui va s'achever ici, en se plaçant non plus du point de vue de la Chine et de l'Inde ou des autres *grimpeurs* aujourd'hui en plein effort, mais bien au point de vue des États-Unis eux-mêmes, c'est-à-dire de la puissance dont la prépondérance dans le système mondiale est visiblement remise en question. Dans ce chapitre futur, comme ici, la question sera de repérer les risques majeurs à éviter.

Pour ce qui concerne les *grimpeurs*, il est clair que la forte croissance chinoise – et asiatique – doit être soutenue plus que freinée, mais au moyen d'accords internationaux (OMC, FMI, etc.) rendant gérables, en Europe et en Amérique, les

¹ Sans pouvoir exclure l'Iran, si Israël ne se voit pas imposer un désarmement ou une neutralisation à cet égard.

² Limite que j'ai assignée à de tels calculs, au dossier n° 3 du tome 2 de *L'Inventaire du 21^e siècle*.

délocalisations qui vont se poursuivre. Que la pleine disponibilité des leviers économiques et financiers, d'ordre étatique, qui pourraient aider la Chine (et ses voisins) à accélérer les redistributions sortant les masses miséreuses de leur triste sort mérite d'être soutenue. Et que les ajustements des organisations internationales élargissant la représentation, en leur sein, de la Chine et de ses voisins doivent l'emporter sur les intérêts des puissances occidentales aujourd'hui prépondérantes en ces domaines. Quant aux équipements militaires aériens, maritimes et spatiaux de la Chine et de ses voisins, il importe d'en juger sans *a priori*, tant que les besoins défensifs de ces pays et les capacités offensives de leurs opposants potentiels ne seront pas évalués et infléchis par des organisations internationales réellement pacifiantes. La Chine ne doit pas essayer de prendre la tête d'une nouvelle guerre froide anti-américaine, les États-Unis ne doivent pas être encouragés à projeter contre la Chine (ou / et l'Inde) les forces et les fantasmes qu'ils ont longtemps cultivés contre la Russie (ou l'URSS). Au bénéfice d'une progressive multilatéralisation des principales organisations internationales et quelles que soient ses insuffisances propres, la non-ingérence dans la gestion et l'orientation des grandes puissances actuelles ou futures est préférable aux jeux diplomatico-militaires des alliances "à l'ancienne", celles qui formèrent la trame des guerres continentales, puis mondiales des siècles précédents, jusques et y compris le 20^e.

Annexe

PIB et comparaisons internationales

[Retour à la table des matières](#)

Le PIB est une famille d'indices statistiques relatifs au Produit Intérieur Brut d'un pays donné. Le fondateur de la lignée est né au milieu du 20^e siècle, lors de l'élaboration des premières "comptabilités économiques nationales". J'emploie délibérément cette référence imprécise, car un gros traité serait nécessaire pour retracer toutes les étapes de ce travail, spécifier les traits propres à chaque génération de cette lignée (ce qui requerrait un joli défilé d'équations) et attribuer à chaque auteur ou à chaque équipe les mérites qui doivent lui revenir. Je vais aller à l'essentiel, dans un langage aussi simple que possible, en visant non pas la précision mathématique qui serait indispensable pour les utilisateurs professionnels, mais bien en visant les confusions les plus graves qui résultent de comparaisons internationales ou inter-temporelles mal conduites, confusions qui sont rafraîchies, presque d'année en année, du fait des progrès énormes accomplis par des statisticiens qui, hélas, pratiquent une pédagogie rarement claire et bien exemplifiée.

Comme j'ai déjà déblayé le terrain dans *L'Inventaire du 21^e siècle*¹ je vais partir de ses résultats pour indiquer les principales novations en cours, les progrès qu'elles apporteront et les perfectionnements ultérieurs déjà envisagés.

PIB en volume et en valeur

Pour un pays et une année donnés, cet indice mesure la variation du produit "au coût des facteurs" ou "aux prix du marché", différence que l'on peut négliger, si l'on veut centrer l'attention sur les comparaisons internationales ou inter-temporelles. Ces dernières sont parfois dites "historiques". D'une année à l'autre, la variation est due aux évolutions des prix et à celles du produit réel. Quand aucun

¹ Voir notamment le dossier 3 de la deuxième partie, annexe 2 sur *le PIB PPA (et autres concepts)* dont quelques résultats sont repris ici, sans détailler une nouvelle fois la nature des filtres permettant de passer d'un concept à l'autre,

filtrage des effets de prix n'est effectué, le PIB est dit *en valeur* ; sinon, le PIB est *en volume*.

Comparaisons inter-temporelles pour un pays donné

Ce serait une simple chaîne d'indices (en volume ou en valeur) pour la période considérée, si des changements dans la production, les moyens mis en œuvre, les fluctuations marchandes, fiscales et autres des prix et parfois aussi les fluctuations intrinsèques des monnaies (dévaluation, changement d'unité monétaire, etc.) n'obligeaient, au bout de quelques années, à reprendre à zéro tous les calculs statistiques. Il en résulte un "changement d'année de base" qui permet d'évaluer les résultats des prochaines années par des investigations simplifiées et de redresser les résultats des années récentes, par interpolation avec ceux de la précédente année de base. Entre deux années de base, il peut y avoir un écart de cinq ans ou plus, sauf péripétie majeure.

Comparaisons internationales

Pour les réaliser, il faut non seulement filtrer les prix de chacun des pays concernés, mais aussi filtrer les variations propres à chacune des monnaies en usage dans les pays à comparer. Les méthodes utilisées à cette fin ont progressé, mais le progrès n'est pas homogène d'un pays à l'autre.

La méthode la plus fruste a d'abord été de comparer les monnaies deux à deux selon la variation, année par année, de leur taux de change moyen avec le dollar (\$) des États-Unis.

La Banque Mondiale a ensuite jugé que les écarts trop aléatoires pouvaient être éliminés en considérant non pas l'écart des taux de change avec le \$ sur une seule année, mais sur trois années (celle en examen et les deux précédentes). Elle a baptisé cette façon de faire "méthode de l'Atlas", car son atlas annuel des PIB par pays en fait usage.

Un progrès plus manifeste a commencé, au sein de la Communauté Économique Européenne, en remplaçant la comparaison brute entre taux de change vis-à-vis du \$, par la recherche d'une parité de pouvoir d'achat entre les pays pris deux à deux, méthode dite des prix PPA.

L'étape suivante, accomplie par Eurostat et reprise par l'OCDE, a consisté dans une extension de la méthode PPA à un ensemble défini de pays : ceux de la CEE devenue Union européenne, en tenant compte de ses élargissements successifs ; puis avec l'aide des États-Unis et du Japon, ceux de l'OCDE. La mise en œuvre de l'euro a fait disparaître, par étapes, la majeure partie des monnaies européennes.

L'étape en cours a généralisé la recherche des "parités de pouvoir d'achat". À cette fin, un panier international composé de plusieurs milliers de biens et services, marchands ou non marchands, a été constitué, afin que ses variations de prix (ou de coût), d'une année à l'autre, soient partout et simultanément appréciées, en même temps que les variations des monnaies concernées vis-à-vis du \$. Cette méthode produit des **PIB PPA en dollars internationaux (de telle année)**.

Cette dernière méthode gagne peu à peu du terrain. Elle embrasse désormais l'ensemble de l'OCDE. Elle a donné un sens nouveau aux "années de base" : ce sont les années où la réévaluation des paniers PPA est effectuée en détail, alors qu'entre les dites années de base, les changements sont estimés par interpolations simplifiées. L'écart entre "années de base" PPA est, en principe de trois ans. Toutefois l'OCDE qui a commencé d'élaborer, en accord avec les pays considérés, des statistiques portant sur les principaux pays "non-membres de l'OCDE" (dont la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, etc.), n'a pas encore étendu l'approche "en dollars internationaux" aux dits pays. Cette étape sera sans doute parcourue prochainement et conduira peut être à ce que la Banque Mondiale en vienne à cette méthode pour l'ensemble de ses ressortissants. On peut s'attendre en outre à ce que cette future "mondialisation" du **PPA en \$ internationaux** soit elle-même suivie du remplacement du \$, comme référent mondial, par un panier de monnaies plus diversifié, peut-être dérivé des DTS (eux-mêmes révisés pour faire plus grande place au yuan chinois, à la roupie indienne et à quelques autres monnaies).

Rebonds des tableaux inputs-outputs ?

D'autres enrichissements du lignage des PIB sont peut-être à attendre de leurs cousins "à la Leontiev".

Ce cousinage tient au fait que les tableaux d'échanges inter-industriels (ou tableaux d'inputs-outputs dits aussi d'entrées-sorties) ont été forgés dans la période germinale des comptabilités économiques nationales. Les variantes européennes de ces comptabilités – notamment la française et la néerlandaise – ont fait grand cas de ces tableaux, que les comptabilités "à l'américaine" ont assez vite délaissés, peut être en raison des conclusions *unamerican* que Leontiev a formulées dans les applications qu'il en a tirées pour l'ONU (sur les bénéfices à attendre du désarmement...).

Or il se trouve qu'une équipe formée par B. Wixted, N. Yamano et C. Webb qui s'active dans l'OCDE a publié en 2006 une *Analyse des entrées-sorties dans un contexte de mondialisation généralisée : utilisation des tableaux internationaux harmonisés de l'OCDE* qui me semble ouvrir des voies novatrices pour faire éclater le cadre "national" des comptabilités économiques, sans rien perdre de leurs richesses acquises.

La direction visée par cette équipe déboucherait sur une étude sérieuse de ce que les nations économiquement les plus avancées tirent, à leur profit, de la mondialisation. J'ai la conviction que si cet énorme chantier se développe, la conception des PIB PPA pourrait en être substantiellement enrichie.

Sur les comptes chinois

La Chine est un pays difficile à comptabiliser, car elle mêle des campagnes encore proches de celles de l'Inde ou de l'Afrique à de vastes espaces en voie d'industrialisation rapide, mais dont les niveaux de développement effectif sont plus diversifiés que ceux de l'Europe. Le tout dans un contexte politico-administratif où – à de rares exceptions près – on apprend, depuis deux décennies à peine, à se soucier de la fiabilité des statistiques. Les efforts conjugués de l'OCDE et du Bureau National des Statistique (BNS) de Pékin, font connaître de multiples documents sur la Chine ou venus de Chine qui attestent que ce travail s'accélère. Les deux documents les plus intéressants, parmi les publications récentes sont : *New Features of China's National Accounts* de XU Xianchun qui est membre du Département des Comptes Nationaux du BNS et *Practical Methods to Estimate FISIM in China* de XU Xiongfei.

Gêné par la tradition qui laisse aux énormes provinces (et équivalents) le soin de calculer le PIB régional, le BNS qui calcule le PIB national, constate aujourd'hui encore, que l'écart entre la somme des PIB régionaux et le total du PIB national est considérable, en raison des insuffisances de l'appareil statistique, mais aussi du fait que certaines régions visent des taux de croissance trop rapides et "font la course" entre elles. La coopération entre le BNS et les bureaux provinciaux qui a été décidée en 1999 prendra sans doute quelques années encore, avant de produire des résultats pertinents.

La Chine souffre aussi de classements mal affinés entre les opérations régionales et les opérations centrales, étant bien entendu que ces dernières s'exécutent pour partie au sein de régions où des entreprises et d'autres institutions centrales s'activent puissamment, par exemple à l'occasion de grands travaux. Elle entend aussi imposer une répartition des comptes des "ménages" (ou "households") entre villes et campagnes, pour éclairer des politiques nationales et locales qui ont à éviter maintes crises menaçantes. Dernier exemple, choisi parmi bien d'autres, elle s'efforce de détailler les comptes des institutions financières pour séparer les banques, des assurances et des *securities* (encore mal définies, qui pourraient correspondre à l'ensemble des activités boursières), tout en adjoignant à ces trois catégories nouvelles un groupe dit "autres institutions financières" lui aussi mal défini.

Le second des documents évoqués ci-avant montre qu'un important effort est en cours pour comprendre et mesurer les activités du secteur financier (dénommé *Financial Intermediate Services Industry* ou FISI). Depuis 1999, le BNS a certes

adopté en principe, les normes statistiques d'usage international (SNA 1993), mais il lui faut du temps et maintes investigations pour se donner les moyens de les appliquer à un secteur financier en pleine ébullition comme toute l'économie chinoise, mais, plus encore, en plein chambardement. Les quatre banques d'État spécialisées autour de la Banque centrale au début de l'ère Deng Xiaoping sont submergées sous une avalanche d'institutions qui les aident à se défaire de leurs amas de créances douteuses ou qui les remplacent, selon diverses formules. Les banques internationales, elles-mêmes tardivement autorisées et souvent encore cantonnées dans certaines villes ou provinces, commencent à déployer leurs ailes.

Cette nouvelle vague de progrès statistiques ne suffira pas pour chiffrer les rôles désormais partagés entre l'État (central ou local) et les entreprises (publiques, mixtes ou privées), d'autant que les innovations structurelles surabondent. Ainsi, par exemple, l'arrivée massive de firmes multinationales (FMN) dans l'espace chinois se double déjà d'une émergence de FMN chinoises qui commencent à foisonner hors les frontières.

Il faut donc faire attention plus que jamais à ce que peuvent signifier, dans les comparaisons internationales et inter-temporelles, les statistiques venues de Chine (ou d'autres pays en pleine expansion, comme l'Inde, etc.) tant que lesdites comparaisons n'auront pas été pleinement harmonisées par l'OCDE et les autres institutions réellement qualifiées pour ce faire.

* * *

TROISIÈME PARTIE— VERS UN AUTRE SYSTÈME MONDIAL

Chapitre 14

(juillet-Août 2007)

Paix et guerres entre les Nations-Unies

Première section

Puissances et impuissances

[Retour à la table des matières](#)

Sous un titre qui fait allusion à l'ouvrage que Raymond Aron publia en 1962,¹ je n'entends pas reprendre la célèbre conclusion par laquelle il résumait l'antagonisme entre États-Unis et URSS, piliers du système mondial en vigueur à l'époque, car, à l'aube du 21^e siècle, aucun "ni guerre, ni paix", ni aucune nouvelle guerre froide ne peuvent être escomptés entre les États-Unis et la Chine (ou quelque autre puissance qui surclasserait cette dernière). Le texte d'Aron reste sur le premier rayon de ma bibliothèque, mais je vais m'écarter de lui, car le système mondial en vigueur s'est distancé de celui qui régnait il y a un demi-siècle. La dynamique internationale qui se déploie aujourd'hui n'est déjà plus polarisable par un seul affrontement majeur, si bien que l'exploration complète du potentiel de guerres mondiales ou quasi-mondiales serait une impossible gageure. Mais le tri peut être guidé par quelques leçons bien établies depuis la fin du 20^e siècle. L'Afrique a donné plusieurs exemples de quasi-guerres mondiales et les Balkans post-yougoslaves ont montré que ce pourrissement n'était pas réservé au continent

¹ *Paix et guerre entre les nations*, Éd. Calmann Lévy.

le plus miséreux. Autant qu'aux puissances établies ou émergentes, il faut donc prêter attention aux zones que j'appellerai *impuissances* car aucune puissance polarisante ne s'y manifeste déjà. Mais il faut surveiller également les guerres locales dont les États-Unis – détenteurs exclusifs d'une *surpuissance* manifeste – font grand usage, qu'il s'agisse d'incursions à l'ancienne où le missile de croisière remplace la canonnière du 19^e siècle, ou d'opérations plus soutenues contre un "ennemi global non-géographique"¹ (dénommé drogue, "axe du mal" ou terrorisme international, etc.), ou de pressions modernisées que matérialise l'immense arsenal aéro-satellitaire dont, d'ailleurs, les États-Unis n'ont déjà plus l'entier monopole. À quoi s'ajoute évidemment le stock énorme des conflits enkystés ou latents qu'un appareil politique, religieux ou autre² s'efforce d'envenimer à des fins aussi diverses que sottes. Je dis : sottes, parce que dans un monde où le "milliard d'hommes" surabonde, il est de plus en plus dangereux de "jouer avec des allumettes". Pour embrasser ces divers potentiels sous une même formule, j'ai mis au pluriel le titre d'Aron et j'ai souligné – avec plus d'espoir que d'ironie – que les paix et les guerres qui mijoteront, d'une décennie à l'autre, dans notre système mondial se joueront, pour l'essentiel, entre des États déguisés en Nations et même en Nations-Unies, quels que soient les retards et les défaillances de leurs "étatisations", de leurs "nationalisations" et de leurs "unions".

L'empire du Centre ou du Chaos ?

[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis qui règnent au centre du système mondial actuel illustrent à leur manière la formule de Pascal, car ils y sont partout présents. Devenus, en somme, les voisins de tous les autres États, ils exercent, en chacun d'eux, une activité officielle et occulte que redouble leur surveillance aéro-satellitaire. Hier, encore, ils n'étaient gênés que par l'URSS et ses alliés-satellites qui s'étaient opacifiés pour déjouer cette curiosité absolue. Mais, depuis 1990 environ, le kyste soviétique s'est largement résorbé, si bien que les États-Unis peuvent se croire seul maître à bord de la Terre. Toutefois le plus ancien et le plus peuplé des États actuels ravive désormais les souvenirs de l'Empire du Milieu qu'il crut être pendant de nombreux siècles de son existence multimillénaire. Il est donc nécessaire de scruter notre actuel système mondial, en observant, sous les légendes et les traditions, ce qu'il en est effectivement des États-Unis comme centre du monde et de la Chine renaissant au milieu de l'immense Asie.

Centrale et prédominante, la civilisation américaine imprègne la plupart des cultures. Elle le doit à la langue anglaise dont elle a amplifié l'usage comme *lingua franca* des échanges de toute sorte, tandis que ses variantes de l'anglais ont été

¹ La formule est d'Alain Joxe dont *L'empire du chaos* (Éd. La Découverte, 2002) est un livre essentiel.

² De création nouvelle, mais plus souvent séquelle ou surgeon de vieilles souches.

diffusées par tous les *mass-média* qu'elle a souvent initiés et dont elle a toujours accaparé les divers véhicules (cinéma, radio, télé, internet, musique, sport, etc.). L'anglais proprement dit est demeuré le latin de cet empire aux côtés de quelques autres langues savantes souvent d'origine européenne, mais même dans les usages littéraires, techniques ou scientifiques les plus raffinés, les variantes américaines prédominent de par le monde. L'élite des sciences, des affaires et de l'industrie pense en américain. Les sabirs usuels des voyageurs et des migrants sont le plus souvent des *digests* de l'américain. D'où la supériorité qu'affichent les Américains à l'étranger : on les comprend, on doit les comprendre, ils paient en *real money*, ils se croient porteurs de la toute dernière modernité. De leur côté, les intellectuels et les politiques des États-Unis manifestent souvent une croyance en l'exceptionnelle destinée de leur pays qui a rendu tant de services à la vieille Europe, avant d'étendre ses interventions bienveillantes au reste du monde. La menue monnaie de cette foi est répandue par l'école et les médias, puis glosée par les églises qui abondent dans les libres États-Unis. Les autorités intellectuelles et politiques la traduisent en principes d'action, les appareils militaires (et leurs multiples "cousins" qui s'activent de par le monde) mettent en œuvre ces excellents principes.¹ Néanmoins, les dernières décennies ont imprimé dans l'idéologie américaine une obsession anti-communiste qui survit à son objet. Dès qu'une tension un peu vive se manifeste entre les États-Unis et la Russie, les pouvoirs américains calment le jeu, comme il convient envers une puissance qui reste dotée d'une capacité nucléaire tout à fait dissuasive, mais ils ne peuvent se retenir de grignoter davantage l'ex-empire soviétique, en travaillant à en détacher de nouveaux segments vers l'OTAN ou vers d'autres agencements esquissés en Asie centrale. Loin de Moscou, les Castro et les néo-Castro que semblent être les Chavez, prennent place aux côtés des Vietnam et autres Corée du nord, comme des germes délétères à diluer, s'il se peut, dans une forte dose de démocratie à l'américaine ou à cantonner selon les normes de la guerre froide. Les formes aigües de cette obsession se manifestent dans les courants les plus réactionnaires de la vie politique américaine et dans une partie hélas assez large de l'appareil militaire.

Toutefois la suprématie américaine a tant d'autres appuis que les milieux industriels, financiers et politiques les mieux informés gardent une confiance inébranlable dans le dynamisme de leur pays. Les fluctuations conjoncturelles de l'économie ne les inquiètent guère, tant les flux et reflux des marées capitalistes leur sont familiers. Les dégâts locaux que provoque la compétition internationale ne troublent que des industries vieillissantes et ne freinent nullement la poussée des délocalisations (*outsourcing*) par lesquelles les multinationales (FMN) d'origine américaine poursuivent leur mondialisation. L'industrie automobile,

¹ Un tableau plus pondéré ferait une grande place à l'audace des immigrants qui ont matériellement édifié les États-Unis, aux bénéfices que leur a procurés la vieille Europe – y compris quand l'hitlérisme a greffé sur les universités américaines une large fraction de l'intelligentsia juive, allemande et autre venue d'Europe. Mais les peuples sont ainsi faits que les greffons multiples qui ont transformé Hollywood en capitale mondiale du cinéma sont bien mieux connus.

fleuron des années 1930 à 1960 est vulnérable ? Certes ! mais seulement sur le territoire des premiers États (intra-américains) où ses usines ont poussé, alors que son expansion est vigoureuse en bien d'autres États (non-étatsuniens), plus rentable que jamais. Qu'importe si les industries informatiques ou aéronautiques commencent, elles aussi, à opérer une *globalization*¹ vagabonde ! La primauté économique des États-Unis est "globale", elle se détache du seul territoire étatsunien, même si des précautions sont prises pour que les productions les plus stratégiques restent sur ce territoire, tout comme les couveuses (scientifico-universitaires) les plus fécondes en industries nouvelles à haute valeur ajoutée. D'autant qu'au cœur de la suprématie économique, ce qui compte plus que tout, c'est la prééminence financière et peut-être aussi l'avance technique et créative dans l'ordre médiatique.² Plusieurs des chapitres précédents ont établi³ le rôle central non pas des "services" financiers, mais bien des appareils financiers (banques, bourses et entreprises satellites) qui sont devenus, par étapes étalées de la seconde guerre mondiale à la dollarisation des ressources naturelles et des échanges internationaux, puis par une contagion encore imparfaite des modes d'action à l'américaine les pilotes de toutes les branches financières de l'économie mondiale. Le système financier mondial qui se construit de la sorte a pour capitale New York.

Ne quittons pas la suprématie industrielle des États-Unis sans rappeler sa dépendance des industries militaires, gouffre budgétaire et foyer d'innovations techniques dont la diffusion est favorisée, malgré les multiples protège-secrets qui la cloisonnent. Cette industrie résiste mieux que toutes les autres aux délocalisations, sans demeurer par trop enclose dans l'espace étatsunien. En effet, de nombreux conseillers et techniciens accompagnent ses produits dans ceux des pays étrangers à qui le Pentagone accepte de laisser vendre des engins d'inégale sophistication. Leur qualité est comme ces bons points que l'on délivre aux meilleurs élèves, elle gradue la fidélité (acquise ou recherchée) des pays "amis" ou "alliés" des États-Unis. Mais le réseau américain des bases, camps, aéroports et ports d'attache et facilités portuaires, escales, et commodités clandestines (officielles ou occultes⁴) est pratiquement omniprésent. Je ne sais si les facilités

¹ Terme plus usité que "mondialisation" dans les écrits américains.

² Un schéma très utilisé dans les *business schools* américaines considère qu'avant 1960, les ressources principales étaient les matières premières comme le pétrole et la qualité des entreprises riches de main-d'œuvre (le textile, la chaussure, etc.) Ensuite, l'automobile, les industries chimiques et la production de machins-outils seraient devenues l'essentiel, avant d'être à leur tour surclassées par les produits électroniques et les télécommunications. Vers la fin du 20^e siècle, la primauté se serait déplacée vers les médias et les "services financiers", en attendant mieux. Le positivisme simpliste qu'un tel schéma plaque sur l'histoire et la géographie économiques d'un pays et de tout un monde est évidemment sans valeur essentielle. Mais il est éclairant pour qui veut comprendre les modes de penser américains.

³ Voir ci-avant *La révolution financière* qui rappelle, en annexe, tous les textes par lesquels je justifie les propos ici résumés.

⁴ Officielles, quand l'État local est consentant, sinon pleinement conscient. Occultes pour le reste. Les stations d'écoute, les terrains de manœuvre, les camps d'entraînement ne sont pas seuls en cause. Il s'y ajoute des prisons clandestines, des tortures "délocalisées", des opérations

procurées par la Chine aux radars américains surveillant l'URSS ont survécu à l'implosion de 1990-91, mais je pense que sur la carte mondiale des points d'appui américains, la Chine est l'un des très rares États à peu près vide d'implantations du réseau américain, surtout si l'on excepte les facilités "patriotiques" que certaines des FMN américaines qui affluent vers le territoire chinois peuvent procurer. Sauf erreur de ma part, la Fédération de Russie et l'Inde sont les seuls autres États de quelque importance qui soient dépourvus de sites américains. Mais on ne peut en dire autant de tous les États de feu la *Communauté des États Indépendants*, successeur virtuel de l'URSS qui n'a jamais réussi à prendre vie.

En laissant de côté les quelques corps armés à statut spécial, tels les garde-côtes ou les polices frontalières et en négligeant les contingents militaires propres aux États de l'Union, encore qu'en période de pénurie d'effectifs, le Pentagone puisse puiser dans ces gardes nationales placées à la disposition des gouverneurs d'État, les effectifs dépendant directement du Pentagone et de ses commandements régionaux disséminés de par le monde, sont aujourd'hui un peu supérieurs à 2,5 millions d'hommes et de femmes, non compris le million de réservistes appelables en renfort et les dizaines de milliers de personnels civils actifs dans les quinze agences de renseignement ou dans les services centraux du Pentagone et de ses succursales ou bien dispersés dans différentes besognes subalternes sur les bases aux États-Unis ou dans les pays étrangers. Le vague de ces données n'est pas de mon fait mais résulte des particularités juridiques des États, de la Fédération et de ses Agences, comme des fluctuations budgétaires et conjoncturelles qui affectent le recrutement de troupes. On peut néanmoins observer que les 40 divisions dont disposait l'armée de terre, en 1972, furent réduites à 28 après l'implosion de l'URSS et sont tombées à 18, aujourd'hui, nonobstant la guerre d'Irak. Mais, cette relative raréfaction des *grunts* (les "troufions") a été largement compensée en équipements terrestres et surtout aériens et maritimes : les budgets militaires qui avoisinaient 300 milliards de \$ en 2000, année inaugurale de Bush junior, ont atteint les 500 milliards en 2006 et continuent de s'enfler, du moins tant que les électeurs n'auront pas remplacé ce médiocre président et son très dangereux vice-président (Dick Cheney) par une équipe plus présentable. S'il n'en tenait qu'aux États-Unis, on peut craindre que leur volonté de former un front anti-Iran, soudant tout le Proche et Moyen-Orient, n'aboutisse d'ici 2015 à un surcroît de leurs dépenses, compte tenu des 30 milliards de \$ d'équipements sophistiqués (sur dix ans) offerts en juillet 2007, à Israël et à qui l'aidera. En attendant, les dépenses militaires mondiales qui étaient descendues de 1044 milliards de \$ en 1988, veille de l'effondrement du bloc soviétique, à un palier de 770-780 milliards lors du dernier quinquennat du 20^e siècle ont grimpé derechef à plus de 1 200 milliards en

médiatiques et bien d'autres tâches consacrées à (ou déguisées en) des actions humanitaires, éducatives, informatives, sanitaires, voire religieuses, etc. Savoir qui, des puissances européennes impérialistes des 19^e et 20^e siècles et de l'URSS et ses satellites et émules a été le plus inventif dans ces dives domaines est une question dont les historiens débattront longtemps, à mesure que leur documentation s'enrichira.

2006, par la grâce de Bush – ou par la faute de Ben Laden : on en discutera plus loin.

Au cours de ces années, la géopolitique militaire du Pentagone s'est largement étalée. Pratiquement aucune des bases et autres points d'appui installés avant 1990 n'ont été supprimés, mais de nouvelles zones ont été "conquises" par les militaires américains, à la faveur des guerres d'Afghanistan et d'Irak ou par suite de l'anémie russe. La situation reste fluide à cet égard en ce qui concerne le rattachement de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN, l'éventuelle contribution de la Tchéquie et de la Pologne à l'édification d'un barrage anti-missiles (théoriquement tourné contre l'Iran, ce dont la Russie doute à bon droit), l'ouverture de bases en Roumanie et en Bulgarie et la pérennité des bases établies en Ouzbékistan et en Kirghizie pour soutenir l'intervention des USA et de leur OTAN ¹ en Afghanistan. Il est donc inutile de figer une carte géopolitique qui sera démentie, sans qu'on sache en quel sens.

Mais sous la carte, il y a le territoire. Qui ne voit que les bases, les banques, les autres FMN croit voir un empire bien centré. Qui observe l'ignorance des langues et des coutumes locales parmi les Américains répartis dans cet empire, qui constate l'absence de projet à long terme des États-Unis pour les zones où ils sont densément représentés et, surtout, qui prête attention aux refus et aux révoltes qui saluent la présence américaine, même loin du Proche et Moyen-Orient, aujourd'hui maltraité, découvre en réalité un "empire du chaos".

Pour qui voudrait imaginer la suite, telle qu'on la rêve au Pentagone, un article de Joseph Nuñez est éclairant. ² Comme l'actuel OTAN lui paraît fatigué d'avoir à servir pour le compte de l'ONU et comme il estime que vont se multiplier les États déliquescents (*failed states*) où des interventions multinationales de longue durée seront requises, il propose, pour prévenir cette anarchie croissante, que des États locaux et de grandes puissances soient associés de façon permanente pour assurer en chaque cas la défense et la sécurité régionales. La "défense de qui contre qui" ? ne retient pas son attention, mais il énumère les six OTAN supplémentaires que les "États-Unis et leurs alliés" devraient établir sans plus attendre, sur le modèle éprouvé de l'OTAN actuel. Aucun continent n'est oublié dans ce vaste dessein, puisque les six nouveaux OTAN devraient avoir pour capitale respectivement : Colorado Springs, Brasilia, Johannesburg, Pékin, New Delhi et Amman (Jordanie). Mons, en Belgique "wallonne", serait peut-être flattée de se trouver en aussi belle compagnie, mais il n'est pas sûr que cette *globalization* du "modèle" OTAN suscite un enthousiasme mondial.

¹ Alain Joxe caractérise fort bien l'OTAN actuel, comme "une société de services apte à monter des coalitions *ad hoc* sous l'impulsion des États-Unis". (CIRPES, 20 avril 2007).

² Nuñez préside le *art of war department* à l'Institut d'Études Stratégiques du War College de l'Armée américaine. Un article publié dans le *New York Times* sous le titre *One NATO is not enough*, a été repris par l'*International Herald Tribune* du 29 janvier 2007.

Le nouvel Empire du Milieu ?

[Retour à la table des matières](#)

En fait, la Chine surclasse la Russie parmi les obsessions américaines. Les gérantes de la politique américaine se souviennent encore des débats qui suivirent la "perte de la Chine" en 1949 et nourrirent l'hystérie maccarthyste. Leurs jeunes collègues, aujourd'hui septuagénaires, gardent un souvenir heureux de l'habileté déployée par Nixon et Kissinger pour préparer dès 1972 la "reconquête de la Chine". Mais les fluctuations majeures de la politique chinoise et l'impétuosité dont ce pays fait preuve depuis un quart de siècle ont assombri les perspectives des vieux quinquagénaires qui sont au pouvoir à Washington : la Chine est plus que "perdue", elle est devenue menaçante.

L'orgueilleuse prudence de la Chine se manifeste loin du centre américain qu'elle perturbe. Placée au milieu de l'Asie et évidente héritière du puissant Empire du Milieu qui s'effondra au cours du 20^e siècle, elle apparaît aujourd'hui comme une puissance adepte du "grand bond en avant" que Mao Zedong lui avait proposé, sans en trouver la voie. Les réformes circonspectes, initiées par Deng Xiaoping en 1978 et sans cesse prolongées depuis lors, lui ont donné les moyens d'un véritable grand bond économique, dont le monde entier est aujourd'hui le spectateur ébahi. Avec des taux de croissance du PIB – dont j'ai discuté par ailleurs – qui avoisinent les 10 % annuels, elle n'a cessé de grimper dans l'échelle des puissances. En 2005, elle avait, semble-t-il, dépassé la France et le Royaume-Uni ; en 2007, elle s'apprête à doubler l'Allemagne ; il ne lui reste plus qu'à surclasser le Japon, pour engager avec les États-Unis, la course-poursuite que ceux-ci craignent tant. Sur cette lancée, la primauté chinoise sera acquise entre 2015 et 2020, si ce n'est plus tôt. Mais ce résultat, mesuré en PIB *global* est d'une signification encore douteuse, tant que les problèmes liés aux prix et aux taux de change n'auront pas été durablement clarifiés. Surtout, le chemin restant à parcourir prendra du temps pour que le PIB *par tête* d'une Chine encore misérable dans sa masse rejoigne celui des riches États-Unis : une ou deux décennies peut-être, sauf accident majeur qui déplacerait les termes de comparaison. Néanmoins, une quasi-égalité de PIB *global* a déjà une forte signification internationale : par exemple pour qui veut mesurer les capacités de dépense militaire des deux pays. Mais la Chine d'aujourd'hui n'abuse pas de ses ressources à des fins militaires. L'armée de plus de 2 millions de conscrits est apparemment travaillée par diverses modernisations qui allègeraient plus vite son sureffectif paysan, si l'emploi des hommes en surnombre n'était pas – ici comme dans les restes de l'industrie lourde d'époque maoïste – une préoccupation politique majeure. Pour ce qui est de son équipement, il semble que la priorité chinoise est de moderniser son industrie d'armement plutôt que d'importer des équipements modernes. Les États-Unis qui tentent de réactiver une

sorte de COCOM¹ pour surveiller les acquisitions chinoises concourent involontairement à cette orientation.

La Chine a pour force principale une écriture enrichie et transformée pendant plus de deux millénaires qui a contaminé la plupart des sociétés voisines, via leurs langages écrits et parlés et leurs cultures souvent imprégnées d'apports chinois. Certes, le chinois n'est pas devenu pour autant une langue de masse, tant ses parlers sont distincts et ses écrivains sont rares. Ou du moins en allait-il ainsi, au 20^e siècle encore. Mais les efforts de simplification de l'écrit et les progrès non négligeables d'un enseignement devenu public ont été portés par les énormes vagues d'agitation politique et guerrière de ce siècle et noyés dans un bain de *mass-media* qui a favorisé la diffusion des variantes majeures de la langue parlée (notamment le mandarin de l'État et le cantonais longtemps promu par les marchands et la diaspora), si bien que le chinois d'aujourd'hui n'est pas sans ressembler à l'anglais d'aujourd'hui, ce mélange évolutif de langages savants, de parlers communément répandus et de dialectes survivant dans des provinces désormais labourées par la modernisation économique et l'exode rural. D'où ce résultat à noter : la Chine peut faire de sa langue écrite et parlée, une connaissance requise des étrangers, par exemple les dirigeants de firmes multinationales (FMN), ce qui commence à inquiéter les banquiers occidentaux qui affluent vers la Chine comme les mouches vers une tarte au sucre. Le chinois est assurément une langue d'avenir. Sa diffusion révélera peu à peu les richesses et les particularités d'une civilisation absolument non-européenne, découverte jusqu'ici réservée à de rares "sinologues" plus ou moins érudits.

À plus courte échelle temporelle, la force principale de la Chine est son immense réservoir de main-d'œuvre encore peu et inégalement qualifiée, mais communément endurcie par une exploitation millénaire souvent très dure et par un ou deux siècles de tumultes et de massacres. Cette force dont les souffrances se concrétisent notamment par une énorme épargne – qui est de survie plus que de précaution ou de promotion, nonobstant ses très courtes quotités par familles – est désormais mise en œuvre par une économie dont les jeunes ressorts capitalistes sont loin d'avoir surclassé le guidage venu "d'en haut", c'est-à-dire d'un parti, successeur des dynasties, pilotage qui acquiert enfin les savoir-faire industriels et financiers nécessaires pour déborder des méthodes foncières et marchandes de la Chine classique, sans sombrer derechef dans l'aventurisme des révolutions du 20^e siècle. La Chine construit plus de capital fixe, plus vite qu'aucun pays ne l'a fait jusqu'ici. Ses équipements en tout genre se diversifient progressivement, mais très vite. Une ligne ferroviaire électrifiée gravit le plateau tibétain aux flancs duquel des barrages pharaoniques ont commencé d'être établis. Les lignes aériennes dont le réticulaire s'étend sur un immense pays sont encore exploitées par des avions de fabrication étrangère, mais la Chine, déjà engagée dans l'aéronautique militaire, ne tardera pas à acheter plus de technologie que d'appareils commerciaux, avant d'en

¹ Ce Comité dissimulé dans l'OCDE empêchait les importations russes de haute technologie militaire.

devenir exportatrice. Inutile de passer en revue toutes les branches de la production industrielle, agricole et de "services", la Chine veut être partout présente et elle y arrivera, comme elle l'a déjà fait en matière de balistique, d'astronautique ou d'informatique. En s'aidant de Marx – aussi inconnu dans l'Occident actuel que le sont les grands auteurs chinois – on peut dire que la Chine réussit à piloter un développement économique accéléré en jouant de la maîtrise de la reproduction élargie du capital par une priorité soutenue à la section II.¹ Certes, les prouesses d'un Zhu Rongji et de quelques autres dirigeants de premier plan² ne sont pas suffisamment répandues et affinées pour que toute l'économie chinoise puisse rouler sans cesse comme une locomotive "bien huilée". Mais le progrès est manifeste et va s'accélégrant.

J'ignore si les dirigeants chinois, aujourd'hui harcelés par les financiers new-yorkais (y compris Henry Paulson, *Secretary of Treasury* du gouvernement américain) pour qu'ils ouvrent largement leur pays aux banques, aux bourses et aux *hedge funds*³ céderont à leurs appels ou s'ils manœuvreront de façon à conserver bien en mains le gouvernail de leur économie, mais je présume qu'ils répugneront à perdre complètement le contrôle de leur avenir économique. Car ils peuvent satisfaire les desiderata des puissances, occidentales et autres, que les performances chinoises sur le marché mondial commencent à inquiéter, en jouant pleinement le jeu de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et même du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale, sans se laisser emprisonner par les interprétations ultralibérales qui peuvent en être données.⁴ Et aussi, en tirant argument de la satisfaction que ces performances économiques – et leurs ricochets bénéfiques – procurent à l'ensemble de l'Asie et de l'Amérique latine, c'est-à-dire à une large majorité de la population mondiale. Aux instances de H. Paulson qui la démarche, la petite Mme Wu Yi, vice premier ministre, répond que "la Chine s'ouvrira, mais à son propre rythme". Elle pilote ainsi les affaires financières de la Chine dans le style de Zhu Rongji, son ex-patron, aujourd'hui retraité. En matière financière, comme à tous autres égards, l'adaptation de la Chine au monde environnant demeurera longtemps une entreprise des plus délicates, car ce pays énorme qui est en train de battre des records historiques en matière de développement, subit de ce fait en peu de temps tous les chocs que les économies occidentales les plus complexes ont pu traiter au cours des deux derniers siècles. Les exemples du Japon et de la Corée montrent que la voie rapide est praticable, mais ils sont intervenus dans des pays qui sont petits, voire minuscules au regard de la Chine et dans un climat international tous comptes faits favorable à leur essor.

¹ Je n'essaierai pas de résumer ici tout *le Capital* de Marx – notamment son Livre II – pour expliciter ce point.

² Voir, par exemple, l'excellent petit livre de Henri Eyraud – *Chine : la réforme autoritaire* – Jiang Zemin et Zhu Rongji, Éd. Bleu de Chine, Paris, 2001.

³ Voir le chapitre sur *La révolution financière*.

⁴ Mieux encore, en participant habilement à la définition des réformes de ces institutions qui sont réclamées par maintes puissances.

Toutefois le désaccord qui s'esquisse entre Paulson (ou la banque américaine) et Wu Yi (ou l'auto-contrôle chinois) est peut être le précurseur de difficultés majeures pour les prochaines décennies, que je vais supputer avec le même genre de vigilance qui m'a fait présenter les États-Unis comme principale menace pour la paix mondiale, dans l'étude présentée plus avant sur *Les grandes guerres du 21^e siècle – Pourquoi et comment éviter que les États-Unis s'en mêlent*. Là, je prêtais à l'Amérique une agressivité systématique au service de ce qu'ils croient être leurs "intérêts vitaux". Ici, je vais rechercher suspicieusement toutes les démarches chinoises qui pourraient être perçues comme très agressives par les États-Unis et par beaucoup d'autres puissances mondiales. Je ne crois pas que les rebuffades infligées à Paulson entrent dans cette catégorie, vu les réformes qui mijotent dans la Banque Mondiale et au FMI. En revanche, l'utilisation que la Chine fera de ses excédents commerciaux, tant qu'elle en aura,¹, pourrait perturber l'activité des FMN de la banque et de diverses autres branches de l'activité capitaliste. L'acquisition récente d'une part du capital de Blackstone a éveillé ce genre de réaction que la péripétie boursière de l'été 2007 a vite calmée. Mais la finance chinoise pourrait apprendre à mieux cibler ses acquisitions en bourse ou plus discrètes. En s'accumulant dans certaines firmes ou dans certains secteurs, elle pourrait susciter des réactions très négatives comme celles que les Émirats Arabes Unis ont subies, en tentant d'acquérir le contrôle de sociétés de manutention dans d'importants ports américains. Plus cette pénétration portera sur des firmes de grande taille et de haut niveau, par exemple dans les domaines de l'énergie, de l'aéronautique, de l'espace, du nucléaire, etc., plus les craintes seront vives – ou avivables. Une compensation sous forme de possibilités symétriquement offertes aux capitaux américains ou occidentaux ne sera pas nécessairement apaisante, si les percées "sinisantes" touchent à des firmes jugées stratégiques. Même des montages plus complexes, associant à la Chine des intérêts russes, japonais ou européens pourraient ne pas suffire pour écarter les suspicions, d'autant que les autres pays concernés peuvent n'être pas toujours tenus, par Washington, pour des "amis fidèles". Des tensions connexes pourraient naître du rôle que la Chine a des chances d'assumer dans une ou plusieurs des "banques régionales" complétant les actions de la Banque Mondiale, par exemple celle d'Asie (où les États-Unis ont difficilement accepté l'actuelle prépondérance japonaise) ou, pire encore, en Amérique latine, ou, d'ici quelque temps, dans la nouvelle "cousine" qui naîtra en Afrique. On peut généraliser ce point : pendant plusieurs décennies au moins, la Chine "marchera sur des œufs" en devenant une puissance financière mondiale, même si cette puissance est exercée par des capitalistes chinois.

Un autre terrain de conflits non ou peu militaires a commencé de se dessiner depuis que la Chine est devenue une cliente – et un fournisseur – de premier plan, pour de multiples pays d'Asie, d'Amérique du sud et surtout d'Afrique. En particulier dans ce dernier continent, la non-ingérence de style Bandung que la

¹ Surtout si elle en consacre une part substantielle à financer des banques et autres fonds de placement dont son gouvernement garderait l'entier contrôle.

Chine pratique systématiquement – jusqu'au Soudan aujourd'hui travaillé par la crise du Darfour – choque les pays occidentaux plus que tous autres, pour des raisons où les vertueux argumentaires de l'anti-corruption et des droits de l'homme habillent, parfois très mal, des intérêts mercantiles et politiques d'autre nature. Les ricochets de ces actions dans diverses organisations internationales deviennent dérangeants. De tels désaccords s'envenimeraient aisément, si la Chine s'engageait sans précautions sur le marché ouvert des ventes internationales d'armes et d'autres équipements militaires ou même si elle avançait à trop grands pas dans le borbier des ventes semi-clandestines. Ils prendraient plus d'ampleur encore, si la Chine devenait partie prenante dans le bâti d'alliances internationales nouvelles, dans l'établissement ci ou là de bases semblant "marquer" celles des États-Unis et de ses alliés. L'offense deviendrait majeure, si la Chine acquérait une capacité de surveillance et d'action aéro-satellitaire, voire balistico-spatiale. Le cauchemar d'une pluie de missiles qu'aucun parapluie ne pourrait tous écarter saperait l'un des fondements du rêve américain.

Les réflexions précédentes pourraient être enrichies de dives autres développements d'ordre diplomatique ou culturel, par exemple en matière d'alliances, de propagande, voire d'opérations clandestines. Mais ils n'ajouteraient rien à l'idée que je viens d'exprimer sur ce qui se passerait, si la Chine des prochaines décennies pratiquait une politique de grande puissance rivalisant frontalement avec celle des États-Unis. L'actuelle dissymétrie des deux rivaux potentiels rendrait improbable, pour un temps, la perspective d'une nouvelle guerre froide consolidée par une dissuasion réciproque, à moins que, par une hypothèse qui m'apparaît aujourd'hui des plus douteuses, la Chine et la Russie fassent durablement cause commune. Donc, je crains qu'une Chine vigoureusement offensive en tant que nouvelle grande puissance capitaliste, mâtinée d'une dose importante de capitalisme d'État, n'excite, aux États-Unis, une vive tentation interventionniste, indépendamment des fluctuations de l'électorat américain. Mais, il me semble que ce risque s'affaiblira – disons : d'un quinquennat à l'autre – si la prudence chinoise devient plus habile qu'orgueilleuse, autrement dit si les dirigeants de ce pays font fructifier les résultats déjà acquis, plutôt que d'établir leur suprématie mondiale. Telle est la clé chinoise de la paix mondiale.

Autrement dit, l'intérêt de la Chine – qui va continuer de coïncider avec celui de la paix pour la très grande majorité de la population mondiale pendant une ou deux décennies au moins – est de se consacrer prioritairement à résoudre au mieux ses propres problèmes, sans étaler d'ambitions dérangeantes pour leur voisinage asiatique et pour leur entourage mondial. La dernière tentative de Mao Zedong peut éclairer mon propos. À la veille de sa mort, dans les décombres de sa "grande révolution culturelle prolétarienne", la cure de réflexion à laquelle il invitait les dirigeants chinois était la lecture de la *Critique des Programmes de Gotha et*

d'Erfurt (1875).¹ Plus utile encore serait l'étude du premier ouvrage d'Engels publié dès 1844 : *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* que Jiang Zemin aurait pu mettre au programme lorsqu'il élargit son parti communiste jusqu'à y inclure les patrons. En effet, tout ce qui civilise les luttes de classes est à construire en Chine, à partir de rares ébauches et de faibles appuis, noyés dans le flux incessant des innovations réglementaires et des informations plus ou moins filtrées. Il faudrait notamment séparer le financement étatique de tous niveaux (impôts et budgets) du financement monétaire et bancaire, asseoir le droit du travail sur un fin réseau de syndicats, d'associations, de coopératives, etc., clarifier le droit du sol et l'adosser à des associations propres, agir de même dans chacun des domaines où la conflictualité mûrit (accès à l'habitat, à l'éducation, à la santé, à l'emploi, etc.), ouvrir à tous les organismes précédents et à toute la longue liste des compléments qu'on pourrait lui apporter, l'accès de tribunaux ne jugeant pas en opportunité (c'est-à-dire selon l'avis des autorités du parti et de l'État), mais selon des normes préfixées et publiées, etc. Réduite à sa plus simple expression la réponse de l'élite chinoise est qu'on fera tout cela plus tard et peu à peu, à mesure qu'on en aura acquis les moyens, y compris dans l'équipement mental des centaines de millions de ruraux chinois qui découvrent la modernité depuis fort peu de décennies. Jointe à la spontanéité des révoltes fragmentaires et éparées, cette réponse est de nature à favoriser les explosions, à laisser leur profusion s'étendre, à fragiliser le développement social dans un pays où le recours à des forces armées est la solution finale des conflits qui s'enveniment. La Chine doit se construire en ces domaines, comme à tous égards.

La réflexion sur la gestion des conflits qui sont et seront en pleine expansion dans tout le pays (car ils sont un aspect inéluctable de la sur-expansion générale de l'économie et de la société) peut être enrichie en considérant les énormes périls écologiques auxquels la course folle des dernières décennies expose la Chine toute entière. L'avantage des risques écologiques est que leurs racines naturelles interdisent de les ignorer, alors que maints faux-semblants peuvent voiler les risques de crises sociales. Quand on découvre que la Chine est devenue le principal émetteur de gaz à effet de serre de la planète, force est de constater qu'elle accumule sur peu de temps la découverte de périls majeurs que les autres nations développées contrôlent (mal) et combattent (tardivement) depuis les débuts de leur industrialisation.² Quand on constate que la désertification de terres par érosion des sols y est ravageuse, que la pollution profonde de ceux-ci (en métaux lourds) devient majeure dans les zones industrialisées par "l'aide soviétique" comme par l'élan "socialiste de marché", on pressent que, sauf interventions rapides et massives, suivies de précautions méthodiques, la sur-expansion d'aujourd'hui sera lourdement ralentie. Quand la consommation d'eau dépasse en maints sites urbains

¹ Recueil de correspondances de Marx et d'Engels à destination des dirigeants du Parti social-démocrate allemand. L'objet théorique central de ces débats était la part du revenu national que l'impôt devait prélever pour répondre aux besoins légitimes de l'État.

² Si bien que, par exemple, leur emploi des énergies est déjà nettement plus économe par unité de PIB.

et industriels les capacités existantes d'adduction et d'épuration, sans que les renforts immenses à tirer de déviations fluviales et de stockages multipliés puissent promettre des solutions durables et acquérables à point nommé, on conçoit qu'ici comme partout, les industries de l'eau deviendront la priorité des priorités : mais le conçoit-on déjà à Pékin ? Si l'on veut bien réfléchir aux perspectives ouvertes par l'automobile tant espérée, par le chauffage et la climatisation de l'habitat si nécessaires et à toutes les demandes additionnelles que la poursuite de la sur-expansion pourra susciter, on conçoit clairement que la Chine pourrait se heurter à un mur écologique. Dès 2008 (J.O. de Pékin) ou 2012 (Foire Internationale de Shanghai), les symptômes de ces crises écologiques pourraient "faire perdre la face" aux dirigeants chinois, comme le firent les symptômes insupportables de crise politique qui accompagnèrent, en 1989, la visite de Gorbatchev à Pékin et conduisirent au massacre de Tien An Men, devant les caméras de la presse internationale.

La Chine peine à modérer sa surchauffe économique, à initier les réformes sociales, économiques, et écologiques qui lui sont indispensables, à mener à bien toutes celles qu'elle a déjà engagées, à trouver un cheminement praticable vers les réformes administratives, judiciaires et politiques qui devraient trouver une plus grande place dans un agenda déjà débordant. Pourtant, il serait regrettable que des puissances étrangères – agissant par elles-mêmes ou sous couvert d'institutions internationales – mettent à profit les embarras que ces retards et la surchauffe qui les alimente ne peuvent manquer de produire, car il se pourrait qu'il y aille de la paix mondiale pour les toutes prochaines décennies.

La Chine est ombrageuse, pour ce qui est de ses frontières et de sa souveraineté propre. Pour s'en tenir aux exemples les plus récents, les États-Unis, accusés d'avoir délibérément bombardé l'ambassade de Chine à Belgrade, en 1999, se souviennent aussi de l'avion qu'ils durent récupérer en 2001, en pièces démontées ¹ et de la destruction par les Chinois, en 2007 d'un satellite chinois d'observation "qui n'avait plus sa raison d'être", piques de guêpe signifiant que la surveillance de trop près ou de très loin des frontières et du territoire chinois n'agréait pas à ce pays. Les remarques, officielles ou non, rapportées par la presse américaine sur l'acquisition par la Chine d'un porte-avions ukrainien ou d'avions russes modernes et sur les autres emplois que la Chine fait de son budget militaire jugé trop ambitieux, sur le mystère qui entourerait le haut commandement militaire chinois sont souvent répétées par la presse de Pékin. Toutefois aucun organisme international de surveillance des dépenses militaires (le IISS londonien, le SIPRI suédois, etc.) ne relaie les commentaires américains. Il semble qu'aucune course aux armements ne soit engagée par la Chine. De fait, elle ne dispose pas de bases à l'étranger, ni d'alliés qui lui seraient liés comme les otaniens le sont à Washington. En mars 2007, au *Shangri-La Dialogue* sur la sécurité ², le général Zhang Quinsheng, adjoint du chef d'État-major de l'armée chinoise a annoncé qu'il

¹ Avion abattu "par accident" sur l'île de Hunan, indûment survolée.

² Conférence périodiquement organisée à Singapour, dans l'hôtel de ce nom.

discuterait, en septembre, à Washington, avec son homologue du Pentagone, de l'établissement d'un téléphone rouge (*hotline*) leur permettant à tous deux d'éclaircir sans délai les questions qui les préoccuperaient, mais qu'il n'entendait pas pratiquer, pour la Chine, une transparence de style américain. Quand on jugera un peu plus loin du traitement par les deux pays des questions coréennes et du sort de Taïwan, force sera de constater que la Chine a des positions bien définies, qui ne peuvent paraître offensives qu'à qui projette de séparer cette île de la République continentale. Les souvenirs de la guerre froide ne sont plus de saison, mais les États-Unis n'en ont pas encore pris une pleine conscience.

Les États-Unis demeurent fermement ancrés au centre du monde, mais la montée en puissance de l'ex-Empire du Milieu leur fait problème. Les vétérans de la guerre froide et divers autres courants politiques ou religieux commentent cette évolution en termes d'endiguement ou d'actions préventives plus raides encore. Mais leur crédit est assez court, d'autant que la défaite militaire en Irak et dans les conflits voisins oblige l'administration Bush-Cheney à une réserve croissante. Du côté chinois, on s'accoutume à un regain de puissance qui s'affirme d'une décennie à l'autre, mais le quotidien est si fiévreux – par sur-expansion et par surcharge de problèmes massifs à traiter "d'urgence" – que l'avenir est considéré avec circonspection. Le "rattrapage global" du PIB américain par celui de la Chine, d'ici deux décennies environ, est une perspective, d'ailleurs incertaine, qui n'exacerbe pas encore les craintes américaines, mais le "rattrapage détaillé" qui s'amplifiera vraiment lorsque le PIB par tête des deux pays tendra vers l'égalité, par exemple vers le milieu du 21^e siècle, pourrait créer des occasions d'hostilité manifeste qui déborderont peu à peu du cas singulier de Taïwan, vers une pluralité de tensions bien ou mal fondées – et surtout bien ou mal traitées par les diplomates et les militaires. Les lignes générales de fracture ont été repérées plus haut. La coopération – relative et méfiante – dont les deux États font preuve actuellement pourrait être mise à rude épreuve. Tous les autres pays du monde actuel ont intérêt à calmer ces deux-là.

Puissances (et impuissances) entre Washington et Pékin

[Retour à la table des matières](#)

Les démêlés des États-Unis et de la Chine vont probablement emplir tout le premier 21^e siècle, jusqu'à ce qu'un suffisant rattrapage diversement acquis ait tramé un nouveau champ de forces qui pourrait prendre la forme d'un nouveau système mondial, aussi différent de l'actuel – coagulé au début des années 1990 – s'était différencié de son prédécesseur, enfanté par la deuxième guerre mondiale. Je reviendrai plus loin sur ces hypothèses que je pose pour aider chacun à ordonner ses idées. Au préalable, la question est de savoir comment l'émergence et l'essor de la Chine, en présence d'États-Unis prépondérants, vont transformer le monde actuel ? Pour assembler des éléments de réponse, sans se perdre dans un fouillis

d'hypothèses, il faut commencer par adjoindre à la considération des positions actuelles et des dynamiques propres aux deux acteurs principaux, un repérage des autres puissances aptes à interférer, à l'échelle mondiale, avec ces deux – comment dire ? compétiteurs ? prototypes ? riches héritiers de civilisations fécondes, mais différentes ? Je dirai simplement : puissances promises à une prééminence durable, pour ne pas préjuger de conclusions à venir. Donc, à côté des deux prééminents, qui pèsera le plus au cours des toutes prochaines décennies ? et comment ?

Le Japon est le premier exemple à considérer, en raison de l'élan vigoureux qu'il a montré durant les derniers siècles, de son poids économique actuel et de son positionnement géopolitique sur la ligne de faille entre les deux prochains prééminents. L'anémie qui l'a frappé depuis 1990 et la médiocrité de son rétablissement attestent que la société japonaise n'a pas encore retrouvé son plein ressort, au stade actuel des bouleversements mondiaux, mais ses positions acquises et ses performances historiques interdisent de le tenir pour une puissance déclinante. On peut en juger par les deux études que j'ai déjà consacrées à ce pays ¹ ou, mieux encore, par l'extrême attention que lui portent les deux puissances majeures, notamment dans la question de Taïwan.

Annexée par le Japon en 1910 et restituée à la Chine en 1945, l'île de Taïwan (Formose) a servi de repli, en 1949, aux nationalistes battus par les communistes chinois. Les États-Unis ont alors pris cette île et ses réfugiés sous leur protection. Toutefois, dès 1972, les accords négociés par Nixon et Kissinger avec Mao Zedong et Chou Enlai ont reconnu derechef la souveraineté de Pékin sur cette province chinoise et ont permis au gouvernement chinois continental d'occuper le siège de membre permanent du Conseil de Sécurité que le gouvernement nationaliste de Tchang Kaï Chek avait gardé. L'affaire serait réglée si le Sénat américain ² n'avait conduit à greffer sur l'accord de 1972 une législation protectrice de Taïwan qui autorise notamment la fourniture d'armes à son gouvernement local. De 1972 à nos jours, les États-Unis ont ainsi ballotté entre l'aide à Taïwan et la reconnaissance de la souveraineté chinoise sur cette île. L'élan économique et le développement politique de cette province ont renforcé les intentions protectrices des États-Unis, d'autant que le "porte-avions insubmersible" qu'elle offrait au temps du *containment* de l'URSS et de son (ex-) allié chinois était jugé stratégiquement précieux. Pour sa part, la Chine n'a jamais varié, en réclamant l'entier contrôle de Taïwan. La politique intérieure de cette île, influencée notamment par les appétissants débouchés offerts par un continent désormais en plein essor, s'est mise à balancer entre l'autonomie prolongée (voire l'indépendance explicite) et le ralliement à Pékin, d'autant que le rattachement de Hong-Kong à la Chine a montré, depuis 1996, que la proposition chinoise ("un seul pays, deux

¹ Voir *Inventaire du 21^e siècle*, tome 1, chap. 6 et *Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du Nord-est*, textes disponibles sur le présent site.

² Le Sénat dispose du pouvoir de ratifier les traités internationaux des États-Unis, souvenir de ce qu'étaient jadis de tels traités. Il est devenu un fréquent perturbateur de la politique étrangère des États-Unis, par exemple en rejetant le traité de Versailles (1919) négocié par Wilson.

régimes") pouvait fonctionner de façon satisfaisante. Les États-Unis de l'ère Bush-Cheney ont, au contraire, manifesté à plusieurs reprises l'intention de resserrer les liens politiques et militaires avec Taïwan, notamment en 2005, lorsqu'ils ont obtenu que le Japon déclare que sa sécurité propre était concernée par le détroit de Formose. Cette formule alambiquée signifie que le Japon qui s'emploie obstinément à desserrer les contraintes que les États-Unis lui ont imposées après 1945, a saisi l'occasion de cette nouvelle crise "formosane" pour allonger un peu plus la laisse qui le contrôle.

La Chine a maintes fois confirmé qu'elle entendait récupérer Taïwan – fût-ce à la hong-kongaise – et qu'elle n'accepterait pas que les États-Unis ou leurs alliés interviennent militairement sur ce territoire. Elle semble avoir pris des dispositions militaires ¹ pour contrer (ou prévenir) une déclaration taïwanaise d'indépendance qui serait militairement soutenue par Washington. Bref, le sort de Taïwan pourrait déclencher une guerre à résonnance mondiale. Parallèlement à ces manœuvres, assorties de gestes militaires pas tout-à-fait "au bord du gouffre" malgré les tentations de militaires jusqu'auboutistes de part et d'autre, la Chine s'efforce de contrer les efforts, taïwanais et surtout américains, par des approches diplomatiques régulières avec le Japon et la Corée du Sud, (y compris en veillant à calmer la Corée du Nord) et par un mélange de pressions politiques et de séductions économiques à destination du pouvoir en place à Taïpeh.

De son côté, le Japon resserre ses liens avec l'Inde pour élargir sa marge de manœuvre, non pas contre la Chine, mais en vue d'une sorte d'organisation régionale pan-asiatique dont l'Inde, le Japon et la Chine seraient les copilotes. L'heureuse évolution des négociations à six qui ont calmé les États-Unis et la Corée du nord et l'action encourageante que mène de plus longue date l'ASEAN en liaison avec la Chine, la Corée et le Japon semblent riches de promesses. ² Mieux, il est permis d'escompter qu'un ralliement de Taïpeh à Pékin, agencé de façon à conserver à Taïwan toutes ses libertés économiques et politiques, serait de bon augure pour l'évolution politique des provinces continentales de la Chine elle-même. Mais rien ne sera acquis à ce sujet, tant que les États-Unis et la Chine n'auront pas trouvé le chemin d'un accord moins ambigu que celui de 1972.

Le cas de Taïwan valait d'être détaillé non seulement en raison des risques qu'il présente, mais aussi parce que les configurations asiatiques qui se sont esquissées autour de lui peuvent être riches d'avenir si le gouffre perd de son attrait maléfique. En cherchant comment pacifier d'autres potentiels de conflit, on pourra se souvenir qu'en dessous de la dissuasion nucléaire ³ qui surplombe l'Asie du nord-est, des

¹ Batteries de fusées couvrant le détroit, destruction d'un satellite chinois pour signifier sa capacité de brouiller les liaisons aéro-satellites de la Marine et de l'aviation américaines, disposition de missiles à portée suffisante pour tenir à distance la flotte adverse.

² Les textes visés par la note 18 détaillent ce point.

³ Et à laquelle le Japon brûle de se mêler.

rapports de force régionaux, c'est-à-dire de plus court rayon d'action peuvent devenir des stabilisateurs fort utiles, pour un temps au moins.

L'Inde est une autre grande puissance asiatique, parfois considérée comme un compétiteur des États-Unis, plus vraisemblable que la Chine. Si l'on néglige le *wishful thinking* qui sous-tend cette idée, notamment dans la partie de l'élite américaine qui aimerait "gagner l'Inde" – cet ex-allié de l'URSS – pour équilibrer, en quelque sorte, la "perte de la Chine", les seules justifications objectives de cette hypothèse tiennent à l'accélération de la croissance économique indienne grâce à diverses réformes libérales et à la transformation du climat politique dans l'ensemble des Indes, favorisé par une volte-face des États-Unis sur le nucléaire. La performance économique est réelle, mais plus faible que celle de la Chine.¹ Elle donne néanmoins aux observateurs américains l'impression que l'économie indienne s'ouvre plus facilement que la chinoise aux capitaux américains. Toutefois l'offensive contre la *hot money* et les *hedge funds* que la Banque centrale de l'Inde semble décidée à mener (son projet est de l'été 2007) pourrait tempérer ce jugement. Quant aux perspectives diplomatico-politiques, elles méritent, en effet, discussion.

Les Indes sont plus calmes que naguère. Les conflits frontaliers avec la Chine sont du passé, les tensions avec le Pakistan, à propos du Cachemire, semblent apaisées par une dissuasion nucléaire réciproque désormais officialisée, les troubles du Sri Lanka se prolongent, mais sans contaminer l'État indien du Tamil-Nadu. New Delhi ne s'en mêle plus. Il ne reste guère que le Bangladesh pour inquiéter l'Inde par la pression de ses migrants miséreux, si bien que cette frontière-là se durcit de barrières. L'effondrement de l'URSS a libéré l'Inde du soupçon de philo-soviétisme, les malheurs guerriers des États-Unis en Irak les a rendus plus attentifs aux intérêts pakistanais et plus souples à leur égard. Cette relative détente a été consacrée par les États-Unis qui ont ensuite reconnu à l'Inde – qui ne s'en était jamais cachée – le statut de puissance nucléaire de plein exercice. Depuis 2005, à la suite d'une visite de Bush à New-Delhi, les diplomates indiens et américains travaillent à établir un pacte détaillé entre les deux pays, les États-Unis essayant d'établir leur contrôle sur le nucléaire indien au moyen d'une généreuse aide technique *ad hoc*, tandis que l'Inde s'emploie à protéger ses marges de manœuvre et sa fidélité aux principes de Bandoung et aux traditions du non-alignement. Qui plus est, elle entre désormais dans le grand jeu panasiatique, comme le montre le projet de pacte qu'elle prépare avec le Japon, après la visite du premier ministre Manmohan Singh à son homologue japonais Shinzo Abe, en décembre 2006. Ces deux pays envisagent de porter, en une décennie, leurs relations économiques réciproques à un niveau supérieur à celui des relations entre le Japon et la Chine, d'une part et les États-Unis d'autre part. Cet ancrage renforcé

¹ Au mieux le PIB global croîtrait de 8 % par an depuis quelques années contre 10 % depuis plusieurs décennies en Chine. Par l'emploi du conditionnel, j'évoque les discussions menées ailleurs sur la comparabilité de tels indices dans l'état présent des sociétés considérées et de leurs appareils statistiques.

du sud et de l'est asiatique ouvre la perspective d'une coopération politique entre les diverses grandes puissances d'Asie ; Pour l'avenir, la clé principale pourrait être l'acceptation par l'Inde et par la Chine d'une accession du Japon à une pleine souveraineté nucléaire qui favoriserait sa complète autonomie vis-à-vis des États-Unis et qui ouvrirait la voie à une sorte de Conseil de Sécurité pour l'Asie, assis sur ces trois puissances – accompagnées peut être par la Russie et d'autres États asiatiques. En tout cas, la coopération politique et économique des trois puissances précitées serait pour toute l'Asie du sud et de l'est, comme pour tous les archipels du sud-est un puissant pacificateur.

La Russie est une autre grande puissance, asiatique autant qu'européenne. Sa remontée économique et politique se profile nettement depuis qu'elle a ressaisi le contrôle de ses ressources naturelles et industrielles les plus dommageablement pillées pendant l'ère Eltsine, que la hausse des prix pétroliers est venue renflouer ses budgets.¹ Sa position s'est maintenue dans les industries spatiales grâce à ses robustes fusées. Elle envisage d'ouvrir son système, rival du GPS américain, aux États et même à la clientèle privée, ce qui pourrait intervenir avant que le projet européen, Galileo, ait fini de voir le jour. Elle poursuit de façon assez stable ses ventes d'armement, sans rivaliser avec les équipements sophistiqués des États-Unis, mais en offrant un rapport qualité / prix qui a de l'attrait. Elle continue également à équiper de centrales nucléaires l'Inde, la Chine, l'Iran, etc. Mais c'est surtout dans le domaine pétrolier que son poids se fait sentir, de l'Europe à l'Asie orientale, y compris par entraînement d'une bonne partie des républiques d'Asie centrale. Pour cette dernière zone son influence est favorisée par la culture russe bien enracinée dans les classes lettrées de populations à destination desquelles Moscou poursuit un effort soutenu de scolarisation et de bourses d'études. Les tensions locales liées notamment à l'arrivée de bases américaines "tournées vers l'Afghanistan" sont contrebalancées par l'organisation dite "de Shanghai" qui l'associe à la Chine et à plusieurs des républiques d'Asie centrale pour la défense de leurs intérêts communs. La Russie continue de piétiner aux portes de l'OMC et n'occupe pas une place à sa mesure dans diverses institutions internationales, pour des raisons qui tiennent au veto américain ou à ses refus antérieurs, mais qui sont de plus en plus périmées. Parmi les arguments dont les États-Unis usent et abusent depuis 1990 pour nourrir leur obsession antirusse figurent les guerres de Tchétchénie, la base russe en Transnistrie, les troubles qui agitent diverses régions du Nord-Caucase et les républiques de Transcaucasie, ainsi que les contre-manœuvres que la Russie oppose aux manœuvres américaines visant à entraîner l'Ukraine dans l'OTAN, sans compter l'hostilité multiforme de Moscou aux boucliers anti-missiles américains qui mettent en péril les capacités de dissuasion mutuelle qui ont, vaille que vaille, survécu à la guerre froide. Les politesses glaciales et les chaudes rebuffades que les deux pays s'adressent souvent ne changent rien à la chose. Les États-Unis se comportent comme s'ils n'avaient pas fini de gagner la guerre froide et la Russie tient à garder le contrôle de la majeure

¹ En 2007 l'intérêt porté par la Russie aux fonds marins sous le pôle Nord qui seraient riches en pétrole ou gaz risque d'ouvrir une querelle internationale.

partie de l'ex-URSS. Il faudra, d'un côté ou de l'autre (ou des deux côtés) opérer des révisions stratégiques radicales pour sortir de ces affrontements, mais cela pourrait prendre plusieurs décennies, car la dissuasion nucléaire empêche de les modifier en force. Donc les évolutions majeures ont toutes chances de venir d'ailleurs : la Russie et les États-Unis l'ont bien compris, si l'on en juge par l'attention croissante qu'ils portent à la Chine, à l'Inde et au Japon – et à leurs divers abords. Mais peut-être paient-ils une insuffisante attention à l'Europe.

En effet, l'Europe qui pourrait devenir une puissance mondiale de premier plan – en son entier ou en une part significative de son espace et de sa richesse – n'est pas encore sortie de la lente gésine qui a fait d'elle une Union formelle et un sac de puissances – et de quasi-impuissances – de portée moyenne, voire médiocre. J'ai analysé ailleurs son histoire structurelle depuis la deuxième guerre mondiale.¹ Pour l'essentiel, une reconstruction réussie et une coopération multiforme l'ont conduite de Communauté en Union jusqu'à son stade présent, en trébuchant à chaque étape. La guerre froide l'a intégrée dans un OTAN – première manière – qui l'a empêchée de mûrir politiquement au rythme de ses progrès économique et ce, malgré un rapprochement franco-allemand inescompté, mais profond. Sitôt l'URSS agonisante, une poussée américaine impétueuse, soutenue localement par la Grande-Bretagne et renforcée de l'extérieur par les Pologne et autres Tchécoslovaquie désireuses, avant tout, de s'abriter d'hypothétiques retours de flamme russes a poussé un maximum d'États vers l'OTAN (devenu une sorte de Légion étrangère des États-Unis) et vers une Union Européenne élargie, mais non enrichie de budgets additionnels et de pouvoirs mieux assis. Le miroir aux alouettes était l'abri antirusse et l'espoir de rattraper les niveaux de vie aussi vite qu'avaient pu le faire l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande, dûment subventionnés après leur arrivée en 1974. Sans ressources suffisantes, l'Europe obèse s'est retrouvée aux prises avec les guerres balkaniques qui ont provoqué un désaccord germano-français et de multiples manœuvres américano-britanniques qui l'ont laissée mal en point. L'affront subi par les États-Unis, du fait des attentats de 2001, a parachevé ce blocage. Leur croisade "anti-terroriste" a entraîné l'OTAN jusqu'en Afghanistan, a adjoint la Turquie à la série des entrées souhaitées par Washington et a souligné la "fidélité inconditionnelle" de la Grande-Bretagne à son énorme ex-colonie. En outre, l'Union Européenne n'a pas fini de digérer les conséquences de la réunification allemande, les palinodies de la France chiraquienne et divers autres épisodes de chacun pour soi où, de la Grèce des années 1970 à la Pologne actuelle plusieurs pays se sont illustrés. L'Europe Unie a aujourd'hui une monnaie propre, mais pour seulement 12 de ses 27 membres. Elle comprend également deux ou trois armées intentionnellement unifiées — mais fort peu de forces communes et pas du tout d'État-major unique qui lui soit propre. Elle "préfère la non-guerre par politique" (Joxe) mais sans outil pour appuyer ses velléités. Elle caresse des projets multiples, mais n'a pas de vrai gouvernement, si l'on excepte la Commission Européenne qui est, en somme, un collège d'ambassadeurs et son quasi ministre

¹ Voir *L'Europe ou les Europes*, sur le présent site.

des Affaires Étrangères qui n'est, en fait, qu'un ambassadeur itinérant ne représentant personne.¹

Sur sa lancée actuelle, l'Union Européenne ne périra sans doute pas. Elle aura même de temps à autre des ressauts parfois utiles, par exemple si elle réussit à se défaire d'une Politique Agricole Commune qui assèche son maigre budget dans une Europe bientôt "sans paysans". Mais elle ne deviendra une puissance mondiale d'un poids significatif que si elle réussit à se débarrasser de l'OTAN intégré sous l'autorité des États-Unis. Cette perspective est combattue par de bons esprits souvent réactionnaires ou atlantistes d'avant la guerre froide, qui continuent de penser que le maintien – voire le réarmement² – de l'Europe est requis pour faire face aux puissances montantes d'Asie. Mais une transformation de l'OTAN pouvant aller jusqu'à sa suppression pure et simple est une condition de l'essor européen et sans doute aussi de la réduction des risques de guerre mondiale au cours des prochaines décennies.

L'OTAN est devenue une branche organique des forces armées américaines. Sa direction relève du Pentagone, sa hiérarchie propre est sous un commandement toujours américain, formée d'officiers généraux des divers pays membres dûment criblés par les services spéciaux étatsuniens, y compris leurs antennes incorporées dans l'OTAN même. Les États-majors des armées intégrées, les procédures opérationnelles, les équipements militaires, les commandements établis pour les opérations dans lesquelles l'OTAN est engagée sont totalement inscrits dans cette grille, si l'on veut bien déchiffrer le saupoudrage multi-européen par lequel la prédominance américaine est à demi camouflée. Cet ordre ne peut être dérangé que par une quasi rupture politique d'intensité et de durée d'ailleurs variables : le maximum fut atteint par de Gaulle en 1966, lorsqu'il retira les armées françaises de cette organisation intégrée et chassa du territoire national l'État-major otanien et les bases (aéroports, pipelines, etc.) qui n'étaient pas sous contrôle purement français ;³ une autre variante, beaucoup plus limitée, mais néanmoins gênante a été en 2002 le refus de la Turquie, de se joindre à l'invasion de l'Irak dont les préparatifs s'achevaient et de laisser les forces américaines attaquer ce pays par la frontière irako-turque⁴. D'autres gestes de "mauvaise volonté" sont intervenus de temps à autre, à mesure que les États-Unis entraînaient leur Légion Étrangère loin de l'Atlantique Nord, par des décisions unilatérales mal enrobées de consultations internationales. Parmi les multiples incidents mineurs qui ont marqué l'histoire de l'OTAN, avant et après 1990, les plus notoires concernent les confusions entre

¹ Le poste est occupé par Javier Solana, qui fut ministre des Affaires Étrangères d'Espagne, puis Secrétaire général de l'OTAN et qui fait le meilleur usage possible d'un pouvoir qu'il n'a pas.

² En juin 2006, un banquier français notoire (Bouton, PDG de la Société Générale) a recommandé un réarmement de l'Europe pour faire face aux périls que la mondialisation lui promet d'ici vingt ans. Il ne dit mot de l'avenir de ses rapports avec les États-Unis.

³ Non sans tergiversations, cette rupture a été réparée, de façon partielle, par les gouvernements ultérieurs, Mitterrand n'ayant pas été le moins décidé à "faire la paix" avec les États-Unis.

⁴ Cette décision est à apprécier en tenant compte du fait que la Turquie possède l'armée terrestre la plus nombreuse, de l'OTAN, et que sa population est à dominante musulmane.

états-majors formellement otaniens et les états-majors officiellement états-uniens, notamment en ce qui concerne la Méditerranée et le Proche- et Moyen-Orient, ou encore le jugement des coupables d'accidents graves ¹, exemples dont il ne faut d'ailleurs pas déduire que l'Italie y est particulièrement vulnérable (ou soumise), car le florilège de l'OTAN est véritablement européen. ²

L'Europe de 2007 n'est pas prête à rompre ses liens avec l'OTAN ni à les réduire à ce qu'il faudrait de symboles pour que les États-Unis n'aient pas à "perdre la face" tout en abandonnant leur organisation intégrée, leurs bases et leurs autres points d'appui apparents ou occultes. Pour le moment, plusieurs des États naguère soumis à la tutelle soviétique et de plus rares États d'Europe occidentale – dont la Grande-Bretagne – y sont hostiles. Mais à l'échelle des décennies, cette situation peut évoluer, soit que les États-Unis redoublent d'aventurisme en matière de guerres idéologiques trans-territoriales, soit que la Russie sache panser les plaies encore vives dans l'ex-domaine soviétique, soit enfin et surtout que plusieurs des évolutions attendues – ou inattendues – du système mondial, dans ses parties ou ses aspects qui intéressent le plus directement les pays européens, n'aboutissent à un réalignement des États. On peut douter que la Grande-Bretagne se laisse aller à une telle réorientation, mais l'histoire est longue et l'Angleterre a derrière elle des siècles d'opportunes habiletés. Chacun dans son style propre, les autres États européens pourraient évoluer de même. D'autant que la diversité des situations successives, la mobilité des intérêts étatiques et l'habileté des diplomates – voire des états-majors – pourraient conduire à des formules transitoires ou à des étapes temporaires. Le renvoi de l'OTAN aux archives de l'histoire pourrait n'être pas un événement bien tranché, mais l'effet de toute une phase historique. Il en ira d'ailleurs de même en bien d'autres régions du monde où la réorganisation des puissances sur leur échelle de perroquet prendra du temps et sera sans doute riche de transitions avant qu'un relatif rééquilibrage se stabilise pour quelques décennies au moins.

Dans cette perspective à moyen et long terme, quelles pourraient être les stratégies des principales autres puissances européennes et quels seraient les objectifs les plus souhaitables pour celles des forces politiques et idéologiques européennes, non figées dans le respect des automatismes marchands du capitalisme ? La question vaut d'abord pour l'Allemagne qui n'a pas tout-à-fait fini sa réunification culturelle, mais qui ne manifeste pas pour autant une hostilité à la Russie semblable à celle de ses voisins de l'est et du sud-est. Cet État doté d'une économie "à jour", d'une force de travail bien qualifiée, d'une aptitude éprouvée à

¹ Telle cette rupture d'un câble de téléférique provoqué par des aviateurs américains de la base italienne de Vicenze, jouant "au cow-boy" sous ce câble et tuant une pleine cabine de plaisanciers, accident dont les autorités italiennes ont été totalement dessaisies.

² Et comparable à celui du Japon et de la Corée, où des troupes américaines abritées par un privilège de juridiction consenti aux États-Unis ont été, de temps à autre, à l'origine d'émeutes locales.

intégrer des contingents additionnels de main d'œuvre ex-yougoslave ¹ et turque et qui souffre d'un chômage point trop massif, ni durable, est devenu, pour peu de temps d'ailleurs, le troisième Grand de l'économie mondiale. Depuis 1950, il a reconstruit une armée respectable qui occupe une position importante dans l'OTAN, mais il ne semble pas être lié à cette Organisation par des liens "d'amitié éternelle". De sa part, une présence renforcée dans l'OTAN et dans sa hiérarchie ne serait durablement acceptable que si la politique américaine devenait moins unilatérale et aventuriste. Ce pourrait être le principal bénéficiaire d'un réel rééquilibrage euro-américain de cette institution. Mais il est concevable également que l'Allemagne se tourne plus largement vers la Russie où le besoin d'un capital fixe modernisé et d'un encadrement hautement qualifié offrira de longues chances de coopération. Finalement, la bascule allemande entre Ouest et Est pourrait faire de ce pays le fléau de la balance des forces européennes, voire son centre si l'anti-européisme récurrent de l'Angleterre finissait par mûrir. En effet, la Grande-Bretagne qui fait aujourd'hui bonne figure auprès de ses voisins européens va bientôt perdre le renfort que lui a procuré le pétrole de la mer du Nord. En continuant de cultiver plus que jamais ses "liens spéciaux" avec les États-Unis, elle pourrait resserrer ses liaisons de tous ordres avec la part vive de l'ex-empire britannique (Australie, Nouvelle Zélande et, peut-être, Canada et Afrique du sud) tout en visant à se bâtir des points d'appui rénovés, par exemple au Nigeria et au Kenya ou, sait-on jamais en Asie du sud-est, voire en Argentine. Le tout, sans oublier les confettis de l'ex-empire britannique dont elle joue habilement pour son compte propre ou pour aider les États-Unis, par exemple à Chypre ou à Diego Suarez. Ainsi serait-elle portée à prendre le large vis-à-vis d'une Europe qui s'orienterait davantage vers l'affirmation autonome de son potentiel collectif. ²

Mais pour que cette perspective se concrétise, il faudrait assurément que l'Allemagne et la France renouent des liens plus serrés, c'est-à-dire plus égalitaires qu'à l'époque gaulliste et moins versatiles qu'à l'époque chiraquienne. Védérine qui fut le conseiller, puis le ministre des Affaires étrangères de Mitterrand évoque souvent "un consensus gaullo-mitterrando-chiraquien" pour lier plusieurs époques et souligner sa propre unité de pensée. ³ Son analyse a peu à peu perdu de sa valeur, d'année en année, de 1975 à aujourd'hui. "Une des erreurs des quinze ou vingt dernières années" souligne-t-il dans l'entretien précité "a été de croire qu'on allait faire une Europe plus forte, un système multilatéral plus efficace, un monde meilleur, avec des États affaiblis". En effet, les élargissements successifs de la Communauté européenne, dans le contexte otanien que l'on sait, a été scandé par des inflexions politiques aux conséquences finalement négatives : le référendum Pompidou de 1969 n'a guère produit les "bénéfices démocratiques" escomptés,

¹ À dominante slovène et croate.

² Dans une telle perspective, l'Irlande probablement réunifiée deviendrait, dans le dispositif européen, le pendant de l'enclave russe de Kaliningrad, encore que bien d'autres variantes soient envisageables.

³ Outre ses ouvrages propres, voir notamment son "grand entretien" publié dans *Le Monde* du 22-23 avril 2007, sous le titre "*La France, l'Europe et l'Irrealpolitik*".

mais a donné un vigoureux pilier au néo-libéralisme économique ; "l'Acte Unique" de Delors en 1986 a renforcé les capacités de "libéralisation" du marché commun sans muscler les capacités communautaires de régulation dudit marché ; le traité de Maastricht (miterrando-delorien) de 1992 a créé l'euro sans soumettre la Banque Centrale Européenne à aucune orientation politique sérieuse, faisant de cette banque le successeur de la *Bundesbank* ultralibérale allemande, annulant du même coup les (maigres) capacités d'une Banque de France habituée à plus de respect pour l'autorité politique et tenant à l'écart de l'euro la Banque d'Angleterre (et sa £), accoutumée de très longue date à un discret et habile dosage de la décision proprement politique et de la gestion financière "autonome". Comme ces médiocres péripéties se sont étalées sur toute une période (gaullo-miterrando-chiraquienne) où le capitalisme libéral a triomphé dans toute la vaste partie du marché mondial contrôlée par les puissances occidentales, on peut résumer cette époque, de façon très schématique, mais non inexacte, par ceci : l'Europe "en construction" a travaillé à renforcer le marché contre l'État, contre tous les États européens, mais non contre l'État américain qui continuait à "surveiller" de fort près cette "Europe naissante" en provoquant son anémie grasseuse.¹

L'Europe des premières années 1970 était orientée par des États où le capitalisme d'État* surclassait le marché libéral et où le *welfare State*² disséminait ses bienfaits. Faute de s'être adaptée, étape par étape, à toutes les péripéties de l'histoire économique mondiale, l'Europe rendue obèse est peu à peu devenue politiquement impuissante. Après 1990, les États-Unis en ont profité pour convertir l'OTAN devenue inutile en une Légion Étrangère à leur service. Faute d'oser et de savoir bâtir un suffisant pouvoir politique à l'échelle d'une Communauté déjà trop large pour ses maigres habits politiques et d'une Union réellement énorme, mais dépourvue de tailleur sachant l'habiller à ses mesures, l'Europe est – pour ce qu'il en existait à chaque moment – devenue aboulique et bureaucratique. Pendant ce temps, les États qu'elle assemblait ont souvent dérivé et parfois fait novation. L'Allemagne réunifiée a pris un élan propre ; l'Angleterre thatchérisée (puis blairisée, pour l'essentiel c'est la même chose) a retrouvé sa trajectoire capitaliste de jadis, mais dans le sillage des puissants États-Unis. La France a bricolé, crispée sur sa Sécu et sa PAC, accrochée à son porte-avions et à son Afrique et perdant de ses vertus formatrices, inventives et novatrices. Et ainsi de suite avec maintes variantes dont certaines ont beaucoup gagné au peu d'Europe qui a pris forme (sinon force) : l'Irlande ou le Portugal, par exemple.

Pour sortir l'Europe du marécage politique où elle s'enlise, plusieurs questions décisives sont à trancher. Védrine en cite plusieurs³, de façon parfois trop vague (le concept d'"Europe puissance" ou les questions "globales" : environnement, énergie, pandémies, etc.) mais qui devient pertinente en visant des cibles plus

¹ Pour une justification plus détaillée, voir sur le présent site *L'Europe et les Europes*.

² Formule anglaise de Beveridge enveloppant, après 1945, toutes les prestations sociales qui ont proliféré en Europe occidentale.

³ Voir note 3, page précédente.

précises, telles que "la façon de se comporter vis-à-vis des États-Unis", " la question russe" ou "la question proche-orientale sous l'angle concret", mais il omet deux autres questions que je crois tout aussi fondamentales pour l'avenir de l'Europe : la question nucléaire et la question britannique. Par ces adjonctions, je vise la clé de tout dispositif militaire pour une puissance mondiale et la condition première pour dissocier l'Europe-pour-soi de toute Europe mariée aux États-Unis. Vue de 2007, cette problématique ouvre sur d'immenses allées non ou mal explorées. La seule certitude que je puisse avoir est que, de les laisser béantes, comme elles le sont aujourd'hui, conduira à des politiques internationales différentes, voire divergentes, des principales puissances européennes (celles que j'ai évoquées, mais aussi l'Espagne, l'Italie, les pays scandinaves et l'Est européen, plus tard suivis par les États balkaniques), si bien que l'on aboutira, au cours de l'une ou l'autre des prochaines décennies, à une Europe-non-puissance, mais suiveuse désordonnée des impulsions américaines. Pour le reste, l'avenir est riche de possibilités, allant du médiocre à un (difficile) ressaisissement.

L'Europe n'est pas seule en position douteuse. Il se pourrait que le Brésil continue d'émerger en Amérique latine et y conquière une autonomie entraînante pour l'ensemble de cette vaste région,¹ mais la vitesse acquise ne garantit pas une telle éventualité, si bien que cette zone pourrait demeurer le *backyard* que les États-Unis souhaitent, sauf à subir de-ci de-là des éruptions populistes-révolutionnaires, comme celle que Chavez préfigure peut-être. En Afrique, les perspectives d'émergence de puissances mondiales sont plus douteuses encore, quelles que soient les perspectives apparentes de l'Afrique australe, du Nigeria, de l'Algérie ou d'autres encore. En Asie, enfin, la pluralité des puissances d'échelle mondiale que l'on a explorée ci-avant ne doit pas cacher d'autres promesses réémergentes ou nouvelles. En effet, l'Iran, la Turquie, la Corée (finalement réunifiée et qui prend quelques distances d'avec les États-Unis), le Pakistan sans doute, le Vietnam peut-être, la Thaïlande (si elle se défaisait de ses visées khmères), la Malaisie (si elle trouvait la voie d'une coopération intime avec l'Indonésie) pourraient devenir, sinon des puissances mondiales, du moins des puissances régionales tout à fait considérables.

Mais en observant ces hypothétiques maturations, on se gardera d'oublier que d'autres sources de guerres peuvent s'empoisonner jusqu'à devenir mondiales. Ces sources se trouvent soit dans les interstices de puissances mondiales et régionales, actuelles ou potentielles, comme une Corée du nord par-ci, un Népal par là, un Guatemala ou un Kirghizstan par ailleurs, soit encore dans les vastes zones non ou faiblement étatisées comme l'Afrique en contient plusieurs du sud-Soudan au Mozambique et de la Corne de l'Afrique aux rives du Niger, soit enfin dans les potentiels de scission et de "réunification" qui traînent un peu partout de par le monde et qui peuvent déclencher des guerres en gigogne, comme celles qui pulvérisèrent la Yougoslavie, émancipèrent la (ou les ?) Bosnie et le Monténégro,

¹ Voir Alain Rouquié, *Le Brésil au XXI^e siècle*, Éd. Seuil, 2007.

cependant qu'à l'est de ce chapelet la Serbie derechef isolée résiste au détachement de "son" Kosovo au sein duquel mitonne déjà la révolte de la minorité serbe que l'indépendance de ce dernier inclurait. Et ainsi de suite à l'infini, un peu partout, par exemples multiples dans la Fédération russe. Le tour du monde des peuples "baladeurs" peut en compter des dizaines, si ce n'est des centaines.

En déclarant ces peuples "baladeurs", je n'accuse pas de légèreté les élites politiques, religieuses ou autres qui tentent de les déplacer de telle souveraineté actuellement "subie" vers telle autre souveraineté "regrettée", "espérée" ou "rêvée". Mais j'insiste lourdement sur le fait que, dans le système mondial actuel (ou prochain), la mise en œuvre du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" ¹ est devenue une menace permanente pour la paix, à l'échelle locale, régionale et mondiale, dans l'état présent des rivalités entre puissances, des interdépendances entre elles comme avec les zones "d'impuissances" et de la vaste diffusion des armements dont aucun ne disparaîtra de sitôt : ni le nucléaire par lequel les puissances majeures se tiennent en respect, ni les équipements plus ou moins sophistiqués dont la plupart de ces puissances font commerce, ni les armes archaïques et les sauvageries éternelles auxquelles les peuples "impuissants" finissent par avoir recours. Le remplacement général et inconditionnel de toutes les idéologies déclinant "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" par un droit des peuples à jouir d'un maximum d'autonomie au sein d'États s'imposant les uns aux autres d'améliorer sans cesse les conditions de vie des peuples qu'ils incluent est une nécessité absolue pour pacifier le monde présent et prochain. Mais non une nécessité qui s'impose d'évidence.

* * *

¹ Qui était déjà une orientation douteuse et parfois surnoise dans l'Europe du 19^e siècle, car on n'y pensait pas à exporter les principes "sacrés" de la Révolution française ou du libéralisme à l'anglaise, dans les vastes colonies collectionnées par les métropoles européennes.

TROISIÈME PARTIE— VERS UN AUTRE SYSTÈME MONDIAL

Chapitre 15 (juillet-août 2007)

Paix et guerres entre les Nations-Unies

Deuxième section

Difficile naissance d'un nouveau système mondial

[Retour à la table des matières](#)

Pour bien juger des transformations en cours dans le système mondial, il faut prendre des repères précis quant à la durée et aux caractéristiques des transitions précédentes.

Le premier système mondial capitaliste pleinement développé* ¹ est né de la révolution industrielle qui a transformé, à partir du 18^e siècle, les systèmes mondiaux de taille et d'organisation variées, répandus sur la planète. Déjà enrichies par un capitalisme marchand* aventureux et désormais renforcées par les industries nouvelles, les puissances européennes se sont partagé peu à peu, au prix de multiples guerres locales, les empires anciens de toutes tailles et les maigres réseaux marchands étirés sur le reste de la planète. En deux siècles, ces métropoles se sont assuré le contrôle de la Terre entière, tout en se disputant la prééminence en Europe même.

¹ Rappel : les concepts marqués d'un astérisque (*) sont explicités dans *La Société*.

De leur entrechoc général est né, entre 1910 et 1920, un deuxième système mondial capitaliste au centre duquel les États-Unis ont rejoint l'Europe, tandis que la révolution russe faisait partout entendre ses échos, que la colonisation de l'Afrique et de l'Asie se parachevait et que la rivalité des puissances européennes s'exacerbait derechef dans ce "monde des guerres et des révolutions" (comme disait Lénine).

La guerre mondiale des années 1940 a produit une troisième variante du capitalisme où les États-Unis ont affirmé leur prépondérance croissante, tout en enveloppant l'énorme masse rebelle que formaient autour de la Russie, puis de la Chine, une douzaine d'États communistes. Pendant un demi-siècle, ce troisième monde capitaliste s'est figé dans une "guerre froide" durant laquelle un contraste croissant s'est établi entre l'essor économique et culturel des riches régions capitalistes et les zones communistes moins efficaces et en perte d'attrait, cependant qu'une décolonisation massive émancipait des dizaines d'États nouveaux ou renaissants.

Ce monde de la "guerre froide", au centre calme et aux périphéries turbulentes – spécialement en Chine – a pris fin, non par une nouvelle guerre mondiale, mais par la débandade du "camp socialiste" européen et par l'implosion de l'URSS. Ainsi, vers 1990, un quatrième système mondial capitaliste a débuté, à l'ombre d'États-Unis devenus la seule superpuissance mondiale. Ce monde est celui dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Les ruptures manifestes qui permettent de repérer ces quatre étapes relèvent de deux "modèles" (guerre chaude ou froide) et rien ne garantit qu'il doive en aller de même à l'avenir : comme toujours, l'histoire future reste à écrire. Les césures précédentes n'ont pas affecté avec une égale intensité le centre et les périphéries de chaque système mondial et ne doivent pas masquer les évolutions plus continues des techniques, des industries, des marchés, des banques, des armées et de maints autres appareils d'État, ni les transformations saccadées, parfois réversibles et souvent novatrices qui ont travaillé les activités politiques et culturelles, de façon inégalement contagieuse. Partout la vie des peuples, eux-mêmes enflés par une énorme expansion démographique, a été plus ou moins transformée. Par-dessous les bousculades guerrières ou révolutionnaires, le capitalisme a épanoui ses potentialités mondiales (détectées de longue date par Marx) tandis que toutes les contradictions mondiales ont été polarisées par – et vers – les États-Unis.

De ce fait, la recherche ci-avant sur les puissances et impuissances en tant que ressort premier des catastrophes auxquelles notre monde est exposé, souligne certes les risques de guerre, mais n'avance aucune hypothèse sur l'effet global à attendre des évolutions de toute sorte qui viennent d'être évoquées. Qui plus est, elle n'anticipe pas les cataclysmes naturels qui pourraient sévir au cours du 21^e siècle, en déclenchant, par eux-mêmes ou par les erreurs de réponse des sociétés, des conséquences plus ravageuses que les guerres ou les crises mondiales. Il faudra

donc prendre en compte ci-après les aggravations ou les novations dommageables qui pourraient advenir à ces deux titres, non point par culte morbide d'un pessimisme méthodologique – qui est, en soi, une sage précaution – mais bien parce que les sociétés imprévoyantes arrivent à un tournant de leur histoire. Dans les civilisations européennes, le progrès des sciences et des techniques qui est devenu général et assez continu depuis trois siècles, a fait naître l'illusion que le bonheur pouvait être une idée neuve en Europe, comme disait (à peu près) Saint-Just. Au cœur de cette illusion figurent à la fois l'idée d'une maîtrise croissante de la nature par l'espèce humaine et l'idée d'une maîtrise possible ¹ des sociétés par les hommes qu'elles rassemblent. Les idées socialistes s'inscrivent dans ce courant progressiste. Ce que j'appelle volontiers la bascule de Gramsci – pour résumer la dialectique qu'il établit entre la contrainte exercée par l'État et le consentement du peuple à l'ordre que l'État établit – me semble offrir le meilleur test des expérimentations socialistes et continuera évidemment d'inspirer ma réflexion. Mais le troisième larron de notre devenir ² – c'est-à-dire la pesée des conditions naturelles d'existence devra également être considérée, tant il est clair que "l'ordre éternel des champs" et les autres représentations du donné naturel comme cadre immuable de la vie sociale à l'échelle de la vie humaine ont été démentis au 20^e siècle – et pas seulement à Hiroshima ou à Tchernobyl.

Le désordre mondial

[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis sont en train de perdre les guerres qu'ils ont lancées ou envisagées contre "l'axe du mal". L'Irak leur fait faux bond ; l'Afghanistan tombe en morceaux (et bat son record de production d'opium) ; l'Iran, tant dénoncé, échappe à l'agression souhaitée par Cheney, car l'Europe, la Russie et la Chine s'efforcent de l'éviter ; la Corée, tirée d'affaire par la diplomatie chinoise, avec l'accord méfiant du Japon, renoue ses relations nord-sud ; Taïwan est peu désireuse d'allumer un incendie dont les pompiers japonais ne veulent guère se mêler ; l'après-Castro se prépare à Cuba, sans que les États-Unis aient l'envie ou le temps de s'en mêler ; l'affaire du Darfour échappe à l'entraînement américain. Etc.

Privés de guerre gagnable – et supposée démocratisante à leur manière – les États-Unis souffrent de difficultés intérieures mal maîtrisables. La dissidence

¹ Possible, mais non acquise, nonobstant les espérances ou les rêves de maints penseurs humanistes, rationalistes, socialistes et autres. Mais possible quand même, malgré les ravages des famines, des colonisations, des guerres, des crises économiques et autres "cavaliers de l'Apocalypse". Ici ou là, de temps en temps, la vie d'une portion significative – et plutôt croissante – de l'humanité a été nettement améliorée.

² Aux côtés des caractéristiques propres à l'espèce animale-humaine et des structures constitutives des agencements sociaux, ce "larron" est évidemment l'évolution de notre planète. Norbert Elias ou Edgar Morin n'oublent jamais d'embrasser ces éléments d'un même regard, quel que soit l'objet singulier sur lequel leur attention se centre.

règnerait au Congrès, n'était le veto dont le Président use et abuse ; l'appareil judiciaire secoue le carcan établi par Bush, lequel s'avance vers les élections présidentielles de 2008 que son parti perdra probablement. Les soutiens internationaux de Guantanamo ou des prisons clandestines à l'étranger s'érodent, même en Angleterre. L'anémie politique et militaire est aggravée par des crises économiques et financières que les remèdes ultralibéraux ne peuvent endiguer : la baisse des impôts a produit d'énormes déficits budgétaires ; la balance des paiements n'est équilibrable que par les centaines de milliards de \$ prêtés par le Japon et la Chine ; d'autres placements tentent la Chine ; les bourses new-yorkaises sont secouée par une crise qui risque de s'approfondir, d'autant que les gadgets financiers empilés par Wall Street et les virtuoses des dérivés et des *hedge funds* aident à sa contamination mondiale ; le dollar se déprécie ; l'évolution du FMI et de la Banque mondiale ne permet plus de renflouer cette monnaie "à la Volker", c'est-à-dire aux dépens du reste du monde.¹ La situation financière du pouvoir américain est si piteuse que les accidents (tels l'inondation de la Nouvelle-Orléans ou l'effondrement d'un pont sur le Mississippi) tardent à trouver remède.

Les États-Unis ne sont pas seuls à souffrir de la sorte, même si leur cas est le plus grave parmi les pays avancés. Les déséquilibres budgétaires ne sont pas rares en Europe (notamment en France), nonobstant les rigoureux "critères de Maastricht". Les contagions boursières sont plus fortes ici qu'en Asie et en Amérique latine, contrairement aux alertes précédentes. L'activité économique demeure médiocre, insuffisante en tout cas pour résorber le chômage. Même dans les pays qui redoublent d'efforts (Allemagne, Angleterre, Scandinavie), les dépenses de recherche en vue de produits nouveaux, de processus de production plus efficaces et de conquête des nouveaux marchés d'Asie sont plutôt médiocres. La crise de l'énergie réactivée par les hausses de prix pétroliers se traduit par l'exploration brouillonne d'une gamme de produits de remplacement qui semble pencher vers un rajeunissement de la Politique Agricole Commune, tandis que les économies d'énergie disciplinant les transports, les fabrications, l'habitat et l'équipement urbain ne prennent guère d'élan. Les industries de récupération des matières premières tardent, elles aussi à démarrer.

Sans noircir exagérément le tableau, force est de constater qu'au centre du système mondial actuel (c'est-à-dire en Amérique du nord, en Europe et au Japon) la montée en puissance de l'Asie est souvent vécue comme une calamité, au lieu d'être traitée comme la chance historique qu'elle représente. On craint les tigres et les dragons sans trop chercher à coopérer avec eux pour résoudre les difficultés des uns et des autres par un donnant-donnant plus sensible aux faiblesses des nouveaux venus qu'aux rhumatismes des pays déjà riches. La vaine recherche de nouveaux accords à l'OMC qui se traîne de Seattle (1999) à Doha (2002) et autres lieux, ainsi que les retards apportés à la rénovation du FMI et de la Banque Mondiale procèdent de la même difficulté à faire place aux nouvelles puissances. Les

¹ Ce point particulier, tout comme les autres allusions financières sont justifiées dans le chapitre sur *La révolution financière*.

contrecoups de ce blocage ne se font pas sentir dans les régions malheureuses d'Afrique, du Proche et Moyen-Orient et (partiellement) d'Amérique latine, parce que la soif d'énergie et de matières premières des grands pays asiatiques a, pour le moment, quelques ricochets bénéfiques dans plusieurs de ces zones. Mais il en va de ce répit comme de celui que les deux guerres mondiales du 20^e siècle ont procuré à l'Amérique latine, au temps d'un précaire développement par "substitution aux importations".

Or il se trouve que beaucoup de ces régions à demi délaissées seront particulièrement vulnérables aux effets catastrophiques du grand dérangement climatique annoncé depuis des décennies et qui étale désormais ses conséquences. Certes l'hémisphère nord y sera tout autant exposé, mais comme il est richement équipé et fortement industrialisé, il pourra, non sans retards et tâtonnements, faire face aux cataclysmes les plus dramatiques ou les plus durables. Même les États-Unis dont le refus du "protocole de Tokyo" est un scandale de portée mondiale et d'échelle historique, finiront par trouver dans leurs nouveaux ouragans, blizzards et autres inondations majeures l'occasion de rebondir, de réorganiser leurs administrations souvent défaillantes et de soutenir leur croissance économique propre, en relais (espérons-le) des stimulants militaires dont ils ont abusé depuis le milieu du 20^e siècle, hormis une brève accalmie quand l'URSS s'est effondrée. Par contre, les pays émergents d'Asie et les régions plus "impuissantes" du reste de ce continent, ainsi que la majeure partie de l'Afrique et d'une part encore importante de l'Amérique latine souffriront les intempéries comme un handicap supplémentaire, hormis les cas où, par exemple, les fluctuations de la pluviométrie rendraient vie au Sahara, au sertão brésilien et à d'autres savanes, tout en allégeant les moussons rageuses du golfe du Bengale, etc. Mais, comme aucun dieu météorologiste ne guidera les évolutions du climat pour réserver leurs bienfaits aux miséreux et diriger leurs méfaits vers les méchants, force est de craindre que le regain de catastrophes naturelles vienne joindre ses effets à ceux de la misère et du sous-emploi qui suscitent déjà des flux migratoires importants vers des frontières presque jamais accueillantes. Qui plus est, le gonflement de ces flux pourrait réveiller d'épouvantables craintes médiévales (épidémies,¹ hordes, pillages) ou alimenter des poussées provenant directement – ou en cascades – des foyers belligènes existants ou qui mûriront au cours des prochaines décennies.

Qu'il s'agisse des zones côtières de maintes régions, des îles du Pacifique et d'autres rivages exposés au relèvement du niveau de la mer ou des vallées et plaines inondables par des crues majeures que susciteraient la fonte des glaces ou le regain des pluies, il est vraisemblable que les besoins d'aide humanitaire, comme ceux d'aide au développement requerront de nouveaux moyens. On peut les imaginer en songeant aux précautions qu'il serait sage de prendre en matière de stocks alimentaires et sanitaires de secours, d'entrepôts, de moyens d'action pour transporter, abriter et vêtir les populations ravagées par des intempéries durables.

¹ On se souviendra de "l'internationale des microbes" activée par les "grandes invasions" de l'Europe romanisée et, plus encore, par la colonisation des Amériques, etc.

On peut songer de même aux accords plus ou moins internationaux qui devraient régler prévisionnellement la géographie de ces "soldats du feu, de l'eau, etc." de cette intendance (non militaire) d'un nouveau type et la fourniture des hélicoptères, des barques et des moyens de levage, etc. qui garantiraient leur disponibilité rapide. On pourrait même songer à l'organisation des corps de secours professionnels pour encadrer les flux de volontaires ou de requis que ces interventions devront mettre en œuvre. Mais il me semble que le seul moyen d'arriver – sans doute par étapes – au bâti mondial de tels modes d'action, sera de mettre à profit chacune des catastrophes majeures – comme celles qui ont frappé en 2007 l'Asie du sud-est, au Népal, au Bangladesh, et en diverses parties de l'Inde et de la Chine. – pour remplacer les quêtes et les plaintes "humanitaires" par des actions politiques mieux ciblées et plus constantes.

De telles précautions ne sont pas sans précédents, mais les dispositifs aujourd'hui existants sont insuffisants. En les étoffant et en les disséminant de façon bien réfléchie, on donnera un peu de substance à ce fantôme politico-diplomatique que les journaux appellent "la communauté internationale", laquelle est, en fait, un panier de crabes entremêlés de quelques organisations plus bavardes qu'efficaces. Je reviendrai sur ce point en évoquant les réformes et novations qui pourraient accroître l'utilité pacifiante de certaines de ces coopératives d'États, en retenant l'idée qu'en amont des explosions belliqueuses on trouve souvent des ravages naturels comme ceux dont l'amplitude ira croissant et toujours des tensions sociales profondément enracinées dans la structure même des sociétés.

Si je pousse plus loin le rêve sur ce qui pourrait être l'une des très grandes inventions du 21^e siècle, il m'apparaît que la Chine et l'Inde opérant conjointement avec le concours des autres voisins pourraient reporter à une échelle immense ce que fit la France des années 1940 et 1950 en harnachant les fleuves et les rivières qui descendaient du "château d'eau" national, l'Auvergne. Au cœur de l'Asie le château d'eau est formé par les chaînes himalayennes et autres qui entourent le plateau tibétain. De là coulent presque tous les grands fleuves asiatiques. De là proviennent les crues parfois dangereuses que le réchauffement climatique va aggraver. De là coulent, notamment, le Gange et le Brahmapoutre dont le delta commun, mêlé aux marées et typhons de la mousson, inonde le fond du golfe du Bengale. Là pourrait se déployer le talent dont les Chinois ont fait preuve en équipant leur barrage des Trois Gorges. De cet ensemble coopérativement mené pourrait provenir une énorme production d'électricité, en même temps qu'une optimisation de la gestion des eaux dans une grande partie de l'Asie. Ainsi, les essors prodigieux de la Chine et de l'Inde pourraient être prolongés, d'ici quelques décennies par un réseau de chantiers pharaoniques qui consacrerait l'éminence de ce continent.

Mais pour passer de tels rêves aux réalités du 21^e siècle, la condition première est de raréfier les guerres où les États dilapident leurs populations et leurs capitaux, de prévenir autant que possible les destructions d'hommes et de capital fixe dont le

désordre climatique brandit la menace et de poursuivre obstinément les efforts visant à contenir, voire à résorber l'exubérance démographique qui multiplie les "milliards d'hommes". Pour cela, il faut cesser de regarder le monde "à plus de mille mètres au-dessus des intempéries homicides du siècle" (René Depestre) et redescendre sur le terrain banal, mais mondial, des luttes de classes.

La difficile transition depuis les spéculations trop générales vers le lourd terrain des réalités acquises ou prochaines peut être facilitée par quelques réflexions bien datées. La première est de Linda Bilmes ¹ qui calcula le coût probable de la guerre d'Irak, si elle devait durer jusqu'en 2010, en incluant dans ce coût, outre les pensions aux familles des soldats défunts et les soins présents et futurs aux blessés et autres engagés, les intérêts sur l'endettement supplémentaire et les surcoûts pour l'économie américaine des hausses pétrolières. ² Le total faramineux est de 1 372 milliards de \$. La presse américaine a commenté les emplois alternatifs qui auraient pu être donnés à ce très gros trillion de \$, mais rares ont été les participants qui ont réfléchi à ce que l'investissement de pareilles sommes en Afghanistan et en Irak, sous forme d'habitat et d'écoles, d'usines et d'emplois, de routes et d'hôpitaux aurait pu produire pour débiter effectivement la mise en route d'une démocratisation de ces pays. ³

Faisant retour de ces calculs vers l'époque où l'administration Bush-Cheney commit ses erreurs stratégiques de 2001-2003, j'ai repensé à la prédiction formulée en 1988 par Georgi Arbatov (conseiller de Gorbatchev) : *l'URSS va faire quelque chose de terrible aux États-Unis en les privant d'ennemi !* Avec ou sans l'aide de Ben Laden, n'importe qui (ou n'importe quoi) aurait fait l'affaire, l'islamisme radical ou l'axe du mal ou la drogue afghane ou la prolifération nucléaire potentielle ont joué ce rôle pour apaiser les terreurs d'un peuple américain dûment apeuré et pour donner aux intérêts économiques et stratégiques des va-t-en guerre un ennemi de secours.

Maintenant que les signes annonciateurs d'une défaite américaine se multiplient, il convient plus que jamais de *civiliser les États-Unis* ⁴ et, à cette fin de les priver d'ennemi de remplacement, non en se pliant à leurs fougades, mais en contrant leurs velléités agressives. Explorer les voies et moyens utilisables à cette fin est tout à fait nécessaire et urgent, en évitant autant que possible d'irriter le lion vaincu mais aux griffes acérées.

¹ Qui fut secrétaire-adjoint au Département américain du Commerce (1999-2001) et qui reprit son enseignement à Harvard après l'élection de Bush Jr.

² Publié par le *New York Times* et repris par l'*International Herald Tribune* en août 2005.

³ En élargissant cette réflexion, le gouvernement américain aurait pu se demander, enfin, ce qu'il pourrait faire pour que soient mariés productivement les énormes capitaux tirés du pétrole par les États du Proche et Moyen Orient et les énormes masses de chômeurs juvéniles et mal scolarisés qui surabondent dans cette région.

⁴ L'ouvrage que j'ai publié sous ce titre en 2003 est disponible sur le présent site.

Civiliser bon nombre de puissances durant les prochaines décennies

[Retour à la table des matières](#)

La prochaine décennie a de fortes chances de souligner le contraste entre la Chine et les États-Unis sous divers angles. En termes politiques, elle s'ouvrira par l'installation, en 2009, d'une nouvelle administration américaine, après la probable défaite des successeurs choisis par le parti Républicain, pour succéder au lamentable duo Bush Jr-Cheney Dick. Quels que soient les challengers élus sur proposition du Parti Démocrate, il n'en résultera aucun revirement soudain de la politique américaine. Il faudra des années pour réparer les dégâts de leurs prédécesseurs sans décevoir une opinion toujours attachée à *la superbe des États-Unis*.¹ Déguiser les guerres perdues d'Irak et d'Afghanistan, en retraites "dans l'honneur", faute de pouvoir les refiler à l'OTAN (à moins d'abandonner aux Européens le pilotage politique exclusif de cette institution) ; contenir néanmoins le Proche et Moyen-Orient dans son désordre actuel en essayant une nouvelle fois de calmer la zone Syrie-Liban-Israël et d'isoler l'Iran ; ne pas trop perdre la face devant une Corée peut-être unifiée, mais en tout cas apaisante pour tout son voisinage ; ni devant un Iran vers lequel les capitaux amoureux du pétrole, mais inhibés par Washington, se précipiteront peu à peu ; tel semble devoir être le plan de charge international le plus urgent. D'autant qu'en politique intérieure, il faudra bien redresser plus ou moins le budget, la balance commerciale, l'équilibre des comptes et la tenue du \$, toutes activités complexes quand on ne peut pas imposer toutes ses volontés au FMI, à l'OMC et quand le Congrès nouvellement élu se laissera moins aisément entraîner vers de nouveaux impôts, alors que son prédécesseur acceptait d'enthousiasme les énormes faveurs fiscales consenties aux classes fortunées.

Pendant ce temps, la Chine dopée par les Jeux de Pékin en 2008 et la Foire Internationale de Shanghai en 2012, aura peut-être à supporter diverses catastrophes climatiques ou autres qu'elle compensera plus ou moins par une poussée de vigilances écologiques et elle pourrait subir en outre plusieurs accidents économiques et sociaux. Les premiers seraient dus notamment aux péripéties du commerce mondial si la crise boursière amorcée en 2007 se prolongeait ou rebondissait. Les seconds, plus politiques, seraient entraînés par des ONG diversement démocratiques, utilisant les afflux médiatiques internationaux de 2008 et 2012, mais aussi – et plus gravement – ils pourraient être enflammés par les appétits d'emploi et de revenus que ces gloires nationales laisseraient insatisfaits. D'autant qu'une bonne partie des 200 millions de travailleurs supplémentaires attendus en Asie d'ici 2015 se trouveront en Chine, nonobstant

¹ Voir sur le présent site le chapitre de ce titre dans *Civiliser les États-Unis*.

son sévère climat démographique et sa probable poussée d'émigration. Mais, à tout prendre, ces événements exaltants ou dramatiques s'inscriront sur la toile de fond d'une expansion économique qui a de bonnes chances de se maintenir à des niveaux élevés, même si, comme le souhaitent les autorités chinoises, un certain freinage réussit à prendre.

Durant une telle période, la Chine qui aura toutes raisons de poursuivre sa politique internationale fière mais souple et les États-Unis qui chercheraient à retrouver grâce aux yeux de l'opinion publique internationale pourraient s'accorder avec les autres puissances importantes, pour ranimer et réformer quelques traités internationaux pacifiants. La lente montée de la Corée (réunifiable) et de l'Iran (non attaqué) vers un développement de leurs capacités nucléaires, leur ferait éventuellement dépasser l'enrichissement du combustible nucléaire à des fins civiles, jusqu'à se doter de modestes équipements militaires, ce qui implique évidemment que le statut nucléaire du Japon soit révisé (ou, en tout cas révisable, si l'opposition post-Hiroshima demeure dominante). Dans ce contexte, l'intéressante prise de position de Kissinger pourrait se révéler féconde,¹ car elle permettrait aux États-Unis et à la Russie de "refroidir" leur chaude empoignade autour des projets américains de bouclier anti-missiles à installer en Tchéquie et Pologne, tout en apaisant les craintes de l'Union européenne et en offrant même à l'Iran une chance de progresser vers son objectif propre. Les deux "victimes" potentielles d'une initiative russo-américaine qui réformerait utilement le traité fondateur de l'AIEA² seraient Israël et la Chine, mais ce dégât collatéral est tout à fait évitable. Pour Israël, car le bâti d'une dissuasion réciproque entre Israël et l'Iran, avec l'appui des deux grands nucléaires et de l'Union Européenne donnerait à Israël de réelles chances de durer.³ Et pour la Chine, car ce pays, indirectement visé par Kissinger – qui réussit en 1972-75 à retourner la Chine contre l'URSS et qui aimerait sans doute réaliser l'exploit inverse – échappera à ce risque si, en bâtissant sa propre capacité de dissuasion à l'encontre des États-Unis (et, s'il le faut, de la Russie ou de quelque autre puissance) – elle concourt à l'enfermement des autres couples de pays en dissuasion mutuelle, dans un prudent réseau international de freins au surarmement et de contrôles valant garanties. Car, contrairement aux visées de Lellouche et autres anciens combattants de la guerre froide, le monde à neuf "milliards d'hommes" déjà doté de huit puissances nucléaires (d'envergure diverse) doit apprendre non point à se désarmer, mais bien à acclimater des politiques de dissuasion minimisées.⁴

À supposer que cette sagesse toute relative réussisse à s'affirmer, les deux prochaines décennies pourraient être dépourvues de tensions militaires majeures au

¹ Son article du *New York Times*, intitulé *Joint missile defense – Don't rule out Putin's initiative*, a été reproduit dans l'*International Herald Tribune* du 10 août 2007.

² Association internationale de l'Énergie Atomique.

³ Voir sur le présent site *Comment bloquer la politique suicidaire d'Israël*.

⁴ Voir *Urgence pour le désarmement* par Pierre Lellouche, député UMP de Paris, *Le Monde* 24 mai 2007.

centre du système mondial, ce qui favoriserait la poursuite d'une croissance du PIB par tête dont la moyenne annuelle mondiale se maintiendrait au-dessus de 4 %. Ce qui permettrait d'atténuer, de-ci de-là les inégalités les plus graves au sein des pays assez bien administrés et de mobiliser à peu près autant que de besoin les ressources en hommes, en matériels et en capitaux nécessaires pour calmer les conflits régionaux et locaux les plus dangereux. Mais cette hypothèse bénéfique deviendra pleinement irénique à mesure que l'on débordera des années 2015 à 2020, car à ce moment là, si ce n'est plus tôt, le système mondial entrera dans une zone de tempêtes.

Sauf guerre majeure et plus proche, la zone des tempêtes d'aujourd'hui prévisible – sinon datable avec précision – sera abordée à mesure que la crise de l'énergie mûrira, tant par raréfaction des nouveaux gisements pétroliers exploitables, que par retard dans la mise en exploitation des réserves de substitution (gaz, bitumes, etc.). Elle s'aggravera si les produits de remplacement du pétrole tardent à se concrétiser dans des proportions et avec des prix convenables et si les adaptations du capital fixe installé aux produits relayant le pétrole prennent du retard. Elle se diversifiera géographiquement selon la qualité des précautions prises par les sociétés et les pays concernés. Elle atteindra son acuité maximale en cas de discontinuités locales ou relatives à tels produits et à tels équipements.¹ Les compagnies productrices et distributrices concernées feront évidemment usage de toutes leurs ressources de stockage et d'investigation pour prévenir ces ruptures, tandis que les sociétés de conseil et d'équipement qui les desservent feront fortune. Mais au total, l'acheminement de l'économie mondiale vers l'épuisement d'une ressource naturelle, sans relève immédiate partout disponible et utilisable, est inéluctable. Le problème principal n'est pas de préciser le calendrier de ce processus qui pourrait se prolonger assez avant dans le 22^e siècle, mais bien de localiser les zones où à l'approche – même lointaine ou imprécise – de cette pénurie majeure, le contexte géopolitique dans lequel elle se fera sentir et les réactions plus ou moins adaptatives auxquelles elle donnera lieu, zone par zone, ne suffiront pas pour éviter les éruptions guerrières ou d'autres crises politiques contagieuses. Les zones qui deviendront vulnérables dans ce contexte sont relativement nombreuses, du Venezuela où la mise en valeur des "sables" de l'Orénoque allongera la durée de vie d'abondantes réserves que les États-Unis brûlent d'envie de soumettre à un "coup de CIA", jusqu'au delta du Niger où divers peuples du Cameroun et du Nigeria se disputent le pillage d'oléoducs de compagnies rivales, elles-mêmes liées à des États pas toujours coopératifs, comme la France et l'Angleterre, et ainsi de suite dans maintes autres régions, du sud-asiatique, par exemple. Qui plus est, la soif de pétrole mariée à quelque regain d'aventurisme militaire pourrait porter le risque bien au delà d'une néo-guerre du Biafra ou d'un nouveau coup anti-Chavez, par exemple si de

¹ Par exemple si tels oléoducs ou gazoducs étaient mis hors d'usage, si des voies maritimes devenaient très périlleuses, si des sous-produits particuliers (le naphthe pour les industries textile, le kérosène pour l'aviation, etc.) venaient à manquer sans relève.

nouvelles péripéties taïwanaises incitaient à envenimer les relations russo-japonaises, là propos du pétrole de Sakhaline, etc.

Pourtant je pense que, parmi les multiples éventualités belligènes de cette période très dangereuse, la plus difficile à écarter concernera le Proche et Moyen-Orient (PMO). Là en effet, maintes combinaisons peuvent advenir, au milieu de masses arabes juvéniles rapidement croissantes mais souvent sans emploi, dans la plus riche région rentière du monde. Bordée par des puissances musclées comme l'Iran et la Turquie, mais aussi d'États surprotégés comme l'Arabie et Israël, cette région contient beaucoup d'autres États d'inégale vigueur et d'orientations variées ou, parfois, variables. J'ai détaillé dans l'étude citée par la note 4 ci-avant, les risques que courrait alors Israël, fédérateur inconscient de beaucoup de ces conflits potentiels et les audacieuses novations qui seraient requises pour consolider durablement cet État. Mais bien d'autres révoltes seront possibles ici, par exemple celles des masses de travailleurs yéménites, pakistanais et indiens employées par les émirats du Golfe, ou celles qui mijotent dans d'autres États aux appareils détruits ou aux frontières mal assurées. Il me faudrait être plus optimiste encore que dans les pages précédentes pour imaginer que le PMO sortira inchangé des années 2020-2050.

À de tels risques, je prône la multiplication des formes locales et régionales de dissuasion réciproque plutôt qu'un désarmement imposé de loin par de grandes puissances que les États-Unis continueraient de coaliser, car la distance, le temps et la diversité fluctuante des intérêts de ces puissances en font de médiocres gardiens de la paix. L'autre novation souhaitable est la formation partout où ce sera possible de groupements régionaux de puissances locales adaptant à leurs besoins propres les mesures de confiance et de contrôle que le traité d'Helsinki avait établi en 1975 à l'échelle européenne (Russie et "camp socialiste" inclus), avec le tiède consentement des États-Unis. Les États qui vont probablement continuer à prendre du poids et de la vigueur au cours de la première moitié du 21^e siècle¹ dans leurs continents respectifs (Mexique, Brésil, et peut-être Afrique du sud et Algérie) ou dans leur voisinage asiatique gagneraient à favoriser de tels agencements, surtout s'ils le font en "désinfectant" leurs potentiels de discordes : par exemples, pour la Chine, en favorisant l'accès du Japon au nucléaire le désolidarisant des États-Unis ou l'associant d'un côté à la Russie et d'autre côté à l'Inde, pour des coopérations économique-diplomatiques plus ambitieuses (et entraînantes) que celles de l'ASEAN. Tout ceci en avançant pas à pas, zone par zone et étape par étape, afin d'étaler l'apaisement des tensions et d'accoutumer les peuples à diverses variantes de coexistence pacifique. Les bons esprits férus de *Realpolitik* qui rangeraient de telles orientations au rang des angélismes devraient méditer les leçons de Georges Kennan, le fameux X qui publia, en 1947, un essai qui fut lu et relu pendant toute la guerre froide ; ils prendront garde, notamment, au contresens que les intérêts militaires et industriels provoquèrent en orientant le *containment* préconisé par

¹ Nonobstant les occasionnelles "années perdues" du fait des crises de toute nature où elles seront, les unes ou les autres, transitoirement impliquées.

Kennan non vers l'*enveloppement* visé, mais vers le *refoulement* de l'espace soviétique à contenir, contresens d'ailleurs prolongé quand la guerre froide fut achevée. La poursuite du grignotage de l'ex-URSS est, pour ces mêmes intérêts, le moyen de préparer, par delà l'éradication supposée de "l'axe du mal", un *containment* appliqué à la Chine avec l'aide d'une coalition *ad hoc* (*coalition of the willings*) incluant, si possible, aux côtés de la Corée et du Japon, l'Inde (ou même les Indes, si le Pakistan y met du sien) et la majeure partie de l'ASEAN, entraînable aux côtés de la Thaïlande et des Philippines. Rêveries contre rêveries, je pense que les miennes sont moins dommageables en vies humaines et potentiellement plus productives en croissance économique, nonobstant les arguments des producteurs d'armes et d'innovations militaires, car le "milliard d'hommes ne se nourrit pas de fusées et ne se cultive pas au son du clairon.

En 2027, l'auteur du présent essai sera centenaire ou défunt de longue date. Il aura pourtant l'outrecuidance de pousser ses réflexions jusqu'aux dernières décennies du 21^e siècle, car certaines des promesses et beaucoup des inquiétudes, préfigurées par les dynamismes brumeux de notre temps, esquissent déjà quelques traits du monde où mon arrière-petit fils, né ce mois-ci, pourrait, à son tour, devenir centenaire si les "milliards d'hommes" ne l'en empêchent pas. Avec l'aide de Maddison ¹ les grands changements économiques attendus pour les années 2030 à 2060 peuvent être résumés ainsi :

Les leaders de l'Asie (Inde et Chine) accompagnés des pays d'Asie du sud-est qu'ils entraînent produiraient :

en 2030 : 43 % du PIB mondial
et ils atteindraient en 2060 : 49 % du PIB mondial.

Les ex-leaders de l'économie mondiale (Amérique du nord et Europe) qui produisaient en 2030, 33 % du PIB mondial n'atteindraient plus, en 2060, que 28 % du PIB mondial.

Quant au reste du monde, sa quote-part évoluerait comme suit :

en 2030 : 24 % du PIB mondial.
en 2060 : 23 % du PIB mondial.

Cette évolution est compatible avec les réflexions précédentes, y compris dans le cas où quelques années seraient "perdues" ici ou là, pour fait de guerres ou de crises. Elle s'accompagnerait évidemment de nettes modifications dans le rôle politique et culturel des États. L'Amérique du Nord et une partie de l'Europe

¹ Les projections de Maddison et les rares adjonctions que je leur ai apportées sont résumées dans le tome 2 de *L'Inventaire du 21^e siècle* (dossier 3).

pourraient encore contenir les États au niveau de vie le plus élevé, nonobstant leur perte de poids dans la production mondiale. Cette richesse maintenue permettrait aux ex-puissances centrales de conserver une forte influence dans les affaires mondiales, mais non de les orienter à leur guise. L'Allemagne nettement plus puissante que la France et les grappes de pays groupés par affinités dans les débats du Parlement européen donneraient un nouveau tonus aux politiques communes mais sans unanimité factice. Chacun peut imaginer à sa convenance ce que cette Europe-là devrait à Thatcher-Blair ou aux traditions sociales-démocrates germano-scandinaves, à moins que les pays "latins et méditerranéens" aient fait mûrir quelque nouvelle variante de "politique sociale", plus proche de leurs propensions traditionnelles. Mais le point le plus délicat concernerait, comme aujourd'hui, l'orientation fondamentale de la politique internationale : autonomie ou fidélité aux États-Unis ? Accouplement d'un capitalisme d'État* remis à jour avec le capitalisme privé ? Ces questions seront décisives, car la tradition européenne fait des options qui semblent de pure "politique intérieure", le centre de gravité d'une politique internationale encline à l'ingérence dans les affaires d'autres pays. Les États-Unis qui oscillent depuis le début du 20^e siècle, entre un isolationnisme manifeste et une ingérence parfois agressive ou la Chine, si elle conserve les orientations de Bandoung qui sont cohérentes avec sa civilisation introvertie offrent d'autres modèles. Comme en outre le nombre des puissances aptes à formuler et à défendre des orientations diverses de politique internationale s'accroîtra assurément, il se pourrait que les débats aujourd'hui enfermés et assourdis dans les enceintes onusiennes et plus encore dans les institutions opérationnelles du type FMI ou Banque Mondiale, deviennent plus bruyants, plus divers et mal réductibles, faute de superpuissance à l'éminence reconnue – ou subie – partout. Même la centaine d'États sortis de la modestie à laquelle leur misère du début du 21^e siècle les contraignait, pourraient constituer un ou plusieurs nouveaux groupes successeurs des "non-alignés" de Bandoung et de la guerre froide, se mêlant de ces débats avec une vigueur semblable à celle dont l'Inde, le Brésil, l'Afrique du sud et d'autres pays ont fait preuve depuis la fin du 20^e siècle. La plus raisonnable des orientations à suggérer face à ces éléments d'une nouvelle dynamique mondiale me paraissent être ceux qui ont déjà été esquissés précédemment : avancer à petits pas, vers une pluralité de groupements d'échelle "régionale-continentale" pour encadrer le plus possible de conflits locaux dans un réseau de d'engagements ou, mieux, de traités, voire d'institutions de nature à fonder entre les États concernés une confiance bien contrôlée.

De ces (hypothétiques) remèdes régionaux, on ne peut inférer que toutes les crises d'échelle mondiale se laisseraient soigner de même. En effet, ces crises ne naissent pas à cette échelle, mais y atteignent par un enchaînement de troubles localisés, de conflits adventices, de complications inopinées qui, par surcroît peuvent s'envenimer ou se calmer de par le jeu des puissances principales. Une guerre devient mondiale quand des puissances de cette échelle s'y décident ou s'y résignent comme ce fut le cas dans l'Europe du 20^e siècle. La novation opérée vers la fin de ce même siècle, par KO de l'URSS a clos cette perspective, car la

prédominance américaine interdit cette montée aux extrêmes, sauf lorsque les États-Unis l'acceptent ou la souhaitent, ce qui n'a pas encore été le cas jusqu'à présent, malgré leurs dérapages stratégiques depuis 2001-2003. Reste à se demander si la transition vers un nouveau système mondial qui ne serait plus centré sur la seule prééminence américaine va modifier cette conclusion provisoire – et en quel sens ?

Mon sentiment est que la Chine ne se risquera pas à exciter le géant américain de façon directe ou sournoise, ni à forger une alliance quasiment panasiatique, car elle exposerait sa richesse et sa puissance nouvellement construites à des répliques épouvantables. Et que les États-Unis résisteront durablement à leurs va-t-en guerre les plus extrêmes, qui voudraient décocher un, plusieurs ou beaucoup de missiles vers la Chine continentale ¹, car le Vietnam et l'Irak ² leur ont appris qu'une armée ultramoderne ne peut vaincre des peuples encore capables de produire une armée de va-nu-pieds ou même de fantassins contraints comme ceux qui battirent la *Wehrmacht* à Stalingrad. Donc que le duel à mort entre un supergrand et son challenger ne pourrait advenir que par un enchaînement long, complexe et tronçonnable, durant un laps de temps qui ne sera pas éternel, mais de l'ordre de quelques décennies, à mon sens une douzaine tout au plus. Ledit délai étant nettement raccourcissable, si plusieurs puissances étaient en marche vers un système mondial centré sur une bonne dose de multilatéralisme. Si bien que ce qui importe, pour le 21^e siècle, ce n'est pas la (supposée) montée vers le (supposé inéluctable) conflit frontal entre la Chine et les États-Unis ; c'est de jouer aussi habilement que possible de la pluralité potentielle des challengers, en encourageant l'escalade de plusieurs puissances et en aidant à débloquer les obstacles mis par les États-Unis (et leurs alliés actuels ou potentiels) sur le chemin de l'une ou l'autre de ces puissances. Cette réponse n'est pas à rechercher simplement dans l'évolution des rivalités inter-étatiques, elle doit aussi prendre en compte les ravages d'ampleur nouvelle qui peuvent naître des déchirements internes d'États établis à l'échelle du "milliard d'hommes" – ou qui s'en approchent – et les ravages inconnus qui pourraient advenir du fait d'une évolution planétaire, stimulée par les conséquences écologiques de la révolution industrielle, mais peut-être aussi par des facteurs d'ordre géologique.

Le futur système mondial, aujourd'hui en gestation, doit être examiné sous ces divers angles, sans qu'on puisse préjuger du poids relatif de chacun des trois faisceaux de facteurs qui le meuvent : une planète exposée à des turbulences apparemment climatiques ; une société dont le centre mono-étatique (récent) semble remis en cause ; et parmi les challengers virtuels de cette superpuissance lourdement réelle, des États-mammouths sans précédents dans l'histoire. De ce dernier point de vue, la Chine et l'Inde présentent des différences manifestes qui sont, certes, marquées par des millénaires de civilisations originales bien distinctes, mais qui dépendent aussi, à court et moyen terme, de profondes

¹ "Quand il en est temps encore, avant d'être surclassés".

² Plus le souvenir de leurs vaines aides à Tchong-Kaï-Chek contre Mao Zedong.

différences actuelles dans l'appareillage et la culture politiques. La Chine qui fédère des États dotés d'institutions particulières et de pouvoirs non négligeables, a adapté leur nombre et leurs contours de façon à mieux maîtriser les tensions ethniques et religieuses. Sans y être parfaitement arrivée, elle dispose ainsi d'amortisseurs et d'écluses qui fractionnent les tensions et les révoltes, en aidant à les traiter état par état. Elle tend également à les prévenir par le jeu d'élections, de parlements et d'une hiérarchie de conseils délibératifs qui remplit ce rôle non sans succès. Ainsi bâtie, l'Inde fédérale réussit à faire vivre "la plus grande démocratie du monde", ce qui est une énorme exagération : la démocratie met des siècles à s'enraciner jusqu'au fond des villages et à s'ancrer dans la culture commune du peuple (qui est ici légion). Mais sous cette exagération, un demi-siècle de vie commune a déjà produit quelques effets bénéfiques. Néanmoins, ce système politique sert souvent à conforter les hiérarchies sociales héritées d'un passé où la grande propriété foncière prédominait et il nuit aux capacités de manœuvre et de décision d'un pouvoir fédéral qui n'a commencé à s'adapter à l'économie mondiale, telle qu'elle devient, que depuis une bonne décennie. L'éléphant indien, toujours plus surchargé en population, a réussi à accélérer son allure, mais il restera longtemps à la traîne de la Chine.

Celle-ci avance plus vite, avec une population énorme, mais dont la croissance est assez bien ralentie, quoique par des méthodes dont l'efficacité doit beaucoup à la contrainte et pourrait donc se réduire si la société s'assouplit. Comparées à l'Afrique et au Proche et Moyen-Orient, les deux populations évoluent de façon enviable, mais il est encore possible que l'une ou l'autre retrouve, pour un temps, une croissance démographique excessive, ce qui pèsera lourd dans l'histoire mondiale du 21^e siècle. Néanmoins, les désordres à craindre, pour la Chine, ne viendront pas principalement de ce côté, ni même des dégâts écologiques qu'elle accumule depuis trois décennies. Il est vraisemblable, en effet, que les alertes de ce dernier type, déjà évoquées, seront peu à peu traitées, sauf si le dérèglement climatique leur donnait durablement une ampleur extraordinaire. Par contre, les risques de crise économique pourraient, de temps à autre, se concrétiser brutalement, par contagions internationales, comme par l'effet des déséquilibres internes : le capitalisme chinois en produira, comme tout autre capitalisme. Mêlées de diverses façons à ces spasmes économiques, des crises sociales plus ou moins amples adviendront également. L'une des très grandes inconnues du 21^e siècle concerne leur fréquence et leur ampleur, mais aussi et surtout leurs effets structurels : assistera-t-on à l'établissement d'un véritable syndicalisme chinois ? Sera-t-il élitique et unifié à l'américaine ? Mieux généralisé à l'européenne ? Intimement mêlé aux transformations politiques ? Quant à ces dernières, on peut supputer la portée multi-décennale des "coexistences politiques" à la chinoise, dont les statuts de Hong Kong et Macao – et, demain de Taïwan – donnent déjà des exemples. Surtout, il faut s'interroger sur les chances d'un parti unique (de tradition communiste ?) qui cumule à sa manière toutes les fonctions exercées, en France, par la présidence "élyséenne", les cabinets ministériels, le parti majoritaire, l'administration préfectorale, la haute hiérarchie policière, les loges, cercles et

clubs d'influence et quelques hauts échelons des principales églises, etc. Fonctions hétéroclites incarnées dans les noyaux de divers appareils* mais qui sont rendues à peu près cohérentes par un mélange d'élections périodiques, de parlementarisme chichement mesuré et de démocratie locale de forme pyramidale. La Chine est riche d'une tradition dont deux traits sont potentiellement évolutifs : la nette autonomie de provinces vastes comme des États européens et la diversité des "envoyés du Palais" qui assistent, contrôlent et remplacent éventuellement les autorités locales. Il lui reste beaucoup de chemin à parcourir – et d'abord à tracer – pour réussir à faire fonctionner les provinces à l'égal des États indiens, pour lier celles-ci au centre par des procédures (électorales ou autres) perméables aux courants ascendants et descendants. À cette fin, le parti chinois qui est censé représenter toutes les classes, des riches patrons d'aujourd'hui aux plus miséreux des paysans est une impossible gageure. Il pourra peut-être survivre quelques décennies encore, comme décor de rites quinquennaux, mais il est déjà et deviendra de plus en plus, un faisceau de tendances et de clans ayant chacun une certaine spécificité : d'origine, d'école, de profession, etc. Une architecture plus souple et plus solide est nécessaire pour la formation politique* chinoise, faute de quoi, elle retombera dans quelque variante de la dictature militaire, comme le furent à bien des égards, les règnes de Mao et de ses premiers successeurs. En 2007, le chemin parcouru pour sortir de ce bourbier est déjà important, mais inégal et diffus.

Les transformations économiques et politiques de l'Inde et de la Chine pourraient jouer au 21^e siècle (et ensuite) un rôle comparable à celui que les réformes et révolutions – différentes et souvent rivales – que l'Angleterre et la France accomplirent aux 17-19^e siècles¹ ont pu jouer pour l'Europe et (par ricochets plus coloniaux que culturels) pour maintes autres régions peu à peu aspirées dans le système mondial capitaliste.

Esquisse du futur système mondial

[Retour à la table des matières](#)

Vers la fin du 21^e siècle, l'Amérique ne pèsera plus que 20 % du PIB mondial et l'Europe (Russie incluse) 15 %. Par contre l'ensemble des sociétés asiatiques aura porté sa part de ce même PIB à 60 %, les 5 % restants concernant l'Afrique. À ce niveau, cette dernière pourrait néanmoins s'être extraite de sa misère présente, car les pourcentages se réfèrent à un PIB *global* qui aura gagné en moyenne annuelle, non sans aléas temporaires, au moins 3-4 % et peut être plus, ce qui peut permettre un gain de PIB *par tête* dont l'importance dépendra de la maîtrise démographique atteinte ou non par les États africains et les autres retardataires à

¹ Mais aussi la Hollande, un peu plus tôt, et l'Allemagne, nettement plus tard.

cet égard.¹ L'inégal dynamisme économique des grandes régions ainsi souligné et les multiples tensions et évolutions politiques annoncées dans le présent chapitre conduisent à penser que le 21^e siècle sera marqué par de profondes transformations des institutions internationales. Tout en gardant présentes à l'esprit les diverses crises potentielles attendues pour ce siècle et les multiples orientations – souvent apaisantes, voire naïves – que j'ai suggérées au passage, je n'essaierai pas d'en tirer un tableau "futurible", mais quelques indications d'allure concrète peuvent aider le lecteur à faire sa propre religion.

Il me paraît vraisemblable que beaucoup de transformations singulières, concrétisées par des traités ou se traduisant par la désuétude ou la novation des institutions aujourd'hui bien établies, comme de celles qui seront créées à frais nouveaux durant les prochaines décennies, ne s'assembleront jamais en un tableau bien ordonné, même si une guerre mondiale profonde et durable venait offrir l'occasion d'amples mises à jour, comme celles qui suivirent les deux grands conflits du 20^e siècle, mais non l'achèvement de la guerre froide. Les changements seront fréquents, mais pas toujours "notariés" expressément. Des retouches les corrigeront, des interprétations diplomatiquement discrètes les amodieront. Bref, les manuels de sciences politiques ou de relations internationales seront, me semble-t-il, à réviser aussi fréquemment au 21^e siècle qu'au précédent.

Sans ordre entre eux, ni datations hypothétiques, les changements à attendre concernent d'abord l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ne pourra rester longtemps inerte, alors que les échanges internationaux s'amplifient et connaîtront sans doute diverses secousses plus sérieuses que l'affaire des jouets chinois. Les désordres provoqués par les fuites d'entreprises vers certains pays émergents, les ruées d'exportations vers les pays riches, les concurrences pour certaines ressources naturelles et les mouvements contradictoires des diverses catégories de main-d'œuvre ne seront plus longtemps masqués par les querelles sur les protections dont jouissent les fermiers américains, européens et japonais. De craquelures (par accords bilatéraux) en procès hypocrites (du type Boeing-Airbus), des pas s'accompliront régionalement ou à meilleure échelle, pour créer un système plus évolutif qui deviendra stabilisable quand deux conditions auront été remplies. La première se traduira par des équilibres périodiques de portée pluriannuelle qui rendront prévisibles (et limitées) toutes les ruées très dérangeantes, tandis que des décisions judiciaires rapides et exécutoires viendront sanctionner le non-respect de ces équilibres. La seconde condition qui sera difficile à admettre pour les États-Unis et d'autres pays, demandera de plus longs délais ou une fragmentation des réformes envisagées. Ainsi, par exemple, le Fonds Monétaire international (FMI) aujourd'hui éveillé par la rotation rapide de ses directeurs généraux et, plus encore, par les crises d'un genre nouveau inaugurées en août 2007 par l'affaire des

¹ Les chiffres cités découlent des travaux de Maddison qui ont été analysés dans *L'Inventaire du 21^e siècle*, (tome 2, dossier 3).

*subprime*¹ progressera, de crise en crise, dans une direction représentant mieux la réalité financière mondiale et adaptée soit à la très dangereuse mondialisation des banques à l'américaine, soit à une relative différenciation régionale des politiques d'épargne, de crédit et d'investissement. La Banque Mondiale, quant à elle, accompagnera ces réformes en y adjoignant éventuellement de réelles capacités de crédit privilégié et de contrôle anti-corruption², mais elle pourrait tout aussi bien disparaître au bénéfice des banques régionales-continrentales réajustées.

Dans le sillage de l'actuelle ONU plusieurs agences, fonds, conférences permanentes et autres commissions pourraient elles aussi être modifiées, fusionnées ou même supprimées, le plus probable étant que leur liste sera allongée. Sans sous-estimer l'utilité de plusieurs de ces éléments (CNUCED, PNUD, OIT, etc.) et sans être disposé à verser des larmes sur la Commission des Droits de l'Homme, si elle venait à disparaître, je laisse de côté ces entités, sauf à retenir deux cas : l'UNESCO et l'AIEA. Au prix d'une révision complète, voire d'une réinvention, l'UNESCO devrait étendre son action dans plusieurs directions, tant les prochaines décennies seront riches de développements culturels d'intérêt mondial, touchant aux medias, aux télécommunications, à la profusion télématique et aux mille problèmes souvent neufs ou minés par les souvenirs d'innombrables guerres passées que fera affleurer l'entremêlement de peuples, d'étudiants, de travailleurs, de touristes, mais aussi de groupes ethniques, religieux, nationalitaires ou autres, que les prochaines décennies multiplieront de tous côtés. Tout un monde d'interprètes, d'enseignants, de guides et d'apaiseurs de tensions sera requis à ces divers titres, monde à former et à piloter dans des logiques plus riches et variées que celles dont l'ONU a acquis l'expérience. Quant à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), elle devra nécessairement être réformée pour s'adapter à une prolifération nucléaire (bénéfique³), liée aux problèmes que poseront le développement de l'électricité nucléaire du fait de l'après-pétrole, et sans doute aussi à la multiplication des "Conseils de Sécurité" d'échelle régionale-continrentale (évoquée ci-avant). À ce dernier titre, deux questions délicates devraient être mûrement réfléchies. L'une est de bien agencer les rapports entre les Conseils de sécurité continrentaux et le Conseil mondial logé dans l'ONU (ou son successeur) ; je pense que son autorité devrait être entière à l'échelle de sa région continrentale, sauf faculté d'appel chichement mesurée. L'autre est de tirer d'exactes leçons de l'expérience de la Conférence sur la Coopération et la Sécurité en Europe (CSCE), issue du traité d'Helsinki (1975) et renouvelable à d'autres échelles que l'Europe, en sachant que la conversion de cette Conférence diplomatique en une Organisation permanente (OSCE) l'a gravement abîmée.⁴ Dans ces deux cas, la

¹ Qui est, en effet, le premier dérapage dû aux excroissances bancaires qui se sont enflées après 1990 (dérivés et *hedge funds*), Voir *La révolution financière* ci-avant.

² Dont les cibles principales seraient les gouvernements des pays aidés, les FMN prestataires de services ou fournisseurs de grands travaux et les gouvernements des ex-puissances coloniales.

³ Voir *L'Inventaire du 21^e siècle*, (tome 2, dossier 5).

⁴ Voir Maurice Bertrand – *De l'Europe apaisée à l'Europe pacifiante ? – Hérodote* n° 108, 1^{er} trimestre 2003.

clé est que l'équilibre des forces pourrait bouger plus vite et plus utilement à l'échelle régionale, qu'à l'échelle mondiale, si bien que la probable hystérésis du pouvoir américain serait éludée. Il se pourrait que, d'époque en époque, des méthodes informelles soient plus fécondes qu'une institutionnalisation trop rapide. Certes, la médiocre performance du G7 ¹ converti en G8 par l'adjonction (pas encore bien affermie) de la Russie, mais qui tarde à accueillir la Chine, n'est guère prometteuse à cet égard. Mais je pense néanmoins que la réunion, chaque année, autour d'une table, chez l'un puis chez l'autre des dirigeants de pays comme les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil et "l'Europe" ² pourrait devenir utile, si les tensions à calmer se multipliaient par trop.

À la faveur de ces ajustements répétitifs qui tendraient à remplacer le système ONU-G7 par un appareillage mondial, en partie informel, qui cesserait de mettre "à plat" comme des égaux la Chine et le Belize ³, pour le remplacer par un dispositif plus réaliste, c'est-à-dire échelonné, mais variable, comme le sont les puissances et spécialisé comme le seront les problèmes à résoudre. La question du droit international pourrait prendre une nouvelle allure. Quoi qu'en pensent les États-Unis, les décisions de leurs tribunaux internes n'ont pas de portée internationale sauf traité préalable le prévoyant ; leur refus des tribunaux fondés par traité international quand ils prennent des décisions jugées dérangeantes devrait être raréfié et sanctionné ; les pouvoirs que la constitution américaine accorde à l'ensemble du Congrès – spécialement au Sénat – devraient être rabotés pour tenir compte de ce qui a changé dans le monde depuis le 18^e siècle ; etc. Bref le bâti d'un système international de réelle signification juridico-judiciaire devrait être remis en chantier, comme il conviendrait à un 21^e siècle finissant, organisé selon un nouveau système mondial.

Peut-être aussi pourrait-on voir naître une sorte de fiscalité internationale indépendante des appareils fiscaux des divers États (qui sert de prétexte aux refus actuels) en inventant des taxes bénignes, mais dues par les compagnies d'activité internationale ; transports aériens et maritimes, etc.). Sur cette lancée, les fréquents scandales des pavillons de complaisance joyeusement délivrés par des États quasiment inexistantes, tels Le Libéria et Panama, désormais rejoints par divers Karibati. De même, certaines fonctions, telles le contrôle des détroits maritimes les plus exposés à la piraterie ou aux attentats politiques ou le contrôle des modèles prévisionnels des banques initiatrices de produits dérivés du crédit. ⁴ Et ainsi de

¹ Groupe des sept pays les plus industrialisés dont les chefs d'État se réunissent annuellement pour des réunions "informelles" longuement préparées et sans grandes conclusions.

² L'Union Européenne si elle prenait suffisamment corps, sinon (hélas !) un petit paquet d'ex-grands pays : l'Allemagne, assurément, la Grande-Bretagne peut-être, ou la France ou les deux. Mais il faut bien comprendre que ces pays européens, quinze à vingt fois moins peuplés que leurs éventuels voisins asiatiques devenus plus riches et plus puissants qu'eux, ne pourront conserver un peu de leur prééminence ancienne que s'il réussissent à s'inviter un rôle mondial utile, ce dont leurs voisins auraient à juger.

³ La Russie et le Kiribati, l'Inde et le Guatemala, la France et le Lichtenstein, etc.

⁴ Voir ci-avant le chapitre sur *La révolution financière*.

suite. Que les fonctions d'intérêt international qui vont se multiplier servent de support à des actions politiques de nature supranationale n'a rien d'extravagant : ce devrait être, au contraire, une étape logique vers le dépérissement de l'État.

Cette formule inhabituelle, hors les milieux anarchistes et certains courants socialistes inspirés notamment par *Le Manifeste Communiste* de Marx et Engels (1848) vaut d'être réexaminée, notamment par qui veut réfléchir aux inventions sociales qui seront utiles au 21^e siècle. J'en ai discuté le principe dans le tome 5 de *La Société*¹, mais les progrès de la "mondialisation" plus d'un siècle après la mort de Marx – qui en avait fort bien analysé le moteur principal – impose d'y revenir. Les États qui peinent à émerger d'un paquet de chefferies tribales, comme c'est le cas en Afghanistan ou en Somalie attestent de l'utilité première de l'institution étatique, lorsqu'elle est suffisamment appareillée pour garantir l'ordre public sur son territoire. Ce calme est appelé différemment, d'une discipline à l'autre ; c'est, par exemple, la "paix d'empire" de beaucoup d'historiens ou de spécialistes des relations internationales. Plus cette paix est garantie par des moyens durablement violents, plus elle exacerbe les luttes de classes produites par les divers modes de production actifs dans la société considérée. Le pouvoir d'État renforce la propriété et ses formes d'exploitation, à moins que des assouplisseurs divers viennent l'en empêcher. La variété des types d'État* et de leurs formes de régime* exprime la diversité de ces assouplisseurs, elle correspond aux divers équilibres qui peuvent s'établir entre l'État et la société civile*, ou pour le dire à la manière de Gramsci, elle marque les diverses positions de la bascule entre contrainte étatique et consentement à l'ordre établi.

La démocratie prônée et souvent promue par les forces politiques libérales² se concrétise par des formules souples et "vivables" qui ont assis la gloire des révolutions hollandaise, anglaise, américaine et française des 17^e et 18^e siècles. La révolution russe de 1905-17 et ses suites n'ont pas acquis une semblable réputation pour des raisons détaillées dans mes divers livres. En particulier, elle n'a nullement favorisé un dépérissement de l'État, bien au contraire. Ailleurs, des transformations éparses – soutenues ou dénigrées par les tenants des divers courants socialistes ou réformateurs – ont effectivement allégé les méthodes d'exploitation capitalistes et les modes de domination politique qui les accompagnaient, le tout dans un brouillard idéologique incessamment renouvelé, mais percé de trouées nouvelles. Dans ce contexte social qui est, en gros, celui de beaucoup de sociétés européennes et américaines du 20^e siècle, la bascule de Gramsci a oscillé du fascisme extrême jusqu'à de rares régimes capables de maintenir à peu près leurs institutions libérales, même au pire des guerres mondiales. Dans le présent système mondial, celui d'après 1990, la clairière démocratique qui s'était rétablie, mais peu élargie après 1945, a commencé derechef de s'étendre, mais de façon nominale plus que réelle. Les vrais et faux débats sur les "droits de l'homme" permettent d'en juger. Il

¹ Les six tomes de *La Société* sont disponibles sur le présent site.

² À ne pas confondre avec les diverses forces économiques néolibérales qui cherchent à rejeter tout ce qui, dans l'État, leur paraît gêner "le bon fonctionnement du marché".

serait, aujourd'hui, beaucoup plus important de creuser les débats sur "l'ingérence", quels que soient les qualificatifs généreux accolés à celle-ci.

En effet, les erreurs parfois bien intentionnées, mais souvent grossières, qui se sont répandues à mesure que l'Europe diffusait son capitalisme et répandait "la civilisation" dont elle se croyait le parangon, se reproduisent présentement. Les États-Unis apportant "la démocratie" au Proche et Moyen-Orient par les méthodes que l'on sait, transposent la bonne conscience de l'Angleterre victorienne ou de la France républicaine, mais dans un monde profondément transformé par les effets entrecroisés du fascisme, du communisme, de la décolonisation et, déjà, des résultats acquis par la "mondialisation" économique, informatique et autre. J'ai évoqué à plusieurs reprises les périls des "impuissances" autant que les dangers dus aux grandes puissances courant sur leur erre. Pour être théoriquement plus clair, il me faut reprendre une distinction que j'avais esquissée en 1981 dans le tome 5 de *La Société*, distinction entre les deux voies apparemment contradictoires qui permettraient de progresser plus que le libéralisme ne l'a permis, dans la voie du dépérissement de l'État : la voie de *l'État plus* et celle de *l'État moins*. À l'époque j'avais en vue principalement la place de l'Europe dans le monde et la place de chacun des États européens dans la Communauté européenne. Porté à l'échelle du monde actuel, *l'État plus* signifie qu'un renforcement du pouvoir d'État est souhaitable dans chacun des ensembles "régionaux-continentaux" qui se profilent, afin qu'ils puissent négocier et appliquer ce qu'il faut d'accords marchands et financiers pour lisser la nouvelle géographie économique en devenir ¹ et pour accéder peu à peu aux accords politiques permettant de canaliser les tensions liées au remplacement d'une superpuissance mondiale unique par un collège d'États puissants, sans *primus inter pares*. Ceci implique évidemment que la "paix par l'empire" n'a aucune chance de s'établir à l'échelle mondiale avant que d'éventuelles transformations majeures et de très longue haleine aient pu être menées à bien. Mais à mesure que plusieurs *États plus* s'affirmeront dans le monde, il deviendra possible de multiplier les *États moins* au sein de chacun d'eux. Car il est évident qu'en Europe comme ailleurs, les États aujourd'hui bien établis n'accepteront pas de s'effacer dans quelque Union (européenne, latino-américaine, est-asiatique, etc.) que ce soit. Pour rendre "vivable" *l'État plus*, il faut équilibrer les droits et devoirs des États préexistants qui auront abandonné certaines de leurs prérogatives à ce dernier, tout en laissant ce même *État plus* exercer, d'une manière qui se définira à son niveau, les nouveaux pouvoirs qu'il acquerra dans un système mondial mieux agencé. Dans un monde s'organisant de la sorte, de nouveaux degrés de liberté seront conquis. Les effets libéraux des grandes révolutions européennes ont permis de bâtir des collectifs sociaux non ou peu dépendants des États : des sociétés anonymes, des associations, des syndicats, des partis, etc. Le couple *État plus / États moins* permettra d'inventer et d'expérimenter des novations plus riches encore, par exemple l'organisation quasi-étatique de peuples ne voulant

¹ C'est-à-dire transformer les drames des délocalisations et des réformes structurelles, en problèmes politiques échelonnés par des accords internationaux, donc mieux maîtrisables.

pas se fixer ou l'entreprise industrielle de caractère plus richement socialiste que les rares et souvent médiocres tentatives du 20^e siècle ont permis ?

Dans un tel contexte régional, puis mondial, des questions politico-culturelles très complexes pourront être traitées à frais nouveaux. Je pense notamment à l'établissement d'un statut international pour les diasporas, afin de leur donner à toutes une voix mieux audible que celle d'une simple ONG et d'accorder aux plus massives d'entre elles pleine capacité de participer, aux côtés des États-membres aux institutions de l'*État-plus* qui engloberait ceux-ci. Je pense aussi au statut international des religions qui débordent sur plusieurs États actuels. Autre exemple : la dissociation des religions d'avec les États. Une religion qui professe des vérités politiques irréfragables est impensable dans un *État-plus*, mais de multiples nouvelles formes de coexistence pacifiée entre des religions distinctes sont plus aisément inventables et négociables. J'en dirais autant des rapports entre les identités collectives, fruits de l'histoire et ancrées dans une culture commune, et l'exaltation d'une nation, car un *État-plus* ne peut être "national" dans l'un ou l'autre des sens que l'Europe a figés au 19^e siècle. Un *État-plus* et sa phalange d'*États-moins* ne peut être que le mélange de peuples ou d'éléments de peuples véhiculant chacun sa culture propre (langue, religion, genre de vie, etc.) dans un entremêlement de citoyennetés locales, régionales et de toutes autres échelles selon l'organisation d'un *États-plus*. Il se pourrait même que les réformes radicales des organisations et des méthodes éducatives dont les familles et les écoles sont les principaux acteurs soient considérablement enrichies par un cheminement, fût-il tortueux vers un système mondial riche d'*États-plus* en beaucoup plus petit nombre que les deux cents États environ qu'assemble la pauvre ONU d'aujourd'hui.

Les principales réformes institutionnelles internationales que je viens d'évoquer me semblent être dans l'air des temps à venir, quoique leur panorama soit très incomplet et parfois biaisé par mes propensions personnelles. Mais telles qu'elles sont, elles renforcent une conclusion à laquelle m'a conduit l'étude des dynamismes politiques, économiques et culturels qui s'achève ici. C'est que l'actuel système mondial, né vers la fin du 20^e siècle d'une non-guerre ("d'une guerre froide") a des chances d'ouvrir une nouvelle série : celle des transformations d'ensemble du système mondial qui ne se cristallisent plus par l'effet de guerres mondiales – comme celles de 1914-18 ou de 1939-45 – mais de façon plus lente comme un fleuve prend en glace. Aux États-Unis qui trébuchent vers une "fin" de guerre en Afghanistan et en Irak sans mettre fin, bien au contraire, aux désordres du Proche et Moyen-Orient ; en Europe qui vacille en s'éloignant de ses Trente Glorieuses ; en Russie qui tâtonne à la recherche d'un nouvel avenir ; en Chine et autres pays asiatiques qui galopent aveuglément vers cet avenir ; et dans toutes les autres régions du monde où règnent des espoirs et des désespoirs étonnamment contrastés ; partout, des peuples et des gouvernements pressentent de grands changements dans le système mondial et le disent, en termes belliqueux ou rêveurs, mais imprécis.

En effet, aucune limite n'est en vue, aucune échéance n'est repérable, aucune convergence ni aucune synchronisation des changements en cours ne se laissent deviner. Les questions d'avenir sont d'autant moins clairement imaginées qu'elles sont les plus décisives. Ainsi de la relève des États-Unis par la Chine comme pivot du système mondial ou, à l'extrême inverse, de l'entrée globale de l'Afrique dans une modernité à sa mesure et, plus ou moins, à sa manière. Le temps est donc ouvert aux prudences et aux espoirs, aux réformes et à la recherche, à toute échelle, de coexistences pacifiques entre peuples, de fertilisations croisées entre civilisations ou, pour dire la même chose à l'envers, de contraintes pacifiantes, de dissuasions réciproques, d'équilibrages locaux, régionaux, continentaux, jusqu'au mondial. Car rien, dans le monde actuel et dans son devenir supputable, n'est prometteur de pain pour tous, d'espoir et de paix pour chacun. La sagesse est donc de *gagner du temps*, de retarder et diluer les conflits belligères, conseil qui vaut pour les États-Unis, puissance prépondérante et mêle-tout d'aujourd'hui, comme pour la Chine et les autres prépondérants à venir. Les éruptions guerrières et révolutionnaires sont comme les secousses sismiques et les autres cataclysmes naturels, ni les sciences sociales, ni les sciences naturelles n'ont encore acquis de valeur prédictive à cette échelle. La seule précaution qui puisse être efficace, c'est de déraciner les guerres et les révolutions, en s'employant à guérir les misères, les manques, les soifs qui les sous-tendent. J'ai explicité la morale de cette histoire dans le *Civiliser les États-Unis* ¹ que les agressions américaines m'ont inspiré au début du 21^e siècle, elle mérite d'être transposée et appliquée dans le monde entier durant tout ce même siècle, en combattant les idéologies galvanisantes et guerroyantes, les dominations répressivement conservatrices et les économies profitablement sur-exploiteuses. De quoi s'occuper longtemps encore ! Mais sans l'illusion d'une réussite assurée : il faut donc aussi savoir prendre parti dans les guerres ou les révolutions qui éclatent, mais sans romantisme révolutionnaire ², et sans exaltation nationaliste dans les guerres qui se répandent ! ³

* * *

¹ Ouvrage publié en 2003 sur le présent site.

² "Que demande l'enfant grec ? De la poudre et des balles !"

³ "Nach Berlin !"